



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

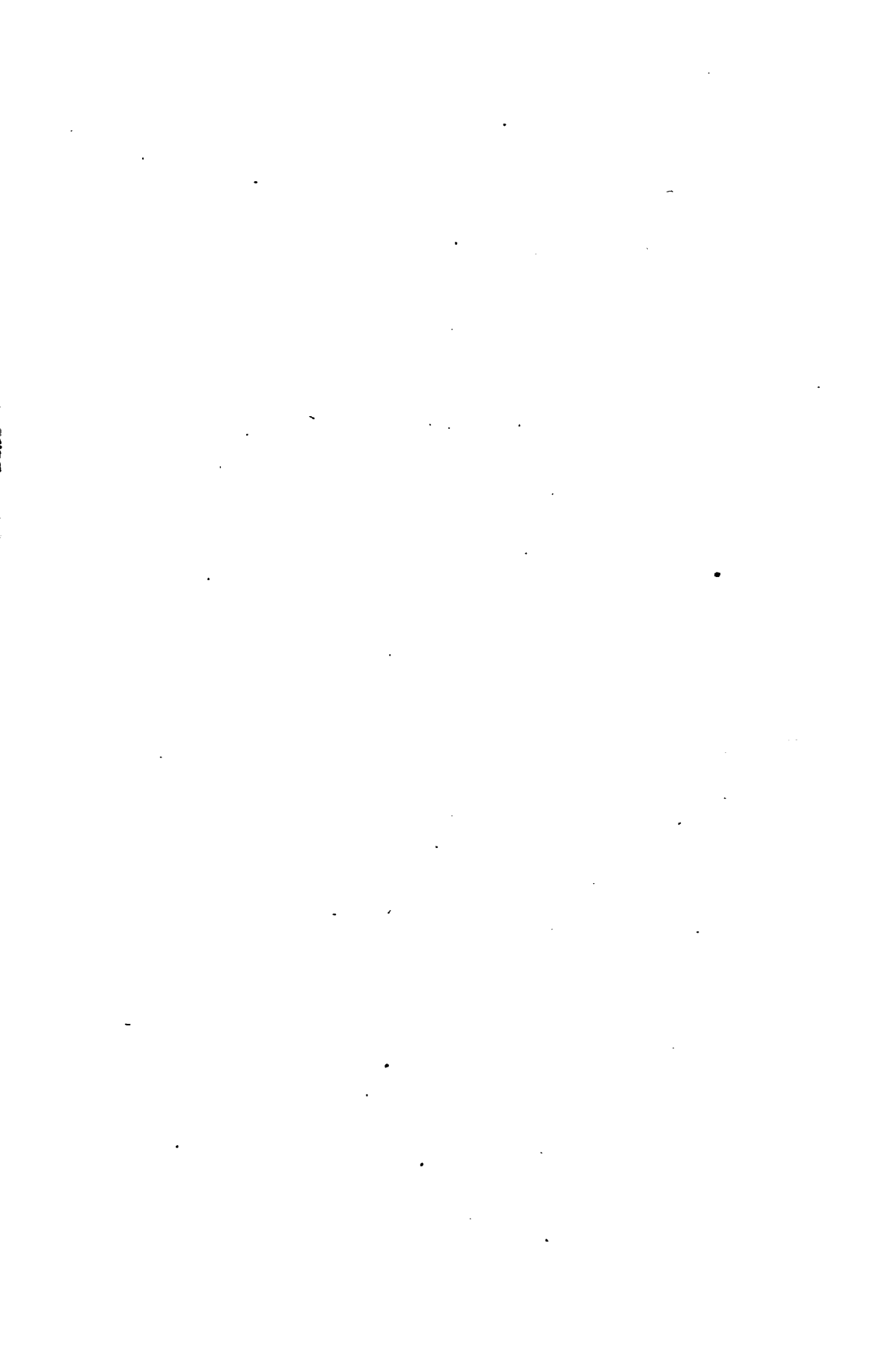
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

68
33

82 Dec. 1922

HARVARD LAW LIBRARY

Received JUN 27 1921



813

DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÈGE

1800-1801

IMPRIMERIE E. JAMIN

A LAVAL

100
c^o
DOCUMENTS

x
SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS

DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE

EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR

Le C^o BOULAY de la MEURTHE

TOME II

PARIS

ERNEST LEROUX

Libraire de la Société d'Histoire diplomatique

28, RUE BONAPARTE, 28

MDCCCXCH

6/27/21

JUN 27 1921

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 4. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'Auteur ou de l'Éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le Tome II des DOCUMENTS SUR LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT, préparé par Le C^{te} BOULAY DE LA MEURTHE, lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1892.

Signé : ALPH. DE COURCEL.

Certifié :

Le secrétaire général de la Société d'Histoire diplomatique,

R. DE MAULDE-LA-CLAVIÈRE.

AVERTISSEMENT POUR LES TOMES II ET III.

Le premier volume de ce Recueil offre quelques lacunes qu'il était de notre devoir de signaler soit dans l'Avant-propos, soit dans des annotations successives. Parmi les pièces qui manquaient ainsi à l'étude, nous avons dû mentionner les lettres écrites par Mgr Spina avant son arrivée à Paris, les trois plus anciennes ébauches du concordat, diverses notes échangées entre les négociateurs. Contrairement à une tradition conservée avec trop de complaisance à Rome, ces documents n'étaient point perdus ; ils étaient simplement égarés au Vatican, au milieu de liasses mal classées, et dont nul jusqu'ici ne paraît avoir eu connaissance. Ils ont été retrouvés récemment par M. l'abbé Rance-Bourrey, à qui sa position de chapelain de St-Louis-des-Français donnait accès dans le dédale souvent obscur des archives romaines. Cet explorateur patient et heureux, s'inspirant de l'intérêt général de l'histoire, a mis à la disposition de la Société Diplomatique le fruit de ses recherches : nous en avons formé un Appendice qui sera inséré à la fin du tome III et qui comprendra en outre des renseignements nouveaux sur la congrégation chargée par le Pape d'examiner les premières propositions de Bonaparte. Mais quelque abondant que soit un pareil supplément, il n'épuise pas la part qui revient à M. l'abbé Rance-Bourrey dans la suite de ce Recueil. Plusieurs textes d'une utilité véritable, empruntés les uns au Vatican, les autres aux papiers du cardinal Carandini, sont venus enrichir le tome II ¹, de même que, dans le tome suivant, des mémoires rédigés à Paris par Consalvi contribueront à éclairer sa courte et laborieuse négociation. Faudra-t-il en conclure que désormais les matériaux ayant un caractère diplomatique se trouveront tous rassemblés sous la main de l'historien ? Il serait téméraire de le prétendre. Mais si quelques découvertes sont encore à espérer, il est du moins peu probable qu'elles puissent changer sur un point essentiel l'enchaînement ou la nature des événements d'où est sorti le traité religieux qui unit encore la France et le Saint-Siège.

¹ Ce sont les pièces nos 304 à 306, 310, 333, 339, 342, 347 et 348, 368 et 369, 401, 403, 405, 409, 428, 446 et 447, 449, 454, 465, 469 et 470, 476, 479, 492, 497, 506 et la substance des notes qui sont suivies de la mention : Arch. du Vatican. La composition du tome III n'est pas arrêtée d'une manière assez définitive pour qu'il soit possible, en ce qui le concerne, de donner dès à présent une indication aussi détaillée.

DOCUMENTS

SUR LA

NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS

DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE

EN 1800 ET 1801

PARTIE VII

MURAT A ROME
CACAULT ENVOYÉ AUPRÈS DU PAPE

Un officier de M. de Damas apporte à Ancône un contre-projet de trêve, qui est rejeté par Murat ; il court à Naples chercher des instructions. — Dans l'intervalle, Murat reçoit l'ordre d'exiger des Napolitains une clause nouvelle ; il prépare une démonstration militaire et paraît à Foligno au milieu de ses troupes. — Il est rejoint par un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux. — Prompte conclusion de l'armistice, à Foligno, le 18 février : les Napolitains s'engagent à sortir de l'État romain dans les six jours, tandis que les Français gardent le droit de l'occuper jusqu'à Terni et le cours de la Nera.

Cette négociation est suivie attentivement par le Saint-Siège. Mgr Caleppi, qui a revu Murat à Ancône, retourne près de lui pour la troisième fois. — Entretiens confidentiels à Foligno : une somme est convenue secrètement pour la retraite des troupes françaises. Murat voudrait entraîner le Saint-Siège à exclure les Anglais du port de Civita-Vecchia, mais n'insiste pas. — Il est invité à rendre visite au Pape.

Il arrive à Rome le 22 février. — Son affabilité au milieu des hommages. — Le même courrier lui apporte la nouvelle de la paix avec l'Autriche et l'ordre d'aller, à travers le royaume de Naples, occuper le golfe de Tarente, pour se tenir à portée de l'Égypte. — Il dissimule cet ordre : avant de l'exécuter, il veut ramener son corps en Toscane, en partie pour le sortir d'un pays épuisé, en partie pour paraître remplir un engagement dont le Saint-Siège acquitte le

prix. — Il encourage le Pape à réclamer les Légations. — Impressions séduisantes qu'il laisse dans l'esprit de Consalvi et de Pie VII.

Le cardinal Maury, revenu de Montefiascone, essaie de hausser le ton devant le Pape. — On reçoit à Rome le quatrième projet de concordat, transmis à Parme par le messager espagnol de M. de Muzquiz. — Consalvi adresse à Spina des pouvoirs pour les affaires temporelles.

Avant le départ du courrier Livio, Bernier, voulant faciliter au Pape l'adoption du projet V, a confié en secret à Spina des variantes de rédaction, présentées comme pouvant être admises par le Premier Consul.

Le marquis de Gallo, à peine arrivé à Paris, est sommé de souscrire à l'occupation de Tarente par les Français. Il résiste. — Les exigences du Premier Consul deviennent plus impérieuses par l'annonce irritante que l'escadre de Gantheaume, sortie de Brest, a cherché refuge à Toulon au lieu de faire voile vers l'Egypte. — Bonaparte apprend, le 28, l'armistice de Foligno. Renonçant à traiter avec M. de Gallo, il envoie Alquier pour imposer en Italie la paix aux Napolitains.

En même temps, il nomme définitivement Cacault pour son représentant à Rome : mais Cacault ne prendra d'abord aucun titre diplomatique.

Troisième audience accordée à Spina. Tout en laissant percer un peu de défiance, le Premier Consul se montre bien disposé pour le Saint-Siège et pressé de voir s'achever le concordat. — Démarches de Spina pour les Légations : il recherche le concours de quiconque peut l'aider, surtout celui de M. de Kolytchev ; mais il pense que le Saint-Siège ne doit s'appuyer exclusivement sur aucune puissance.

D'Hauterive propose des règlements sur les cultes non romains : changements que le Premier Consul apporte à ces projets.

Les évêques constitutionnels écrivent aux évêques du monde catholique pour les inviter au second concile de l'église gallicane.

Instructions remises à Cacault : il n'admettra aucune modification au projet V de concordat ; il protégera à Rome les intérêts des Français et des amis des Français ; il ne s'occupera pas de questions territoriales. — Départ de Cacault.

— Spina reçoit de Consalvi des pouvoirs pour le temporel.

Ratification de la paix de Lunéville et fin de la session du Corps-législatif.

Rapports de Bernier sur la circonscription des diocèses et sur les nominations aux évêchés.

271. — Consalvi à Murat.

Rome, 10 février 1801.

J'ai l'honneur d'accuser à V. E. la réception de sa lettre datée du 18 pluviôse (7 février) ¹. Je remettrai aujourd'hui même celle

adressée à M. le ministre de Russie, de Levachov ², qui est à Naples ; j'ai remis l'autre à M. de Damas ³, dont je joins ici la réponse. Je dois dire à V. E., par l'ordre de Sa Sainteté, que les assurances réitérées qu'elle lui donne d'être sans inquiétude sur le mouvement de son armée, et les marques que le Saint-Père reçoit sans cesse des égards de V. E. pour ses États, ne peuvent ne pas exciter toute sa reconnaissance.

Sa Sainteté espère que, peut-être à l'heure qu'il est, l'armistice aura été conclu avec la cour de Naples, et que par là rien ne manquera pour jouir de la tranquillité et de la paix que son cœur est si porté à chérir. La troupe napolitaine quitte Civita-Vecchia, qui est occupée par les soldats levés par Sa Sainteté. Il est de même du château Saint-Ange, déjà occupé par les [sbires], à cause du départ de l'infanterie napolitaine de Rome, où n'est restée que la seule cavalerie de S. M. Sicilienne.

Je prie V. E. de vouloir bien agréer les offres de mes services, et j'ai l'honneur de l'assurer de ma plus parfaite considération, etc.

(Aff. étr., *Rome*, suppl. vol. 22).

272. — Ruffo à Acton.

Roma, 10 febbraio 1801.

Le notizie, che oggi ho avute dal cardinale segretario di stato sono, che i Francesi, i quali si trovano in Foligno, non oltrepassano il numero di tre mila ⁴. La condotta che tengono i Francesi

¹ Cette lettre de Murat n'a pas été retrouvée ; elle ne contenait probablement que des assurances amicales.

² Murat lui mandait, le 7 février : « . . Je suis véritablement désolé de ne pouvoir suspendre le mouvement de mes troupes, que lorsque la cour de Naples aura entièrement souscrit aux propositions que j'ai faites au général en chef de son armée. J'espère que par votre sage médiation toute l'influence anglaise, qui assiège depuis longtemps S. M. le roi de Naples, disparaîtra, et qu'éclairé sur ses vrais intérêts et le bonheur de son peuple, ce monarque s'empressera de m'envoyer un chargé de ses pouvoirs pour y conclure un armistice... »

³ Il est probable que Murat écrivait à M. de Damas dans le même sens qu'au général Levachov.

⁴ A ce moment, Foligno était occupée par la seule division Tharreau. La seconde division, commandée par le général Mathieu et forte de 4,200 hommes,

nello Stato pontificio è moderatissima e interamente deferente al governo del Papa, come V. E. potrà rilevare dall' annessa lettera di Mgor Rivarolla, delegato apostolico in Perugia...¹ In tale stato di cose, io credo di continuare la mia dimora in questa capitale, per non abbandonare senza una necessità il mio ministero ; ma in caso di marcia de' nemici verso di noi, o della venuta di qualcuno de' loro generali con qualche forza armata e della totale partenza delle truppe reali, m' immagino che V. E. non sarà per disapprovare il mio ritiro verso il regno, per non esporre la rappresentanza del Re a qualche affronto, e per salvare la mia persona, la quale, come V. E. ben sa, debbe avere delle odiosità particolari, specialmente de' patriotti, i quali all' avvicinarsi de' Francesi potrebbero rendersi animosi ed insolentire. Nel partire però prenderò il pretesto di portarmi in Napoli per inchinarmi alle Loro Altezze Reali ²...

(Arch. de Naples).

273. — Murat à Consalvi.

Ancône, 22 pluviôse an IX (41 février 1801).

Voulant donner à Sa Sainteté une preuve bien authentique des sentiments de bienveillance de mon gouvernement, désirant calmer toutes ses inquiétudes sur le séjour de mon armée dans ses États ou sur ses différents mouvements, et ôter tout espoir révolutionnaire à ses sujets, j'ai consenti, sur la demande que m'a faite Mgr Caleppi ³, à une convention relative à l'évacuation

était restée à Pérouse. Quelques détachements de la brigade Paulet reliaient Ancône à Foligno. Cette disposition des troupes de Murat s'est à peu près conservée jusqu'au 19 février. — Le parc d'artillerie n'a rejoint que le 13 février, et a été placé à Ancône.

¹ Le card. Ruffo entretenait avec lui une correspondance suivie. Il recevait aussi d'Ancône, de Forlì, de Foligno, etc., des renseignements qui lui permettaient d'apprécier assez exactement la situation de l'État romain.

² Le prince héréditaire des Deux-Siciles et la princesse sa femme (voir t. I, p. 397, note 2). — Le roi était resté à Palerme, et la reine se trouvait à Vienne.

³ Dans le tome I, le nom de ce personnage a été constamment imprimé sous la forme « Galeppi », qui est donnée par une partie des documents, mais est certainement vicieuse. C'est une erreur que nous avons le devoir de reconnaître et de rectifier.

du territoire ecclésiastique ¹. Je désire que le général Damas s'empresse d'accueillir l'armistice que j'ai proposé : ce serait le moyen de mettre à même de ratifier la rédaction de celui dont est porteur M. Caleppi. Ce digne prélat a conquis toute mon estime ; son éloquence douce et persuasive a captivé mon cœur : il a plaidé la cause du Saint-Père avec tant de chaleur, que j'ai été obligé de me rendre à tout l'intérêt qu'il porte à Sa Sainteté. Je serais cependant flatté que Sa Sainteté pût être persuadée que mon désir de l'obliger s'est trouvé réuni à celui de Mgr Caleppi.

Je prie S. Em. de croire que rien ne peut ajouter aux sentiments distingués que je conserve pour Sa Sainteté, et à la parfaite considération pour votre personne.

(Aff. étr., *Rome*, suppl. vol. 22).

274. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 14 février 1801.

Le major Valente, que le commandant général des troupes napolitaines, M. le comte de Damas, avait envoyé à Foligno pour y traiter l'armistice avec les Français, est retourné avant-hier (12 février) au soir d'Ancône, où il avait dû pousser son voyage pour rejoindre le général Murat, sans avoir rien conclu avec lui, faute de pleins pouvoirs assez étendus pour signer toutes les conditions que les Français exigeaient ². Il paraît que le major Valente était autorisé à accepter, au nom du roi son maître, la première des conditions, par laquelle les Français demandent l'évacuation sur-le-champ de l'Etat ecclésiastique. Et la cour de Naples n'a pas opposé non plus des grandes difficultés à fermer les ports des Deux-Siciles aux Anglais, mais avec cette limitation pourtant que, tandis que les Français veulent, par une pareille mesure, interdire aux Anglais toute sorte de commerce avec les Etats de S. M. Sicilienne, celle-ci ne voudrait pas fer-

¹ Cette convention n'était qu'à l'état de projet. On verra plus loin qu'elle stipulait une somme d'argent pour le Corps d'observation et demandait la fermeture de Civita-Vecchia au pavillon anglais.

² Sur cette mission de Valente, voir le t. I, p. 397, note 2, et p. 403, note 1.

mer ses ports aux bâtiments marchands, mais seulement aux bâtiments de guerre.

Les deux autres conditions exigées par les Français, souffrent encore des plus grandes difficultés. S. M. Sicilienne ayant mis le chevalier de Dolomieu à la disposition de l'empereur de Russie comme grand-maitre de Malte, ne veut pas rendre ce prisonnier, dont l'élargissement tient fort à cœur au Premier Consul, sans le consentement préalable de S. M. Paul I^{er}; et l'amnistie générale que les Français exigent pour quatrième condition de l'armistice, en faveur de tous ceux que la cour de Naples retient encore dans les prisons, et de tous les déportés, exilés, etc., pour leurs opinions politiques, blesse trop directement la dignité de la souveraineté, pour que les ministres de S. M. Sicilienne ne doivent pas faire tous les efforts possibles pour décliner une pareille demande. Tel est pourtant l'empire des circonstances, qu'à moins que M. de Levachov, pour lequel le général Murat a les plus grands égards, ne tâche pas par sa médiation de rendre les Français moins exigeants, il est à prévoir que le major Valente, qu'on attend demain (15 février) de retour de Naples, où il s'est d'abord rendu pour rendre compte à S. A. R. Mgr le Prince héréditaire et au général Acton de sa négociation, reviendra muni de tous les pleins pouvoirs nécessaires pour signer sans aucune restriction l'armistice proposé par les Français. Ce qui rend très probable une détermination pareille de la part de la cour de Naples, c'est que le général Murat appuie ses demandes toujours par des marches qu'il fait faire à ses troupes sur Terni et sur Rieti, en menaçant par là de bien près les frontières du royaume.

Le général français assure toujours les ministres du Pape qu'il n'occupera pas Rome avec son armée, et que rien ne sera changé au gouvernement de l'État ecclésiastique. Les offices du prélat Caleppi, qui est allé rejoindre le général Murat jusqu'à Ancône, viendront sans doute très à propos pour le fortifier dans des intentions si paisibles; mais, tout comme en Toscane, malgré les proclamations rassurantes du même général, les patriotes se permettent les plus grands excès contre les fidèles serviteurs et les sujets affectionnés de S. A. R. le Grand-Duc, il est toujours à craindre que le long séjour des armées républicaines réveille,

même dans l'État ecclésiastique, l'activité des malintentionnés, et vienne par là à troubler sensiblement la tranquillité publique... (Arch. de Vienne).

275. -- Consalvi à Spina.

Roma, 14 febbraio 1801.

Quest' oggi mi è giunta la sua lettera coi numeri 21 e 22, in data dei 17 gennaio ¹. Ringraziandola delle nuove che mi favorisce, mi riporto per le nostre al contemporaneo foglio.

Sento quanto ella mi accenna del discorso tenuto con il ministro ligure per l'affare di Mgr Lambruschini. Ne parlerò subito al Santo Padre...

Nostro Signore gode, grazie a Dio, buona salute. Il paese è quieto. Il carnevale si è fatto senza maschere. L'arciduchessa Marianna d'Austria è in Roma, abitando in casa Corsini, e seco il P. Paccanari e tutto il suo seguito.

(Cultes, Arch. de Caprara).

276. — Consalvi à Spina et aux Nonces.

Roma, 14 febbraio 1801.

Mgor Caleppi, egualmente che l'uffiziale napoletano, non avendo trovato in Foligno il generale Murat, si condussero in Ancona. Ivi incominciata la trattativa con l'uffiziale per l'armistizio, non fu concluso, perchè il generale francese non trovò nell' altro, al suo dire, la plenipotenza. Dunque, stesi dai Francesi gli articoli, l'uffiziale se ne tornò a Roma, d'onde partì per portarli a Napoli. Per quanto si è scoperto, sono : la ritirata delle truppe dentro il regno; la chiusura dei porti agli Inglesi e loro alleati; la liberazione di Dolomieu ed altri generali francesi; l'amnistia agli opinionisti ed altri rivoluzionari; e finalmente del danaro.

Mgor Caleppi è rimasto in Ancona, aspettando il ritorno dell' uffiziale.

Intanto le truppe si sono distese fino a Terni e Rieti. Sembra

¹ Pièce n° 186. Voir aussi dans le t. I, p. 290, la note 2.

che assicurino che non verranno nella capitale. In fondo, il riguardo alla Russia fa che i Francesi non mostrano urgenza per avanzare contro Napoli, che non lascia di conoscerlo. Intanto lo Stato pontificio soffre a un grado di cui non si ha idea. Si tratta di mantenere adesso, in tutto e per tutto, da sedeci in diciotto mila uomini, e crescono sempre. Si disse che prenderebbero le sole sussistenze ; ma si fanno requisizioni di cavalli, camicie, scarpe, etc. ¹. Inoltre, il consumo dei viveri è eccessivo. Prima di tutto questo si temeva moltissimo, che i generi non basterebbero fino alla raccolta; ora è certo che si morirà di fame poco dopo Pasqua. Le spese delle comunità sono massime. Anche fatto l'armistizio, si conosce che resteranno le truppe nello Stato fino alla pace col re di Napoli. Si è rilevato che si gradirà una ben andata partendo. Sicchè la situazione delle cose non può esser per questo verso più infelice. Questo prolungamento dell' armistizio non può esser più dannoso.

Intanta le truppe napoletane restano sempre in Roma (essendone partita la sola fanteria, come da Civita-Vecchia), e perciò seguitando a correre tuttora la spesa medesima, vi è il doppio dispendio di pagare anche quella messa in piedi senza servirlene. In castello vi sono cinquanta soldati pontifici per il servizio interno; ma ancora vi risiede il comandante napoletano, e ne ritiene il comando, guardandone il ripiano con la cavalleria.

Il generale Murat ha fatto cassare la commissione creata dal generale Paulet in Ancona, per rimettere in possesso i compratori dei beni detti nazionali; perchè deve trattarsi di ciò in Roma coi tre commissari francesi, che si attendono a momenti. Si è però espresso vivamente sulle intenzioni del suo governo su tal proposito. La perdita della Camera sarebbe incalcolabile, perchè tutte le principali tenute sono alienate.

Ai 23 si farà la promozione, anche per tener tranquillo e ras-

¹ L. Berthier écrivait de Foligno, le 18 février, au ministre de la guerre, son frère : « .. Malgré tous les efforts que font les délégués du Pape, ils ont toutes les peines possibles d'assurer les subsistances. La marche d'Ancône, qui est le pays qui a le plus de ressources en grains, est totalement épuisée, et l'habitant a de grandes inquiétudes pour pouvoir gagner la récolte. Nous éprouvons également la plus grande pénurie de fourrages, et tous les jours l'on en est aux expédients pour la nourriture des chevaux.. »

sicurato il popolo. Molti cappelli saranno riservati in petto, perchè nè vi sono le provviste necessarie, nè si può passar sopra a vari necessari riguardi.

(Cultes, *Arch. de Caprara*; Arch. du Vatican).

277. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 14 febbraio 1801.

Ella è stata profeta. I Francesi dalla Toscana hanno scritto al Santo Padre, dicendo che dovevano entrare nello Stato per farlo evacuare dai Napoletani; che si dovevano mettere alle frontiere del regno; che il Santo Padre non doveva temere nulla; che erano pieni di rispetto; che non volevano che le sole sussistenze, e che non si cambierebbe governo. Dopo entrati, si sono dilatati da per tutto, estendendosi ora da Fano fino a Terni e Rieti. Oltre le sussistenze, fanno requisizioni di cavalli, e scarpe, e camicie, e così simili, quasi che il paese fosse nemico.

Il discorso che si tiene da Ancona su i beni nazionali, è diverso da quello che si tenne da Firenze. Su questi beni, benchè io le ne parlassi nelle istruzioni a Vercelli, e poi quasi in tutte le lettere, ella mai mi ha risposto una parola.

La lettera che ella mi scrive in cifra, n° 22, è da spaventare; ma d'altra parte qual partito prendere? Deve andare a Napoli, dove i Francesi dicono di portare la guerra? E, se fanno la pace con questa corte, che contegno si userà costà con noi? Vorremmo dare ai Francesi un apparente titolo di offesa, diffidando dopo tante solenni proteste? Finora, del fatto di non cambiare il governo, e con non sostenere i patrioti, Sua Santità ha pensato che la forza delle circostanze è tale, che gli conviene di gettarsi nelle braccia di Dio e fidarsi a Lui. Ella però saprà far valere, anzi come un merito, questo tratto di fiducia di Sua Santità, e questa dimostrazione che dà al mondo della sua buona opinione dell'attuale governo francese.

Parli ancora sopra queste contribuzioni, sì mal convenienti verso un paese neutrale, e amico, come si dice, oltre l'essere mortali per un paese già sì desolato.

Parli sull'affare dei beni nazionali. Il titolo derivante dalla passata conquista svanì e passò nei nuovi conquistatori, che lo

hanno trasfuso in Sua Santità, restituendogli i stati. Se i Francesi vogliono fare la conquista di nuovo, la dichiarino come nuova, e non vi è che opporre alla forza. Essi però dicono che ora non conquistano. Potrebbe dunque il Santo Padre negarsi a tutto : non vuol però far questo, e si presterà ai più equi temperamenti. Basta che si parta però da questo principio.

Circa gli affari ecclesiastici, le sue cifre [numeri] 12 et 14¹ fanno tremare. Subito che si recede dal convenuto, e per fin dal punto principale di dichiarare dominante la religione cattolica, ella si faccia sentire su questo ; e son persuaso che non si vedrebbe volentieri che ella potesse sconcludere la trattativa.

Finisco raccomandandole ancora l'affare di casa [Braschi] : hanno di nuovo confiscati tutti i beni di Cesena. Il Primo Console dovrebbe colla giustizia troncare una volta per sempre sì ingiuste procedure.

(Cultes, Arch. de Caprara).

278. — Murat à Talleyrand.

Ancône, 25 pluviôse an IX (14 février 1801).

Je reçois à l'instant votre courrier du 16 courant (5 février)², ainsi que la lettre que vous désirez que j'écrive à M. l'ambassadeur russe... Si je n'ai pas pu deviner l'intention du gouvernement sur l'embargo qu'il désire faire mettre par le roi de Naples sur les bâtiments anglais, ce n'est pas ma faute ; je n'ai reçu jusqu'à ce jour aucune instruction sur ma conduite politique envers Naples. Vous verrez cependant qu'à cet article près, toutes vos instructions se trouvent remplies. J'ai un moyen bien sûr de rompre de suite toute espèce de négociations d'armistice avec le général en chef de l'armée napolitaine, lui ayant déclaré, par une lettre qui accompagne les propositions d'armistice, que je ne donnais à son courrier³, pour la signature, que le temps

¹ Pièces nos 116 et 173.

² Ce courrier (voir pièce no 231) est arrivé le soir à Ancône. Dans la matinée du même jour, Murat avait reçu de Talleyrand et de Berthier les dépêches du 3 février (voir pièce no 220), et y avait répondu sur l'heure.

³ Le major Valente.

d'aller à son quartier général et de revenir au mien, c'est-à-dire deux fois quarante-huit heures ; qu'après ce délai passé, je ne lui répondais plus de pouvoir écouter des propositions ultérieures à ce sujet. Le temps fixé est expiré. Je puis lui annoncer, dès demain, que toute espèce de négociation est rompue ; que je vais m'avancer sur les frontières ; et que je ne suspendrai mon mouvement, que lorsqu'il sera décidé à souscrire à la nouvelle proposition que je lui ferai...

(Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

Murat au ministre de la Guerre.

Ancône, 25 pluviôse an IX (14 février 1801).

Je reçois, en même temps que votre dépêche du 16 (5 février), une du même jour du ministre des relations extérieures : elle contient à peu près les mêmes instructions...

Je n'ai encore aucune nouvelle du renfort que vous m'annoncez de l'armée d'Italie¹ ; je l'ai cependant demandé deux fois au général Brune, en lui envoyant extrait de vos lettres.. Il ne fallait pas m'annoncer que je formerais un corps indépendant, et ensuite déclarer que je faisais partie de l'armée d'Italie. De cette déclaration résulte déjà une infinité de désordres. Déjà les émissaires ou plutôt les sangsues de l'armée d'Italie, c'est-à-dire les personnes qui, par leur immoralité ou leurs principes, font abhorrer partout le nom français, fourmillent ici et m'assiègent ; mais je les renvoie impitoyablement, étant dans la ferme résolution d'emporter cette fois-ci des États du Pape et de Naples, l'estime générale des habitants².

¹ Il ne s'agissait encore que d'un renfort de 3,500 hommes, composé en majeure partie de troupes auxiliaires italiennes et polonaises.

² Dans un ordre du jour, daté de Foligno, 27 pluviôse (16 février), L. Berthier renouvela « l'ordre, déjà donné, de ne laisser passer aucun officier ou réfugié des États de Rome, Naples et autres parties de l'Italie, pour suivre le corps d'armée. Les commandants d'armes, en ayant pour les habitants qui se sont montrés les amis des Français, tous les égards qu'ils méritent, leur diront que les ordres du gouvernement français sont qu'ils restent jusqu'à nouvel ordre dans la République cisalpine ou dans les États de Toscane.. Le général commandant en chef défend à tous les officiers généraux, officiers particuliers et agents atta-

Vous m'avez ordonné, cit. ministre, le départ de plusieurs bâtiments pour l'Egypte ¹, sans m'affecter aucun fonds pour cet effet... Le cit. Haslawer, d'après les instructions du ministre des relations extérieures, se rend d'après mes ordres ² à Civita-Vecchia avec ordre d'y préparer des embarcations pour l'Egypte. Je vais tâcher de me procurer des fonds et j'en mettrai à sa disposition. Le cit. Belleville se concertera avec lui à cet effet.

Si l'armistice se conclut avec Naples, j'ai le projet d'en profiter pour faire un coup de main sur Porto-Ferraio.³ Les Anglais, en évacuant Livourne, ont fait de ce port l'entrepôt de toutes les marchandises et de toutes leurs captures sur mer ; mais je ne le ferai qu'à coup sûr.

Déjà Civita-Vecchia, le château Saint-Ange, j'ose même dire tous les États du Pape sont évacués. Je pars demain pour Foligno. Je laisserai ici des ordres pour la marche ultérieure du renfort qui m'arrivera d'Italie. Je ferai quelques mouvements sur les frontières de Naples. J'éviterai le voisinage de Rome, et, pour convaincre les habitants de l'État ecclésiastique de la conversion des Français, je ne laisserai échapper aucune des occasions de leur donner des preuves de notre retour à la religion et de notre attachement au Saint-Père...

(Guerre, *Armée d'observation du Midi*).

279. — Murat à Damas.

Foligno, 27 pluviôse an IX (16 février 1801).

Mes observations sur votre projet d'armistice ⁴ ont dû vous parvenir dans la nuit du 22 au 23 pluviôse (11 à 12 février). Ma lettre

chés à l'armée, de frapper aucune réquisition, ce droit n'appartenant qu'au général en chef et à l'ordonnateur, d'après le visa du chef de l'état-major général pour ce dernier.. » — En même temps, L. Berthier porta à la connaissance des troupes une lettre de satisfaction pour leur bonne tenue, que le ministre de la guerre avait envoyée par le courrier parti le 5 de Paris.

¹ Le 14 février, Meuron, nommé commissaire des relations commerciales à Ancône, était arrivé dans ce port et s'était aussitôt occupé des expéditions pour l'Egypte.

² L. Haslawer a été en effet désigné et commissionné par Murat, d'après la lettre de Talleyrand du 3 février, arrivée dans la matinée.

³ Port situé sur la côte nord de l'île d'Elbe.

⁴ Pièce n° 253.

du même jour vous a fait connaître, d'une manière positive, le délai que je vous donnais pour conclure définitivement l'armistice que vous sollicitez. Ce délai est plus qu'expiré : vous ne m'avez point répondu. Je vous déclare donc, M. le général, que je vais mettre mon armée en mouvement vers les frontières de S. M. Sicilienne.

Le gouvernement français vous a fait connaître, par mon organe, que l'intérêt que prenait S. M. l'empereur de Russie au roi de Naples, portait le Premier Consul à oublier les injures nombreuses et de toutes espèces, dont votre gouvernement s'est rendu coupable envers le peuple français. D'après cette ouverture, nous avons lieu d'espérer que vous resteriez paisible spectateur d'une lutte, dans laquelle vous ne pouviez être que de peu de conséquence. Cependant le roi de Naples, oubliant pour la dixième fois ce que la véritable politique et la conduite généreuse du gouvernement français exigeaient de lui, a persisté à rejeter mes observations à l'armistice que vous m'avez demandé. Je consentirai à suspendre ma marche : 1^o lorsque vous aurez évacué le fort Saint-Ange et tous les Etats du Pape, et que vous aurez fait mettre 2^o un embargo sur tous les bâtiments anglais et turcs qui se trouvent dans les ports des Deux-Siciles. Ne comptez plus sur l'influence de la cour de Vienne. Cette puissance ne doit plus vous protéger. Le seul prince qui peut aujourd'hui être favorable à votre roi, par la considération personnelle et particulière qu'a pour lui le Premier Consul, est l'empereur de toutes les Russies. Que votre roi mérite donc, M. le général, la continuation des bontés de ce prince ; il ne peut le faire qu'en mettant l'embargo, qui servira d'équivalent à celui que le roi d'Angleterre vient de faire mettre si injustement sur tous les bâtiments de la Neutralité armée. Souscrivez, M. le général, à ces préliminaires, et sur-le-champ j'arrête ma marche et conclus avec vous un armistice, précurseur d'une paix juste et équitable.

Je suis chargé par mon gouvernement de faire connaître à la cour de Naples, que M. le marquis de Gallo a reçu des passeports nécessaires pour se rendre à Lunéville. Je dois lui déclarer en même temps que ce ministre ne sera écouté sur aucunes négociations, si, au préalable, l'embargo que je vous demande n'a point été mis.

Quant à l'échange des prisonniers, je vous réitère, M. le général, qu'il n'aura lieu que lorsque vous m'aurez envoyé le cit. Dolomieu, et les généraux Dumas et Manscourt, et généralement tous les Français faits prisonniers en revenant d'Egypte.

M. le général, lorsque je viens de vous parler avec cette franchise et cette simplicité, vous reconnaitrez facilement le langage d'un soldat étranger aux détours et aux délais diplomatiques¹... (Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

280. — Murat à Talleyrand.

Foligno, 29 pluviôse an IX (18 février 1801).

Par ma dernière lettre², je vous ai informé que je pouvais rompre toute négociation avec le général en chef de l'armée napolitaine ; c'est ce que j'ai fait par ma lettre du 27 (16 février), dont vous trouverez ici copie. Vous voyez qu'elle est conçue dans le sens de celle que vous m'avez fait écrire au général Damas, et qui est insérée dans le *Moniteur* du 16 (5 février). Je vous avais annoncé en même temps que la cour de Naples allait envoyer à mon quartier général un chargé de pouvoirs, pour y traiter de la paix. Ce plénipotentiaire est arrivé à minuit, la nuit dernière ; il ignorait la rupture des négociations, que j'avais fait connaître à M. de Damas, et il m'a déclaré, dans l'entretien que j'ai eu ce matin avec lui, que, n'ayant pas pu prévoir l'article de l'embargo, il ne pouvait pas prendre sur lui de prononcer sur une condition qui déclarait la guerre à l'Angleterre. Enfin, après une longue discussion, nous sommes convenus qu'il expédierait sur-le-champ à sa cour un courrier à cet effet, et, qu'en attendant sa réponse, je serais le maître de faire un mouvement vers ses frontières. Nous nous sommes séparés.

Mais cependant, malgré toutes les protestations de bienveil-

¹ Cette lettre reproduit en partie la lettre prétendue de Murat à M. de Damas (du 23 janvier), fabriquée par le P. Consul et insérée dans le *Moniteur* du 5 février (voir t. I, p. 368, note 2). — Murat avait reçu ce numéro du *Moniteur* en même temps que les dépêches de Talleyrand et de Berthier du 5 février (cf. *Corr. de Nap.*, nos 5337 et 5338).

² La lettre du 14 février (pièce n° 278).

lance faites au nom du gouvernement français à Sa Sainteté, les alarmes et les inquiétudes se manifestèrent à Rome. Les cardinaux se préparaient à quitter cette ville, en conseillant au Saint-Père d'abandonner le Saint-Siège. Un incident m'a fourni l'occasion de renouer mes conférences avec M. le chev. de Micheroux : je l'ai saisie avec empressement et la conclusion d'un armistice en a été le résultat ¹.

Je crois pouvoir vous annoncer que l'article secret additionnel sur l'embargo aura tout le succès que vous pouvez désirer... M. le chev. de Micheroux m'assure officiellement que M. le marquis de Gallo n'est point muni de pleins pouvoirs; il a lui-même le plus grand désir de traiter ici de la paix. Nommez donc sur-le-champ et envoyez à mon quartier général un chargé de pouvoirs à cet effet, et je vous assure d'avance que, si le choix du gouvernement tombe sur moi, j'obtiendrai ici tout ce que vous pouvez désirer.

Mgr Caleppi, envoyé par le Saint-Père, arrive à l'instant ; il me porte de sa part l'expression de toute la reconnaissance du Saint-Père pour l'intérêt particulier que le Premier Consul prend au Saint-Siège et au rétablissement de la religion. Il est absolument rassuré, parce qu'il voit l'armistice conclu avec Naples, et que je lui promets de me rendre au désir du Saint-Père, qui me fait prier d'aller le voir. Je compte partir après-demain pour Rome, y passer deux fois vingt-quatre heures, et revenir de là à Florence, où j'établirai mon quartier général. La Toscane offre toute espèce de ressource pour les besoins et la subsistance de mes troupes, les États du Pape étant absolument épuisés. J'y pourrai plus facilement organiser mon armée, et je serai toujours à portée de faire tous les mouvements ultérieurs que la politique

¹ L'armistice de Foligno, du 18 février 1801. Le *Moniteur* du 24 ventôse (15 mars) donne le texte des articles patents; mais dans le protocole, il a substitué les mots « le chevalier de Micheroux, muni des pouvoirs de S. M. Sicilienne », à ceux-ci : « Le comte de Damas, commandant en chef celle de S. M. Roi des Deux-Siciles. » Par cette interpolation, le gouvernement a voulu maintenir la règle, déjà ancienne, qui interdisait tout pacte avec les Français émigrés (cf. *J. des Débats* du 16 mars); il a toutefois oublié de corriger la fin de la pièce, qui porte : « Fait et arrêté en double par nous, généraux en chef de l'armée d'observation et de l'armée napolitaine. » En réalité, M. de Micheroux n'a signé l'armistice qu'au nom de M. de Damas.

ou le gouvernement pourraient décider vers les ports de l'Adriatique ou de la Méditerranée...

(Aff. étr., *Naples*, vol. 127).

281. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 21 février 1801.

Le major Valente qui (d'après ce que je n'ai pas omis de marquer dans mon dernier rapport du 14 du courant) profitant d'un délai de quatre jours que le général Murat lui avait accordé, s'était rendu à Naples pour y recevoir les pleins pouvoirs et instructions nécessaires à signer définitivement l'armistice, a repassé par ici dans la nuit du 16, de retour de Naples pour le quartier général français, et annoncé qu'il allait être suivi incessamment par M. le chev. Micheroux, destiné par S. M. Sicilienne à traiter l'armistice et même la paix avec les Français, et muni pour cela de toute faculté. En effet, ce ministre plénipotentiaire, déjà connu pour avoir résidé longtemps à Venise du temps de la république en qualité de ministre de S. M. Sicilienne, et pour avoir occupé la même charge à Milan auprès de la Cisalpine,¹ ne tarda que quelques heures d'arriver ici et continua sa route vers Foligno, où le général Murat l'attendait.

Le retard de vingt-quatre heures, qui étaient écoulées au delà des quatre jours de délai accordés au major Valente, avait tellement indisposé le général français, qu'il avait déjà donné l'ordre à ses troupes de se mettre en marche vers les frontières du royaume de Naples, et avait même envoyé ici son aide de camp Beaumont, pour en avertir d'avance Sa Sainteté et même le commandant des troupes napolitaines, M. le comte de Damas. L'arrivée à Foligno de M. de Micheroux a tranquilisé le général Murat et a ouvert les négociations, qu'on a bientôt terminées par la conclusion de l'armistice, aux conditions dont la copie est ci-jointe. Sur quoi il est bon d'observer que les Français se sont déclarés positivement que c'est pour faire quelque chose d'agréable à S. M. l'empereur de toutes les Russies, qu'ils sont entrés en négociation avec S. M. Sicilienne pour conclure un

¹ M. de Micheroux est mort le 2 juillet 1805.

armistice, et que les expressions modérées de l'article IX sont suite de la proclamation, que le gouvernement de Naples donnée très adroitement dans ces jours-ci pour élargir les détenus à cause d'opinion ¹.

Il n'est pourtant malheureusement que trop sûr que, par articles secrets, la cour de Naples s'est obligée à des sacrifices encore plus grands. D'abord le général Murat, profitant du tard que le plénipotentiaire napolitain a mis à se rendre au de lui, a exigé et obtenu par un article secret que l'embargo mis sur tous les bâtiments anglais qui se trouvent dans les divers ports des Deux-Siciles; et Micheroux a aussi dû accorder une certaine somme d'argent, qu'on croit communément qu'elle monte à 300 000 ducats napolitains, qui font à peu près un demi-million de florins ², et pour laquelle un banquier riche d'ici, nommé Torlonia, s'est obligé d'après la demande des Français, qui ont montré plus de confiance pour cela de leur signature que dans celle du plénipotentiaire napolitain. On entend même qu'un des articles secrets oblige la cour de Naples à rendre aux Français toutes les statues, tableaux, et autres monuments de beaux-arts dont la cour s'était emparée au moment que ses troupes occupèrent Rome, et que les Français les avaient déjà encaissés, n'eurent pourtant pas le temps de les porter. Les égards que je dois à M. de Damas, qui ne peut pas oublier d'avoir été omis dans l'armistice conclu par S. E. le comte de Bellegarde ³ ne m'ont pas permis de le questionner sur les articles secrets; mais je ne crois pas qu'ils renfer-

¹ Edit rendu à Palerme le 10 février. Le retour du prince héritier de Naples servait de prétexte à cet acte de clémence.

² La dépêche de Micheroux à Acton, relatant les incidents de cette négociation, a été communiquée, à Palerme, à M. Paget, qui en a adressé une traduction à sa cour. Dans cette pièce, datée de Foligno, le 18 février, l'envoyé napolitain raconte qu'après une discussion inutile, il fut rejoint par le major Acton et en reçut la confidence de certains désirs de Murat. M. de Micheroux, sollicitant aussitôt un nouvel entretien, avait consenti au versement, dans la caisse de l'armée, d'une somme de 1,500,000 livres, et obtenu en récompense divers adoucissements, surtout celui de ne stipuler l'embargo que dans un article secret. — Il n'y avait point de clause secrète, relative aux objets d'art.

³ L'armistice de Trévise (voir t. I, p. 387).

(d'après les notions que j'ai pu me procurer) d'autres conditions intéressantes outre celles que je viens de marquer.

Les Napolitains ont abandonné entièrement dès ce matin cette capitale ; et M. de Damas serait parti lui-même ce matin avec tout son état-major et son escorte, qui est le seul corps de troupe napolitaine qui est encore ici, si, par un courrier arrivé ici hier après-midi, le général Murat ne lui eût pas fait entendre qu'il serait arrivé lui-même à Rome ce soir avec son quartier-maître général, Léopold Berthier, et quelques aides de camp, et qu'il serait charmé de l'y retrouver encore pour faire sa connaissance. Cet empressement qu'a le général Murat de se rendre à Rome, quoiqu'il ne cesse pas de donner au Pape et à son gouvernement les plus grandes marques de respect, ne laisse pourtant pas d'inquiéter Rome ; et autant paraît-il sûr qu'il n'y aura pas de changement dans la forme du gouvernement, puisque le Premier Consul a ordonné expressément à son beau-frère d'ôter toute espérance révolutionnaire aux malintentionnés, autant est-il à prévoir que si Sa Sainteté veut délivrer ses provinces de la charge insoutenable d'un aussi grand nombre de troupes que celui qui l'occupe actuellement, il faudra bien qu'elle fasse quelque sacrifice d'argent. Et peut-être cette affaire sera arrangée amiablement ici entre le général Murat et le cardinal secrétaire d'Etat, sans qu'il y ait plus question d'une convention que les Français avaient proposée pour obliger le Pape à fermer le port de Civita-Vecchia aux Anglais, et que le Pape a pu décliner aisément, en faisant observer que le port de Civita-Vecchia ne peut contenir que des petits bâtiments.

Au reste, il faut avouer que les Français gardent jusqu'ici dans l'Etat ecclésiastique la discipline la plus sévère, et qu'ils ne contrarient pas les dispositions des ministres du Pape. A Perugia et à Foligno les malintentionnés ont été punis, du consentement des Français même, de quelques émeutes qu'ils avaient occasionnées¹ ; à Ancône, le général Murat a révoqué un édit,

¹ Le 18 février, Murat écrivait au ministre de la guerre : « Ayant déjà prévenu vos ordres, j'avais éloigné, depuis mon entrée en Toscane, tous les réfugiés romains et napolitains. Je m'attends d'avance à tout ce que vont dire de moi ces prétendus patriotes exclusifs de toute l'Italie ; mais j'ai suivi vos intentions ; j'ai maintenu la tranquillité dans tout le pays occupé par mes troupes ; je brave leurs propos. »

que le commandant de la place avait émané pour remettre les acheteurs des biens ecclésiastiques, incorporés à la masse des biens nationaux, dans leurs possessions, dont, à la réinstallation du gouvernement ecclésiastique, ils avaient été dépouillés. Et même, pour ce qui regarde l'approvisionnement des troupes, le général Murat a épargné à l'Etat ecclésiastique le gaspillage des commissaires, et le comte Gatti, destiné par le Pape à fournir de vivres les troupes françaises, est le seul qui est chargé aussi de tout le détail...

Le prélat Caleppi, qui arrive dans l'instant, annonce que le général Murat n'arrivera ici que demain ou après-demain, et rassure, par tout ce qu'il dit, sur toute inquiétude que l'arrivée de ce général français pourrait occasionner.

(Arch. de Vienne).

282. — Consalvi à Spina.

Roma, 21 febbraio 1801.

Finalmente ieri giunse la nuova da Foligno dell' armistizio, ivi concluso fra il generale Murat e il cav. Micheroux, plenipotenziario di Napoli. La durata dell' armistizio è di trenta giorni, con dieci altri di avviso di prevenzione. Gli articoli in sostanza sono : l'evacuazione dello Stato romano dall' armata napoletana ¹ ; la chiusura dei porti agli Inglesi e Turchi ; proibizione di asportare nulla dal regno in loro favore, fino alla pace generale ; liberazione dei detenuti francesi già venuti d'Egitto ; riguardo alle raccomandazioni della Repubblica francese in favore dei processati o profughi per opinione ; continuazione della occupazione per parte dei Francesi delle attuali loro posizioni, estendendosi fino anche al confluente della Nera nel Tevere, che è verso Otricoli ; apertura dei porti ai Francesi ; e destinazione di plenipotenziari per trattar la pace.

Già le truppe napoletane vanno ritirandosi, perchè non pas-

¹ « Art. 2. L'armée napolitaine évacuera les États de l'Église et commencera son mouvement à dater du jour de la signature de l'armistice ; il devra être terminé au plus tard six jours après. — Art. 3. L'armée française gardera ses positions, occupant Terni et suivant la Nera jusqu'au confluent de cette rivière dans le Tibre, en ne dépassant pas le confluent de la Nera dans le Tibre. »

enuti. Il sig. generale Damas doveva partire, perchè si è avuto l'avviso che questo generale Murat, che ha voluto fare una breve sequiare, come egli ha detto, Sua Santità. I generali Berthier e Mathieu. Alloggerà. Di qui passerà a Firenze per la via di Vimaggiore vi si conduce ora dalla parte di qua delle truppe francesi nello Stato, gli è un peso, per la sua estrema miseria, e per la carenza totale dei viveri. Tutte le più decise apparenze sono impossibili che le sussistenze ci bastino molto. Quanto al rispettare il governo e al tentare di mantenerlo, non si può dire abbastanza fino a che non sia mostrato geloso il generale in capo. Egli dà ordini i più severi, e li fa eseguire. Tutti i francesi sono tutti rispettosissimi verso di Sua Santità. La disciplina delle truppe è esattissima. In somma, in tutto si può desiderare di più. Tutto il male (ed il più grande) sta nella spesa del mantenimento di queste truppe, che ad uno stato già rovinato sono assolutamente insopportabili; benchè si vuol rendere giustizia alla condiscendenza di Napoleone, si è trovata nello stesso generale

in Napoli, pare che sarà trattata in Firenze, dopo le risposte dell' armistizio da Parigi.

La promozione di tredici cardinali, cioè i cardinali di Spagna, e Portogallo, e dei maggiori Albani, Scotti, Firrao, Gabrielli, Brancadoro, Manfroni, e Mastrozzi, e di altri quattordici altri ciranno ancora i biglietti di varie risultanze. È sì grande, che si può dire con verità, che questa è la più grande che fanno i nuovi candidati, niuno s'accontenta di una sola promozione.

2a).

283. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 21 febbraio 1801.

Aggiungo alle nuove in piano, le seguenti in cifre. Per ritirare le truppe dallo Stato, eccettuata Ancona e suo circondario, il generale Murat chiede cento mila scudi di ben andata. Essendosi rappresentata inutilmente la somma nostra miseria, converrà darli, ad evitare il maggior danno di una più lunga dimora¹. Si è anche regalato al detto generale un bel cameo di duecento zecchini da portarsi in petto, che egli ha gradito assai, e subito ha mandato alla moglie puerpera².

Egli ha consigliato che il Santo Padre scriva al Primo Console, prendendo causa dalla buona condotta tenuta qui dall' armata, sul che desidera che gli si renda lode presso il medesimo, e gli richieda Pesaro e le Legazioni; ed egli promette tutto il suo appoggio. Veramente avrei desiderato che il Primo Console scrivesse per la prima volta, dopo giunto il piano dell' accomodamento, dando allora colla sua lettera peso alla rappresentanza che farà su qualche punto; ma parmi che sia meglio di scrivere fin d' adesso, il che facendosi ella sarà incaricato della consegna della lettera.

Circa i beni nazionali, il generale Paulet aveva eretta in Ancona una commissione per rivendicarli ai patrioti acquirenti. Il generale Murat l'ha cassata, finchè giungano le superiori istruzioni. In fondo quest' affare prende trista piega; onde conviene che ella ci aiuti. Faccia intendere che il primo diritto di conquista³....

¹ Le 20 février, Consalvi faisait les mêmes confidences aux nonces et autres agents du Saint-Siège à l'extérieur (les prélats Ruffo, Albani, Della Genga, Casoni, Pacca, Erskine, Benvenuti, Ciamberlani). « In vigore dell' articolo III, potendo le truppe francesi restare nelle attuali loro posizioni, e ciò rovinando lo Stato pontificio, si sono fatte grandi istanze per farle ritirare affatto, eccettuata Ancona e suo circondario. Il generale Murat acconsente, a condizione di una ben andata alle truppe di cento mila scudi. Dopo molte e inutili rappresentanze sulle eccessive miserie dello Stato, si consentirà in linea di calcolo a tal pretesa, perchè soli otto giorni di più che si trattengano costa il quadruplo o il quintuplo.. » (Arch. du Vatican).

² Allusion à la naissance d'Achille Murat, qui avait eu lieu à la fin de janvier.

³ Consalvi répète ici, à peu près dans les mêmes termes, le passage de sa dépêche chiffrée du 14 février commençant par ces mots: « Il titolo derivante della passata conquista.. »

Qui si sente che a Lunéville sono ora andati ancora il conte di Kolytchev e Belmonte da Pietroburgo ¹, ed il marchese del Gallo da Vienna. Se si dispone intanto delle cose d'Italia, ed il Papa non ha chi parli per lui, avremo finito. Non sò se convenga fare istanza espressa che possiamo mandare a Lunéville, e se saremo più in tempo. Stando ella in Parigi potrebbe bastare, tanto più, che può farsi appoggiare dal marchese Lucchesini e dal conte di San Marsan. Vi è da sperare nel Primo Console stesso, che deve vedere, che per la Francia giova che quelle provincie siano del Papa, e non di altri. In somma veda cosa si può fare, e procuriamo di aiutarci alla meglio. Veda di impegnare ancora il ministro di Russia. Veramente non siamo accomodati sul terribile affare di Malta; ma è vero altresì che Paolo I è stato contentissimo della condotta da noi tenuta con Hompesch, e inoltre l'abbiamo recentemente contentato nel sanzionare l'esistenza dei Gesuiti in Russia (non estensiva ad altri Stati) ².

Circa Napoli, oltre gli articoli pubblici dell' armistizio, vi sono i segreti, cioè danari, e imbarco sui legni inglesi, e restituzione, cred' io, di alcuni monumenti di arte. La pace di Napoli si tratterà in Firenze, a quello che sento, fra Murat e Micheroux, il che non sò conciliare con le trattative di Gallo. Benevento e Pontecorvo ci è come affatto tolto con la riserva dell' alto dominio; in grazia di questo, vi reclutano e fanno leve forzate, tengono presidio perpetuo, esercitano giurisdizione ancora civile, e cose simili. Quei due paesi ne sono turbatissimi. Sò che il generale Murat ha detto, che alla pace con Napoli si voleva fare cessare questa usurpazione: non è cosa da perdersi di vista.

Finalmente non le nasconderò la nostra sorpresa della somma tardanza di questa spedizione di Livio, con il piano dell' accomodamento sulle cose ecclesiastiche. Ciò fa presagire poco felice quell' esito, che dai suoi primi dispacci pareva assicurato.

¹ En ce qui concerne le prince Belmonte, la nouvelle était erronée.

² Cette mesure n'est devenue officielle que par le bref du 7 mars; mais elle était déjà arrêtée en principe par le Pape. Dès le 14 janvier 1801, Consalvi écrivait au P. Grüber, en Russie: « ... Je suis chargé de vous informer que dans très peu de temps, je pourrai vous faire connaître avec exactitude la décision du Saint-Père » (Zalenski, *Les Jésuites de la Russie Blanche*, t. II, p. 100, note).

Nella Cisalpina si fanno cose orribili negli affari di religione. Sua Santità desidera che ciò si rappresenti al Primo Console, mostrandogli che un tal procedere fa che molti diffidino dell' intenzioni del governo.

P. S. — Si era proposta, per condizione di evacuare lo Stato ecclesiastico, anche la chiusura del porto di Civita-Vecchia agl' Inglesi, e si voleva fare una trattativa. Si è recusato di ciò fare, dicendo fermamente che non si vuole cessare di essere neutrali, e che a questo prezzo occupassero pure Civita-Vecchia con la forza, ma che Sua Santità di suo consenso non converrebbe mai in tal pretenzione. Grazie al Cielo, si sono arresi, e si contentano di tenervi un console, ossia un agente, come le altre nazioni. Questa nuova la tenga segretissima.

(Cultes, Arch. de Caprara).

284. — Consalvi à Spina.

Roma, 21 febbraio 1801.

Sono stati rappresentati al Santo Padre molti inconvenienti, che succedono nella Cisalpina in fatto di religione e di disciplina ecclesiastica.

Il clero della Cisalpina avea concepita la maggior fiducia che i suoi diritti, tanto nello spirituale che nel temporale, sarebbero stati preservati scrupolosamente, a tenore delle ripetute proteste fatte nei proclami francesi e cisalpini, nei quali è stato solennemente annunziato che richiamavansi in vigore gli ordini e i regolamenti, che erano in osservanza all' epoca dell' aprile del 1796, rapporto al libero esercizio del culto della religione cattolica, ed ai suoi ministri¹. Ma il fatto non corrisponde a tali dichiara-

¹ La loi rendue à Milan le 16 messidor an VIII (5 juillet 1800) portait, dans son article 2 : « Sono richiamate nel pieno loro vigore tutte le leggi della Repubblica cisalpina, escluse soltanto.. quelle che risguardano il culto della religione cattolica e li di lei ministri, ritenendosi per questi oggetti in vigore gli ordini e regolamenti ch' erano in osservanza nell' aprile del 1796. » En s'attachant au texte de cet article, on devait regarder comme abrogées les lois postérieures à avril 1796, et notamment celles des 13 vendém. et 7 frim. an VI (4 octob. et 27 nov. 1797), qui faisaient élire les curés par le peuple. Telle était l'interprétation donnée par l'archevêque de Milan et par le Saint-Siège. Mais le gouvernement cisalpin raisonnait tout autrement. Pour déterminer la législation en vigueur sur le clergé,

zioni; mentre dal governo a dalle varie sue magistrature sono stati diramati, e continuamente si diramano ordini, che sono in contradizione colle proteste suddette, e ledono l'immunità, la giurisdizione e la disciplina ecclesiastica. In vigore di simili dispacci, è stata proibita la giudicatura in materie tanto ecclesiastiche che benefiziarie, la libera collazione de' benefici, sì curati che semplici, la promozione agli ordini sì minori che maggiori senza la dipendenza e l'approvazione del governo; ed ultimamente ha ristretta la predicazione ai soli vescovi, parrochi, e loro coadiutori, e si è intromesso nelle cause degli sponsali.

Oltreciò, con ammirazione e scandalo di tutti i buoni, si permettono nei pubblici teatri rappresentazioni, che mettono in ridicolo e in discredito la religione e la disciplina della Chiesa, e tendono a corrompere ogni buon costume, senza che vi si possa apprestare alcun rimedio, mostrandosi il governo cisalpino sordo ad ogni sorta di reclamazione.

Non v'ha dubbio che tutti questi abusi, che il governo cisalpino fa del suo potere, non sieno in piena contradizione colle intenzioni del Primo Console e del governo francese, manifestate con tanta lealtà al Santo Padre, il di cui religioso cuore è penetratissimo dal dolore di veder manomessa un' altra volta la religione, i suoi ministri, la disciplina e i diritti della Chiesa, malgrado la protezione dichiarata dal Primo Console e dal governo medesimo. Sua Santità, con infinito suo rammarico, prevede a quali eccessi si arriverà, se non si appresta un pronto ed efficace riparo; e perciò mi ordina di raccomandare a V. S. I. e R. di adoperare tutte le possibili maniere, onde eccitare il Primo Console e il

il s'en tenait uniquement à une proclamation du 13 prairial (4 juin 1800), inspirée par le P. Consul, et disant : « Dovrà da chiunque essere rispettato il libero e pubblico esercizio della religione cattolica, secondo gli usi che praticavansi al tempo che il P. Console, come generale in capo, dimorava in Milano. » Or, disaient les Cisalpins, Bonaparte ayant résidé dans la haute Italie pendant plus d'une année après le mois d'avril 1796, les lois rendues pendant cette dernière période étaient encore valables; l'article 2 de la loi du 5 juillet 1800 était rédigé par erreur et ne pouvait être observé à la lettre. Comme preuve de cette méprise, ils citaient précisément le message présentant la loi du 5 juillet 1800; on y lisait que toutes les lois anciennes étaient maintenues. « ritenuto, riguardo al libero esercizio del culto cattolico, quanto è stato prescritto, nel proclama del 15 pratile anno corrente, dall' Amministrazione provvisoria di Milano. »

governo francese ad un rimedio per un oggetto tanto interessante, col prescrivergli una esatta osservanza dei proclami pubblicati in nome della nazione francese, e revocare ed annullare tutti gli ordini emanati con dispacci particolari, che sono in contraddizione coi proclami medesimi. Il Santo Padre si ripromette dalla di lei attività e zelo il più felice esito : ed io, nel rinnovarle i sentimenti, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

285. — Jackson à Grenville.

Rome, february 23^d 1801.

... Yesterday general Murat with several officers of his staff arrived at Rome. Some patriots waited his arrival on the road and endeavoured to excite the public to receive him with acclamation, and also to attract the attention of the general by crying « viva », but without effect. The arrival of M^r Murat created no other visible emotion, nor did he take the smallest notice of the patriots. I am informed that he has renewed his promise made to M^{gor} Caleppi not to occupy Civita-Vecchia...

(Record office, *Sardinia*).

286. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 23 février 1801.

.. Ce général [Murat] que M. de Damas avait attendu, samedi (21 février) au soir, jusqu'à lui préparer un grand souper, auquel les cardinaux Consalvi et Ruffo, la princesse Borghese et d'autres personnes de marque avaient été priées, arriva seulement hier après midi ; mais dès le matin, M. de Damas, ne croyant pas de pouvoir différer plus longtemps son départ, prit la route de Naples et ne laissa ici que son quartier-maître général comte de Ventimiglia avec quelques dragons, qui partiront tous au plus tard demain au matin. Le général Murat est descendu au palais Sciarra, que le Pape lui avait fait préparer ; Léopold Berthier avec des autres officiers de l'état-major forme toute sa suite, peu nombreuse, et on a vu ici avec plaisir que le général a laissé en arrière ses guides et n'a pour sa garde que la garde d'honneur

que le Pape lui a assignée. A cette occasion, on a recruté et formé à la hâte un bataillon de huit cents hommes, et le gouvernement n'a pas oublié d'envoyer, d'abord après la formation de ce petit corps de troupes, une garde d'honneur au palais Corsini où loge S. A. R. madame l'archiduchesse Marianne.

Murat alla d'abord chez Sa Sainteté, qui lui fit présent d'un camée superbe. Le général français profita de cette entrevue pour faire sentir au Pape le désir extrême que Bonaparte avait, que l'archevêque de Milan fût nommé cardinal dans le consistoire de ce matin ; mais le Pape put décliner une pareille demande, par l'impossibilité de rien changer aux déterminations déjà prises pour un consistoire si imminent, et se borna à assurer le général français qu'il aurait eu égard aux recommandations du Premier Consul, aussitôt que, d'après les renseignements qu'il se réservait de prendre sur la conduite de l'archevêque de Milan, il le trouverait digne de cette promotion.

Ce matin, j'ai cru à propos d'aller chez le général Murat, pour aplanir toutes les difficultés touchant l'absence des Toscans et le paiement des contributions ; et la manière dont il m'a reçu prouve le respect que les Français veulent, dans ce moment-ci, faire voir pour la cour impériale et royale. J'ai même lieu à espérer que tout s'arrangera au moindre désavantage possible des pauvres Toscans. Et, d'après ce que Murat même m'a dit sans mystère, il paraît sûr que le Premier Consul lui enverra incessamment les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter définitivement la paix avec la cour de Naples, qui a, de son côté, déjà donné tous les pleins pouvoirs à M. le chev. de Micheroux ; et que c'est à Florence que ce congrès aura lieu. Le courrier que le général Murat attend incessamment de retour de Paris, et qu'il se propose d'attendre ici à Rome (ce qui peut prolonger sans doute son séjour au delà des deux jours qu'il s'était proposé de passer ici), décidera de l'affaire...

(Arch. de Vienne).

287. — Ruffo à Acton.

Roma, 24 febbraio 1801.

Essendo arrivato l'altra sera in questa capitale il sig. generale

Murat con più uffiziali dello stato-maggiore, ho creduto mio dovere di fargli ieri una visita di complimento, e mi ha egli ricevuto nella maniera la più graziosa e la più obbligante. Io mi ero determinato a dargli un pranzo ; ma poi mi sono trattenuto di fargliene l'invito, perchè nel discorso mi ha detto che sperava di partire quest' oggi, e perchè ho conosciuto che desiderava di starsene nella sua libertà. Gli ho bensì mandato questa mattina in regalo un bel cavallo da sella¹, e immediatamente ha inviato in mia casa il suo aiutante Beaumont per ringraziarmi e manifestarmi il suo pieno gradimento.

(Arch. de Naples).

288. — Labrador à Cevallos.

Roma, 25 de febrero 1801.

Las pocas tropas napolitanas que quedaban en esta ciudad, han salido de ella en virtud de un armisticio de treinta dias, concluido entre aquella corte y el general Murat. El gobierno napolitano ofrece excluir de sus puertos á los Ingleses, y admitir á los sujetos desterrados por causa de sus opiniones políticas ; por lo cual la conclusion de la paz puede mirarse como cercana.

Entretanto, diez y ocho mil hombres de tropas francesas, que guardan ú observan verdaderamente una disciplina muy exacta, ocupan el Estado pontificio ; pero estas tropas son gravosas, muy gravosas, por las contribuciones que ellas exigen en dinero, víveres, efectos de vestir, y áun caballos, de los cuales dichas tropas han hecho últimamente una requisa ó requisicion de cuatrocientos, en sólo el pequeño ducado de Urbino.

El general Murat y el jefe de su estado-mayor, Leopoldo Berthier, se hallan en esta ciudad, y ambos han visitado diferentes veces al Santo Padre, observando siempre el mayor decoro.

(Alcala, *leg.*, 5747).

¹ Le P. Consul écrivit à Murat, le 22 mars : « .. On m'a dit que le cardinal Ruffo voulait vous offrir un cheval : vous devez.. refuser ; cet homme a joué un rôle trop méprisable » (*Corr.*, n^o 5482).

289. — Consalvi à Spina.

Roma, 25 febbraio 1801.

Profitto di un corriere del re di Sardegna che passa per venire a Parigi, e scrivo in somma fretta. Accludo un duplicato del mio dispaccio ultimo del dì 21 del corrente, se mai quello si smarrisce. Accludo ancora un altro foglio in numeri, e la nota della promozione, seguita lunedì 23.

L'ultimo suo dispaccio a me giunto è il n° 21 e 22: dal 15 al 21 mi mancano. Bisognerebbe assolutamente che ella trovasse una via più sicura, perchè le sue lettere mi giungessero. Io ho intrapreso da qualche tempo ad inviare le mie a Genova, all' agente di casa Brignole, perchè le invia alla sua padrona a Parigi, da cui ella debba ricuperarle, rimborsandola della posta. Ancora non so se di tante che le ho inviate per questa via, le ne sia giunta alcuna. Pensi seriamente a quest' affare.

Vengo alle nostre nuove. Sono tre giorni che le truppe napoletane ci hanno lasciati del tutto, e che abbiamo qui il generale Murat, che giunse il dì 22 col generale Berthier ed alcuni suoi aiutanti, ma senza nemmeno un soldato. È impossibile che io le dica di lui tutto il bene, che merita. Gli dobbiamo moltissimo in ogni genere. La sua somma onestà, e moderazione, e giustizia, e candore, e rispettosi riguardi, e costante condiscendenza sono al di sopra di ogni elogio. Ella lo faccia sapere al Primo Console, a cui Sua Santità lo vuole anche scrivere direttamente. Egli è stato alloggiato e trattato dal governo nel palazzo Sciarra. È stato tre volte dal Papa ¹, con una soddisfazione reciproca, di cui ella non può avere idea. Sua Santità, oltre una memoria che gli mandò a Foligno, che fu un cameo assai bello, gli ha usate anche qui altre consimili attenzioni, veramente per riconoscenza di tutto il bene che ci ha fatto, col risparmiarci al possibile i danni inseparabili dalla stazione delle truppe.

Ieri giunse la nuova della pace ², con gli articoli di essa, che ci hanno recato gran dolore, vedendo confermati alla Cisalpina

¹ Murat se rendit au Quirinal le 22 février, en arrivant à Rome. Il revit deux fois le Pape le 25, veille de son départ.

² La paix signée à Lunéville.

tutti i suoi possessi, e dato per confine l'Adige. Dunque il Papa perderà le suoi Legazioni, e nemmeno avrà dei compensi, i quali pure si accordano al Gran Duca ed agli altri principi dell' Impero, che restano spogliati dei loro stati. Non si sa intendere come il Papa debba esser così trattato, dopo la condotta che ha tenuto col governo francese, anche prima che le vittorie di questa ultima campagna lo rendessero l'arbitro assoluto della sorte d'Italia. Il Santo Padre si è prestato ad assicurare anche la intera tranquillità della Repubblica, con una lealtà e disinteresse senza esempio, ed ha sormontato anche ogni estero riguardo. Si aspetta dunque dalla giustizia, e dalla buona corrispondenza e generosità del Primo Console la restituzione delle sue provincie, senza delle quali bisogna far capire che questo Stato non può assolutamente sussistere. Ella ne parli direttamente col Primo Console, e impieghi ancora i buoni uffici dei ministri di Spagna, Prussia e Sardegna, che sono in Parigi.

Il generale Murat ha detto al Papa, che il Primo Console desidera ardentissimamente che faccia cardinale l'arcivescovo di Milano, e che il Primo Console doveva averlo scritto a Sua Santità. Questa lettera non è giunta; ma il Santo Padre crede pienamente al generale Murat, e lo farà senza difficoltà, per compiacere il Primo Console, e dimostrargli i suoi costanti riguardi. Ma dice il Papa, che egli sa troppo cosa sia l'esser cardinale nella Cisalpina. Bisogna assicurare questo punto, tanto sulla sostanza, che sopra quei riguardi che il Papa non può non esigere verso la dignità cardinalizia. Ella mi risponda su di ciò sollecitamente, perchè dalla sua risposta dipenderà la maggior sollecitudine della esecuzione.

Speriamo che ella possa presto mandarci il corriere, con il progetto del trattato sulla sistemazione delle cose ecclesiastiche e ristabilimento in Francia della religione. Ora che è fatta la pace, potrà il Primo Console vieppiù applicarvisi; onde se ne attende una decisione sollecita.

Non ho tempo di dirle altro, pressando il corriere per la sua partenza.

he il povero M.^{re} Massimi è morto in Na-
a).

. — **Consalvi à Spina.**

Roma, 23 febbraio 1801.

onde faccio una cifra brevissima.
e evacuare dalle truppe francesi lo Stato
algrado l'articolo dell' armistizio con Na-
inere, si è convenuto con il generale Murat
scudi, come ben andata ¹. Egli ha detto
a distribuzione fra gli uffiziali, e che sono
calcolo fatto ci torna conto, onde si è data
benchè io sia persuaso che anche senza
rebbero, per mancanza di viveri.
Murat è ottimo, assolutamente ottimo. Egli è
Santo Padre e del ministero. Ha promesso
ci per le nostre cose temporali presso il
ama molto.

che giunsero ier sera, ci hanno spaventato,
le orgasmo e dolore. Vi si conferma in so-
a Cisalpina, e si fissa per suo confine l'A-
cora le possessioni già prima godute. Dun-
! Ella faccia su di ciò tutti i passi più pro-
bia carattere di ministro, sempre è però
to di affari. D'altronde, ora che l'Impera-
ace, siamo obbligati a minori riguardi. Fac-
e assolutamente questo Stato non può sus-
zioni, e faccia pur anche sentire l'ingiusti-
spogliato, tanto più che agli altri spo-
ompensi, e al Papa perchè no? Tanto più
onale assicurò il compenso anche per Avi-
sogna nemmeno scordarsi), onde il Primo
rtamente essere men giusto. Si raccomandi

s signataires du traité de Tolentino.
ain à 5 fr., cette somme équivalait à 350,000 fr.

a Lucchesini, al ministro russo, ed al conte di San Marsan, ed al ministro di Spagna.

Circa gli affari ecclesiastici, vedremo se adesso si accelererà la loro conclusione. Debbo avvertirla, che si sentono delle notizie assai svantaggiose all' abbate Bernier¹; onde ella lo tratti con cautela. Io non intendo di giudicarlo, ma solo di avvertirla.

Di Pesaro, non s'intende come ancora non si rende a Sua Santità. Ma io non ho voluto spingere su di questo, per timore che non ci si renda *pro omni et toto*, onde è men male a pazientare ancor di più.

Circa Benevento e Ponte-Corvo, ella faccia sentire indirettamente la restituzione apparente fattacene, perchè riserbandosi il re l'alto dominio e rendendo il solo utile, ha voluto far credere una restituzione, che non è vera, e vi fa lui da sovrano. Noi abbiamo sempre reclamato contro il dispaccio dei 2 ottobre, che così fissa le cose², ma inutilmente, e siamo sul punto di richiamare i due governatori, non avendo altro modo di scuotere la corte. Si è tardato per non rompersi, ma non si sa come fare altrimenti. Il generale Murat dice di voler esigere che le regie truppe lo evacuino. Vedremo cosa ne risulterà.

Abbiamo regalato al generale Murat un quadro, e vari belli camei, e scatole di mosaico, e così al generale Berthier, ed agli aiutanti e segretario. Sono stati tutti assai contenti.

(Cultes, Arch. de Caprara).

291. — Note de Consalvi remise à Murat.

Rome, 25 février 1801.

Les déclarations faites tout récemment par S. E. M. le général Murat, commandant en chef de l'armée d'observation, au Saint-Père et au cardinal secrétaire d'État, sont une nouvelle preuve pour Sa Sainteté des intentions amicales du Premier Consul de la République française par rapport à la souveraineté

¹ Ces renseignements venaient probablement d'ecclesiastiques français déportés, qui vivaient à Rome, et notamment de l'abbé de la Brunière, vic.-général d'Uzès.

² Voir dans le t. I, p. 217, la note 2.

temporelle du Saint-Siège. Pénétré de ces sentiments à son égard, le Saint-Père a ordonné au secrétaire d'État de prier le général Murat d'être l'interprète auprès du Premier Consul de toute sa reconnaissance, ainsi que d'agréer lui-même ses plus vifs remerciements pour la bonne conduite que S. E. a fait tenir à ses troupes dans les États de l'Église.

En même temps, le Saint-Père, encouragé par tous ces procédés de la part du gouvernement français, prie M. le général de vouloir bien représenter au Premier Consul, qu'il espère de se voir aussi rétablir dans la possession de ses meilleures provinces, savoir les trois Légations, domaine sacré de l'Église romaine, et si nécessaires à son soutien. M. le général Murat a déjà vu par ses propres yeux la misère affreuse dont est couvert le reste de l'État ecclésiastique. Séparé de la Romagne, de Bologne et de Ferrare, il est impossible qu'il puisse jamais supporter les charges indispensables du gouvernement, et fournir décemment aux frais pour le maintien et la dignité du chef de l'Église, pour l'entretien de ses ministres auprès des Puissances, et des ouvriers évangéliques qui se consacrent à porter la lumière de l'Évangile dans les pays les plus éloignés. Si donc le Premier Consul veut de son côté conserver la souveraineté temporelle du Saint-Siège, ainsi que M. le général Murat l'a positivement déclaré, le Saint-Père ne doute pas qu'il veuille encore lui fournir les moyens de satisfaire à tant de devoirs que lui impose sa dignité, par la restitution des susdites provinces, au recouvrement desquelles Sa Sainteté est obligée de mettre le plus grand intérêt.

La France, qui a été de tout temps l'appui de l'Église romaine, le sera encore à l'avenir ; et Sa Sainteté ne doute point que le Premier Consul se montrera avec lui également grand par sa justice et sa générosité envers le Saint-Siège, qu'il l'est vis-à-vis de l'Europe entière par ses victoires et par ses talents politiques.

(Guerre, *Armée d'observation du Midi* ; Cultes, *Arch. de Caprara*).

292. — Consalvi à Spina.

Roma, 28 febbraio 1801.

Con un corriere giunto qui da Parma ¹ ricevei, l'altra sera, per mezzo del ministro dell' Infante, un suo piego che conteneva le sue lettere dal n° 23 fino al n° 30, e le altre carte relative alla trattativa. Non si era ricevuta qui, per parte del governo o di altri, cosa alcuna a ciò relativa, onde il di lei piego ci è stato opportunissimo per istruirci in prevenzione. Attendiamo Livio con impazienza, la di cui venuta ella ci annunzia sì vicina.

Il suo piego ci ha in sostanza consolati, tanto più vedendo l'accompagnamento reale, e di fatto, della condotta qui tenuta dalle truppe. Ieri l'altro, partì il generale Murat per Foligno, e di là a Firenze. Creda pure, che si è avuta una gran fortuna ad aver lui, più che qualunque altro. È veramente una persona eccellente. Egli è partito contentissimo del Papa, e dirò anche di me. Certamente ha trovato quella lealtà, e candore, che non è tanto comune oggi giorno. Si è detto il sì, dove si è potuto; si è detto civilmente e con dispiacere il nò. Ma convien render lode al vero: le dimande sono state discretissime.

Quanto alla pace di Napoli, pare che non ci sarà il minimo dubbio: già gli Inglesi hanno lasciato tutti i porti, e quella corte si prepara alla trattativa definitiva della pace. Queste sono le nuove di colà.

Le nostre interne mancano, dal breve tempo dacchè io le ho scritto l'altra mia. Tutto si riduce ad una imminente (e già accettata) rinunzia del cardinale camerlengo ², motivata, egli dice, dalla sua contrarietà al libero commercio, dal qual sistema vede diminuita la sua giurisdizione. Alcuni dicono, che il camerlengo rendendo ora soli annui 1000, e la segreteria de' brevi da 2400 incirca, per questo egli la preferisce. — La salute di Nostro Signore è ottima. — Siamo in una miseria di cui ella non ha idea, così per denaro che per viveri.

Altro non mi occorre di significarle, onde pregandola di miei saluti al P. Caselli, resto con distinta stima, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Voir les pièces nos 241 et 244.

² Le card. Braschi-Onesti, neveu de Pie VI.

293. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 28 febbraio 1801.

Ella si tranquillizzi, poichè nulla di quello che ella temeva è qui accaduto ¹. L'armata francese, fuori del grave danno pecuniaro, e dell' affamarci consumando i pochi nostri viveri, niun male ci ha fatto. Tutti i generali e comandanti si conducono come i nostri migliori amici. Per dire il vero, non si può dire di essi tanto bene quanto meritano. Sicchè il ritardo per la partenza del corriere non deve essere stato artificioso, poichè non si è voluto profittare dalla circostanza della presenza dell' armata; [non] si è voluto prevenir lei con inviare prima il governo lettere ed avvisi, giacchè finora, fuori del di lei dispaccio di Parma, niente altro ci è giunto. Si aspetta dunque Livio anziosamente.

Le dirò che tutte le carte da lei trasmesse, essendoci appena stato il tempo di leggerle e per conseguenza non avendo ancora potuto bene rilevare il tutto ad occhio nudo, —le dirò che nè ad Antonelli, nè a me, ha fatta sinistra impressione il progetto ². A me pare, che tutta la forza della risposta starà in dover guadagnar terreno nell' articolo primo, cioè dilatare la dichiarazione della religione dominante, mentre così non è che privilegiata. Il resto si accomoda non difficilmente.

Circa il cardinale legato, si è sorpresi come ella abbia potuto pensare a proporre quello che ci ha indicato. ³

Circa le credenziali per qualificar lei e abilitarla a trattare le cose temporali, le si manderanno fra due o tre giorni, giacchè profitterò del mezzo del generale Murat. Intanto ella dica pure, che le si è scritto che le avrà a momenti. La posta è giunta sì tardi, che oggi manca assolutamente il tempo. Sua Santità pensa però che sia ben fatto ciò che ella suggerisce, cioè che se ne valga a trattare, non a spiegare carattere pubblico finchè il concordato ecclesiastico non sia conchiuso.

Noi crediamo, che le lettere del generale Murat ci saranno di

¹ Voir les pièces nos 236 et 239.

² Le projet IV (pièce n° 181). On a vu que l'existence du projet V était inconnue à Spina le jour où ce prélat faisait, à la dérobée, l'envoi des pièces de la négociation par un messenger espagnol allant à Parme.

³ Voir à l'Appendice, une lettre particulière de Spina, du [14 février].

giovamento. Ho procurato di interessarlo anche per questa trattativa ecclesiastica, e me lo ha decisamente promesso.

Quanto alle Legazioni, il desiderio che mostrano costà, fuori che ella le dimandi (questo lo può fare anche senza poteri speciali, molto più ora, che essendo fatta la pace coll' Imperatore ci è da avere meno riguardi), ci dà molta lusinga. Dall' altra parte, gli articoli di Campo-Formio, richiamati letteralmente in Lunéville, fissano di nuovo la loro sorte nelle mani de' Cisalpini¹. Ella declami però quanto può, ed anche per Avignone.

Le accludo la copia della nota da me data sulle Legazioni al generale Murat², chiestami da lui medesimo. Non pensai a parlare in essa anche di Avignone, ossia del compenso già promesso dall' Assemblea nazionale³. Starà a lei a farvi questa aggiunta.

Ecco quanto posso dirle oggi in fretta, riserbandomi ad altra lettera fra pochi giorni.

Debbo prevenirla per suo lume, che la corte di Spagna ci ha messi nel più terribile imbarazzo, perchè, prevedendo di dover nella pace riconoscere Paolo I, e non volendo il suo dominio in

¹ L'art. 12 du traité de Lunéville, imité de l'art. 7 du traité de Campo-Formio, disait : « S. M. Impériale et Royale renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits, et titres provenant de ces droits, que S. M. pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre et qui, aux termes de l'art. 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. » — Comme l'art. 8, ainsi visé, mentionne les Légations parmi les pays composant la Cisalpine en 1797, Consalvi avait compris que ces trois provinces se trouvaient formellement restituées aux Cisalpins. — L'art. 12 du traité de Lunéville devait cependant s'interpréter dans un autre sens : car l'Autriche n'avait jamais possédé les Légations « avant la guerre » ; c'était « pendant » la guerre actuelle qu'elle les avait occupées. Elle n'avait donc pas à céder sur ces contrées des droits, que d'ailleurs la France ne lui reconnaissait pas, que l'Europe même lui contestait. En réalité, il n'était pas question des Légations dans le traité de Lunéville. La France continuait à se regarder comme maîtresse de ces provinces en vertu du traité de Tolentino ; et si, en 1797, elle les avait données à la Cisalpine, aujourd'hui il n'était pas encore certain qu'elle les rendrait à cette république.

² Pièce n° 291.

³ Le décret du 14 (14) septembre 1791, qui réunissait Avignon à la France, portait : « L'Assemblée nationale décrète que le Roi sera prié de faire ouvrir des négociations avec la cour de Rome, pour traiter des indemnités et dédommagements qui pourraient lui être légitimement dus. »

Spagna, ha chiesto con un corriere un breve, che smembrì nel momento le Lingue di Spagna dal corpo dell' Ordine, e le metteva interamente sotto il re : ciò fatto, non avrà difficoltà di riconoscere il titolo nudo in quello imperatore. Ma Sua Santità, vedendo quanto ciò lo comprometterebbe con Paolo I, oltre il danno intrinseco di smembrare quelle Lingue (ciò che darebbe ansa ad altre richieste), ha dovuto ricusarsi con la migliore buona grazia possibile, e si è mandata oggi la nota negativa, ciò che si sarà di grave torto presso il sig. Labrador, e presso la corte. Ella lo sappia per suo lume, e si regoli con prudenza, certo che almeno Paolo I non ce ne dovrebbe voler male.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

294. — Maury à d'Avaray.

Rome¹, 28 février 1801.

.. Le général Murat, dont les troupes occupent l'Ombrie et la marche d'Ancône dans les États de l'Église, arriva ici le 22 avec six de ses officiers. Il y a été logé et noblement hébergé au palais Sciarra, aux dépens de la chambre apostolique. Les Romains l'ont trouvé poli et modéré. Il n'a reçu les jacobins du pays, que pour les tancer comme une vile canaille qui ne devait plus compter sur la protection de la France. Il a paru agréer, avec beaucoup de satisfaction, la proposition du gouvernement de faire illuminer la façade de son palais aux dépens du trésor public, le jour de la promotion des cardinaux. Il est venu à Rome pour déclarer au gouvernement, que les armées françaises n'étaient point dans l'usage de vivre aux dépens de la France dans les pays étrangers; qu'en conséquence, il était obligé de recourir aux contributions et aux réquisitions forcées dans les terres de l'Église qu'il occupait, à moins que le Pape n'aimât mieux prévenir les désordres inséparables de ces expédients militaires, en lui comptant dans dix jours une somme de cent soixante-mille écus romains. Cette dernière proposition a été acceptée. Le Saint-Père a établi sur-le-champ un nouvel impôt, et il en a délégué

¹ On a vu (t. I, p. 399, note) que le cardinal était revenu à Rome dans la première quinzaine de février.

le produit à une compagnie de banquiers, qui a fait l'avance de la somme exigée...

(en chiffres).

J'ai eu une très longue audience du Pape. Je lui ai parlé avec respect, mais avec une vigueur à laquelle il n'était pas accoutumé. Notre conférence a duré près de deux heures.

1° Je lui ai demandé où en était la négociation de Paris. — Il m'a répondu que Mgr Spina lui écrivait qu'il avait quelques espérances de servir utilement le Saint-Siège en gagnant du temps, et qu'il traînait en longueur le plus qu'il lui était possible; que Bonaparte ne se montrait pas absolument intraitable; mais que le Pape devait faire le mort, s'abstenir de toute décision prématurée, et principalement de toute démarche irrévocable.

2° Je lui ai demandé s'il se proposait de faire honneur à la recommandation du roi en faveur de Mgr Badossi.¹ — Il m'a répondu que cet homme prétendait avoir été fait prélat par le feu pape à Vienne, et qu'il n'en fournissait aucune preuve;... que c'était un parleur très inconsidéré, et qu'il n'avait ni secret, ni prudence; qu'en passant à Vienne il avait dit à tout venant tout ce qu'on lui avait confié à Pétersbourg et à Mitau²;... que dans ce moment on ne pouvait en rien faire, attendu qu'il se disposait à retourner à Pétersbourg.

3° Étant bien informé moi-même du contenu de la lettre de Paul I^{er} apportée par ce prélat au Pape, j'en ai parlé à Sa Sainteté. — Le Saint-Père m'a dit que l'empereur de Russie lui écrivait uniquement pour lui demander le rétablissement des Jésuites,

¹ Le Roi était depuis plusieurs années en relations avec Mgr Badossi (cf. *Lettres et instr. de Louis XVIII au Cte de Saint-Priest*; et *Corr. du card. Maury*, t. I).

² Le 7 février, le Pape, parlant devant le card. Ruffo du projet d'union des deux Eglises, grecque et latine, s'était plaint vivement de l'indiscrétion de Mgr Badossi, qui avait ébruité l'affaire, notamment à Vienne. Le Pape avait montré les meilleures dispositions pour étudier la question; il avait ajouté que : « Egli starà in atto di spedire una lettera responsiva a S. M. Imperiale che le ha scritto, per quanto pare, confidenzialmente; che egli, il Santo Padre, avrebbe mandato un nunzio o internunzio con tutte le facoltà necessarie, subito che fosse stato sicuro che detto internunzio o nunzio fosse per essere ben ricevuto, non ostante che l'affare del magistero di Malta non fosse ancora conchiuso; e per accordare il quale magistero ha dimostrato a S. M. le migliori disposizioni, siccome possa asserire che ha sempre dimostrato.. » (Ruffo à Acton, Rome, 10 février 1801).

oins l'approbation de leur régime actuel en Russie, en e payer la dépense de leurs missions dans la Chine et Indes.

ui ai parlé à fond de l'affaire de Malte.—Il m'a répondu l l^{er} ne voulait aucun médiateur pour la traiter ; que le de Malte était fort difficile à arranger, parce que les in-commerce du Levant ne permettaient de donner cette une des grandes puissances, et que l'Ordre n'était point ne pour en exercer la souveraineté. « Nous serons bientôt , m'a-t-il ajouté, pour le spirituel, quand le temporel ngé. Je ne dois pas me presser, continua-t-il, de m'oc-cette affaire, jusqu'à ce que ce préalable soit rempli. ne, qui me voulait mettre en activité, et qui m'a fait tour- pendant deux mois pour me forcer de reconnaître le aitre Hompesch, me sait très bon gré de ma résistance, , qu'elle s'est accommodée avec la Russie. J'ai fait dire sch, qui est à Fermo, que, s'il se donnait des airs de aitre, je le ferais sortir immédiatement de mes États, le prévenais qu'il ne serait plus reçu en Espagne.»..

ai demandai si je pouvais écrire au roi que M. l'archê- eims était du nombre des cardinaux qu'il s'était réservés , — Il me dit que les Français étaient dans ses Etats et le Murat à Rome, et que ce serait vouloir le précipiter abîme, que de l'exposer à heurter autrement que par négatifs, comme il le faisait tous les jours, le gouverne- tuel de la France... (Maury demanda si le Pape avait l'abbé de Bayane ¹ parmi les cardinaux réservés in e Pape parut embarrassé.) « Donnez-moi donc, me dit- oyen de m'en tirer. — Le voici, lui dis-je, Saint-Père. e à Votre Sainteté, au nom du roi de France mon mal- je m'oppose formellement en son nom à la promotion bbé de Bayane au cardinalat, jusqu'à ce que Sa Ma- ait donné son consentement, sans lequel il ne peut pas cette dignité.»..

plaignis ensuite de ce que le Pape n'avait pas même at- mort du cardinal Zelada, visiteur apostolique des éta-

¹ de Latier de Bayane, originaire du Dauphiné, était alors doyen de la cardinalice.

blissements français, pour donner la même commission au cardinal Lorenzana. J'observai qu'en qualité de ministre du roi et de protecteur des églises de France, je n'avais nul besoin d'un bref de Sa Sainteté pour m'emparer de l'administration de ces établissements, mais que je l'aurais acceptée de courtoisie, puisque le cardinal de Bernis m'avait donné avant sa mort l'exemple de cette condescendance. — Le Pape me répondit que c'était un dépôt entre les mains d'un octogénaire, et qu'on avait imaginé ce moyen terme pour ne pas prendre dans ce moment un parti trop prononcé. — « Tous vos moyens termes, lui dis-je, tournent au préjudice du roi. Après avoir formellement reconnu Sa Majesté, vous ne faites rien pour elle, et je ne sais même pas si vous avez répondu à ses lettres. » — Il me dit qu'il n'écrivait à personne, de peur de se compromettre; qu'il ne correspondait point depuis six mois avec sa propre famille, de peur que ses lettres ne fussent interprétées ou interceptées. « Serais-je assez malheureux, ajouta-t-il en joignant les mains et en levant les yeux au ciel, pour que le roi pût douter de ma tendresse pour lui ! Je donnerais ma vie pour le remettre sur le trône. Assurez-l'en bien positivement. Je ferai en sorte de lui écrire par le retour de Mgr Badossi. » — Touché de cette ouverture de cœur très sincère, je lui dis que je serai toujours un ange de paix entre Sa Sainteté et le roi, mais qu'elle ferait très bien de manifester elle-même ses sentiments à Sa Majesté; car si le roi m'ordonnait de faire afficher, à la porte de Saint-Louis et de la Trinité-du-Mont, qu'il défendait formellement à tous ses sujets qui se trouvent dans ces deux maisons, de reconnaître d'autre administrateur que moi, j'exécuterais très certainement ses ordres avec la plus prompte ponctualité. « Vous devez savoir mieux que personne que les souverains légitimes, qu'on pouvait croire morts, ressuscitent souvent très vite. Je vous prie de vous en souvenir, toutes les fois que je vous parle du roi de France. » Ces menaces, qui ressemblent à des confidences, font un très bon effet sur son esprit. Il m'est démontré que son cœur est tout entier pour le roi. Je le trouve doux, modéré, raisonnable;.. mais très timide et très avisé...

(Pap. du card. Maury). ¹

¹ Publié par Mgr Ricard, *Corr. du card. Maury*, t. II, p. 98.

Consalvi à Della Genga, Ruffo et Erskine.

s).

Roma, 2 marzo 1801.

venire che l'articolo III dell' armistizio coi Napoletani seguito a danno dello Stato, rimanendovi le truppe e posizioni, si è concordato segretamente col generale comanda di 60,000 piastre, oltre 13,000 per un magazzino lasciato in Ancona, sebbene siasi voluto aver l'aria di un regalo, essendo di maggiore valore. Si è dovuto usare alcuni di regali di un quadro o di diversi camei ai generali Berthier, e altri dei più distinti ufficiali, e si è avuta l'occasione, che ai 5 o 6 di questo mese tutta la truppa evasata pontificio, eccettuati mille e cinquecento in Ancona confessare che dal generale Murat si sono ricevuti favori e condiscendenze, e che ci ha trattati benissimo in persona.

struiti da Parigi, che quanto prima giungerà qui il progetto di concordato ; ma non so fino a quale punto, relativamente alla sua accettabilità, sarà soddisfacente. A me sembra prevedersene, pare che si voglia passar sopra più che sia possibile, e che, quanto all' avvenire, l'inglese e del partito di opposizione ritenerà dentro limiti, che non pareva al principio dalle buone disposizioni del Primo Console. Ciò sia detto sotto altissimo segreto.

temperale ancora non si è parlato, secondo la massima principio ; ma quel governo stesso fa sentire, che si deve se ne parli, e vi si autorizzi M^{re} Spina ; il che si tratta parentela col Primo Console del generale Murat, di buona fede prende per noi un vivo interesse, potrà qualche utile. Egli è rimasto incredibilmente preso del fatto, e non si è mostrato certamente mal soddisfatto di come di Napoli conta egli di farla in Firenze, e aspetta la commissione da Parigi. Sembrami che su qualche cosa vogliono rincarirla, specialmente sulla restituzione degli artefatti presi alla partenza dei Francesi. Altro non ho da dire, etc.

Vatican).

296. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 2 mars 1801.

Le 24 du mois passé, le général Murat a reçu un courrier de Paris avec la nouvelle de la paix signée à Lunéville, le 9, entre les plénipotentiaires de S. M. Impériale et Royale et du gouvernement français; et le lendemain on en a fait imprimer ici le traité en le copiant du *Moniteur* de Paris. Ledit général m'envoya d'abord un de ses aides de camp pour m'en faire part, et fêta cette nouvelle par une illumination au palais Sciarra où il logeait; mais, malgré l'usage qu'ont ici les ministres étrangers de donner dans des événements pareils des marques publiques de joie, j'ai cru de devoir les différer jusqu'à ce que je reçoive de Vienne la confirmation officielle de la paix, et que j'aie sur cela les ordres de S. M.

C'est par le même courrier que Murat a reçu le brevet de général en chef, et l'avis qu'on met à ses ordres un corps de trente mille hommes qu'on appellera Armée du midi de l'Italie¹; mais comme toutes ces dispositions du Premier Consul sont antérieures à la conclusion de l'armistice, il est à prévoir que cette armée du midi ne se formera pas. Et, en effet, les neuf à dix mille Français qui étaient déjà entrés dans l'Etat ecclésiastique, en sont ressortis presque entièrement, en prenant la route de Toscane²; et il est décidé que dans tout l'Etat ecclésiastique il n'y aura de troupe française qu'un petit corps de quinze cents hommes pour garnison à Ancône. Soixante-treize mille écus que le Pape a payés, et quelques présents qu'il a faits de mosaïque, de camées, etc., au général Murat et à quelques officiers de son état-major,

¹ Ordre du jour de L. Berthier; Rome, 6 ventôse (25 février): « L'armée est prévenue que, conformément à l'arrêté des Consuls du 24 pluviôse dernier (13 février), elle portera désormais le nom d'Armée d'observation du midi, et que le lieutenant-général Murat est nommé général en chef pour la commander. Il s'empresse d'annoncer aux braves qui la composent, que la paix entre la République française et S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, vient d'être signée à Lunéville. Le gouvernement charge le général en chef de leur faire savoir, que c'est à leurs brillants succès qu'il doit la paix honorable qui vient d'être conclue. »

² Le mouvement fut commencé le 28 février. — Murat, parti de Rome le matin du 26, repassa par Foligno vers le 27 et arriva le 1^{er} mars à Florence.

ont facilité cette retraite entière des troupes françaises, qui par un plus long séjour auraient affamé l'État de l'Église.

Le général en chef est reparti jeudi passé (26 février), pour Foligno, d'où il s'est rendu à Florence pour y traiter la paix avec le chev. Micheroux, d'après les instructions et pleins pouvoirs que Bonaparte lui a expédiés.¹ Ces négociations apparemment ne seront pas longues, et la cour de Naples essuiera quelques sacrifices en fait d'argent, et sera obligée à rompre tout lien avec l'Angleterre.

On sait à cette heure que, dans les articles secrets de l'armistice, il n'y a pas eu question des caisses que les Français dès lors de l'évacuation de Rome n'avaient pas eu le temps d'emporter, et dont les Napolitains se sont emparés : mais on assure que, par un article du traité de paix, le gouvernement français exigera cette restitution de la part de la cour de Naples ; et Murat doit s'être déclaré là-dessus, que son intention est de ne prendre de toutes ces caisses que les monuments des beaux-arts promis à la France par le feu pape dans le traité de Tolentino, et de rendre le reste aux anciens propriétaires ; ce qui remettrait la famille Albani en possession de presque toutes les statues qui rendaient fameuse sa maison de campagne.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

297. — Murat au P. Consul.

Quartier général de Florence, 10 ventôse an IX (1 mars 1801).

Vous venez, mon général, de me donner une nouvelle marque de votre attachement et de votre confiance. Je sens tout le poids de la tâche que vous m'imposez en me confiant le commandement d'une armée à organiser, et dans un pays absolument épuisé, et je vous jure de faire tous mes efforts pour répondre à tant de bonté de votre part.

L'armistice que j'ai conclu le 30 pluviôse avec le chev. Micheroux, était absolument conforme aux instructions de vos ministres, et j'ai obtenu de plus l'embargo. J'étais alors loin de

¹ Murat n'avait point reçu ces pouvoirs, mais il en avait parlé comme s'il était certain d'en être muni.

prévoir que chaque dépêche du ministre de la guerre m'apporterait de nouvelles demandes à former¹. Aujourd'hui, je ne puis le faire qu'à l'expiration de l'armistice, c'est-à-dire le 20 (11 mars), où il m'est permis de déclarer la reprise des hostilités. Il n'y a pas une minute de perdue ; je ne pourrais absolument faire le mouvement dans le golfe de Tarente avant le 25 (16 mars), par la raison que les troupes ne seront pas rendues ici avant le 20 (11 mars)². Dites-moi franchement si vous voulez faire la guerre à Naples, et il ne me faudra que le temps de marcher, pour conquérir. Mais j'avais pensé que vous n'aviez qu'à exiger, en faisant la paix, pour obtenir et qu'alors il serait bien plus avantageux d'occuper ce pays comme ami. Je vous le répète, vous n'avez qu'à demander, pour faire la paix, ce que vous voudrez. M. de Gallo n'a pas de pouvoirs ; et ici, en vingt-quatre heures tout sera fini. Envoyez quelqu'un à cet effet ; autrement je vous déclare qu'à l'expiration de l'armistice, je marche, et que je n'en concluerai pas de nouveau. Il est désagréable pour moi tous les jours de former de nouvelles demandes, tandis que j'avais pour ainsi dire cru faire un traité de paix.

J'ai été à Rome, aux vives demandes du Saint-Père. Il en avait besoin : ma visite lui a donné de la considération et de l'aplomb. Elle a éclairé tous les partis sur l'objet de mon expédition, que beaucoup regardaient comme dirigée contre tout le midi de l'Italie. Il m'a montré beaucoup d'estime pour vous, je dirai de l'admiration et de l'attachement. Il est convenu que vous aviez besoin de lui pour consolider votre gouvernement et la paix, et que de bonne foi il ferait tout ce que vous voudriez. C'est un bon homme ; et s'il nous faut un pape, je vous assure que c'est celui qui convient aux circonstances. Il m'a surtout prié de vous repré-

¹ Une dépêche de Paris du 13 février (voir t. I, p. 403, note 2), parvenue le 24 à Rome en même temps que la nouvelle du traité avec l'Autriche, avait prescrit à Murat d'exiger l'occupation du golfe de Tarente jusqu'à la paix maritime avec l'Angleterre. Par des raisons de toute nature, Murat avait tenu secrète cette nouvelle condition ; il ne voulait la faire connaître aux Napolitains, et par suite au Saint-Siège, qu'après son retour en Toscane.

² Ce renfort, tiré de l'armée d'Italie d'après les ordres de Paris du 13 février (*Corr. de Nap.*, n° 5368), devait comprendre 10.000 fantassins et 2.000 cavaliers. Murat venait d'écrire à Brune de diriger ces troupes sur Florence, où il comptait réorganiser l'Armée d'observation.

que sans les trois Légations, il était perdu. Je lui ai proposé de vous présenter sa position. L'Etat ecclésiastique présente lement un aspect effrayant ; il est sans ressources : on va manquer de pain au premier jour. Le Saint-Père m'a accablé de cadeaux ; il m'a donné son portrait, que je vous envoie, et une boîte de rouge antique qu'il vous a donnée, et un camée antique que vous pourrez mettre à la garde de votre sabre. Lui ayant dit que, dans le temps, vous aviez écrit au pape à l'archevêque de Milan de le faire cardinal, il m'a sur-le-champ assuré qu'il le serait au premier consistoire : il a déjà annoncé comme tel. M. Caleppi, qui a traité avec l'Espagne, a été nommé archevêque ; il va nonce en Portugal.¹ Au dîner de la paix, il a porté votre santé ; j'ai porté celle du Saint-Père, en ajoutant : « Puisse-t-il par ses vertus et son apostolique, consolider la paix que le Premier Consul vient de nous donner ! » »

Je vous ai dit de mon devoir de vous dire que ce n'est qu'avec une confiance incroyable que j'ai empêché la révolution, et, si je n'avais pas eu l'air de partir de renvoyer tous les réfugiés, je n'y aurais jamais réussi. Si je marche contre Naples, que de malheurs ! la guerre ciprète à éclater. Vous pouvez tout prévenir en faisant la paix. Le sang épargné ! Que de nouveaux heureux vous allez faire ! Vous avez déjà fait partir un bâtiment, avec la nouvelle de la paix, pour l'Egypte.

Je vous ai dit que les sommes très bien vues dans le pays, par le système que j'ai adopté de nous faire tout fournir par les habitants ; mais si vous ne venez à mon secours, gare les contributions, et adieu la tranquillité ! J'attends avec impatience le retour du courrier qui m'a apporté la nouvelle de mon armistice. Je suis persuadé qu'il m'annoncera un plénipotentiaire, et alors tout ira le mieux du monde. Je vais en attendant disposer M. de Micheroux de vos nouvelles prétentions.

En général, vous auriez bien mauvaise opinion de moi, si je

¹ Lorenzo Caleppi remplaçait Mgr Pacca, créé cardinal. Avant de se rendre en Portugal, il fut chargé d'une mission temporaire auprès du nouveau roi d'Espagne et resta à Florence jusqu'au 20 octobre 1804, jour où il présenta comme nonce Mgr Emmanuel di Gregorio (Arch. du Vatican).

² les *Ann. philos. morales et littér.*, t. III, p. 226.

³ un ordre du jour daté de Florence, 13 ventôse (4 mars).

ne parlais pas du désir que j'ai de me rapprocher de ma bonne Caroline et de mon petit Achille. Il faut être père, pour sentir combien ce rapprochement est nécessaire à mon bonheur. Je tremble pour la mère. Elle fait déjà des imprudences ; elle sort. Il est trois heures après minuit. Excusez tout mon griffonnage ; j'écris à la hâte ; je travaille du matin au soir. Recevez l'assurance de mon respect et de mon inviolable attachement. Embrassez, je vous prie, votre Achille pour moi.

(Guerre. Armée d'observation du Midi).

298. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, march 6th 1801.

... It is certain that general Murat and His Holiness parted in perfect good humour with each other... (Murat avait proposé une convention, dont une clause excluait les Anglais des ports pontificaux). This proposal was declined altogether on the ground that a convention was wholly unnecessary, as the Pope had constantly declared that he neither could nor would attempt any opposition to the measures of either of the belligerent powers ; and with regard to the exclusion of the English from his ports, he was of opinion that whatever reason the french government may have had in stipulating that condition in the armistice with Naples, with whom they were at war, there was no colour of reason for their demanding it of him, with whom they were at peace and whose neutrality had been acknowledged : their perseverance in it therefore would afford a proof to all Europe of their treating friends and enemies alike.

These arguments, I have the satisfaction to add, had due weight on general Murat ; and he desisted of his demands both of a convention and of excluding the English. Some insinuations have been made here for the expulsion of the English from the Ecclesiastical states, but with as little effect...

(Record office, Sardinia).

299. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 7 mars 1801.

.. Les négociations de paix entre le général en chef Murat et le

ministre plénipotentiaire de S. M. Sicilienne, chev. de Micheroux, sont toujours dans le même état de stagnation ; ce qui fait croire faux, le bruit qu'on avait répandu des pleins pouvoirs envoyés à cet effet par le Premier Consul Bonaparte à son beau-frère. M. de Beaumont, aide de camp dudit général, a été très bien reçu à Naples ¹ et passe à Palerme, d'où l'on écrit que Murat a fait sentir que, dans le cas qu'il plût à S. M. Sicilienne de l'honorer de l'ordre de mérite de Saint-Ferdinand, il ne le refuserait pas ² : ce qui serait sans doute une marque évidente que le gouvernement en France veut rapprocher peu à peu les Français des anciennes idées de cour et d'aristocratie, que la fureur révolutionnaire a tâché en vain de détruire.

Les généraux français, qui profitent de l'inaction actuelle de leur armée pour voir Rome, se succèdent ici l'un l'autre sans interruption : avant-hier, le général Paulet est parti pour se rendre à son poste de commandant à Ancône, et hier le général Tharreau est arrivé. Les honnêtetés, dont les Français sont comblés ici par le gouvernement qui les défraie entièrement durant leur séjour, ne peuvent que donner l'envie à tous les généraux français de l'armée de Murat de venir, chacun à son tour, ou revoir ici leurs anciennes connaissances, ou bien faire un petit cours d'antiquités. La conduite pourtant très sage que ces Français observent et surtout les égards qu'ils ont pour Sa Sainteté et pour ses ministres, ôtent toute inquiétude sur leur séjour dans cette capitale ; et l'arrivée ici d'un seul Gênois, nommé Sala, embarrasse le gouvernement bien plus que tous les Français qui ont été ici.

Ce Sala ³ est un Gênois fort riche, établi à Marseille, et qui, du temps que les Français occupaient Rome et tout l'Etat ecclésiastique, a acheté quantité de biens nationaux à un très bas prix, et qui, escorté par une lettre du ministre Talleyrand, vient ici revendiquer la légitimité de ses contrats. On aurait aimé ici de décliner toute conférence sur un objet aussi délicat et de re-

¹ Il était parti de Rome, le soir du 24 février, pour surveiller l'exécution de l'armistice de Foligno.

² Micheroux à Acton ; Foligno, 18 février. — Voir aussi une curieuse dépêche d'Alquier à Talleyrand ; Naples, 11 floréal an X : 1^{er} mai 1802 (Aff. étr., *Naples*).

³ Voir la pièce n° 141.

mettre toute cette négociation à Paris, où il paraît que le prélat Spina ait débuté assez bien avec le Premier Consul ; mais le nombre des Français qui sont intéressés à ces contrats de biens nationaux est si grand, que Bonaparte, qui ménage adroitement tous les partis, n'entravera pas le ministre Talleyrand dans cette affaire-là, et laissera le Pape dans l'embarras de faire arranger l'affaire directement par le cardinal secrétaire d'Etat avec ledit Sala.

(Arch. de Vienne).

300. — Consalvi à Spina.

Roma, 7 marzo 1801.

Questa mattina, ho ricevuto con la posta di Genova i suoi fogli nⁱ 16, 17, 18, 19, 20 ¹, l'ultima data dei quali è il 16 gennaio. Avevo antecedentemente ricevuto quelli fino al n^o 30, la di cui ultima data è il 13 febbraio, col corriere che giunse a Parma, come le ho accennato anche in altre mie anteriori a questa. Ho molto piacere ch' ella riceva le mie lettere esattamente per il mezzo dell' amica ² ; credo quasi che se ella facesse altrettanto, cioè consegnasse ad essa le sue perchè poi essa le accludesse al suo agente, farebbe assai bene, e le avrei più presto. Essa si lagna meco di non vederlo mai : perchè non le fa qualche visita ?

Il duca Braschi le rende infinite grazie per tuttociò che ella ha fatto per lui presso il Primo Console, onde ottenere la restituzione dei suoi beni di Cesena. Questo suo ordine però è ritardato, e dirò anche eluso nella esecuzione : ma il generale Murat ne ha preso interesse ³, e si spera di venirne a capo.

¹ Pièces nos 177, 178, 182 et 183. Voir aussi dans le t. I, p. 290, la note 2.

² La marquise de Brignole.

³ Murat à Pétiet, Florence, 22 ventôse : 13 mars. « Je vous envoie, mon cher ministre, différentes réclamations qui me sont adressées par le card. Consalvi, secrétaire d'Etat, en faveur du duc Braschi. Pendant mon séjour à Rome, j'ai promis au Saint-Père, qui prend un intérêt particulier à cette maison, de vous recommander cette affaire. J'espère, mon cher ministre, que vous aurez assez de bonté pour faire valoir tous les droits de la maison Braschi : je vous en serai bien reconnaissant. — P. S. Le P. Consul prend à cette affaire beaucoup d'intérêt » (British museum ; Add. mss., n^o 15,952).

che vennero da Parigi, sono già ripartiti da gran due eccellenti persone, assai semplici ed umili, ti, e molto pii. Non portarono alcuna lettera del mrier al Santo Padre, come ella suppone.

il vero verissimo nell'assicurare il Primo Console, di Spagna non avea avuta la minima parte nella r. Urquijo e sig. Labrador¹. Non si arriva a compossa mai essersi ideata un simile sospetto...

i complimenti al P. Caselli; mi continui la sua de- zia e i suoi comandi, e resto, etc.

(e Caprara).

301. — Consalvi à Spina.

Roma, 7 marzo 1801.

innanzi al Papa una congregazione di dieci car- to fu il sistema di libero commercio da estender- gli oggetti di grascia. Si vinse il partito afferma- contrasto di pochi ma forti oppositori. Il governo ar fatica molta, per procurare questo bene a chi ravvisarlo per tale.

Roma il generale Tharreau coi suoi aiutanti. Il st è partito coi suoi, e così pure i segretari del ge- he è in Firenze. La truppa francese si diminuisce Stato, contandosi al presente nel numero di circa uecento, e poco più compresa Ancona; e si ha e che diminuirà maggiormente. Non si può dire e del generale Murat. Egli ha messo tutto lo zelo er assicurare la tranquillità del governo, ed an- li il peso e il dispendio delle sue truppe. È di nanissimo, e pieno di convenienze e riguardi. Il aumont è tuttora in Napoli.

è piena di Francesi. Dicesi che vi staranno non paese sente molto la perdita di un sovrano, che

¹ e Pape, Mgor Casoni avait désiré la chute de M. de Urquijo. ov. 1800, à Consalvi : « Li buoni attaccati alla Santa Sede luta del Urquijo, e se questa segue, calmerà la tempesta. »

Si spera di riavere in Roma per le funzioni sante i sovrani di Sardegna. Essi si compiacciono molto di questo soggiorno, e così è dell' arciduchessa Marianna, la quale è sempre qui alloggiata nel palazzo Corsini.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

302. — Consalvi a Spina.

(en chiffres)

Roma, 7 marzo 1801.

Due copie le invio della credenziale pel ministro Talleyrand, una coll' Eccellenza, l'altra col Cittadino : ella darà quella che crederà più atta ; ma quanto noi ameremmo che si desse piuttosto la prima, se si potesse. Si è concepita nel modo ch' ella vedrà dalla copia, e nella fretta non si è saputo fare meglio. Crediamo che vada bene ; ma ciò non ostante, se mai ella vedesse che non fosse in regola, e che potesse dispiacere il tenore (il che non crederei), la trattenga, e mi dica come la vorrebbe. Ho scansato di qualificarla col nome di ministro, per lasciar lei in libertà di assumere o non assumere tal carattere, che non par necessario in parole, quando si procede con i fatti. Anche a noi piacerebbe, ch' ella non spiegasse la vera qualifica di ministro, se non dopo fissata la concordia sulle cose spirituali. Ma in queste cose ella è sempre al caso meglio di noi di giudicare ; onde me le riporto interamente.

Nella trattativa, la sostanza che di qui le si commette, è il riacquisto di tutte tre le Legazioni, e il compenso di Avignone e Carpentrasso, che potrebbe essere proporzionatamente nel Modanese, o altro luogo di confini. La stessa Assemblea nazionale riconobbe la giustizia, e ne fece un decreto. Non deve scordarsi di Benevento e Ponte Corvo, che la corte di Napoli ha restituito di parole, e non di fatti, rendendo il solo utile dominio, e ritenendo, dice, il diritto, con fare pertal modo divenire il Papa suo feudatario, quando anzi il re è feudatario della Chiesa romana per tutto il regno. Ora che la Francia regola il destino di tutta l'Italia, non lascerà certamente di occuparsi anche di questo ; onde conviene che sappia la vera posizione delle cose. Colla riserva del dominio diritto, intende il re di esercitare la sovranità in questi luoghi, esercitare giurisdiz-

zioni, reclutazioni (su di che, sò ben io cosa vi è dovuto soffrire per opporvisi, onde non offendere la neutralità); e conviene far osservare, che quel dominio di Sua Santità nell' interno di quello Stato può non essere disutile. I compensi, che si danno agli altri principi, sembrano certo dovuti egualmente ed anche più al Papa, di cui la Francia non ha in vero da lagnarsi, e che ha sofferto più di tutti. Ella avrà cura anche, per quanto le sarà possibile, dei Vescovati e Stati ecclesiastici, che si vogliono secolarizzare. Vede Sua Santità la difficoltà di arrestare sì rovinoso torrente; ma, dal canto suo, non può non fare almeno, nei più decenti modi, le diligenze dovute.

Si è veduta con più comodo la posizione, da lei trasmessa con il corriere spedito a Parma, sulla trattativa ecclesiastica. Non si è potuto non ravvisare la verità delle sue riflessioni, e quanto si è perduto dalle prime conferenze in poi. Ma non bisogna perdersi di coraggio, e veramente io non dispero. In aspettazione di Livio (di cui il non naturale ritardo sempre più ci sorprende), si sta preparando le risoluzioni. Il Papa scriverà a Bonaparte, e gli farà gustare le ragioni che avrà di desiderare dei cambiamenti. Tutto sta che questo Livio venga.¹

Circa la petizione per le tre Legazioni, fu già fatta con una nota al generale Murat, in cui la fretta fece scordare Avignone. Ella lo troverà nella nota, che nuovamente le trasmetto. Se quella omissione servisse a dare una presa, ella procuri di far sentire che fu forse un errore di scrittura, mentre nella copia a lei trasmessa vi si trova, e mostri l'originale occorrendo. Sicuramente il generale Murat ha fatto de' buoni uffici, perchè egli ha preso una tenerezza per Sua Santità, e per me. Sarebbe una gran for-

¹ Consalvi écrivait le même jour, 7 mars, aux nonces : « ... Le nuove ricevute da Parigi non sono le più consolanti. In sostanza, nella dilazione di concludere la trattativa degli affari spirituali sempre si rincariscono le condizioni, e si ritira ciò che si è convenuto nel giorno antecedente. Il favore che si poteva ripromettere Sua Santità a proposito del cattolicesimo, sembra che non avrà quel grado di estensione che dal principio si faceva sperare. E quanto al tempo di concludere, si vede una stagnazione inaspettata, la quale non lascia di suggerire dei sospetti e timori... » — Le 10 mars, écrivait à Casoni et à Pacca, il ajoutait : « ... Si vede che la trattativa non progredisce con quella buona piega, che in principio aveva presa. Ancora nulla si conclude, e i progetti hanno rincaricato mano a mano piuttosto che facilitarsi. Ancora si aspetta il corriere, che deve portare il piano ultimo proposto dal Primo Console. Tutto ciò resti segreto in V. E... » (Arch. du Vatican).

tuna di potere avere lui qui per ministro. Il Santo Padre lo chiederà al Primo Console.

Circa Azara, è verissimo che io non ero mai stato da lui, ed incontrando Tagliavini per strada, egli commise al medesimo di salutarmi, e disse infinito bene di me. Procurerò di scrivergli; ma una lettera savia, perchè bisogna sempre pensare alla gazzetta, e non urtare la pubblica opinione, cosa essenzialissima, specialmente trattandosi del Santo Padre. Intanto ella gli dica mille cose, ed impegni il suo onore a far vedere cosa può e sa fare per Roma. Si combina bene che io sto benissimo con la Santa-Croce, per la indulgenza usata con essa ed i figli, quando certamente non poteva farlo per fine secondario.

Ho pensato meglio di non fare l'altra lettera a Talleyrand con il titolo di Cittadino, circa il tenore della Francia, e spero che a lei non dispiaccia.¹

Dopo la negativa qui data al sig. Labrador per evellere dal corpo di Malta le Lingue di Spagna, egli insiste di nuovo; ma si torna a negare, non volendosi compromettere Sua Santità con Paolo I: sarà però per la Spagna un gran demerito, mettendoci tanta urgenza.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

303. — Consalvi à Talleyrand.

Rome, 7 mars 1801.

Excellence, le vif intérêt dont le Saint-Père a été toujours pénétré pour le rétablissement de la religion catholique en France, et le désir sincère de contribuer de son côté par un moyen aussi sûr à sa tranquillité et à son bonheur, lui firent saisir avec empressement l'invitation faite par le Premier Consul pour une négociation relative à ce grand objet. Sa Sainteté envoya d'abord à Paris l'archevêque de Corinthe, qui avait été regardé avec bonté par le Premier Consul, et le chargea de cette commission importante.

Uniquement dirigé dans cette démarche par son zèle apostolique, le Saint-Père crut qu'il était également de son devoir de faire connaître qu'aucune vue d'intérêt temporel n'y avait eu la moindre part. Ainsi, quoique sa position eût pu le conseiller autrement,

¹ Voir la pièce suivante, qui a été remise en effet à Talleyrand.

il préféra néanmoins de s'en reposer entièrement sur la justice de sa cause, et sur la droiture et la générosité du Premier Consul, plutôt que de permettre à l'archevêque de Corinthe de mêler des intérêts et des vues temporels dans sa négociation des affaires ecclésiastiques. Le Saint-Père se flatte que cette négociation approche de son terme, ainsi que le lui font espérer les bonnes intentions du Premier Consul. Mais en même temps, comme d'après la paix faite avec S. M. l'Empereur et Roi, le sort de l'Italie va être fixé, Sa Sainteté ne saurait différer davantage de traiter aussi des affaires temporelles du Saint-Siège, sans manquer aux devoirs dont il est pareillement chargé par son ministère, pour le soin du patrimoine de l'Eglise. C'est pourquoi le Saint-Père, en chargeant de cette nouvelle commission l'archevêque de Corinthe, m'ordonne d'en faire part à V. E., afin qu'elle veuille bien la faire agréer au Premier Consul. M'acquittant ainsi des ordres de Sa Sainteté, je ne doute point que V. E. voudra contribuer de son mieux à l'heureux succès de cette négociation. Le Saint-Père est d'ailleurs bien persuadé que les témoignages qu'il n'a pas cessé de donner pour la tranquillité et pour le bonheur de la France, ainsi que la conduite amicale que l'armée française a tenue dernièrement à son égard à l'occasion de sa marche vers cette partie de l'Italie, lui feront trouver dans le gouvernement français les dispositions les plus favorables, même relativement à l'objet de cette nouvelle commission.

Ayant l'honneur de recommander bien vivement l'archevêque de Corinthe aux bontés de V. E., je la prie d'être persuadée de la haute considération etc.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930; et Arch. du Vatican).

304. — Spina à Consalvi.

(particulière) ¹

Parigi, 23 febbraio 1801.

Dopo un mese di penosa aspettativa, finalmente sabbato 21 del

¹ Voir dans le t. I, p. 415, la note. — Cette lettre, ainsi que les deux pièces suivantes et celles de même date reproduites en notes, auraient dû régulièrement trouver place dans l'Appendice. Au risque de revenir un peu en arrière, il a semblé préférable de les insérer ici, non-seulement parce que ces documents éclairent les derniers incidents qui ont précédé le départ de Livio, mais aussi parce qu'ils devaient beaucoup servir pour le travail qui allait commencer à Rome, dans les congrégations.

corrente febbraio, mi fu rimessa dal sig. abbate Bernier una lettera del ministro delle relazioni estere, insieme ad un nuovo progetto di convenzione fra Sua Santità ed il governo francese, ed altro progetto di bolla, colla quale si pretende che la convenzione sia confermata e pubblicata.¹

Potrà l'Em. V. immaginare qual fosse la mia sensazione nel vedere il tenore della lettera, colla quale si chiedeva la mia approvazione al progetto di convenzione, dopo tutto ciò ch'era accaduto dal momento che mi fu presentato il quarto progetto di concordato, che già ho rimesso a V. Em., e dopo le contestazioni, che vi erano state sulla pretenzione che io lo segnassi, e ch'erano state sopite dall'assenso dato dal Primo Console, perchè sottoporlo dovessi all'esame di Sua Santità, senza autorizzarlo in alcun modo, con una mia qualunque siasi sottoscrizione.

La nuova richiesta del ministro doveva far nascere in me necessariamente de' nuovi sospetti, i quali si accrebbero dal tenore del biglietto scritto dal ministro stesso al sig. abbate Bernier, del quale egualmente annetto copia.²

Per quanto io non possa dubitare delle ottime intenzioni del Primo Console, e di voler ristabilire la religione cattolica in Francia, e in genere verso di Sua Santità, non posso ignorare, che si cercano dai male intenzionati tutte le vie di attraversarle.

¹ Pièce n° 264.

² Talleyrand à Bernier ; Paris, 3 ventôse (22 février) : — « Le ministre des relations extérieures observe au cit. Bernier que Mgr l'archevêque de Corinthe a une lettre à lui écrite : avant le départ de son courrier, il le prie de l'engager à lui adresser une réponse qui, par les termes de la dépêche qui a dû lui être remise hier, doit suppléer à un engagement que ses pouvoirs ne l'ont pas autorisé à donner d'une manière plus formelle. Il prie le cit. Bernier de recevoir l'assurance de ses sentiments » (Pap. du card. Carandini). — Cette lettre de Talleyrand répond au billet que Bernier lui avait adressé la veille (pièce n° 263). Le billet de l'abbé s'était probablement croisé avec la lettre du ministre, du 21 février (pièce n° 264), que Bernier était chargé de transmettre à Spina et qu'il lui a en effet portée dans la soirée.

La pièce ci-jointe, écrite par Bernier à Spina le 23 février, fait suite aux pièces nos 263 et 266 : « Je vous adresse le projet de bulle et les articles demandés par le gouvernement. Tout est transcrit. Je n'en ai plus besoin ; vous pouvez les garder. J'attends votre lettre : je la porterai de suite au ministre. Je vais travailler sans relâche et abrégé les retards par une activité soutenue » (Arch. du Vatican).

In uno stato di cose, per le tante e così varie circostanze che lo accompagnano così critico, prima di dare al ministro una risposta decisamente negativa, credetti bene di consultare il sig. ambasciatore di Spagna: e tutto ben ponderato, si credette, che una risposta negativa e risentita poteva produrre delle pessime conseguenze, e che perciò era il miglior partito quello di assicurare il ministro, che dal canto mio avrei fatto il possibile affinchè i desideri del governo restassero soddisfatti. Concepì adunque la risposta, nel tenore che rimetto all' Em. V., e che dal sig. ambasciatore Muzquiz fu pienamente applaudita. Mi pare, che il tenore della mia risposta non comprometta in alcun modo Sua Santità. Resta dimostrato con essa, che non son io che gli ho presentato il progetto di convenzione, ma che del ministro è l'estensione; si ripete il difetto in me di ogni facoltà per approvarlo; e la promessa che io faccio di fare i miei sforzi perchè soddisfatti siano i desideri del governo, potrà tutto al più far supporre, che io m'impegnerò per la sostanza di quanto nel progetto di convenzione si contiene, ma non mai quanto all'estensione ed al modo col quale la convenzione si vuole conclusa.

Tutto ciò fu ben compreso dal ministro delle relazioni estere, allorchè dallo stesso sig. abbate Bernier la mia risposta gli fu presentata, e della quale non si mostrò punto contento: ma fu dal medesimo sig. abbate persuaso, che mi ero abbastanza sbilanciato, e che assolutamente non vi era da sperare da me maggior condiscendenza. Mi fu adunque in conseguenza rilasciato il passaporto, in conseguenza del quale mi sono affrettato di spedire il corriere. Riconoscerà meglio V. Em. quanto le accenno, dai fogli originali n° 1, 2, 3, 4, dalla mia risposta al medesimo n° 5, e dal biglietto ufficiale del sig. abbate Bernier che le accludo in dispaccio separato.¹

Sebbene il nuovo progetto trasmessomi dal ministro delle re-

¹ L'annexe I est la lettre de Talleyrand à Spina, du 21 février (pièce n° 264). Les annexes II et III sont les projets de concordat et de bulle (pièce n° 222. Cf. la note 2, t. I, p. 407). L'annexe IV est le billet de Talleyrand à Bernier, du 22 février (qui vient d'être cité en note). L'annexe V est la réponse de Spina à Talleyrand, du 23 février (pièce n° 266). Enfin la note officielle de Bernier est celle du 25 février (pièce n° 267).

lazioni estere sia ben differente dal quarto, che ho trasmesso, e riduca la religione cattolica in Francia ad esser quasi semplicemente tollerata, mi astengo non ostante dal fare sopra il medesimo delle ulteriori riflessioni, bastando sempre quelle, che ho già umiliate all' Em. V. nel mio piego del 13 corrente, trasmesso per la via di Parma.¹

L'articolo della dimissione generale da darsi dai vescovi attuali, siano emigrati ancora o già rientrati in Francia, è stato sempre l'oggetto delle maggiori discussioni, e non ho mai cessato di chiedere che fosse modificato. Dal biglietto ufficiale del sig. abbate Bernier rileverà V. Em. il cambiamento, che si è ottenuto dopo che già aveva ricevuto dal ministro il progetto.

Nel caso disperato in cui siamo di poter ottenere dal Primo Console altre variazioni, mi pare ancora l'estensione la più ammissibile. Si vuole assolutamente una nuova riduzione e circoscrizione di diocesi. Alcuni sicuramente, e spero ancora non pochi de' vescovi attuali saranno dal Primo Console restituiti alle loro sedi, se saranno conservate, o alle nuove che saranno erette. Sarà in questo modo l'esclusione degli altri meno odiosa; e siccome poi alla nuova circoscrizione di diocesi e al riconoscere quelli solo, che saranno proposti dal Primo Console, è attaccato il ristabilimento del culto pubblico, e diciamo pure della religione in Francia, pare che i vescovi aderir debbano di buona voglia a prestare anco loro consenso, che pure finalmente per l'esecuzione del trattato converrà ricercare, e che almeno sarà ben compatibile Sua Santità, se aderisce per questa parte alla progettata convenzione.

Di amministratori nelle diocesi, i titolari delle quali non volessero prestare il loro consenso per la soppressione o perchè conferita sia ad altro titolare, non se ne vuole assolutamente dal Primo Console ammettere discorso.

Noti bene l'Em. V. che si dice, che Sua Santità non riconoscerà altri vescovi della nuova circoscrizione delle diocesi, che quelli, che gli saranno proposti dal Primo Console « à l'exclusion de tous autres, quel que soit leur titre. »² Si è voluto comprendere

¹ Pièce n° 239.

² Voir la pièce n° 267. — Cf. t. I, p. 280, note 2.

ste parole anco i costituzionali. Mentre però dà il governo e parole l'indicata interpretazione, siccome sono suscettivi di diverso significato, non si potrà perciò dire, che Sua Santità con questo articolo riconosciuti i vescovi costituzio-

tenuto, che non si parli di questi con un articolo espresso. Si è però voluto parlare de' preti ammogliati. Quando Sua Santità creda di poter seguire per questi le tracce del papa III per quelli d'Inghilterra, ho fatto avvertire, che senza non poteva estendersi che ai preti e chierici secondo però, che se non crederà Sua Santità conveniente di un articolo della convenzione, ma darà in vece delle famiglie al suo legato, purchè l'interesse che prende per il Primo Console abbia il suo effetto, ne sarà egualmente contento.

Immediatamente si è conosciuta la necessità di variare la formola promessa di fedeltà alla costituzione; e sebbene si voglia il progetto, che si presti anco il giuramento di sommissione e fedeltà, sono certo che si adotterà una semplice promessa di fedeltà al governo.

Ho portato per tutto il di più che nel progetto di convenzione si è tenuto conto delle mie passate riflessioni e al contemporaneo mio parere, e credo bene, che se combinar si potesse nella forma del progetto, molto più si sarebbe da sperare col tempo per il Primo Console.

Non posso però dispensarmi di parlare del progetto di bolla, quale si vuole che la convenzione sia inclusa, purchè abbia l'approvazione più solenne. Credo, che l'idea della bolla sia nata dall'essere stato con una bolla egualmente confermato il concordato di Leone X e Francesco I. Ne avevo senz'altro parlato, ed ora finalmente è venuta alla luce. Ho fatto un po' di fatto comprendere, che lo stile della minuta non è di una bolla apostolica. Ma son persuaso che non si è fatto che per dare un'idea di ciò che si desidera, e che si è contentato di dire che quando Sua Santità creda di potersi in ciò uniformare al parere del Primo Console, si saprà in Roma stendere con dignità, ed unzione, e con tutte quelle formole che dovranno essere proprie di una apostolica costituzione. Avverto l'Em.

V., che se si crederà includere la convenzione in un breve, piuttosto che in una bolla, non credo che si starà punto attaccati a questa distinzione.

Non tralascierò finalmente di avvertire V. Em. essersi meco espresso il ministro, che desidera che il titolo della convenzione sia il medesimo da esso posto in fronte della medesima, cioè «Convenzione fra Sua Santità, etc.», e non altro;¹ e che avendo io fatta una scoperta qual titolo sia più accetto in un delegato di Sua Santità appresso questo governo, sia di legato *a latere* o di ministro plenipotenziario, mi è stato replicato che si desidera, che e dell' uno, e dell' altro sia rivestita l'istessa persona, come ravviserà ancora nel biglietto d'ufficio del sig. abbate Bernier², con credenziale però separata, per far uso o dell' una o dell' altra, secondo che le circostanze e gli affari lo esigeranno.

La ristrettezza del tempo non mi permette di trattenere di più V. Em. di questo importantissimo oggetto. Si tratta dell' affare il più grande, dalla felice conclusione del quale dipende il ristabilimento della religione in queste contrade, la salute di tanti popoli, e convien pure che aggiunga la tranquillità di Sua Santità. Ma l'affare è spinosissimo. Sua Santità lo pondererà colla sua profonda dottrina, ed assistita dallo Spirito Santo non sbaglierà certamente nella risoluzione che sarà per prendere. A me non resta che attendere con sommissione i suoi sovrani comandi, per eseguirli con fedeltà, come eseguirò sempre quelli dell' Em. V., il di cui benigno compatimento non cesserò d'implorare, nell' atto che mi rassegno con profondissima venerazione, etc.

P. S. — Alla lettera che mi ha consegnata il sig. abbate Bernier per Sua Santità, e colla quale accompagna l'immagine della Vergine Santissima di Loreto, ne ha aggiunta un' altra egualmente per la Santità Sua, relativa alla trattativa, siccome una me ne ha consegnata per V. Em. Le troverà ambedue qui

¹ Talleyrand voulait éviter ainsi le mot « Concordat ». Cf. t. I, p. 280, note 1.

² Ce passage de la note de Bernier du 25 février se trouvait dans le commencement de la pièce, qui n'a pas été conservé (Cf. t. I, p. 408, note 2). — En adressant cette note à Spina, Bernier lui écrivait : «... Tout ce que je vous ai dit est l'expression exacte des sentiments du gouvernement. Si je n'eusse écouté que mon cœur, j'en aurais dit bien plus encore » (Arch. du Vatican).

Ha scritto detto sig. abbate agli Emi Antonelli e Ger-
ede avranno molta influenza nell' affare, non dubi-
e saranno consultati da Sua Santità. Ambedue le ho
sidero che sia da tutti onorato di una cortese risposta.
(rd. Carandini).

**Variantes du Projet V, indiquées confiden-
lement par Bernier comme admissibles.**

[Paris, 23 février 1801].

— Le gouvernement français reconnaît que la religion
, apostolique et romaine est la religion de la grande
es citoyens français.

te pour sa religion particulière: il protégera la publi-
culte, sans préjudicier à la liberté d'aucun autre.

— Il sera fait de concert, entre lui et le Saint-Siège, une
rconscription des diocèses français: leur nombre sera
telle manière néanmoins qu'il suffise aux besoins spi-
fidèles.

lettres manquent. Celle adressée au Pape devait vraisemblablement
partie la lettre que Bernier avait préparée inutilement le 26 jan-
195).

est de la main de Bernier, et a été remis par lui à Spina avec ce
t secret de convention entre le Saint-Siège et le gouvernement. » Il
ar Spina (voir la pièce suivante) sous le nom de « Progetto riform-

u projet de Bernier a été conservée parmi les papiers du card. Ca-
a tenait de Mgr di Pietro. Cette copie présente quelques différences
édaction: 1° Dans l'art. 1^{er}, on lit: « ... la publicité de son culte,
ipline... ». 2° L'art. 3 reproduit textuellement l'art. 2 du titre I du
u'il a été modifié le 23 février (voir la pièce n° 267). 3° L'art. 4 est
« Le P. Consul Bonaparte nommera aux archevêchés et évêchés de
rconscription dans les trois mois qui suivront la publication de la
ainteté, et Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi
itution canonique, dans les formes accoutumées par lui approuvées,
es nominations lui seront notifiées. » 4° Comme cet art. 4 corres-
onde moitié de l'art. 3 de la rédaction que nous publions ici, il s'en-
ncordance entre les articles des deux rédactions se trouve inter-
ne reprend qu'à partir de l'art. 10, et parce que Bernier s'est
le n° 9. 5° Pour formule de prières publiques, l'art. 9 donne:
va rem gallicam... » — Cette rédaction paraît antérieure à celle
ions (voir, par exemple, dans la pièce suivante ce que dit Spina de
ogetto riformato); mais elle n'a pas été inutile au travail des con-
maines.

Art. 3. — Le gouvernement déclare, que, vu les circonstances, il ne pourrait allier le maintien de la paix intérieure avec le retour de la religion catholique en France, sans l'abdication préalable de tous les évêques français actuels, quel que soit leur titre. Sa Sainteté accepte et ratifie cette disposition, pour le bien de la paix et de la religion, et déclare qu'elle ne reconnaitra pour évêques titulaires des évêchés conservés en France, que ceux qui lui seront désignés par le Premier Consul dans les trois mois de la publication de la bulle, et institués canoniquement par elle.

Art. 4. — Les nominations subséquentes se feront également par le Premier Consul, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège, dans les formes accoutumées, aussitôt après leur notification.

Art. 5. — Les archevêques et évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 6. — La formule de ce serment sera celle-ci : « Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. »

Art. 7. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment, entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Art. 8. — La prière suivante sera récitée, dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « *Domine salva Galliae consules, et exaudi nos in die qua invocaverimus te :* »

Art. 10¹. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures et choisiront de préférence des pasteurs vertueux et pacifiques, agréables au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver à

¹ En numérotant les articles, Bernier a omis le n^o 9. Le projet ne se compose donc, en réalité, que de 18 articles.

volonté des chapitres, mais sans dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises, métropolitaines, cathédrales et paroissiales non aliénées seront remises à la disposition du culte catholique, conformément à l'arrêté du 7 nivôse an VIII.

Art. 14. — Le Saint-Siège reconnaît les aliénations des domaines ecclésiastiques faites en vertu des lois républicaines, et la propriété incommutable de ces domaines dans les mains des acquéreurs.

Art. 15. — Le gouvernement assure aux évêques et curés conservés un traitement convenable, fixé d'après les décrets de l'Assemblée constituante relatifs au culte.

Art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations en rentes, assujetties aux charges de l'Etat.

Art. 17. — Les ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur consécration dans les liens du mariage, ou qui par d'autres actes ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique, rentreront dans la classe des simples citoyens, et pourront s'ils le demandent être admis à la communion de l'Eglise, mais parmi les laïques seulement.

Art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français actuel les mêmes droits et privilèges dont jouissaient les rois de France, avant la Révolution et le changement de gouvernement.

Art. 19. — Elle s'engage, ainsi que le gouvernement français, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle les deux autorités promettent de concourir également.

Nota.

L'article 14^e, relatif aux biens ecclésiastiques, pourrait être ainsi rédigé en latin : « Sanctitas Sua pro rata et consummata
« habere consentit bonorum ecclesiasticorum alienationem, vir-
« tute legum in Gallia factam ; incommutabilemque eorum, in
« manibus acquisite, proprietatem et possessionem agnoscit. »
(Arch. du Vatican).

306. — Spina à O

(particulière, en chiffres)

Ad onta che il ministro delle relaz
aver ricevuto la sua lettera ed i suoi pi
mente che non si sarebbe ammessa più
desimi, non volli tralasciare di rinn
sig. abbate Bernier, come ho sempre
che aggiunta e insieme qualche modifi
convenzione.

Egli adunque, dopo aver ottenuto il
che riguarda la dimissione generale
modo enunciato nel suo biglietto di u
dei sentimenti precisi del Primo Cons
sò di certo essere al possesso, mi ma
segretezza, che nulla di più sperar si
vove di detti vescovi ; fisso avendo nel
tutti da esso riconoscer debbano la lor
ticoli, si poteva se non altro prende
estensione¹. E impegnatissimo a dirn
nelle quali credeva che sarebbe il Pri
è così formato il progetto, che rimett
« progetto riformato », e del quale l
massima cautela, dandolo ben ad esan
un piano che crede V. Em. che sareb
ficandone la provenienza, che comp
abbate Bernier, e me medesimo in fac
rendesse pubblico.

Posta l'impossibilità di vincere il Pri
ai vescovi attuali, il di più che è nel p
cose eccettuate, non mi pare che ne
possa disprezzare.

Non faccia specie, se più non si fa

¹ Pièce n° 267.

² On a vu (pièce n° 221) qu'après avoir dict
vait à Talleyrand : « J'ai rédigé le projet ci-jou
corrections de style... » Il est vraisemblable qu
répétée par Bonaparte devant Bernier.

ati ed arcivescovati. Si è adottato un piano di ridurre nuove i dipartimenti della Repubblica ad un minor numero, e ebbe che eguali fossero i limiti delle provincie, delle intendenze militari, e così delle diocesi. Sò che attualmente si lavora su questo piano. Sono assicurato, che resteranno sempre dodici vescovati e cinquanta vescovati; ma per le ragioni da me addotte e nelle riflessioni già da me trasmesse a V. Em., che il numero dei vescovati non sia per ora questo esteso, non mi pare il male.

Non imbarazzar molto la nomina ai vescovati, che si riserva il Primo Console; ma se egli dichiara di professare la religione cattolica, e l'adotta per sua particolare (articolo che mi si assicura che sarà ammesso), mi pare, che individuar si potrebbe il Primo Console Bonaparte », cosa che adesso credo non dispiacerebbe, ed in tal modo non sarebbe la concessione di prelievo al tratto successivo. Si potrebbe ancora cambiare la parola « nomination » coll' altra « désignation »; in latino « propositio » o « designatio »; ma in tal caso converrebbe poi dire a chi si presentasse conoscendosi la diversità del significato, e volendosi assentire dal Primo Console la nomina, io la potessi accor-

La formula di giuramento di fedeltà al governo sono assicurato che sarà ammessa tal qual' è nel progetto riformato, perchè finalmente è la volontà del Primo Console.

Non ridere la preghiera proposta nel progetto del ministro; e se si vuole quella del progetto riformato, cambiando le parole « Galliarum consules », che forse una volta esser potranno proprii, nelle parole « salvum fac regimen nostrum », credo che non si incontrerà alcuna difficoltà.

Non bene avvertito il sig. abbate Bernier, che la Santa Sede non può « reconnaître » (che credo si tradurrebbe in latino « ratificare ») le alienazioni dei beni ecclesiastici, essendo impossibile, che si riconosca nel governo il diritto di disporre di questi beni; ma sono persuaso, ed egli è convenuto, che purchè i possessori di detti beni esenti siano della restituzione, qualunque sia la formula della quale a Nostro Signore piacerà nella concessione di servirsi, saranno i possessori ben contenti, e il governo non dovrà ricusare di accettarla. Mi riporto per questo ar-

ticolo a quanto ho diffusamente detto ne' fogli già trasmessi a V. Em.

De' preti ammogliati ne ho parlato nel contemporaneo dispaccio. Ho fatto avvertire, che non può fare l'aggiunta « ou qui par d'autres actes ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique. » Non sò se il ministro Talleyrand esser voglia in questo compreso ; ma ho fatto bene avvertire, che nè un vescovo, nè chi è legato da voti solenni, può godere della apostolica indulgenza.

L'articolo de' vescovi è l'articolo sopra tutti spinosissimo ; ma mi duole infinitamente di non essere al caso di poter far concepire alcuna miglior speranza : anzi devo con dispiacere aggiungere, che avendo parlato di questo affare, il Primo Console ripete ciò che già apertamente detto aveva a me nella prima udienza, cioè che se Nostro Signore non secondava in ciò le sue intenzioni, avrebbe adottata un' altra setta, ed avrebbe rovesciata la religione in Francia, in Italia, e fino in Roma. Voglio creder ciò un modo di dire, esagerato per incuter timore : ma tutto vi è da temere ; ed ecco il crudelissimo bivio, o di veder sbandita o almeno perseguitata più che mai la religione cattolica e la Santa Sede, o di vedere obbligati la più parte de' vescovi della Francia a dimettere le loro sedi.

Conchiudo con ripetere ciò, che ho detto nella prima mia relazione. Faccia decisamente Sua Santità tutti i sacrifici che la religione, e il suo cuore gli permette di poter fare, ed accompagni il concordato con un foglio delle ragioni, che gli hanno impedito di aderire interamente al progetto presentatomi dal ministro, dimostrando la necessità e la ragionevolezza dei cambiamenti fatti. Di tutto ciò che si adotta del progetto riformato, diverso dal progetto del ministro, dovrà darsene nel foglio egualmente ragione, come se fosse stato il tutto variato in Roma.

Accordi, a chi crederà di destinare col carattere di legato *a latere* e di ministro plenipotenziario, o interinalmente a me che certamente non aspiro a tanto onore, le facoltà amplissime per segnare il concordato, anzi nella supposizione che sia il progetto, che si trasmetterà da Sua Santità, accettato dal Primo Console ; mandi ancora la sua ratifica, acciocchè esser possa subito cambiata.

Mandi contemporaneamente il breve colla facoltà al legato *al latere*, per la sanzione dei matrimoni dei preti e chierici secolari, con tutte le altre facoltà che si crederanno di accordare al legato, per contestare al Primo Console la disposizione di secondare le sue premure; ed in questo, a creder mio, si dovrebbe fare sentire la disposizione, nella quale è Sua Santità, di aprire le sue paterne viscere di misericordia verso de' costituzionali.

La bolla, che si desidera, esigerà naturalmente più tempo, e si potrà trasmettere allorchè cambiate siano le ratifiche del concordato.

Coroni poi l'opera Sua Santità con una lettera, ossia breve al Primo Console, colla quale, nulla parlando di temporale, gli contesti, che ha accordato tutto ciò che la coscienza gli poteva permettere, e che ad onta di qualsivoglia perdita non può accordare di più; e con tutte quelle frasi di dignità, ed insieme di benevolenza e di amore, che esser possano proprie del Padre comune dei fedeli, ecciti tutto il suo impegno in favore dei vescovi emigrati, in difesa della religione e della Chiesa. Dice il Primo Console, che se il Papa aderirà alle sue premure e mostrerà in esso la sua confidenza, sarà per la Santa Sede un nuovo Carlo Magno. Non dubito veramente, che soddisfatto ne' suoi desideri, tutto si possa ottenere.

Questo è il mio debole sentimento, che le circostanze e le poche cognizioni che ho acquistate, m' incitano a suggerire.

P. S. — Dimenticavo di rammentare, che dovrà necessariamente Sua Santità raccomandare al Primo Console i vescovi che dovranno abbandonare le loro sedi, perchè siano provveduti di una decente pensione.¹

(Pap. du card. Carandini).

¹ Au moment du départ de Livio, Spina a écrit un dernier billet à Consalvi : « Ecco finalmente il corriere Livio Palmoni, che reca a V. Em. il risultato della mia negoziazione. Ho consegnato al medesimo, per il viaggio, luigi ottanta... Recar deve il corriere all' Em.V. quattro pacchetti « Libri », un pacco « Lettere diverse », ed il presente dispaccio. Parte alle ore quattro, dopo la mezza notte susseguente al giorno 26. Tanto devo all' Em. V., nell' atto che mi rassegno con profondissima venerazione, etc (Arch. du Vatican).

307. — Nomination de Cacault.

Paris, 9 ventôse an IX (28 février 1801).

Bonaparte, Premier Consul de la République, arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Le cit. Cacault, membre du Corps-législatif, est nommé ministre de la République à Rome.

Art. 2. — Le ministre des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui ne sera pas imprimé¹.

(Arch. nat., AF_{IV}. 30).

Le P. Consul à Talleyrand.

Paris, 9 ventôse an IX (28 février 1801).

Le cit. Cacault, cit. ministre, ira à Rome sans titre : il ne prendra son caractère de ministre plénipotentiaire, que lorsque toutes les discussions entre la République française et le Pape seront terminées².

(*Corr. de Nap.*, n^o 5418).

308. — Spina à Consalvi.(n^o 37)

Parigi, 4 marzo 1801.

Dal veneratissimo dispaccio dell' Em. V. dei 7 febbraio ³, che puntualmente al solito mi è stato rimesso da questa sig^a Brignoles, apprendo che finalmente le van giungendo le mie diverse lettere, sebbene con una straordinaria lentezza. Ho avuto da Parma ancora riscontro di esser stato sollecitamente trasmesso il mio piego dei 14 scaduto ⁴; e così ormai, coll' arrivo del

¹ Cet arrêté a été dicté par le P. Consul. La formule « qui ne sera pas imprimé » était alors d'un usage très fréquent.

² Le même jour, le P. Consul écrivait à Talleyrand : « Donnez l'ordre au cit. Alquier de se rendre au quartier général du général Murat, avec les pouvoirs nécessaires pour conclure la paix avec le représentant du roi des Deux-Siciles. Il serait nécessaire que le cit. Alquier partit le 11 ventôse (2 mars). » — L'arrêté nommant officiellement Alquier pour traiter de la paix, porte la date du 2 mars; ses instructions portent celle du 3.

³ Pièces nos 256 et s.

⁴ On trouvera cette pièce à l'Appendice.

corriere Palmoni, sarà l'Em. V. pienamente informato di tutto il corso della mia negoziazione, ed insieme di tutto ciò che ha relazione ancora alle cose temporali.

È ben consolante il sentire, che la condotta dell' armata francese del generale Murat negli stati di Sua Santità, sia stata tale da far dileguare ogni timore di ostilità e di occupazione, e che anzi abbia influito a contenere i spiriti rivoltosi di quelli che si auguravano da questa marcia de' nuovi cambiamenti. Non si doveva temere diversamente, dopo le assicurazioni che mi ha fatto dare e ripetere il Primo Console. Le notizie adunque comunicatemi da V. Em., ed una lettera ricevuta da Foligno da Mgr Caleppi, che mi fa della condotta del generale Murat i dovuti elogi, hanno eccitato sempre più il mio desiderio di ottenere un' udienza dal Primo Console, per contestargli non solo la gratitudine mia, ma la soddisfazione del Santo Padre e la riconoscenza di V. Em.

L'ho avuta questa mattina, e mi ha accolto nella maniera veramente la più gaia e la più obbligente. Alle mie espressioni di riconoscenza per parte mia, e del pontificio gradimento per parte del Santo Padre, alle mie preghiere acciò coronì l'opera col rendere alla Santa Sede l'integrità de' suoi stati, ha replicato che se avrà buona fede e confidenza in lui, sarà il maggior sostegno della Santa Sede.

Più d'una volta ha egli voluto farmi sentire che diffida della lealtà italiana, e può credere l'Em. V. che ho procurato colle più convincenti espressioni di dileguare in esso questa sinistra opinione.

Si è riandato rapidamente sulle antiche nostre disgrazie, e parlandomi egli stesso della miseria grandissima che regna fra noi, annunziatagli con precisione dal generale Murat, ha voluto entrare in qualche dettaglio sulle entrate del nostro Stato. Aveva egli opinione che si ritrassero da Sua Santità somme vistosissime dalla Spagna e dal Portogallo per la spedizione,¹ e che queste si erogassero interamente per i bisogni suoi e dello

¹ C'est-à-dire les expéditions des bulles, brefs, etc. Dans les instructions remises le 31 mars 1800 à M. de Labrador, il était longuement question des charges que les taxes de ces expéditions imposaient à l'Espagne.

Stato ; ma fattogli da me conoscere che il prodotto di queste non si versa, che in opere di pietà ed in servizio della religione e di tutto il mondo cattolico, gli ho fatto ancora comprendere, che dal poco Stato che rimane a Sua Santità, nulla attualmente, in seguito delle passate vicende, si può esigere, e che tutto lo Stato, comprese le tre Legazioni, appena basta per dare a Sua Santità una sussistenza, e per poterlo a poco a poco metter nel caso di soddisfare almeno in parte agli antichi debiti. Ha voluto saper dunque quanto si ritraeva da tutto lo Stato prima della guerra presente ; ed avendogli replicato che la somma annua che il principato ne ritraeva non eccedeva il milione e due cento mila scudi, mi ha concluso egli stesso che è più ricco in proporzione l'arcivescovo di Toledo. Ad onta di queste riflessioni sullo stato miserabile e depauperato nel quale si ritrova attualmente la Santa Sede, mi ha detto, che avendo i Napoletani evacuato lo Stato e Roma, è necessario che Sua Santità metta in piedi un poco di truppa. « Ci vogliono, egli mi ha detto, almeno quattro mila uomini. Dovete ben guarnire Ancona e Civita-Vecchia, e avete bisogno di truppa per la polizia di Roma, e per contenere i male intenzionati. Non voglio libertà ; non voglio Repubblica romana ; non voglio il Papa dipendente dall'Imperatore ; non lo voglio dipendente da alcuno. » Sono tutte sue precise parole. Ho fatto eco alle sue proposizioni, accettandole come tante riprove che egli render voleva alla Santa Sede tutto l'antico suo lustro, ed assicurandolo de' sentimenti di gratitudine di Sua Santità per queste sue bone intenzioni, che desideravo presto vedere ridotte ad effetto.

Da questi discorsi si è passato a materia di religione, mostrando egli il desiderio che sollecitamente accettato fosse da Sua Santità il progetto di convenzione che è stato trasmesso. Mi ha ripetuto che egli pubblicamente professar vuole la religione cattolica, e che era contento che si prestasse dai ministri del culto la semplice promessa di sommissione e fedeltà al governo. Non ha mancato però di chiedermi se si presterà questa promessa di sommissione come si presterebbe al Gran Signore, se si stasse a Costantinopoli. Gli ho fatto avvertire che la parola « fedeltà » importa assai più che semplice sommissione, e si è mostrato su di ciò tranquillo. Si è mostrato però veramente animato

ntro il cardinale Maury, delle di cui lettere sulla promessa si
atto per tutte le provincie un rumore terribile.

In tal circostanza, gli ho raccomandato con tutto l'impegno
ssibile di mettere un freno alle novità, che contro la religione
gli ecclesiastici si fanno nel Piemonte e nella Cisalpina, co-
unicandogli una lettera dell' Emo Martiniana¹. Mi ha detto, che
n le ignorava; che l'arcivescovo istesso di Milano gliene aveva
ritto²; che aveva dati e ripetuti degli ordini precisi; ma che
pazientasse ancora un poco, e che tutto per il Piemonte sin-
larmente sarebbe presto accomodato.

Mi ha aggiunto e fatto rimarcare che per sistemare tutti gli
ari della religione, sarà necessario che Sua Santità mandi in
ancia un soggetto di dignità col titolo di legato, per comporre
iversi partiti, e tranquillizzare tutte le coscienze, munito però
cora della qualità di ministro plenipotenziario per gli affari
nporali. Mi son ben avveduto che intendeva di parlare di un
adinale, come fu fatto per l'Inghilterra da Giulio III; e non
incano certamente soggetti nel Sagro Collegio, la missione dei
ali son persuaso che potendosi effettuare sarebbe utilissima
tal circostanza. Mi ha chiesta se sarebbe gradita a Sua San-
t la persona di M. Cacault in qualità di ministro. Ho risposto
e nulla avevo io personalmente da opporre al sig. Cacault,
che ne avrei interpellato V. Em.

La lettre du cardinal, se référant à une lettre précédente (du 19 janvier), était
10 février: «... Il contrasto fra le quanto ingenua altrettanto deluse inten-
ti del P. Console, espresse solennemente e colla voce e con proclami molte-
i, ed i fatti e le operazioni de' nostri governanti, non può non essere nè più
ante, ne più mostruoso, nè più terribile per tutti coloro che si abbandonarono
uona fede alle prime... » Le gouvernement provisoire du Piémont continuait
iéner les biens ecclésiastiques, à dépouiller les couvents, à y provoquer la dé-
ion. Le général Soult raillait S. Em.: «Vedete, disait-il, cosa mi va scrivendo
lla bestia del cardinale!» Le P. Consul était supplié d'intervenir (Arch. du
ican).

Mgr Visconti avait en effet écrit, le 12 janvier, au P. Consul pour se plain-
qu'au mépris de la loi du 18 messidor an VIII, la nomination des curés se
ait par l'élection populaire (voir t. II, p. 23, note). Il demandait le retour à la
slation sur le clergé qui était en vigueur en 1796. Cette pièce avait été trans-
e le 16 février à Talleyrand, avec la mention suivante de Bonaparte: «Ren-
é au ministre des relations extérieures, pour écrire dans ce sens au gouver-
ment cisalpin et au ministre Pétiet » (Aff. étr., *Milan*, vol. 59. Cf. *Corr. de*
., n° 3388). — Déjà le 22 novembre (*Corr.*, n° 3190), le P. Consul avait fait
crire à Pétiet d'empêcher que les prêtres fussent inquiétés dans la Cisalpine.

Ritornando in fine alla situazione attuale di Roma, mi ha replicato di tenere assolutamente a freno i male intenzionati, che gl' istessi ordini ha dati al generale Murat, al quale mi ha detto di aver permesso di far una scorsa a Roma, senza truppa però, essendovi stato invitato da Sua Santità ;¹ che se Sua Santità avrà bisogno di qualche battaglione di truppa, egli gliela somministrerà ; ed ha conchiuso la conferenza con dirmi : « Le nazioni che sono state nemiche si riavvicinano a poco a poco ; si principia dal parlare ; si accorda in seguito qualche cosa ; e si finisce in fine dal diventare amici, e ne viene tutto il di più per conseguenza. »

Tutta la conferenza è stata troppo interessante, perchè io non dovessi tralasciare di comunicarla, come faccio colla maggiore esattezza a V. Em.

Si pretende da molti che sia già intavolato qualche discorso di pace coll' Inghilterra² ; ma nulla se ne sa di preciso.

La guerra col Portogallo pare ancora sospesa, anzi si dice che venir possa a Parigi il conte di Susa a trattar la pace. Il cav. Azara si aspetta in Parigi ai 12 del corrente.

Tutti i rifugiati italiani che erano in Parigi senza impiego, sono stati rimandati³.

Queste sono le notizie più interessanti, che comunicar devo a V. Em. Trasmetto questo piego all' istesso sig. generale Murat per occasione straordinaria, e non dubito che sarà fedelmente reso all' Em. V. Non mi resta che a presentarle i complimenti del Rmo Caselli, e a rassegnarmi colla solita profondissima venerazione, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le P. Consul n'avait pas autorisé ce voyage ; mais il connaissait le projet de Murat de se rendre à Rome, par une lettre de ce général, datée du 19 février (Cf. pièce n° 280).

² Ce bruit était encore prématuré. Cependant, le 27 février, notre agent à Londres, M. Otto, signalait des dispositions pacifiques parmi les nouveaux membres du ministère anglais.

³ Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5251.

309. — Spina à Consalvi.

(n° 38, en chiffres)

Parigi, 4 marzo 1801.

Dalle risposte a me date ai dispacci di V. Em., coi quali mi raccomandava di prevenire questo governo, acciò non prendesse alcun impegno in favore dei compratori dei beni nazionali ed ecclesiastici dello Stato pontificio, avrò compreso che non avevo da principio ardito di farlo, per non prevenire una questione nella quale non speravo un gran favore, e che credevo cosa più prudente di lasciarla all' evento, fino che la necessità esigesse una diversa misura. Convien pure persuadersi, che, mentre il Primo Console ha in orrore i giacobini, e sente ed ama in genere la giustizia, non crede non ostante di disprezzare apertamente tutto ciò che è stato fatto dall' antico governo, e mentre si avvanza lentamente nella sua riforma, vuot' aver ancora dei riguardi a quelli, i quali eccitar possono contro di esso del mal umore, o che hanno secondate una volta le sue stesse intenzioni. Fui perciò di avviso, che si procurasse costì un accomodamento qualunque coi Francesi che venivano a reclamare i loro acquisti, onde il governo, per sostener questi, non chiedesse delle misure generali per tutti. Non credo di fatto di aver mal calcolato, e non mi è parso poco di aver la risposta ufficiale che mi ha data su questo oggetto il sig. abbate Bernier ¹, in virtù della quale pare che Sua Santità possa star saldo ne' suoi propositi coi suoi sudditi. E siccome arbitrario è stato l'atto, col quale in Ancona dai generali francesi sono stati rimessi in possesso i compratori dei beni ecclesiastici, potrà sempre rivendicarli dalle loro mani, sicuro che questo governo non prenderà per essi alcuna parte, sempre che però, ripeto, venir si possa costì coi compratori francesi ad un qualche accomodamento. Non mi sono affrettato di abboccarmi con Haller, come il ministro Talleyrand mi aveva insinuato, giacchè vorrei prima sentire dall' Em. V. quali passi hanno fatto i tre Francesi, che sono venuti a Roma, per regolarmi in conseguenza, sebbene non tarderò più molto di vederlo per non mostrare di disprezzare le insinuazioni del ministro, ma non mi comprometterò con alcuna proposizione che

¹ Pièce n° 267.

possa arrecare del pregiudizio alla condotta di quest' affare.

L'ultimo dispaccio di V.Em. mi fa supporre, che sia stato concluso l'armistizio fra la corte di Napoli ed il generale Murat, sebbene si sia da questo governo osservato su di ciò finora un perfettissimo silenzio. Il M^{re} del Gallo appena giunto, fu invitato a trattar di pace, e non di armistizio ; ma siccome una delle condizioni era di chiudere i porti di Napoli e della Sicilia agl' Inglesi, egli rispose che non aveva per accordar tutto ciò sufficienti istruzioni e facoltà, ed affacciò le difficoltà che vi erano per poter aderire a questa richiesta. Chiese perciò un passaporto per poter spedire a Napoli un corriere. Fino a ieri mattina non lo aveva potuto avere ¹. Non sò se l'abbia avuto in appresso. Vogliono alcuni che l'abbia già spedito; e sebbene mi abbia promesso di avvertirmi nel caso di qualche spedizione, non mi sorprenderà se non lo ha fatto, dopo che ho saputo dalla bocca istessa del Primo Console, che per una condizione di pace ha chiesto che sia rimesso in poter del suo sovrano, Benevento. Dopo averlo reso con tanta solennità al suo legittimo sovrano, non pare che dovessimo temere una simile richiesta. Il Primo Console però ha decisamente replicato che il Santo Padre è abbastanza povero, e che nulla voleva toglierli de' suoi stati ².

¹ Le jour de son arrivée à Paris, le 24 février, M. de Gallo avait été mandé auprès de Talleyrand, qui l'avait mis en demeure de signer une convention, dont la clause principale livrait le golfe de Tarente à l'occupation française (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5413). M. de Gallo s'était vivement récrié, et sa résistance s'était continuée, le lendemain matin, dans un nouvel entretien qui n'avait pas été exempt d'aigreur et de colère. Grâce à Livio, le marquis avait pu secrètement rendre compte à sa cour, le 26 février, de ces graves incidents (voir pièce n° 270). C'était pour gagner du temps et attendre M. de Kolytchev qu'il avait sollicité le lendemain des passeports pour un courrier : il n'avait pas encore obtenu de réponse.

Un événement, sur lequel le P. Consul gardait le silence, rendait encore plus pressantes ses exigences pour le golfe de Tarente. Le 25 au matin (*Corr.*, n° 5415), il avait appris, avec la plus vive irritation, que Ganteaume, de qui dépendait le ravitaillement de l'armée d'Egypte, avait cherché un abri timide à Toulon. Dès lors, le prompt établissement d'un corps français à l'extrémité du royaume de Naples n'avait plus seulement pour objet de tenir des renforts à portée de l'Egypte ; il devait, en ménageant à notre escadre un abri fortifié, rendre à Ganteaume la confiance qui lui manquait.

² La restitution de Bénévent au Saint-Siège n'est mentionnée ni dans le projet de convention présenté à M. de Gallo les 24 et 25 février (*Corr.*, n° 5413), ni dans les conditions de traité remises à Alquier le 3 mars, pour lui servir d'instructions.

che, in ultima analisi, non sarà presa da questo governo finale determinazione fino all' arrivo dell' ambasciatore per andare con esso di concerto.

arrivo egualmente di detto ambasciatore pare rimesso il limento ne' suoi stati del re di Sardegna. Le proposte fare da questo governo al M^{te} di San Marsan, son le rane. Non si chiedeva niente meno, che la cessione alla ina dell' alto e basso Novarese, di Tortona e Voghera, e di a e Loano alla Repubblica ligure. Nulla risposta ha data di San Marsan a tali proposizioni. Meno ingrate, sebbene che, sono state le conferenze che ha avute il medesimo sivamente col ministro delle relazioni estere ¹. Il tutto nesso all' arrivo del ministro russo. Non pare impossibile parli di un cambio della Sardegna con una parte della ina, ed in tal caso non vorrei, che il desiderio di conservare o una parte di questa repubblica, facesse cessare le buone izioni che si facevano travedere di rendere a Sua Santità azioni. Ma convien ben render giustizia à S. M. il re di gna, il quale ha espressamente incaricato il detto conte di Marsan d'impegnare il ministro russo, acciò s'interessamente appresso questo governo acciò rese siano a Sua San- Legazioni ; e detto sig. lo farà apertamente con tutto gno.

curerò di riveder Lucchesini; ma in verità non sò quanto da ripromettersi. Nemici giurati una volta col M^{te} del si mostrano ora amici; ed il M^{te} Lucchesini, nel mentre a perorata la causa per la sua Lucca, ² acciò o sia libera prima, o sia almeno riunita alla Toscana, non pare che sia avverso all' esistenza di una Cisalpina, purchè non abbia tanto estesi.

curerò di avvicinare il conte di Cobenzl ³ per vedere

le Saint-Marsan, qui se trouvait à Paris depuis le 14 février, avait à peine yrand. Il avait dû s'aboucher avec le général Clarke, qui lui avait témoi- décontentement du gouvernement pour la conduite du roi de Sardaigne le Nap., n° 5386. Cf. Bianchi, t. III, p. 404; et Bailieu, t. II, n° 19). De l'autre, on s'était observé, et la négociation avait paru remise à la venue e Kolytchev (dép. de Jackson du 20 mars).

e Lucchesini était originaire de Lucques.

comte était arrivé de Lunéville à Paris, le 26 février.

come pensa, e vedrò come pensa al suo arrivo il cav. Azara. Ma in verità, se la Russia non s'interessa per noi, e se di buon animo il Primo Console non vi aderisce, non ho fiducia nell' interesse di alcuna potenza.

(Cultes, Arch. de Caprara).

310. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 4 marzo 1801.

Per maggior dilucidazione di quanto già ho trasmesso all' Em. V. R., relativamente al ristabilimento della religione cattolica in Francia, mi credo in dovere di confermarle, che, per quanto umanamente si può congetturare, sarà volentieri ammesso dal Primo Console il primo articolo della convenzione, nel modo col quale è concepito nel progetto confidenziale¹. La ragione sopra la quale si dovrà costì stabilire e dimostrare la necessità che il governo adotti per sua particolare la religione cattolica, è il diritto che si vuol il medesimo conservare di nominare i vescovi della nuova circoscrizione, diritto che assolutamente non si può accordare che a un governo cattolico. Ciò non toglie però, che nell' indicare la persona del Primo Console, si debba sempre aggiungere «Bonaparte», come ho accennato nei miei fogli precedenti.

Quando si trattò della nuova circoscrizione di diocesi a forma dei dipartimenti, fissata dalla nuova costituzione civile del clero,² molti dei porporati che furono interpellati, furono di sentimento che fatta nelle debite forme si potesse dal Santo Padre approvare colla sua pontificia autorità. Pare che il caso ora sarebbe il medesimo. Il punto certamente è delicatissimo; ma merita la più gran riflessione, giacchè, se non si ammette la nuova circoscrizione di diocesi e la nuova designazione di vescovi, nulla vi è decisamente da ottenere.

Ammessa la nuova circoscrizione delle diocesi, l'annuenza dei vescovi alla loro dimissione diventa quasi indispensabile. Si

¹ Spina désigne ainsi le projet secret de Bernier (pièce n° 305).

² L'art. 1^{er}, titre I, du décret du 12 juillet (24 août) 1790 porte: « Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département. »

nente due o tre diocesi insieme delle più piccole, si olte i confini: senza una spontanea dimissione, vi è quale dei vescovi dovrà ritenere il titolo conrà un contrasto fra l'anzianità della diocesi, e consacrazione. Sono quasi assicurato, che il ovati sarà di sessanta due, cioè dodici metropoli covati, come si era detto da principio; e che tà, o più della metà delle nuove sedi saranno attuali titolari, e che la scelta degli altri, ben ere in qualche costituzionale, non caderà che in rimentata pietà e dottrina. Se ciò si eseguisce, no odiosa, e se si accorda una pensione ai ve- senza sede, alla quale è sperabile che si arrenda le invitato da Sua Santità, pare che volentieri ne della religione e della Francia, si dovrebbero assegnarsi al nuovo concordato. Non è sperabile venga di accordare detta pensione nel concordato si sarebbe in tal caso chi pretenderebbe che attualmente ai costituzionali. ¹

e a ristabilir la religione cattolica in Francia, e a il culto pubblico dal governo, nel modo che le cir- lo possono permettere, non è da dubitare che vi a sperare moltissimo dal Primo Console. Ma egli r da principio dei riguardi, e temer deve necessa- ssa degl' increduli. Non v'ha dubbio che siano, i cattolici in maggior numero, e che per conse- il miglior sostegno del governo. Ma finora i deboli come i più miserabili; non è tempo r di fronte i più forti, fino a che non siano messi coi quilibrio, e fino a che lo spirito pubblico di reli- a ripreso nell'universale del popolo il suo vigore. ordato il governo dei pubblici stabilimenti alle rita, istituite da S. Vincenzo di Paola,² ed alle

nivôse an XI, qui a réglé le traitement des évêques démis- aucune distinction entre les constitutionnels et les évêques de

stre de l'Intérieur, inséré au *Moniteur* du 9 nivôse an IX et ournaux contemporains.

Ospitaliere istituite da S. Tommaso di Villanova, viene ora di dar l'ordine acciò stabiliti siano due conventi di Cisterciensi, simili a quelli che abitano il gran San Bernardo, nel Sempione e nel Moncenisio.¹ È sperabile che, ristabilito il culto pubblico, molti altri conventi di uomini e di donne siano ripristinati. Mi prendo la libertà di esporre all' Em. V. queste mie ulteriori riflessioni, per informarla con la possibile precisione di quanto vi sia da sperare dal Primo Console relativamente al ristabilimento in Francia della cattolica religione, e sottoponendole al sublime suo giudizio, ho l'onore di ripetermi colla solita profondissima venerazione, etc.

(Arch. du Vatican).

311. — Spina à Consalvi.

(n° 39)

Parigi, 5 marzo 1801.

Ho dovuto riaprire il mio piego per partecipare all' Em. V. una notizia, che mi è stata data in questo momento, ed è sicura. Questo governo, che credo ha approvato per il momento l'armistizio fatto dal generale Murat colla corte di Napoli, del quale pubblicate ancora non si sono le condizioni, vuole una pace definitiva con quel sovrano, e non la vuol trattare col M^{re} del Gallo. Nella scorsa notte adunque è stato spedito M. Alquier, che è il medesimo che era ambasciatore in Spagna prima di Luciano Bonaparte, con ordine di portarsi a Roma e Napoli, e colle istruzioni le più precise². Credo che da Roma annunziar debba alla corte

¹ Arrêté du P. Consul, du 2 ventôse (21 février 1801). Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5404. Ce dernier arrêté était inspiré par la pensée toute politique de faciliter les communications entre la France et la haute Italie.

² Les dépêches de Murat, des 18 et 19 février (voir pièce n° 280), annonçant l'armistice de Foligno, étaient parvenues à Paris le 28. Comme cette convention ne mentionnait pas pour la France le droit d'occuper Tarente, le P. Consul l'avait tenue secrète (elle ne figure qu'au *Moniteur* du 15 mars). C'est à ce moment que, renonçant à traiter avec M. de Gallo, il avait décidé l'envoi d'Alquier en Italie (voir p. 65, note).

Le 3 mars, Alquier reçut pour instructions un projet de traité qu'il devait imposer aux Napolitains, et M. de Gallo fut informé officiellement de cette décision, qui mettait fin à sa mission (*Corr. de Nap.*, n° 5433). Alquier partit la nuit suivante. Talleyrand en avertit Murat. « Je suis heureux, lui écrivait-il le 3, d'avoir à vous transmettre l'approbation entière du P. Consul pour l'armistice que vous avez conclu. Je n'aurais pas hésité à lui proposer de vous charger de négocier le

di Napoli la sua commissione, e forse i preliminari che si vogliono del trattato che viene a concludere. Sò che ha ordine di trattenersi in Roma qualche giorno, di presentarsi a Sua Santità, di confermare i desideri e le intenzioni di questo governo per ciò che riguarda lo ristabilimento della religione, di assicurarlo nuovamente di tutta la buona armonia, e forse ancora d'invitarlo ad esser mediatore per la pace con S. M. Siciliana.

Non conosco personalmente M. Alquier; ma sò, che in Madrid era molto bene col nostro nunzio che molto lo stimava ¹, e che ha per la religione cattolica molto rispetto. Ne prevengo V. Em., acciò sia bene accolto, e trattato con quella cordialità e distinzione che merita. Sebbene egli sia già partito, non dispero che questa mia giunga a V. Em. prima di lui.

Son persuaso, che i buoni uffici di Sua Santità a favore della corte di Napoli saranno graditi dal sig. Alquier, ed anco rispettati. Non mi farebbe specie che attivamente il sig. Alquier proponesse nel trattato, che si continui da quella corte a pagare il tributo della China ². Vi sarà sicuramente qualche articolo pecuniario; ma il più difficile che si proporrà, temo che sarà la riunione delle forze che si chiederà forse per ritogliere agl' Inglese l' isola di Malta. Se la corte di Russia si unisce a chiedere questa condizione, e se il re di Napoli fosse negativo, non sò cosa possa sperare, anzi moltissimo ha da temere. Il solo riguardo alla

traité définitif, que vos premières opérations ont rendu à présent si facile, et le P. Consul a trop de confiance en vous pour ne pas s'être senti porté à vous en donner ce nouveau témoignage. Mais il a jugé que, pour l'opinion de l'Europe, il était convenable de remettre une négociation de ce genre à quelque agent purement diplomatique.. »

¹ Mgr Casoni s'était même attiré des critiques, par le bon accueil qu'il avait fait aux représentants de la France en Espagne. Non seulement il avait accepté de dîner chez Alquier avec le général Berthier; mais lorsque, en automne, une mission extraordinaire avait amené à Madrid ce général, il lui avait rendu la première visite « tanto più, disait-il, che le trattative aperte col governo francese, sebbene sopra affari meramente ecclesiastici, indicavano una certa buona armonia e corrispondenza con noi » (dép. de Casoni à Consalvi, du 30 janvier 1801 : Arch. du Vatican. — Cf. les pièces nos 60 et 139).

² On sait que, pour reconnaître l'investiture du royaume des Deux-Siciles concédée autrefois par le Saint-Siège, le roi de Naples était tenu de présenter chaque année au Pape une haquenée et un tribut de 12,000 piastres. Depuis plus de dix ans, le roi se dispensait de cet hommage, et le Pape maintenait son droit par une protestation solennelle faite le jour de la Saint-Pierre.

Russia ha indotto questo governo ad una pace con Napoli sicuramente di mala voglia. Credo che non sarà ingrato all'Em. l'esser prevenuto di queste notizie, che credo di poterla con sicurezza azzardare.

Due volte son stato dal M^{re} del Gallo, due volte egli dice che non ci siamo incontrati mai: procurerò trovarlo domani, e sò perdonargli l'affare di Benevento.

Spero che l'ottimo duca di Parma sarà poi lasciato tranquillo ne' suoi stati, in prezzo della rinunzia che farà al figlio duca di Toscana; e lo credo per esso il miglior partito.

Gira una lettera ben savia del nunzio di Vienna, rispondente alla lettera scritta dal sig. cardinale di Maurillon promessa. Egli si combina meco nel far credere questa lettera apocrifa¹.

Non mi estendo di più, per non perdere un' occasione per far partire la mia lettera. Resto adunque, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

312. — Spina a Consalvi.

(n^o 40)

Parigi, 7 marzo

Ho ricevuti ier sera i veneratissimi dispacci dell'Em. V. del 21 febbrajo². Non li ho ancora interamente scifrati, giacchè la sig. M^{re} Brignole mi avverte esservi una pronta risposta per Genova, alle notizie da me spedite ieri coi numeri 38 e 39 diretti al sig. generale Murat, aggiungo nel momento che vi è di più interessante.

Il M^{re} del Gallo non avendo istruzioni precise per trattare indipendentemente la pace per il suo sovrano, e d'intelligenza soltanto colla Russia, non solo non ha ottenuto un passaporto per spedire un corriere a Napoli e chiederle con questo, ma gli è stato intimato di partir subito. Doveva partir fin l'altro. Gli è stata accordata una dilazione di due giorni.

¹ « Jusqu'ici, écrivait le nonce au commencement de janvier, ni la censure romaine pour les affaires ecclésiastiques n'a émis aucun avis, ni le Pape n'a prononcé non plus son jugement (*Ann. philos.*, etc., t. III, p. 1 février. — Voir aussi une note de Sicard dans le *J. des Débats* du 8 mai).

² Pièces nos 273 et s., 282 et s.

gli sarà, credo, utilissima, essendo ier sera appunto arrivato il ministro russo Kolytchev, col mezzo del quale gli sarà forse più facile non solo il restare, ma di rendere ancora questo governo più indulgente verso il suo sovrano.

Il sig. conte di Kolytchev non ha accettato l'alloggio che gli era stato preparato da questo governo, ma ha voluto assolutamente andare alla locanda. Non avendo io carattere, procurerò di farmi presentare al medesimo dal sig. conte di San Marsan. Dall'influenza di questo ministro dipende in gran parte il destino d'Italia.

Quando avrà ricevuti tutti i miei numeri, vedrà che non avevo dimenticati gli ordini di V. Em. rispetto ai beni nazionali. Non parlo a Haller, fino a che non sò, se si sarà costì conclusa qualche cosa coi commissari francesi. Desidero che giunga in tempo la risposta ufficiale avuta dal sig. abbate Bernier su di quest'oggetto.

Attendo incessantemente qualche riscontro e qualche istruzione, sopra quanto ho partecipato a V. Em. col piego mandato per la via di Parma. Col mezzo del sig. generale Murat, son sicuro che potrà darmene un sollecito riscontro.

La brevità del tempo non mi permette diffondermi di più; termino adunque col rassegnarmi, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

313. — Spina a Consalvi.

(n° 44)

Parigi, 9 marzo 1801.

In questo momento, cioè alle dieci ore della sera, mi fa avvisare il sig. M^{re} del Gallo che spedisce fra due ore un corriere ¹. Appena adunque posso approfittarne, per mandare il duplicato di una lettera da me spedita per la via di Genova, e per aggiungere, che ieri il sig. ambasciatore russo fu presentato al Primo Console, e che oggi ha avute le sue prime conferenze col ministro delle relazioni estere. La conseguenza della medesima deve essere il passaporto dato al sig. M^{re} del Gallo per spedire un corriere; onde anco gli affari della corte di Napoli, per la

¹ Le départ de ce courrier, sollicité vainement par M. de Gallo depuis le 27 février, a eu lieu en effet le 9 mars. Le courrier a traversé Rome le 20 mars.

Crescono egualmente di gioruo in giorno le speranze per le nostre Legazioni. Le disposizioni del Primo Console sono nel momento eccellenti ; il sig. conte di San Marsan non può meglio favorirci ; l'ambasciatore di Russia non può esser meglio disposto ¹.

Attendo a momenti qualche dispaccio dell' Em. V. in risposta al mio spedito per la via di Parma. Mi riserbo a dar notizia più dettagliata all' Em. V. coll' altra mia, e mi restringo per ora a rassegnarmi, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

314. — Les Évêques constitutionnels aux Évêques des autres églises catholiques.

Paris, 8 mars de l'an de J. Christ 1801.

..Interprètes des vœux de l'église gallicane, formant, par ordre du concile national tenu à Paris en 1797, la commission intermédiaire,² chargée de sa correspondance tant à l'intérieur qu'avec les églises étrangères, nous disons à celles-ci, et spécialement aux pasteurs des Etats catholiques voisins de la France : « Depuis dix ans l'église gallicane a vu peser sur elle tous les maux que pouvait accumuler la persécution la plus féroce, et la division

¹ Les 19 et 29 décembre 1800, Paul I^{er} avait donné à M. de Kolytchev des instructions secrètes sur l'entente à rétablir avec la France. Il fallait, disait-il, déclarer au P. Consul : « VII^e, Que je m'intéresse particulièrement au bien-être du Pape, comme chef de la catholicité dont le tiers de mes Etats professe la religion ; et que j'ai même désiré d'y voir établi le Saint-Père, plutôt que de le voir à la merci des intrigues et de la volonté des autres puissances » (Arch. russes, XII^e année, 3^e liv., p. 960). C'était en interprétant et en étendant le sens de ces instructions, que M. de Kolytchev s'employait pour la restitution des Légations au Saint-Siège.

² Cette agence s'était fait confirmer par le concile de 1797. Elle prenait d'ordinaire le nom d' « Evêques Réunis », et était composée de Grégoire, qui en était le promoteur et l'inspirateur ; de l'évêque des Landes, Saurine ; de Desbois, évêque de la Somme et propriétaire des « Annales de la religion. » Le métropolitain de Paris, l'abbé Royer, en avait fait longtemps partie ; mais en ce moment il était en querelle ouverte avec ses confrères, précisément à propos du nouveau concile. Les Réunis se complétaient souvent avec Wandelaincourt, évêque de la Haute-Marne, quelquefois avec Reymond, évêque de l'Isère, ou avec Clément, évêque de Seine-et-Oise, vicillard bizarre et doyen de l'épiscopat constitutionnel. — La lettre aux évêques étrangers est signée par Wandelaincourt, Clément, Desbois et Grégoire.

la plus déplorable. Si l'un des membres souffre, dit l'Apôtre, nous souffrons tous avec lui. » Nous souffrons.

Le droit et le devoir donnent à chaque pasteur l'initiative pour accourir au soulagement de notre église... Une occasion se présente pour donner à l'église gallicane des preuves effectives de cette charité dont Jésus-Christ nous a laissé le précepte et l'exemple.

Un second concile national, indiqué pour la première année du XIX^e siècle, doit s'ouvrir à Paris, le jour de la Saint-Pierre de l'an 1801.¹ Déjà dans divers diocèses de France se sont tenus plusieurs synodes et conciles métropolitains,² préparatoires de l'assemblée générale de l'église gallicane. Censurer de nouveau toutes les erreurs contre le dogme et la morale qui, depuis le concile de Trente, ont tenté de flétrir la virginité de la foi, pour nous servir de l'expression d'un saint Père ; ranimer la piété des chrétiens, le goût des études ecclésiastiques ; développer tous les moyens possibles pour assurer dans le ministère pastoral des successeurs³ dignes de transmettre aux fidèles les vérités du salut ; établir une discipline homogène, vers laquelle s'acheminent les divers diocèses par les efforts qu'ils ont déjà faits à cet égard ; voilà une partie des objets qui entreront dans le plan de ce nouveau concile. Il doit compléter les travaux du concile national

¹ La tenue de ce second concile avait été décidée, sous l'impulsion de Grégoire, avant qu'il fût question de la négociation du concordat. La lettre de convocation aux évêques constitutionnels, signée par les Réunis le 2 mars 1800, fixait l'ouverture au 14 mai 1801, jour de l'Ascension ; mais des retards survenus dans les réunions préparatoires, venaient de faire reporter cette date à la Saint-Pierre, c'est-à-dire au 29 juin.

² D'après les instructions des Réunis, les synodes diocésains devaient précéder les conciles métropolitains, chargés de désigner des députés pour le concile national. Le premier synode s'était tenu du 22 au 24 avril 1800 à Amiens, sous la présidence de Desbois et avait été suivi d'environ trente assemblées pareilles. C'était à Besançon que s'était réuni le premier concile métropolitain, du 31 août au 5 septembre : depuis, on avait vu d'autres conciles à Bourges (14 à 21 sept.), à Rouen (5 à 12 octobre), à Aix (octobre), à Toulouse (19 à 26 octobre). L'hiver avait interrompu partout ce mouvement, qui dans la moitié des départements se heurtait à l'inertie ou à l'impuissance du clergé constitutionnel.

³ La vacance des sièges était un des maux les plus graves qui attestaient le déclin de l'église schismatique. Malgré tous leurs efforts, les Réunis ne parvenaient pas à trouver des candidats ou à les faire élire. Au commencement de mars 1801, ils comptaient environ trente évêchés non pourvus ou abandonnés.

tenu en 1797 qui, traduit en diverses langues, a tellement conquis les suffrages, que jusqu'à présent nos adversaires les plus déterminés n'ont osé en attaquer les canons et les décrets.

Qui sait d'ailleurs si ce concile national prochain ne fera pas renaitre dans d'autres pays ces saintes assemblées, dont la tenue est expressément recommandée par toute l'antiquité ? Qui sait si ces conciles ne préluderont pas à un concile œcuménique, dont l'interruption embrasse déjà plusieurs siècles, quoique celui de Constance ait prescrit de le convoquer tous les dix ans ?

Mais l'objet le plus important du concile national convoqué par l'église gallicane, est de cicatriser ses plaies, de mettre enfin un terme aux divisions qui la déchirent. La paix politique serait-elle l'heureux présage de celle qui, consolant cette belle portion de la catholicité, nous permettra de respirer après de longs malheurs ? Ce n'était donc pas assez que le clergé fidèle à Dieu et à la Patrie, devenu l'objet d'une banqueroute infâme, plongé dans l'entier dénuement, chassé de ses asiles, traîné dans les cachots, conspué comme le rebut de la terre, fût livré à tout ce que pouvaient inventer des hommes qui, placés au timon du gouvernement, y portaient la fureur de Tibère et l'astuce de Julien ; tandis qu'assiégés par tous les maux, la grâce divine nous donnait la force de confesser Jésus-Christ, et qu'il nous employait, faibles instruments, pour sauver en France la religion, exposée à s'éteindre dans cette église. Chez les nations étrangères, près de vous, révérendissimes évêques, près du clergé et des fidèles confiés à votre sollicitude, on calomniait notre foi et nos mœurs, sans qu'il fût possible à l'innocence de faire entendre sa voix ; et, comme si l'on eût craint la lumière, ou plutôt parce qu'on en redoutait l'éclat, on défendait aux fidèles de lire nos apologies. Au lieu de suivre les dispositions des conciles de Constance et de Bâle, et les avis de l'illustre Gerson en temps de troubles, on criait à l'hérésie, sans pouvoir articuler un dogme auquel nous eussions donné atteinte. On criait au schisme, quoique nous ne cessions de proclamer notre attachement inviolable au premier des pontifes, à cette Église romaine qui, suivant l'expression de Saint-Bernard, est mère de toutes les autres, et à laquelle toutes les églises doivent être unies, dit Saint-Irénée, à raison de sa prééminence. On criait à l'excommunication, quoiqu'il n'y en

eût aucune : quand même elle eût existé, il eût fallu pour sa validité, qu'elle fût prononcée par l'autorité compétente ; que les inculpés eussent été entendus ; qu'elle designât nominativement les personnes ; qu'elle leur fût signifiée spécialement, etc.

Nos adversaires, livrés entre eux à l'anarchie, et dont quelques-uns justifient, par leur acte de soumission aux lois,¹ ce que nous avons fait neuf ans plus tôt, nos adversaires crient à l'intrusion et prétendent que le fil de la succession épiscopale est rompu. Notre crime est d'avoir porté les consolations de la religion à des diocèses, à des paroisses abandonnées de leurs pasteurs. Aux preuves irréfragables de la légitimité de nos titres, de la pureté de notre foi ; à nos invitations multipliées pour conférer sur les points contestés (nous le disons avec douleur) on a répondu par des injures et des impostures. Certes, nous pouvons avec l'aide de Dieu, pardonner plus d'outrages qu'on ne peut nous en faire, et nous conserverons pour nos frères divisés les sentiments de la plus tendre charité ; mais calomniés dans tout l'univers, nous devons aux fidèles placés sous notre conduite, nous devons à nous-mêmes et à l'Eglise catholique, de faire retentir nos réclamations, de prouver notre innocence et la pureté des principes que nous professons.

Révérendissimes évêques, la solidarité de l'épiscopat vous impose le devoir d'intervenir d'une manière positive dans nos débats... Vous connaissez l'état de la question sur laquelle nous appelons votre examen. Nos antagonistes, et le premier des pontifes lui-même sont, ainsi que nous, parties intéressées dans cette affaire majeure : nous reconnaissons en vous une autorité impartiale et compétente, à laquelle nous nous ferons un devoir de nous soumettre.

Nous écrivons au chef de l'Eglise, pour lui annoncer le concile national qui doit s'ouvrir le jour de la Saint-Pierre de la présente année, et pour le prier de nous envoyer des délégués qui s'assureront par eux-mêmes de la pureté de notre foi, de la canonicité de nos fonctions, de notre amour pour la paix.²

¹ Voir t. I, p. 79, note 3.

² Une circulaire de Consalvi aux nonces, du 6 juin, reproduite plus loin,

, révérendissimes évêques, nous vous en conjurons, me témoins et comme juges. Nos écrits, nos sentimen-
 conduite, sont les éléments sur la connaissance des-
 l'asseoir une décision sage et motivée. Déjà plu-
 e vous nous ont donné des témoignages éclatants
 1⁴; d'autres nous les ont multipliés secrètement, en
 1 crainte que leur publicité n'appelât sur eux les
 du despotisme... Les circonstances politiques dans
 guère se trouvait l'Europe ont pu comprimer les
 e zèle ; mais déjà la paix établie entre la France et
 trées voisines, luira bientôt sur tout le continent.
 ements, pénétrés des principes qui doivent présider
 nination comme chrétiens, croiront encore, comme
 r à la République française un nouveau gage de
 en permettant à leur clergé respectif de députer à
 quelques pasteurs qui, agissant en leur propre nom,
 re chargés du vœu collectif des autres diocèses...
 lécision a été portée sur les affaires ecclésiastiques
 'est celle des facultés de théologie et de droit canon
 é de Fribourg en Brisgau... Cette décision, qui n'a
 quée par nous, statue en votre faveur... Intrépide-
 à défendre [la vérité] jusqu'à ce que le souffle de la
 en nous, nous réclavons le jugement des diverses
 l'ensemble constitue cette Eglise une, sainte, ca-
 stolique et romaine dont nous sommes les enfants,
 de laquelle nous sommes nés, nous vivons, nous
 ir.

» circulaire, que nous adressons au monde chrétien,
 ans les archives de l'histoire, attestera à jamais notre
 paix et la pureté de nos sentiments.
 npor.)

cette invitation n'a pas été envoyée à Rome. Le projet de lettre
 13 mars, est conservé parmi ceux des papiers de Grégoire qui
 uns obligantes de M. Gazier. On s'explique sans peine que
 nt pas été expédiée, ne soit publiée ni dans les « Annales », ni
 du concile de 1804. »
 et en Italie.

315. — Rapport au P. Consul rédigé par d'Hauterive.

Paris, 18 ventôse an IX (9 mars 1801).

¹ Le gouvernement de la République, par les articles convenus entre lui et Sa Sainteté², a réglé le sort des Catholiques français : il convient que les rapports civils et politiques des autres cultes soient également déterminés.

Le premier des articles convenus exprime que la religion catholique est celle de la majorité des Français. Cet énoncé est un fait : mais on pourrait abuser de la déclaration qui en est faite ; il faut prévenir toute interprétation malveillante. La volonté de la majorité lie la minorité pour les choses qui sont en même temps générales et communes, telles que les lois civiles, les lois politiques, leurs institutions et leurs formes. Sur ces objets il ne peut y avoir qu'un système établi, et pour l'établissement de ce système il faut que les volontés qui ne concordent pas, cèdent à la pluralité de [celles] qui concordent. Mais le culte, ses pratiques et ses dogmes sont des choses spéciales, arbitraires et de choix. Un État ne peut subsister sans unités de lois, auxquelles tous les citoyens soient soumis ; mais il peut subsister sans culte ou avec une grande diversité de cultes. D'où suit le droit, assuré à tous les individus, de s'abstenir de tel culte, de pratiquer tel autre, ou de n'en pratiquer aucun. Le gouvernement, en déclarant que le Catholicisme était en majorité en France, n'a donc pas voulu autoriser en sa faveur aucune prééminence politique ou civile ; il a seulement motivé l'antériorité des mesures qu'il a prises pour lui assurer une indépendance, qu'il est dans son intention de garantir également aux autres cultes.

Le Protestantisme est une communion chrétienne, qui réunit à la même croyance et aux mêmes rites un très grand nombre

¹ Ce rapport fait suite à celui du 22 novembre 1800 (pièce n° 87). — On conserve aux Aff. étr. (*Rome*, suppl., vol. 22) une première rédaction de ce rapport, qui paraît avoir été écrite à la fin de février, au moment où le départ de Livio était décidé.

² Cette expression volontairement inexacte : « articles convenus », se trouve aussi dans la lettre de Talleyrand à Spina du 21 février (pièce n° 264) ; dans les instructions données à Cécault le 19 mars (pièce n° 324), etc.

zens français. A ce seul titre cette communion a droit à l'attention du gouvernement; à d'autres égards elle mérite quelques marques de considération et de bienveillance. Ses fondateurs ont répandu en Europe des maximes libérales de gouvernement; ils ont fait faire des progrès à la morale, à la philosophie, aux sciences et aux arts utiles. Dans ces derniers temps, les Protestants se sont rangés des premiers sous les drapeaux de la liberté et ne les ont jamais abandonnés. Il est donc du devoir du gouvernement d'assurer sa protection aux réunions paisibles de cette minorité éclairée et généreuse de citoyens, rassemblée dans des temples dans la vue louable de recueillir et de répandre les préceptes de la religion du Christ.

Un peu de cultes, hors du Christianisme, qui aient des établissements en France, ou bien ces établissements sont maintenus par un nombre peu considérable de citoyens. Ils doivent tout autant jouir de la même indépendance que les autres cultes. Leur indépendance leur sera suffisamment assurée par les principes généraux, qui sont exprimés dans les projets d'arrêtés que nous soumettons à la décision des Consuls.

Ce qui est assuré aux diverses communions chrétiennes par les articles convenus entre Sa Sainteté et le gouvernement républicain, est également garanti aux Protestants, à l'exclusion de la subvention pécuniaire promise aux premiers. Cette exclusion a besoin d'être motivée.

L'emploi des fonds publics entre dans la classe des choses communes et communes qui sont du ressort de la législation, et auxquelles la minorité numérique des citoyens est soumise par la majorité. Sous ce point de vue, le gouvernement, qui a le droit des lois, a le droit de présumer le vœu national, et de demander une autorisation législative pour une dépense qui sert l'intérêt du plus grand nombre des citoyens, et de n'en demander pour celle qui n'intéresserait que le petit nombre. L'application d'un fonds national à l'entretien du culte, considérée dans ses résultats, n'est pas un acte de munificence. Les cultes catholiques sont aujourd'hui entretenus par des subventions volontaires, dont la mesure ne peut être déterminée; on peut être assuré que l'opinion où sont les Catholiques de la justesse de leurs ministres, ajoute à la ferveur et à la libéra-

lité de leurs dispositions, en sorte qu'affaiblir la notoriété d'un traitement national accordé à tous les cultes, c'est pourvoir aux inconvénients d'une charge générale, qui devient une charge réelle moins aisée, et à laquelle il est impossible d'opposer des moyens. Par la considération du nombre et l'absence de considérations particulières et locales, cette charge est la même dans les pays de la République qui sont catholiques et Protestants.

3° Enfin, dans les articles convenus entre la Convention nationale et le gouvernement de la République, la liberté posée à l'Etat est compensée par le droit, que l'Etat s'est acquis, d'intervenir directement et efficacement dans l'administration de l'Eglise, par la nomination des pasteurs et par la surveillance sur les ministres subordonnés.

Je propose en conséquence aux Consuls de proposer aux projets d'arrêtés suivants :

Arrêté I.

Les Consuls de la République, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, des Relations extérieures et de la Police générale, arrêtent :

Art. 1. — Il sera formé une commission composée de sept membres, et portant le nom de « commission d'administration et de surveillance des cultes¹. » Elle sera présidée par le Ministre d'Etat, et aura pour conseiller d'Etat.

Art. 2. — Tout ce qui a rapport à la liberté de culte, les règles de cette liberté, l'organisation, la discipline des cultes religieux, seront l'objet de la surveillance de la commission.

Le traitement accordé aux ministres, et l'indemnité accordée relativement aux temples, aux lieux qui en tiennent lieu, et les rentes sur l'Etat que les églises pourront être autorisées à réclamer, seront dans le ressort de son administration.

Art. 3. — La commission d'administration

¹ Selon toute apparence, c'est à ce moment que Grégoire rédigea un « Mémoire sur l'établissement d'une commission d'administration des affaires de religion » (*Hist. des sectes*, t. VI, p. 309. Cf. *ibid.* p. 92). Cette commission, par ses attributions et surtout par son nom, est différente de celle proposée par d'Hauterive.

des cultes prendra directement les ordres du Premier Consul, et lui rendra compte de ses travaux.

Art. 4. — Les citoyens... sont nommés membres de cette commission. Le citoyen..., conseiller d'Etat, en aura la direction et la présidence.

Arrêté II.

Les Consuls de la République, sur le rapport du ministre de la Police générale, arrêtent :

Art. 1. — Toute association religieuse, sous quelque dénomination qu'elle soit connue, présentera au gouvernement, dans le délai de..., le tableau de la hiérarchie de ses ministres et celui des règles de sa discipline ecclésiastique. Elle lui fera connaître en même temps la circonscription des diverses agences de son ministère, et les édifices destinés à la pratique de son culte.

Art. 2. — Sur la connaissance que le gouvernement aura acquise de l'utilité sociale de ces associations et de leur compatibilité avec l'observation des lois, il déterminera le degré de tolérance et de protection qu'il pourra accorder à leur existence.

Arrêté III.

Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de la Police générale et des Relations extérieures, et vu le bref ci-joint du Souverain Pontife de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, exposant les maximes du gouvernement spirituel de cette Eglise et contenant, dans la convention arrêtée entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République, les règles de sa discipline ecclésiastique ;

Considérant que ces maximes et ces règles n'ont rien de contraire aux lois de la République, arrêtent :

Art. 1. — Les clauses exprimées dans la convention du... seront exécutées. Leur exécution est confiée à l'administration et à la surveillance de la commission établie par arrêté de ce jour.

Art. 2. — Les ministres de la Police générale, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

Arrêté IV.

Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de la Police générale, des Relations extérieures, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances ;

Considérant que dans un grand nombre de communes, ou même dans quelques départements de la République, le culte protestant est celui de la majorité des citoyens ¹, arrêtent :

Art. 1. — Les temples protestants qui, à la date de la publication du présent arrêté, ne seront pas aliénés, seront remis à la disposition des ministres de ce culte.

Art. 2. — Les Protestants de toutes les communions pourront être autorisés à faire, en faveur de leurs églises, des fondations en rentes sur l'Etat. Ils s'adresseront à la commission d'administration et de surveillance des cultes, qui, sur leur demande motivée, jugera de la convenance de leur accorder ces autorisations et en fera son rapport au Premier Consul.

Art. 3. — La même commission présentera au gouvernement de la République, dans le délai de..., le tableau du nombre des ministres du culte protestant auxquels il convient d'accorder une subvention annuelle, ainsi que celui de la quotité de ces traitements.

Art. 4. — Les ministres de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, des Relations extérieures et de la Police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 933).

316. — **Projet amendé, rédigé par d'Hauterive,**

[Paris, 21 ventôse an IX : 12 mars 1801].

¹ Les Consuls de la République, sur le rapport des ministres de l'Intérieur et de la Police générale, arrêtent ce qui suit :

¹ Ce considérant a été substitué à un autre ainsi conçu : « Considérant que les communions protestantes font partie de la religion chrétienne, dont les cultes réunis sont ceux de la presque totalité des citoyens français ; que ces communions méritent des marques de considération et de bienveillance, en ce que leurs fondateurs ont les premiers répandu en Europe des maximes libérales de gouvernement, et que les citoyens qui tiennent à cette croyance se sont rangés des premiers sous les drapeaux de la liberté et ne les ont jamais abandonnés, — Arrêtent, etc. »

² A la suite d'observations, faites sans doute par le P. Consul, le premier et le troisième des arrêtés qui précèdent ont été abandonnés ou ajournés. Le deuxième et le quatrième ont été fondus ensemble pour former le présent projet d'arrêté.

Art. 1. — Tous actes et règlements, répressifs de la liberté des cultes ou portant atteinte à leur indépendance respective, sont annulés.

Art. 2. — Les citoyens français appartenant aux communions protestantes ou à toute autre communion chrétienne, présenteront au gouvernement, dans le délai de trois mois, le tableau de la hiérarchie ecclésiastique de leurs ministres, et la circonscription de leurs paroisses. Ils indiqueront dans chaque lieu les édifices désignés pour l'exercice de leur culte.

Art. 3. — Le libre exercice du culte sera protégé par les autorités locales, mais seulement dans les enceintes destinées pour cet usage et à ce autorisées.

Art. 4. — Les temples protestants qui, à dater de la publication du présent arrêté, ne seront pas aliénés, seront remis à la disposition du culte protestant.

Art. 5. — Le gouvernement prendra des mesures pour qu'il soit permis aux protestants français de faire, en faveur de leurs églises, des fondations en biens ou en rentes sur l'Etat. Ces églises, dans cette jouissance, ainsi que dans celle indiquée dans l'article précédent, seront soumises à toutes les charges de l'Etat.

Art. 6. — Les citoyens français non chrétiens et professant un culte quelconque, feront, dans le délai de trois mois, la déclaration du nombre d'individus attachés à la même croyance, de l'état hiérarchique de leurs ministres, et la désignation des lieux destinés à leur culte, pour qu'il puisse être pris par le gouvernement des mesures qui leur assurent la même indépendance dont jouissent les autres religions.

Art. 7. — Les ministres de l'Intérieur et de la Police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Observations du Premier Consul.

Il manque dans ce projet : 1° Le serment que devraient prêter les ministres du culte ; 2° les élections des ministres du culte.

Un des points essentiels serait d'empêcher les consistoires situés sur la Rive droite ¹, de nommer aux places vacantes en

¹ La rive droite du Rhin. On sait que l'annexion à la France des pays germaniques situés sur la rive gauche, était devenue définitive par le traité de Lunéville (art. 6).

J'ai su aussi de lui, qu'avant même que les Anglais se fussent emparés de l'île de Malte, il avait offert de la remettre à Paul I¹, ce qui avait été le premier acheminement à un rapprochement entre la Russie et la France. Bonaparte est donc le seul qui finalement ait su tirer parti, pour son avantage, de la manie de Paul I de vouloir être grand maître de Malte².

(Arch. de Vienne).

319. — Spina à Consalvi.

(n° 42)

Parigi, 14 marzo 1801.

Ho riscontrati già all' Em. V., per mezzo di un corriere straordinario spedito dal sig. M^{so} del Gallo, i due veneratissimi suoi dispacci de' 14 e 21 febbraio; riscontro ora quello de' 31 gennaio³, ricevuto per mezzo de' due ecclesiastici francesi, e l'altro de' 23 febbraio⁴, ricevuto dal corriere straordinario piemontese.

Speravo con quest'ultimo aver avviso di esser pervenuto all'Em. V. il mio dispaccio de' 13 febbraio, giunto a Parma il 21, e che deve esser stato spedito a Roma con corriere straordinario; ma vedo bene che è un destino che le lettere mie, o siano smarrite, o giungano ben lentamente, anco quando i mezzi sembrano i più solleciti. Quelle che ho spedite al mio banchiere Greco di Genova, hanno avuto un corso più sollecito. Spedisco questa per l'istesso mezzo; vedremo se sarà costante l'esattezza. La sig. M^{ma} Brignole non vuol ancora esser reintegrata della spesa della posta. Pare che gradirà che i pieghi siano più ristretti, per non esser compromessa in Genova, ove il disordine delle poste è maggiore. Se vi sarà l'occasione di qualche corriere straordinario, spedirò il duplicato de' miei numeri dal 15 al 21, acciò la mia corrispondenza sia almeno in corrente.

Rispondendo ora ai veneratissimi dispacci dell' Em. V., tralascio di parlare di quello de' 31 gennaio, che non mi reca al-

¹ *Corr. de Nap.*, n° 4965.

² Voir une lettre de Cobenzl du 6 janvier 1801 (Thugut, *Vertrauliche Briefe*, t. II, p. 361).

³ Pièce n° 246.

⁴ Pièces nos 289 et s.

cun comando, e mi consolo di aver sentita confermata dal secondo la tranquillità della quale gode Sua Santità, in seguito delle ottime disposizioni date da questo governo a di lui riguardo, e così ben eseguite dal sig. generale Murat.

Siccome ho già accennato all'Em. V. col mio n° 37, dei 4 corrente, avendo chiesta ed ottenuta dal Primo Console una particolare udienza, appunto per attestargli i sentimenti di gradimento del Santo Padre per gli ordini da esso dati, e relativamente al governo d'Ancona, e perchè conservata fosse dalla sua armata la tranquillità di Roma e dello Stato, ed insieme per render la dovuta giustizia alla savia, leale e generosa condotta del sig. generale Murat, non ho creduto di rendermi al medesimo importuno col chiedergli una nuova udienza; ma ho pregato il sig. abbate Bernier, che ha frequenti occasioni di vederlo, acciò sia appresso il medesimo l'interprete fedele dei sentimenti di Sua Santità, sia riguardo alla di lui persona, che riguardo a quella del sig. generale. Nè ieri, nè oggi ho potuto aver udienza, essendo il Primo Console occupatissimo, L'avrò sicuramente domani, ed eseguirò la mia commissione.

Parlai già al Primo Console, nell'ultima mia conferenza, de' disordini che si commettono in materia di religione in Piemonte e nella Cisalpina. Gliene ho fatte e gliene farò ripetere le mie istanze. Egli desidera ardentemente di porvi un freno, e mi assicurò di aver già dati gli ordini più precisi a quest'oggetto. Ho insistito ed insisterò nuovamente perchè siano ripetuti.

L'oggetto del quale ho incaricato il sig. abbate Bernier di parlar subito al Primo Console, è la dignità cardinalizia, della quale ha riferito il sig. generale Murat essergli a cuore che sia rivestito mgor arcivescovo di Milano. Temo che vi sia in quest'affare qualch'equivoco: sarà presto dileguato dalla risposta che avrò dal sig. abbate Bernier, e che comunicherò esattamente all'Em. V.

Ci siamo finalmente veduti col sig. M^{re} del Gallo, che m'impone di riverire l'Em. V. Egli, che io sappia, non ha potuto intraprendere in Parigi la trattativa di pace per la sua corte come si desiderava. Sarà adunque trattata dal sig. Alquier in Firenze, o in Roma, a meno che l'interesse, che prende per la corte di Napoli quella di Russia, non dia luogo a nuove disposizioni.

Ho potuto finalmente questa mattina vedere il conte di Koly-

atore russo, che mi ha accolto con molta gentilezza assicurato di tutta la premura, che ha il suo sostabilito sia Sua Santità nell'integrità de' suoi Non dubito che saranno i suoi uffici efficacissimi governo, ed uniti questi alle ottime disposizioni Primo Console, ci possono far concepire le mi-

esta mattina egualmente il sig. Caccault, il quale si crede di dover intraprendere il suo viaggio di impegnatissimo per conservare la buona armonia già è stabilita fra Sua Santità e questo governo, che le istruzioni che avrà dal medesimo ten- questo fine. Egli mi ha promosso il discorso dei alienati dall'armata francese o dal passato go- ed io gli ho comunicate le intenzioni già manifeste al governo su di quest'oggetto, e che non potranno essere comunicate prima della sua partenza. Si è parlato delle lettere, e l'ho avvertito che l'istesso generale si appressa al suo arrivo in Roma, come soppresso il ministero, e che, continuando ad essere in Roma a sola posta, nulla era più conveniente ed utile delle Genti, che il conservare il sistema già stabilito disposto ad uniformarsi a quanto troverà che le altre Potenze.

Uomo di gotta, che soffre il sig. conte di Cobenzl, non posso ancora di vederlo; ma presto, spero, avrò il piacere della sua conoscenza.

In cinque o sei giorni il sig. cav. Azara.

Si può dire, sono i ministri e gli incaricati dai diversi governi, che sono in Parigi, tutti aspirando a delle concessioni agli stati che perdono nella parte sinistra del Reno, e nella destra, per le indennità che si devono restituire alla Toscana ed all'elettore di Baviera. Si parla di sopprimere i vescovi, in luogo degli ecclesiastici. Pare che il sistema sarà rovesciato da capo a fondo, ma con tut-

signer ses fonctions de législateur. Sa lettre de démission fut présentée au Corps-législatif, le 16 mars (*Moniteur* du 18). -

to ciò, la ratifica dell' Impero della pace di Lunéville si momenti, e si annunzia già per sicura.

Attendo con impazienza i riscontri dell' Em. V. al mio de' 14 febbraio, ed agli antecedenti che lo accompagnano siccome l'avviso che sia felicemente giunto il corriere in frattanto con sentimenti di profonda venerazione, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

320. — Spina à Consalvi.

(nº 43, en chiffres)

Parigi, 14 m.

Convien pure che io renda la dovuta giustizia al sig. San Marsan, il quale nel trattare col più vivo impegno affari del suo sovrano, non lascia mai di vista, col russo, quelli egualmente della Santa Sede. Egli mi ha comunicato l'articolo del dispaccio che troverà qui annesso: vien ben crederlo sincero in seguito dell' accoglienza che ha fatto questa mattina il sig. conte di Kolytchev. Non mi ha manifestato esser incaricato dal suo sovrano d'intercedere perchè siano resi a Sua Santità tutti i suoi stati; ma, per parlare con precisione, mi ha detto di tornare da qui al prossimo ¹, onde io lo possa più in dettaglio informare di qual porzione di stato debba esser Sua Santità reintegrata di tutte le ragioni che affacciar si possono a renderne la restituzione.

Procurerò, dal canto mio, di animare il sig. ambasciatore a sostenere i diritti della Santa Sede per la restituzione e delle tre Legazioni, e in tale occasione parlerò di nuovo ancora e del Contado. Confesso che nulla io spero per la parte. Anzi temo che non si renderanno le Legazioni in parte, che al prezzo di una nuova rinunzia a tutti i diritti della Santa Sede sopra Avignone ed il Contado, dalla quale quanto è possibile, si deve da noi declinare; ma temo che dovrà in fine cedere alla forza.

Mi significò nelle sue istruzioni l'Em. V., che vista

¹ Cette annexe manque.

² Le 16 mars.

bilità di riacquistare lo stato di Avignone, si poteva chieder per questo qualche compenso, che l'istessa Convenzione nazionale credette dovuta a Sua Santità. Eseguirò esattamente i suoi comandi nel chiederlo ; ma V. Em. converrà bene, che trattandosi di compenso, non potendò cadere questo che in un territorio limitrofo a quello di Sua Santità, e perciò o in quello di Toscana, o di Napoli, o della Cisalpina, ci vuol molta delicatezza e molta riflessione nel chiederlo, e per non mancare ai riguardi dovuti ai sovrani rispettivi di Toscana e di Napoli, l'assenso dei quali per qualunque siasi smembrazione dai stati loro sarebbe indispensabile, e per non correre il pericolo di entrare in querele coll' Imperatore, nel caso che presto o tardi rivendicar voglia i suoi diritti nella Cisalpina. Le regole di politica, che si osservano dai sovrani temporali nel dividere gli stati, non possono osservarsi dal capo della Chiesa. Credo adunque di mio dovere di condurmi in quest' affare con molta prudenza, senza però mancare agli ordini di V. Em.

Ma infinita delicatezza e cautela si vuole ancora nel trattare degli affari in generale con questi ministri esteri, e col russo singolarmente. Egli, appena giunto, ha spiegato del malumore¹ per la pace conclusa a Lunéville senza intelligenza del suo sovrano, e singolarmente per esser stata tolta al suo legittimo padrone la Toscana. Gli si è fatto credere, che l'influenza che non ha potuta avere nella Germania col trattato di Lunéville, l'avrà nell' Italia ; ed egli ne potrà molto approfittare per il re di Sardegna, giacchè è certo che gli si accorderà presso a poco tutto ciò che sarà per chiedere, e così impegnandosi per Sua Santità potrà farlo egualmente con efficacia. Ma mentre io temo, ch' egli

¹ M. de Kolytchev partageait les préventions et même les haines de presque toute l'aristocratie russe contre la France révolutionnaire. Les lenteurs de son voyage étaient déjà des indices de cette humeur, qui se fit jour dans ses premiers entretiens avec le gouvernement français. Dès le 9 mars, il écrivait au comte Rastapchine : «... Vous me tirerez d'un grand embarras en me rappelant d'ici. Je ne m'accoutumerai jamais aux gens qui gouvernent ici ; je ne me fierai jamais à ces derniers.. Il faut, avec les gens qui gouvernent ici, tenir ferme et ne rien céder, encore moins entrer dans leurs vues.. Il ne faut jamais oublier qu'ils visent à dominer partout en nous flattant, et qu'ils ne veulent de nous qu'un instrument, afin de nous tromper et mieux parvenir au but qu'ils se proposent.. » (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 43).

stesso abbandoni la nostra causa, o la tratti assai l
mai gli potesse riuscire di ristabilire in Toscana
cambiare il regno dell' Infante di Parma in u
Lombardia, includendovi, se occorre, Bologna e
poi più di tutto, che, prendendo egli un tuono
volere imporre a questo governo, affretti questo
tra parte la sua pace coll' Inghilterra, e con un
stretta coll' Austria, si metta nel caso di poter dis
cizia della Russia ; ed in tal caso, chi si fosse get
cia interamente di quella potenza, non sarebb
trattato. Credo perciò che sia il più giusto sistema
di eccitare efficacemente l'interesse di tutti a fa
senza mostrare di abbandonarsi a preferenza al
minore influenza di alcuno.

Questo ministro delle relazioni estere mi ha
dopo alcune conferenze col. sig. conte di Kolyte
politici, avrebbe intavolato qualche discorso sugli
Gli ho fatto rimarcare che non mi sarei impegn
scorso, fino a che non riceverò dall' Em. V. istruzioni
e che avrei voluto esser assicurato, che la media
questo governo fosse egualmente accetta all' in
Russie ; che forse quest' affare si tratta già costi
devo per conseguenza intorbidarne in alcun
tativa.

Non sò assolutamente quanto vi sia da fidar
chesini. Lo rivedi, giorni sono, e mi ripeté mill
obbliganti ; ma in sostanza egli non pare tanto
esista una ristretta Repubblica cisalpina, immagi
lasciare così in Italia un incentivo all' Imperatore
nuovo, ed un fomite per conseguenza di querele
Vienna e questo governo.

È più di buona fede sicuramente per questa
Gallo, che ha istruzioni di far tutto ciò che può, pe
alla Santa Sede le Legazioni, e così render più es
che difende il regno di Napoli. Non ho parlato c
nevento, giacchè son sicuro che il Primo Consul
reso libero al suo legittimo padrone.

Il Primo Console in genere mostra sempre del

sizioni, nella supposizione però che l'esito della trattativa degli affari ecclesiastici corrisponda ai suoi desideri. Se le ragioni e gli argomenti valessero, ci vorrebbe poco a convincerlo della giustizia e della necessità di rendere alla Santa Sede i suoi stati, e il desiderio di poter conservare un'armata qualunque siasi in Italia, fomenta quello di avervi una qualunque siasi Cisalpina, e con quest' impegno, che non credo che il Primo Console abbia abbandonato, è desiderabile che non si cerchi o di rendere la Toscana al gran duca, o di far de' nuovi cambi col re di Sardegna, perchè tutto può ridondare a nostro danno.

Volevo fare una memoria ufficiale per i disordini della Cisalpina in materia di religione. Ma pur troppo si è espresso già il Primo Console di voler sistemare gli affari ecclesiastici di quella repubblica; ed io mi sono esentato dal parlarne, con dire che era meglio aspettare una pace generale. Da una mia memoria facilmente si potrebbe prender motivo d'introdurre una trattativa, che, mi pare, non sarebbe per ora opportuna.

L'abbate Saussol francese, che dimora in Firenze, e che ha pubblicata un'opera sulla condotta da tenersi dagli ecclesiastici che ritornano in Francia dopo la persecuzione, ha pubblicato colle stampe un breve che ha avuto da Sua Santità in lode dell'opera istessa¹. Conosco un poco l'opera, ma non tanto da giudicare se meriti un elogio di Sua Santità; ² nè so ancora se sia abbastanza prudente che sia ora da Sua Santità pubblicamente encomiata. La cosa è fatta; ma in avvenire procuri l'Em. V. che Sua Santità sia cautiissimo nello scrivere ai Francesi. Non può immaginare quanta delicatezza ancora e circospezione sia necessaria nei tempi presenti. L'istesso Primo Console è obbligato ad averne, per non inasprire di più chi fa una guerra aperta al ristabilimento della religione. Si è penetrato che stipendiar si vogliono dal governo i ministri del culto cattolico, ed è bastato perchè il Tribunato rigettò una legge proposta dal governo, e

¹ Ce bref est daté de Rome, le 3 octobre 1800: il est adressé à « A... S..., presbytero. » Le nom de l'auteur n'est pas indiqué autrement sur cet ouvrage, dont le titre est: « Traité de la conduite à tenir après la persécution » (Florence, 1800, 2 vol.). L'abbé Saussol, resté à Florence, y fut choisi comme précepteur du jeune roi d'Etrurie; il rentra en France après la chute de l'Empire, reçut en 1819 le siège de Séz et le conserva jusqu'à sa mort, en 1836.

² Mgr Di Pietro reprochait à l'auteur d'avoir dénaturé une décision de Rome sur des questions relatives au mariage (Arch. du Vatican).

che implicitamente tendeva a quest' per questo dal suo progetto il Primo all' Em. V. per far conoscere qual sia l' alla religione, e quanta delicatezza ci vo la cosa ad un felice termine.

(Cultes, Arch. de Caprara).

321. — Bernier à l

J'ai vu hier le Premier Consul : j'esp matin, n'en ayant pas eu le temps hier. qu'avait dit le général Murat, et du dés seconder ses vœux. Il m'a répondu « quatre ans, voir l'archevêque de Milan parlé à Sa Sainteté Pie VI et en avait ol qu'aujourd'hui il sentait que cette affai engagements à prendre pour la Cisalp d'en parler à cette époque à Sa Sainteté tre au cardinal secrétaire d'État cette r

Le Premier Consul venait de recevoi Murat, maintenant à Florence.* Il m'a d la tranquillité de Rome, à laquelle il s'i ai fait part des sentiments de Sa Sainteté il y a paru très sensible et très porté à f au Saint-Siège.

Je vous attendrai demain à l'heure in avez un instant à vous, ce sera pour m tion de le passer avec vous.

(Arch. du Vatican).

* Spina paraît faire allusion au projet de loi su maines nationaux. D'après l'art. 44 de ce projet, i de biens nationaux, un prélèvement de 20 million IX. Il était possible de croire que partie de cette r acquitter les premières dépenses du culte. Le rap bunat, lu par Ganilh à la séance du 10 mars, con

* Ce courrier apportait des dépêches de Murat, rand et Berthier, et une lettre du 7, destinée au P. notamment qu'il préparait M. de Micheroux à l'oc

322. — Spina à Consalvi.

(n° 44)

Parigi, 17 marzo 1801.

Il sig. M^{ro} del Gallo mi avvisa che il sig. conte di Kolytchev fa partire un corriere per Napoli, ed io ne approfitto per mandare a V. Em. il duplicato di due de' miei numeri che mandai domenica per la posta, e che così son sicuro vi giungeranno più sollecitamente.

In aggiunta ai medesimi, partecipar devo a V. Em. di aver ier mattina riveduto il sig. conte di Kolytchev, il quale mi ripeté che prenderebbe assolutamente il più grand'interesse acciò fosse reso a Sua Santità l'antico suo stato, ed anco terrebbe a calcolo le indennità che se gli devono per lo stato di Avignone ed il Contado. Nelle due volte che l'ho veduto, non mi ha fatto parola di ciò che riguarda l'Ordine di Malta. Mi son creduto in dovere egualmente di osservare su di quest' oggetto un perfetto silenzio. Pare che l'interessi di S. M. il re di Sardegna, che egli tratta con tutto l'impegno possibile, otteranno un ottimo successo¹, e non stento punto a credere che sarà riunito al suo stato il Novarese, siccome gli sarà accordata qualche indennità per la Savoia e contado di Nizza.

Il duca di Parma ha scritta al Primo Console una lettera, colla quale si protesta di non voler personalmente abbandonare gli antichi suoi stati, a costo della vita². La lettera è umilissima :

¹ Voir la note de Talleyrand à Kolytchev du 27 ventôse : 18 mars (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 61).

² Le duc de Parme au P. Consul ; Parme, 27 février 1801. « Premier Consul, il y a du temps que j'ai eu le plaisir de vous écrire deux lettres, une avant votre expédition en Egypte et l'autre après votre retour en Europe. Dans ces deux lettres, je vous priais d'employer toute votre autorité et tout votre pouvoir afin que je ne fusse point ôté d'ici, de ces Etats où la Providence m'a placé. Je vous priais outre cela de ne me répondre que par les faits.

« Les faits ont été contraires à mes espérances, et je me trouve actuellement dans la plus grande agitation. Vous, Premier Consul, et votre grande nation, vous m'assignez en toute propriété et souveraineté le grand duché de Toscane. Mais si cette offre doit porter de conséquence l'abandon de ma souveraineté actuelle, dès ce moment (quant à ma personne), je renonce et me refuse à toutes les possibles formalités, de propre mouvement et de tout mon cœur, à l'offre si généreuse et éclatante qui me vient faite. Je déclare en outre que je ne céderai ni renoncerai jamais volontairement aux Etats qu'actuellement je possède, et que la

credo che sarà esaudito, ma al prezzo sempre della rinunzia del regno di Toscana al figlio. Il cav. Azara, al suo arrivo, sistemerà quest' affare, e si sentirà da esso quando sia per giungere in Parigi il principe ereditario di Parma colla consorte.

Si dice, che giungere debba a momenti da Spagna il conte Melzi di Milano ¹, e che sarà dal Primo Console spedito nella Cisalpina con pien potere per mettere in sistema quelle provincie.

Dall' articolo della risposta avuta dal sig. abbate Bernier ², comprenderà V. Em., che non è per ora così preciso l'impegno che mostra il Primo Console, perchè l'arcivescovo di Milano decorato sia della porpora.

Partirà fra due giorni il sig. Cacault per l'Italia. Prega V. Em. di trasmettergli a Firenze un passaporto per esso, un segretario ed un domestico, e lo prega di dirigerlo o al sig. generale Murat se vi è ancora, o al banchiere Salvetti. Egli non spiegherà in

seule violence sur ma personne pourra m'arracher du sein de ces peuples, que j'aime et qui m'aiment tendrement à leur tour. Une semblable violence ne serait compatible ni avec les droits de l'humanité, ni avec vos maximes, ni avec la générosité de la nation française; ainsi je me flatte qu'elle ne sera jamais adoptée, et je la regarde comme une chose impossible.

« Je vous écris tout ceci, mon cher Consul, sans la moindre réserve. Faites-en l'usage que vous croirez à propos, même en face de tout le monde. On dira que je suis un sot: vous serez peut-être, Premier Consul, le seul qui au-dedans de vous-même ne le direz pas. Qu'on le dise donc tant que l'on voudra; mais chacun a sa façon de penser et chacun a sa conscience. J'ai aussi la mienne, et si je n'en écoutais pas les voix, que je trouve trop raisonnables et justes, je ne serais plus ni chrétien, ni honnête homme. Mon cher Consul, vous avez le cœur bon et je vois bien que vous voudriez rendre content tout le genre humain, s'il était possible. Servez-vous-en donc cette fois-ci à rendre content un prince, qui s'abandonne entièrement à votre compassion et à votre humanité. Arrachez-moi d'un abîme de maux, qui mettent à l'épreuve et en danger ma santé, et peut-être ma vie. Laissez-moi où je suis. Ma reconnaissance envers vous et envers la France sera éternelle et inaltérable. Je vous ai écrit, cette fois, avec le cœur et non sans larmes. J'espère tout de vous, Premier Consul; c'est une demande bien modérée que je vous fais; et en attendant je vous prie de me croire avec toute la considération et l'amitié,

Votre très affectionné
FERDINAND.

¹ M. Melzi, un des personnages les plus considérables et les plus estimés de la Lombardie, se trouvait à Saragosse quand il reçut une lettre de Talleyrand, du 2 février, l'invitant à venir conférer sur les affaires de son pays. Il quitta l'Espagne le 7 mars et arriva à Paris le 28 (Melzi, *Mem.*, *Documenti*, t. I, p. 240).

² Pièce n° 321.

carattere di ministro, fino a che non siano ultimati gli affari di religione. Si attende ora relativamente ai medesimi la risposta di Sua Santità, e si attende con molta ansietà, come già mi avete detto, se si aspetterà forse a quest'epoca ad annunziare la pace per la parte dell'Impero, che sento giunta in questa mattina. Potrei forse già assicurare V. Em., che tutti i vescovi delle sedi che saranno conservate, saranno conservati in sede, meno due o tre che si sono decisamente mostrati contrari a questo governo, e che quelli delle sedi che saranno traslocate, o saranno trasferiti alle superstiti vacanti, o avranno una nuova disposizione. Questo almeno è il piano attuale; tuttavia sarà ancora imprudente il rispondere che non sarà variato... (Arch. de Caprara).

323. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 18 mars 1801.

Quelques heures avant l'expédition du présent courrier, M. de Cobenzl s'est rendu chez moi et j'ai eu avec lui un assez long entretien...

Il dit que, quoique ses instructions aient pour objet la paix avec la France, il ne s'agit que de bases générales, dont quelques-unes sont déjà déterminées par les protocoles de la conférence signés entre lui et Talleyrand ¹. Mais il se plaint des prétentions de toute espèce que forment les Français, de divagations continuelles dont il accuse le Premier Consul lui-même. Il raconte les entretiens qu'il a eus avec lui, malgré toutes les flagorances dont celui-ci accable Paul I^{er}. Kolytchev a ordre de proposer fortement à cœur les intérêts du roi de Naples, du roi de Sardaigne et du Pape, de demander leur rétablissement dans la jouissance de leurs anciennes possessions, et nommément la restitution des trois Légations au Saint-Siège, en quoi il est bien d'accord avec les Français.

Il veut voir l'effet que produira sur Paul I^{er} la nouvelle des prétentions du Premier Consul, malgré tout ce que celui-ci fait pour

¹ Procès-verbaux des conférences des 21 et 24 ventôse: 12 et 13 mars (*Rec. de la diplomatie française*, t. LXX, p. 45 et s.).

les emmieller. Le négociateur russe
rand, pour demander que la France co
Naples en lui assurant l'intégrité de
cune des exigences mises en avant]
çais¹. Il a été répondu à cette lettre]
tocolé, conçue en termes assez peu
sure qu'il n'est nullement question
fasse la guerre aux Turcs ; que ce pri
peine l'Égypte entre les mains des F
mander l'évacuation ; ce dont son mi
tion, mais seulement verbalement et
Ces notions peuvent servir à explique
a l'air de revenir à nous pour un con
contentement qu'on a témoigné contr
dit de son côté qu'il ne pouvait absolu
et qu'il était obligé de demander des
tait pas prévu par ses instructions.

Nous avons déploré, Kolytchev et m
de nos cours, cause première de tous
Je lui ai fait part avec plus de détails
pour satisfaire entièrement l'empereur
événements qui ont accompagné la pr
beaucoup, soutenant que c'est toujours
les procédés de Paul I^{er} à notre égard
(Arch. de Vienne).

324. — Instructions]

Paris, 28

Vous êtes chargé par le gouvernem
complir le rapprochement, déjà heure
France et la cour de Rome, et de rét

¹ Note de Kolytchev, du 21 ventôse : 12 mars

² La capitulation d'Ancône avait été négociée
lich. M. de Voinovich, commandant la flotte ru
part active, voulut faire débarquer un petit déta
points de la ville les couleurs de la Russie. Le
ces drapeaux : un tel affront avait blessé au plu

es deux Etats. Le choix que le Premier Consul a rempli cette mission, est tout à la fois pour sa gloire d'estime et une preuve de sa confiance.

renoncer à l'idée d'ériger Rome en république. La populace romaine pourrait devenir un peuple d'ignorants qu'une multitude ignorante, fanatique, emportée par la superstition seule et une autorité absolue peuvent être capable de se donner des lois, de choisir ses rois. Ce projet d'obéir, était une opinion dont l'expérience de troubles et de crimes avait trop démontré la fausseté. Le gouvernement actuel n'en laissât pas le blâme à son auteur et qui, malgré tous les obstacles, s'est fait adopter. Il a dû déférer sur ce point aux vœux et aux regrets des principales puissances de l'Europe. Quant au rétablissement des Souverains Pontificaux, les motifs qui lui faisaient une règle de prudence de se prêter à leur rétablissement, il a dû de rétablir entre eux et la France des rapports d'amitié et de confiance pour les deux Etats.

Le Saint-Siège, considéré sous le point de vue politique, n'a pas une garantie constante. Placé entre des gouvernements plus puissants que lui, désarmé, manquant même du simple appareil de la puissance, il n'a, pour se défendre des prétentions de ses voisins, que la force des réclamations et celle du recours aux puissances qui n'ont aucun intérêt à l'opprimer. Sa position, par sa modération, et par le prix qu'il a dû mettre au maintien de l'équilibre de l'Italie et de l'Europe, est la puissance sur laquelle la cour de Vienne, tous les temps, compté avec le plus de confiance. Ce lui est devenu plus nécessaire, depuis que la France occupe l'Etat de Venise, et qu'une réputation s'est établie au sein de l'Italie.

Le Saint-Siège, considéré sous le point de vue religieux, se vante d'acquiescer, par le bon emploi de son indépendance, à la dette que lui fait contracter son état de faiblesse politique. Objet de la vénération des peuples, il est au milieu de grands égards des querelles qui divisent

les ministres de la religion, le Souverain Pontife peut leur faire une loi, de la concorde sociale et de l'obéissance politique. Par une manifestation publique de ses sentiments, il peut prévenir l'abus que des perturbateurs font de son nom pour agiter les esprits; et enfin, en reconnaissant que la puissance politique et la puissance religieuse ne tiennent entre elles par aucun rapport, et que les sources d'où elles dérivent diffèrent autant que leurs moyens et leur objet, il peut en un instant ôter à l'hypocrisie et à la malveillance les armes, dont elles se servent pour abuser la crédulité du peuple et dépraver ses opinions.

Le gouvernement de la République a été éclairé sur ce point par dix années de la plus fatale expérience. Peu après son établissement, il a vu à quel point était absurde l'hypothèse sur laquelle les autorités qui l'avaient précédé, avaient fondé la sévérité de leurs lois et la rigueur de leurs mesures. Il a dû se convaincre, par la rapidité et l'étendue de l'insurrection de l'Ouest, que l'attachement de la grande masse de la population française aux idées religieuses n'était pas une chimère. Il a sagement compris que de ce sentiment bien constaté naissent des intérêts et des droits, que les institutions politiques devraient respecter, et avec lesquels la prudence et la justice voulaient qu'il se fit une transaction, qui laissât aux uns la liberté dont ils ont besoin pour se garantir, et aux autres tous les moyens qui leur sont nécessaires pour maintenir leur indépendance.

C'est de ce principe que sont nées toutes les mesures d'indulgence et de tolérance, qui ont tant contribué à affermir le pouvoir du gouvernement actuel de la République, à le faire chérir au dedans et considérer au dehors. Mais le bien qu'il a fait n'eût été que passager, s'il n'avait en même temps conçu le projet de donner au système qu'il avait adopté, un caractère de permanence et de publicité qui ne laissât aucun doute sur la pureté et la sincérité de ses vues. Le gouvernement de la République a voulu mettre un terme aux discussions religieuses. Il a voulu que des opinions théologiques ne fussent plus un germe de discorde entre les ministres du même culte, ni un principe d'aliénation entre les citoyens et les autorités civiles; et il a compris que le seul moyen d'atteindre à ce but était de rétablir tout à la fois, entre la République et le Saint-Siège, les liens religieux et

politiques qui unissaient autrefois la France et la cour de Rome.

Vous trouverez ci-joint une copie des actes qui ont été convenus entre les négociateurs des deux puissances. Quinze articles, simples et précis, expriment les obligations auxquelles les deux puissances se sont soumises. Le projet de bulle, dans lequel ces articles doivent être insérés, consacre, aux yeux de l'Europe et de tous les Français, l'accord qui doit régner entre l'autorité du gouvernement français et l'autorité du chef de la religion catholique. Elle montrera que la pratique des devoirs religieux et celle des devoirs politiques ne sont pas incompatibles. Elle réfutera la calomnie des imputations que l'Angleterre ne cesse de faire contre la France ; elle dévoilera enfin l'absurdité et l'hypocrisie de ses suggestions.

J'ai lieu de croire, cit., qu'avant que vous arriviez au lieu de votre destination, l'objet de la négociation qui a été ouverte entre l'agent du Saint-Siège et moi, sera rempli, et que les articles dont nous sommes convenus, seront déjà ratifiés par le Souverain Pontife. S'il en était autrement, le premier objet de votre mission doit être de déclarer à ses ministres, que le gouvernement de la République ne peut entendre à aucune modification dans le projet auquel il a donné son approbation. Vous leur ferez sentir que, quelque justes que soient les clauses auxquelles il a souscrit, il est placé entre deux classes d'obligations auxquelles il se doit également. L'amour de la liberté a sans doute abusé de ses forces ; mais l'amour mal éclairé de la religion n'a pas moins abusé des siennes. Le gouvernement veut rendre à la religion les droits qu'elle a perdus ; mais il ne veut ni ne peut consacrer des prétentions abusives. Il ne veut ni ne peut laisser à d'anciennes usurpations, dont le temps et les événements ont fait justice, la faculté de restreindre l'usage légitime de la liberté politique. Il veut enfin que la religion en France soit une faculté, un droit social, et non pas une puissance.

Si, comme il y a tout lieu de le penser, le Saint-Père a ratifié les articles convenus et adopté le projet de bulle qui lui a été présenté par son ministre, tous vos soins doivent se porter à confirmer et fortifier les dispositions conciliatrices de la cour de Rome. Il est important, pour le bien commun des deux puissances, que l'accord qui les aura rapprochées se maintienne ; que

France, et que ce serait une tache à la générosité du caractère du gouvernement français, et à la modération du gouvernement romain, si cette médiation était vaine pour les intérêts et la sûreté de ceux qui sont fondés à la réclamer.

Vous trouverez ci-joint un mémoire, qui vous indiquera les principales réclamations auxquelles vous devez donner votre appui. Celles sur lesquelles il importe d'insister sont, d'abord la garantie des propriétés nationales acquises par les Français, et ensuite la demande d'indemnités pour des citoyens recommandables, tels que les frères Piranesi et le savant Visconti, que leur attachement pour la France, la renommée qu'ils ont acquise, et leur volonté manifestée de consacrer leurs travaux à la gloire de la France, nous font chérir et compter désormais au nombre de nos concitoyens.

P. S. — En vous parlant du rétablissement de la puissance temporelle du Souverain Pontife, je ne vous ai rien dit de la circonscription de ses Etats. Elle dépendra des circonstances et d'une foule de combinaisons qui ne sont pas arrêtées, et dont les événements vous instruiront. En attendant, vous éluderez toute espèce de discussion sur cet objet.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

325. — Mémoire pour Cacault.

Paris, 28 ventôse an IX (19 mars 1801).

Les vicissitudes auxquelles a été soumis l'Etat romain depuis la rupture du traité de Tolentino, y ont donné lieu à des mutations de propriété, à des engagements du gouvernement romain envers un certain nombre de particuliers, puis à des spoliations, à des séquestres, à des persécutions envers ceux qui s'étaient prononcés en faveur de la France. La paix avec le gouvernement actuel de Rome doit consolider les engagements pécuniaires pris par celui qui l'avait précédé. Ils ont eu pour objet l'acquit d'un service public ; et les particuliers intéressés ont d'autant plus le droit d'en réclamer l'exécution, qu'ils ont traité de bonne foi avec l'autorité qui subsistait alors, et que les nouveaux gouvernements héritent des dettes et des charges de leurs devanciers.

Voici quelques-unes des plus importantes réclamations :

Le consulat romain, fit le 22 prairial an VI, avec la compagnie Cavagnari un traité pour la totalité des fournitures et services militaires qui étaient à sa charge. Cette compagnie fit pendant quatre mois des fournitures, dont il ne lui fut payé qu'une très faible portion. Il lui était dû par le Consulat romain près de six millions et demi lorsque les Français évacuèrent Rome ¹.

D'autres personnes, françaises ou romaines, ont eu sur le gouvernement d'alors différentes créances relatives à un service public : il est naturel que leurs droits soient reconnus et leurs créances garanties.

Quelques citoyens reçurent, en remboursement des avances qu'ils avaient faites, différents biens nationaux dont on les a dépouillés depuis. Leur acquisition avait été légitime, puisqu'ils étaient investis de ces domaines par le gouvernement romain. Il est juste qu'ils rentrent dans leurs propriétés, ou que du moins on leur en rembourse la valeur, dans le cas où le Saint-Siège voudrait appliquer ces propriétés à des établissements d'utilité publique. Ces acquéreurs de domaines nationaux sont Romains pour la plupart ; mais comme ils croyaient alors pouvoir stipuler sous la garantie française, il est juste que le gouvernement de la République intervienne en leur faveur.

Les Romains qui ont été non seulement persécutés, mais dépouillés, parce qu'ils avaient montré de l'attachement pour les Français, ont également droit à l'intérêt de ceux pour lesquels ils s'étaient compromis et à la restitution de leurs propriétés. Dans le nombre de ceux qui ont essuyé tous les effets du ressentiment et de la haine, et qui cependant paraissent les plus recommandables par leurs qualités personnelles ou par leurs connaissances, sont : M. Giustiniani, dont la conduite à Paris a tou-

¹ La République romaine ayant pris à sa charge, par la convention secrète du 26 mars 1798 (voir t. I, p. 413, note), l'entretien des troupes françaises et auxiliaires stationnées sur son territoire, s'était vue dans l'impuissance de remplir cet engagement avec ses ressources ordinaires. Elle avait passé le 15 juin 1798 un marché avec P. Cavagnari, banquier de Plaisance, et ses associés, moyennant un paiement en biens nationaux. Le marché fut ratifié par une loi du 21 juin. Au moment de la retraite des Français, la compagnie Cavagnari obtint un arrêté de liquidation (du 29 sept. 1799) qui la reconnaissait créancière d'une somme de 1,300,000 piastres.

jours été sage, mesurée et exempte du moindre reproche ; Visconti, l'un des savants qui honorent le plus l'Italie ; les frères Piranesi, qui avaient rassemblé un grand nombre d'objets d'art, nécessaires à celui de la calcographie dont ils s'occupent avec tant de succès. Il serait inutile de citer d'autres noms. Tous les hommes dont on a séquestré ou confisqué les propriétés, pour les punir de leurs opinions politiques, ont droit d'en demander la restitution ; et il appartient à la France de la leur faire obtenir, par une clause générale qui s'applique à leurs positions individuelles.

Il paraît que la plupart des objets d'art réclamés par eux, ont été enlevés par les Napolitains. Le ministre chargé de traiter avec Naples a reçu à cet égard des instructions ; mais s'il n'obtient rien sur ce point, ce serait au gouvernement romain que les réclamants auraient recours ; et il en est réellement responsable, comme il l'est, d'une manière plus directe, pour tous les objets séquestrés ou confisqués qui sont demeurés à sa disposition.

Quelques agents du gouvernement français ont été dépouillés à Viterbe¹ ; ceux qui n'ont pas reçu d'indemnité sont les cit. Mangourit, alors commissaire à Ancône ; Lefebvre, secrétaire de la commission du gouvernement à Malte ; et Artaud², secrétaire attaché à la même commission. Il est juste que le gouvernement, sur le territoire duquel a eu lieu cette violation, en accorde l'indemnité. Sans doute le gouvernement romain ne peut pas être responsable de toutes les pertes individuelles éprouvées sur son territoire : nées des malheurs de la guerre, elles ont porté plus ou moins sur toutes les villes, sur tous les partis, sur tous les Français qui se trouvaient alors établis dans cet Etat.

¹ Cet événement remontait à l'invasion de la République romaine par les Napolitains, à la fin de 1798. Les autorités romaines et françaises ayant dû fuir de Rome, pendant la nuit du 26 au 27 novembre, plusieurs agents français, entre autres Méchin, Mangourit, Lefebvre, Artaud furent retenus à Viterbe par une insurrection populaire. Ils étaient restés enfermés dans la ville pendant vingt-sept jours, et leur vie avait été plusieurs fois en danger.

² Artaud venait d'être nommé, le 20 mars, « secrétaire de la légation française à Rome. » Il était alors âgé de 28 ans. Après avoir débuté dans la vie politique par les fonctions de secrétaire de la commission du gouvernement à Malte, il s'était employé à Rome, à l'ambassade française près la République romaine, et depuis son retour à Paris avait fait partie d'une commission chargée de distribuer des secours aux Italiens réfugiés.

slativo per conseguenza¹, riscontro col massimo piacere i due veneratissimi dispacci dell' Em. V. de' 28 febbraio e 7 corrente ². L'esattezza della sua amica nel ricevere e consegnarmi i dispacci è veramente maravigliosa. Si è persuasa finalmente di tener nota della spesa della posta, e così mi prevalerò anch' io più volentieri dell' istesso mezzo per trasmettere i miei.

Lodato però il cielo che tutte le mie lettere van giungendo alle mani di V. Em.; e così potrà conoscere che se male eseguisco i suoi ordini, non li dimentico però in tutte le sue parti.

È ben consolante la condotta tenuta dal sig. generale Murat. Sò che egli ha dato al Primo Console un esatto e vero dettaglio della miserabile nostra situazione, e non dubito che s'impegnerà egualmente per le Legazioni, e desidero che lo faccia con buon successo. La memoria datagli da V. Em., e che esser non poteva meglio concepita, non sò se l'abbia ancora trasmessa. Mi rincresce che non abbia prima pensato all'impiego di ministro, conferito già al sig. Cacault. Credevo veramente che fosse più lungo il soggiorno del sig. generale in Roma, e che sarebbe invitato ad organizzare la poca nostra truppa. È interessante quanto di lui è riferito nel nostro foglio del *Cracas*, che sarà messo sotto gli occhi del Primo Console, che non sdegna qualche volta di gettare un'occhiata sopra di questo miserabile gazzettino ³.

Consegnerò domani, essendo oggi decade, la credenziale al ministro delle relazioni estere ⁴. Non dubito che sarà ben accolta; ma mi pare che a questa vi dovesse andare unita la credenziale a me per il Primo Console, che forse già V. Em. a me ha trasmessa col mezzo del sig. generale Murat, ma che non ho ricevuta. Se la necessità non esige diversamente, io non spie-

¹ Le traité de Lunéville, ratifié à Paris le 16 mars, fut présenté le lendemain au Corps-législatif et converti en loi le 19. Le 21, jour de la dépêche de Spina, la session fut déclarée close. Il était évident que le gouvernement français craignait de s'exposer à des délais, s'il attendait de Rome une réponse qui lui permit d'unir la paix religieuse à la paix avec l'Empereur.

² Pièces nos 292 et s., 300 et s.

³ Cette feuille s'appelait communément *le Cracas*, du nom de l'imprimeur qui la publiait à Rome. Elle paraissait deux fois par semaine sous le titre « Diario ordinario... in Roma presso il Cracas, incontro il palazzo Rinuccini, con approvazione. »

• ⁴ Pièce n° 303.

gherò sicuramente carattere pubblico, che all' ultimazione del concordato sopra gli affari di religione.

Non dubito di sentirmi annunziare, col primo dispaccio che riceverò da V.Em., l'arrivo del corriere Livio, e del sacro pegno che porta seco, persuaso che animerà sempre più nel pubblico la buona opinione, fatta concepire dal sig. generale Murat verso l'attual governo francese.

Avrà conosciuta V.Em. da tutta la mia posizione, quanto io ho insistito acciò la religione cattolica dichiarata fosse « dominante » o « nazionale ». Il primo termine offende troppo queste orecchie repubblicane. Nemmeno il secondo si può ancora adottare senza eccitar una guerra nel contrario partito. La sarà di fatto, subito che solennemente si dichiara che è la religione « della gran maggioranza della nazione », la quale, secondo il sistema istesso repubblicano, costituisce la sovranità ¹.

Ho veduto il sig. conte di Cobenzl, uomo amabilissimo ed espertissimo ministro. Egli s'interessa molto acciò siano resi alla casa Albani i beni di Urbino; ed io continuo ad insistere per quelli del sig. duca Braschi. La molteplicità degli affari qualche volta rende tarda l'esecuzione degli ordini del Primo Console. Mi sono arbitrato di promettere a qualche persona che può aver parte nel sollecitarla, che il sig. duca sarà riconoscente alla sua attenzione. Non vorrei che il sig. duca trovasse irregolare e troppo arbitraria la mia promessa.

Si aspetta questa mattina in Parigi il sig. cav. Azara²; e lunedì ³ al più tardi sento che parta per Napoli il sig. M^{re} del Gallo, che procurerò di vedere prima della sua partenza, per consegnargli qualche lettera.

Accludo all' Em. V. una lettera del sig. Cacault, che deve esser partito ieri; ma non lo so di preciso.

Non ho ricevuto la nuova lettera di credito del sig. Lavaggi: non dubito che si darà tutto il pensiero per la mia esistenza.

¹ Voir t. I, p. 307.

² Mgr Casoni mandait le 28 février à Consalvi, que M. de Azara, venu à Madrid le 30 janvier, en était reparti le 24 février pour Paris, après de longues conférences avec le roi et les nouveaux ministres, dont il possédait la confiance (Arch. du Vatican). — Le chev. Azara arriva en effet à Paris le 21 mars (départ de Muzquiz, du 23 mars).

³ Le 23 mars.

le umilio i complimenti del R. Caselli, e con tutta la più possibile venerazione, etc...

S. — Mi unisco a tutti i buoni a consolarmi che addottato si una volta il sistema del libero commercio, e mi permetta V. che gliene faccia i miei complimenti.
(ultes, *Arch. de Caprara*).

327. — Spina a Consalvi.

• 46 en chiffres)

Parigi, 21 marzo 1801.

benissimo concepita, a mio giudizio, la lettera diretta al istro Talleyrand; ma mi pare che oltre a questa, secondo il ume, vi dovesse essere unita una credenziale per me di auzzazione a trattare degli affari temporali, per esser da me segnata al Primo Console. Poco esperto in queste materie, nformerò meglio prima di consegnare la lettera, e se mai a credenziale è necessaria, ne attribuirò a sbaglio della segre- la mancanza nel piego; e non dubito che al ritorno di Livio fornito di tutto ciò che è necessario secondo le formalità, o per trattare e concludere la trattativa delle cose spirituali, ato per trattare delle temporali. Avvertii già V. Em., che si derano da questo governo, per gl' indicati oggetti, separate enziali.

on perdo di vista la restituzione delle Legazioni, ed ho mo- di credere che il sig. conte di Kolytchev già abbia avan- degli uffici perchè siano rese a Sua Santità. Converrà però, o, V. Em., che non si può parlare che con somma delic- a del compenso, che per giustizia è dovuto a Sua Santità per stati di Avignone e Carpentrasso. Già è stato soggetto di ele il compenso, egualmente giusto, che chiede per la Savoia ntado di Nizza il re de Sardegna. Immagini adunque qual catezza ci vuol per noi; e dobbiamo pur disgraziatamente uaderci, che se ci si renderanno o tutte o in parte le Lega- i, si pretenderà che sia considerato per un atto di pura ge- sità, e non di precisa giustizia, quale realmente deve con- rarsi.

A accennai all' Em. V. le buone disposizioni del Primo Con- per Benevento. Ne parlerò di nuovo al ministro, e non du-

bito che, per questa parte, si avr
stenza che si desidera.

È serissimo certamente l'affare
cipati ecclesiastici di Germania.
parlarne seriamente al Primo Co
stro, al quale penso, anzi in seg
tare una nota ufficiale su tale og
chesini ed a Cobenzl, perchè ai
acciò abbiano effetto. Ma pens
discorso con Kolytchev, al quale
vazione del Corpo germanico, n
lito, e impegnerò per quanto è
sostenermi.

Prevenni già l'Em. V., nei m
derio dimostrato dal Primo Co
fra Sua Santità e Paolo I, per g
nel mio n° 43, che non mi sarci
teria, senza le precise istruzioni
che Paolo I gradisce egualmen
sola però fatta dal Primo Co
all' istanza fatta dalla corte di S
Console ha fatto intendere di n
teria.¹ Spero che queste istesse
ranno un ostacolo a qualunque
di Spagna, per la negativa data

Non è stato possibile al M^{te} d
cuna per la sua corte, ed ecco

¹ Dans une dépêche chiffrée du 15
« ... Mgr Spina mi scrisse ultimamente
manifestato il desiderio che non si facesse
che non ho creduto opportuno di manif
a detto prelato, che non sapeva combina
curava dei beni appartenenti alla Religi

² M. de Gallo s'était rendu à Paris, et
partie par ordre de la reine Marie-Car
être blâmé par son gouvernement. « Le
dépêches de sa cour par la voie du mini
nent que S. M. Sicilienne désavoue sa
regardés comme insuffisants pour y
(Dép. de Cobenzl, du 26 mars). — Le 11

i non ha potuto mai abboccarsi col Primo Console. Si vogliono questo governo presidiare colle sue truppe i porti del re-
 ' ; cosa alla quale non ha potuto il M^{te} del Gallo assolutamente arrendersi. Si vedrà cosa si risolve costì. Pare che il mi-
 ro russo non abbia esternato per questa parte l'impegno, che
 quello di Napoli si sperava.

Nulla vi è ancora di concluso per le cose del Piemonte. Vor-
 be questo governo trattare separatamente col M^{te} di San-Mar-
 , piuttosto che col ministro russo ; ma non potrà riuscirvi.

lo stato delle cose è però ben critico per tutti. Si tratta qui
 ministro russo, e sembra il governo disposto ad ogni sacrifi-
 a riguardo di Paolo I ; ma si vuole che Paolo I, non curando
 ferte fattegli di un ingrandimento in Turchia, non sia di-
 sto a lasciare i Francesi in Egitto. Frattanto si vuole che si
 ti egualmente da questo governo la pace coll' Inghilterra ; e
 tamente il conte di Cobenzl, quantunque abbia fatta la pace,
 i terrà le mani alla cintola per migliorare, se è possibile, la
 te del suo sovrano. Nel tempo istesso si conviene da tutti, che
 nghilterra e l'Imperatore facciano tutti gli sforzi per collegarsi
 vamente colla Russia. Esamini attentamente l'Em. V. questo
 o di cose, e all' aspetto delle varie ma possibili combinazioni
 si possono dare, calcoli qual prudenza si voglia per non
 are in qualunque evento con alcuna Potenza compromessi.

(ultes, Arch. de Caprara).

.. se croit joué par Acton ; il en est d'autant plus décidé à quitter entière-
 t les affaires. »

Cobenzl à l'Empereur. Paris, 26 mars 1801. « ...Bonaparte me protesta qu'il
 prêt à assurer l'intégrité du royaume de Naples, sans en exiger un pouce
 errain pour qui que ce soit, mais qu'il ne pouvait absolument pas se dis-
 cer, tant que durerait la guerre en Egypte, de laisser dans les Etats napolé-
 s un corps de six mille hommes pour assurer ses communications ; que cela
 rait peut-être durer six mois, un an ; mais qu'en un mot c'était indispensa-
 qu'une force pareille, qui se tiendrait toujours à cent lieues de la ville de
 es, ne pouvait donner de justes inquiétudes à S. M. Sicilienne, d'autant que
 oldats français observeraient la plus stricte discipline et serviraient plutôt à
 écher les troubles qu'à les fomenter ; qu'en y laissant un moindre nombre
 roupes, elles seraient exposées à être égorgées par les habitants du pays.
 remier Consul soutient qu'Ancône ne pouvait jamais lui être de la même
 té que le port de Tarente, dont il lui était impossible de se passer.. »
 h. de Vienne).

**328. — Rapport de Bernier à Talley
circonscription.**

Paris, 4 germinal an 10

Je vous adresse le plan définitif de la division des évêchés catholiques, conformément au projet de l'Assemblée, entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

J'ai diminué, autant que l'économie l'exigeait, le nombre des premiers siégeants ; mais des temps plus heureux permettront, au gouvernement d'y en ajouter d'autres. Il solera les catholiques, et le projet aura moins de

J'ai cru devoir conserver dix métropoles, fondé sur le principe que si l'Assemblée constituante en jugeait dix le sont à plus forte raison aujourd'hui, vu l'étendue de territoire et de population que la France vit

J'ai suivi l'ordre actuel des divisions militaires, mais j'ai écarté que pour la Lys, la Loire-Inférieure, la Charente, parce que les localités l'exigeaient. Les changements, loin de nuire aux divisions navales, avaient au contraire qu'à les arrondir.

J'ai donné une étendue plus considérable aux évêchés du sud de la France, qu'à ceux du nord, de l'ouest et du centre, que, dans les contrées méridionales, la différence est plus marquée et le catholicisme moins domi-

J'ai choisi de préférence, pour y placer les siégeants, les villes les plus portées pour la religion, et ces évêchés sont vacants, afin d'assurer de plus en plus l'exacte exécution l'exécution parfaite des projets salutaires.

J'ai cru préférable de faire, dans les quatre départements réunis, de nouvelles érections, pour faciliter les négociations ou discussions avec les princes allemands.

¹ Les départements de la rive gauche du Rhin, formés en partie des dépendances des électors ecclésiastiques de Mayence, avec celles de l'évêché de Spire.

tuels des archevêchés et évêchés supprimés dans ces départements.

J'ai placé, au moins provisoirement, le siège archiépiscopal de Tours et d'Angers réunis, à Angers, parce que l'archevêque de cette métropole devra influencer sur l'Ouest, pour y maintenir directement la paix ; qu'Angers est plus central, plus voisin de tous les autres départements ci-devant insurgés, plus énergique et mieux disposé que Tours, qui n'a rien fait dans la Révolution que détruire et s'enrichir.

J'ai cru devoir, dans ce rapport très abrégé, vous retracer une partie des motifs qui m'ont dirigé. Puissent-ils, ainsi que le plan que je vous propose, entrer dans vos vues et mériter votre approbation !

Je vous observe que cette décision est de plus en plus urgente. Nous attendons, au premier jour, la ratification du projet adressé au Souverain Pontife. Or la prudence veut que tout soit terminé à cette époque et paraisse en même temps, pour que l'intrigue ne s'occupe ni des nominations, ni de la fixation des évêchés.

Recevez, cit. ministre, l'assurance du zèle qui m'a dicté ces réflexions, et l'hommage de mon profond respect.

Tableau général des Evêchés catholiques à conserver en France.

1^{re} métropole : Cambrai.

1. Cambrai,	Nord,	h. 808.147.
2. St-Omer,	Pas-de-Calais,	532.741.
3. Tournay,	Lys et Jemmapes,	775.779 vacant.
4. Gand,	Escout,	578.550 vacant.
5. Anvers,	Deux-Nethes et Dyle,	650.070 vacant.

2^e métropole : Reims.

6. Reims,	Marne, Meuse, Ardennes,	802.623.
7. Metz,	Moselle, Forêts,	573.011.
8. Deux-Ponts,	La Sarre, Mont-Tonnerre,	700.000 à ériger.
9. Coblenz ou Aix-la-Chapelle,	Rhin-et-Moselle, La Roer,	863.909.
10. Namur,	Ourthe, Sambre-et-Meuse, Meuse-Inférieure,	677.764.

3^e métropole : Besançon.

11. Besançon,	Doubs, Haute-Saône,	500.951 vacant.
12. Strasbourg,	Haut et Bas-Rhin,	778.891.
13. St-Claude,	Jura et Ain,	573.160.
14. Nancy,	Meurthe et Vosges,	640.590.

4^e métropole : Paris.

15. Paris,	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne,	1.467.285.
16. Orléans,	Loiret, Loir-et-Cher, Eure-et-Loire,	753.766 vacant.
17. Troyes,	Aube et Yonne,	545.530.
18. Langres,	Haute-Marne, Côte-d'Or,	562.435.
19. Autun,	Saône-et-Loire, Nièvre,	679.585 vacant.
20. Soissons,	Aisne et Oise,	763.806 vacant.

5^e métropole : Rouen

21. Rouen,	Seine-Inférieure,	640.890 vacant.
22. Amiens,	Somme,	466.998.
23. Bayeux,	Calvados,	484.212 vacant.
24. Coutances,	Manche,	538.008 vacant.
25. Evreux,	Eure, Orne,	813.180 vacant.

6^e métropole : Tours.

26. Tours,	Indre-et-Loire, Maine-et-Loire.	707.417 séant à Angers, vacant.
27. Le Mans,	Mayenne, Sarthe,	708.921 vacant.
28. Nantes,	Loire-Inférieure,	451.366.
29. Quimper,	Finistère, Morbihan,	857.976 vacant.
30. Rennes,	Ille-et-Vilaine,	541.840.
31. St-Brieuc.	Côtes-du-Nord,	530.341.

7^e métropole : Bourges.

32. Bourges,	Cher, Allier, Creuse,	710.937.
33. Poitiers,	Vienne, Haute-Vienne, Indre,	708.766 vacant.
34. Luçon,	Vendée, Deux-Sèvres,	547.490.
35. Saintes,	Les deux Charentes,	740.323 vacant.

8^e métropole : Bordeaux.

36. Bordeaux,	Gironde,	557.558.
37. Bayonne,	Landes, Basses-Pyrénées,	617.871 vacant.

MURAT A ROME

Dordogne, Corrèze,	695.882.
Lot, Lot-et-Garonne,	726.840 vacant.
Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Gers,	873.584.
Aude, Ariège, Pyrénées-Orientales,	525.410 vacant.

9^e métropole : Lyon.

Rhône, Loire, Haute-Loire,	905.285 vacant.
Puy-de-Dôme, Cantal,	749.030 vacant.
Ardèche, Lozère, Gard,	715.559 vacant.
Aveyron, Tarn, Hérault,	876.944.

10^e métropole : Vienne.

Isère, Drôme,	672.619.
---------------	----------

u-

Leman, Mont-Blanc, Hautes-Alpes,	604.922vacant.
Var, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes,	500.728 vacant.
Bouches-du-Rhône, Vaucluse,	505.959 vacant.
Ile de Corse,	230.530 vacant.

al général : 50 évêchés et métropoles,

dont à ériger,	2
vacants,	22
occupés,	26

evêchés [sont] devenus simples évêchés.
vol. 930).

port de Bernier à Talleyrand sur les nominations.

Paris, 4 germinal an IX (25 mars 1801).

se, conformément aux désirs du Premier Consul
leux listes de nomination aux évêchés catholiques
rance. La première offre les noms des anciens ti-
ges et prudents au milieu de la Révolution, se
de toute exagération, qui aiment leur troupeau,
n'opposeront jamais à la bienfaisance du gouver-
gnance pour ses lois et la résistance à ses volon-
e renferme les noms des ecclésiastiques vertueux

et méritants, que je crois dignes de l'épiscopat et capables de faire aimer, par la sagesse de leurs principes, la religion à tous les Français, quels que soient leurs sentiments et leur opinion.

Je les ai choisis sur toutes les parties de la France et dans toutes les classes. Je n'ai eu égard qu'au mérite, à la modération, à la sagesse, aux qualités aimables qui conviennent aux ministres de Dieu. J'ai écarté toutes préventions ; j'étais, en traçant ces noms, tout à l'Etat et à l'Eglise, et rien à mes amis.

Le nombre des éligibles surpasse celui des places. Cette abondance console, à la suite d'une longue révolution. Elle facilite le choix ; et ce qui ne peut convenir à l'un, tombe aisément sur l'autre. Si néanmoins l'on désire que j'abrège la liste et la réduise au nombre des évêchés, je le ferai sans difficulté.

Si l'on veut également que je désigne les sièges auxquels je les crois propres, je dirai avec la même franchise mon opinion sur cet objet, et désignerai suivant mes faibles lumières les sujets et les sièges.

J'estime qu'il serait impolitique de placer dans la ci-devant Belgique, des hommes de ces contrées. Il y existe deux partis essentiellement divisés, qui se haïssent ; ni les chefs de l'un, ni ceux de l'autre ne peuvent avoir une confiance suffisante. Il faut des hommes étrangers et nouveaux pour les rallier.

J'observe encore que, parmi les anciens évêques qui seront conservés, il sera politique et sage de faire des translations à d'autres sièges. Quelques-unes sont nécessitées par les suppressions ; d'autres le sont par les circonstances. Il est important que ceux contre lesquels il existe des préventions dans leurs anciens diocèses, en obtiennent de nouveaux où la même répugnance ne sera pas à redouter.

Je terminerai ce rapport, en vous conjurant de nouveau de travailler aux nominations le plus promptement possible. Le temps presse. Prévenez l'intrigue ; empêchez qu'elle ne se glisse dans une institution si vivement désirée. Que tout soit prêt et proclamé le même jour.

—

I

Liste et tableau des anciens Evêques français, dignes d'être con-

servés, par la sagesse de leur conduite, leur soumission et la modération de leurs principes :

de Boisgelin, archevêque d'Aix, savant, très estimé.
 de Juigné, archevêque de Paris, vénéré pour ses vertus.
 de La Luzerne, évêque de Langres, savant et considéré.
 Moreau, évêque de Maçon, soumis et dans son diocèse.
 de Barral, évêque de Troyes, soumis et savant.
 de Talleyrand, archevêque de Reims, très estimé.
 de Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons-sur-Marne, parent du Pape.
 de Roquelaure, évêque de Senlis, soumis et présent.
 de Machault, évêque d'Amiens, vertueux et soumis.
 de Lorry, évêque d'Angers, présent.
 Cortois de Pressigny, évêque de Saint-Malo, vertueux et présent à Paris.
 de Bernis, archevêque d'Albi, maintenant à Pétersbourg.
 de Cicé, archevêque de Bordeaux, savant et soumis.
 de Coucy, évêque de La Rochelle, vertueux et estimé.
 La Neuville, évêque de Dax : il autorise la soumission.
 de Mercy, évêque de Luçon, soumis et très estimable.
 de la Tour du Pin, archevêque d'Auch, vertueux et soumis.
 de Noé, évêque de Lescar, instruit et soumis.
 Cortois de Balore, évêque de Nîmes, estimé et présent.
 de Bausset, évêque d'Alais, présent, éclairé et soumis.
 de Fontanges, archevêque de Toulouse, vertueux et soumis.
 de Maillé, évêque de Saint-Papoul, présent et soumis.
 de Belloy, évêque de Marseille, présent, soumis et estimé.
 d'Aviau, archevêque de Vienne, estimé, vertueux, présent.
 Paget, évêque de Genève, très estimé.
 Castellane, évêque de Lavaur, estimable et pacifique.
 de Beaumont, évêque de Vaison, présent et estimé.
 Asseline, évêque de Boulogne, est savant et estimé.
 de La Galaisière, évêque de Saint-Dié, porté pour la soumission.
 de Verclos¹, évêque de Mariana en Corse, estimé.

¹ Mgr de Joannis de Verclos est mort, deux mois plus tard, à Pérouse.

te première classe : je désire qu'on leur offre des moyens de faire avec nous qu'un cœur, qu'une âme et une église.

—

II

Liste des Ecclésiastiques français méritants, que l'on pourrait avoir à l'épiscopat ¹:

.

—

Récapitulation.

Il suit des deux tableaux ci-dessus, que sur cinquante titulaires à nommer pour la France, en vertu de la nouvelle circonscription, on propose quarante évêques de l'une et l'autre portion de l'église, ancienne et constitutionnelle, et cent quarante-deux pasteurs du second ordre : ce qui forme une liste totale d'environ deux cents éligibles, et par conséquent, le choix à peu près égal d'un sur quatre ; ce qui donne une grande facilité.

Il en est qui peut-être ne paraîtront pas avoir des talents supérieurs. Que l'on ne s'en étonne pas : ils sont rares aujourd'hui.

Il n'est pas d'ailleurs toujours ce que l'on demande. Rarement les talents sont sans ambition ; or il n'en faut pas pour calmer les esprits dans la suite d'une longue révolution. Une bonne tête, un jugement sain, des vues charitables, un caractère doux et conciliant, voilà ce que demande la France dans le moment actuel.

J'aurais désiré pouvoir désigner un plus grand nombre de pasteurs dans l'église constitutionnelle ; mais, je le répète, je n'ai pas assez les connaître pour les bien juger, et j'aime mieux avouer mon ignorance sur cet objet, que de prononcer sur eux d'après le préjugé que la passion inspire à ceux qui ne pensent pas comme moi.

Je veux être impartial et franc. Je cherche à unir tous les cœurs, à donner à tous une même direction, une même opinion. Il y a dans tous les partis des têtes exaltées : vouloir juger chaque

¹ Nous avons supprimé ce second tableau, composé en grande partie de pasteurs généraux, dont plusieurs sont parvenus plus tard à l'épiscopat.

parti par ce qu'elles ont fait dans la Révolution, mettre une injustice criante. Il vaut donc mieux les événements de la Révolution, et ségréger dans ce qui s'est acquis une réputation de sagesse et de former un tout qui tende au bien général. Aussi dans mes listes les hommes de talent qui avaient j premier serment, indistinctement.

Puisse ce travail remplir vos vues, et accélérer nous attendons!

(Cultes, carton 1).

330. — Murat au ministre de la Guerre.

Florence, 21 ventôse an IX (12 mars 1801).

Conformément à vos ordres du 7 courant (26 février)¹, j'ai annoncé au général napolitain que les hostilités recommenceraient le 1^{er} germinal (22 mars) ; je lui ai en même temps proposé de conclure avec lui un nouvel armistice d'un mois et aux conditions que vous m'avez indiquées². Vous trouverez ci-joint une note de M. le chev. de Micheroux en réponse à ma déclaration, ainsi que mes observations à cette note³. J'attends avec impatience le résultat de la détermination que doit prendre la cour de Naples : dans tous les cas, je commencerai mon mouvement sur les frontières du royaume de Naples les premiers jours de germinal⁴. Les pleins pouvoirs pour traiter de la paix sont annoncés à M. de Micheroux ; ainsi j'espère que nous nous arrangerons pour le nouvel armistice. Le retard que j'éprouve sur la réponse à ma dépêche du 29 pluviôse (18 février) me fait présumer que la paix avec Naples se traite à Paris, et que je vais en recevoir la nouvelle d'un moment à l'autre⁵.

Je vous réitère, cit. ministre, que mes besoins deviennent

¹ Reçues le 6 mars, ces dépêches ne faisaient vraisemblablement que répéter les ordres du P. Consul (pièce n° 261) qui étaient partis le 20 février de Paris et étaient arrivés dès le 1^{er} mars à Florence.

² Ces conditions étaient littéralement celles que le P. Consul avait dictées le 19 février (pièce n° 261). Elles venaient d'être notifiées, avec la dénonciation de l'armistice, sous forme d'une note adressée par Murat le 9 mars, non au général de Damas, mais au chev. de Micheroux. Ce chev. était venu de Foligno à Florence, vers le 4 mars ; et deux jours après, entendant parler du projet des Français sur le golfe de Tarente, il avait interrogé Murat à cet égard (Dép. de Micheroux à Acton, du 10 mars).

³ Les deux pièces étaient datées également du 9 mars. La note de Micheroux invoquait principalement la promesse écrite de Joseph Bonaparte, à Lunéville, que les hostilités contre Naples cesseraient lorsque la paix serait conclue entre la France et l'Autriche (note de Joseph du 31 janvier, dans Du Casse, t. II, p. 296). Dans sa réponse, Murat maintenait ses premières déclarations.

⁴ Un ordre du jour, daté de Florence le 20 ventôse (11 mars), annonçait à l'armée que les hostilités contre les Napolitains pourraient recommencer le 22 mars.

⁵ Quelques heures après avoir achevé cette lettre, Murat écrivait au P. Consul : « M. le chev. de Micheroux a reçu ses pleins pouvoirs : je pense que c'est trop tard, et que je vais recevoir la nouvelle que vous avez fait la paix avec M. Gallo. »

chaque jour plus urgents... Je ne vous demande rien pour l'assistance des troupes et pour les différents services de l'armée, mais les fonds pour la solde et l'arriéré me sont indispensables.

P.-S. — Je vous fais passer... le tableau des objets d'art que la République française avait laissés à Rome, ainsi que ceux des objets ont été enlevés par les Napolitains et condamnés à Naples. Je vous ai demandé par mes précédentes vos intentions sur la conduite que je devais tenir à cet égard...

(Guerre; Armée d'observation du Midi).

331. — Labrador à Cevallos.

Roma, 10 de marzo

El tratado de paz de Lunéville ha suscitado en el gobierno pontificio una cierta inquietud, por haberse divulgado que el señor Infante duque de Parma no conservará su antiguo estado, y que en cambio de éste estado se le dará la Romagna, que al estar contigua á la Toscana, es más propia para unirse á ella que el Ducado.

La Romagna es, de las tres Legaciones, la que deja mayor utilidad al estado pontificio ; y todos los esfuerzos de este gobierno se dirigen á recuperarla. Sobre esto se ha escrito al Santo Padre al emperador de Rusia ; y la esperanza de que el M. Imperial proteja esta pretension es la causa de las disposiciones favorables que la corte de Roma empieza á manifestar acerca de reconocer á aquel soberano como gran maestro de Malta.

La opinion general es que la República cisalpina llegará naturalmente hasta el Pó, y quedando de esta manera excluida la Romagna de aquella República, no es extraño que el gobierno pontificio pretenda aquella fértil provincia, ni es tampoco extraño que el mismo gobierno tema la agregacion de dicha provincia á otro estado. Yo no sé hasta qué punto son fundadas sus esperanzas, ni tampoco sé si sus temores tienen algun antecedente ; pero la Romagna es seguramente el único territorio que, unido á la Toscana, haria al soberano de ella el más poderoso de Italia despues de S. M. Siciliana. La Romagna, antes de su agre-

la, daba al erario pontificio una renta líquida de un
 dio de pesos fuertes, no obstante que las contribu-
 muy moderadas, y que había grandes defectos en la
 ion de ellas¹. Por otra parte, los puertos que la pro-
 Romagna tiene sobre el golfo de Venecia, le dan
 ú ocasion de hacer un comercio ventajoso...

desea noticias más circunstanciadas ó detalladas
 particulares yo podré suministrárselas facilmente...
 5747).

332. — Maury à d'Avray.

Rome, 12 mars 1801.

quelques mois, les relations de Paul I^{er} avec Bonaparte
 aré mon esprit à la scène du 21 janvier²; mais, en
 , ou plutôt en me bornant à la prévoir, sans savoir
 serait avantageuse ou funeste, je n'avais pas deviné.
 hoisir un pareil jour pour manquer si indécemment
 de notre maître. Le temps éclaircira bientôt ce mys-
 est un, comme je le désire pour l'honneur de l'empê-
 sie, qui aura un grand compte à rendre de cette

état officiel, dressé à Rome en mai 1802, la Romagne contenait
 nts. On en comptait 282,000 dans la légation de Bologne, et
 elle de Ferrare. Les évaluations de M. Marescalchi en février
 p. 357, note) font monter à cent mille âmes de plus la popula-
 rovinces, en y ajoutant Pesaro.

l'avait dû quitter Mitau le 22 janvier. Après avoir erré pendant un
 outes couvertes de neige, il arriva à Varsovie, où le roi de Prusse
 donner asile. — En causant avec M. de Cobenzl, le P. Consul lui
 prince [Paul I^{er}] venait de renvoyer Louis XVIII. par une suite
 s de loyauté; qu'ayant reconnu le gouvernement français actuel,
 u pouvoir garder plus longtemps chez lui, celui qu'il avait re-
 t comme le roi de France, puisqu'il ne pouvait pas y avoir deux
 dans le même Etat; que lui, P. Consul, en était fâché, puisqu'il
 mé savoir le Prétendant à Mitau que partout ailleurs. » En rap-
 pos, M. de Cobenzl ajoutait, avec raison: « Je crois plutôt savoir
 de Louis XVIII du territoire russe n'a été nullement une affaire
 is une suite de l'humeur qu'une de ses lettres avait donnée à
 . du 26 mars). C'était en effet une lettre du roi réclamant contre
 de Caraman, son représentant à Pétersbourg, qui avait provoqué
 leur.

journée dans son histoire. Cette proscription affaiblit infiniment ici le parti du roi ; mais elle ne fait pas le moindre tort à sa personne. Le grand nombre croit Paul I^{er} fou, ou du moins demi-fou, ce qui est encore pire, et le traite en conséquence. Les juges plus modérés, qui ne peuvent croire à une si infâme déloyauté, supposent que cette convention concertée entre l'empereur de Russie et Bonaparte, est un acheminement du roi vers son trône. Le Pape, qui m'a paru très affligé de cette nouvelle, n'adopte nullement cette dernière conjecture. Le cardinal Consalvi, qui est et qui sera toujours du parti le plus fort, parce qu'il ne s'intéresse essentiellement qu'à lui seul, m'a dit sous le secret, et m'a assuré avec certitude, qu'on avait obligé le roi de souscrire une proclamation par laquelle il ordonne à tous les royalistes de se soumettre au gouvernement actuel de la France¹. Je lui ai demandé quel pouvait être à ses yeux le prix d'un pareil sacrifice, pour croire à son existence. Il est resté sans réponse. Je lui ai demandé ce que signifiait à son avis la continuation du subside, que Paul I^{er} paye au roi, en l'éloignant de ses États. Il n'a su que me dire. Je me suis contenté de me moquer malicieusement de lui, pour dissiper ses frayeurs et pour décréditer son désespoir, car il voulait me persuader que tout était perdu, pour se délivrer de moi ; et c'est à quoi il ne réussira pas.

Il est arrivé ici avant-hier un courrier extraordinaire de Mgr Spina. On sait qu'il apporta une très longue dépêche en chiffres ; mais il ne transpire absolument rien de son contenu. Je demandai hier soir au cardinal Consalvi s'il était content de ce message. — Il me répondit que Mgr Spina demandait des éclaircissements, et qu'il n'avait pas encore fini de déchiffrer les immenses écritures de ce prélat. — Je lui dis qu'on m'écrivait de Paris, le 11 février, ce qui est très vrai, qu'on croyait Bonaparte d'accord sur tous les points avec Mgr Spina ; qu'en supposant une si étrange harmonie, il s'agissait maintenant de s'entendre avec les évêques de France ; et que j'étais bien sûr que la grande majorité ne se prêterait jamais à aucun serment, ni à aucun arrangement contraire à la fidélité qu'ils ont jurée au roi. « Vous saurez, ajoutai-je, que ce sont des gens de conscience et

¹ Voir t. I, p. 353, note 1.

d'honneur, et qu'ils sont accoutumés à tout sacrifier au devoir. » — Il ne répliqua rien.

J'ai déclaré au Pape que j'avais ordre de Sa Majesté d'assister à tous les consistoires, pour voir s'il ne s'y proposerait rien de contraire aux droits du roi et à l'exécution du concordat, relativement à la promotion des cardinaux et à la préconisation des évêques. Je lui annonçai que, n'étant pas bègue, j'enoncerais et motiverais mon opinion. Le Pape a paru surpris, et je n'ai pas pu pénétrer si c'était de la démarche dont je le menaçais, ou de l'hypothèse que je supposais possible. Il s'est jeté dans de longs lieux communs sur le malheur de sa position, qui le rend entièrement dépendant des Français, sauf sur les devoirs de sa conscience ; sur l'asservissement désormais inévitable de toute l'Europe aux volontés de Bonaparte ; et sur son amour pour le roi, qu'il paraît estimer et aimer sincèrement.

Je me tiens en observation sans pouvoir rien faire, et je mets inutilement en activité tous les moyens possibles pour découvrir ce qu'il m'importe de savoir ; mais le secret est impénétrable. Je croirais plus facile de l'apprendre à Paris qu'à Rome¹. Nous sommes au moment de la crise, et on sent ici avec effroi quel pas terrible on a fait en ouvrant des négociations avec Bonaparte.

(Pap. du card. Maury).

333. — Antonelli à Consalvi.

Da casa, 12 marzo 1801.

Rimando a V. Em. tutte le carte venute coll' ultimo corriere di Parigi, che o poca o niuna relazione hanno col grande affare della convenzione da stabilirsi tra quel governo e Sua Santità, e ritengo presso di me solamente quelli che debbono passare sotto gli occhi di una o più congregazioni.

Qual debba esser il metodo da tenersi nell' esame di questo affare, lo ha già suggerito Mgor Spina nella lettera confidenziale scritta a V. Em. il dì 25 scorso². Egli suggerisce, che al principio

¹ Suit le passage que nous avons reproduit dans le t. I, p. 381, note 1. [La date du 22 mars, imprimée dans cette note, doit être corrigée pour celle du 12 mars].

² Voir à l'Appendice la lettre de Spina [du 14 février]. Comme cette pièce n'était pas datée, le cardinal Antonelli la croyait du 25 février.

si occupino di questa materia il sig. cardinal ma due son pochi,, e per molte ragioni vi si sig. cardinale Gerdil. Se lo è immaginato lo nier, e per questo motivo sì io chè detto E l'onore di una sua lettera.

Convien pensare a un segretario ; e non vi che Mgor patriarca Di Pietro ¹, sì perchè è g materia, sì perchè è il segretario della cong stica. Questa piccola congregazione dovrà pr e poi formare un piano decisivo di rispos Parigi.

Mi prendo la libertà di proporre qui sotto u da scriversi dalla segreteria di stato al sudd ca, e che le servirà soltanto per manifestarle verrei nell' esame e condotta di questo affare ha comandato :

« Sonosi di tanto in tanto ricevuti dalla seg rie lettere di Mgor arcivescovo di Corinto, colle quali ha reso conto della sua negoziazio no per gli affari di religione. Ma finalmente, ier l'altro, si è ricevuto il finale e perentorio Console per venire ad una amichevole concil segreto impenetrabile, e una risposta quasi ist di Nostro Signore ha deputata una particolare paratoria dei tre Emi. cardinali Antonelli, Ge di V.S.I. come segretario, la quale dovrà, al possibile, esaminar tutte le carte, e conferir componenti la stessa congregazione, sul risulta ciascuno ne avrà fatta, e sul modo e tenore del al Primo Console. Ne presenterà quindi un Sua, la quale prenderà poi le sue prudent l'ulteriore condotta e disbrigo di una materi

¹ Mgr Di Pietro doit être placé au premier rang de ceu part aux travaux du concordat. Il était né en 1747. Pie que d'Isaure, et pendant sa captivité l'avait désigné co Di Pietro, après la fin du conclave de Venise, reçut le Jérusalem : il était au nombre des cardinaux réservés t toire du 23 février, et devait être déclaré le 9 août 1802.

io in mano del sig. cardinale Antonelli, come uddetti Emi. cardinali, e con lui V. S. I. potrà tutto l'occorrente. Il cardinale segretario di ipa la notizia, etc. »

egazione più numerosa si determinerà Sua San-
come lo giudicherà espediente...

34. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 14 mars 1804.

trivé ici mardi passé (10 mars) de Paris, a rap-
tue de N. D. que Bonaparte, dès sa première in-
remporta du sanctuaire de Loreto, et que le
le bonheur de pouvoir retirer du Museum na-
ait placée sur une momie d'Egypte. Et c'est par
que Spina a envoyé au Saint-Père le projet du
touchant le rétablissement de la religion catho-
projet qui sera discuté incessamment par une
cardinaux et de prélats, à laquelle Sa Sainteté
et le plus rigoureux, qu'on appelle ici secret du
e pareille réserve, quoiqu'elle empêche sans
re dans leur détail les prétentions des Français
affaires ecclésiastiques, prouve pourtant que
core bien loin, par son plan, de remettre la re-
en France avec toutes ces modalités que le chef
ut [pas] ne pas exiger ; puisque, si cela ne fût
chanté ici de faire sonner haut les bonnes inten-
ement français. Et en général, pour peu qu'on
de la question, on peut bien deviner d'avance
évêques intrus formera le plus grand obstacle à
es affaires ecclésiastiques en France.

lle que soit l'issue des négociations du prélat
et pas moins vrai que les généraux français de
ne cessent de procurer au Pape des désagréments
sans parler de la mode qu'ils ont adoptée de ve-
autre, passer quelques jours à Rome aux dépens
nt, ils soutiennent d'une manière assez forte tous

ceux qui, du temps de la soi-disante République romaine, ont acheté des biens nationaux, et même tous les créanciers de ladite République ; ce qui finira de ruiner ce pauvre Etat, si tant est que Sa Sainteté ne trouve pas moyen de faire sentir raison aux Français sur un point si essentiel. Mais, ce qui empire encore davantage l'état des choses dans ce pays vraiment délabré, c'est que les Français, au lieu d'évacuer entièrement l'État ecclésiastique hormis Ancône, d'après la promesse qu'ils en ont faite au moment qu'ils ont touché pour cela la somme de soixante-treize mille écus, ils y sont encore en assez grand nombre, et menacent même de faire passer par l'État de l'Église un corps de troupes encore plus grand, qui sera destiné à garder différents ports du royaume de Naples et de Sicile, puisqu'il paraît sûr que S. M. Sicilienne ne pourra pas se refuser à une pareille condition dans les négociations de paix avec Bonaparte.

La banqueroute totale dont, par les circonstances ci-dessus indiquées, ce gouvernement-ci va être de nouveau menacé aux premiers moments de sa réinstallation, n'est pourtant pas le seul chagrin qu'a le Pape dans ce moment-ci. L'impression dans la gazette de Milan de différentes lettres du cardinal secrétaire d'État au général Murat, ou, pour mieux dire, la manière malicieuse dont on a altéré dans cette gazette lesdites lettres, jusqu'à y ajouter des périodes entières qui ne feraient sûrement pas beaucoup d'honneur au cardinal Consalvi s'il en était véritablement l'auteur¹, ne peut sans doute qu'affecter beaucoup le Saint-Père, très jaloux de l'estime et de l'amitié des cours étrangères. Le refus que Sa Sainteté a dû donner au Roi Catholique, malgré ses instances réitérées pour être autorisé à séparer entièrement de l'Ordre de Malte les deux Langues que ledit Ordre a en Espagne, fait appréhender ici quelque vengeance de la part de la cour de Madrid, qui soutient presque seule, par ses expéditions de grâces spirituelles, la caisse de la Daterie apostolique ; et, quoiqu'un pareil refus ait été dicté au Pape, par le devoir qui l'oblige dans sa qualité de chef de l'Église à protéger tant que possible les ordres religieux, et même par la crainte d'indisposer par une séparation pareille de deux Langues d'Espagne l'empe-

¹ Pièce n° 252 (voir la note).

de Russie, avec qui on croit toujours ici de pouvoir venir à quelque arrangement sur les affaires de Malte, il n'en est pas si à craindre qu'il n'ait des mauvaises suites pour la cour de Rome. Même dans le Sacré Collège, le Saint-Père a des motifs de méfiance : et une division, qui a éclaté entre le cardinal Braschi cardinal Consalvi au sujet de la liberté du commerce des Indes, dont le premier est ennemi déclaré, et qui a même déterminé le cardinal Braschi à donner sa démission de la charge de *Cameralarius* (qui répond à celle de ministre pour les affaires internes), n'est pas autant plus sensible au Pape, qu'il craint d'être accusé de partialité, de reconnaissance à la famille Braschi, à laquelle il doit son élévation.

La lettre que Sa Sainteté a reçue avant-hier (12 mars) de l'empereur de Russie, en date du 16 de décembre (style russe) et par laquelle S. M. invite le Pape, en cas de danger pour Rome, à se retirer dans les provinces catholiques de l'empire de Russie où il se chargerait de son entretien, a fait, parmi tant d'afflictions, un coup de plaisir au Pape. Et même les visites que lui fait de temps en temps, et que même ce matin, jour anniversaire de son élévation au pontificat, lui a faites S. A. R. Mad^e l'Archiduchesse Marie-Anne, le soulagent d'autant plus, qu'il n'a pas de secrets pour elle. S. R. ; ce qui fait espérer à Mad^e l'Archiduchesse de voir bientôt approuvée la Société de la foi de Jésus, dont le supérieur général, P. Paccanari, est toujours ici avec elle, et de pouvoir réaliser bientôt elle-même son projet d'établir une communauté pieuse, vouée principalement à l'éducation des jeunes demoiselles...

(Arch. de Vienne).

335. — Consalvi à Spina.

Roma, 14 marzo 1801.

Le corriere Livio giunse il dì 10 del corrente, la mattina di buon' ora. Egli mi recò tutt' i suoi dispacci, e la statua della Madonna di Loreto, graditissima da Nostro Signore, che per ora è collocata nella sua domestica cappella. Non ho ancora fatto niente con Livio, per mancanza di tempo.

La date grégorienne est le 28 décembre. Cette lettre a été publiée par M. de Ségur (*Hist. de la guerre de 1799*, t. III, p. 663). — Voir plus haut (p. 80, 1) les instructions remises à M. de Kolytchev.

Si è subito posto mano all' interessante oggetto per cui egli è venuto. Creda pure che Nostro Signore se ne dà tutta la fretta possibile, ed assolutamente si farà ogni sforzo per la più grande celerità¹. Ma ella faccia riflettere che costà ci hanno messo cinque mesi, e che non è da pretendersi che qui si sbrighi in pochissimi giorni, e molto meno all' epoca della ratifica della pace dell' Imperatore, epoca che già quasi è scaduta. Ripeto che si procurerà di volare, e questo è tutto ciò che possa richiedersi; del resto la materia gravissima e importantissima sopra quante ne sono mai state, e che una volta sarebbe stata l'opera di un concilio generale, fa per se stessa la scusa, che non può sbrigarsi in pochi momenti.

Le accludo intanto la mia risposta al sig. abbate Bernier², e degli Emi Antonelli e Gerdil³. Siamo tutti edificati e contenti al sommo di lui, e il Santo Padre lo è pure in sommo grado. Accludo ancora il duplicato della mia lettera al ministro delle relazioni estere, che è la credenziale per lei. Ho pensato di farla in francese e in italiano, ed ella darà quella che vuole. Ecosì pure ho pensato di farla coll' Eccellenza e col Cittadino; ma, a dir vero, gradirei che fosse data piuttosto quella coll' Eccellenza.⁴ Circa poi il pieno potere, in vero io confesso che non sò in qual forma si debba ciò fare, cioè se si debba dare una carta a lei sottoscritta dal Papa, ovvero se basti questa mia lettera al ministro delle relazioni estere. Me ne informerò meglio, e nell' ordinario

¹ Le même jour, 14 mars, Consalvi mandait aux nonces : «...Si è cominciato l'esame delle carte e progetti venuti da Francia, da una piccolissima congregazione, per digerire le materie, e poi passerà a una più piena. La fretta che ci mettono è grandissima... » (Arch. du Vatican).

² Cette lettre a été rédigée par Consalvi, tant en son nom qu'en celui du Pape, à qui Bernier avait écrit directement. Après de grands éloges, le cardinal ajoutait : « Io posso dirle, per parte di Sua Santità ed anche nel mio particolare, che giunte appena le carte trasmesse da Mgr arciv. di Corinto, il S. Padre non ha perduto un istante per occuparsene personalmente. Egli ne intraprenderà direttamente l'esame per sè medesimo, ed anche per mezzo di vari cardinali, e lo condurrà a fine con tutta quella celerità, che può permettere la gravità ed importanza della materia, la quale ella non si dissimula certamente essere gravissima e importantissima. Quanto al desiderio di Sua Santità, io posso assicurarla che niente più amerebbe che essere nel caso di adempire, il più presto che lo fosse possibile, alle comuni brame... » (Aff. étr., Rome, vol. 930).

³ La réponse de Gerdil a été publiée dans les *Analecta juris pontificii* (3^e série, col. 1184).

⁴ Pièce no 303.

prossimo rimedierò, se occorra, perchè l'affollamento inesprimibile degli affari mi rende in questa sera la cosa impossibile.

Circa il denaro, io le feci avere dal sig. Lavaggi una cambiale...

Tutte le lettere da lei acclusemi nei pieghi recati da Livio, compresi i pieghi del Conte di San Marsan e del M^{te} del Gallo, sono state puntualmente recapitate. Riserbo al ritorno di Livio il rispondere alle lettere di diversi, da lei accluse per il Santo Padre e per me. Intanto ne faccia loro sentire il dovuto gradimento.

È falsissimo che il nunzio di Spagna abbia avuto la minima parte nella caduta del sig. Urquijo, e sue conseguenze. Ella ha detto il vero, quando ha assicurato decisamente il contrario.

Ella è autorizzata a far l'acquisto di quei pareri, dei quali si era incominciata la stampa, e il denaro sarà bene speso in sì giusto oggetto. Tanto debbo rispondere su questo punto, che ella mi ha fatto comunicare dal sig. cardinale Antonelli ¹.

La pregherò di consegnare la qui acclusa al sig. M^{te} del Gallo.

Sul proposito dei beni nazionali, va bene tutto quello, che ella mi dice essergli stato comunicato ufficialmente dal sig. abbate Bernier ². La equità e la condiscendenza del Santo Padre fino a quei gradi che si riconosceranno possibili, saranno l'appoggio di molti, e specialmente dei Francesi, fra gli acquirenti, per conciliare le cose. Ora però esce fuori il sig. Cavagnari (che dice esser amicissimo del Primo Console), ed affaccia un credito di un milione e mezzo di scudi contro la Repubblica romana; e, senza esser mai stato possessore di beni nazionali datigli per tale effetto, chiede che il Papa paghi per la Repubblica, offe-

¹ Une lettre particulière de Spina à Consalvi, du 11 octobre 1801, nous renseigne sur cette publication, commencée dans une intention évidente de chantage: «... Non mi avete mai dato riscontro dell'istanza fatta da Mourgues, segretario di Chaptal, per i beni nazionali costà acquistati. Egli è possessore dei voti dei cardinali rispetto alla costituzione civile del clero, e non gli si possono strappare dalle mani, se non si termina il suo affare. Impedii la stampa di detti voti, promettendo al libraio, che l'aveva principata, un'indennità. Ditemi adunque se lo devo pagare: pretende quattrocento lire... » — C'était Bernier qui s'était chargé d'écrire à ce sujet au cardinal Antonelli, comme à l'un des doyens du S. Collège (Arch. du Vatican).

² Pièce n° 267.

rendo di accomodarsi. Ella vede che anche una metà o un terzo ci rovinerebbe, e vede ancora che porta si aprirebbe con tale esempio. Credo che chi non ha mai avuto beni nazionali, debba esser fuori affatto di tali ispezioni. Ella ci aiuti contro questo Cavnagnari, altrimenti il Papa resterà in camicia; onde prevenga l'abbate Bernier. Intanto rinnovandole i sentimenti, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara* ; Arch. du Vatican).

336. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 14 marzo 1801.

Può ella immaginare che il Progetto ministeriale trasmessomi, ha fatto qui la più dolorosa impressione. Ecco il quinto progetto, e sempre il tutto è più incarito del precedente. Quale confronto fra questo e i primi ¹ ! In somma, il punto dei vescovi è perduto del tutto, e quello che è sdegno, vi ci aggiunge l'accumulare gl' intrusi ai legittimi, subito che anche il Progetto riformato presenta la frase « à quelque titre que ce soit », ² che è quasi peggiore di « quelconques ». ³ Il punto della religione dominante è ridotto a grande stento a dichiararsi religione particolare del governo. Vedo tolta affatto la riserva di concertarsi fra il Santo Padre e il governo sul nuovo sistema da tenersi, in caso che il Primo Console non fosse un cattolico, cosa niente difficile.

Lascio andare di svolgere il resto, che pure è amarissimo. Basta Dio ci assista; e certo non vi è altro da sperare. Si è qui subito messo mano all' opera, a seconda de' suoi consigli. Ora si esamina l'affare da tre soli cardinali, cioè Antonelli, Gerdil e Carandini, e dal segretario apostolico Di Pietro. Poi si farà una congregazione di dieci o dodici cardinali, senza prelati tolto il detto segretario. Si vedrà fin dove si può arrivare, e formando qui un progetto riformato, preso in parte da quello trasmesso, ed in parte

¹ Les quatre premières rédactions du concordat étaient parvenues à Rome le 27 février, grâce au messager espagnol parti, le 14 février, de Paris pour Parme. Consalvi avait donc eu le temps de bien étudier ces projets, surtout le quatrième, qui jusqu'à l'arrivée de Livio (10 mars), devait passer pour le texte définitif.

² Voir dans le Projet V l'art. 2 du titre I. Lorsque cet article avait été modifié, le 25 février, une variante insignifiante avait substitué les mots « quel que soit leur titre » (pièce n° 267), reproduits également dans le *Progetto riformato* de Bernier.

³ Projet IV (titre III).

niato di nuovo, si rispedirà il corriere col piano sottoscritto a bolla ancora. Forse il Primo Console, trovando tutto, può essere che accetti il piano a scanso di altre dilazioni. che qui si farà tutto quello che si potrà.

sarà incaricata di tutto, e sarà il legato, e spero che lo compagno di dignità. Sua Santità è persuasa, che è impossibile ritrovare chi sia più al caso di lei, per tutti i versi. Per la supplirà la Camera alla meglio. Saranno danari bene: è un premio che le è dovuto. Il P. Caselli non lascerà di il suo.

due parole sul temporale. Già ella ha avute le credenziali quali per ogni buon fine le accludo un duplicato. Si non pensato, che non spieghi un carattere pubblico fin che deciso il grande affare della religione; ma questo non tole ella, munita delle credenziali, non possa trattare anche temporale della Santa Sede. Circa il pien potere intendiamoci Sua Santità non gli dà potere di far rinuncie e cessioni Legazioni, nè di Avignone e Carpentrasso senza compenso.

esigere, che si soffra la perdita che ci si volesse far fare, e che si sanzoni. Ella può dare in tal caso una ragione, ma, ed è, che dopo che il Papa, essendo in Venezia nelle dell' Imperatore, ha così gagliardamente resistito non solo a cessioni delle Legazioni, ma ben anche ad un silenzio che era meramente passivo, ed ha addotto per ragione che non è padrone, ma l'amministratore del patrimonio della romana, e che ogni sua cessione sarebbe nulla, non può dirsi con dire diversamente ai Francesi; nè la sua coscienza accorderebbe. L'esempio di Pio VI non è da allegarsi: o vedeva la nullità di questa violenta cessione in quelle anze; ma di quale infamia non si coprirebbe Pio VII, l'acesse presentemente!

tre, benchè i sacrifici spirituali, che egli fa, siano indipendenti da ogni vista temporale (ed ella n' è buon testimonio), il Primo Console non dovrebbe certamente essere avaro po della Chiesa, che ha tenuta sì lodevole condotta col Francia, anche prima delle sue vittorie, e che le rende il mas-

raité de Tolentino.

simo dei benefici con renderle la
lità interna, per favorire piuttosto
principe men benemerito, e che
Santità.

Circa le Legazioni dunque, bi
Avignone e Carpentrasso, si de
potrebbe 'essere, per esempio,
all' Adige, che è il confine dell' Im
e qui si può forse allarmare sul
veramente eguale in valore. Se n
vento e Ponte Corvo, ella deve p
Papa liberi ed in pieno dominio
a forza dare al re di Napoli, d
dal re di Napoli sul suo confine,
mente.

Ella deve badare che l'occasione
non le sfugga del tutto, prima
modo anche il temporale, perchè
non ci si pensi più. Non lo dico p
ritardare il grande affare da cor
gione.

Ella si raccomandi a Lucchesi
Papa.

Circa la mediazione del Prim
è fuor di tempo, perchè Paolo
Della Genga (ciò che si farà fra d
tere; e, dopo accomodata la cosa
che si accomoderà col dividere i
cioè il Papa lo riconoscerà nel p
culto in lei per ora, e così pure i
Padre ha già mandato a Paolo I
mamente, per la canonica esisten
sia¹. La Spagna sarà scontenta
come fare altrimenti? Intanto Pa
noi, ed ella troverà in Kolytche

¹ Le bref du 7 mars 1801 (*Bull. rom. c*

avrà il merito di essersi ricusato a sgombrare dall' Ordine le Lingue di Spagna, ad onta delle forze di Labrador.

P. S. — Le mando a sigillo volante la mia lettera all' abbate Bernier.

(Cultes, Arch. de Caprara).

337. — Consalvi a Spina.

Roma, 14 marzo 1801.

Oggi, che è il giorno anniversario della elezione felicissima di Nostro Signore, con giubilo di tutti i buoni si è celebrata sì fausta ricorrenza, e la Real Arciduchessa Marianna ha assistito alla cappella di palazzo, che si fa a tal fine.

È uscito alla stampa, dopo infiniti contrasti, il motu proprio di libero commercio, anche su tutti gli oggetti di grascia, e si comincerà ad eseguire ai 30 del mese corrente. Ne accludo un esemplare, credendo che possa farle piacere.

La pace di Napoli non si farà più in Firenze, ma in Parigi. Questo ritardo non giova a questo Stato, il quale intanto non vede effettivamente evacuare le sue città dalle truppe francesi, benchè vi si siano certamente diminuite. Il dispendio, che n' è necessaria conseguenza, è veramente superiore alle sue forze.

L'aiutante Beaumont, che è ispettore della esecuzione dell' armistizio, è ancora in Napoli ¹, e dicesi che passerà anche in Palermo. Un qualche accidente gli occorre al passeggio, dove alcuni popolari con cattivi modi lo abbordarono, obbligandolo a gridare « Viva il re »; al che aveva risposto che lo rispettava molto, ma che non si credeva in obbligo di ubbidire ad essi. Nel vedersi più attorniare, sfoderò la spada, e così si disperse la turba. La corte ha fatto cercare gli assalitori per punirli.

Vanno giungendo a Roma diversi generali francesi, e poi ne ripartono per la Toscana, la quale rigurgita di truppe, contando che vi siano circa trenta mila uomini ².

¹ L'officier Beaumont, aide de camp de Murat, était parti de Rome pour Naples le 24 février.

² Ce chiffre est exagéré. Les renforts détachés de l'armée d'Italie, ne devaient grossir le corps de Murat que d'environ 12,000 hommes: ils avaient commencé à paraître à Florence le 5 mars et devaient ajouter, à l'ancien Corps d'observation deux nouvelles divisions sous Watrin et Monnier, avec une avant-garde commandée par Soult.

Questa capitale, in grazia di grani e di olio, e i prezzi. Stati. Ma nelle provincie, d'indotrodotto, per la insurrezione forza del principato che le ruma tanto, si manca affatto orribile carestia, riconoscer fino alla nuova raccolta, sessione orribile delle pubbliche (Cultes, Arch. de Caprara).

338. — Exp

Notizie ricavate dai dispetto della trattativa.

Quattro interi mesi ha in Corinto, per trattare col governo affare di ristabilire la cattololuminose, intralciate le mosonosi reciprocamente comunicata dal governo a questa neformati da una parte e dall'altra potea sembrare che il cammino progresso del viaggio s'incararono ogni giorno più le felicitazioni. Si è passato se non si acconsentiva sub forza. Stretto Mgor Spina da di non acconsentire a veruna da Nostro Signore, domandare a Roma, e informare S. petè più volte l'istanza; ma cetro, non potè mai ottenere intervallo di tempo, cioè a una lettera forte e risoluta insieme ad un nuovo proge

verno francese, n° I, ed altro progetto di bolla, colla tendeva che detta convenzione fosse confermata e . Di tutto il lavoro passato, di qualche articolo che imbastito non ne fu più fatta parola, e si richiedeva Igor Spina, nella detta lettera del ministro, che subito questo nuovo ed inaspettato progetto colla sua ne : lo che egli ricusò costantemente, come privo di prestarsi ad un tal atto.

delle circostanze, e dopo matura riflessione, giudicò che non convenisse il dare una risposta decisamente a quale poteva produrre delle pessime conseguenze, indi il partito di assicurare con termini generali il che dal canto suo avrebbe fatto il possibile, acciò i delegati del governo restassero soddisfatti. Il ministro non si mostrò contento di questa risposta ; ma, alla fine, si contentò di far passare il corriere, già da tanto tempo richiesto da Mgor Spina, e quindi gliene rilasciò il passaporto...¹

e inculca singolarmente Mgor Spina nella maniera laica : sollecitudine e segretezza, senza di che potrebbe avere temersi disgustosissime conseguenze. Per ottenere che il patriarca di Gerusalemme, con intro Signore, di formare due altri piani di convenzione, ricordato.

lo ha composto di vari pezzi, di espressioni, fogli, memorie, che sono passate tra il prelato Mgor Spina incaricato dal governo a trattare con lui di quell'affare, riunite tutte le nozioni, che risultano dalla mole che sono state qui spedite, ha potuto il segretario di Stato, che nel tutto insieme, *mutatis mutandis*, e di lume a chi sarà consultato da Sua Santità, e può dirsi che non sia rigettato in Francia. E si troverà qui II.

do, lo ha formato coerente al primo, ma lasciando un poco più la penna. Quanto era giusto, che nel

ietro commence ici à analyser les principaux articles du Projet V. borne à reproduire les explications, et même le plus souvent les de Spina, surtout dans ses lettres particulières du 23 février (pièces 6), il a paru inutile de publier cette partie de l'Exposé.

primo seguisse servilmente quelle traccie segnate nell'anzidette carte, e che in sostanza ciò che si può, o non si può ottenere dall'attese, tanto poi in questo secondo ha credute regole canoniche, le massime della Sede Apostolica, e il vero bene della Francia. Si prota ha stesa la sua vista sopra tutto quello che si rare. Il desiderio stenderebbe più oltre gli azioni del concordato; ma quando il desiderio limitarlo a cercare quel bene che si può, non si compri al prezzo di sacrificare la vera dottrina, la dignità della Santa Sede. Questi qui inserto n° III.¹

Qualunque siasi, l'uno e l'altro lavoro, che virà sempre per scorta a chi sarà consultato di mettere in confronto ciascuno degli articoli piani, e scegliere o moderare quello e que saviezza e dottrina de' consultori.

(Pap. du card. Carandini).

339. — Ghislieri à Collina

R

Tandis que la cour de Naples, induite en erreur sion peu exacte de l'article X de sa convention est dit : « L'armistice sera de trente jours et jours avant la reprise des hostilités », se cro moins pour quarante jours, le général en chef brusquement l'armistice le 10 du courant, en lait marcher le 20 sur Naples. Et c'est pour fait une pareille déclaration, qu'il a déjà mis le corps d'armée, que son avant-garde forte de cent est déjà entrée à Pérougia le 18, et que dix mille d'être ordonnées à Foligno. A travers pourtant

¹ Le premier de ces deux contre-projets de Di Pietro. Nous donnons plus loin (pièce n° 349) le texte de l'autre, des discussions de la Petite congrégation, qui a pu subir des changements.

monstrations hostiles, on voit clairement que la véritable intention des Français n'est pas d'occuper le royaume de Naples par la force, mais bien de profiter de l'embarras où se trouve cette cour là, pour lui imposer des conditions plus dures, et lui vendre bien plus cher et l'armistice et le traité de paix. En effet, pour la prolongation de l'armistice pour quelques semaines, on parle déjà de quelques millions de *ducati*, et de la cession de Gaëta et de Pescara. Et la médiation du ministre de Russie à Naples, M. d'Italinsky, qui s'est rendu en toute diligence mercredi passé (18 mars) à Florence pour arrêter la marche hostile des Français ¹, acheminera sans doute une nouvelle convention d'armistice, mais n'en rendra sûrement pas moins onéreuses les conditions.

Même les vicissitudes qu'essuient les négociations de la cour de Naples à Paris influent beaucoup à rendre dans le moment sa position plus embarrassante. Par les lettres du 4 de Paris, on avait su que le Premier Consul, se refusant à toute négociation avec le marquis de Gallo, allait expédier en Italie le ci-devant ambassadeur français à Madrid, Alquier, avec les pleins pouvoirs nécessaires pour conclure la paix définitive avec S. M. Sicilienne. Et les lettres du 7 ² mandent que l'arrivée de M. de Kolytchev à Paris avait changé sur cet objet là, l'état des choses, et que Bonaparte consent à traiter à Paris la paix avec le

¹ Murat lui avait adressé, de Foligno le 16 février, une lettre dont le modèle était venu de Paris (cf. *Corr. de Nap.*, n° 5337). Après avoir présenté les conditions d'armistice exigées alors de M. de Damas comme étant d'un intérêt commun pour la France et la Russie, Murat était chargé de dire : « Le P. Consul ne peut douter que [ces conditions] n'aient l'assentiment entier de votre cour, et je suis particulièrement dans la persuasion que vous serez empressé d'user de votre influence, pour déterminer le gouvernement napolitain à détourner les nouveaux malheurs qui le menacent, par une prompte et complète accession aux propositions qui lui sont faites. Permettez que je m'applaudisse d'avoir eu cette occasion d'entrer en rapport avec vous.. » — M. d'Italinsky, comme M. de Kolytchev, appartenait à l'école des diplomates russes qui haïssaient la Révolution française ; il s'était donc rangé du parti de la cour Sicilienne. Déjà il avait pris sur lui de suspendre le départ du corps russe stationné à Naples, et qui était rappelé par Paul I^{er} ; il s'était rendu de Palerme à Naples, pour s'aboucher avec l'officier Beaumont. Ce fut là qu'il apprit l'insuccès des premiers entretiens de M. de Gallo à Paris, et la dénonciation de l'armistice notifiée par Murat à M. de Micheroux. Ces graves nouvelles venaient de le décider à se rendre à Florence.

² Voir p. 78, note 1.

des biens nationaux, soient sanctionnées par le Pape, et pour que les dettes de la République soient payées par la Chambre apostolique ; ce qui ne peut pas avoir lieu sans la destruction totale de toutes les fondations religieuses, et sans la ruine entière de tout l'Etat ecclésiastique. La nomination que le Premier Consul vient de faire du cit. Cacault, pour venir à Rome et y reprendre les fonctions de chargé des affaires de la République française, qu'il exerça du temps de Pie VI d'abord après la paix de Tolentino, prouve sans doute que Bonaparte n'a pas des vues hostiles sur Rome. Mais, outre que les instructions données à Cacault (qui doit à cette heure être déjà parti de Paris) lui défendent de déployer ici aucun caractère public, avant que les affaires ecclésiastiques soient arrangées en France et que le prélat Spina ou quelqu'autre à sa place déploie à Paris le caractère de ministre du Pape, il est toujours à craindre que le retour de Cacault ne réveille dans la populace de Rome cet esprit de vengeance contre les Français, dont il fut lui aussi autrefois presque victime...

Le prélat Caleppi, que le Pape a jugé à propos d'envoyer de nouveau auprès du général Murat pour lui faire sentir raison sur l'affaire des biens nationaux vendus, et des dettes de la soi-disante République romaine, doit déjà être dans ce moment-ci à Florence, y augmenter le nombre des diplomates qui cherchent en vain par des belles phrases de gagner des gens, qui ordinairement ne connaissent que la loi du plus fort...

(Arch. de Vienne).

340. - Consalvi à Spina.

Roma, 21 marzo 1801.

In questo felice giorno anniversario della incoronazione di Nostro Signore, si è fatta la solita cappella per la conservazione della sua preziosa salute. Ieri però, alla solita distribuzione del paolo a testa ai poveri, questi, nell' aprire la porta dell' ingresso, si affollarono sì violentemente, che essendo sopra i trenta mila, ce ne rimasero diciannove uccisi dalla calca, ed alcuni altri furono assai malconci.

Questo Stato è in una terribile agitazione per il nuovo ingres-

queste somme, facendo anzi constare della loro modicità, riore alla stessa erogazione attiva. Col ritorno di Livio mandò il libro dell' abbate Marchetti, eccellente su tale assunto. Circa la truppa, abbiamo già messi in piedi da mille e duecento uini. Se ne vogliono mettere su quattro mila, come dice il mo Console; ma non vi è denaro come pagare. Se non abbiamo le Legazioni, *et quidem* tutte tre, è impossibile di essere.

Circa il cardinale Maury, si è fatto sentirgli che sia misurato e dente.

Ma ella faccia intendere che è impossibile mettere una qualifilove per natura non è certamente la principale. Si farà dopo concordato, che, a tenore del desiderio del Primo Console, ecutore sia una persona di dignità, cioè un cardinale. Ella può o intendere, se si arriva a convenire, come si spera certamente. Circa la scelta di M. Cacault, Nostro Signore ne ha provato o il piacere.

Circa il contenere i malintenzionati, ella faccia intendere che non si lascia la libertà a Nostro Signore di non riammettere (endo per ora) i più *affichés* nella rivoluzione, che sono odiosi al popolo, e sono tutte persone di pessimo carattere, non tterra ciò che si fortemente inculca il Primo Console, cioè di lare alla tranquillità interna, e tenere a freno i cattivi. A cose quiete si riammetteranno anche essi, come si sono ammessi genere quasi tutti per effetto del perdono accordato.

Circa i beni nazionali, è finalmente venuto il maggiore Gérard. i, per cui mi chiese il passaporto lo stesso generale Murat ando fu a Foligno, trovò impensatamente nello stesso genere un divieto a venire a Roma. Fu detto da alcuni, che io creò maliziosi, voler il generale fare lui stesso il profitto, e per avere scartato Gérard, che era semplice agente di ambatore di Francia de' Francesi acquirenti. Di fatto si disse che rat aveva fatto fare un foglio, sottoscritto da tutti gli acqui-

On a vu (p. 68) que le P. Consul avait exprimé le désir d'avoir à Paris personnage romain, cumulant les fonctions de légat et celles de ministre nipotentiaire. Consalvi parait répondre qu'on ne peut donner le titre de mire à un légat. — Il y a sans doute ici une lacune, qui se sera produite dans épêche de Consalvi pendant le travail de la mise en chiffres.

renti, che gli davano un sette e mezzo per cento per il poggio. Ora all' improvviso Gérard è venuto a Roma con dello stesso generale Murat; sicchè è da credere che si accomodati fra loro. Questo Gérard è uomo furbissimo: cominciato la trattativa, e francamente spaccia i suoi per veri proprietari, e fa sentire appoggi, e minaccia; fondo io capisco che rende più fumo che sostanza. El pure con Haller; ma più per non mostrare di non far caso suggerimento del ministro Talleyrand, che per trattare. La trattativa, la faremo noi qui; ma bisogna che ella ci faccia letto costì e fuori. Ecco la massima equissima e giustissime alienazioni in genere non si vogliono sostenere; ma si v dare dei compensi, ossia indennizzare, sotto però un esame, gli acquirenti che hanno un giusto titolo delle per cui ci provano l'acquisto. Il Papa potrebbe negar perchè il diritto della prima conquista è svanito con quei secondi conquistatori, dai quali oggi il Papa ha causa. Il titolo manca; ma pure il Papa esaminerà con equità gli acquisti, e si aggiusterà con quelli che hanno titoli meriti di riguardo. Se si pretende di più, si dica pure che si v sciar il Papa ignudo, ed in tale caso rinunzierà al suo troppo potendovi sedere.

Peggio è poi circa i creditori, che nemmeno sono poi di fondi nazionali. Il solo sig. Cavagnari, che vanta la zione del Primo Console, si fa creditore di un milione cento mila piastre, e dice che si accomoderà. Veda se la somma ci entra accomodamento. Egli è creditore della pubblica romana, di cui il Papa non è successore: il suo debito per sua disgrazia, è fallito prima di pagarlo. Se si apre la anche ai soli creditori, siamo perduti.

Vengo al caso particolare dell'abbazia di Chiaravalle. fu venduta dalla Repubblica a Perillier e Duveyrier. I poi la conquistarono, e l'hanno tenuta fino a mezzo febbraio mie istanze a Pietroburgo hanno prodotto, che Paolo I l' al Papa in tutto e per tutto, fino ordinando che gli si resti frutti percetti. Ora, avendola ripresa Mgor Vidoni, sono fuori i due Francesi indicati, e pretendono che la restit di Paolo I si limiti alla sola sovranità (il che l'annessa

ra falsissimo), ed inoltre pretendono i possessori; onde che, finchè si debbano amministrare i poteri. Siccome senatore¹, dicono che possa molto; perchè i due Francesi hanno già speso l'affare di Chiaravalle nemmeno poi il ministro russo ha scritto a favore questi garantirà al Papa il suo dono, Ella ne parli a Kolytchev; ed acciò concludo ancora la protesta dei Francesi ma, noi terremo fermo dove si deve, i fondi, e daremo qualche equitativa a gradire questa massima, ma con fermezza, ed onesta condiscendenza a

concordato, la Piccola congregazione, i randini, ha già fatte due sessioni, e compirà il progetto riformato². Subito ne Grande, che sarà di [dodici] car-igor Di Pietro segretario³. Si farà più dispedira Livio col piano sottoscritto, si potrà arrivare, facendo vedere la Primo Console, a cui scriverà Sua all' abbate Bernier e a lei. Intanto, che il Santo Padre si affretta moltissimo una risposta sollecita. Dica pure che di combinare le cose è veramente

si manderanno con Livio le facoltà

tribunat. Ses réclamations allaient se prolonger

o » désignent ici le contre-projet romain. On s'applique aux variantes de Bernier mention il sera facile d'être en garde contre cette

21 mars : «.. Ella può ben immaginare che da di compattarmi se non scrivo di pugno. Desidero esito pienamente conforme ai comuni voti, e sciarla in unione del nostro R. Caselli, cui la lettera... » (Arch. du Vatican).

niesta la divisione delle Lingue spagnole ; il che, se il
sigerà, si potrà dire a Kolytchev, per essere difesi da
osità della Spagna ; e se ella crede che si giovi il dirglie-
o, lo faccia. purchè però si accerti del suo segreto, onde
prometterci con il Re Cattolico.

. Alquier, se verrà, si faranno tutte le attenzioni.

le cose di Napoli, ora che Gallo per mezzo di Kolytchev
uto di spedire il corriere e forse di rimanere, [esse] pren-
migliore piega. Intanto però siamo qui rovinati per la
ne dell' armistizio, e per conseguenza per l'avanzamento
ata di Murat, che per patto di un secondo armistizio
i occupare le quattro provincie del regno sull' Adriatico,
gravi condizioni. Il generale Acton ha spedito a Firenze
ro russo, per avere il men male possibile. Sono persua-
truppe passeranno, per entrare nel regno solo, scansando
a mancanza dei denari e dei viveri, specialmente dei
mette lo Stato alla vera disperazione. Per evacuare lo
cetto Ancona, demmo al generale Murat settanta mila
mpresi certi piccoli magazzini di Ancona ; ma non ci si
parola, ed ora anzi la truppa si accresce. Finirò con
non manca qualche voce e qualche indizio¹ che vi sia
lta trama, e vi è chi scrive da Firenze che si medita un
ntro lo Stato. I patrioti, che ora corrono quà in folla,
il capo, e molti segni danno, a dir vero, da pensare.
apisce come, un mese fa, il generale Murat disse che
va che venissero qui i patrioti rifugiati, ed ora si fanno
utti con i loro passaporti² ; e l'assicuro che tornano i
ni. Ma ciò non ostante, non sò indurmi a credere, nè
lcun disastro volontario per parte dei Francesi. Qual-
petta che per venire a Roma, malgrado le promesse,
farci nascere bugia, e venire a sedare, e difenderci ;
on saprei veder la causa a delinquere.

pièce n° 346.

du jour ; Florence, le 13 ventôse : 4 mars. «.. Tous les réfugiés ro-
peuvent se trouver à la suite de l'armée et en Toscane, sont prévenus
ent rentrer dans leur patrie. Ils s'adresseront au chef de l'état-major
l'armée, qui leur délivrera des passeports, et ils devront quitter Flo-
s autres villes de la Toscane quatre jours après que cet ordre aura été

Finalmente le dirò, che Visconti da Parigi ha fatto chiedere ufficialmente la restituzione dei suoi beni patrimoniali, e nazionali acquistati. I primi gli si renderanno subito, ma i secondi devono entrare nella decisione generale; mentre sarebbe dare un pessimo esempio, tanto più che egli non li ha acquistati a titolo oneroso: onde lo sappia per aiutare in caso di bisogno. Intanto, noi negheremo la restituzione di essi con buone ragioni e dolci frasi.

Per le Legazioni, può fare anche riflettere, che l'Imperatore, non potendole avere per sè, sarà sempre più contento che le abbia la Cisalpina, piuttosto che il Papa, perchè conoscerà che in caso di variate vicende, più facilmente le può togliere dalle mani cisalpine che dalle pontificie; sicchè chi ha interesse che non le abbia l'Imperatore (come appunto lo ha la Francia) deve piuttosto far questa giusta ed utile restituzione.

Abbiamo rimandato Mgor Caleppi a Firenze, per avere uno al fianco del generale Murat per tanti oggetti che capitano alla giornata, e consultare insieme gli andamenti delle cose.

P. S. — Dimenticai rimetterle nel decorso ordinario le note tre per codesto ministro. Gliel'accludo oggi, ma sole due di numero, sembrandomi ciò sufficiente.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

342. — Caleppi a Consalvi.

Firenze, 21 marzo 1801.

..Ieri (20 corrente), alle 23, arrivai a Firenze, benchè contrariato per tutta la notte antecedente da divotissima pioggia. Il sig. cav. Italinsky non è arrivato che questa mattina, dopo le 13. Poco dopo l'ora di notte, passai dal sig. generale Murat, da cui ricevetti le solite non equivoche dimostrazioni di quella stima ed amicizia, che gli ha ispirata per me la fiducia della quale mi onorano la Santità di N. S. e V. Em.: ed io mancherei troppo al mio dovere, se la lasciassi ignorar la rispettosa riconoscenza, con cui egli corrispose alle assicurazioni della benignità del Santo Padre, non meno che alla di lei amicizia. Mi parlò con vera effusione di cuore del bellissimo quadro, che aveva già ricevuto, e di cui conosceva benissimo i prezzi e la rarità; ag-

giungendo, che siccome niuna cosa al mondo poteva fargli dimenticare le tante prove della bontà della Santità Sua verso di lui, così sperava ancor egli dal canto suo di poterle dimostrare coi fatti, quanto ne sia veramente penetrato.

Passando poi agli affari, riconobbi ben tosto che l'Em. V. non si era punto ingannata nell'attribuire le nuove marcie delle truppe francesi nello Stato pontificio, al momento in cui era per spirare l'armistizio col re di Napoli, e all'intenzione di profittare di un tal momento per rincarirne le condizioni. Infatti mi disse egli, il generale, di aver avuto ordine dal Primo Console di chieder dal re il passaggio per dodici mila uomini, coll'abbandono di quella parte di paese che circonda il golfo di Taranto, affine di mantenersi con ciò aperta e sicura una comunicazione per le spedizioni da farsi in Egitto: onde in qualunque ipotesi, o di pace, o di guerra con Napoli, le truppe francesi vi anderranno; colla sola differenza, che nel primo caso si limiteranno a dodici mila da dovere sfilare a poco a poco, e in distanza dalla capitale, laddove nel secondo caso, cioè in quello di guerra, il numero delle truppe sarà molto maggiore, perchè proporzionato alla conquista del regno. Aggiunse però, che per qualunque di detti casi, gli erano stati rinnovati gli ordini più precisi di dover usare i maggiori riguardi verso il Santo Padre e verso il suo Stato, e che perciò, sebbene le regole di guerra esigessero di dover mandare una colonna di truppe anche dalla parte di Roma, non avrebbero ciò nonostante oltrepassato Terni, prendendo di là la via di Rieti; e che perchè fossero di minor aggravio agli Stati e ai sudditi di Sua Santità, aveva già fatto inoltrare una quantità di biscotto, e di foraggio per la cavalleria, da poter bastare per la loro marcia fino ai confini del regno.

Spero che V. Em. sarà persuasa della sorpresa, che io dovetti manifestare a questa comunicazione amichevole del sig. generale, e che, sebbene non lasciai di esprimergli la dovuta riconoscenza verso il governo francese, per i nuovi ordini ch'egli veniva di ricevere rispetto allo Stato pontificio, non manca, ciò nonostante, di rilevare i nuovi grandissimi danni che lo Stato medesimo avrebbe sofferti in qualunque delle suddette ipotesi, e conseguentemente il massimo rincrescimento che avrebbe dovuto provarne la Santità Sua. Nel tempo stesso però, vedendo

pur troppo l'impossibilità di declinare il torrente, dovetti stringermi a insistere per tutte quelle prevenzioni, e intelligenze amichevoli, colle quali si fosse potuto diminuirne almeno il guasto maggiore; su di che mi diede egli le più soddisfacenti assicurazioni.

Si passò quindi a parlare di Benevento e Ponte Corvo, su che il generale mi ripeté che avrebbe esatta con un articolo nuovo armistizio l'intera loro evacuazione; ma riflettendo io un tal articolo, oltre al rincrescere al re di Napoli, avrebbe potuto dispiacere all'imperatore di Russia e al cav. linsky, di lui ministro, divenuto mediatore fra il governo francese e la corte di Napoli, quasi che da noi si cercasse cosa, rincarendo le condizioni, avesse a difficoltare la rinnovazione del suddetto armistizio, credetti più opportuno al buon servizio della Santa Sede, di proporre al sig. generale un espediente col quale, senza rinunziare alle ottime di lui disposizioni, si procurasse un protettore di più al nostro intento. Gli dissi dunque che aspettandosi a momenti il cav. Italinsky, mi sarei aperto con lui su questo proposito, facendogli travedere le buone disposizioni del sig. generale, e nel tempo stesso la nostra intenzione di non profittarne, qualora esso cav. mi promettesse trattare efficacemente di questo affare a nome della sua corte con quella di Napoli. Piacque il pensiero al sig. generale, trovandolo ugualmente delicato che proprio a riempire tutte le viste del Santo Padre; e questa mattina, essendomi portato poco dopo il suo arrivo dal cav. Italinsky (che da molto tempo conosco, e a cui non avevo lasciato di partecipare a Napoli e in Sicilia, quanto mi era accaduto col cav. Acton sullo stesso proposito di Benevento), mi sono anche aperto con lui sul medesimo argomento emergente, esponendogli quanto si è passato finora coll'Em. e quanto facile ci potrebbe esser ora l'ottenere una completa soddisfazione, se un giusto riguardo verso il di lui sovrano non ci ritenesse dal chiederla. Ha egli infinitamente gradito la maniera così generosa di pensare del Santo Padre, e, pregandomi di non ricorrere ad altri mezzi, mi ha espressamente assicurato che se ne farà carico, tanto colla corte di Napoli, quanto coll'imperatore, suo proprio sovrano, dal quale mi ha sinceramente assicurato, ch' erano stati dati ordini positivi al di lui

nistro, di secondare presso il governo francese le premure del Santo Padre.

Fra poco, il suddetto ministro insieme col cav. Micheroux si renderanno dal generale Murat; ed io aggiungerò in appresso quanto mi riuscirà di sapere sull' esito del loro congresso¹. Intanto, lusingandomi di aver interpetrate, nella condotta da me tenuta finora, le supreme intenzioni della Santità Sua, e quelle dell' Em. V., colla più profonda venerazione m' inchino, etc.

(Arch. du Vatican).

343. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 28 mars 1801.

A la suite des négociations très animées entre le général en chef Murat et les plénipotentiaires napolitains, qui ont donné lieu, surtout dans la semaine passée, à plusieurs expéditions de Florence à Naples et de Naples à Florence, on vient de signer une nouvelle prolongation d'armistice ². Mais, si cette convention

¹ Le lendemain, 22 mars, Caleppi mandait en effet à Consalvi : «.. Questa mattina adunque il generale Murat mi ha comunicata più in dettaglio la conferenza, della quale ho parlato a V. Em. col mio dispaccio di ieri, dicendomi di veder le cose disposte piuttosto per la guerra che per la pace; nel qual caso ha soggiunto di esservi già state molte offerte per una nuova rivoluzione in Napoli, e che il re perderebbe sicuramente il regno, *et sans retour*. Mi-sono anche avveduto senza equivoco, che il generale non è molto contento del cav. Italinsky, credendolo unito ad Acton, da cui si ripete la condotta poco leale, che anche in questi momenti si continua a tenere dalla corte di Napoli, per non distaccarsi dagli Inglesi. All'incontro poi si mostra soddisfatto del cav. Micheroux, alle di cui lagrime, più che alla interposizione del ministro russo, dice di aver accordato che le truppe non entreranno nel regno prima dei 7 del mese entrante, senza che abbia egli potuto penetrare il perchè siasi attaccato tanto prezzo a un così breve spazio di tempo.. » (Arch. du Vatican).

² On a vu que le 9 mars, Murat avait dénoncé l'armistice de Foligno et proposé à M. de Micheroux une trêve nouvelle, au prix de l'occupation de Tarente. M. de Micheroux consulta son gouvernement, et en reçut vers le 20 mars l'ordre de refuser une nouvelle clause si onéreuse. Toutes les troupes de Murat furent donc mises en mouvement pour recommencer la guerre le 22, jour où l'armistice de Foligno devait expirer. Mais le 21, M. d'Italinsky arrivait à Florence, et M. de Micheroux, se sentant soutenu, obtenait un délai de six jours pour consulter de nouveau le gouvernement napolitain. Cette fois la réponse fut différente: M. Acton, resté à Naples, consentit à subir les conditions qu'il avait d'abord rejetées. La nouvelle de l'acceptation de cette seconde trêve s'était répandue à Rome, par le passage des messagers français (Brunet) et napolitain qui la rapportaient à Florence.

sauve le royaume de Naples d'une invasion hostile, ces conditions ne sont pas de nature à inspirer une grande joie pour cette nouvelle trêve. Les Français vont occuper tous les ports de S. M. Sicilienne sur l'Adriatique : et, outre les vivres que le royaume de Naples doit fournir à l'armée française, on lui a accordé la somme de cinq cent mille livres par mois ; et le gouvernement napolitain s'est même obligé de fournir aux Français les rations depuis Rieti, et à rendre possible par là le passage par l'Etat ecclésiastique de cette troupe, qui sans cela serait morte de faim. Il reste à voir, à cette heure, dans quel nombre les Français iront dans le royaume de Naples ; mais comme toute l'armée de Murat est en mouvement, et qu'il a fait venir en Toscane la légion italique, forte de quatre mille hommes, je ne crois pas d'exagérer si j'ose assurer V. E. que vingt mille hommes au moins passeront dans les Etats de S. M. Sicilienne. M. d'Italinsky, qui a repassé avant hier (26 mars) par ici, de retour de Florence, n'a pas eu de quoi être bien content de son voyage ¹. Outre que le premier accueil que le général Murat lui a fait, n'a pas été des plus gracieux, quand il voulait faire jouer auprès des Français la protection marquée que l'empereur de Russie a des Etats de S. M. Sicilienne le général en chef lui a répondu froidement que, comme le courrier qui lui venait d'apporter de Paris les instructions décisives du Premier Consul en était parti douze jours après que M. de Kolytchev y était arrivé, il n'était pas à prévoir que les mesures adoptées par Bonaparte relativement au roi de Naples pussent déplaire à S. M. l'empereur de Russie. Après un pareil début, M. d'Italinsky, qui arriva à Florence au moment que l'armée de Murat était déjà en mouvement pour marcher hostilement sur Naples, ne put obtenir qu'un délai de sept jours, pour attendre la réponse du général Acton à la sommation que le général Murat lui avait faite par un cour-

¹ Le 24 mars, il y avait eu un échange de notes entre M. d'Italinsky et Murat. Ils s'étaient séparés assez peu satisfaits l'un de l'autre, et l'envoyé russe avait quitté Florence vers le 24. Je dois vous déclarer, écrivait ce même jour Murat à Berthier, que je ne m'attendais pas à trouver dans l'ambassadeur russe le partisan de M. Acton ». Une dépêche d'Alquier, du 29 mars contient des plaintes beaucoup plus vives contre M. d'Italinsky.

re. Et comme, le quatrième jour des sept ac-
le ministre napolitain, d'après les pleins pou-
son maître l'a muni, a signé l'armistice aux con-
marquées, tout projet d'hostilité de la part des
anoui. Mais leur armée n'en marche pas moins
de Naples, dont on peut dire que le général
onquête par une simple convention d'armistice,
x risques d'avoir son armée affamée dans des
es, telles que celles de l'Etat ecclésiastique et

ne troupe nombreuse dans le voisinage de Rome
s circonstances n'obligent pas le général Murat
quelque colonne par Rome même, malgré les
a faites d'épargner la capitale) ne peut qu'in-
ce gouvernement, et pour le mécontentement
es troupes sème toujours dans les habitants, et
olutionnaire que la vue des armées françaises,
ation de leur système actuel, ranime toujours
tionnés. Et, dans des circonstances aussi épi-
ie croit de pouvoir rien faire de mieux, que
amment l'éloquence insinuante du prélat Ca-
ler à Murat ses promesses; et, en effet, ce pré-
hier de Florence, se dispose à aller rejoindre
néral français.

23 mars) le chev. Dolomieu, qui a tant inté-
Consul, a passé par ici, accompagné par le
n est allé le prendre à Messina où il était en pri-
gner d'après le premier armistice, aux Français..

4. -- Jackson à Hawkesbury

Roma, march 28th 1801.

. of the general desolation of Italy, the policy of
lowed a little respite to the Ecclesiastical States :
given to the troops to respect these territo-
y the residence of the Pope ; and in their march
orts of Calabria, the french general has promi-

sed that these troops shall not approach Rome nearer than and Rieti. I am also assured that the most positive orders been received from Paris not to give any countenance and port to the jacobins; and on this subject it is certain that ge Murat has declared to this government, that they are per at liberty to take such measures as they may judge best. lated for their interior tranquillity, and by sending out o capital all strangers who may be obnoxious, even French without paying respect to any passports whatever, excep as are signed by the commander in chief. Some english g men, who have lately arrived here from Naples, on being sented to the Pope, received from His Holiness the assu that they might remain perfectly quiet and unmolested i States...

(Record office, *Sardinia*).

345. — Consalvi à Spina

Roma, 28 marzo 1

Dopo la sua lettera fino al n° 41, in data dei 7 marzo, ch accusai nel mio piego della settimana scorsa, io non ho ric più le sue lettere. Io non lascio di scriverle in ogni settir e per rapporto alle nuove correnti, mi riporto ai due a fogli. Mi auguro di ricever sue nuove sollecitamente, com sollecitamente io spero di poterle rimandare Livio. Altr mi occorre a significarle, onde con pregarla, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

346. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 28 marzo

In questa cifra debbo parlarle di più cose sommamente ressanti, ed entro subito in materia.

Incomincio dalla nuova gita di Mgor Caleppi in Firenze stato mandato per vari oggetti, cioè : la non eseguita pro di evacuare lo Stato (eccettuata Ancona) in compenso de tanta mila scudi; le contribuzioni particolari imposte d comandanti, oltre il pubblico peso di mantenimento della t

dei più accaniti patrioti romani, ritornati sotto il governo francese a gran discapito della pubblica opinione, condotta di aver qualcuno presso il governo della trattativa con Napoli. Questo uomo, di mente eccellente, ha ricevuto Caleppi con

l'aiuto di Firenze, e di vari Francesi, non solo, riscaldarono talmente il capo a Caleppi, che non si può di tornare qua, per ben informare il Santo Padre nel passare i Francesi per Tivoli ad oggetto di Napoli, temeva egli che vi fossero delle occlusioni a Roma. Per giustificare questa sua venuta, si è accinto a parlare al generale Murat, che veniva per ordine del Santo Padre e le mie, addossando le sue diffidenze. Ciò dispiacque assai al generale, e perciò scritta una lettera, la più tenera, la più assicurante che dir si possa, piuttosto che offeso il rischio. Ora si fa tornare Mgor Caleppi per smentire tali ingiuriose diffidenze, che mai prima non riprove di vera lealtà, amando al tempo stesso i momenti vi sia chi risieda presso il generale per essere vantaggioso.

Adesso è terminato l'esame della Piccola congregazione e si distribuiranno i fogli alla Grande, e alla terza festa di Pasqua (essendo impossibile tempo e per le funzioni dei giorni santi), senza. Se riesce di combinarlo in una sola volta tutte le cure di un buon preparativo, nei giorni dopo (che mi sono necessari per poi fare tutto l'occorrente), rispedirò Livio; il che faccio, sarebbe in Parigi verso i 30 o 2[9] e prudente di annunziare questa epoca, lo so, che a di lei giudizio può giovare per il che qui si travaglia con impegno e sollecitazione *ratione* alla somma importanza della

le jour de Pâques, c'est-à-dire le 7 avril.

Debbo informarla, che dalle lettere del cardinale Casoni raccolgo che il cav. Azara dice, che il Santo Padre è Gesuita come il suo antecessore, e che il partito gesuitico è qui dominante, e che Bolgeni influisce, cosa falsissima. Sicchè, quando saprà ciò che è fatto in Russia, è da immaginarsi quanto gli farà dispiacere. È ben che ella ne sia prevenuta, per essere allora in caso (giacchè al presente tenga la cosa segretissima) di mostrare, che la necessità intrinseca della cosa, e la qualità dell' imperatore postulante con tanta e sì risoluta efficacia, non già un suo privato affetto, hanno regolata la condotta di Sua Santità.

Quanto all' affare di Malta, quell' imperatore è contento di aver uno che prima non abbia carattere, e tratti l'affare, e quindi a cose accomodate spieghi il carattere di nunzio, per il che si manderà Mgor Della Genga. Questo affare però si riconosce qui il più amaro di tutti, perchè per la maraviglia pubblica non si vede essere che a puro scapito. Quanto all' intervento del Primo Console, forse sarebbe trovato male, che in un affare religioso di tale tempra, il Santo Padre lo facesse mediatore, prima che col concordato egli avesse dichiarata la sua religione particolare; onde, accadendo intanto questa trattativa diretta con Pietroburgo, la mediazione non ha più luogo.

Circa le Legazioni, la destinazione di Lucchesini in presidente della Cisalpina mi fa gran specie. Ciò indica, che ci si vuol mettere un nemico della casa di Austria. Dunque si vuol fare questa Repubblica permanente e estesa, altrimenti sarebbe un nemico impotente. L'unione del paese del re di Sardegna fino alla Sesia accresce i miei timori. Naturalmente al re di Sardegna, sì protetto da Paolo I, non si darà quella poca parte di suo Stato che rimane, ma se la incorporerà la Francia, come dimostra anche il non più smantelare Tortona. Che si darà dunque al re di Sardegna? Dicono le tre Legazioni e qualche altra cosa, e che al Santo Padre daranno l'Abruzzo (veda che bel cambio!), e al re di Napoli la Sardegna, per diminuirlo nel continente. Stia attento a queste cose, e si raccomandi al C^o di Kolytchev per ordine espresso di Sua Santità, che spera molto nella protezione di Paolo I.

(Cultes, Arch. de Caprara).

347. — Contre-projet de Di Pietro, discuté par la Petite congrégation.

[Rome, vers le 30 mars 1804.]

Convention entre S. S. le pape Pie VII et le gouvernement français.¹

Art. 1^{er}. — Les circonstances actuelles ne pouvant permettre que la religion catholique, apostolique, romaine soit déclarée la dominante en France, et considérant pourtant qu'elle est de la grande majorité des citoyens français, Sa Sainteté ne se refuse pas d'accepter la déclaration du gouvernement français, qu'il l'adopte pour la religion de l'État et de la Nation, dès à présent et à l'avenir ; que l'exercice de ladite religion sera libre et public en France. Elle y sera conservée et protégée dans toute la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline ; et toutes les lois, arrêtés et jugements contraires à son exercice ou à la liberté de son culte et de ses ministres, sont considérés comme révolutionnaires et entièrement abolis.

Art. 2. — Il sera fait, de concert entre lui et le Saint-Siège, une nouvelle circonscription de diocèses français : leur nombre sera réduit de telle manière, néanmoins, qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

¹ Ce contre-projet (voir p. 145 note) est intitulé : « Ultimo progetto di convenzione, formato dal patriarca di Gerusalemme. » Il est précédé de la note suivante : « Si avverte ch' essendo gli articoli 1 e 3 della maggiore importanza, vengono proposte su di essi varie formole, contrassegnandosi con un asterisco quella che il suddetto patriarca giudica la più esatta, e alla quale darebbe egli la preferenza. »

* Art. 1 — Attendu l'obstacle que les circonstances actuelles opposent encore en ce que la religion catholique, apostolique et romaine soit déclarée par acte public la religion dominante en France, le Saint-Père ne peut qu'agréer qu'au moins le gouvernement français déclare que la religion apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français ; qu'il l'adopte pour sa religion particulière ; et qu'il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline, moyennant encore la révocation de toute loi ou décret contraire.

* Art. 3. — Sa Sainteté exhortera les titulaires actuels des évêchés de France à faire tous les sacrifices qu'exigera la paix, et l'union de l'Eglise. D'après cette exhortation, le Saint-Père déterminera ce qu'il jugera convenable au plus grand bien de l'Eglise même. Il prendra aussi les mesures nécessaires afin que la nouvelle circonscription, d'après son approbation, puisse avoir son plein effet. »

Art. 3. — Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires la juste confiance où elle est, de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exiger d'eux leur zèle bien connu pour la paix et l'unité de l'Eglise.

D'après cette exhortation, le Saint-Père prendra les mesures qu'il jugera convenables pour le bien de la religion, et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'elle s'est proposée en l'approuvant.

Art. 4. — Le Premier Consul Bonaparte, professant la religion catholique, nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté ; et Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi nommés, et par lui approuvés, l'institution canonique dans les formes accoutumées, aussitôt que ces nominations lui seront notifiées.¹

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer, se feront également par le Premier Consul Bonaparte et ses successeurs catholiques, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les archevêques et évêques, avant que d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 7. — La formule du serment sera celle-ci : Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française.

Art. 8. — Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

Art. 9. — La prière suivante sera récitée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : *Domine, salva Rem gallicam, et exaudi nos in die qua invocaverimus te.*

¹ On trouve dans les *Analecta juris. pontif.* (3^e série, col. 1187) la traduction suivante d'une observation du card. Gerdil sur cet article : « Après avoir établi (art. 1) que Sa Sainteté n'entend concéder ses grâces qu'à un gouvernement catholique, il semblerait plus simple de dire, au commencement de l'art. 4 : *Le P. Consul et ses successeurs professant la religion catholique*, etc. ; et, au lieu de dire : *Sa Sainteté s'engage à donner l'institution* (formule que les Souverains Pontifes n'ont pas coutume d'employer), dire simplement : *Sa Sainteté donnera...* » — On verra plus loin (pièce n° 369) qu'il a été tenu compte de ces remarques de Gerdil.

Art. 10. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, font une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs : bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins rituels des fidèles.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront de préférence des pasteurs vertueux et pacifiques, agréables au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires et conserver à l'indépendance des chapitres, mais sans dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises métropolitaines, cathédrales et collégiales non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 14. — Sa Sainteté, reconnaissant l'impossibilité de revenir sur les aliénations des biens ecclésiastiques, sans perpétuer les troubles et les malheurs de l'église de France, dispense les catholiques français, possesseurs des biens ecclésiastiques dont les aliénations sont déjà consommées, de toute restitution, soit de la propriété, soit des fruits desdits biens. Elle étend encore cette dispense aux autres Français qui, s'étant éloignés de l'unité de l'Eglise, y feront retour dans le délai de six mois à compter du jour de la publication de la présente convention.

Art. 15. — Le gouvernement assure aux évêques et curés conservés un traitement convenable, et le recouvrement des biens ecclésiastiques non encore aliénés.

Art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations et dotations, assujetties aux charges de l'État.

Art. 17. — Les ecclésiastiques qui sont entrés depuis leur consécration dans les liens du mariage, ou qui, par d'autres motifs, ont notoirement renoncé à l'état ecclésiastique, rentreront dans la classe des simples citoyens, et pourront, s'ils le demandent, être admis à la communion de l'Eglise, mais parmi les laïques seulement.

Art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français tous les mêmes droits et privilèges reconnus par le Saint-Siège, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement de gouvernement.

Art. 19. — Elle s'engage, ainsi que le gouvernement, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle deux autorités promettent de concourir également (Pap. du card. Carandini).

348. — **Réflexions de Di Pietro sur les t**

[Rome, vers le

Per intelligenza delle note marginali si avverta che i getti vengono indicati dai numeri romani I, II, III

La base della presente convenzione consiste nel del trattato, poichè a misura de' sforzi e delle provvidenze del governo francese per il ristabilimento della religione in Francia, potrà il Santo Padre usare maggiore o minore scendenza nell'ammettere gli altri articoli, e nelle domande dello stesso governo.

I. Tit. I, art. 1°. — I termini adottati nel primo progetto ufficiale sono omninamente insufficienti. Essi non altro contengono, se non se una semplice asserzione istorica d'essere la religione cattolica, apostolica, romana, quella, che viene professata dalla massima parte dei francesi; e la sola conseguenza, che si ricava da questa, è quella di voler procedere d'accordo colla Santa Sede in una nuova circoscrizione di diocesi. È superfluo dimostrare, che quante volte il governo francese ha insistito nell'idea di sostenere questo sterilissimo articolo più oltre, Sua Santità rimarrebbe inabilitata a contentare le tante richieste che le vengono fatte, mentre un'istanza straordinaria della Santa Sede non può essere che in corrispondenza del grande acquisto, che si fa colla caduta e rifiorire in Francia la religione cattolica.

II. Art. 1°. — Ciò premesso, se incontransi os

¹ I. désigne le projet V du gouvernement français (pièce n° 267); — II. s'applique aux Variantes confidentielles de 305: on remarquera que Di Pietro s'est attaché de préférence à la rédaction de ces Variantes (voir p. 58, note 2); — III. renvoie à Di Pietro, discuté par la Petite congrégation (pièce n° 347).

rabili per dichiarare sin da ora la religione cattolica per religione dominante, bisogna per lo meno che goda di una decisa preferenza su tutte le sette, e che venga riconosciuta come propria del governo. Nel secondo progetto rimane bastantemente provveduto a tutto questo; ma non possono ammettersi le ultime parole del primo articolo. Egli è certo, che la Santa Sede, per evitare mali maggiori, ha tal volta tollerato, e tollera anco presentemente in alcuni domini cattolici, l'esercizio di false religioni; ma è fuori di controversia altresì, che non ha mai la medesima autorizzato un tal esercizio con segni di approvazione o consenso. Non è necessario di cercare altrove gli esempi, che confermino questa asserzione. La Francia stessa ne somministra uno ben luminoso. Ognuno sa, che da Arrigo IV, nell'anno 1598, fu pubblicato in Nantes il famoso editto, con cui si prometteva in Francia l'esercizio della setta calviniana, e che la revoca di questo editto ebbe luogo soltanto sotto il regno di Luigi XIV, nell'anno 1695. I pontefici che sedero sulla cattedra di San Pietro in questo intervallo di quasi un secolo, tollerarono bensì in silenzio l'editto accennato, attese le circostanze, ma non si conta fra essi neppur uno, il quale dasse il più leggiero indizio di approvazione. Se dunque la situazione attuale della Francia esige un egual contegno per parte della Santa Sede, si taccia pure sulla tolleranza de' culti diversi dal cattolico, ma non si pretenda che il capo della Chiesa, con un atto al quale non può nè deve prestarsi, autorizzi il libero esercizio de' medesimi.

III. Art. 1^o. — Nè dovrà dirsi, che questa sia una piccola condiscendenza, poichè, avuto riguardo allo stato di religione dominante, del quale la cattolica ha goduto in Francia dall'anno 496, in cui il re Clodoveo I fu battezzato, fino all'epoca disgraziata della Rivoluzione, bisognerà conchiudere che anche dopo la riferita dichiarazione, la religione cattolica rimane molto degradata, come quella, che di dominante, passa alla condizione molto inferiore di religione semplicemente protetta. Tuttavolta, riflettendo al quasi totale annientamento cui fu ridotta dalla persecuzione, dallo scisma, e dalla tirannia degli atei, sarà un non piccolo vantaggio, che incominci almeno a risorgere sotto la protezione del governo; e converrà adattarsi a prendere quel più che si può, senza esigere quello che è impossibile di conse-

guire. Ma quantunque si ammette per vero, che le attuali circostanze non permettano al governo francese di rendere, per mezzo di un atto pubblico, alla religione cattolica, il suo grado di dominante, egli è certo però, che il Santo Padre non deve approvare, non deve mettere colla sua autorità il sigillo a questa degradazione della religione. Per questo motivo appunto, è necessario che l' articolo sia modellato in maniera da far conoscere, che il Santo Padre, in vista soltanto delle attuali circostanze, e quasi costretto dalla necessità, è contento che per ora il governo francese faccia al meno l' accennata dichiarazione. A quest' oggetto è diretta la nuova formola d' articolo, che si propone, in cui è indispensabile di far parola della revoca delle leggi contrarie alla religione e ai suoi ministri, senza di che potrebbero sempre trovarsi nuovi pretesti per disturbar l' una e gli altri.

I. *Tit. I, art. 1°*; — II. *Art. 2°*; — III. *Art. 2°*. — Nel presente articolo non s' incontra difficoltà, giacchè si enuncia, che la nuova circoscrizione delle diocesi francesi sarà fatta coll' approvazione pontificia. Pare per altro troppo necessario lo aggiungere, che si farà la riduzione in maniera, onde resti provveduto ai bisogni spirituali dei fedeli.

Mgor Spina dice di essere stato assicurato, che resteranno sempre dodici arcivescovati e cinquanta vescovati. Il numero in verità è molto ristretto per una popolazione sì numerosa, come è quella della Francia; tutta volta, è meglio che vi sia un qualche numero di vescovi che nessuno. Nè conviene che il Santo Padre, per questo motivo, trascuri l' occasione del ristabilimento della cattolica religione, massime che può sempre rimanere la lusinga di ampliare, in progresso di tempo, il numero delle diocesi.

I. *Tit. I, art. 2°*; — II. *Art. 3°*. — È indispensabile il cancellare le parole « à quelque titre que ce soit.¹ » Vengono in essi compresi non meno i legittimi che gl' intrusi, giacchè facendosi menzione di titoli di diverso genere, non possono riferirsi ai soli legittimi, i quali tutti hanno un solo e medesimo titolo, cioè l' istituzione canonica. Perciò se il Santo Padre approvasse il presente articolo, tal quale viene proposto,

¹ Voir p. 139, note 2.

potrebbero gl' intrusi abusarne, e vantarsi che finalmente la Santa Sede ha dovuto riconoscere la loro elezione.

III. Art. 3°. — Non è questa per altro nè la maggiore, nè l'unica difficoltà, che s' incontra nel progettato articolo. Viene con esso richiesta la dimissione di tutti i vescovi legittimi della Francia, di quei vescovi, che tanto soffrirono per la causa della religione, e che furono colmati da sì grandi elogi dalla Sa. Me. di Pio VI, e anco dall' attuale Sommo Pontefice. Il colpo però è inevitabile; e sebbene vi sia lusinga che alcuni degli antichi vescovi siano chiamati al governo delle diocesi della nuova circoscrizione, il Primo Console vuole, che tutti dimettano, e che i prescelti, i quali forse saranno pochi in confronto degli esclusi, riconoscano da lui le loro sedi. Egli è tanto inflessibile su questo punto della dimissione generale de' vescovi, che ha già esternato le più forti minacce nel caso che il Santo Padre non aderisca alla di lui richiesta. Dall' altra parte, condiscendendo Sua Santità alla domanda del Primo Console, possiamo aspettarci i più forti reclami de' vescovi francesi, che debbono subire uno spoglio sì doloroso.

In questo bivio terribile conviene studiare quel compenso, ch' esser possa il migliore. Prima di stabilirlo, gioverà premettere alcune riflessioni.

È certo, in primo luogo, che i vescovi legittimi della Francia sono, nelle attuali circostanze, obbligati a rinunziare ai loro posti. Per quanto sia ingiusta e irragionevole la richiesta della loro dimissione fatta dal Primo Console, è fuori di controversia, che dall' effettuazione della medesima dipende presentemente la cessazione dello scisma, e la ripristinazione della religione cattolica in Francia, e forse anco la pace e la tranquillità di tutta la Chiesa cattolica. Non è meno certo o meno evidente, che i vescovi siano obbligati a rinunziare al loro ministero, quando questa rinunzia venga richiesta dalla utilità della Chiesa. Rivestiti i vescovi della loro dignità, non per proprio, ma per vantaggio de' fedeli, debbono o ritenerla o deporla secondo che esige questo medesimo vantaggio. « Ac per hoc, per usar le parole di S. Agostino (contra Cresconium, cap. II), ut eorum sine scandalo gubernandorum sese necessitas tulerit, ita vel esse, vel non esse debemus, quod non propter nos, sed propter alios sumus. » Questa

massima è stata sempre insegnata nella Chiesa di Gesù Cristo. Questa ha servito di norma a molti vescovi rispettabilissimi, i quali si sono creduti in dovere di rinunciare, perchè la loro rinunzia era utile ai fedeli. Fra i vari fatti che potrebbero riferirsi, e che si omettono per amore di brevità, si accenna soltanto quello celebratissimo di quasi trecento vescovi Affricani, i quali, prima della conferenza dell' anno 411, dichiararono solennemente esser pronti a rinunciare le loro sedi, quando questa misura potesse contribuire alla cessazione dello scisma dei Donatisti...¹ Se dunque i vescovi sono obbligati al sacrificio della loro dignità, quando questo venga richiesto dal bene della Chiesa, come potrà dubitarsi, che siano obbligati alla rinunzia de' loro vescovati i legittimi prelati della Francia, in una circostanza, in cui dalla loro rinunzia dipende la ripristinazione della religione in Francia, ed il bene anco della Chiesa universale.

Da questa prima riflessione ne nasce una seconda, cioè che se i vescovi legittimi, eccitati da Sua Santità a dimettersi, ricusano di prestarsi a tale sacrificio, può il Santo Padre, con tutta ragione, privarli de' loro vescovati. In questo caso i vescovi preferirebbero le loro dignità alla pace della Chiesa, alla cessazione dello scisma, alla ripristinazione della religione in Francia. Simile detestabile irreverenza è una colpa gravissima, che supera d' assai la maggior parte delle colpe, per le quali nel diritto canonico è decretato contro de' vescovi la semplice deposizione, o sia privazione de' loro vescovati, e per cui in conseguenza possono i vescovi francesi, *etiam invitì*, essere spogliati delle loro sedi.

L'esecuzione per altro di questa giustissima pena porterà sicuramente seco innumerabili reclami. Lo impedirli sarà quasi impossibile: bisogna dunque trovare un compenso, per cui si eviti qualsivoglia reclamo ragionevole, e si accoppi alla necessità la maniera la più dolce, la più discreta, e la più canonica nel vibrare un colpo sì forte e sì doloroso. Questo non potrebbe ottenersi, adottando l' articolo come è proposto ne' due primi progetti, mentre il Santo Padre, dichiarando che non riconoscerà per titolari degli arcivescovati e vescovati della nuova circo-

¹ Suit la citation d'un fragment de la lettre de ces évêques.

scrizione, se non quelli che saranno a lui indicati dal Primo Console, verrebbe a decretare, senza veruno eccitamento alla rinunzia e senza alcun previo giudizio, la deposizione contro tutti i vescovi legittimi che non saranno a lui presentati da Bonaparte. Questa condotta potrebbe forse sembrare non giusta. La deposizione è una pena, la quale in conseguenza non si può infliggere a chi non ha commesso alcun delitto. Se dunque Sua Santità potrà giustamente procedere a questa pena, quando i vescovi da lui esortati alla rinunzia, divengano rei di non volersi prestare ad un sacrificio necessario per il bene della Chiesa, non può egli all' opposto adoperare la medesima pena, prima dell' epoca di un tal rifiuto, ed in un tempo in cui i vescovi non sono rei d'alcuna colpa.

Molto meno plausibile comparirebbe questa maniera di procedere sul riflesso, che Sua Santità ha tutto il fondamento di sperare, che i vescovi da lui esortati si dimetteranno dalle loro sedi. Dichiararonsi essi altra volta disposti ad un tal sacrificio, per cui la Sa. Me. di Pio VI, nel breve delle facoltà concesse « *archiepiscopis Lugdunensi, Parisiensi et Viennensi, atque antiquioribus episcopis cujusque provinciae regni Galliarum* », in data de' 27 settembre 1791, rammentò con lode simile generosità, riferendola colle parole « *se promptos, paratosque esse ecclesias suas dimittere, si id religionis bonum postularet.* » Non vi è alcun motivo di credere con sicurezza, che i medesimi abbiano mutato sentimento. In tale stato di cose, pare che non debba procedersi alla privazione, senza premettere l' invito di una dimissione spontanea. Questo neppure è sufficiente: in un affare così delicato, e in un momento così critico, dee aversi molto riguardo alla presente effervescenza degli spiriti. Se in una convenzione, che si pubblicherà da per tutto, si dicesse francamente, che il Santo Padre ecciterà i vescovi legittimi alla rinunzia dei loro posti, e che quando essi ricusino di prestarsi, procederà alla loro deposizione, vi è pur troppo da temere, che possa nascere una nuova scissura, in cui prendano parte, non solo tutti i vescovi della Francia, ma ben anco della Germania, le di cui diocesi si estendono sul territorio francese, e forse ancora altri vescovi, che mal volentieri soffriranno la subitanea e violenta deposizione di tanti loro confratelli. Si possono temere appellazioni

al futuro concilio, al pontefice meglio informato, ed altri mali niente inferiori a quelli sofferti finora.

Bisogna quindi mitigare quanto si può l'articolo, e portarlo con una estrema delicatezza, enunciando la dimissione de' vescovi in una maniera più coperta, e adattata a meno urtare gli spiriti riscaldati.

Potrebbe opporsi, che facendosi espressa menzione della rinunzia, e deposizione de' vescovi, il Primo Console non ne rimarrà contento, e interromperà forse l'intrapresa trattativa. Si può per altro facilmente rimediare a questo inconveniente, assicurando il Primo Console, che il Santo Padre priverà i vescovi legittimi delle loro chiese, quando ricusino di prestarsi ad una spontanea dimissione, e motivando le ragioni per le quali Sua Santità non giudica opportuno di fare espressamente parola nell'articolo della privazione de' vescovi, attesi i riguardi che deve avere ai medesimi, e il desiderio di evitare non pochi reclami, quali turbare potrebbero anco la tranquillità della Francia. Ottenendo il Primo Console il suo intento, non dovrebbe incontrare ostacolo ad adattarsi a queste modificazioni, e ciò tanto più, in quanto che egli stesso, nel suo progetto ufficiale, ammette che i vescovi debbano essere preventivamente invitati a dimettersi. Oltre di che, siccome dee ancor farsi il piano della novella circoscrizione delle diocesi, in questo intervallo di tempo verrà dal Santo Padre indirizzato ai vescovi l'eccitamento per la loro rinunzia, senza esservi bisogno di affrettarsi a dichiararli prematuramente decaduti delle loro sedi.

Qualora si convenga in questo sentimento per la lettera da scriversi da Sua Santità ai vescovi francesi, si hanno in pronto materiali più che sufficienti, onde indurli coll' autorità e cogli esempi al sacrificio che esige il bene della Chiesa.

I. *Tit. II, art. 1^o*; — II. *Art. 4^o*; — III. *Art. 4^o*. — Ne' fogli delle Notizie estratte dai dispacci di Mgor Spina ¹, viene rimarcata la necessità di aggiungere sempre alla denominazione di Primo Console, il nome di Bonaparte, per il pericolo che qualche di lui successore non professi la religione cattolica, e pretenda, ciò non ostante, di esercitare le prerogative concesse al Primo

¹ Pièce n° 338.

Console nella presente convenzione. La Sede Apostolica ha costantemente negata ai principi eterodossi le nomine alle chiese vescovili, e tutto al più ha usato verso i medesimi la condiscendenza di promuovere ai vescovati persone, che loro fossero accette. Per queste ragioni si è fatta una qualche aggiunta al principio dell' articolo¹, e si sono poi inserite nel fine le parole « par lui approuvés² », onde salvare il pieno diritto del Sommo Pontefice nell' escludere quei soggetti, che non fossero degni del vescovato, e includere almeno tacitamente l' obbligo degli atti soliti da premettersi a tale approvazione, segnatamente la compilazione de' processi, potendo nascer sospetto che con i termini « institution canonique » voglia indicarsi soltanto la spedizione delle bolle.

I. *Tit. II, art. 2°*; — II. *Art. 5°*; — III. *Art. 5°*. — Militano le stesse ragioni rapporto ai cambiamenti fatti in questo articolo, e sarebbe perciò inutile di ripeterle.

I. *Tit. III, art. 1°*; — II. *Art. 6°*; — III. *Art. 6°*. — Sebbene il giuramento di fedeltà al governo sia stato proibito alle persone ecclesiastiche dal Concilio generale Lateranense IV, riportato nel capo « Nimis de jurejurando », nè possa in rigore esigersi se non di quelli vescovi che godono feudi per concessione dei principi..., pure a tranquillizzare l'animo del Primo Console, che mostrasi risoluto ad esigere dai vescovi con un tal atto una garanzia della loro sommissione al governo, potrà il Santo Padre usare condiscendenza su questo articolo.

I. *Tit. III, art. 1°*; — II. *Art. 7°*; — III. *Art. 7°*. — Quanto però è ammissibile il giuramento di ubbidienza al governo, altrettanto è riprovevole quello di sommissione alle leggi in genere, giacchè ognun sa esservi fra le leggi tutt' ora veglianti in Francia, anco di quelle che si oppongono alle massime di nostra santa religione. Bisogna in conseguenza limitare il giuramento ai termini espressi nel secondo e terzo progetto.

I. *Tit. III, art. 2°*; — II. *Art. 8°*; — III. *Art. 8°*. — Le ragioni esposte circa il giuramento de' vescovi sono adattabili anco a

¹ Les mots « professant la religion catholique. »

² « Sa Sainteté s'engage à donner à ceux qui seront ainsi nommés, et par lui approuvés, l'institution canonique. » (pièce n° 347).

quello che vuole esigersi dai parrochi, onde è inutile il trattenerli su questo articolo.

I. *Tit. III, art. 3°*; — II. *Art. 9°*; — III. *Art. 9°*. — Sotto il dominio de' monarchi francesi, era costume, che in tutte le chiese, dopo il termine del divino uffizio, si cantasse il versetto « Domine, salvum fac Regem. » Il Primo Console vuole che si conservi quest' uso, col cambiamento proposto. Può ammettersi senza scrupolo l' una delle due formole;¹ ma in luogo di limitare la preghiera ai soli Consoli, sembra più opportuno lo estenderla a tutta la Nazione, colle parole « rem gallicam. »

I. *Tit. IV, art. 1°*; — II. *Art. 10°*; — III. *Art. 10°*. — Potrebbe il governo restringere il numero delle parrocchie in guisa, che essendo troppo vaste, non fossero sufficienti agli spirituali bisogni de' fedeli. Ciò tanto più può temersi, in quanto che dovendo lo stesso governo supplire al mantenimento de' parrochi, cercherà tutti i possibili risparmi. Per evitare questo disordine, e per appoggiare quei piani ragionevoli, che verranno proposti dai vescovi, si è creduta necessaria l' aggiunta: « bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles. »

I. *Tit. IV, art. 2°*; — II. *Art. 11°*; — III. *Art. 11°*. — Ben si comprende, che nella destinazione de' parrochi da farsi, seguita che sia la circoscrizione delle parrocchie, molti degli attuali legittimi parrochi potranno correre il pericolo di rimanere esclusi, e che i vescovi anderanno ad essere legati nell' esercizio de' loro diritti, poichè dovranno nella scelta dipendere dal governo, il quale potrà negare, anche senza ragionevole motivo, la sua approvazione. Pure, per non mettere ostacoli al gran bene del ristabilimento della religione in Francia, savio è passar sopra a questi inconvenienti, nella fiducia, che ciascun vescovo non mancherà d'adempire esattamente i propri doveri e sforzerà di conservare, quanto è possibile, gli antichi curati, e di proporre per le parrocchie vacanti, ecclesiastici zelanti e meritevoli. Col cedere interamente ai vescovi la nomina alle par-

¹ On a vu (t. I, p. 408, note 2) que le projet V du gouvernement français proposait deux formules de prière: « Domine, salvam fac rem gallicam », ou « Domine, salvos fac Consules ».

rocchie, vengono a pregiudicarsi i diritti della Santa Sede rapporto alle riserve. Di questo per altro nemmeno converrà proferir parola, per mostrare un perfetto disinteresse, ove trattasi di sacrifici conducenti al vantaggio della religione.

II. *Art. 12°*; — III. *Art. 12°*; — Si rileva dai fogli della trattativa, che il governo, senza occuparsi de' seminari e de' capitoli, e senza riconoscerne la necessità, non è alieno dall' acconsentire al loro ristabilimento, bene inteso che nulla debba contribuire per questi oggetti¹. Sarà sempre utile il farne un articolo della convenzione, poichè in tal guisa si evita il pericolo, che il governo si opponga alle industrie de' vescovi per stabilimenti di tanta importanza, e ancora perchè sapendosi che l'autorità pubblica non si oppone ai medesimi, riuscirà più facile il procurare i mezzi per la loro sussistenza.

I. *Tit. V, art. 1°*; — II. *Art. 13°*; — III. *Art. 13°*; — Sarebbe giusto, che tutte le antiche chiese fossero restituite ai cattolici; ma è superfluo lo sperare che ciò si eseguisca per parte del governo, tanto geloso di non disturbare i possessori de' così detti beni nazionali. È però sempre un vantaggio per la religione, che dopo essere stata così atrocemente perseguitata, nell' atto in cui comincia a risorgere in Francia, abbia almeno alcune chiese per autorità del governo, nella lusinga di riacquistarne forse molte di più per spontanea cessione de' fedeli. Sotto questo aspetto non s'incontra difficoltà nell' articolo, bene inteso che si tolga la clausola «conformément à l'arrêté du 7 nivôse an VIII», clausola che non deve aver luogo in una convenzione da sottoscrivere dal capo della Chiesa.

I. *Tit. V, art. 2°*; — II. *Art. 14°*; — III. *Art. 14°*; — La massima, che si racchiude nell' articolo 14°,² è una massima ereticale, riconoscendosi in virtù della medesima come legittimo nella potestà politica il diritto di dichiarare beni nazionali, i beni ecclesiastici, e di spogliare la Chiesa del suo diritto di proprietà su i beni consagrati a Dio dalla pietà de' fedeli; massima, che dalla Chiesa e dalla Sede Apostolica è stata più volte condannata in Arnaldo da Brescia, nei Fraticelli, nei Wicleffisti, in Marsilio

¹ Voir dans le projet IV (pièce n° 181), l'art. 3 du tit. II.

² Dans le projet du gouvernement français et dans les Variantes de Bernier.

da Padova, ed altri. Quindi è evidente non potersi approvare dal capo della Chiesa. Mgor Spina sull' oggetto presente avverte, che purchè i possessori di detti beni esenti siano dalla restituzione, qualunque sia la formola della quale a Nostro Signore piacerà nella convenzione di servirsi, saranno i possessori ben contenti, e il governo non dovrà ricusare di accettarla. Ciò premesso, bisogna riflettere seriamente in quali termini convenga, che il Santo Padre usi indulgenza circa i possessori de' noti beni, seguitando per quanto è possibile le tracce segnate altre volte dalla Sede Apostolica in casi analoghi¹... Questi sono gli esempi più analoghi alle circostanze attuali della Francia, e su questi esempi appunto si è formato di nuovo l'articolo in questione.

Non può in verità riflettersi senza dolore alla perdita, che la chiesa di Francia viene a fare del doviziosissimo suo patrimonio; ma oltre che già se ne trova spogliata per via di fatto, secondo tutte le apparenze, da questo articolo principalmente dipende il conchiudere la trattativa, e il vedere risorta in quelle vastissime contrade la religione di Gesù Cristo. Le stesso nobile disinteresse del capo della Chiesa, e de' vescovi ed ecclesiastici francesi la renderà più cara ai veri suoi seguaci, e la farà ancora rispettare ed ammirare da' suoi nemici. La dispensa nella forma, che si suggerisce nel terzo progetto, non può desiderarsi più ampia, ma è troppo necessario l'opporvi le restrizioni « *les catholiques français possesseurs, etc.* »; e « *les autres Français, qui s'étant éloignés de l'unité de l'Église, y feront retour dans le délai, etc.* », in conformità di quanto fu fatto dai due pontefici Clemente XI e Clemente XII. Niuno potrà negare esser ciò ragionevolissimo. Dovendo la Chiesa spogliarsi de' suoi beni, sembra troppo giusto, che se ne spogli soltanto in grazia di quelli, i quali essendosi allontanati dal di lei seno per lo scisma, si riuniscono alla medesima; lo che porta seco l'importantissimo vantaggio di animare molti alla tanto bramata e tanto necessaria riunione. Ma tutto ciò non ostante, potrebbero queste restrizioni

¹ Mgr Di Pietro entre ici dans un long développement sur les règles de conduite tracées par Jules III pour les biens ecclésiastiques de l'Angleterre, par Clément XI et Clément XII pour ceux de la Saxe, par Benoît XIV pour ceux de l'Albanie.

oltà grandissime per parte dell' attuale sterà dunque a riflettersi seriamente, se nò, autorizzare Mgor Spina a prescindere e.

II. *Art. 15°*; — III. *Art. 15°*; — Debbono avere una congrua alimentare; ed è di pastore beva del latte, e si vesta dalla Spogliata la chiesa di Francia del pingue a quasi impossibilità di ripristinare le de-terno non vi acconsentirebbe, sia perchè sto peso nelle attuali circostanze rende-so il clero, e ecciterebbe de' torbidi nella ercare un qualche compenso pel sostenta-santuario. Il governo francese mostra di ma riduce i vescovi ed i parrochi alla con-à; cosa in vero assai disdicevole e contra-». Siccome però non vi può esser luogo per ento dalla parte del governo, nè i vescovi vere fondata speranza di provvedere d'al-ize, mentre poco o nulla è da contarsi sulle chè i meglio disposti saranno per ordina-ssono adattarsi a questo compenso, sul ri-ra soltanto è disdicevole, quando i mini-cettano, quantunque già forniti de' mezzi no a solo intento di mercede, o prosti-tero ai voleri del governo che dà loro il eduto di assicurar meglio la sussistenza chi, facendo sentire, che il governo è di-o trattamento « *fixé d'après les décrets de te relatifs au culte* »¹; ma non si è in grado genza in un articolo da approvarsi dal capo ecreti, de' quali si parla, appartengono alla ne del clero, solennemente proscritta dal re. Per questo motivo è più ammissibile l'ar-ale. Sembra per altro, che il governo ceda, ttamento de' parrochi e de' vescovi, i beni

ecclesiastici ancora non alienati, i quali non possono formare un oggetto molto vistoso, e di cui la podestà laica quindi non può disporre. Dovrà quindi a buon diritto farsene menzione nell'articolo.

I. *Tit. V, art. 4°*; — II. *Art. 16°*; — III. *Art. 16°*; — È cosa ottima, che non potendo o non volendo il governo fornire alle chiese de' beni proporzionati al bisogno delle medesime, s'imponghi almeno a prendere delle misure, perchè i cattolici possano eseguire delle fondazioni a tale oggetto. Notisi per altro, che nell'articolo del progetto ufficiale vengono apposte due ristrettive: la prima, che dette fondazioni siano « en rentes sur l'État », escludendosi in tal guisa i beni stabili, e facendo dipendere dall'arbitrio del governo il pagamento delle rendite assegnate; la seconda, che siano « soumises à toutes les charges de l'État », non ammettendo per questa parte privilegi e immunità ecclesiastica. Convienne assolutamente, che del primo vincolo non se ne faccia parola; ma al secondo bisognerà adattarvisi, tanto più, che oramai, nella massima parte de' domini cattolici, le pubbliche gravezze si estendono anco su i beni ecclesiastici. A provvedere poi più convenientemente ai bisogni delle chiese è stato aggiunto il termine « donations », mentre tal volta le fondazioni non sono sufficienti, e si richiede che vi si aggiungano le dotazioni.

I. *Tit. VI, art. 1°*; — II. *Art. 17°*; — III. *Art. 17°*; — Non essendo l'articolo 17° oggetto di convenzione, parrebbe opportuno, in conformità anco di ciò che accenna Mgor Spina,¹ che il Santo Padre facesse sentire al Primo Console, che userà, riguardo alle persone contemplate in detto articolo, le maggiori possibili condiscendenze, comunicando al soggetto, che crederà destinare per l'ultimazione di quest' affare, le facoltà necessarie, onde sia provveduto, e agli ecclesiastici *in sacris* che hanno attentato di contrarre matrimonio, e a quelli che hanno rinunciato notoriamente allo stato ecclesiastico, in qualsivoglia maniera.

Ed incominciando dal punto più interessante, concernente i matrimoni già contratti dai sacerdoti, diaconi e suddiaconi, sem-

¹ Pièce n° 304.

Padre possa dispensarli a rimanere ne' matricole necessarie riserve per altro, che poscia si approva di ciò :

1.º luogo, che la continenza, secondo la sentenza, è stata imposta ai sacerdoti e ai diaconi da, come egregiamente fra gli altri dichiara Mgor

2.º luogo, che secondo la dottrina de' teologi, e anco dall' Angelico Maestro (ques. 4, c. 1.º) i precetti apostolici, altri sono apostolicamente apostolici. Nei primi, dice il dottore, dispensare; ma nei secondi « Papa potest dispensare non debeat, nisi ex magna et evidenti

3.º luogo, che sebbene alcuni siano d'opinione, che la continenza ne' chierici ordinati *in sacris* della legge ecclesiastica, la più fondata sentenza è dal voto solenne annesso all' ordine sacro...¹ 4.º luogo, che secondo la più comune sentenza, il voto ne' voti semplici, per quello poi che appartiene a de' voti, questa siccome «ex sola constitutione canonica» (come leggesi in cap. unic. *de voto*), del capo della Chiesa può togliersi, e può per lo più dispensare ne' voti solenni.

5.º luogo, consta da vari monumenti, che in qualche caso i Sommi Pontefici accordata la dispensa ai sacerdoti e suddiaconi a poter ritenere le moglie già prese, più rileva, hanno anco in vista di relevantissimi talora i loro nunzi, o legati *a latere*, a dispensare le riserve quelli, o sacerdoti, o diaconi, o suddiaconi già preso moglie a poterle ritenere...²

6.º luogo, raccie medesime, concorrendovi motivi tanto più, e che Sua Santità avesse ad annuire a ciò, che in questo articolo, dirigendo un breve facoltativo a Sua Santità, e giudicherà dover destinare; e tutto al più, in

XIV.

de Paul III, et de Jules III (8 mars 1554).

luogo di quelle parole che leggonsi nel breve di Giulio III: « considerata eorum aliqua singulari qualitate », per mostrare maggiore condiscendenza, potrebbero sostituirsi le seguenti: « considerata singulorum casuum varietate. »

Per ciò poi che riguarda quegli ecclesiastici, i quali non col contrarre un matrimonio, ma con altri atti, che non si i viduano nell' articolo, nel tempo dell' attuale scisma, hanno toriamente rinunziato allo stato ecclesiastico, potrà il Santo dre far intendere nel menzionato breve, che aprirà verso i desimi le sue viscere di misericordia, qualora vogliano sinceramente ravvedersi.

I. *Tit. VI, art. 2°*; — II. *Art. 18°*; — III. *Art. 18°*; — Può il governo francese riconosca per sua propria la religione tolica, pare che possa il Santo Padre convenire su qu articolo. Per una maggiore cautela per altro, ove si enuncia diritti e privilegi de' quali godevano i re di Francia, si è gi cato opportuno aggiungere « *reconnus par le Saint-Siège.* » parisce per se stessa la ragionevolezza di questa piccoliss aggiunta.

II. *Art. 19°*; — III. *Art. 19°*; — Racchiudendo questo arti le solite clausole per l'osservanza del trattato, non esige ver discussione.

(Pap. du card. Carandini).

349. — *Consalvi aux membres de la Grande congrégation.*

[Roma], 31 marzo 1801

Avendo Mgor arcivescovo di Corinto, colla spedizione corriere Livio, trasmesso da Parigi l' ultimato della sua tratta col governo francese pel grande oggetto del ristabilimento e religione, e sistemazione delle cose ecclesiastiche in Francia Santità di N. S. ordinò, che si passassero a Mgor patriarc Gerusalemme tutte le carte relative a tale materia, giunte cessivamente alla segreteria di stato fino alla suddetta sp zione inclusivamente, ad oggetto che egli, come segretario d' particolare congregazione di dodici Emi sig. cardinali, che Santità si determinò a voler consultare sopra sì grave affar

si trova indetta. Il cardinale segretario di stato ha ordine da Sua Santità di esprimersi su questo proposito cogli Emi componenti la congregazione, nel modo il più energico, per indicare fino a quale alto grado Sua Beatitudine intende che sia osservato uno scrupolosissimo segreto su questo affare, che certamente è uno dei più gravi che abbia mai avuti la Santa Sede.

È mente del Santo Padre, che gli Emi sig. cardinali portino in congregazione il loro voto, scritto di proprio pugno.

Il Santo Padre, nello spazio di questi giorni destinati all' esame di sì importante oggetto, non lascerà con quei riguardi, che non compromettono nè direttamente, nè indirettamente il segreto della cosa, di far fare, per mezzo delle più esemplari comunità religiose ed in altri modi che giudicherà convenienti, le più fervorose orazioni per impetrare dal Signore i lumi necessari alla discussione di una materia, a cui è strettamente legata la causa della religione e della Divina gloria.

—

Nota degli Emi componenti la congregazione :

Albani, decano	Gerdil	Borgia	Braschi
Antonelli	Lorenzana	Roverella	Carandini
Carafa	Giuseppe Doria	Somaglia	Consalvi

Mgor Di Pietro, patriarca di Gerusalemme, segretario.

(Pap. du card. Gerdil ; Pap. du card. Carandini).

350. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation.

Dalle stanze del Vaticano, 2 aprile 1801.

Il cardinale segretario di stato ha riferito a Nostro Signore, nella udienza di questa mattina, il desiderio esternato da vari degli Emi sig. cardinali, componenti la congregazione destinata all' esame della convenzione da farsi colla Francia, di poter comunicare ad una persona il segreto loro ingiunto su tale oggetto.

Sua Santità, anche in seguito di nuove lettere di Mgor Spina, giunte col corriere russo che passò ieri da Parigi a Napoli, ha cre-

o, che la forza delle circostanze di questo gelosissimo affare medisca assolutamente la esecuzione della comunicazione postagli. Le EEm. LL. ne sarebbero sicuramente convinte, fossero pienamente al giorno del dettaglio della cosa. Riflette tanto Padre, che quella fiducia ch'egli pone nelle persone dei lici Emi, non può estendersi in eguale grado ai dodici soggetti, ai quali essi comunicherebbero il segreto, poichè, per tanto la scelta di essi fosse fatta dai sig. cardinali fra le persone, delle quali avessero la miglior opinione, però questa opinione medesima, senza alcuna colpa di chi la nutre, può talora essere sopra qualche soggetto, che forse sia creduto migliore di quel che sia in realtà, e ciò se non in linea di onestà, almeno in mancanza della stessa capacità di conservare un segreto. Un solo individuo, fra i dodici teologi ai quali si facesse tale comunicazione, se si lasciasse uscire di bocca una parola anche indirettamente circa un affare sì delicato, produrrebbe un danno assolutamente incalcolabile per la religione medesima. L'oggetto è troppo importante e troppo interessante, per non dovere studiosamente evitare anche la sola possibilità di vederlo compromettere, e d'altronde le decise intenzioni dello stesso Primo Console sono troppo frequentemente e risolutamente ripetute su questo punto, per potersi porre al rischio di vederle deluse.

Per facilitare però Nostro Signore il modo agli Emi sig. cardinali dell' esame proposto, ha ordinato questa mattina al cardinale segretario di stato di scrivere (come ha fatto) a Mgor patriarca di Gerusalemme, di prestarsi personalmente ad ogni loro chiamata, e colla sua opera assisterli, ed alleggerire la fatica, che lesse loro divenire soverchiamente gravosa nell' applicarsi all' esame senza alcuna persona che in ciò li aiuti.

E così pure circa la estensione del voto, permette Sua Santità, e se reca troppo incomodo all' EEm. LL. lo scriverlo di proprio pugno, lo facciano per mano di Mgor patriarca di Gerusalemme, bastando la loro sottoscrizione. Oltre di che Sua Santità contenta, che detto voto contenga anche brevissimamente il loro senso, o dissenso circa gli articoli proposti, senza che siano tenuti che esposte le ragioni che li hanno determinati, le quali possono dir in voce.

Che se, malgrado le due anzidette facilitazioni, si credesse qualcuna dell' EEm. LL. soverchiamente gravata dalla fatica, in tale incombenza, Sua Santità non intende di recarle un troppo grave incomodo, e facendosi carico delle particolari ragioni di età o d' incomodi personali, che possono concorrere in chi si trova in tale circostanza, accetterà colla sua naturale clemenza la istanza, che gli si possa fare per essere questa volta dispensati da tale incarico, e si riserberà a profittare dei lumi e dell' opera del postulante, in altra occasione in cui le circostanze permetteranno di farne uso con di lui minor incomodo.

(Pap. du card. Gerdil ; Pap. du card. Carandini).

351. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 4 avril 1801.

L'aide de camp français, que le général en chef Murat avait expédié à Naples pour sommer le gouvernement napolitain de signer sans délai l'armistice, n'était pas encore arrivé de retour à Florence avec les ratifications du Prince héréditaire et du général Acton, que le cit. Alquier, survenu dans cet intervalle à Florence avec les pleins pouvoirs nécessaires pour signer au nom de la République française un traité de paix définitif avec S. M. Sicilienne, l'avait conclu effectivement avec M. le chev. de Micheroux¹. Un officier russe et un courrier napolitain ont apporté ici les premiers cette nouvelle, et les deux négociateurs, Alquier et Micheroux, viennent aussi d'arriver pour attendre à Rome que S. M. Sicilienne envoie les ratifications, dans les formes requises, du traité. Mais on ignore encore à quelles conditions la cour de Naples ait pu obtenir la paix, quoiqu'on en sache assez pour assurer que cette cour-là aussi a dû se plier aux circonstances. Vingt mille Français iront occuper tous les ports qui sont depuis Pescara jusqu'à Tarente, et y resteront aussi long-

¹ La trêve stipulant l'occupation de Tarente avait été, comme on l'a dit, acceptée à Naples par le ministre Acton et rapportée à Florence le 28 mars : elle fut signée le même jour par Murat. — La nuit suivante, une convention plus solennelle, le traité de paix lui-même entre la France et les Deux-Siciles, était conclu par Alquier, qui, arrivé le 25 à Florence, était entré aussitôt en pourparlers directs avec M. de Micheroux.

s circonstances l'exigeront, défrayés par S. M. Si-
 -adite Majesté cédera aux Français tous les monu-
 -dont elle s'était emparée dès son occupation de la
 e, et tous ceux aussi que les Français avaient voulu
 Naples du temps qu'ils y étaient, et qu'ils n'ont pas
 au moment de leur fuite du royaume, tels que
 nèse, le célèbre taureau, etc. Cette dernière condi-
 - terrible qu'elle soit, ne compromet pourtant pas la
 -ublique, qui sera sensiblement troublée par l'en-
 -çais dans le royaume, où les populations sont si
 tre eux, qu'un évêque et le général Rodio, qui,
 rdres de la cour, se sont rendus en Abruzzo pour
 habitants au passage des troupes françaises, y ont
 de perdre la vie et y ont été très maltraités.

u Premier Consul pour les beaux-arts, qui lui a
 d'exiger par une des conditions de la paix avec
 nne, les plus beaux monuments d'art que Sadite
 -dait, a encouragé les agents français à demander
 statues de la villa Albani, que les Napolitains
 ises sur les Français et dont le prince Albani
 levenu le propriétaire, et tous les objets d'art ap-
 x Anglais, dont les Français s'étaient emparés dès
 e entrée à Rome, et que, faute de temps, ils n'ont
 rter. Et le Pape qui, autant connaît-il qu'une pa-
 le est tout à fait contraire à la capitulation faite par
 -ançais, au moment de l'évacuation de Rome¹, avec

. convention proposée par le général français Garnier, était ainsi
 les propriétés, ainsi que les objets d'art appartenant à la Répu-
 dans toute l'étendue de la République romaine seront également
 era (sic) à l'autorité française la liberté de laisser à Rome un ou
 , chargés de leur gestion et conservation jusqu'à ce que le gou-
 -ais prenne à cet égard les déterminations ultérieures, qu'il croira
 .bles à l'intérêt national. » Cette clause ayant été soumise au
 -bridge, qui stipulait pour les Anglais et les Napolitains, celui-ci
 s le cours de mes longs services, je n'ai jamais vu que l'on de-
 riétés publiques. C'est donc tout à fait inadmissible. Les pro-
 - seront délivrées [*c'est-à-dire, rendues*]. » L'acte de la capitula-
 -n côté l'article proposé par le général français, et de l'autre la
 -nodore anglais, fut signé sous cette forme, le 27 septembre

les Napolitains et avec les Anglais, autant craint-il de dégoûter les Français, sans oser de permettre aux Français l'exportation desdits objets, a pourtant cru de devoir en ordonner le séquestre ; ce qui m'a donné lieu à réclamer d'une manière aussi respectueuse qu'efficace, auprès du cardinal secrétaire d'État, pour que les statues et autres effets qui sont des propriétés du prince Albani, ne soient point exportés hors de Rome ni cédés aux Français, avant qu'on sache l'issue des offices que S. E. M. le comte de Cobenzl a faits, auprès du gouvernement français, en faveur de la famille Albani.

La quantité d'officiers français de tout rang qui font des courses à Rome, le courage que la vue des cocardes tricolores inspire aux révolutionnaires romains, et surtout la faiblesse du gouvernement engageront sans peine le gouvernement même à toute détermination, qui ne soit pas en opposition directe avec la religion ; et si nous n'avons pas à craindre ici de voir de nouveau disparaître le gouvernement ecclésiastique, on ne le doit qu'aux circonstances qui conseillent au Premier Consul de ménager le Pape...

(Arch. de Vienne).

352. — Consalvi à Spina.

Roma, 4 aprile 1801.

Ho ricevuto con gran piacere il suo dispaccio recatomi dal corriere russo, che conteneva i duplicati dei fogli 42 e 43 (i quali ho anche ricevuti per la posta), e il foglio 44.

Sento con piacere il prossimo arrivo di M. Cacault, a cui manderò il passaporto a Firenze, come ella mi significa. Sul proposito del discorso da lei tenuto con lui intorno alla posta, vedo che ella è nell' errore che vi sia un solo officio, cioè il pontificio ; ma non è così. Mi riuscì di convenire colla corte di Vienna, Napoli e Sardegna ; ma non così con quella di Spagna, la quale mise a prezzo la condiscendenza che avrebbe il Papa sugli affari ecclesiastici (veda qual condizione è questa) ; e di più il sig. Labrador volle intanto a forza riaprirla, e la riaprì di fatto senza mia saputa precedente. ¹ Ciò seguito, non si è potuta

¹ Voir la pièce n^o 153.

delle altre, e solo mi è riuscito di met-
 ichiuderle, se si accomodasse la cosa col-
 Casoni ne parlò anche col cav. Azara in
 ontrarissimo, ma finì con dire, che se ne
 ol nuovo ministro, il quale ancor non
 non si prentenderà d'impedire che il sig.
 osta, sperando che convenga anche egli
 di richiuderla, se la chiudono gli altri.
 iv. Azara, desidererei che ella gli dicesse
 , e che spero che mi conservi la sua buo-
 di cui mi ha sempre favorito, e che spe-
 ione e buoni uffici per una felice riuscita
 egli ha largo campo di mostrare a questo
 affezione e benevolenza. E finalmente gli
 unque, sperando che egli, che mi conosce,
 o cuore.

può il conte Kolytchev, e gli esprima la
 Papa nella protezione del suo sovrano e
 ed io penso di più accluderle una mia let-
 e questo stesso, nè dubito che non gli

san faccia un milione di ringraziamenti,
 e ha di me, che per la bontà e caldo im-
 nostri affari. Io gliene ho reso giustizia
 . Sua Santità, la quale mi ordina che sia
 ato in suo nome. Egli è persona veramente

aziamenti anche al sig. M^{re} del Gallo, e
 do lo vede.

re di Parma quel piego, che ella, prece-
 ione di Livio, mi trasmise per quella via,
 ancora non mi accusi la mia lettera in cui
 vuta.

data dal Primo Console all' abbate Ber-
 to dell' arcivescovo di Milano, la cosa va
 lità attenderà che il Primo Console le ne
 lerà opportuno in relazione alla piega de-
 1a.

Non mi pare che altro mi resti a rispondere ai suddetti suoi fogli ; onde riportandomi alle notizie degli altri due fogli annessi, uno in piano ed uno in numeri, con vera stima, etc.

P. S. — Il povero duca Braschi, per i cavilli di un certo Lattanzi di Nemi, suo gran nemico e tribuno della Cisalpina, non ancora può ricevere i suoi beni di Cesena, malgrado il decreto del Primo Console. Se il sig. Lattanzi è creditore, chiami in giudizio il duca nel luogo del suo domicilio, benchè il credito è falsissimo. Ci vorrebbe l'ordine che i beni si restituissero ad ontà di qualunque cavillazione.

I miei distinti saluti al P. Caselli.

(Cultes, Arch. de Caprara).

353. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 4 aprile 1801.

1. Circa le Legazioni credo ancor io che tutta la difficoltà sta su Gran Duca e sul re di Sardegna, perchè se al primo si rende la Toscana (così egli insiste con Paolo I), ed al secondo si cambia luogo, ciò sarebbe a spalle nostre. Nondimeno mi consola una riflessione, ed è questa : la pace fatta con Napoli, col solo sacrificio della cessione dei Presidi in favore della Toscana, ci assicura di non aver noi un compenso negli Abruzzi o altra provincia vicina. Dall' altra parte, le tante promesse del Primo Console (se va bene la trattativa ecclesiastica) fino al voler esse per noi un Carlo Magno, si hanno in qualche parte almeno da verificare. Dunque pare che le Legazioni ci si debbano restituire *et quidem* tutte, e non in parte ; altrimenti il Primo Console tratterebbe peggio il Papa, che fa tanto per lui (e questo è ciò che bisogna fargli rilevare), che gli altri principi, che niun bene gli hanno fatto, e forse anzi del male, ai quali ciò non ostante da compensi adeguati. Quanto poi al compenso di Avignone e Carpentras, ella vede che in genere costringe a parlare di compenso l'assoluta impossibilità (a mio credere) di aver la restituzione. Io sento tutto il peso delle savie riflessioni sui compensi

¹ Le commencement de cette dépêche est consacré à la question des biens nationaux romains. Consalvi parle des démarches de Gérard, qui se montre intraitable, et des mesures prises en faveur de Visconti.

ci o sulla Toscana, o
compensi soggetti alle
che un giorno potreb-
be lei; nè il Papa ha
meno che questi non
nella necessità per-
ella restituzione dello
in altra mia, un paese
di, cioè del tratto da
rende Rovigo, Adria,

L'Imperatore non ha
gendo la Repubblica
sima. Io non sò bene
già un certo pezzo da
bbe nella stessa resti-
nare per di lei lume,
e possa le cose.

da pure che se ella
le confidenze, e non
esta infamità, non ne
sulla espressa revoca
la corte annunzia di
l'alto dominio. Questa
o furto, porta tutte le
è più colà il sovrano,
a sia persuasa, che il
eludere, se non si fa
on Kolytchev, facen-
tenzioni magnanime
che col Primo Con-
ato di reclamare con
te; ma vedendo che
ienza lo costringe di

regazione dei dodici
convenzione. I cardi-
fil, Giuseppe Doria,

Lorenzana, Borgia, Roverella, Somaglia, Braschi, Carandini e Consalvi, avendo preso i prefetti delle congregazioni, ed i palatini, e Borgia e Lorenzana per la qualità loro personale. Se si combinerà in una sessione, vorrei sperare di far partire Livio, otto o nove giorni dopo, cioè ai 16 di aprile al più tardi, e così sarebbe a Parigi ai 27 o 28. Pensi che bisogna poi stendere la bolla, e la lettera al Primo Console, che sono due cose da dare il più gran pensiero; e bisogna stendere le istruzioni, ed altre cose simili, onde ci vogliono certo. I due articoli sulla qualifica della religione cattolica in Francia, e sui legittimi vescovi, sono quelli che danno più fastidio. Basta speriamo in Dio di poter conciliare il tutto.

Se tutte le cose almeno estere passassero per il mio canale, o almeno colla mia saputa, come si dovrebbe, ella non si lagnerrebbe giustamente del breve [stampato] nell' opera dell' abate [Saussol]: è cosa di Marotti¹. Senza colpa questi signori, che non sanno tutto, talora portano il Papa a cose non necessarie e sicuramente rischiose. Procurerò che siano cauti, per quanto sarà possibile.

Ella avrà avuto, io spero, quella cifra mia, in cui le parlai della alterazione fatta dal Monitore nella mia lettera a Murat, dove io attribuivo nel mio originale al ristabilimento della religione cattolica in Francia la felicità della nazione, e la pace ed il riposo di Europa; ed il Monitore ha sostituito, che il Papa riconosceva essere tutto questo attaccato alla persona del Primo Console². Molto si è criticata questa espressione, specialmente dai vescovi emigrati; ma io ho sacrificato me stesso, non pubblicando la vera lettera per timore di disgustare il Primo Console, che avrà fatta quella variazione per i suoi fini, e non indisporlo a danno della trattativa.

Si seguita a tenere Mgor Caleppi in Firenze presso il generale Murat per molti bisogni giornalieri e gravissimi, specialmente per minorare i danni immensi che fa la truppa, la quale dopo

¹ Le bref est en effet signé par J. Marotti.

² Le 21 mars, Consalvi, avertissant les nonces de cette interpolation (voir t. I, p. 395 note), ajoutait: « Senza farne strepito, le sia solamente di lume, se ne sentisse qualche censura » (Arch. du Vatican).

esse da tutto lo Stato,
e anche dopo fatta la
Ancona ed il ducato

avalli, camicie, scarpe,
ndi, ed immagini poi

È un pianto univer-
er suo lume ; non per
Murat cui dobbiamo
me il Papa. nella sua
si, ed usa loro tutte le

Paolo I. Già le accen-
di Napoli, per cui ci
di ciò a Pietroburgo ;
perdere noi stessi il
pare che possa aver
ù che non si è ancora
tante va ricusata con
isamento. A lei basta
procureremo di tem-
a lo riconosce la Spa-
to affare è il più spi-
rdita per lo scandalo
possa conciliarsi tal

lal generale Murat, a
gli oggetti d'arte, che
ncese : oltre il seque-
questri su due Inglesi
e sul magazzino di
stevano ancora in de-
casa Albani, giacchè
e; ma anche queste le
dice alla cosa. Il se-
ti e contraddizioni, ma

molto più mi si reclama contro la consegna, e ci è una memoria di Ghislieri a nome dell' Imperatore per Albani. Si reclamano primieramente gli stessi principi di gius pubblico, da noi esposti sull' affare dei beni nazionali, cioè che i diritti della prima conquista dei Francesi sono svaniti allo svanire di quella, nè ora rivivono, non avendo fatta di questo paese una nuova conquista. Secondariamente, si obietta la capitolazione di Roma, in cui tal pretensione fu espressamente ricsuta; e questo è verissimo. Ho rappresentato tali reclami a Murat, e mi trovo fra due fuochi, nè vedo come uscirne.

Il terzo affare è la risposta data a Mgor Vidoni da Perillier, in Ancona, sopra i beni di Chiaravalle. Egli ha detto che mandava a Parigi la mia risposta, dove se ne sarebbe fatto affare di governo. Questa mia risposta conteneva che colla conquista di Paolo I (da cui ora ha causa il Papa per il regalo fattogliene) erano svaniti i diritti del primo conquistatore, onde non avevano i signori Perillier e Duveyrier ragione alcuna su quei fondi. Nel fine però gli si faceva sentire, che gli si sarebbe avuti quei riguardi che fossero stati possibili. Ora dunque è necessario ch' ella informi di tutto il Cte di Kolytchev, acciocchè non sia sorpreso, anzi sostenga la beneficenza usataci dal suo padrone.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

354. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 4 aprile 1801.

1.

P. S. — 8 aprile 1801. — Non ho che momenti, onde scrivo due righe sole di cifra.

Ieri sera si tenne la congregazione innanzi a Sua Santità degli undici cardinali, cioè Antonelli, Gerdil, Carafa, Borgia, Doria, Lorenzana, Somaglia, Roverella, Braschi, Carandini, e me. Il decano essendo infermo, mandò il suo voto. Si convenne nelle massime meglio che fosse possibile, cioè nei due più gravi arti-

¹ Cette pièce est un double de la dépêche précédente; cependant elle ne reproi duit pas les passages relatifs; 1^o à Gérard et à Visconti; 2^o à la réunion de la Grande congrégation; 3^o au bref de l'abbé Saussol; 4^o à la mission de Calepp et aux réquisitions de l'armée française. — Elle se trouve avoir deux P. S.

oli, primo e terzo, sulla religione cattolica e su i vescovi emigrati. Adesso si formerà un nuovo progetto riformato, e si farà lettera per Bonaparte, e il foglio delle ragioni per i cambiamenti fatti. Poi si radunerà di nuovo la congregazione per l'approvazione, e spero che, a contare dicci o dodici da oggi, potrò re partire Livio. A M. Alquier, che mostra grande premura in quest' affare, si è detto solo in genere, che ieri sera se ne occupassimo, e che qui si ha tutto il desiderio di poter combinare le cose. Ciò le serva di lume.

Pensi, Mgor mio, che se l'affare degli oggetti d'arte di casa Albani va male, pericola assaissimo anche quello di Braschi, perchè, sebbene egli più giudizioso di Albani avesse già riportati dal magazzino di Ripa Grande a casa sua cioè quelli pochi non presi dai Napoletani, nondimeno potrebbero farglieli poi mettere fuori. Bisogna per Albani intendersela col Cte di Cobenzl.

(Culles, Arch. de Caprara).

355. — Consalvi à Spina.

Roma, 4 aprile 1804.

Sua Santità in ottima salute passò, il mercole santo, dopo aver comunicato nella sua cappella di Monte Cavallo i sovrani di Sardegna, ad abitare nel palazzo Vaticano, dove si sono accomodate a meglio poche stanze, essendo tutto rovinato orribilmente. Il Santo Padre ha fatto tutte le funzioni della settimana santa con l'intervento dei sovrani di Sardegna e della R. arciduchessa Maria Anna, e di numerosissimi forestieri, e dimani canterà la grand' messa in San Pietro. A contemplazione de' reali personaggi, dimani sera s'illuminerà la cupola. Dopo la cappella della terza ora, il Santo Padre si ricondurrà al palazzo Quirinale.

Si è incominciato a porre in pratica il motu proprio del libero commercio sulla grascia; ma conviene far fronte agli infiniti bisogni degl' interessati nelle mangerie e altresì dell' antico sistema, sostenuti anche da persone potenti, per errore o gelosie. Alla nuova raccolta, il libero commercio annonario si estenderà ancora a tutto lo Stato.

Si comincia a mettere in attività l'altro motu proprio sul nuovo

sistema daziale, da cui con un poco di tempo si sperano migliori effetti. Anche in questo si sono dovute vincere p contraddizioni.

Si è qui avuta la nuova della pace conclusa colla corte di Napoli dal cittadino Alquier, in Firenze. Altri articoli non sò f se non che la cessione de' Presidi alla Toscana, e l' amm quindici mila Francesi nelle provincie del golfo di Taranto e Pescara, come si era già convenuto nel secondo armistizio. Si aspetta la ratifica della corte. Intanto è qui giunto il signor Cheronx: non sò quando possa giungere il cittadino Alquier pure si aspetta da Firenze.

Le truppe francesi hanno ordine di evacuare Rieti, Terni, Foligno e Perugia, e di entrare nel regno di Napoli. Siccome devono entrare dalla parte di Ascoli, così questa retrocessione porta alle città dello Stato una nuova gravissima spesa. Si cura che vi rimarrà la sola divisione Watrin, nella marina di Ancona e ducato di Urbino. Si sperava, secondo le combinazioni fissate antecedentemente, che la truppa occuperebbe la città di Ancona. Ora giova sperare, che almeno il numero non passi in tutto i mille e cinquecento, come si era combinato. Le provincie sono ridotte, dalla mancanza del denaro e dei viveri, ad uno stato di cui è impossibile il dare un' addebita idea. Le requisizioni dei cavalli, scarpe, camicie, e di altri generi hanno rovinato anche in particolare tutte le famiglie, oltre tale vuoto delle casse pubbliche. Pare impossibile, che si riesca a tirarne innanzi fino alla nuova raccolta. Al confronto delle provincie, la capitale, merci al libero commercio, dell'abbondanza e buona qualità delle derrate, e salvo di addizionali di esse, che sono veramente scarse per effetto della stagione, i prezzi delle altre, benchè non bassi, sono però meno alti di quelli delle altre città d'Italia.

(Cultes, Arch. de Caprara).

356. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 4 aprile 1801

Due righe dopo aver visto M. Alquier, giunto oggi. In poche parole è un uomo eccellente, e spero che ci sarà utile. Egli

itera del generale Murat sulle statue e
 ega, ora che l'ho contentato per il se-
enlèvement di quelli degli Inglesi (cioè
 re prima il Primo Console ; ma non si
 i, che sono nella stessa causa, e per cui
 esse dell' Imperatore per mezzo di Co-
 sò come fare, posto così fra due scogli.
 ione è contro i Francesi. Ecco il Papa
 , come lei vede. Se ci può aiutare, fa-
 che è chiara, le ne saremo assai tenuti.
 sa con lei, che M. Alquier rimane ammi-
 hère il Papa soffra in contribuzioni, sussi-
 ando che è certissimo che non così vuole
 sa è delicata, onde le servi di regola ; e

Alquier à Talleyrand.

Rome, 18 germinal an IX (8 avril 1801).

ation formelle que vous m'avez faite, je
 mon arrivée à Rome¹, le cardinal Con-
 à qui je demandai d'être présenté à
 me j'obtins une audience, et j'ai infini-
 ceil qui m'a été fait. Le Pape me parut
 ux assurances que je lui donnai de la
 r Consul. Il me déclara positivement
 oncer le plus tôt possible sur les affaires
 e, conformément au vœu du général
 ait même terminer, sous quinze jours,
 on. « Lorsque j'aurai mis la dernière
 , ajouta-t-il, j'aurai beaucoup fait pour
 onneur de mon pontificat, et je ne de-
 e de m'appeler à lui. »

me presque aussitôt après avoir signé le traité
 de Florence, le 29 mars, à Talleyrand : « Je ne re-
 doit m'apporter la ratification. Je compte partir
 endrai. Le ministre napolitain s'y rendra dans
 me que l'échange aura lieu. »

Ce pontife m'a paru un homme simple et bon, et animé des dispositions les plus pacifiques. Je le crois absolument sans esprit. Son extérieur est touchant, mais sans aucune dignité personnelle ; et il conserve, au milieu de l'éclat de son rang, le ton et les formes du cloître dans lequel il a passé une grande partie de sa vie. Le Pape distribue lui-même aux pauvres, dont la ville est encombrée, la plus grande partie des sommes affectées à l'entretien de sa personne ; et la dépense de sa table ne s'élève pas à plus de dix francs par jour. Les Romains sont persuadés qu'il ne possède pas le talent de gouverner ; mais ils respectent ses vertus, et lui tiennent compte surtout de l'engagement qu'il a pris de ne reconnaître aucun de ses parents.

Le cardinal secrétaire d'État, que j'ai vu plusieurs fois, est un homme souple, mielleux et assurément très ordinaire, mais dont je crois que nous n'aurons pas à nous plaindre.

Il est impossible de vous donner une idée de l'embarras, de la timidité, de la faiblesse de ce gouvernement. La plus légère difficulté le déconcerte, et il arrive presque toujours qu'il prend, dans les affaires, le parti le plus inconséquent en lui-même, ou le plus nuisible à ses intérêts. Du reste, l'État est précisément sans aucune ressource. Rome est ruinée, mais tranquille.

Le Saint-Père m'a fait part de toute la joie que lui avait causée la nomination du cit. Cacault, qu'il connaît depuis plusieurs années, et pour lequel il a véritablement de l'affection. Je suis heureux de pouvoir vous dire que ce ministre jouit à Rome d'une considération universelle, que l'on fonde les espérances les plus consolantes sur sa modération, et que, d'après tout ce que j'ai recueilli sur son compte, il est certainement l'homme le plus propre à suivre nos relations d'affaires avec le Saint-Siège.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

358. — Consalvi à Spina.

Roma, 8 aprile 1801.

Profitto di un corriere che fa partire M. Alquier, e le scrivo in somma fretta queste poche righe, accludendole altri fogli.

Incomincio da quello per il ministro degli affari esteri sul proposito del sequestro e consegna degli oggetti d' arte, che per

359. — Consalvi à Spina.

Roma, 9 apr

Essendosi differita di alcune ore la partenza del cc M. Alquier, aggiungo quest' altra lettera per dirle, che è M. Cacault, il quale però non ho veduto ancora, ma fra pochi momenti. Mi dispiace di non poter avere il darle conto della conversazione che avremo insieme. saviezza e moderazione dà luogo a concepire le migliori

Ho ricevuto, in queste poche ore, sette staffette da v dello Stato. Sono i gridi della disperazione, per gli danni che loro cagiona la truppa. Essa è numerosissima di tutto. Al contrario, questo Stato non ha più viveri mancano affatto. In alcune città, si è chiuso u o due il forno, e presentemente in molti luoghi va a fra tre giorni, e anche prima. Di denaro non ve n' è più. In somma si ha tutta la certezza di una imminente generale surrezione nelle provincie. Creda pure che non vi è che vero rimedio, ed è che da Parigi venga l'ordine che l' assolutamente esca dallo Stato, eccettuata la sola città di e qualche porto del litorale Adriatico, come Fermo o mile, se così si voglia. Ma il numero sia ristretto, altr totale rovina è indeclinabile. Se l'ordine però non viene rigi, non si concluderà niente, perchè adesso sta per il generale Murat (il quale anderà a Parigi, o anderà a corpi dell' armata), sicchè dovendo aver da fare con al impossibile ottener la cosa. In somma, se il Primo Cons teressa tanto alla tranquillità interna di questo Stato, curo, Mgor mio, che questo è impossibile che più si con non si provvede come ho detto...¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le cardinal parle de mesures très larges prises en faveur des biei conti. Il écrit au Marquis de Gallo pour recommander à sa charité les Cimarosa (Cf. *Mém. de Consalvi*, t. II, p. 417).

360. — Consalvi à Spina.

Roma, 9 aprile 1801.

M. Cacault. Questa mattina egli è venuto a favo-
ho avuto gran piacere di rivederlo, avendolo qui
altra volta. Questa sera va alla udienza di Sua San-
esternato i più lusinghieri sentimenti del Primo
la conservazione della più perfetta armonia con co-
Sede. Io profitto di una occasione che egli stesso
per inviarle questa mia; e forse è quello stesso cor-
disce M. Alquier, a cui avevo consegnato per lei un
nde è facile che abbia quello e questo insieme. Non
nto di tempo di distendermi, onde sono brevissimo,
glio in numeri che qui le accludo.

t mi si è mostrato molto contento delle disposizioni
itrovate. Io spero che fra dodici o quindici giorni al
ripartire Livio. Anche M. Cacault lo scrive al Primo

e M. Gérard non si è voluto arrendere alle forti insi-
. generale Murat, il quale gli ha detto che deve
e le pretese delle proprietà dei beni nazionali, e
limande sulle indennizzazioni dello speso per l'ac-
adogli sentire che questa massima è da lui appro-
he dal governo in Parigi. Ma M. Gérard ha detto
er può tutto, e che perciò egli non vuole acquie-
lo avviso di questo, acciò ella prenda le sue misure
sia sorpreso il governo, e si mantenga in quelle di-
à a lei ufficialmente esternate, e già dal Santo Padre
ente incominciate a eseguire.

mpo di più dilungarmi; onde con la più sincera e
a, etc.

(*di de Caprara*).

361. — Consalvi à Spina.

Roma, 9 aprile 1801.

so avuto in Firenze con M. Cacault, Mgor Caleppi
e non vi è speranza per riavere niuna delle tre Lega-

zioni, e di più che si pretende di dover fare una [convenzione] di nuova pace col Santo Padre; e in somma tutto quello che si rende per gran favore, è di lasciare quello che ha, e che sia indipendente. Può immaginare quanto tali cose abbiano trafitto il Santo Padre e me. Io capisco benissimo che fatto il concordato ecclesiastico, a di cui contemplazione per ora si nasconde il fulmine, questo scoppierà dopo irreparabilmente¹. Ella ne prevenga subito M. Kolytchev, e si raccomandi a lui a nome del Santo Padre a mettere le mani avanti. Non mi sarei mai aspettato una cosa simile, dopo che ella ci ha scritto della protesta del Primo Console di voler essere un Carlo Magno. Si aiuti, e ci aiuti più che può. È certo che il Santo Padre non acconsentirà mai a simili cose. È ben terribile che si diano dei compensi agli altri sovrani spogliati, e non al Santo Padre, a cui più di tutti sono dovuti.

(Cultes, Arch. de Caprara).

362. — Cacault à Talleyrand.

(n° 4)

Rome, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

J'arrivai hier au soir à Rome. J'ai eu ce matin une très longue conversation avec le secrétaire d'État, et j'ai eu ce soir une audience du Pape, qui a duré plus de deux heures. Je n'ai parlé au Saint-Père et à son ministre, que de l'affaire du concordat et du beau gouvernement actuel de la France: l'un et l'autre m'ont expliqué de la même manière, comment l'affaire du concordat, qu'ils ont à cœur de terminer à la satisfaction du Premier Consul et de finir au plus vite, n'avait pu l'être encore. L'importance d'un concordat qui fera époque dans les fastes de l'Église et de l'histoire, exige des consultations et un examen dans les formes solennelles. Le Pape a examiné d'abord et étudié l'affaire en particulier: elle a été ensuite distribuée à douze cardinaux sous le sceau du secret. Les cardinaux se sont réunis pour en conférer; chacun d'eux a déjà donné au Pape son avis par écrit. On

¹ Le 10 avril, Consalvi a écrit aux nonces dans le même sens: « Si vede da ciò chiaramente, che per ora si tace, perchè si teme che ciò possa intorbidare la sperata annuena per l'affare ecclesiastico, e che concluso che sia questo, nulla più temendo, si farà scoppiare il fulmine » (Arch. du Vatican).

Ille au relevé des opinions, et, suivant ce qui m'a été dit par la Sainteté, le tout sera terminé dans quinze jours et enverré à Paris. Le Pape me paraît décidé à accorder tous les articles proposés, en changeant seulement des expressions. Il me fait espérer que vous trouverez en substance l'acte entier tel qu'il est nécessaire ; il veut donner au gouvernement français, en se plaçant lui-même dans la situation du Premier Consul, la facilité et les moyens d'accomplir ses vues bienfaisantes. Lorsque l'ouvrage sera terminé, j'en aurai communication : le Pape veut lire mes observations. Je lui ai déclaré que j'étais sans mandat pour négocier dans cette affaire et sans connaissance de la matière : je me bornerai à faire mon possible pour ramener l'acte de l'acte proposé. On voit dans toute la personne du Pape, en causant comme je l'ai fait longtemps avec lui, de la bonté de cœur, de la droiture d'esprit et de caractère. J'espère que cela contentera le Premier Consul. Je vais suivre cette affaire avec zèle ; car je vois qu'il s'agit de mettre la clef de la voûte à la base de notre gouvernement. Le Pape descend d'une famille aisée, anciennement transplantée en Italie ; il me paraît que notre nation, et sentir combien l'acte que nous lui demandons illustrera son pontificat, s'il s'accomplit sans résistance ni de sa part, ni de la nôtre.

Le roi de Sardaigne est venu de Naples à Rome avec sa petite fille. Il se trouve aussi à Rome une archiduchesse, fille de l'empereur Léopold. Le cardinal Ruffo, ministre de Naples, s'est efforcé de me rendre la première visite.

S. — Ci-joint une lettre du cardinal secrétaire d'État à Spina. Permettez-moi de vous prier de [la] lui faire passer. (Mém. étr., Rome, vol. 930).¹

363. — L. Berthier à Watrin.

Florence, 19 germinal an IX (9 avril 1801).

Mon général en chef me charge de vous dire, que son intention est que la partie des troupes de votre division qui doit rester jusqu'à nouvel ordre dans la marche d'Ancône, soit

Le roi était revenu à Rome le 28 mars, pour assister aux cérémonies de la fête de la sainte Trinité.

Cette dépêche a été publiée par le P. Theiner, t. I, p. 112.

placée de la manière suivante : le bataillon de la 26^e légère, à Fermo ; la 6^e demi-brigade, à Macerata, Recanati et Loreto ; au besoin deux bataillons de la 81^e à Ancône, et le troisième à Sinigaglia. Le général en chef s'est engagé envers le Saint-Père à ce qu'il n'y aurait que ce nombre de troupes dans ses États, et que les villes ci-dessus désignées d'occupées. Veuillez, en conséquence, tenir la main à l'exécution de l'ordre du général en chef.

Je remets à Mgr Caleppi une note sur le nombre de rations qu'il y aura à peu près à fournir. Je vous en transmets copie ; et si vous avez quelques observations à faire à cet égard, je vous prie de me les adresser, afin que nous arrêtions définitivement ce que le gouvernement du Saint-Siège doit fournir aux corps de troupes qu'il a à nourrir, et éviter par ce moyen les abus qui ont eu lieu jusqu'à ce jour par les différents commandants des villes ¹.

(Guerre, *Armée d'observation du Midi*).

364. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, april 11th 1801.

... Another french minister, Cacault, is arrived here accredited to the Pope, to whom he has delivered his credentials¹. It was observed on this occasion that his audience was remarkably long, and it is reported that his language was highly satisfactory; and the arrestation which took place the same night of many persons obnoxious to this government, is adduced in proof of it...

(Record office, *Sardinia*).

¹ Le même jour, L. Berthier avertissait Consalvi de ces dispositions. Il ne devait rester dans l'Etat romain, y compris Ancône, qu'une force de 2800 à 3000 hommes. « Personne, disait-il, plus que le général en chef n'a à cœur de tenir ses engagements ; mais il est des circonstances à l'armée qui forcent quelquefois d'y manquer un instant. J'espère que, d'après cette lettre, V. Em. calmera ses craintes, et sera assurée que ce que l'Etat vient de souffrir, est le dernier sacrifice qu'il avait à faire. » Berthier fixait à 3400 le nombre des rations (Arch. du Vatican).

² Labrador à Cevallos, Rome, 10 avril : « Hace dos dias que llegó á esta ciudad el ciudadano francés Cacault, ministro de la República francesa cerca de Su Santidad, y persona muy conocida y estimada en Roma, en donde él residió en otro tiempo con el mismo carácter, Cacault fué el que hizo el tratado de paz de Tolentino ; y á pesar de las circunstancias críticas de los tiempos, él supo por su moderacion grangearse muy buen concepto. »

365. — Le Pape au roi d'Espagne

sime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

sempre benedetto il Signore, che in mezzo alle angustie ed afflizioni da cui siamo circondati, e nella penosa situazione cui ci troviamo nel primo anno del nostro spinosissimo regno, ci fa rinnovare nell'esimia pietà della Real M. V. una grazia sì grande, che noi non sapremmo abbastanza spiegando anche si chiamassero da noi in soccorso tutti i prelati la più studiata eloquenza. Noi lo dobbiamo confessare, a Dio: la M. V. sembra dalla Divina misericordia destinata ad alleggerire l'immenso peso, da cui siamo aggravati, e che è di grandezza superiore alle nostre deboli forze. Noi siamo più che convinti della bontà, con cui riguarda la nostra Real persona, e del di lei verace attaccamento alla cattedra di San Pietro, che contro ogni nostro merito occupiamo.

Tutto ciò, è sì tenero e sì consolante per noi il suo foglio reale, sono sì conformi i sentimenti, di cui è ripieno, al concetto che avevamo per tanti luminosi titoli concepito della gloria della M. V., che non abbiamo potuto leggerlo senza esserne aggraviato di abbondanti lacrime di tenerezza. Penetrati tanto dai più vivi sentimenti di riconoscenza, ci auguriamo di potergliela dimostrare; ed intanto preghiamo la M. V. di essere persuasa, che ci sta, e ci starà sempre a cuore la felicità della sua Real persona e de' fortunatissimi suoi sudditi, e che però nulla mai faremo nei suoi regni senza sua intelligenza.

Avremo poi con quella lealtà e schiettezza, che ritroverà in noi, manifestarle quanto abbiamo dovuto fare riguardo alla Russia, di cui le parlassimo nella nostra precedente Real dispaccio. Noi, dopo aver tenuto in sospeso ogni deliberazione ad oggetto delle replicate istanze per più mesi, ci siamo veduti ridotti

à dire che le dispaccio, à l'occasion de la mission de Mgr Badossi, avait pour première fois, pour sonder discrètement les dispositions du roi et le pré-rétablissement des Jésuites en Russie. La réponse du roi, datée du 15 mai, avait probablement renfermée dans des protestations vagues d'attachement au Saint-Siège.

alla necessità di doverci prestare, per non vedere rovinati gli interessi della cattolica religione nel vastissimo imperio russo, e lo abbiamo fatto col breve di cui annettiamo copia.

E perchè ci manca il tempo per rilevare i riguardi avuti alla M. V., noi segniamo con linea le parole dello stesso breve, che potranno facilmente farglelo conoscere, ed abbiamo piena fiducia che la Real M. incontrerà soddisfazione, e che la M. V. sarà pienamente contenta della circospezione da noi usata, come vivamente desideriamo, nel dare alla M. V. ed a tutta la sua Real famiglia ¹ l'apostolica benedizione con la maggior effusione del nostro cuore.

Datum apud S. Mariam Majorem, X aprilis MDCCCI, pontificatus nostri anno II.

(Alcala, *leg.* 5747).

366. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 11 aprile 1801.

È qua giunto il ministro Cacault. Dai discorsi da lui tenuti in Firenze con Mgor Caléppi rilevo con sommo mio dolore, che non vi è speranza di riavere alcuna delle tre Legazioni; e solo dice, che si vuole che il Papa abbia uno stato, e che sia indipendente. Sembra ancora dai detti suoi discorsi, che si creda essere necessario fare col Papa un nuovo trattato di pace, e ci sono anche delle mire sull' occupare i porti, compresa Civita-Vecchia, nel che il danno di un blocco sarà certamente immenso. Mai acconsentirà Sua Santità a far trattato di pace, dopo che nè egli è in guerra, nè i Francesi, dopo tante dichiarazioni di amicizia, hanno il minimo diritto di affacciare tal pretensione. Mai acconsentirà alla perdita delle Legazioni, e non lascerà di fare tutte le sue proteste se si occupasse Civita-Vecchia.

Ma V. E. può immaginare qual sorpresa e qual indignazione (sia lecito il dirlo) producano qui simili idee. Si vede da ciò chiaramente che per ora si tace, perchè si teme che ciò possa intorbidare la sperata annuenza per l'affare ecclesiastico, e che, con-

¹ Le même jour, le Pape a aussi écrit à la reine d'Espagne. On verra plus loin que le roi et la reine ont fort mal accueilli le bref du 7 mars.

nendo, si farà scoppiare il ful-
e che si tiene ancora in sospeso
quale essendo verosimilmente
qualche altro pezzo della Ci-
ato già in parte alla Cisalpina
e incorporato alla Francia, si
possa disporre della roba no-
pita la trattativa per gli affari

ro di Russia presso questo re
a al conte di Kolytchev, racco-
fare della badia di Chiaravalle
tera, non fidandosi dell' posta,
re] o russo o napoletano...

rovato (è così pure il generale
cordare il sequestro, e sospen-
arte, finchè non si abbia la ri-
zioni fatte da Albani. Sicchè
non essendosi dimostrata debo-
avendo tenuto un metodo non

e anche il sistema fissato sui
restituzione della proprietà, e
la maniera che si potrà. Ma da
credo che non intenda egli di
rd ed i suoi principali. Ma io
esto (credendo che sia meglio
l termine della trattativa ec-
esimo, che se il governo pon-
rebbe tenuto, accorda ciò che
o, sarebbe una somma indi-
farò intendere, che persuaso io
giustizia, sarò irremovibile, e
costo di fare, che si trovino un
mia acconsenta ad una sì orri-

367. — Murat au ministre de la Guerre

[Florence] 25 germinal an IX (15 avril 1801).

.. Vous avez vu, par ma proclamation aux troupes envoyées dans les États napolitains, que j'avais bien interprété les vues du gouvernement ¹. J'ai renouvelé au général Soult les instructions que je lui avais déjà données sur la conduite qu'il doit tenir, et prescrire à ses soldats ; je lui ai transmis la volonté du Premier Consul pour que la meilleure intelligence règne entre lui et les officiers et prêtres napolitains. Je lui ai ordonné d'aller à la messe tous les jours de fête, avec son état-major, en grande tenue et avec la musique.

Je vous annonce avec la plus grande satisfaction, cit. ministre, que le cit. Cacault m'écrit de Rome qu'il espère avoir terminé sa mission, dans une quinzaine de jours, au gré du gouvernement...

D'après votre lettre du... ², par laquelle vous me marquez que la Toscane et les Légations devaient me fournir de grandes ressources, je crus devoir comprendre dans mon commandement les trois Légations ; je donnai des ordres en conséquence, après en avoir prévenu le général Moncey, commandant en chef l'armée d'Italie ³. Ce général m'écrit qu'il vous a expédié un courrier ⁴, et qu'il m'engage à ne rien innover, jusqu'à ce que, par

¹ Le 5 avril, le P. Consul avait fait écrire par Berthier : «.. Le général Murat doit recommander au général Soult.. de faire connaître, ainsi que ses officiers, que nous ne voulons point révolutionner Naples, et que nous sommes aujourd'hui sincèrement réconciliés avec le roi de Naples. Mon intention est que le général Soult et son état-major aille à la messe les jours de fête, avec la musique ; qu'il vive bien avec les prêtres et avec les officiers du roi de Naples » (*Corr.* n° 5507). — La proclamation dont parle Murat avait été publiée à Florence le 11 germinal : 1^{er} avril. Murat y disait : « Honorez un gouvernement devenu l'ami du gouvernement français ; respectez la religion, les mœurs, les préjugés même, s'il le faut, du peuple parmi lequel vous allez vivre. Songez qu'il est digne de vous d'être l'exemple du monde, mais que vous n'êtes pas chargés d'en être les réformateurs. »

² Cette lettre était parvenue le 6 avril à Florence.

³ Le P. Consul, mécontent de l'incapacité de Brune, avait autorisé ce général, sur sa demande, à revenir à Paris (*Corr.*, n° 5410). Brune était parti le 7 mars, laissant le commandement par intérim à Moncey, comme au plus ancien général de division.

⁴ Moncey avait écrit au ministre de la Guerre le 11 avril.

z déterminé d'une manière précise le ter-
l...

c les cours de Naples et de Rome garantis-
giés napolitains et romains qui se trouvent
e leur faire donner l'ordre d'évacuer ce
e est un sujet d'inquiétude, et où leurs ma-
souvent du désordre.

des contributions fournies jusqu'ici par la
incra que ce pays est entièrement épuisé
rir de ressources. Si cependant la divi-
ar les Napolitains, si le Pape solde aussi
Ancône, j'espère pouvoir payer la solde
qui me resteront; mais souvenez-vous
là aux douze mille hommes qui me sont
ie...

ie divers mémoires qui m'ont été adres-
jets d'art restés à Rome. Je vous prie de
er Consul et de me faire connaître sa dé-
prendre sur moi de me constituer juge de

on du Midi).

— Consalvi à Spina.

Roma, 15 aprile 1801.

olo per comunicarle l'imbarazzo in cui
. Caccia si è mostrato inteso di tutta la
pie della bolla e progetto ufficiale, che
iere Livio. Egli ha fatto intendere, che il
ente incaricato di coadiuvare alla riu-

Florence, 11 germinal: 1^{er} avril. — « Les réfu-
nt dans l'arrondissement de l'armée devant rentrer
aité de paix qui vient d'être conclu à Florence, j'ai
vouloir bien prendre une détermination à l'égard
t dans le même cas et qui ont les mêmes droits à
; et je prie S. Em. de vouloir bien m'en faire part
chef désirant connaître la détermination arrêtée en
tisfaction de voir ces individus paisiblement chez

scità della cosa. Dunque ha chiesto, che gli si comunicassero le correzioni che si crederà di fare, per istruirci sulla probabilità che siano o non siano ammissibili. Ciò premesso, ella vede l'imbarazzo e il danno della cosa. In atto pratico ci è impossibile di schermirsi da tale comunicazione, ed ella vede subito la differenza, ed il danno 1° dal passare piuttosto per il mezzo di laici, che di un ecclesiastico come è Bernier ; 2° dal non far giungere tutto in un colpo al Primo Console, cioè il nuovo progetto, la lettera del Papa, ed il foglio delle ragioni dei cambiamenti, ma piuttosto dall' essere il Primo Console prevenuto da Cacaault, che naturalmente farà le sue note alle nostre note, e si spunteranno così le armi con le quali il Papa sarà per combattere. Dall' altra parte, ella vede cosa può voler dire il disgustare Cacaault col non prestarsi alla da lui desiderata comunicazione ; ed ella conosce bene le nostre maniere, per comprendere, che il timore di non far peggio è quello che qui regola tutte le azioni. Si è pensato dunque che intanto era bene di prevenir lei di queste cose, e sarà della sua saviezza il decidere se le convenga, o nò, prevenirne l'abbate Bernier. La cosa è delicatissima, e non sò se tal prevenzione sia ben sicura ; onde faccia ciò che creda per il meglio.

Scrivo queste righe, essendo attaccati i cavalli del corriere russo,¹ onde mi è forza di nemmeno metterle in cifra, e rischiare con mia gran repugnanza questo foglio in piano. In genere posso assicurarla che Nostro Signore è nella disposizione di fare tutto il possibile per concludere la trattativa e dar la pace alla Francia e alla Chiesa, e creda pure che arriverà propriamente fin dove potrà. Il corriere Livio dovrebbe poter partire da qui verso il 25 o 30 del mese. In somma fretta resto baciandole di vero cuore le mani.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Un courrier russe allant de Naples à Paris, et dont le passage avait été signalé à Consalvi par le prince Czartoryski. Ce même courrier a emporté une dépêche d'Alquier annonçant, d'après des bruits venus de Naples, que l'escadre de Ganteaume aurait été détruite auprès de Tunis par les Anglais. A la fin de cette dépêche, Cacaault a écrit : « Le cit. Alquier vous informant de ce qu'on mande ici de Naples, je n'ai rien à vous marquer, sinon que j'attends la fin du travail du Pape sur le concordat proposé, et que je presse sur cet objet. »

369. — Contre-projet amendé d'après les votes de la Grande congrégation.

[Rome, vers le 17 avril 1801].

Art. 1^{er}. — Dans l'espérance avec laquelle le Saint-Père ne cesse d'adresser ses vœux au Ciel pour l'entier et parfait rétablissement de la religion catholique en France, Sa Sainteté ne peut déjà que reconnaître avec actions de grâces, comme un gage de bénédiction de la main du Très-Haut, l'acte public par lequel le gouvernement français déclare non seulement que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français, mais encore qu'il l'adopte comme sa propre religion ; qu'il protégera la liberté et la publicité de son culte, sans égard à tout acte contraire à la pureté de ses dogmes, et au libre exercice de sa discipline.

Oppure : sans égard à toute loi ou décrets contraires à la pureté de ses dogmes et au libre exercice de sa discipline.

Art. 2. — Il sera fait de concert entre lui et le Saint-Siège une nouvelle circonscription des diocèses français ; leur nombre sera réduit de telle manière néanmoins qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 3. — Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires la juste et ferme confiance où elle est de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exiger d'eux leur zèle bien connu pour la paix et l'unité de l'Église. D'après cette exhortation, le Saint-Père, ayant en vue les demandes du gouvernement à ce sujet, et pour ne point retarder davantage le rétablissement de la religion catholique, apostolique et romaine en France, prendra les mesures convenables pour le bien de la religion, et pour le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'il s'est proposé en l'approuvant.

Sarebbe desiderabile che potesse incominciarsi l'articolo ne' seguenti termini : Sa Sainteté témoignera aux évêques titulaires, qui n'auraient pas la confiance du gouvernement, la juste et ferme persuasion, etc.

Art. 4. — Le Premier Consul, professant la religion catholique, nommera aux archevêchés et évêchés de la nouvelle circonscription, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté ; et Sa Sainteté donnera à ceux qui seront

ainsi nommés l'institution canonique, entièrement dans les formes usitées avec les princes catholiques qui ont la nomination aux évêchés, d'après que ces nominations lui seront notifiées.

Art. 5. — Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer se feront également par le Premier Consul et ses successeurs catholiques, et l'institution sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent.

Art. 6. — Les archevêques et évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité.

Art. 7. — La formule du serment sera celle-ci : Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française.

Art. 8. — Les ecclésiastiques du ~~second~~ ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

Art. 9. — La prière suivante sera récitée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « Domine, salvam fac rem gallicanam, et exaudi nos in die qua invocaverimus te » ; ou bien celle-ci : « Domine, salvum fac regimen nostrum, et exaudi nos in die qua invocaverimus te. »

Art. 10. — Les évêques, de concert avec le gouvernement, feront une nouvelle circonscription de paroisses dans leurs diocèses respectifs ; bien entendu qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des fidèles.

Art. 11. — Ils nommeront à toutes les cures, et choisiront de préférence des pasteurs, doués des qualités requises par les lois de l'Eglise pour le bien spirituel de leurs troupeaux, pacifiques et non suspects au gouvernement.

Art. 12. — Ils pourront avoir des séminaires, et conserver à volonté des chapitres, mais sans obligation de dotation de la part du gouvernement.

Art. 13. — Toutes les églises, métropolitaines, cathédrales et paroissiales non aliénées, seront remises à la disposition du culte catholique.

Art. 14. — En vue des troubles à craindre d'une répétition judiciaire des domaines ecclésiastiques aliénés, au préjudice même du prompt et pacifique rétablissement de la religion ca-

ique, le Saint-Père, eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs, nommera, comme en pareil cas à l'empereur de ses prédécesseurs, un délégué muni de la faculté de dispenser, par lui ou ses subdélégués, sans procédure judiciaire et en vertu des pouvoirs émanés du Saint-Siège, les acquéreurs qui recourront dûment à cet effet, de toute restitution des biens fonds, soit des fruits perçus ou à percevoir.

art. 15. — Le gouvernement se charge de l'entretien des curés et curés conservés, convenablement à leur état.

art. 16. — Il prendra des mesures pour que les catholiques puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des donations et dotations assujetties aux charges de l'État.

art. 17. — A l'égard des clercs séculiers, prêtres, diacres ou sous-diacres, qui sont déjà entrés dans les liens du mariage, Sa Sainteté donnera à son délégué les mêmes pouvoirs qui furent accordés à ce sujet par le pape Jules III au cardinal Polo, légat en France. Le Saint-Père donnera aussi au délégué susdit les pouvoirs nécessaires pour réconcilier à l'Église les ecclésiastiques qui ont notoirement renoncé à leur état, en usant avec eux de sa paternelle indulgence.

art. 18. — Sa Sainteté reconnaît dans le gouvernement français actuel les mêmes droits et privilèges, reconnus par le Saint-Père, dont jouissaient les rois de France avant la Révolution et le changement du gouvernement.

art. 19. — Il s'engage, ainsi que le gouvernement français, à maintenir la présente convention, à l'exécution de laquelle les deux autorités promettent de concourir également.
(ap. du card. Carandini).

D. — Mémoire de Di Pietro à l'appui du contre-projet amendé.

[Rome, vers le 17 avril 1804.]

revi ragioni sui cambiamenti fatti nel progetto di conven-
e segnato n° 3, e sulle traccie tenute nel compilare l'ultimo
getto, segnato n° 4.¹

—

e n° 3 désigne la rédaction du contre-projet, discutée par la Petite congré

Art. 1. — Più si riflette su quest' articolo, più grande rezza s'incontra nel pensare, che mentre la Santa Sede si a tante condiscendenze in favore del governo francese, deb solo soffrire che la religione cattolica resti degradata in F senza tornare allo stato di dominante, ma che debba inc Santo Padre sanzionare l'articolo stesso in un articolo so cosa, di cui non vi è esempio da che esiste la Chiesa cat Ciò reca tanto maggiore amarezza, quanto che la stessa rel conservasi come dominante in Francia per lungo corso secoli fino a pochi anni addietro, e oltre l'esser seguita attualmente dal maggior numero de' Francesi, come risulti confessione che ne fa lo stesso governo, conta tutt' ora non pochi de' suoi legittimi vescovi e parrochi.

È quindi indispensabile che Sua Santità si cauteri nel modo possibile; senza di che, oltre il danno che potrebbe farne alla religione, di cui è capo, custode, vindice e protettore, ne nascerebbe facilmente un gravissimo scandalo in il Cattolicismo. Non si andrà probabilmente molto lung vero, se si asserisce, che ne rimarrebbe scandalizzato il Primo Console, il quale non può ignorare questo doverezialissimo del Sommo Pontefice, e la premura con cui Sua Santità deve promuovere i vantaggi della cattolica religione.

In vista pertanto delle dolorose circostanze, le quali mo esser del tutto impossibile, che il governo francese dichi da ora, con atto pubblico, dominante la religione cattolica nico compenso da prendersi sembra quello di mitigare l'afin fin dove si può, guardandosi bene ad un tempo di far termini, o equivoci, o poco convenienti alla dignità poe alla santità della religione, e non occultando che il Padre, nell' adattarsi alle circostanze, vorrebbe per altro di più, e non cessa per questo di conservare la speranza, e dirizzare i suoi voti al Cielo per il perfetto ristabilimento cattolica religione in Francia. Nel proporre una nuova fo

gation (pièce n° 347); le n° 4, la rédaction amendée d'après les votes Grande congrégation (pièce n° 369). — Une note, placée en tête du m avertit que « le note marginali indicano gli articoli, che corrispondono a merazione di entrambi i progetti. »

di questo articolo, si esprimono sul fine di esso due diverse module, l'una più blanda e coperta, l'altra più forte e più chiara, per la revoca delle leggi o decreti contrari alla religione. Il chiedere questa revoca è un dovere preciso, formando essi un ostacolo insormontabile al risorgimento della religione. Il cardinale Polo la volle espressamente, allora quando trattossi di riconciliare l'Inghilterra; anzi nell'atto stesso della solenne riconciliazione, la impose per penitenza alle due camere del Parlamento.

Art. 3.— Si è detto abbastanza ne' fogli delle Riflessioni,¹ per mostrare quanto convenga esser circospetti in questo articolo. Il governo francese deve contentarsi di ottenere il suo intento; e quanto al modo, non dee sembrargli strano che il Santo Padre mitighi un colpo sì forte, ed usi qualche riguardo per un corpo sì rispettabile di vescovi, suoi fratelli; tanto più che non si trova, nel decorso di tutti i secoli precedenti, un altro caso, nel quale abbiano i Romani pontefici adoprato in simil guisa la suprema loro autorità.

Art. 4. — Fatta più posata attenzione sull'aggiunta del nome di Bonaparte, in questo e negli altri luoghi dove è nominato il Primo Console, sembra più giusto l'ometterlo, trattandosi di concessioni, che riguardano non la persona, ma la dignità. Nel progetto ufficiale non si fa mai parola di Bonaparte. È però indispensabile lo aggiungere: « professant la religion catholique », per il pericolo rimarcato da Mgor Spina, che quantunque il governo riconosca per sua particolare la religione cattolica, pure può accadere, che nel tratto successivo il Primo Console non sia cattolico, nel qual caso non potrebbe esso godere del diritto di nomina ai vescovati.²

La parola « s'engage », che trovasi inscritta in quest'articolo, sembra troppo offensiva alla dignità pontificia, e per questo motivo si è adottato il termine più semplice e più conveniente « donnera ». A maggior chiarezza, e a togliere qualsivoglia equivoco, si è fatto uso delle espressioni « entièrement dans les formes usitées ». È stata cambiata egualmente la parola

¹ Pièce n° 348.

² Citation d'un bref du 15 mai 1748, adressé par Benoit XIV à l'évêque de Breslau.

« aussitôt », sostituendovi l'altra « d'après », per vietare che si facciano talvolta delle indoverose pressure per la sollecita conferma de' vescovi nominati dal Primo Console.

Art. 9. — Le due formole di preghiere che si riportano, possono ammettersi egualmente da Sua Santità; e sarà bene lasciarle entrambi, rimettendo in tal guisa al governo francese la scelta di quella che più gli piacerà.

Art. 11. — Sul proposito della nomina de' parrochi, si è creduto di meglio cautelarsi quanto ai requisiti, che devono avere a forma de' sagri canoni, e di limitare le pretese del governo, dovendo esso contentarsi, che i vescovi abbiano l'avvertenza di nominare alle parrocchie persone non sospette al governo medesimo.

Art. 12. — Adottandosi quest' articolo come è stato proposto negli altri progetti, pare che il governo si faccia una legge di non contribuire alla dotazione de' Capitoli, e de' Seminari. Si crede quindi più giusta l'espressione « sans obligation de dotation ».

Art. 14. — Fu motivato da qualcuno de' sig. cardinali di stendere la dispensa per la ritenzione de' beni ecclesiastici anco a quelli, che sono fuori del grembo della Chiesa cattolica: due cose però bisogna rilevare. La prima è, che i beni ecclesiastici sono costantemente chiamati ne' più venerandi monumenti della sagra antichità « res divinæ, res dominicæ, res Dei, hostia acceptabilis, placens Deo »...¹ Fa veramente amarezza, che il capo della Chiesa autorizzi a ritenere i beni suddetti gli eretici, scismatici ostinati a rimanere ne' loro errori.² La seconda, che ad onta di tutte le diligenze praticate, non è stato possibile rinvenire un esempio di dispensa di tal natura, concessa dai Sommi Pontefici in favore di coloro, che rimanessero ostinati nello scisma e nell'eresia. Quando il Santo Padre usi in ciò quelle facilità medesime, che furono [usate] da suoi predecessori, appunto pel grand' oggetto del ristabilimento della religione cattolica, il governo francese non ha luogo a dolersi, nè deve esigere di più.

¹ Citations de canons et de conciles des premiers siècles.

² Citation d'une constitution d'Innocent X, du 20 nov. 1648.

r gli accennati riflessi adunque si crede giusto ed ammississimo l'articolo, che si propone, e non sembra che possa darsi un termine più riservato della parola « dument », per dare al delegato pontificio un qualche largo, onde escludere la concessione della dispensa quei possessori, che nè sono lici, nè hanno in animo di convertirsi. Tutto al più, riguardo al loro, potranno darsi delle istruzioni al delegato suddetto, che, ne' casi particolari, faccia intendere, che il Santo Padre ha con essi di una semplice tolleranza o condiscendenza, *per unam conniventiam*, acciò non abbiano ad esser molestati nel possesso de' loro acquisti. Nulla d'avvantaggio sembra che possa venire dal capo della Chiesa...

Art. 17. — Il presente articolo è stato disteso di nuovo, essendo troppo importante lo evitare l'equivoco che potrebbe prendersi in credere, che nel termine generico di ecclesiastici rimangono compresi anco i vescovi che avessero preso moglie. Come Mgor Spina abbia fatto sentire al governo, che questa dispensa non può essere un oggetto di convenzione, pure, se così fosse, potrà inserirsi detto articolo nel trattato, atteso che si chiama in esso l'esempio di Giulio III.

Art. 19. — Riflette uno de' sig. cardinali, che questo articolo non si legge nel progetto ufficiale, ma bensì nel secondo progetto,² e che se potesse tralasciarsi, tornerebbe meglio, per evitare, quanto è possibile, che il Santo Padre comparisca in qualità di semplice contrattante. Tuttavolta, non sembra che possa incontrarsi per questo grande difficoltà, tantopiù che abbiamo l'esempio di Benedetto XIV, il quale comparve appunto giura di contrattante nella stipulazione del concordato fra la Santa Sede e la corte di Napoli.

(p. du card. Carandini).

371. § — Consalvi aux membres de la Grande congrégation.

Dalle stanze del Quirinale, 18 aprile 1801.

La Santità di N. S., dopo aver esaminato i voti consegnati

doctrines de Paul III, en 1548, sur des demandes de l'empereur Charles-V.

et projet secret de Bernier (pièce n° 305. Cf. p. 467, note).

dai sig. cardinali nella congregazione dei 7 corrente, ordinò a Mgor patriarca di Gerusalemme di stendere un nuovo progetto di convenzione.¹ Presentato questo al Santo Padre, se da un lato la Santità Sua non vi incontrerebbe difficoltà, dall' altro però la grande importanza dell' affare ha tenuto ancora sospeso il suo giudizio, piacendogli d'interpellare una seconda volta i sig. cardinali, componenti la congregazione particolare, per averne il loro parere. Ha comandato perciò che il medesimo Mgor patriarca fornisca a ciascun Emo copia del progetto, non meno che delle ragioni de' cambiamenti fattivi, lo che seguirà poco dopo la consegna del presente biglietto.

In seguito di ciò, è mente di Sua Santità che si aduni nuovamente la congregazione alla persona della Santità Sua, la sera di lunedì prossimo 20 corrente, alla mezz' ora di notte.

Dispensa questa volta il Santo Padre gli Emi sig. cardinali dell' incomodo di portare il loro voto in iscritto, se così loro piacerà. In luogo per altro di parlare in globo del progetto, dovrà esternarsi ordinatamente il sentimento su ciascheduno articolo del medesimo.

Torna ad inculcare il Santo Padre la più stretta inviolabilità del segreto in tutto e per tutto, a forma di quanto già venne prescritto l'altra volta, compresa anche la stessa adunanza della congregazione fissata per la sera di lunedì.

(Pap. du card. Gerdil).

372. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 18 avril 1801.

Le courrier qui doit apporter à Paris la réponse du Saint-Père au projet que le Premier Consul lui a fait présenter touchant les affaires ecclésiastiques en France, est encore ici; et, à en juger par la mauvaise humeur du Pape et par les demi-mots qui échappent à différents cardinaux, obligés d'ailleurs par un serment à un silence rigoureux sur ces affaires-là, on prévoit que la décision du Pape ne peut pas être entièrement favorable aux prétentions du gouvernement français, qui voudrait

¹ Pièce n° 369.

entre autres choses réunir un concile national. Mais, autant est-il douloureux pour tout homme qui est attaché à la sainte Eglise, de voir par là différer le moment du rétablissement en France de la religion catholique, autant Bonaparte sera-t-il indifférent au refus du Pape ; vu que le Premier Consul a bien voulu s'attirer la confiance du parti catholique en France, en entamant des négociations avec un député apostolique à Paris tel que le prélat Spina, mais il ne sera pas fâché peut-être que ces négociations traînent encore longtemps, et que le moment du rétablissement total de la religion catholique en France comme religion dominante, n'arrive pas de sitôt à exciter le dépit et la vengeance des soi-disant philosophes et des jacobins.

Quoi qu'il en soit des projets de Bonaparte, il n'en est pas moins vrai que M. Cacaault n'a pas encore présenté ses lettres de créance, et ne compte pas de les présenter de si tôt ; ce qui ne l'empêche pourtant pas de se qualifier, dans ses passeports et dans ses cartes de visite, comme ministre plénipotentiaire de la République française, et d'en remplir les fonctions auprès du Pape et de ses ministres, qui lui ont déjà accordé toutes les distinctions dont jouissent ici les ministres étrangers. Il a déjà donné aussi plusieurs dîners au corps diplomatique ; et comme il m'a engagé hier (17 avril) d'aller dîner chez lui, je compte de le prier chez moi dans la semaine prochaine.

L'affaire que M. Cacaault a poussée jusqu'ici avec plus de force auprès du cardinal secrétaire d'État, regarde une petite colonne que S. M. Sicilienne fit ériger sur la place du Capitole pour monument de ses victoires sur les Français, et que le gouvernement français exige absolument qu'elle soit abattue. L'inscription mise au bas de cette colonne, où on lit : « Vexillum sacratissimæ crucis cui partas de parricidis et perduellibus victorias acceptas refert Ferdinandus IV » excite particulièrement le ressentiment du gouvernement français, qui sera sans doute satisfait au premier jour dans ses désirs par l'abattement de ladite colonne. Le Premier Consul, qui accorde sa protection volontiers aux gens de lettres, a pris un intérêt particulier à ce que Ennius Quirin Visconti, antiquaire célèbre et révolutionnaire encore plus célèbre, qui est actuellement à Paris inspecteur du Museum national enrichi des dépouilles d'Italie, soit réintégré dans les propriétés

qu'il a à Rome, et indemnisé des pertes qu'il a essuyées par le séquestre que les Napolitains ont mis sur ses biens et par la vente de son mobilier ; et cette indemnité a coûté au Pape sept mille écus. Les ordres qui viennent de Paris pressent aussi beaucoup les agents français, pour que les statues du prince Albani et tous les objets d'art séquestrés aux Anglais soient sans délai transportés en France, mais Sa Sainteté est ferme dans sa détermination d'attendre avant tout l'issue des négociations de S. E. M. le comte de Cobenzl à Paris pour la famille Albani.

Mais ce qui embarrasse bien davantage ce gouvernement-ci, et ce qui désole les habitants surtout de l'Umbrie, c'est le passage des troupes françaises qui vont dans le royaume de Naples, et qui, pressées par la faim, ont poussé quelque piquet jusqu'à La Storta, qui est à dix lieues de Rome. Les innovations salutaires que le Pape vient de faire dans l'administration de ses finances, ne suffiront sûrement pas pour faire face à la misère extrême de ses provinces. Et, dans un état de détresse si grande, on s'étonne que Sa Sainteté pense à faire la fonction dite du *possesso*, dans le mois prochain ; fonction qui est fort coûteuse pour la magnificence du cortège, qui doit suivre le Pape à cheval depuis Monte-Cavallo jusqu'à l'église de Saint-Jean-Laterano, où Sa Sainteté va prendre, comme dans la première église du monde catholique, possession formelle de sa dignité...

Le décret du Premier Consul, par lequel les trois Légations sont mises sous les ordres du général en chef Murat, et paraissent par là détachées de la République cisalpine, exerce beaucoup la subtilité des politiques italiens qui, pour la plupart, croient ces provinces-là destinées au roi de Sardaigne. Ce qui est plus sûr, c'est que le Pape se propose de faire à Paris des représentations très fortes pour ravoir lesdites Légations, et V. E., à qui je ne devais pas cacher l'intention de Sa Sainteté, bien décidée sur cela, pourra bien mieux que tout autre prévoir l'effet de pareilles démarches, que je ne crois pas d'être à même de contrarier sans avoir des nouvelles instructions, analogues à la différence des circonstances actuelles de celles qu'offrait l'occupation desdites trois provinces par les troupes de Sa Majesté...

(Arch. de Vienne).

373. — Consalvi à Spina.

Roma, 18 aprile 1801.

Ieri ricevei con la posta di Genova il suo piego dei 17 marzo. Questa mattina ho ricevuto quello dei 21 recatomi da M. Artaud, segretario di legazione, e giovine veramente, come ella dice, amabilissimo. Nell'angustia del tempo, rispondo come posso alle varie cose che contengono i suoi dispacci, e mi riporto all' altro foglio annesso per le nostre nuove.

Intorno all' abbate Salamon, Nostro Signore, accomodati in Francia gli affari di religione, non lascerà d'interessarsi perchè si abbia in considerazione la di lui persona; ma non era ben fatto il lasciargli continuare l'esercizio delle facoltà spirituali, e perciò Nostro Signore gliele ha rievocate.¹

Per mancanza in parte di esperienza, e in parte della segreteria, che è tutta nuova e senza carte da servir di esempio (tutto essendo perito nella rivoluzione), nel mandare a lei la lettera credenziale per il ministro degli affari esteri, si è omessa la carta a lei medesima. Questa dunque, giacchè ella espone essergli necessaria, le si manderà col corriere Livio, ed anche la lettera per lo stesso Primo Console...²

Mi comanda il Papa di commetterle di dimandare in suo nome al cav. Azara, qual era il metodo da lui praticato in Roma con la Sa. Me. del suo antecessore; giacchè questo sig. Labrador, nel trattare gli affari, usando continuamente i modi che Nostro Signore trova i più aspri ed i più offensivi che dir si possa, così nelle parole, che nello scritto e nelle maniere di ogni sorta, non chè nella sostanza, ha recentemente messo un periodo

¹ Voir plus loin une note sur la dépêche de Spina n° 49, du 24 mars. — Déjà le 21 février, Consalvi avait mandé à Spina: « Il sig. abbate Salamon scrive e riscrive al segretario del cardinale Zelada, e chiede conferma di facoltà, ampliazione di esse, titolo *in partibus*, e cose simili. Il Santo Padre ignora cosa precisamente fosse fatto dal suo antecessore in altri tempi e circostanze, ma presentemente non trova necessarie queste particolari commissioni, e le crede piuttosto atte a turbare la giurisdizione dei vescovi e dei gran-vicari, e forse anche a frastornare l'unione e buona armonia dei fedeli. Converrà dunque che ella informi, e se sussiste l'accennato inconveniente, fa duopo non ritardare a porvi riparo. »

² Affaire Lambruschini à Gênes; frais de la mission de Spina, etc.

in una sua nota, in cui dice : « che egli finora avea preferito il mezzo delle reclamazioni, come il più conforme ai principi di moderazione che professa ; ma che l'esperienza gli fa conoscere che il metodo adottato dal suo predecessore era più efficace e più adattato al paese. » Dice il Papa, che vorrebbe sapere dal cav. Azara se questo metodo era il bastone (non parendogli che vi sia altro gradino da salire) ; nel qual caso vorrebbe esserne prevenuto, per mettersi almeno in difesa. Sono persuaso che il sig. cavaliere ci farà una risata. Questa nota, che il sig. Labrador ha data, era diretta ad ottenere la scarcerazione di uno, che egli diceva preso nella giurisdizione di Spagna, e che cinque testimoni contesti dicevano di nò. Ma egli li crede subornati dal governo, e così pure quelli che escludono, che un fatto di un ferraiuolo tolto ad un tale Antonetti dai sbirri, sia accaduto dentro la giurisdizione. Il Santo Padre, per rispetto alla corte e per quieto vivere, ha fatto rilasciare il carcerato e rendere il ferraiuolo, come il ministro ha voluto. Egli si lagna di frequenti infrazioni della giurisdizione, ed è rimarcabile in questo che a tempo del cav. Azara ciò non accadeva mai...

Il sig. Cacault e il sig. Alquier sembrano contenti del loro ricevimento in questo paese. Sono due persone commendabili veramente, anche per le loro qualità personali, oltre la qualità pubblica.

Ella non può credere a qual grado di miseria siano ridotte le povere provincie. Il fatto si è, che dopo che le truppe francesi entrarono la prima volta, che fu seguita dall'armistizio di Napoli (nella quale occasione le nostre provincie mantennero per molti giorni da dieci in dodici mila uomini interamente), alcuni corpi retrocederono ; ma rimasero sempre da Spoleto fino a Fano da quattro in cinque mila uomini per un mese. Ora poi, per la guerra che dovea farsi a Napoli, essendo rientrati da quattordici in quindici mila uomini, e questi in seguito della pace dovendo andare a presidiare il litorale Adriatico napoletano, entrando per Rieti e non per Ascoli (ciò che non s'intende), in luogo di subito entrare nel regno, secondo gli ordini dati più volte dal generale Murat, non trovano mai la strada di entrare, e sono sparsi in Perugia, Foligno, Spoleto, Terni, Sabina, Narni, Otricoli e Civita-Castellana (di dove partirono ieri) ; ed è ormai il se-

condo mese che si nudriscono da noi interamente, facendo requisizioni di cavalli, camicie, scarpe, vesti, oltre i viveri ed i foraggi. Lascio immaginarle che rovina è delle casse sì pubbliche che private : il pianto è universale. Si figuri che oltre le tasse straordinarie, per tal fine imposte, il principe ha dovuto cedere alle comunità anche i redditi fiscali ; e così in Roma nulla giunge al tesoriere, il quale perciò, incominciando dai cardinali fino ai poveri inservienti, non paga nessuno, o dà tutto al più dei scarsissimi a conti. Inoltre la fisica mancanza dei generi e specialmente dei foraggi, mette le popolazioni alla positiva disperazione. Dopo tuttociò che lo Stato avea antecedentemente sofferto, immagini che sia quest' orribile dispendio e rovina ! Non le ne faccio il dettaglio per non trafiggerla. Ora com' è possibile che le altre operazioni procedano felicemente ? Tutto si guasta e si rovina, o si paralizza almeno. Il generale Murat si mostra sensibilissimo, ma dice che se avesse dovuto badare agli ordini del ministro della Guerra, avrebbe dovuto oltre ciò « frapper deux millions sur les Etats du Pape », e si scusa col non sapere come andare avanti per mantenere l'armata.

(Cultes, Arch. de Caprara).

374. — Consalvi a Spina.

Roma, 18 aprile 1801.

Si hanno nuove assicurazioni dal quartier-generale, che le truppe da Foligno in quà, hanno l'ordine di subito entrare in regno per Rieti, e che quelle che sono nella Marca in là, saranno diminuite di numero.

Le tre Legazioni sono state messe, quanto al militare, sotto il comando dell' armata del generale Murat, ma per le opposizioni fatte dal generale dell' armata d'Italia, sono tuttora sotto di questo. Circa il civile poi, niun cambiamento si è fatto, e il decreto le nomina sempre come dipartimenti della Cisalpina.

Falsissima è la nuova che si legge nella Gazetta di Francia, da cui l'hanno copiata le italiane, cioè che Nostro Signore avesse chiesto soccorso al Primo Console per farsi liberare dalle truppe napoletane, con tutto il resto che è su quell' articolo.

Il possesso di Nostro Signore si prenderà in maggio, ma diminuendo più che si può ogni genere di spesa ¹.

(Cultes, Arch. de Caprara).

375. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 18 aprile 1801.

Sempre più io vedo dubbio sulla restituzione delle Legazioni. M. Cacault qui non ne fa molto nei suoi discorsi ; tutto il bene, che egli vanta che si ricaverà dalla Francia, si riduce sempre all' indipendenza ed alla protezione, etc. In Firenze, come già le scrissi, fece anzi intendere quasi il contrario. Io temo assai, che si tiri innanzi finchè sia assicurata la trattativa religiosa, e poi nel trattare sul temporale ci si dia una bella negativa, dando le Legazioni o al re di Sardegna, o al duca di Parma (o suo figlio) in caso che si renda la Toscana al gran duca, benchè io non lo creda. È ancora da temersi che tutto al più ci si renda la sola Romagna o anche Bologna, ma non Ferrara che è ben più interessante.

Deve àversì pure in vista, che il farsi ciò per trattato è cosa pienissima di pericolo. Nel trattato si vorrà qualche cosa in corrispettività. Se ciò fosse una cessione a quella parte che ci si ricusasse, ella vede che ciò offenderebbe i principi. Dubito, che noi declamiamo tanto contro il trattato di Tolentino e ci attacchiamo alla ragione della violenza ; e come potrà il Papa rinunciare a qualche parte dei beni della Chiesa romana in mezzo alla pace, e fuori d'ogni rischio o timore ? Lo stesso discorso ha luogo per la rinunzia al compenso di Avignone e Carpentras, se anche nel trattato ci si rendessero tutte tre le Legazioni. Onde di questa rinunzia converrebbe almeno non parlare, o andar immaginando qualche compenso che non fosse in stati, ma di diversa natura ; mentre fuori che la Cisalpina si distruggesse (del che non sò persuadermi), non vèdo dove avremo noi il compenso, seppure non si inducono a darci quel pezzo che dal Canal-Bianco fin dove arrivava quasi alla nostra legazione di Ferrara, si estende fino all' Adige, comprendendo Adria e Rovigo, che è

¹ Dans une autre dépêche du même jour, Consalvi protestait que le Pape avait usé de la plus grande indulgence envers la princesse Santa-Croce et ses fils.

assai meno di Avignone e Carpentrasso. Il decreto dell' As-
 -s-
 -lea nazionale, che riconobbe dovuto questo compenso, può
 o giovarci.

benefizio che fa il Papa al governo francese colla riunione
 iosa è sì grande, che può meritare ogni più larga corre-
 ività, non che un adempimento di obblighi de' Francesi, com' è
 aso presente. Ma la nostra delicatezza di non mischiare una
 coll' altra, dà certamente luogo a trattarci come io temo.
 o penso perciò due [cose]. Una già è quella, che per questa
 uzione, bisognerebbe scansare di fare un vero trattato,
 re benchè ella abbia le credenziali anche per il temporale,
 er questo è necessario di fare un trattato sottoscritto. Le
 nziali fanno che ella sia autorizzata a parlare di queste cose
 a ; e ciò può bastare. Un buon pretesto per scansare il trat-
 può essere di far spiccare di più la magnanimità del Primo
 le, facendo una restituzione altronea, mentre nel trattato
 be sempre corrispettiva a qualche cosa ; il che non può
 essere che in nostro danno. La seconda cosa (che in sostanza
 epoca deve essere la prima) è di avanzarsi da lei, ora che
 edenziali, la formale petizione della restituzione delle tre
 zioni, e con delicatezza anche del compenso d'Avignone,
 i del ritorno di Livio e dello stringersi dell' altra trattativa,
 i, nell' avanzarne la petizione della suddetta restituzione,
 leve fare la minima menzione, per conservare appunto la
 i massima di non mischiare le due cose. Sono più che per-
 , che non ci risponderanno prima di stringere l'altro affare ;
 azienza. Sempre ella rileverà qualche cosa, sempre tasterà
 eno, sempre verrà così a dichiararsi in forma solenne la
 minata volontà del Santo Padre, sempre si guadagnerà di
 si far sentire un tuono risoluto quando, dopo avere ester-
 tal petizione prima della trattativa ecclesiastica, e dopo
 conclusa questa a gran soddisfazione della Francia, indi-
 ntemente da quella potremo far sentire le nostre lagnanze
 ere la nostra delicatezza, e insieme la nostra condiscendenza,
 nal corrisposta. E siccome lo stesso M. Cacault dice, che
 dopo la trattativa conclusa, la Francia avrà un bisogno
 lissimo dell' opera del Papa nell' ésecuzione, così io penso
 e il Papa, per la mala corrispondenza che poi ricevesse dai

Francesi, si mostrasse palesamente assai disgustato, e facesse anche sentire l'impossibilità di sussistere senza la restituzione dovutagli, e la sua disposizione a non volere continuare ad essere per tal modo il boia dei suoi sudditi e l'istrumento della loro infelicità, queste cose, coll' appoggio anche della Russia, potranno imbarazzare il governo francese, onde ben maneggiate possono esserci di profitto. Tutto ciò dunque le sia di lume.

Seguiti a raccomandarsi a Kolytchev, su cui bisogna in fondo contare. Dopo la concessione fatta a Paolo I della restituzione dei Gesuiti in Russia (che tenga sotto segreto finchè non sia pubblicato il breve), sicuramente siamo con lui anche meglio di prima, e molto più [se] sul punto di Malta si potrà in qualche modo combinare. Noi stiamo aspettando certe risposte da Russia, prima di mandare colà Genga, perchè il differire ci giova. Intanto ella seguiti a schermirsi dall' offerta mediazione del Primo Console, in maniera di non offenderlo. Può dire con verità, che in questo intervallo l'offerta fatta da Paolo I, di mandare colà uno senza carattere per trattare l'affare, ha messo il Papa nella necessità di agire direttamente, senza potersi a ciò ricusare, sicchè si farebbero incrociature inutili, e forse anche imbarazzanti e pericolose con il di lui carattere.

Circa i beni nazionali, mi è riuscito di far convenire anche Cacault nella massima in cui già il generale Murat convenne pienamente, cioè che la proprietà non si può ammettere ma bensì la rindennizzazione del costo ben appurato, e con quella riduzione che la stessa molteplicità ed importanza di tali acquisti e gli anteriori debiti dello Stato esigono. Intendo per i soli cittadini francesi, fra i quali è bene chiaro, che se ce sarà qualcheduno che più interessi al Primo Console, potremo non fargli detrazione. In fondo torna conto anche ad essi, quali, possedendo qui, dovrebbero pagare il valimento e subire il danno dei cambi, spese, etc. ; cose tutte che giustificano un defalco onesto. Dunque Cacault è convenuto ; ma egli consiglia ch' ella chieda un' udienza al Primo Console, e tratti questa cosa con *lui-même*, perchè dice che questi acquirenti millionari, con i loro quattrini facilmente guasteranno ogni altro condotto, e faranno mutare anche ciò che a lei fu fatto dire ufficialmente

Ecco dunque ciò ch' ella deve far subito; e nel discorso col Primo Console, rilevi la giustizia di questa massima, e che niun altro principe reintegrato ha fatto così, e l'utile che ne ridonda agl' istessi Francesi, e la impossibilità che il Papa sussista se un tale spoglio ha luogo, e finalmente la decisa sua volontà di non fare più di tanto. Mi dia risposta più presto che può...

Rispondo ora alle di lei cifre del piego in data dei 21 marzo. Ella si è condotta benissimo relativamente alle secolarizzazioni di Germania. Niun principe, di tanti, si è ancora diretto al Santo Padre per implorare aiuto ed uffici.

Eguualmente ella si conduce per eccellenza, nel trattare con tutti in modo da non compromettere Sua Santità con alcuna potenza, non potendo sapersi come finiranno le cose. Così faccio qui ancor io; ma non si riesce a non rompersi il collo con la Spagna e con Napoli, per il carattere personale di Labrador e di Acton. Circa il contorno dei Gesuiti, di cui si accusa il Papa e me, non vi è una parola di vero; ma si figuri se crescerà l'accusa quando si saprà l'affare di Russia. Al Cte di Kolytchev può far la confidenza della negativa, data alla Spagna, sull' alienazione di quelle Lingue dall' Ordine, ciò che farà un merito al Papa; ma che prometta di nulla far trapelare alla Spagna, per non comprometterci. Circa l'affare del gran magistero, dica pure a Kolytchev, che Sua Santità manderà quanto prima Mgor Della Genga a Pietroburgo, atteso l'invito dello stesso Czar, senza carattere, ma da spiegarlo dopo aggiustate le cose. Fin qui la cosa è riuscita a maraviglia, essendo una sorte di potere mandare alcuno. Ma il male sta, che la corte di Napoli, senza alcuna commissione nostra, e solo per farsi merito con Paolo I, gli ha detto che il Papa è pronto a riconoscerlo nel civile e militare, sol che si riserbi a lui l'ecclesiastico; del che è stato contentissimo il Czar; ed, all' oggetto di effettuarlo, ha fatto intendere che per tal trattativa si mandi uno anche senza carattere. Ma ella vede subito due ostacoli. Uno è il politico, mentre Sua Santità con ciò disgusterà sempre gli oppositori di Paolo I; e l'altro è l'ecclesiastico, perchè quella distinzione è difficile in pratica, e sempre vi sarà lo scoglio del titolo che egli vorrà senza postilla. La corte di Napoli ci ha posto in questo incastro. Ella vede che ora ci conviene guadagnare tempo; ma si può fare per

pochi giorni, pressando il Czar con somma efficacia. Dio mandi buona! Or ella vede, che così non è più luogo ad accettare la mediazione della Francia, ed ella può dir questa missa così al governo francese che a Kolytchev, tacendo però con ciò che è da tacersi. Scansiamo con pulizia la mediazione, chè è meglio che ci facciamo il merito noi stessi con Paolo quale in fondo nemmeno so quanto ami il Primo Console, cialmente se non lo contenta, come non vedo che pensi di fare. La memoria da darsi a Kolytchev per mandare un Russia, ella vede che non ha più luogo.

Cacault mi sembra che si umanizzi di più, e ne sono più contento.¹ Dimani l'altro si terrà là seconda congregazione dei dieci; e sia sicuro che prima che finisca il mese, si spedirà. Questo lo dica pure.

M. Artaud ha portato a Cacault una istanza del ministro degli affari esteri per far espellere il cardinale Maury. L'ho perso che qui non ha influenza nessuna nè credito, e che, stando al vescovato, non conviene inquietare Sua Santità su tal proposito essendo un vescovo e cardinale. Se n'è persuaso; ma se Maury torna a Roma, non si salva più.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Cacault écrivait le 17 avril à M^{gr} Caleppi à Florence : «... Je suis charmé de l'activité au travail et de la manière de traiter de M. le cardinal Consalvi père que nous parviendrons ensemble à débrouiller le chaos des affaires. faites de votre côté beaucoup de bien. Espérons de parvenir peu à peu au blissement des choses : c'est ce que je désire de tout mon cœur » (Arch. d'Avignon).

PARTIE IX

CACAULT ET LE CONTRE-PROJET 1

Nouvelle soudaine de la mort de Paul I^{er}. — Bien qu'il faille supprimer l'épineuse affaire de la grande-maîtrise de l'Ordre de la Sainte Consalvi. — Le cardinal croit perdre son meilleur appui des Légations ; il craint que le bref rétablissant la primauté ne devienne inutile, après avoir mécontenté l'Espagne. Cacault est chargé de réclamer contre la conduite du

Le contre-projet romain est lu par Consalvi devant Ca
mettent réciproquement le secret sur ces communi
çais proteste contre les changements apportés au t
Cette attitude décide le cardinal à réunir de nouveau
pour réviser le contre-projet. — Retards qui en sont
Cacault observe mal ses engagements de discrétion :
rand, et en termes parfois inexacts.

Charges accablantes imposées au Saint-Siège par l'Empereur Murat, ne pouvant obtenir les ressources des Légations, cantonne en partie dans l'Etat romain celles à Tarente. — Prise de possession du Montefeltro par les troupes répétées de Consalvi.

M. de Vargas vient remplacer le marquis de Labrador

Après deux séances, la Grande congrégation amende le
rise plusieurs variantes, dont Spina pourra faire usag
Refonte du projet de bulle rédigé par Bernier. — Non
rés à la hâte pour Spina, notamment des notes en
pouvoirs plus réguliers, un mémoire sur les mo
projet V, une lettre du Pape au Premier Consul.

Livio reprend, le 13 mai, la route de Paris.

Au lendemain de ce départ, Consalvi, inquiet de quel-
du Pape, surtout sur la démission de l'épiscopat franç-
de corriger, s'il le peut, cette lettre avant d'en faire l



et Ferrare : c'est à quoi s'est refusé le Pape, avec courage, quand sa personne était entre les mains des Impériaux. On tâcha alors de l'engager à s'aller établir à Innsbruck : il persista à vouloir se rendre à Rome. On lui refusa le voyage par terre en passant par Bologne et Ferrare ; il fut réduit à s'embarquer à Venise sur une frégate anglaise : c'est ainsi qu'il fut conduit à Pesaro, d'où il est venu à Rome¹. D'après de telles circonstances, vous jugez qu'il ne doit pas régner une grande confiance entre les deux cabinets de Vienne et de Rome.

Le Pape est bien avec l'Espagne, mais sans qu'il y ait pourtant entre les deux cabinets de Madrid et de Rome une intimité parfaite. Il a été un moment où l'on avait fait désirer au Pape le rétablissement des Jésuites ; ce qui est contraire aux idées de l'Espagne. S. M. Catholique a eu beaucoup de peine à obtenir les bulles nécessaires pour la levée des contributions sur les dîmes², que la guerre a rendu nécessaires, et elle ne peut obtenir du Pape la séparation tant souhaitée des chevaliers de Malte espagnols, avec leurs biens, du chef de l'Ordre et des deux grands maîtres, qui sont en contestation à l'égard de la souveraineté de l'Ordre tandis que l'île de Malte est possédée par un tiers.

Sa Sainteté ménage la Russie, qui s'est attachée les petits États en péril, en déclarant qu'elle ne voulait pas qu'ils empiétassent les uns sur les autres par suite des effets de la Révolution.

L'ennemi naturel des États du Pape est le roi de Naples. Le Pape est suzerain des Deux-Siciles et a toujours donné l'investiture de ces deux royaumes. Le roi de Naples actuel l'a reçue du Pape : il a fait présenter la haquenée pendant longtemps, ainsi que l'offrande ou tribut en argent. Naples s'est soustraite à l'hommage de la haquenée, à la suite des brouilleries avec le Pape au sujet de la nomination des évêques. Mais le roi des Deux-Siciles veut encore gagner sur le Saint-Siège, Benevent et

¹ On pourrait relever plusieurs inexactitudes dans ces renseignements recueillis par Cacault.

² Pendant l'automne, M. de Labrador avait demandé et obtenu pour son gouvernement le droit d'appliquer aux besoins de l'Etat le neuvième de la dîme. Ce neuvième représentait plus de deux millions de livres par an.

et emparé à l'occasion de la guerre. Cette l'Église est réclamée sans succès par le la part de la cour de Naples. Le méconce point est contenu par la crainte d'un ie s'exhale qu'avec beaucoup de mesure, le. L'armistice et la paix avec la France es à évacuer en entier l'État ecclésiastique à Benevento e Ponte-Corvo ; mais en vertu de ce titre.

st à Rome : il a près de lui un ministre zartoryski ; un ministre d'Angleterre, é d'affaires de Prusse ¹. Il vit fort retiré, qu'il soit à Rome. On a répandu que le sul était de former avec les Légations, ntino, un État au roi de Sardaigne, pour la France dans le Piémont. On craint à ai. On n'est pas détaché au fond du cœur 'on rêve toujours à regagner celle de la ait désespérer si elle était donnée à un

on État, diminué en vertu du traité de la guerre et par une révolution. Son État enant d'être assujetti à l'entretien de la es troupes répandues dans la Marche, et onne le passage de l'armée allant dans le

1 satisfaire notre gouvernement sur deux es objets d'art attendus à Paris ; 2° le uies et immenses de la République ro-

rités française et romaine a converti en naines du Pape et les établissements pu- s ont été tous vendus. Vous pouvez juger nde partie des paiements a été faite en ent soixante pour cent. L'armée française re de l'Église, les nouveaux acquéreurs

de ces biens en ont été évincés par les Napolitains. Le Pape, remis en possession de son État, dégagé des opérations républicaines, voudrait bien qu'elles fussent regardées comme nulles, et mettre dans l'arriéré toutes les créances faites militairement. Il n'ose établir ce principe, en considération de la République française.

Sa Sainteté a annoncé qu'à l'égard des Français acquéreurs de biens nationaux, elle les admettrait à fournir devant le trésorier de la Chambre apostolique le compte de leurs déboursés, réels et véritables, pour l'achat de ses domaines, et elle promet de leur en payer le montant. A l'égard de ses sujets qui ont également acheté de ces mêmes biens, elle a nommé une congrégation pour satisfaire à ce qui paraîtrait juste. C'est ainsi qu'il vient d'être payé au cit. Visconti une somme de 9,000 écus romains. L'affaire de ce savant, auquel le Premier Consul a pris intérêt, a fini à merveille ; mais qui pourra se promettre d'être si bien traité ?

Les propriétaires français, dont la plupart ont chargé le citoyen Gérard, qui se trouve à Rome, de leur procuration, soutiennent qu'ils sont propriétaires légitimes, et, sans se départir de ce principe, ils veulent être remis en possession. Il s'agit de biens immenses et d'un objet de plus de 36 millions de nos livres...

Je vous envoie, ci-joint, la liste détaillée des caisses d'objets d'art faites à Rome et du contenu de chacune, avec l'historique des opérations ordonnées pour en assurer le passage en France, et la copie des marchés pour leur transport. Dans l'immensité des objets saisis et encaissés, le Pape réclame surtout les propriétés particulières de la maison Albani et de quelques Anglais. Le Pape a observé que, par notre traité avec la cour de Naples, le roi n'était tenu qu'à rendre les caisses qu'il a prises sur nous à Rome¹, et qu'à l'égard de celles faites à Naples d'ordre

¹ L'art. 8 du traité de Florence est ainsi conçu : « S. M. le roi des Deux-Siciles s'engage à faire restituer à la République française les statues, tableaux et autres objets d'art qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines. » — A l'égard des objets recueillis à Herculaneum et à Pompeïa par les commissaires français, Alquier expliquait le 29 mars à Talleyrand, qu'il avait cédé, mais seulement « d'après l'engagement formel, que prend par écrit le chev. de Micheroux,

Sa Sainteté, de l'état de guerre à cet état de paix : formalités ordinaires. Il semble qu'une convention rait dû constater que la guerre est finie, et à quell l'état de paix est rétabli ; déterminer, en suivant le lentino ou toutes autres dispositions, les limites d'ance de l'État ecclésiastique ; déterminer aussi le n dation de la République romaine et ce qui concer d'art. Ce n'est qu'après que cela aura été fait, ou qu sur chaque objet des instructions précises, que le lequel je me trouve ici se débrouillera.

L'idée du concordat a éloigné toute autre discuss notre avantage, il est de la délicatesse de conscience finir cette affaire isolément, en éloignant de la né intérêts temporels. Après que l'affaire spirituelle at née noblement, nous serons engagés à soutenir la paix et de modération. Par le fait, les choses sont le pied réglé à Tolentino ; vous pourriez donc tout cune formalité, après que vous aurez été content d en m'envoyant les lettres de créance du gouverner Pape. Dès que le concordat aura été convenu, il s des actions de grâces publiques ; il y aura un *Te D* grande église de Saint-Pierre ; cela décidera assez ment vis-à-vis de cette puissance si hors de la ligne que nous sommes amis. Si vous jugez un autre acte nécessaire, je vous prie de me donner vos ordres travail à le négocier.

L'occupation d'Ancône sera prolongée au delà du paix territoriale fixée à Tolentino¹ ; il s'agit d'intér pour la France auxquels le Pape, devenu ami, ne sa ser ; mais dans l'état de paix, ce point exige un ot tesse. L'État ecclésiastique est surchargé ; il sou pense de nos troupes établies à Ancône et aux env

¹ Le traité de Lunéville ayant fait évanouir les armistices de Trévise, les Français ne pouvaient plus invoquer ces deux conven garnison à Ancône. Ils ne s'y maintenaient désormais que par de militaires. — Le traité de Tolentino, auquel Caccault se réfère, po Les ville, citadelle, et villages formant le territoire de la ville d ront à la République française jusqu'à la paix continentale. »

tées et que le général Bonaparte a données lorsqu'il s'est emparé de Malte, sont restées déposées à Vienne. Le neveu du grand maître est général en Angleterre. Il mande à son oncle que les Anglais assurent qu'ils ne rendront jamais l'île de Malte qu'au grand maître Hompesch. Le Pape regarde comme irrégulier et de nulle valeur tout ce qui a été fait et signé à l'égard des changements opérés à Malte; mais le Pape n'ose pas souffler. L'Espagne voudrait la séparation des chevaliers et des biens espagnols du chef-lieu de l'Ordre. Le grand maître Hompesch espère que le Premier Consul le remettra sur son trône. Voilà ce que j'ai pu apercevoir dans ce que j'ai entendu.

J'ai rendez-vous avec le secrétaire d'État pour lire ensemble ce qui a été arrêté avant-hier par la congrégation de douze cardinaux pour la rédaction du concordat : l'affaire approche de sa fin.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

377. — Consalvi à Spina

(particulière)

[Roma, 22 aprile 1801].

Nello spazio di pochi momenti mi fa sapere M. Cacault che parte un corriere per Parigi, e mi dice se voglio profittarne. Non avendo che pochi minuti, scrivo due righe, dandole le buone nuove di Nostro Signore e di tutti i suoi conoscenti. Questa mattina, per mezzo di un corriere di Vienna a Napoli, si è qui saputo la morte di Paolo I, e lei può immaginare qual sensazione abbia fatto un avvenimento di sì grave rilevanza per i più grandi affari di Europa.

Si è tenuta qui, l'altra sera, la seconda congregazione dei dodici cardinali dinanzi al Papa.¹

Quanto alle truppe francesi, quelle da Foligno in quà sono ormai ridotte a poche, perchè dodici mila sono già entrate per

¹ Le 25 avril, Consalvi écrivait aux nonces : « Lunedì scorso si tenne di nuovo innanzi al Santo Padre la congregazione dei dodici cardinali... Il corriere Livio partirà per Parigi verso la fine di questo mese. Il Cielo voglia che le cose della religione possano conciliarsi ! Certamente la Santa Sede non ha trattenuto per le mani un affare più scabroso. Speriamo però nel Signore che le difficoltà si spazzino e tutto si combini come si desidera » (Arch. du Vatican).

da Folignò in là, vi si sono stazionate circa ~~tre~~ mila e cinque cento. In ge-
otte ad un tale stato di depauperazione,
ginare.

stro Signore, questo sarà preso forse in

ilungarmi; onde in sommissima fretta,
etc. ¹

Consalvi à Spina.

Roma, 22 aprile 1801.

in vero fulmine per i nostri interessi,
propensissimo (a segno che confidò a
gli era cattolico in cuore, e che voleva
me di stato, mentre ella sa come tutte
erano in lui. Gran colpo io vedo in
ffare delle Legazioni, sia per il minore
si, non più sostenuti da alcuno, sia per
ora accettarle a forza in cambio dal
ltre qual fatalità per l'affare Gesuitico;
rdici [giorni] prima di avere il breve, on-
immagino forse che Benvenuti² se vedrà
il padre, darà la lettera; se nò, non la
lo caso, qui si sarebbe sbagliato a in-
opia del breve confidenzialmente, come
ealtà e delicatezza, giacchè ella sappia
stato fatto, se non di piacere, d'intelli-
na, a cui Sua Santità ha sempre scritto
i suo pugno.⁴ Ella lo sappia per regola
anche con Azara. Intanto ella seguiti

a même jour, Consalvi s'élève contre Cavagnari,
ation devant le P. Consul.

iditeur de Mgor Litta, était resté à Pétersbourg
aires du Saint-Siège.

pure a coltivare il C^o di Kolytchev, e gli mostri che qui si ha sempre la stessa fiducia nella protezione della Russia presso la Francia. L'unico guadagno nella morte di Paolo I è l'essere liberi dallo spinoso affare di Malta, non parendo verosimile che voglia in ciò imitarlo il successore.

Si è fatta qui togliere segretamente dalla piazza del Campidoglio ogni residuale memoria delle iscrizioni ivi erette in luogo del monumento al generale Duphot. Lo sappia per il solo caso che ne fosse interpellato.

Cacault non lascia di avere un impegno per l'affare dei beni nazionali, tornando ad impugnare la massima delle indennizzazioni dello speso nell'acquisto. Bisogna star su di ciò assai alerta con il governo, e far vedere che si è qui decisi su questo piede così giusto.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

379. — L. Berthier à Consalvi

Florence, 4 floréal an IX (24 avril 1801).

J'ai l'honneur de vous faire part que je viens de remettre à Mgr Caleppi une note de la quantité et composition des rations de vivres et fourrages, nécessaires aux troupes de la division Watrin, qui séjournent momentanément à Ancône et dans une partie de la Marche.

Malgré toutes les justes représentations que Mgr Caleppi a faites au général en chef, il a été impossible de pouvoir rien diminuer au nombre qui s'y trouve, jusqu'à l'époque très prochaine d'un courrier, qui doit lui apporter la réponse concernant l'occupation des trois Légations. Du moment qu'il aura reçu ces ordres, il s'empressera de soulager les États du Saint-Père, en diminuant de moitié le nombre des troupes qui les occupent.

J'observerai à S. Em. que la Toscane est infiniment surchargée par douze mille hommes, qu'elle est obligée d'entretenir et de solder; mais le général en chef, dont les vues bienfaisantes s'étendent également sur son armée ainsi que sur les peuples qui par les circonstances supportent les charges de la guerre, a écrit à son gouvernement pour faire connaître les positions respectives. Je ne doute nullement qu'avant très peu de jours, je

mantengono di tutto punto. Finora ne abbiamo da sedici mila, ed anche più. Lascio immaginarlo dio sia stato nelle provincie. Non ho tempo di aggiungerne nuove; onde con la più distinta stima, etc.

P. S. — Quanto al Cavagnari, vi è anche da aggiungere che il suo credito non si volle ammettere nemmeno dal pubblico romano.

(Cultes, Arch. de Caprara).

381. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 5

Non ho ancora avuto il tempo di decifrare i numeri de' 2 e 8 aprile, giuntimi questa mattina. Siccome riparte questa sera, così io le scrivo queste righe che ieri ebbi un congresso con M. Cacault da scorre. Non gli basta che nella sostanza si accordi tuttatissimo ancora nelle precise forme del progetto.

Anche in queste forme, rapporto agli altri articoli, ho qui tutte le possibili facilitazioni. Ma quelle, primo, non è possibile di lasciarlo come sta. Potrebbe giacchè così si vuole, di esigere che la religione dominante o dominante, ma non possiamo scansare due cose: nell' articolo vi sia almeno la sostanza, cioè si enunciarla che la religione sarà conservata nella purezza de' suoi dogmi, nella libertà e pubblicità del suo culto e nell' osservanza della sua disciplina; sopra tutto che tutti gli ostacoli politici e legali che siano contrarie a questo fine saranno tolti, o almeno che si dire, in termini più dolci, la revoca dell'editto emanato nella Rivoluzione. L'altra cosa è, che in qualche modo che il governo o il Primo Console, o l'Imperatore, mentre come è possibile senza di ciò accordargli la libertà, vi è Bonaparte cattolico, e domani vi può essere un altro. Il concordato non è colla persona di Bonaparte, ma colla religione. Ora Cacault non ammette niente di questo, e premette [addietro] niente sia accaduto, e che la religione è la stessa, onde che non si vuole sentir parlare di « professamento », di « adottare » il cattolicesimo, di « ritornare ».

Or ella vede se è possibile, che essendo così notorio per le stesse leggi che ha emanate, possa il Papa a nomina a chi non dica qualche cosa di tal natura, cosa ho ottenuto (in quanto a lui, non ripromettendovi il governo), ed è che si faccia la sola bolla, articoli ; perchè gli ho dimostrato che negli articoli, lue a parlare, è quasi impossibile nell'attuale situazione il trovare un linguaggio che convenga ad ambi; combinabile parlando il solo Papa. Dio ci aiuti ! Si potrà, perchè posso dire con verità, che qui il discomodare l'affare è grandissimo.

Per i nazionali io vedo una gran tempesta, perchè i renti indiscreti non vogliono contentarsi delle indennità tutti aspettano appoggio da Parigi, dove dicono di aver denaro per essere appoggiati. Ma qui si troverà assistenza che si deve, mentre il progetto delle indennità, che in niuna parte lo hanno avuto eguale.

Si vuole anche per i patriotti. Si è perdonato a tutti, si è perdonato, e si limita il Papa a non volere in Roma otto o dieci marcati soggetti, che potrebbero troppo compromettere la pubblica. Essi sono padroni di stare in altra città, dove vogliono. Che indiscretezza è questa di

di Paolo I ci priva di un appoggio veramente grande, i ci proteggerà più ? Eccoci nella necessità di farsi da noi medesimi, per il riacquisto delle tre Legazioni. Per il lato ecclesiastico, bisogna farsi sentire con franchezza, e nasca poi ciò che vuol nascere : ne sia prevenuta. Che si de' Gesuiti inviata a Paolo I ? Si figuri cosa dirà il Papa. Non so come pensi su di ciò il successore del

che faremo partire Livio, o uno o due giorni al più.

h. de Caprara).

382. — Jackson à Hawkesbury.Rome, april 25th 1801.

... A great deal has lately been said of certain demands which have been made by France to the Pope, and very extraordinary reports on this subject are circulated, but with which I forbear to trouble Your Lordship as I cannot learn that they have any real foundation. All that appears to me certain on this head is, that the french government has demanded of the Pope to confirm the appointment of the bishops who have been made, since the Revolution, without the authority of the Holy See : they are called the *évêques intrus* ; and secondly to consent to the holding a council of the french clergy. These demands, besides others which I am not informed of, it is supposed will meet with too great difficulties to be overcome : until their arrangement however, neither the new french minister Cacault nor Mgor Spina at Paris will be acknowledged in their public character of minister plenipotentiary, and the former, though it be understood that he is destined to this post, has not yet his credential letters. It is highly probable that Bonaparte permitted and invited the arrival of Mgor Spina at Paris, only for the sake of having the appearance of countenancing the revival or the tolerance of religion, in order to attach to himself the most respectable part of the nation.

(Record office, *Sardinia*).**383. — Ghislieri à Colloredo.**

Rome, 25 avril 1801.

D'après ce que j'ai eu l'honneur de marquer à V. E., sur les représentations faites par M. Cacault au sujet de la colonne érigée par les Napolitains dès leur seconde entrée à Rome, Sa Sainteté a ordonné que ladite colonne, dont surtout les inscriptions piquaient fort l'honneur national français, soit abattue ; ce qui a été fait dans une des nuits passées, et pourra d'autant moins indisposer le gouvernement napolitain, que, dans le royaume de Naples même, les Français, dans leur marche pour aller occuper les ports que le traité de paix leur accorde, ont abattu eux-mêmes

ents pareils qui étaient injurieux à leur na-

roupes françaises, destinées à occuper la pres-
tre Otranto et Taranto, continue toujours ; et
du contre-amiral français Villeneuve¹, finit
objets des Français, puisqu'il a demandé un
de bâtiments de transport, et s'est rendu à
ayer ces demandes auprès du roi...

rédié à Naples pour annoncer la mort de
de toutes les Russies, a passé par ici mer-
t la circonstance que son successeur n'a pas
d maître de l'Ordre de Malte, a fait à la cour
d'autant plus vif, que cette grande maîtrise
la pierre d'achoppement entre la cour impé-
rsbourg et le Saint-Siège. On craint que la
uira aux intérêts des cours de Naples et de
s'était déclaré le protecteur ; mais, outre que
s cours n'en restent pas moins liés aux inté-
pe pour sa tranquillité, on ne peut pas se dis-
tection de la Russie n'a pas été jusqu'ici bien

rigueur, adoptées dernièrement en Espagne
uites², ont beaucoup affecté le Saint-Père, et
singulier avec la protection marquée dont les
en Russie ; protection qui leur a procuré (à ce
e secret que m'ont gardé là-dessus les minis-
ref, qui légitime dans toute l'étendue de l'em-
existence.

1. — Labrador à Cevallos.

Roma, 25 de abril 1801.

muerte del emperador de Rusia, Paulo I, ha
la sensacion en este gobierno, que esperaba
Legaciones por medio de su proteccion.

., n°5400 et 5508.

ordre de réunir les ex-Jésuites dans les ports de l'Espa-
et de les embarquer pour l'Italie.

El apoyo que aquel soberano daba al proyecto de la Compañía de Jesús, es otra causa de sentimiento còrte; pero no por este motivo desistirán de su intento viduos que fomentan aquel proyecto, individuos que otros, el cardenal secretario de estado y el cardenal Ro decir las dos personas que ejercen mayor influencia ánimo de Su Santidad.

Yo cuidaré de enterar á mi sucesor de estos antecede que él pueda oponerse á los planes jesuíticos con el m que yo me he opuesto, en consecuencia de repetidas ó Su Magestad.

(Alcala, leg. 5747).

385. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 25 a

¹ La corte di Napoli ha dovuto soffrire l'aumento, ne della sua pace, dello sborso di seicento mila franchi che, imposti dal generale Murat nel secondo armistiz cassati nella pace da Alquier, ma che, nell' occasione c fica, il ministro della Guerra ha voluto far rimettere i non potendo, a suo dire, mantenere l'armata senza di c

Alle forti ed universali querele di tutti questi Fra vengono in Roma (comprese quelle di M. Cacault, che osservare come se ne sarebbe fatto un affare serissimo dosi dell' onore della nazione), si è qui premessa una c la corte di Napoli, e poi si è fatto demolire il piedest dove prima erano le ceneri di Duphot, sulla piazza di glio; nel quale piedestallo (da cui già si fece togliere l iscrizione contro i Francesi, cioè quella contro lo stesso chiamato « empio sicario Gallo ») erano ancora altre per il re di Napoli, che si diceva trionfatore in Roma d cidi e perduelli, etc. » Questo monumento fu messo a generale Naselli. Sò che in varie città del regno ades abbattute *de facto* altre simili iscrizioni, e monumenti di

¹ Cette dépêche a été remise au courrier d'Alquier : le départ de c fixé pour la veille, venait d'être retardé.

si è qui creduto fare la demolizione di notte tempo, e niuno accertò, onde con prudenza si è scansato di farne un serio

s, *Arch. de Caprara*).

386. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 6 floréal an IX (26 avril 1801).

Il est nécessaire que la congrégation des douze cardinaux finisse de l'examen du concordat proposé, eût fini son travail, mette le Pape en état de décider. L'affaire est parvenue à son point, et l'on travaille à présent à rédiger les actes. Le cardinal secrétaire d'État vient de m'assurer que tout serait fini sous peu de temps, et qu'il ne se passerait pas plus de huit jours avant le départ du courrier qui portera à M. Spina les expéditions du Pape. Ce n'est qu'en les lisant que vous pourrez juger comme me l'assure le Saint-Père, on a rempli les intentions vues du Premier Consul. Je ne pourrai lire que dans quelques jours la rédaction définitive à laquelle on travaille.

Le cardinal secrétaire d'État m'a fait part verbalement, par ordre du Pape, des changements qu'il se propose de faire à nos propositions, qui sont adoptées, suivant ce que m'a dit Sa Sainteté, au fond et à la substance, mais non quant aux expressions de la rédaction. Le Pape sent que notre Premier Consul ne peut accepter les mêmes expressions dont Sa Sainteté est obligée de se servir. Il ne se trouve pas à son aise dans la rédaction d'un concordat, signé de l'un et de l'autre. Il aimerait mieux ne faire qu'une bulle où tous les articles du concordat seraient compris, sous la forme d'un traité. Il serait ainsi un peu plus libre pour régler à sa manière. Il fut signé entre Léon X et François I^{er} un concordat ; mais il a été tenu secret, et ce n'est que la bulle de 1516 qui a fait loi et qui ait été publiée. Le concordat pour rester une pièce secrète, permet plus de condescendance dans les expressions ; et, si nous tenons à l'acte particulier du concordat, outre l'expédition de la bulle, qui seule après avoir été acceptée aura la force de loi, vous le déciderez en voyant à quelles sont les expressions auxquelles on met ici de l'importance.

Le Pape, par exemple, ne peut dire : « le Saint-Siège reconnaît les aliénations des domaines ecclésiastiques »¹; mais il s'exprimera d'une autre manière, qu'il assure avoir le même effet à l'égard des consciences.

Selon notre constitution, un citoyen non catholique peut devenir Premier Consul, et cela trouble beaucoup l'esprit du Pape, qui ne peut accorder à celui qui sera revêtu de cette dignité, la nomination aux évêchés, qu'en le considérant comme catholique et en se servant des expressions analogues. J'ai observé, au sujet de cette prévoyance trop étendue, que Léon X n'avait point songé, dans la bulle accordée à François I^{er}, qu'un de ses successeurs, comme le roi Henri IV, pourrait être protestant qu'ainsi le Pape ne devait pas s'arrêter à une circonstance dans l'avenir, la religion des Français étant la même aujourd'hui qu'elle a été depuis tant de siècles. Nous verrons dans la rédaction comment ce point sera touché.

L'article 2 du titre I^{er} de la convention proposée, n'offre, suivant le Pape, qu'un moyen dangereux. Sa Sainteté craindrait de faire naître un schisme en décidant ainsi la destitution d'un grand nombre d'évêques. Ceux de France lui ont tous écrit pour lui offrir leur démission, si Sa Sainteté le jugeait nécessaire au bien de la paix : elle peut donc, quand elle voudra, les prendre au mot. Le Pape demandera au Premier Consul la liste des évêques à écarter, et il se chargera d'avoir leur démission ; en cas de refus, il prononcera la destitution. Cette manière paraît à Sa Sainteté aussi utile pour nous, et beaucoup plus simple.

Je ne puis vous donner qu'une légère idée des changements que vous trouverez dans la rédaction des deux actes. Je m'oppose à ce qu'il en soit fait aucun ; mais, ne pouvant l'obtenir entièrement, j'ai tâché d'éloigner ce qui pourrait gâter l'affaire.

J'ai vu le Pape plusieurs fois : il est dans la persuasion que le Premier Consul sera content. « Nous ne différons, dit-il, que dans les tournures et expressions. Je lui donne tout ce qu'il m'a demandé ; mais, à l'égard des formes dont je ne puis me départir, il est juste qu'il me laisse parler à ma manière, et répondre

¹ Cette citation, et plus loin, la mention de l'art. 2 du titre I^{er} se réfèrent au Projet V (pièce n^o 222).

objections et difficultés qu'on ne manquera
Sainteté est persuadée que dans une heure
le Premier Consul, elle serait parfaitement

' a été racontée ici, d'après les nouvelles de
vènement naturel et la suite de son humeur
que son successeur n'a pas pris le titre de
le. On a publié, en même temps, que les
le passage du Sund. Les nouvelles qui ar-
rs de cette même couleur.

ait des secousses révolutionnaires dans le
, le mouvement se propagerait jusqu'à
fort bien naître aussi du mécontentement
exaspérés de leur situation actuelle.¹ Dans
, toutes leurs espérances sont renversées
cien gouvernement ; de plus, il s'en trouve
ar suite de nos revers en Italie, et tous ceux
une faite en biens nationaux et en crédits
maine, augmenteront encore le parti mé-
ront perdu tout espoir d'être payés.

e pour empêcher qu'il s'élève ici le moindre
nde majorité des Romains est pour l'ancien
ère que la ville continuera d'être tranquille.
e point ; sa personne est sans odiosité : c'est
de son gouvernement, que celui de Naples
prononcé contre les projets et les idées de
pe est lasse et guérie : je tâche de persua-
arrivait des mouvements ici, je tâcherais
imer. Le général Murat est de mes amis ; il
principes². J'espère donc que, malgré les
ables, tout ira bien.

Rome, 6 floréal : 26 avril. — « ... A ce que j'entre-
pays sont excessivement délicates ; je crois qu'il est
doubles, soit qu'on use de rigueur, soit qu'on suive un
de Naples... »

avril au P. Consul : « J'ai dû devoir, à la faveur de la
r chez eux tous les réfugiés de cette nation. La ville de

Le secrétaire d'Etat m'écrit à l'instant ; je transcris ses propres expressions : « J'apprends de Florence, à l'instant, que cinq mille hommes d'infanterie et six cents hommes de cavalerie occuperont la Marche et le duché d'Urbin, à nos propres frais ¹. Cette charge, absolument insupportable dans notre extrême misère, nous met absolument au dernier désespoir : ce n'est pas la bonne volonté qui nous manque, mais la possibilité. »

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

387. — Consalvi à Spina.

Roma, 27 aprile 1801.

La combinazione che il corriere di M. Alquier non è ancora partito, mi dà il comodo di scriverle questa terza lettera per mezzo dello stesso corriere.

L'oggetto della medesima è d'informarla che l'affaire del mantenimento delle truppe ci pone all'ultimo grado di disperazione, non certamente per difetto di buona volontà, ma per assoluta impossibilità. Ieri ricevei un corriere da Firenze colla intimazione che non più due mila e cinquecento, ma cinque mila uomini si riterranno nella Marca e ducato d'Urbino, a tutte nostre spese, ed oltre a ciò vi saranno seicento uomini di cavalleria. Il mantenimento di tal corpo ascende a quaranta in ottanta mila scudi il mese, perchè ella non può immaginare a che prezzo siano adesso i viveri, attesa la carestia di tutto nelle misere provincie. Or veda se è possibile che possiamo reggere a questa spesa, singolarmente dopo che abbiamo mantenuto di tutto punto, per due in tre mesi, ora cinque, ora sei, ora tredici, ora

Florence en était remplie : ils épuisaient toutes les ressources dont j'avais besoin pour mon armée ; ils tenaient les propos les plus infâmes contre vous, contre moi... Ces réfugiés, sur mon ordre, sont partis ; mais j'apprends que la majeure partie, loin de se retirer dans leurs foyers respectifs, va se réunir aux divisions Monnier et Soult. Ils connaissent la répugnance qu'ont nos troupes pour l'expédition d'Egypte ; ils en profitent pour les engager à s'insurger... J'ordonne à ces généraux de ne laisser arriver dans l'arrondissement de leur commandement aucun de ces émigrés, et d'en faire sortir tous ceux qui y sont déjà. J'invite la cour de Naples à donner des ordres sur les frontières... »

¹ Le matin du 23 avril, M^{gr} Caleppi avait été informé par L. Berthier que le nombre des rations de vivres devait être porté à 6000, et celui des rations de fourrages à 600. Il s'était hâté d'écrire à Consalvi (Arch. du Vatican).

omini di truppa francese, con un dispendio di
dea. Sua Santità si trova in una inesprimibile an-
ndo più come si fare a sussistere. Sappia che a
i cardinali fino agli ultimi *commis* delle segre-
uno è pagato dei suoi appuntamenti. L'erario
, e tutto le risorse sono consumate.

erale Murat conosce tutte queste verità, e se ne
che da Parigi ha l'ordine di far vivere le truppe
ti dove sono, e che non sa come fare a meno di
vendo mezzi. Promette di diminuir questo nu-
a decisa la questione fra lui ed il generale in
ta d' Italia, sulla estensione del suo comando
lle Legazioni. Intanto però è impossibile che
; ed io l'assicuro, Mgor mio, che la dispera-
altro giorno al Papa, ch'era nel caso di mettere
porta, piuttosto che continuare a fare il boia
, con succhiar loro fino all' ultima goccia il
ni che il ministero non sa più come andare in-
o tutti i mezzi. Chi non si scoraggirebbe in tal
potrebbe rappresentare il misero nostro stato, e
e il danno che soffre Sua Santità per tali com-
è trattato come amico, è sì forte, che questo
sorgere per secoli senza dei reali compensi.
to trafitto, finisco in somma fretta, riprotestan-
nia stima, etc.

(apprava).

388. — Consalvi a Spina.

Roma, 27 aprile 1801.

rtata lettera per la stessa occasione del corriere
er accluderlene una per il conte di San Marsan,
complimenti. Ricevo nel momento questa let-
Chialamberto.

passaggio di un convoglio d' artiglieria, che da
oli per Correse, e di là a Valmontone, Ceprano,
Gli ufficiali vengono a meno a meno in Roma.
sentirci tanto lodare le attenzioni, e il servizio

che da tutto lo Stato del Papa si presta alla truppa francese. Certo ella può assicurare codesto governo, che può bene interrogare fino all' ultimo soldato, e sentire se possono essere più soddisfatti del governo pontificio.

Saluti il P. Caselli, e resto in fretta di tutto cuore, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

389. — Louis XVIII à Maury.

Varsovie, 4 avril 1801.

...Le roi ne se dissimule pas que le moment n'est pas favorable pour obtenir du Saint-Père la nomination aux évêchés vacants. Aussi Sa Majesté, sentant que ce bien ne peut pas s'opérer, commande-t-elle au cardinal Maury de faire au moins tous ses efforts pour empêcher le mal. Les dernières nouvelles de France sont loin d'être rassurantes sur ce point. Elles annoncent, au contraire, que la négociation est au moment de se terminer au gré du Premier Consul Bonaparte; mais le roi espère encore, parce qu'il aime à se reposer sur l'âme droite du Pape, ainsi que sur le zèle, le talent et la vigilance active du cardinal Maury.

Le roi a vu avec plaisir que, dans sa dernière promotion de cardinaux, Sa Sainteté en a réservé dix *in petto*. Sa Majesté espère bien que M. l'archevêque de Reims est un des dix...

(Pap. du card. Maury).

Louis XVIII à Maury.

(en chiffres)

Varsovie, 29 avril 1801.

Le roi voit avec satisfaction la tentative que le cardinal Maury a faite pour tâcher d'ouvrir une correspondance avec l'abbé Bernier. Si cet ecclésiastique s'y prête, le roi aura au moins l'avantage de connaître le fond de sa pensée, que le cardinal Maury pénétrera sûrement

Le cardinal Maury ne s'était pas trompé dans le jugement qu'il avait porté sur l'archevêque de Bordeaux. La réponse qu'a faite ce prélat à Sa Majesté renferme des arguments qui, n'étant pour la plupart qu'une pétition de principes, seraient bien

amations pourraient être également

Paul I^{er} est un de ces événements
ence se plaît à se servir pour renver-
il apporte quelque changement à la
l Maury en sera promptement ins-
nouvel empereur, avec tout le senti-
servirent si longtemps de règle avec

le cardinal Antonelli a écrit que si,
ion, on substituait le mot de gouver-
tion, le Pape l'approuverait. Il est
ne voie pas la nullité de cette dis-
e promesse quelconque de soumis-
à l'effet, c'est attaquer des droits
reconnaitre au moment de son exal-
ce sur ce point et sur la nomination

Sa Majesté, de M. l'archevêque de
nal, le cardinal Maury aura soin de
tife que le roi est vivement touché de

Cicé, réfugié en Angleterre, avait écrit le 13
ettre, il se prononçait avec fermeté pour la
it, disait-il, souscrire aux raisonnements de
persuader que le rétablissement de la religion
archie. « Je dirai donc que c'est une erreur ca-
que de la supposer incompatible avec un gou-
à la politique du monde, elle s'accommode à
ugne ni au gouvernementaristocratique, ni au
n du clergé, qu'on aurait évitée » si, appréciant
avait pris le parti prudent de la tolérer, comme
entes lettres au C^{te} de Saint-Priest. On aurait
équences qu'il faut tirer aujourd'hui d'une doc-
oir : que moins il rentrera de gens de bien en
y seront protégés ; que les mêmes intérêts exi-
oignent et n'y portent la doctrine évangélique
migrés, victimes depuis dix ans de leur con-
ent plus prouver leur zèle que par leur rési-
4 qu'enfin les peuples ne seront ni mieux ni
ant qu'ils seront abandonnés à l'influence des
le pouvoir. » Mgr de Cicé ajoutait qu'une res-
œuvre des armées étrangères, ni d'insurrec-
rigandages ; elle ne pouvait venir que d'un

sa tendresse paternelle, et qu'il y répondra par les se
les plus vrais de respect et d'amour filial...

(Pap. du card. Maury).¹

390. — Consalvi à Gerdil.

Roma, 28 apr

Ringraziando infinitamente V. Em. del biglietto che
gnata inviarmi, posso assicurarla che stiamo travaglia
Mgor Di Pietro su questo difficilissimo lavoro, in cui q
persista dalla contraria parte nel non volere ammettere
necessarie espressioni; per la parte nostra, temo pur tr
ogni travaglio finisca per essere inutile. Il Signore sa
che riduca *asperas in vias planas*, senza di che non
garmi di un buon esito. E riserbandomi a ragguagliare
del risultato del congresso che avrò in questa sera, i
tanto di profondissimo ossequio, etc.

(Pap. du card. Gerdil).

Consalvi à Gerdil.

Roma, 30 apr

Prevengo V. Em. che con oracolo di Nostro Signore
questa sera in casa dell' Em. V., per suo minore incom
unione degli Emi. decano, Carafa, Carandini, e di me,
gravissimo affare di cui si parlò l' altra sera, intorno
nascono sempre nuovi, e dirò anche insuperabili impe
quando si voglia persistere nelle precise forme finora
nate. Riserbandomi di farne questa sera la relazione,
tanto V. Em. a perdonare l' incomodo che le daremo, e i
varle il mio più profondo ossequio, etc.

(Pap. du card. Gerdil).

391. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 30 av

.. Les ratifications du traité de paix entre S. M. Sicilie
République française ont été enfin échangées ici ent
chev. de Micheroux et M. Alquier, qui a reçu à cette

¹ Les lettres du roi ont été publiées par Mgr Ricard (*Corr. de Me*
p. 97 et 111).

ilienne une tabatière avec son portrait entouré de
 l qui se prépare en conséquence à aller sous peu de
 r sa place d'ambassadeur français à Naples. L'entre-
 ipes françaises qui doivent occuper la presqu'île en-
 et Taranto, et la province de Pescara, reste, d'après
 itionnel ajouté par Bonaparte, à la charge de la
 les. Et l'exécution d'un pareil article est d'autant
 rassante, que le gouvernement napolitain se voit
 é à peser par des nouvelles taxes sur le peuple, qui
 rtout dans les provinces, très mal disposé, et qui se-
 à la révolte, si l'intérêt de Bonaparte à démentir
 es Français veulent encore révolutionner les pays
 ent, n'eût pas produit des ordres très sévères pour
 éraux français emploient toute leur autorité et toute
 empêcher dans le royaume de Naples le moindre
 tionnaire. Le retour dans le royaume de quelques
 patriotes et de mécontents, qui, tous sont autorisés
 de paix à rentrer chez eux¹, rendrait sans doute plus
 core quelque révolution contre le gouvernement, si
 t-être avec l'aveu tacite des Français, ne refusait pas
 de gens, le passeport pour rentrer; ce qui occasionne
 ion dans cette ville de plusieurs centaines de pa-
 litains qui, chassés de la Toscane et munis par les
 passeports pour se rendre à Naples, ne peuvent pas,
 passeports, entrer dans le royaume, et qui, en aug-
 nombre des patriotes romains, et étant même pour
 épourvus d'argent et dans le plus grand besoin,
 grandes appréhensions aux ministres du Pape sur
 es suites que l'esprit révolutionnaire et le désespoir
 s de gens peuvent avoir aux dépens de la tranquil-
 e.

ier, arrivé dernièrement de Florence, a encore aug-
 hagrins dont le Saint-Père est abreuvé pour l'état de
 . La question entre le général en chef Murat et le
 brigade Moncey sur les trois Légations, que quelque
 exacte du ministre de la Guerre avait fait d'abord
 rat détachées de la Cisalpine et soumises à ses ordres,

du traité de Florence.

a été décidée à Paris favorablement à la Cisalpine ¹ ; et le général en chef Murat, se voyant par là ôté une ressource pour l'entretien de ses troupes dont le nombre excède absolument les moyens d'approvisionnement que la Toscane peut fournir, a fait sentir au prélat Caleppi, qu'il est dans la nécessité indispensable d'envoyer quelques milliers d'hommes dans l'État ecclésiastique. Et, par cette décision sans appel, le Pape se voit obligé de nourrir cinq mille Français, (y compris pourtant la garnison d'Ancône), et de sacrifier par là soixante-dix mille écus par mois, qui auraient pu sans cela être employés au soulagement de la misère générale dans l'État ecclésiastique. La seule chose, qui dans ces derniers jours a un peu réjoui Sa Sainteté, c'est que le cardinal secrétaire d'État, profitant habilement de la demande que les Français avaient faite de quelques soldats de troupe nationale pour les laisser à la défense d'Ancône, tandis qu'ils se proposaient de marcher tous sur le royaume de Naples, a proposé au général Murat, qui en a agréé l'idée, d'envoyer quelques centaines de soldats du Pape à Ancône, de garnison. Dès que les affaires avec le roi de Naples ont été arrangées par le traité de paix, la troupe française, qui d'Ancône s'était rendue à Ascoli, est rentrée d'abord à Ancône ; mais le Pape ne compte pas moins d'y envoyer quelque compagnie de sa petite armée, qui sera pourtant sous les ordres du commandant français, mais qui d'une certaine façon assurera toujours davantage la souveraineté du Pape sur cette forteresse.

(Arch. de Vienne).

392. — Cacault à Talleyrand.

(n^o 4)

Rome, 12 floréal an IX (2 mai 1801).

Je suis arrivé enfin, il y a quatre jours, à voir la bulle et le concordat préparés pour être expédiés à Paris. J'ai fait con-

¹ Une note du ministre Berthier, en marge de la lettre que lui avait écrite Moncey le 11 avril, fait connaître la décision du P. Consul. « Écrire au général Moncey et au général Murat que les ci-devant légations de Bologne et Ferrare ne font pas partie de l'arrondissement de commandement du général Murat ; que tout ce qui compose le territoire de la République cisalpine est sous le commandement direct du général Moncey. »

connaissiez tout ce qu'a déjà fait le Pape, et vous avez lieu d'être satisfait : néanmoins on travaille encore à s'entendre mieux possible. Soyez tranquille ; on ne perd pas un moment véritablement on travaille sans relâche. Je vous adresse deux mots pour vous tranquilliser ; et je suis avec la plus profonde estime. — Signé, le cardinal Consalvi. »

Je vous ai indiqué dans ma précédente, qu'à l'égard du art. 2, on avait en vue un autre changement. Ce n'est que satisfaire à l'exactitude du compte que je dois vous rendre j'entre dans ces détails. L'affaire touche à sa fin. Les décisions arriveront avec les pleins pouvoirs à M. Spina ; alors jugerez et déciderez. Je ferai ici, jusqu'au dernier moment tout mon possible, pour ramener aux termes de la convention faite à Paris.

P. S. — On mande de Pétersbourg que le nouvel empereur a renoncé au titre de grand maître de Malte, conservant cependant le titre de protecteur de l'Ordre ; qu'il propose, de concert avec les puissances alliées, de fixer un endroit où s'assemblera l'Ordre pour former un chapitre général, dans lequel on élira un nouveau grand maître.

P. S. — Du 13 floréal (3 mai).

Mes objections contre les changements faits ici au projet de convention envoyé de Paris, sont bien senties. Il en résulte qu'on a recommencé le travail de la rédaction du contre-projet. On veut arriver au dernier degré où la condescendance du Pape puisse atteindre ; mais on répète que Sa Sainteté manque de but, si elle s'éloignait en la moindre chose du dogme ; et que le divorce ¹ offre de grandes difficultés. Le courrier d'Espagne serait parti, et vous auriez avant cette lettre la bulle, le b

¹ Le divorce, établi en France depuis 1792, était maintenu dans le projet de Code civil qui venait d'être envoyé à l'examen du Tribunal de cassation (arrêté du 3 mars). Il avait été naturellement question du divorce qu'au moment où Caullet et Consalvi avaient discuté sur l'art. 1^{er} du Contre-projet romain, parlait des actes contraires « à la pureté des dogmes ». Mais la dépêche de Caullet était rédigée de manière à faire croire que le Saint-Siège, au lieu de fermer dans des généralités, réclamait tout particulièrement l'abolition du divorce.

² C'est-à-dire la lettre du Pape au P. Consul.

en Sicile, d'après une pareille invitation de son nouveau souverain a rebroussé chemin d'abord, et partira d'ici au premier jour pour la Russie. Différents autres courriers ont passé par ici dans cette semaine pour se rendre à Naples, et entre autres un courrier napolitain qui, venant de Pétersbourg, a apporté ici les détails de la mort de Paul I^{er}, et a aussi apporté une lettre du lieutenant de l'Ordre de Malte en Russie au cardinal Braschi, grand prieur à Rome dudit Ordre, pour lui notifier la mort de l'empereur Paul I^{er} et les intentions du nouvel empereur relativement à l'Ordre. Cette lettre est une preuve authentique à la cour de Rome qu'Alexandre I^{er} n'ambitionne pas le titre de grand maître de Malte ; et le Pape profitera sans doute de cette circonstance, qui l'autorise à écrire au nouvel empereur sans manquer ni à soi-même ni à Sa Majesté, pour mettre la cour de Russie, autant qu'il sera possible, dans les intérêts du Saint-Siège. En attendant, M. d'Hompesch n'omettra pas non plus aucune démarche pour saisir une si belle occasion et réparer ses malheurs ; et son agent principal, le chev. Becker, est parti d'ici hier (1^{er} mai) pour se rendre à Fermo (où M. d'Hompesch est encore actuellement), et m'a demandé un passeport éventuel pour Vienne, que je n'ai pas cru de devoir lui refuser...

Les mesures que les Français prennent sans aucune réserve dans le Piémont, et la proclamation que le général Jourdan vient d'y publier dernièrement pour préparer les habitants, à ce qu'il parait, à être incorporés à la France ¹, donnent beaucoup de tristesse à la cour de Sardaigne qui, très sensible à devoir quitter à jamais son pays natal, ne peut à cette heure espérer que quelque compensation dans une autre partie de l'Italie, et n'a à cette heure d'autre espérance que dans l'amitié de l'impératrice douairière de Russie pour la reine, et dans le tendre attachement que le nouvel empereur a pour sa mère...

¹ Le 12 avril, à la nouvelle de la mort de Paul I, Bonaparte n'avait pas perdu un moment pour ordonner que le Piémont formerait une division militaire. L'arrêté était antidaté de dix jours, afin de donner le change sur les raisons qui provoquaient cette mesure (*Corr. de Nap.*, nos 5525 et 5526). Le P. Consul écrivait alors à Talleyrand : « Mandez [au général Jourdan] que cette organisation est bien un premier pas vers la réunion, mais que ce pas n'est point décisif ; qu'il doit donc se conduire, dans cette circonstance, avec la plus grande circonspection... » (id., n° 5528).

La poste d'Espagne n'apporte depuis quelque temps que des nouvelles bien fâcheuses pour le Saint-Père. Par la dernière, le marquis de Madrid a déclaré positivement à Sa Sainteté, que le prélat avina sera reçu dans sa qualité de nonce apostolique en Espagne, mais que sa juridiction sera bornée sur les bases des droits du souverain territorial et du plus grand avantage des sujets du roi. Apparemment le Pape ne se décidera pas si aisément à convenir de cette limitation des facultés du nonce. Le nouveau ministre d'Espagne, destiné à Rome, est attendu d'un jour à autre à Gênes; et on attend ici son arrivée avec d'autant plus d'impatience, que les ministres du Pape espèrent de pouvoir régler quelque chose avec lui, qu'on dit être un homme fort sage et religieux.

(Arch. de Vienne).

394. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 2 maggio 1801.

È venuto a Roma Perillier, la di cui petizione, unita a quella del suo compagno Duveyrier, ascende a quattrocento mila piastre, e dice di solo « indennizzamento. » Cavagnari è partito per Parigi, e sò che si è provveduto di conteggi dei debiti dello Stato, per mostrare che vi è da pagarlo. Il necessario si è di tenere che il governo francese non si mischi di tali cose; ed io tocchè non tema le loro petizioni per le evizioni promesse, e faccia gustare che tali evizioni non comprendono i casi eventuali. Se il governo mostra di appoggiarli, siamo perduti; perciò è bene di mostrare risolutezza per la negativa.

Mi si scrive da Pietroburgo, per nuova ufficiale, che il governo francese, non solo in fondo non vuole renderci le Legazioni, ma togliere anche Urbino, Ancona e la marca, e forse Ambria secondo le circostanze. Nulla esterna finora, per concludere prima la trattativa ecclesiastica, che gli preme. Ma ella è in guardia, e ad ogni pessimo caso bisogna soffrir tutto, ma non acconsentir mai ad un trattato, che ci levi ciò che abbiamo, non ci renda il perduto, che pure Sua Santità rivuole.

Manderemo Genga a complimentare Alessandro I, e risiedervi che come nunzio, subito che ci risponderà se lo gradirà come

lo gradiva suo padre. Ancora non sappiamo le nuove dell' arrivo del breve sui Gesuiti, che sarà stato consegnato a lui, ucciso già il genitore; dico ucciso, perchè ella già saprà l'orribile attentato commesso.

È molto facile che la Francia si stringa coll' Austria, per opporsi alla lega possibile del Nord contro di essa. Parendo che la sua brillante situazione sia un poco meno bella in questi giorni, vorrei credere che il Primo Console fosse più conveniente nella trattativa, che pur gli deve ora più che mai interessare di stringere. Ella sappia, che, avute qui le conferenze con Cacault, egli niente ammette del Progetto riformato da lei inviatomi ¹ (il che ignora); non ch'è non ammette qualche cosa anche di più a nostro modo, che in seguito degli esami fatti rincarisce quel progetto. Egli vuole l'Ufficiale tal quale; dice su di ciò mille cose. Gli argomenti di cattolicismo non sono per tali palati. Ora gli si è detto, che in seguito delle riflessioni da lui fattemi, Sua Santità prende nella più matura considerazione la cosa, e che arriverà proprio fin dove potrà, ma che quanto da una parte si lusinga di poterlo in alcune cose compiacere, altrettanto non gli è possibile in tutto; onde vuole intendersela con il Primo Console, a cui vuole scriverne: e così non gli si lascia avere nè troppo timore, nè troppa speranza. Livio non partirà prima dei 7 o 8 del corrente ²: per quanto si lavori, è proprio impossibile di farlo prima. ³

(Cultes, Arch. de Caprara).

395. — Jackson à Hawkesbury.

Rome, may 7th 1801.

.. Notwithstanding the demand which was lately made by the French of the Pope and acquiesced in, of a certain sum once

¹ Pièce n° 305. — Il est vraisemblable que Cacault n'avait réellement aucune connaissance des variantes de Bernier.

² Ce même avis a été envoyé le 2 mai aux nonces. « Si arriva dove si può, disai Consalvi; e più in là nò certo. Si assicura che mai si è trattata cosa più difficile di questa. Ogni parola costa sudori di sangue » (Arch. du Vatican).

³ Dans une courte dépêche du 2 mai, Consalvi accuse réception des dépêches de Spina n°s 58. 59 et 60. Il transmet la réponse du card. Carandini à la lettre de Bernier.

mpted from all further contributions, this government is burthened with another requisition which is to namely of 45.000 crowns a month for the pay-ench troops at Ancona and other parts of these an exhausted state of the country, such a demand t the most extreme difficulty be paid : nor is this ion with which this country is oppressed : in spite ssion of the contrary, and of some apparent marks ncing the jacobine party, this government has to e establishment of a jacobine club a Ancona un- auspices, by which all the most dangerous per- bulent class from every part of Italy are enabled d renew their notorious practices, to the great an- the neighboring country, as well as alarm of this

Sardinia).

396. — Maury à d'Avaray.

Montefiascone, 8 mai 1804.

es français émigrés en Italie ont la sagesse d'at- titat des conférences de Paris, pour juger s'ils doi- n France. Ils connaissent tous le vœu de la con- cardinaux relativement à la promesse de fidélité, n imposante les arrête. On a cru hors de l'Italie rement consultatif était un jugement formel, et on par préoccupation ou ignorance, sur le caractère on. Les congrégations opinent, et le Pape seul st sans exemple qu'il ne suive pas leur avis, quand en matière de doctrine, à moins que l'hypothèse ger substantiellement.

t un ange de douceur et de prudence. Il est d'un trable ; il a un empire incompréhensible sur lui- humeur reste inaltérablement égale au milieu des t obligé d'essuyer. Il est impossible de deviner t ou mécontent. Il dit en confidence, au commence-

ment de mars ¹, au prélat Caraffa de Colubrano qui pense très bien, que les affaires allaient en France mieux qu'on ne pouvait s'imaginer. Depuis cette époque, on ne peut rien conclure de ses discours, ni de ses regards, ni de son silence. C'est le plus fin moine qui ait jamais existé ; mais, malgré sa finesse prodigieuse sous les dehors de la simplicité, je continue à avoir confiance. Depuis que le ministre français Cacault réside auprès de lui, il ne cesse de faire l'éloge de sa sagesse et de sa douceur, et tous les journaux français le louent également, à l'envi l'un de l'autre. A peine y a-t-il vingt mille écus dans son petit trésor, que les généraux français les lui font demander et les lui arrachent pour nourrir leurs troupes, en l'accablant de compliments. Il se soumet à ces indécentes vexations sans paraître les trouver extraordinaires, et ce rôle est véritablement celui qui convient le mieux à sa situation. Dès qu'il a un écu, il le donne au premier qui le lui demande. Il est pour lui-même d'une parcimonie sans exemple. Sa maison ne coûte pas le quart de ce que dépensait son prédécesseur, et il est habituellement sans argent.

On débite à Rome, d'un ton mystérieux et avec une affectation qui m'impose beaucoup de doutes, que Cacault demande formellement l'approbation du divorce, sans lequel toute la France se trouverait bouleversée. Il me paraît très possible que le Pape laisse répandre ce bruit à dessein, pour préparer l'opinion à une condescendance et à des sacrifices d'un autre genre, que l'on prendra ensuite pour une victoire, quand on verra que des principes de cet ordre ne sont pas abandonnés, comme ils ne peuvent jamais l'être. Les Italiens ne sont jamais de bonne foi quand ils font parade de leur propre peur, qu'ils cachent très sérieusement quand elle est réelle. Rien n'annonce encore ici le dénouement prochain des conférences de Paris. Mgr Spina veut gagner du temps; et Bonaparte, déconcerté de la mort de Paul I^{er}, ainsi que des succès des Anglais en Égypte et dans la Baltique, et de la dissolution de la coalition du Nord, doit avoir peu de moments à donner à la théologie.

Je joins ici deux lettres originales de l'abbé Bernier, son négociateur. C'est de M. l'évêque de La Rochelle, dont il est

¹ Voir les pièces nos 292 et 293.

397. — Consalvi à Spina

(particulière)

Roma, 9 maggio 1801.

Chi sa se questa lettera, che mando con la posta di Genova, arriverà prima del corriere Livio, che partirà infallibilmente fra tre giorni ? ¹ Nondimeno gliela scrivo per diligenza. Un corriere straordinario mi ha recato una lettera del sig. abbate Bernier, che ella vedrà dalla mia risposta su di che versavasi. ² Mi fa specie, che con tale occasione non mi abbia ella scritto una

qu'elle n'a aucun reproche à se faire, pas même relativement au funeste retard que le card. Maury déplore avec tant de raison.

« Les lettres que le roi a écrites à Pie VI depuis la mort de Louis XVI, ou sont demeurées sans réponses, ou les réponses ont été faites dans une forme qui ne prouvait que trop que, ce Souverain Pontife ne reconnaissant pas S. M., il était inutile de proposer l'exécution du concordat.

« A l'exaltation de Pie VII, le roi, instruit que S. S. l'avait reconnu, résolut de profiter de cette circonstance favorable... Le 3 avril 1800, le roi apprit que Pie VII était élu et le lui avait écrit, mais que le card. Maury, n'osant confier la lettre de S. S. à la poste, la réservait pour une occasion qu'il regardait comme très prochaine. La teneur de cette lettre était importante à connaître pour régler sa marche en conséquence : cependant la lettre n'arrivant pas, le roi, au bout de seize jours d'attente, se détermina à écrire. Il était impossible de confier la lettre de créance du card. Maury ni les instructions à la poste, surtout devant traverser les États autrichiens. Le roi n'avait aucun moyen d'envoyer un courrier : il prit donc le parti de donner le paquet à un homme très sûr... D'un autre côté, le roi ne crut pas devoir, en proposant de nommer aux évêchés vacants, s'exposer à un refus, que l'ignorance du contenu de la lettre pontificale pouvait faire craindre. Il se borna donc à charger le card. Maury de demander l'exécution du concordat. Ce paquet, parti de Mitau le 21 avril, pouvait et devait être rendu à Venise en moins de trois semaines ; mais le porteur, tombé malade en chemin, fut obligé de s'arrêter en route longtemps et à différentes reprises. *Inde mali labes* » (*Corr. de Maury*, t. II, p. 118).

³ Cette lettre a été publiée par Mgr Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 114).

¹ La dernière réunion de la Grande congrégation avait eu lieu, en présence du Pape, le soir du 6 mai. En donnant cette nouvelle aux nonces, le lendemain, Consalvi ajoutait : « E Dio sa con quali sforzi di fatica e di fretta per concludere. Ora posso dire che Livio partirà infallibilmente la notte dei 12 del corrente, e solleciterà il suo viaggio. » Puis, faisant allusion à la lettre de Bernier, « Non vorrei, disait le cardinal, che il governo avesse sgridato Cacaùt per la discussione qui intrapresa, ciò che protrebbe alienarlo da me per averne scritto a lei » (*Arch. du Vatican*).

² Cette lettre, écrite par Bernier le 28 avril, insistait pour une prompt solution, et recommandait à Consalvi de ne pas se laisser retarder par l'ingérence de Cacaùt dans la négociation religieuse (Voir dans la Partie X, la dépêche de Spina n° 67).

faire demander à l'administration des postes où elle adresse différents paquets destinés pour Rome depuis un mois...

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930.

399. — Cacault à Talleyrand

(n^o 5)

Rome, 21 floréal an IX (11 mai 1801)

Les observations motivées que j'ai exposées au Pape et cardinal secrétaire d'Etat, sur les changements que Sa Sainteté voulait faire à la rédaction de la convention faite à Paris, ont donné lieu à un nouveau travail, qui a été terminé hier au soir par le Pape et les douze cardinaux de la congrégation. Il me paraît très sûr aujourd'hui que le courrier de cette cour pour porter à Mgr Spina les pleins pouvoirs, le concordat, la bulle, le bref du Pape au Premier Consul, partira sans faute le 24 de ce mois (14 mai). Vous recevrez donc presque aussitôt que ma dépêche, tout le travail de la cour de Rome, dont vous jugerez.

J'ai fait tous mes efforts, j'ai usé de l'adresse dont je suis capable, pour astreindre à adopter simplement la rédaction envoyée de Paris, et j'ai certainement beaucoup gagné ; mais m'a été impossible d'obtenir davantage. Dieu veuille que le Premier Consul soit content !

J'ai eu hier une audience du Pape : l'effusion de ses sentiments pour la France, pour le Premier Consul, a été tout qu'on peut désirer ; mais le dogme lui impose une loi qu'il n'a pas en son pouvoir d'outrepasser. Il ne m'a rien dit d'exagéré mais il m'a fait sentir que son âme était éprise de zèle pour l'intégrité du catholicisme, et que ce zèle inflexible ne céderait aucune considération temporelle. On est croyant plus véritablement ici, qu'on ne l'imagine en France ; et les vieux cardinaux qui ont passé leur vie dans les plaisirs, n'en ont pas moins nourri dans leur âme la foi dont ils se consolent à la fin de leur carrière. Ces hommes doivent être poussés délicatement en pareille matière. Je crois bien que si vous trouvez, dans la rédaction que vous allez recevoir, des expressions inadmissibles, vous pourrez décider le Pape à céder encore quelque chose ; mais il faudra s'y prendre doucement. Les hommes de ce pays étant d'un caractère faible et souple, cèdent à la force ; cependant

animatum, eamdemque religionem profitens, illam proteget ita ut libere et palam divino cultui vacari in Gallia possit. Dogmatum ejus puritatem et ecclesiasticæ disciplinæ exercitium liberum servabit. Leges atque decreta eorundem dogmatorum puritati liberoque disciplinæ exercitio adversantia, irrita fient. ¹

Art. 2. Ab Apostolica Sede, collatis cum Gallicano gubernio ² consiliis, novis finibus Galliarum diœceses circumscribentur: earum tamen numerus ita redigetur, ut spiritualibus fidelium necessitatibus satis consultum sit.

Art. 3. Summus Pontifex legitimis Galliarum episcopis significabit se juste ac firmiter de eorum animorum dispositione illud persuasum habere, nimi-

toyens français. Animé par les mêmes sentiments, et professant la même religion, il protégera la liberté et la publicité de son culte; il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et dans l'exercice de sa discipline. Les lois et décrets contraires à la pureté de ses dogmes et au libre exercice de sa discipline seront annulés.

Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français: leur nombre sera réduit de telle manière, néanmoins, qu'il suffise aux besoins spirituels des fidèles.

Sa Sainteté témoignera aux évêques légitimes la juste et ferme persuasion où elle est de leur disposition à se prêter à tout sacrifice, que pourra exi-

¹ Art. 1. — Gubernium Gallicanæ reipublicæ recognoscit maximam civium partem religionem catholicam, apostolicam, romanam profiteri. Pari spiritu animatum, cum in eadem religione sit, illam proteget ita ut libere et palam divino cultui in Gallia vacari possit. Dogmatum ejus puritatem et ecclesiasticæ disciplinæ exercitium liberum servabit. *Omnia impedimenta quæ profecta sunt ex actis tempore perturbationis, quæque huic scopo adversantur, amovebuntur.*

Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique, romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. Animé par les mêmes sentiments, et étant dans la même religion, il protégera la liberté et la publicité de son culte; il la conservera dans toute la pureté de ses dogmes et dans l'exercice de sa discipline. *Tous les obstacles opposés par des actes émanés dans les temps de perturbation, contraires à ce but, seront ôtés.*

² Le mot « regimine » a été substitué au mot « gubernio ». Cette variante, qui ne se retrouve pas dans le texte français, est sans intérêt et a dû être faite sans intention.

nominatis institutionem canonicam dabit plene, ac juxta formas in concordatis inter Leonem X summum pontificem et Francescum I regem statutas.

Art. 5. Item Consul Primus ad episcopales sedes quæ in posterum vacaverint, novos antistites nominabit ; iisque, ut in articulo præcedenti constitutum est, Apostolica Sedes canonicam dabit institutionem.

Art. 6. Archiepiscopi atque episcopi, antequam munus suum gerendum suscipiant, coram Primo Consule directe juramentum fidelitatis emittent.

Art. 7. Juramenti formula hæc erit : « Ego promitto obedientiam et fidelitatem regimini statuto Gallicanæ reipublicæ constitutione. »¹

Art. 8. Ecclesiastici secundi ordinis idem juramentum emittent coram auctoritatibus civilibus a Gallicano regimine designatis.

Art. 9. Post divina officia in omnibus catholicis Galliæ templis sic orabitur : « Domine, salvam fac Rem Gallicanam et

ceux qui seront ainsi nommés pour l'institution canonique dans les formes établies dans le concordat entre Léon X et François I^{er}.

Les nominations aux évêchés qui viendront à vaquer, seront également par le Premier Consul, et l'institution donnée par le Saint-Siège en conformité de l'article précédent.

Les archevêques et évêques avant d'entrer en fonction prêteront directement entre les mains du Premier Consul serment de fidélité.

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française »

Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles, désignées par le gouvernement.

La prière suivante sera citée dans toutes les églises catholiques de France, à la fin de l'office divin : « Domine,

¹ Art. 7. — Juramenti formulæ hæc erit : « Ego promitto *submissionem* legibus, tam in civilibus quam in politicis, et obedientiam regimini statuto Gallicanæ reipublicæ constitutione. »

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets *soumission aux lois, dans le civil, soit dans le politique*, et obéissance au gouvernement établi par la constitution de la République française. »

baretur omnino si Ecclesiæ bona a Republica alienata ab iis qui ea nunc possident essent repetenda, ac præsertim ne vel minimum quidem temporis differatur catholicæ religionis restitutio; inspecta tantæ rei gravitate simulque novorum possessorum multitudine, antecessorum Pontificum exemplo, liberat ab omni onere restitutionis tam fundorum acquisitorum quam fructuum perceptorum vel percipiendorum novos possessores, sive ii catholici sint, sive ab Ecclesiæ unitate sejuncti iterum cum illa reconciliari velint.

Declarat præterea cæteros novos possessores neque a se, neque a Romanis Pontificibus, successoribus suis, quoad possessionem dictorum bonorum, molestiam ullam habituros. ¹

Art. 15. Gallicanæ reipu-

la répétition des biens ecclésiastiques aliénés par la République, et particulièrement pour ne point retarder le rétablissement de la religion catholique; eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs; dispense, à l'exemple de ses prédécesseurs, les acquéreurs catholiques ou qui s'étant éloignés de l'unité de l'Eglise y feront retour, de toute restitution soit des biens fonds, soit des fruits perçus ou à percevoir.

Il déclare aussi que les autres ne seront pas inquiétés dans leur possession desdits biens, ni par lui, ni par ses successeurs.

Le gouvernement se charge

¹ Art. 13 (14 du « Progetto migliore »). — Summus Pontifex, ut, quantum fieri possit, operam suam conferat Galliarum tranquillitati, quæ perturbaretur omnino si Ecclesiæ bona a Republica alienata ab iis quæ ea nunc possident essent repetenda, ac præsertim ne vel minimum temporis differatur catholicæ religionis restitutio, inspecta tantæ rei gravitate simulque novorum possessorum multitudine, declarat eosdem neque a se, neque a Romanis pontificibus, successoribus suis, quoad possessionem dictorum bonorum, molestiam ullam habituros.

Le Saint-Père, afin de coopérer autant qu'il est en lui à la tranquillité de la France, qui serait entièrement troublée par la répétition des biens ecclésiastiques aliénés par la République, et particulièrement pour ne point retarder le rétablissement de la religion catholique, eu égard à l'importance de l'objet et à la multitude des acquéreurs, déclare que les mêmes acquéreurs ne seront pas inquiétés dans leur possession desdits biens, ni par lui, ni par ses successeurs.

401. — Mémoire à l'appui du Contre-pro

[Rome, 12 mai

Ragioni tendenti a dimostrare, che il Santo Padre tutto condiscendere interamente agli articoli del progetto venenzione esibito dal governo francese, e per giustificamenti fattivi.¹

—
Tit. I, art. 1. — Il Sommo Pontefice, essendo con Dio, capo, custode e vindice della cattolica religione, ogni premura difenderla e custodirla, studiandosi mente che si conservi inviolabile presso tutte quelle n trovansi già disseminata, e che se mai per le uman avesse in qualche luogo sofferto de' danni, vi risorga d di depressione all' antico grado di splendore e di glori

La religione medesima, per il tratto di molti secoli Clodoveo I fino agli ultimi tempi, venne riconosciuta vata in Francia come dominante. Nell' ultima rivoluz rimase avvilita e depressa, e quelli che nelle epoche d turbolenza esercitarono l'autorità pubblica, per mezz leggi ed atti ad essa contrari, sforzaronsi di estingui

animatum, eandemque religionem tanquam suam peculiarem ad proteget...

Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français par les mêmes sentiments, et l'adoptant lui-même pour sa religion il protégera...

Art. 4. — Primus Consul, *in catholica religione manens*, intra tre
Le Premier Consul, *étant dans la religion catholique*, nommera chés...

Art. 7. — Juramenti formula hæc erit : « Ego promitto submissionem *salva religione*, et obedientiam regimini statuto Gallicanæ reipublice. »

La formule du serment sera celle-ci : « Je promets soumission à la religion, et obéissance au gouvernement établi par la constitution blique française. »

¹ Ce mémoire a été rédigé pour le gouvernement français. Il ne allusion au projet secret de Bernier, et se borne à comparer le text Projet français n° V avec le Contre-projet romain (*progetto migliore* de clarté, les renvois aux articles de ce Contre-projet sont imprim liques.

sima, e a giustificare la stessa intrapresa del trattato cessioni che in esso si fanno dalla Santa Sede, sono cessarie e indeclinabili.

A meglio convincersi della moderazione del Santo rimarchi la condotta tenuta dalla Santa Sede in affione. Quando, a petizione dell' imperatore Carlo mandati da Paolo III tre nunzi apostolici in German in mira di estinguere l'eresia in quelle provincie, e di gli eretici al grembo della cattolica Chiesa. Quando governo della regina Maria, fu spedito in Inghiltera lio III il cardinale Polo con poteri straordinari, fissossi minare il ritorno di tutto quel regno all' unità. Quando pontefici Clemente XI e Clemente XII, s'indussero a discendenze, secondo il desiderio di Augusto, eletto sonia e re di Polonia, vi s'indussero appunto per quell' elettorato la religione. Volendo dunque il Santo imitare gli esempi de' suoi predecessori, dovrebbe ne sente seguire appuntino le stesse traccie, ed esigere d nari, che assicurassero il totale ristabilimento dell religione in Francia, prima d'inoltrarsi nella trattativa.

Ciò non ostante Sua Santità, infiammata dal più vi rio di metter termine ai mali della Francia, e di avviare al risorgimento della religione di Gesù Cristo in q trade, è disposta ad usare per un oggetto così imp tutta l'apostolica sua condiscendenza, spingendola fino grado cui possa giungere; a dilatare le viscere della p carità; a dare, se abbisogna, il sangue e la vita. Ma Santo Padre dimenticare quanto deve alla propria co suo carattere di vicario di Cristo e di capo della Chiesa cazione de' fedeli e del mondo tutto; e quindi trovasi di far uso di una immobile fermezza nel non ader un atto, che riuscir possa pregiudicevole alla religi metterla in salvo nel presente trattato, massime ch articolo di esso è la base e il principio da cui dipende resto della convenzione.

Ponderando il Primo Console colla molta sua per saviezza le esposte ragioni, che non si estendono d'a per non eccedere i limiti della brevità, si tiene]

verrebbe posta al livello, anzi messa al di sotto delle false sette, e potrebbero i di lei nemici trovare agevolmente de' nuovi pretesti per combatterla e per perseguitarla.

Ad ulteriore riprova della condiscendenza del Santo Padre, si rimarchi, come accoppiando egli ai suoi doveri la più grande moderazione, non esige dal governo francese quanto volle il cardinale Polo, il quale, nell'atto solenne della riconciliazione dell'Inghilterra, impose per penitenza alle due camere del Parlamento la revoca delle leggi contrarie alla religione; e si rimarchi altresì, che essendosi poste le cose, tanto negli articoli, quanto nella bolla, colla massima delicatezza, non vi può essere ragionevole difficoltà d'ammetterle.

Tit. I, art. 1. — Aderisce Sua Santità al desiderio del governo, rapporto ad una nuova circoscrizione di diocesi in Francia.

Art. 2. — Prevedendo però che il numero di esse sarà inferiore all'antico, aggiunge solo la cautela, che rimanga sufficientemente provveduto ai bisogni spirituali de' fedeli, lo che si dee supporre pienamente conforme alle idee dello stesso governo.

Tit. I, art. 2. — È inesprimibile quanta difficoltà e amarezza abbia incontrato il Santo Padre nel presente articolo. Si tratta di ripristinare la religione in Francia, e si incomincia dal deporre tutti i vescovi legittimi. Si vuole l'olocausto di un ceto sì rispettabile, che conta non pochi prelati assai distinti per dottrina e per virtù, che tutto il mondo cattolico riguarda come esule e ramingo appunto per non aderire allo scisma e per difendere la religione cattolica; che per le sofferenze, per i suoi sacrifici, per la sua costanza meritò l'universale ammirazione, ed i replicati encomi della Santa Sede. ¹ Qual pena per il capo della Chiesa, deporre dalle loro sedi tanti suoi venerabili fratelli! Qual cordoglio per i vescovi stessi, vedersi perpetuamente staccati dalle loro diocesi, condannati all'inazione e al silenzio, in quel momento appunto in cui, prendendo le cose un miglior aspetto, avevano a lusingarsi di rivedere le loro chiese e le loro pecorelle, di porgere ad esse un'altra volta il pascolo della sana

¹ Pie VII lui-même avait renouvelé ces éloges dans son encyclique du 15 mai 1800 (Cf. t. I, p. 12, note).

acrimie di tenerezza e le voci di giu-
nente tanti mali, e per essersi rido-
allo Stato! Il cuore paterno di Sua
mosso da questi riflessi, e la di lui
za per vibrare un colpo sì doloroso e

e, che in tutte le storie della Chiesa
simile a questo, e che avendo i sacri
e le quali può procedersi alla depo-
me da osservarsi prima d'infliggere.
verrebbe nel caso presente prescin-
l' altre, per aderire alla richiesta del

on quanto fondamento si possono te-
la quiete pubblica della Francia. I
i, che non possono poi essere in pic-
iù rimangono loro attaccati, quanto
e adoperate dagli stessi vescovi, per
miglior modo possibile agli spirituali
ggi, alzerebbero senza dubbio gridi e
ben presto de' partiti fra loro op-
pericolo, che non solo i legittimi ve-
e ancora molti altri vescovi cattolici,
subitanea e violenta deposizione di
lessero parte alla difesa de' medesi-
po d' aspettarsi delle appellazioni al
e meglio informato o più libero, ed
con scandalo e pregiudizio della
dell' interna pace della nazione.

« quelque titre que ce soit »,¹ inscrite
le cosa il persuadersi, che darebbero
e che produrrebbero un' universale
e le ammettesse, potendo inferirsene
un fascio i vescovi legittimi cogl' in-
dalla Sede Apostolica non siano stati
vescovi. La surriferita interpretazione

sarebbe tanto più giusta, quantocchè, rammentandosi titoli di diverso genere, non possono questi riferirsi ai soli vescovi legittimi, i quali tutti hanno un solo e medesimo titolo, cioè l'istituzione canonica.

Su questa materia è costretto il Santo Padre a dichiarar francamente, che quanto è disposto ad accogliere nelle paterne sue braccia, e ad usare di tutta la sua pastorale carità verso quei vescovi intrusi, che pentiti de' loro gravissimi falli vorranno riconciliarsi con Dio e colla Chiesa; altrettanto si vede necessitato ad essere inflessibile a non prestarsi ad alcun atto qualunque, che possa somministrare, anco di lontano, causa a credere ch'egli in qualche modo riconosca detti vescovi. Non tralascia Sua Santità di far riflettere quanto sicuramente essi vescovi intrusi farebbero abuso di qualsivoglia, benchè minima, espressione, che potesse dare un appiglio anche apparente in loro favore.

Sarebbe senza dubbio un assai miglior compenso, che il Primo Console inviasse al Santo Padre la lista di quelli, tra gli antichi vescovi legittimi, che non ha difficoltà di ammettere nuovamente all'esercizio del pastoral loro ministero, e degli altri che desidera vengano esclusi, mentre in tal guisa Sua Santità, in luogo d'un'esortazione generale, si limiterebbe ad esortare soltanto quelli, dai quali dee chiedersi la dimissione, ed essendo perciò minore il numero de' rimossi, verrebbe a diminuirsi l'urto e malcontento.

Dietro gli accennati riflessi il Santo Padre nutrice la più viva lusinga, che il Primo Console voglia limitare le sue richieste, e che permettendo al maggior numero de' vescovi legittimi il ritorno alle loro diocesi, o il passaggio ad altre della nuova circoscrizione, restringa l'esclusiva a quei pochi, che non possono onninamente godere della confidenza del governo, nè sarebbero più al caso di operare il bene spirituale de' loro diocesani. Si espone frattanto nel nuovo articolo, fino a qual punto sia permesso a Sua Santità di soddisfare alle domande del governo.

Art. 3. — Un'esortazione preventiva ai vescovi è assolutamente necessaria, senza di che l'atto di spoglio vestirebbe il carattere della più marcata violenza. È necessaria inoltre, perchè può condurre all'intento di ottenere, almeno di una gran parte

nazione, ch' è quanto dire per religione dominante, non s' incontrerebbe difficoltà nell' ammettere questo articolo.

Art. 4. — Ma poichè non può ciò conseguirsi pienamente nel momento, conviene almeno far conoscere, che il Primo Console professa la religione medesima. Ciò da una parte non fa ingiuria all' attuale Primo Console, il quale è nato e cresciuto nella religione cattolica, e che con plausibile impegno ne vuol promuovere il ristabilimento, e dall' altra parte assicura, a scanso degli equivoci e delle contestazioni che potrebbero nascere in appresso, che i di lui successori per godere del diritto di nomine ai vescovati debbono professare la stessa religione.

Senza questo temperamento, è impossibile che il Santo Padre possa accordare le nomine a chi non sia riconosciuto essere nel grembo della Chiesa. Non si sta qui a citare i canoni, nè la pratica costante su tal materia, e basterà, in cosa notissima come questa, riferire quanto scrisse il sommo pontefice Benedetto XIV, nella sua lettera de' 15 maggio 1748, diretta al vescovo di Breslavia: « Non ritrovasi in tutta la storia ecclesiastica verun indulto concesso dai Romani pontefici ai sovrani di altra comunione di nominare ai vescovati, e alle badie »; soggiungendo: « Noi non vogliamo nè possiamo introdurre un esempio che scandalizzerebbe tutto il mondo cattolico, e che oltre la gravissima pena, la quale Dio ci farebbe scontare nell' altro mondo, renderebbe il nostro nome esoso e maledetto in tutto il tempo di nostra vita, e molto più in quello che avrebbe a decorrere dopo la nostra morte. »

Gli altri piccoli cambiamenti, tendenti ad una maggior precisione e chiarezza, non esigono alcun particolar rilievo.

Tit. II, art. 2. — *Art. 5.* — Non ammette il presente articolo alcuna discussione, essendo riferibile all' articolo precedente.

Tit. III, art. 1. — Dal Concilio Lateranense IV venne proibito alle persone ecclesiastiche di prestare giuramento di fedeltà al governo; nè può ciò in rigore esigersi, se non da quei vescovi che godono feudi per concessione de' principi.

Art. 6. — Tuttavolta il Santo Padre condiscende in genere alla richiesta, affinchè il governo francese non abbia luogo a dubitare di quella sommissione e ubbidienza, che anco senza il legame del giuramento è dovuta, giusta le massime del Vangelo, alla podestà che comanda.

stante della cattolica Chiesa relativamente al libero diritto de' vescovi nella scelta de' parrochi; onde quell' espressione non è ammissibile.

Art. 11. — A conciliare la cosa nel miglior modo possibile, si sono espresse in questo articolo le doti, di cui debbon' esser forniti gli ecclesiastici da destinarsi alla cura d'anime, e si è provveduto nel tempo stesso, che la scelta non cada sopra persone inconfidenti al governo, il quale sarà senza dubbio contento di questa misura, che garantisce le sue mire, senza ledere i diritti della Chiesa.

Art. 12. — Stima superfluo il Santo Padre il trattenersi a far parola della ripristinazione de' Seminari e de' Capitoli, quale dovrà effettuarsi sollecitamente, trattandosi di stabilimenti importantissimi, anzi necessari per il buon servizio delle chiese, e per la retta educazione della gioventù che s' indirizza per la via ecclesiastica. Tiene per fermo Sua Santità, che il governo francese, non solo non sia per incontrare su di ciò alcuna difficoltà, ma sia inoltre per riguardare con occhio parziale simili istituzioni; e che quantunque non s' intenda di forzarlo ad assumere verun obbligo per la dotazione delle medesime, pure voglia ancora studiare i mezzi per sovvenirle, in riflesso del decoro e del vantaggio, che ne risulta così alla Chiesa come allo Stato.

Tit. V, art. 1. — Sarebbe desiderabile, conveniente e giusto, che tutti i sacri tempi fossero restituiti alla disposizione del culto cattolico, anco per riparare alle profanazioni cui rimasero esposti per molti anni. Le storie ci forniscono molti esempi della restituzione, eseguita per ordine degl' Imperatori, di tutte le chiese già occupate dagl' idolatri, o dagli eretici, o da scismatici, e del cambiamento altresì de' tempi degl' idoli in tempi consagrati al vero Dio.

Dovrebbero almeno restituirsi anco quelle chiese, che sebbene distratte, non furono demolite o alterate sostanzialmente nella loro forma per convertirle in usi profani.

Art. 13. — Ma perchè non sembri che il Santo Padre sia men facile nelle sue condiscendenze, si limita ad aggiungere alle metropolitane, cattedrali e parrocchiali, le altre chiese non alienate, che probabilmente non saranno molte, e che talvolta possono esser necessarie, sia per stabilirvi le nuove parrocchie, sia per

ne tanto generale ed estesa, che non se ne trova alcun esempio ne' secoli precedenti. Sarà questo un nuovo lucidissimo argomento dell' amore di Sua Santità per la pace, e del suo impegno nell' evitare qualunque torbido, che derivar potesse dal ripetere in tutto o in parte i beni ecclesiastici alienati.

È facile il rimaner convinti che nulla più può, o desiderarsi dal governo, o concedersi dalla Santa Sede.

Tit. V, art. 3. — Il provvedere alla conveniente sussistenza de' vescovi e de' parrochi, dopo che le chiese di Francia rimangono private de' loro beni, è un atto di giustizia che lo stesso governo saviamente riconosce.

Art. 15. — Bisogna per altro ch' egli non solo prenda delle misure, ma che inoltre si carichi di fatto del trattamento da darsi ai vescovi e ai curati. Nella sicurezza che tali siano veramente le intenzioni del governo, non s' incontrerà alcun ostacolo ad ammettere i piccoli cambiamenti fatti in questo articolo.

Si prega di riflettere che il Santo Padre usa anco in ciò non piccola condiscendenza. Lasciando da parte che i trattamenti da darsi saranno sempre assai tenui, se si mettano al confronto delle vastissime possidenze, di cui le chiese di Francia rimangono spogliate, è ben doloroso che le medesime, e i ministri del culto cattolico non rientrano al possesso di alcun fondo, e che i vescovi ed i parrochi vengano ridotti alla condizione di semplici salariati del governo. Un tal compenso come alieno dal decoro ecclesiastico, venne sempre aborrito dalla Chiesa, la quale fu sollecita, che pel divino servizio, e per mantenimento de' suoi ministri rimanessero assegnati fondi stabili, e rendite certe sotto l' immediata amministrazione ecclesiastica.

Vuole lusingarsi il Santo Padre che il governo, per una porzione del trattamento da darsi ai vescovi ed ai parrochi, restituirà ad essi e alle chiese i beni ecclesiastici non ancora alienati, e che inoltre si farà carico della sussistenza dei vicari generali, e degli altri ministri del santuario, troppo necessari per il servizio della Chiesa, per i bisogni spirituali de' fedeli.

Tit. V, art. 4. — È commendevole la premura del governo nell' adottare delle misure, affinchè i cattolici francesi siano in libertà di fare delle fondazioni in favore delle chiese, essendo tanto più utile questo compenso, quanto maggiore è il bisogno delle medesime.

Santità non esige dal governo fran-
ste fondazioni, e conviene che si rila-
tà de' fedeli, non può convenire così
spressione « en rentes sur l'état »;
lerarlo in fatto, altrettanto, convenen-
pprovato, vede che ne risulterebbe
liritto libero della Chiesa di acqui-
i.

ir l'intento, non bisogna coartare sì
edeli, ma lasciare alla medesima un

anto Padre contribuire dal canto suo
nuovere qualunque ostacolo che po-
che non risulti alcun pregiudizio al
e le rendite da assegnarsi alle chiese
ravezze dello Stato, derogando per
lle leggi dell' ecclesiastica immunità.
cose si rilevano da Sua Santità su
a che non conviene assolutamente
o nella bolla, perchè la convenzione
sostanza una specie di contratto col
Sua Santità fare per via di contratto
ite alla coscienza. La seconda è, che
sposto a far rientrare le due accennate
laici, conforme si propone nell' ar-
ossibile, attese le regole inalterabili e
e esigere per ciò fare alcune condi-
cura per altro Sua Santità, che per
à su di ciò le misure convenienti, non
overno, affinchè le dette due classi
erimentino nella più dolce e miglior
di quella paterna e caritevole sol-
Santità, dietro l'esempio de' suoi pre-
vedimento de' traviati, e userà verso
emenza.

ne Sua Santità che l'attuale governo
vilegi, di cui godevano i monarchi
zione.

Art. 17. — A scanso però di equivoci o di false interpretazioni rapporto a tali privilegi, quasichè non fossero quegli stessi che la Santa Sede riconosceva ne' re di Francia avanti la Rivoluzione, si è aggiunta l'espressione « *reconnus par le Saint Siège.* »

(Arch. du Vatican).

402. — **Le Pape au P. Consul.**

Rome, 12 mai 1801.

A notre très cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique.¹

Les soins paternels que nous devons à la religion catholique le devoir que nous impose notre ministère apostolique de la rétablir, de la conserver, de l'étendre, ayant été constitué par Dieu, nonobstant notre faible mérite, pour en être sur la terre le gardien et le vengeur, l'amour particulier que nous portons à la France, dont la religion et ce Saint-Siège ont déjà reçu tant de lustre et d'appui, nous ont porté, malgré les obstacles de tout genre, à accueillir avec empressement l'invitation agréable que vous, notre très cher fils en Jésus-Christ, nous avez faite d'entrer avec vous en négociation, pour traiter du grand objet du rétablissement de la religion catholique et de l'organisation des affaires ecclésiastiques en France. A ces vues, nous ne différames point d'envoyer promptement en France, comme vous l'avez désiré, notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, lui donnant pouvoir de traiter avec vous un objet si important perdant de vue nos affaires temporelles, nonobstant qu'elles fussent aux yeux de tous dans la plus triste situation. Lorsque la négociation eut été ouverte entre ledit archevêque et notre fils chéri, l'abbé Bernier, choisi par vous à cet effet, et que le dernier projet officiel de convention, après bien des discussions de la part du gouvernement français, eut été enfin remis à l'archevêque de Corinthe, il nous le transmit bientôt pour avoir noté

¹ Cette longue lettre était adressée au P. Consul en italien. Nous en connaissons seulement une traduction (publiée par le P. Theiner, t. I, p. 118), et le texte italien paraît avoir été suivi littéralement.

notre cœur l'a éprouvé d'autant plus vivement, que pendant une longue série d'années la religion catholique a été dominante en France, et qu'après les persécutions et les maux incalculables qu'elle y a soufferts, toute l'Eglise, en voyant s'ouvrir entre son chef et le Premier Consul d'une si grande nation, une négociation aussi solennelle pour la rétablir, on ne s'attend point certainement au simple énoncé de reconnaître qu'elle est professée par la plus grande partie des Français ; mais bien que, les obstacles [étant] écartés d'une main vigoureuse, et surtout ceux qui faisaient considérer la France comme perdue pour le catholicisme, détachée de l'unité et dégagée des liens qui unissent tous les fidèles, la religion va de nouveau lever le front et être rendue à son état. Nous ne pouvons nous empêcher de vous mettre sous les yeux, qu'étant constitué par Dieu pour la défense de cette religion et sa propagation, nous pouvons, bien qu'en gémissant, tolérer qu'au milieu des circonstances malheureuses où elle se trouve, elle éprouve de grands désastres (que tous nos efforts et nos soins paternels n'ont pas le pouvoir d'empêcher), et souffrir que l'on apporte un délai à la rétablir en France dans sa splendeur et avec la jouissance de tous ses droits et privilèges ; mais nous ne pouvons jamais, par un article d'une convention solennelle (et c'est là, comme vous le remarquerez dans votre sagesse, précisément ce qui constitue la différence entre un concordat et une simple tolérance), en sanctionner la dégradation.

Nous sommes donc obligé, très cher fils en Jésus-Christ, de vous ouvrir notre cœur sur un si grand objet, digne certainement que votre puissance, votre courage et la force dont vous êtes investi s'unissent à la fois pour atteindre cet objet, pour votre gloire suprême et pour la grande félicité de la France, au grand avantage de la religion elle-même. Si la religion catholique est celle de la majeure partie des Français, pouvez-vous douter que leurs vœux ne soient remplis en lui rendant son premier lustre ? Serez-vous retenu par l'opposition du petit nombre, sur lequel la majorité l'emporte à un si haut degré ? A cause d'eux, priveriez-vous la France et l'autorité publique des grands avantages que lui procurerait l'entier rétablissement de la religion catholique ? Vous savez bien, très cher fils en Jésus-Christ, que cette sainte religion a pour maxime expresse, comme on le

ns les lettres divines, que l'on doit respect et obéissance
rité des souverains, et qu'un motif religieux et non la
prescrit cette obéissance. Vous savez bien qu'elle est le
plus fort de la société, la base et le soutien de tout gou-
vernement. Le gouvernement lui-même n'a donc rien de mieux
que de la propager et de lui donner appui. Nous ne con-
naîtrons pas ces arguments pour vous en démontrer la force
et la vérité : ce serait faire injure à votre pénétration, que de les
répéter nécessaires en s'adressant à vous. Ces vérités, comme vous
sçavez bien, ont été reconnues par les politiques les plus ac-
cès, qui tous ont avancé en termes exprès que l'Eglise ne
fait jamais que les sujets manquaient d'obéissance, et
quelque raison que ce soit, à celui qui les commande.
Le ministère apostolique requiert de nous en conséquence
ce que nous prions, que nous vous conjurons d'entrer avec
courage et courage dans le sentier, qui vous conduira à la vraie
gloire d'avoir entièrement rendu à la France son
religion.

passons à l'objet très grave, qui est celui de la démis-
sion nous a été demandée, des évêques légitimes de France,
à créer de nouveaux. Quelle douleur, très cher fils, quelle
me pour le cœur du chef de l'Eglise d'avoir à chasser de
sièges un si grand nombre de ses vénérables frères, re-
vendables par leurs vertus, par les maux qu'ils ont souff-
ert par leur constance inébranlable à défendre la religion
temps qu'elle était assaillie des plus cruelles persécu-
tations par leurs soins à pourvoir par tous les moyens possibles
à des âmes de leurs diocésains ! De quel front et avec
courage pourrions-nous abandonner leur cause, et ne pas
à intéresser en leur faveur votre magnanimité et votre
(que notre cœur paternel s'épanche avec vous avec la plus
confiance et loyauté !) lorsqu'ils se trouvent réduits à cet
douloureux pour avoir pris la défense de cette religion dont
mines sur la terre le défenseur et le vengeur ! Permettez-
nous d'interroger votre cœur : que répondrait-il si quelqu'un lui
dit d'abandonner la cause et la défense de ces braves gé-
néral qui ont combattu à vos côtés pour vous donner la vic-
toire. Vous en appelons à votre jugement. Nous savons que,

la malveillance, et l'esprit de parti, et peut-être une idée moins juste de leur conduite, peut les avoir représentés comme guidés par un autre mobile que celui de la religion ; mais nous vous prions de bien vous assurer de la vérité de cette supposition. Quant à nous, sûrs des principes de la religion qu'ils professent et dont ils se sont déclarés si zélés défenseurs, nous ne craignons pas d'avancer que, quels qu'aient été leurs principes en matière politique, lorsqu'ils seront replacés par votre bienveillance au sein de leurs troupeaux, ils s'imposeront certainement comme premier devoir l'obéissance, et ils prêcheront à leurs ouailles l'obéissance au souverain, conformément à ce que prescrit la sainte loi de Jésus-Christ ; et le gouvernement en aura l'entière sécurité dans le serment, que sous la forme d'un article de la convention, nous transmettons à l'archevêque de Corinthe, et que nous les autorisons à prêter. Nous vous faisons encore observer que leur rappel contribuera beaucoup à la paix éternelle et à la tranquillité des peuples, lorsqu'au contraire leur démission pourrait y nuire. Vous connaissez trop le cœur humain, pour que nous devions vous faire observer que les maux qu'ils ont endurés pour la cause de la religion, considérés sous ce rapport par le peuple, les leur rendra plus chers et plus vénérables. Les esprits se tourneront en grande partie vers eux, et non point vers les nouveaux pasteurs, et la paix en sera troublée. On pourra toujours avoir recours à de nouvelles mesures à leur égard, et nous nous y prêterons avec empressement, si, peu reconnaissants du bienfait de leur rappel et infidèles à leur serment, ils violaient le précepte même de la religion qui leur commande fidélité et obéissance aux souverains. Nous vous prions donc, au nom de Jésus-Christ, de les rappeler en nombre égal à celui des diocèses de la nouvelle circonscription. Cette grâce, que vous nous accorderez, sera la plus douce des consolations que vous pourrez nous donner, et nous l'espérons bien de votre affection pour notre personne.

Mais, quand bien même il dût arriver (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'elle fût insurmontable, l'opinion que vous avez conçue contre quelqu'un d'eux, qu'ils ne peuvent être dignes de la confiance de votre gouvernement, nous le disons dans toute l'amertume de notre cœur, et néanmoins nous le disons : nous ne différerons

sacrifice pour le bien de l'unité et le rétablissement de l'Eglise catholique.

Il nous semble encore que, dans cette hypothèse, assuré que vous êtes de notre promesse positive que (quoiqu'avec douleur) nous refuserons de reconnaître pour évêques des nouveaux diocèses ceux que vous en exclueriez, notre parole à cet égard vous suffisant, on pourrait dans la bulle omettre cet article comme inutile à l'objet, évitant par là tout le mécontentement et les réclamations qui pourraient résulter de l'insertion qui en serait faite. Mais nous ne voulons pas conclure cet article sans répéter que telle est notre confiance, notre très cher fils, dans les égards que vous voudrez bien avoir pour nous, et telle nous semble la force des raisons que nous vous avons déduites, que nous nous attendons à voir que vous donnerez aux nouveaux diocèses les évêques légitimes, et que vous ne laisserez pas dans le besoin ceux qui seraient exclus en raison de leur trop grand nombre.

Quant aux nominations qui se feront par la suite, nous sommes pleinement persuadé que dans le choix des sujets que vous nous proposerez, vous aurez principalement en vue l'amour, le zèle sincère pour la religion catholique et la sollicitude pour le salut des âmes, accompagnés de lumières et de vertus suffisantes ; parce que, si l'on nous proposait des sujets indignes, nous aurions le chagrin d'être obligés de faire, comme cela se pratique dans tous les Etats où les princes ont les nominations, ce qui se faisait en France même durant l'existence de la monarchie, de demander qu'on changeât les nominations pour nous proposer des sujets plus aptes et plus dignes.

Nous ne saurions nous dispenser de vous demander en outre que l'on permette le rétablissement des Séminaires et des Chapitres, dont le saint Concile général de Trente s'est attaché à faire sentir l'importance : nous demanderons également le rétablissement des couvents de réguliers et des monastères des religieuses, et qu'il soit permis aux ecclésiastiques et aux lieux pieux de recevoir et de posséder même des biens immeubles, comme le portent le droit et l'usage très ancien de l'Eglise.

Mais, puisque nous en sommes arrivé à cet article des biens, nous ne pouvons nous dispenser de vous faire remarquer le très

main, notre très cher fils, en présence de N.-S. Jésus-Christ, dont nous sommes le vicaire sur la terre, que dans la convention remise par nous à l'archevêque de Corinthe, nous avons étendu notre condescendance apostolique jusqu'où elle pouvait s'étendre, et que nous avons accordé tout ce que notre conscience pouvait nous permettre d'accorder, eu égard au grand objet que nous nous sommes proposé. Nous devons vous dire, avec une liberté apostolique, et malgré quelque perte que ce fût à laquelle nous pourrions nous exposer, que nous ne pouvons absolument pas faire d'autre concession. A bien considérer celles que nous faisons, vous reconnaîtrez aisément que nous avons surabondamment accordé tout ce qui nous avait été demandé. Mais, quant aux formes des concessions et aux manières de les exprimer, ainsi qu'à quelques circonstances qui les accompagnent, nous n'avons pu nous dispenser de faire quelques changements, dont il aurait été impossible de s'écarter sans fouler aux pieds les lois les plus respectables et les usages les plus constants de l'Eglise catholique, ainsi que vous pourrez vous en convaincre par quelques pages, dans lesquelles nous avons justifié les changements faits par nous aux articles qui nous avaient été proposés, et qui vous seront présentées par l'archevêque de Corinthe, si vos importantes et nombreuses occupations vous laissent le temps d'en prendre lecture. Votre raison, la quantité de sacrifices faits par nous, et l'empressement que vous montrez pour le rétablissement de la religion catholique, vous feront, nous n'en doutons pas, vous contenter de tout ce que nous avons fait. Nous sommes persuadé que vous comprendrez suffisamment que ce ne serait pas la religion catholique que vous rétabliriez en France (comme vous vous le proposez), mais une autre religion différente, si nous consentions à consacrer par notre concession quelques-unes des maximes que cette religion réprouve; ce dont Dieu nous préserve, et ce que nous ne ferons jamais à quelque prix que ce soit, fût-ce à celui de notre vie. Nous avons reçu des mains de nos prédécesseurs le dépôt de la foi, pur et intact, et nous voulons, en suivant leurs traces glorieuses, le transmettre également intact et pur à nos successeurs. Ce langage franc et loyal, que nous dicte la liberté apostolique, vous montrera en même temps toute la confiance que nous

Si aggiungono gli articoli in fogli distinti, accompagnandoli coll' istruzione circa l'uso che dovrà farsene.

Per il caso che abbiano subito a comunicarsi i progetti, si mandano le copie duplicate...

(en chiffres)

Oltre i due progetti di convenzione.., è parso conveniente l'usar la cautela di stendere in tanti fogli separati gli articoli della convenzione medesima, per così fornire a Mgor arcivescovo... varie module di alcuni di detti articoli.. I puntini apposti all'estremità delle accennate formole marcheranno la graduazione di esse. Un punto solo è il segno di quella che si bramerrebbe preferita, esibendo in caso di difficoltà la seconda, e la terza, ¹ secondo l'ordine dei punti medesimi...

Forse il primo dei due progetti non verrà abbracciato interamente, ma in qualche parte non si farà ostacolo ad ammetterlo. Dunque, per non perdere questo vantaggio, e perchè non abbia a farsi uso in tutta la sua estensione del secondo progetto fuori del caso di una precisa necessità, si è preso il compenso di trascrivere gli articoli in fogli sciolti, sicchè possano agevolmente unirsi quelli sui quali si sia d' accordo. Occorrendo, servirsi de' fogli volanti, affinchè ciò non rechi maraviglia, nè ingerisca sospetto...

(en chiffres)

Atteso il dubbio che il Primo Console non voglia che si dica espressamente « *professant la religion catholique* », si è proposta, nell' articolo 4 del secondo Progetto con due puntini, una formola nella quale si dice : « *En conséquence des trois articles précédents, le Premier Consul, etc* ». Qualora sia ammesso l'articolo in questi termini, resta in salvo la massima che non abbia il diritto della nomina alle chiese vescovili, se non chi professi la religione cattolica, o è nel grembo della medesima, poichè nel primo articolo si dà a conoscere, che il governo professa la religione cattolica, apostolica, romana.

Circa l'articolo 9 avvertesi, che nella prima formola di pre-

¹ Pour la troisième version, marquée par trois points, voyez p. 274, note 3.

non piacesse, pretendendo il governo di subentrare *ipso jure* alla partecipazione degli accennati privilegi.

(en chiffres)

Nello stendere i Fogli delle ragioni su i cambiamenti fatti Progetto ufficiale, si è avuto in vista di regolarsi in guisa che siano adattabili tanto al primo, quanto al secondo de' nuovi progetti che si trasmettono.¹

Siccome nel Progetto migliore, segnato con un solo puntino vi è un articolo di più, cioè quello dei Seminari e Capitoli, come fogli, dall' articolo 12 in poi si lasciano in bianco le citazioni marginali del nuovo progetto. Venendo ammesso quello di solo puntino, a riscontro del paragrafo « Stima superfluo, etc. » si noterà: Art. 12, e si continuerà la numerazione sino al 17. in caso che debba farsi uso del Progetto con due puntini, del paragrafo si lascerà senza numerazione, come vi fosse stato inserito per modo di discorso, e si noterà il n° 12 al paragrafo « Ma perchè non sembri, etc », terminando all' ultimo paragrafo col n° 16.

Sarebbe stato forse conveniente, che i Fogli delle ragioni venissero distesi in francese. Essendosi però combinati poco prima della partenza del corriere, non vi è stato tempo di tradurli; probabile che le persone cui debbono esser presentati intendano l'italiano; ma quando la traduzione fosse necessaria, conveniva che Mgr arcivescovo di Corinto si dia carico di farla eseguire.

A norma della pratica costante e del desiderio del governo francese, la convenzione verrà confermata con bolla apostolica.

Le due minute che si trasmettono, dovrebbero incontrare pieno gradimento del governo, non essendovi in esse cosa che possa offenderlo, e rimarcandosi inoltre le premure del Primo Console per il ristabilimento della religione, e la fiducia del Santissimo Padre verso di lui. Dipenderà il far uso di una piuttosto che dell' altra di dette minute, a secondo di quello fra i due progetti che verrà ammesso.

Si bramava dal Primo Console, che gli articoli della trattativa

¹ Pièce n° 401.

venissero inseriti nella bolla. Egli è stato contentato anche in
to, e solo a qualcuno di detti articoli si è aggiunto un pic-
preambolo, mentre il riferirli così secchi li rendeva troppo
chini.

» si eccettuino i cambiamenti analoghi ai due diversi pro-
di convenzione, in tutto il resto le due minute di bolla com-
no perfettamente. Quante volte il Primo Console aderisca al-
remure del Santo Padre rapporto alle misure più blande da
dersi per la dimissione dei vescovi legittimi, la bolla verrà
mata in questa parte, secondo quello che si sarà stabilito.

Ultimandosi felicemente la convenzione, e giungendo a Sua
ità l'atto della ratifica della medesima nelle debite forme,
atterasi la Santità Sua a far spedire la bolla con tutte le so-
ità consuete...

—

(i chiffres)

Della conferma del trattato, si dice che il Primo Console fece
plicare il Papa perchè si degnasse confermarlo solennemente.
rmine « supplicari » non deve mettere in allarme. Questo è
aguaggio che si è tenuto sempre, quando la Santa Sede ha
vesso qualche grazia, anche d'assai minor peso, agli Impera-
ed altri monarchi. Nella bolla di conferma del concordato
apoli si legge: « Nobis humiliter supplicari fecit (cioè il re
e Due Sicilie) », e la stessa espressione si incontra in tante
bolle emanate ad istanza di sovrani. Sembra quindi che nè
apa debba esiger di meno in questa circostanza, nè il Primo
sole della Repubblica francese, il quale debb' essere, o se non
o comparire cattolico, nel ricevere tante grazie da Sua San-
abbia a ricusare questa marca di tenue ossequio, dovuto
mille titoli al capo della Chiesa anco dalle più sublimi potestà
a terra...

—

(a chiffres)

vendo il governo francese destinato per la trattativa l'ab-
» Bernier, si suppone che verranno ad esso spedite le pleni-
enze per sottoscrivere la convenzione. Ad ogni buon fine
ò, sia prevenuto Mgor arcivescovo di Corinto, che qualunque
ia ad essere il soggetto da prescegliersi dal governo a tal

uopo, si desidera escluso il ministro delle relazioni estere. È facile lo immaginare quanto disconvenga, che in una trattativa in materia di religione conchiusa colla Santa Sede, si vegga unitamente alla firma del plenipotenziario pontificio quella di un vescovo, che fu il primo a cooperare alla consumazione dello scisma in Francia, e che con tanto scandalo deviò dal retto sentiero, abbandonandosi ai più gravi eccessi.

Bisogna inoltre, che Mgor arcivescovo di Corinto stia ben oculato per evitare un altro gravissimo inconveniente, quello cioè della data repubblicana. Il nuovo calendario, o sia decadario adottato in Francia dopo la Rivoluzione, è una invenzione diabolica, tendente a far dimenticare le domeniche, e le feste del Cristianesimo; e può dirsi francamente che lo stesso decadario, oltre al distruggere il calendario che deve osservarsi in tutta la Chiesa, si oppone alla divisione delle settimane, la quale fu prescritta da Dio medesimo, santificando il settimo giorno...

In vista degli esposti riflessi dovrebbe, nella revoca generale delle leggi e decreti, comprendersi ancora quella del decadario. Ma chi sa se il governo francese l'intenda così?..

Non si trova alcun esempio, che la Santa Sede, in occasione di concordati, abbia comunicato ai suoi plenipotenziari le facoltà di [sottoscrivere] la ratifica del Sommo Pontefice, e la bolla che suol pubblicarsi in seguito di qualunque convenzione con corti estere in materie ecclesiastiche. Ne abbiamo un esempio nell'ultimo concordato fra Benedetto XIV e Carlo, re delle Due Sicilie. Si osserva in esso, che il re lo ratificò, e che il Papa emanò di poi la sua apostolica costituzione, la di cui osservanza in tutto quel regno fu in seguito prescritta con prammatica reale.

Tutta volta, avendo Mgor arcivescovo di Corinto richiesto la plenipotenza per il cambio delle ratifiche, si manda il breve corrispondente, acciò possa farne uso, quandove ne sia bisogno, e quando il governo voglia questo atto di più, in luogo di aspettare la bolla. Potrà rimarcarsi su tal proposito la piena condiscendenza del Santo Padre ai desideri del governo medesimo, mentre per secondarli Sua Santità si è indotta anche ad un atto del tutto nuovo. Nell'accennato breve si parla della bolla di con-

Qualora Iddio benedica la trattativa presente, onde il Santo Padre sia in grado di ratificarla colla pubblicazione della bolla, è fuori di dubbio, che sarà indispensabile provvedere con sollecitudine alle coscienze di tanti, i quali ne' trascorsi anni del luttuosissimo scisma si sono dati in preda ad ogni sorte di vizi, e che forse in quel momento, o daddovero rientreranno in loro stessi, o mostreranno al meno di rientrarvi. Trattandosi di tranquillizzare le coscienze di un numero sì grande di traviati, è fuori di dubbio, che il governo non debba incontrare veruna difficoltà che il capo della Chiesa vi provveda nelle debite forme; anzi il governo dovrà ciò avere sommamente a grado, mostrando la quotidiana esperienza, che non vi ha individuo più attaccato e obbediente all' autorità di chi comanda, di quello che professa la religione cattolica e si fa un dovere di coscienza di osservarne le prescrizioni in ogni sua parte.

Resta peraltro a determinarsi in qual maniera convenga, che il Santo Padre provveda alle coscienze di tanti traviati fedeli. Il mezzo più opportuno sarebbe certo quello della destinazione di un cardinale legato *a latere*, sì perchè così si è praticato in casi consimili, sì perchè si otterrebbe quella uniformità tanto necessaria in questi casi. Lo stesso Mgor Spina lo accenna ne' suoi dispacci, come cosa che per le scoperte fatte, piacerebbe al governo; ma vorrà poi lo stesso governo, che vi sia in Francia un tribunale unicamente per il foro penitenziale? Converrà che il suddetto Mgor arcivescovo faccia su di ciò le opportune scoperte per indicare in seguito, se possa, o nò, battersi sicuramente questa strada.

Qualora il governo non voglia un cardinale legato *a latere* per l' esercizio delle facoltà suddette, resta a determinare se convenga, o nò, dare le facoltà ai vescovi. Sembra che il governo non dovrebbe incontrarvi la minima difficoltà, trattandosi particolarmente di vescovi nominati dal Primo Console. In questa supposizione potrà prendersi il compenso di stendere una ben dettagliata istruzione per l' esercizio di tali facoltà, essendo utilissima l' uniformità anco nei punti che concernano la disciplina. ..Ma forse non sarà ciò sufficiente. S'incontreranno subito moltissime difficoltà circa rilevantissimi punti dottrinali, e in specie circa i sacramenti, e circa l'amministrazione dei medesimi. Mgor

missus pro eo studio quo flagras tum religionis tum communis tranquillitatis restituendæ, ac pro his, quæ a nobis hic sunt constituta eò jam videantur: statim per apostolicas litteras eidem facultatem potestatemque fieri jussimus, qua idem instructus, quod salva religionis integritate in Domino expedire judicavimus ex auctoritate nostra possit conficere. Quod dum, carissime in Christo fili noster, significamus tibi, te etiam atque etiam rogamus, ut eidem venerabili fratri tibi diploma commissæ sibi potestatis exhibenti, ac de tam gravi negotio constituenti eam fidem adhibeas, quam nobis adhiberes si ipsi coram iisdem de rebus constitueremus; eo vero studio faveas quo te in hujusmodi causæ tractatione pro eo, quem ostendis, in religionem animo favere par est, ut, remotis per te impedimentis quæ religionis restitutioni adversantur, publica etiam tranquillitas communisque salus restitui possit. Neque enim dubitamus, quin ex iis quæ ab eo tibi nostro nomine sunt significanda optime sis intellecturus. nihil aliud nos in tota hac controversia componenda ante oculos habuisse, nisi Dei gloriam, Ecclesiæ unitatem, tranquillitatem Galliarum, animarum nobis a Christo commissarum salutem, quibus pro concredito nobis munere omni studio a nobis est consulendum. Ac tibi apostolicam benedictionem, pignus grati animi nostri, amantissime impertimur.

Datum Romæ etc., die 12 maii 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

Carissime, etc. Compositis jam isthic, ut speramus, divini numinis ope et præsidio auctoritatis tuæ per venerabilem fratrem Josephum archiepiscopum Corinthi, religionis Ecclesiæque rebus circa ea quæ juris ecclesiastici sunt, cum minime dubitemus quin pro voluntate tua in nos, ac pro eo studio quod communis tranquillitatis restituendæ suscepisti, res etiam quæ ac temporalia jura nostra et hujus Apostolicæ Sedis pertinent restitui possint, eidem venerabili fratri, legato nostro, per pontificium diploma potestatem facimus de eisdem tecum vel cum delegatis tuis agendi ac constituendi. Rogamus te, carissime in Christo fili noster, ut ei viro potestatis sibi traditæ a nobis diploma tibi exhibenti, tecumque vel cum delegatis tuis de tem

testo della somma penetrazione del Primo Console, che crediamo non lasciarla di entrare alle nostre viste, ad un semplice cenno che ella gliene dia, e ciò ottenuto, sarà indubbitamente quest' opera sì salutare condotta finalmente al suo termine; del che non cessiamo di pregare l'Altissimo, con fervore corrispondente all'ardentissima nostra brama di vedera restituita in Francia la religione de' loro padri, e con essa una pienissima tranquillità e concordia d'animi.

Noi speriamo che la Divina Misericordia, malgrado l'indegnità nostra, vorrà esaudire gli umili nostri voti; e questa speranza ci è di molto conforto nell'acerbo dolore che proviamo vedendo, che mentre noi ci occupiamo per il ristabilimento della cattolica religione in Francia, venga la medesima sì mal trattata in tanti luoghi d'Italia, e specialmente nel Piemonte, Lombardia ed Emilia, con solenne disprezzo della decisa volontà dello stesso Primo Console, che nell'ultima sua gita a Milano, ordinò che rimanessero senza alcun vigore tutte le leggi relative ad oggetti religiosi emanate dopo il 1796, e che si osservasse il sistema vigente a quell'epoca.¹ Il guasto che si fa è tale, che ogni rimedio riuscirà presso che infruttifero, quando non si ponga sollecitamente ostacolo a tali irreligiose e sacrileghe innovazioni.

Ella adoperi dunque anche in ciò tutto il suo zelo, che dovrà pure adoprare col maggior impegno e calore qualora questo governo avesse preso parte, lo che non crediamo, sulla stampa che si è pervenuta al momento che quasi stavano per spedire il corriere, e che [ha] il titolo « Lettre des Evêques réunis à Paris etc. », degli 8 marzo, anno corrente, e stampata in Parigi.² Dai piccoli riflessi, che abbiamo fatti sulla medesima in foglio a parte, potrà rilevare quanto sia giusto il nostro dolore, e quanto sia necessario che lo stesso governo si dia tutta la premura che si tolga questo scandalo, essendo cosa sommamente obbrobriosa e da non tollerarsi, che nel mentre si fa un trattato per il ristabilimento della cattolica religione in Francia, si tenga in Parigi un conciliabolo di vescovi intrusi,

¹ Voir p. 23, note.

² Pièce n° 314.

cum intellexerint concessum fuisse a nobis quidquid per apostolicam potestatem licuit, id ne sibi tribui contendant quod a nobis nullo modo licet concedi. Quod si hortatu tuo ii penes quos summa est potestas acquiescere poterunt, tuam Ecclesiae fidem operamque probabis, saluti consules tuorum civium, nobis vero ita satisfacies nullo ut unquam tempore tua in nos atque in Ecclesiam officia erimus oblituri. Ac tibi apostolicam benedictionem, pignus paternae charitatis nostrae, amanter impertimur.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem, die 12 maii 1801, Pontificatus nostri anno secundo.¹

(Arch. du Vatican).

407. — Consalvi a Spina.

(particulière)

Roma, 13 maggio 1801.

Amico mio caro, morto del tutto, e non meno morto dalla più impotente fatica che io abbia mai fatto, eccoci due righe confidenziali, scritte con mano che più non corre.

Vi accludo una mia lettera per Bernier, una per Azara, una per Kolytchev,² una per il ministro Talleyrand. Nella prima raccomando la trattativa formale; nella seconda, la spirituale e la temporale; nella terza, la temporale; nella quarta, la spirituale, e darò qualche cenno sulla temporale. — Ma penso meglio di nò, cioè che con ciò non convenga³: ridotta dunque alla sola spirituale, lascio in vostro arbitrio di dare, o non dare queste poche lettere, per il riflesso che egli non mi scrisse quando fu quà spedito Livio; onde non sò se sia bene che col rimandarlo io scriva a lui. E così pure circa le due lettere ad Azara e a Kolytchev: potete darle, o non darle, secondo che nella circostanza crediate più opportuno.

Vi raccomando *in visceribus Christi* l'affare del duca Braschi. Ancora i beni non si restituiscono, e intanto gli mangiano le rendite, e si entra a quelle della imminente nuova raccolta.

¹ Le P. Theiner a publié le texte (t. II, pièce XIX) et une traduction de ce bref (t. I, p. 116).

² Ces trois lettres ne nous sont pas parvenues.

³ Cette ébauche de lettre, préparée pour Talleyrand puis abandonnée, se trouve dans le P. Theiner (t. I, p. 114).

raccomando il più caldamente che posso alla bontà dell' E. V. Una sua lettera di poche righe, ma pronte ed efficaci, porrebbe termine a sì gran danno. V. E., esercitando un atto degno del di lei animo, avrà anche un pieno diritto a tutta la mia più costante riconoscenza. Desiderando le occasioni di servire all' E. V., coi più vivi sentimenti di rispetto e di stima ho l'onore, etc.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

409. — Doria a Spina

Roma, 12 maggio 1801.

Dal corriere Livio ricevei la sua pregiatissima de' 30 gennaio col poscritto de' 26 febbraio...¹

Quando io era nunzio,² non esercitavo alcuna giurisdizione in Francia, giacchè i Parlamenti erano attentissimi che il nunzio nulla operasse. Solamente quando gli arcivescovi o vescovi erano nominati, venivano dal nunzio per prendere il giorno e l'ora, onde fare il processo dell' eletto, e dello stato della chiesa. Stabilitosi dal nunzio il giorno, un' ora prima del mezzo giorno veniva il notaro, ch' era sempre il medesimo, .. lui portava in scritto un quinterno sulla qualità del soggetto, lo leggeva tutto, e vi erano presenti due vescovi o arcivescovi invitati dal candidato, che *tacta cruce* giuravano esser vero quanto si esponeva nel verbale letto, sulla nascita, studi ed altre buone qualità del candidato, onde la sua religione fosse buona e utile alla Chiesa, *si Sanctitati Suæ placuerit*. Indi si leggeva l'altro quinterno sullo stato della chiesa, indicandosi le cose più principali, e di questa rispondevano con il loro giuramento, *tacto pectore, more sacerdotali*, due degni ecclesiastici del secondo ordine, invitati parimenti dal candidato, che poi in ginocchio faceva in mie mani, e sottoscriveva la professione della fede. Di tutte le carte se ne faceva un duplicato; si sottoscriveva dal nunzio, suo uditore e suo segretario, e si ci poneva il sigillo proprio: uno de' me-

¹ On voit que Spina, s'attendant à recevoir les pouvoirs de légat du Saint-Siège en France, s'était renseigné auprès du card. Doria, d'abord au premier moment fixé pour l'envoi de Livio, puis au moment réel du départ de ce courrier.

² Le card. Doria avait occupé la nonciature de France jusqu'en 1784. et avait eu pour successeur Mgr Dugnani.

mettra à Mgr Spina les pleins pouvoirs avec les pièces demandées à Sa Sainteté, et de plus une lettre du Pape pour le Premier Consul.

Ce même courrier porte à Mgr Spina l'explication des motifs de tous les changements, que je n'ai pu empêcher de faire à la rédaction envoyée de Paris. On lui donne les instructions les plus amples pour soutenir la discussion qui pourra survenir. Ainsi vous avez l'affaire entière sous les yeux, avec tous les moyens de la terminer. Je ne pourrais rien ajouter aux lumières que vous allez recevoir ; je me borne à faire des vœux pour le succès de l'affaire.

Il a paru à Paris un acte de quelques évêques constitutionnels, qui a été envoyé au Pape. Cela donne des alarmes : mais j'ai représenté qu'à l'époque actuelle, l'établissement d'un schisme ne serait à craindre nulle part, et n'aurait plus où prendre pied, après le rétablissement avec éclat de la bonne harmonie entre le Souverain Pontife et le gouvernement français.

Les douze cardinaux composant la congrégation, qui a suivi et rédigé le travail que vous recevrez de Mgr Spina, sont : le cardinal Albani, doyen du Sacré-Collège, Antonelli, Gerdil, Carafa de Trajetto, Joseph Doria, Lorenzana, Borgia, Roverella, Somaglia, Carandini, Braschi, Consalvi ; le patriarche de Jérusalem Mgor di Pietro, secrétaire.

Les limites de l'Etat ecclésiastique fixées par le traité de Tolentino, ont été changées du côté de San-Leo par des entreprises de la République cisalpine, autorisées alors par la République romaine. La Cisalpine conserve à cet égard des prétentions. C'est un point sur lequel je manque d'instructions de votre part.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, en original, la lettre que je viens de recevoir de Fermo du ci-devant grand maître Hompesch¹. J'ai dit à la personne qui me l'a rendue, que je ne

¹ « ... V. E., disait Hompesch, n'ignore pas avec quelle violence feu l'empereur Paul I s'était opposé à l'exercice de ma dignité de grand maître... Sa mort, en ôtant cet obstacle, me rendrait responsable de tous les événements qui pourraient arriver contre l'Ordre, si je ne repr[e]nais en mains les rênes de son gouvernement. Un de mes premiers devoirs est de réclamer en faveur de ma personne et de mon Ordre la protection du P. Consul et du gouvernement français. Veuillez V. E. seconder mes justes prières par vos bons offices... » (Hompesch à Cacault, Porto-di-Fermo, 30 avril).

nendo a rinnovare l'esempio di altra anteriore, che fu quella della città e territorio di Pesaro, pertinenza egualmente indubitata del ducato d'Urbino, e di cui Sua Santità fu rimessa egualmente in possesso nell' accennata epoca, la qual città e territorio tuttora esiste sottoposta al governo cisalpino, il Santo Padre, vedendo che malgrado il ritrovarsi nel suo Stato l'armata francese (il di cui governo gli ha replicatamente manifestati i più decisi sentimenti di buona corrispondenza e armonia, e non ha voluto che fosse alterata la sua sovranità), pur non dimeno viene a soffrire tali diminuzioni degli stessi possessi nei quali attualmente si trova, ha ordinato al suo cardinale segretario di stato di farne a V. E. questa rappresentanza, acciò si ponga intanto a tali usurpazioni per l'autorità del governo francese un sollecito riparo, riserbandosi, come si è accennato, di fare con la più viva fiducia, per mezzo del suo plenipotenziario, a tempo opportuno, presso lo stesso governo francese, le opportune istanze per la ricupera degli altri Stati, dei quali non è ancora tornato al possedimento.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 13 maggio 1801.

Il peso del mantenimento della truppa francese nello Stato ecclesiastico, la di cui estrema miseria è ormai nota a tutta l'Europa, è giunto a sì alto grado, che è assolutamente impossibile che più si sopporti dalle sue debolissime forze. Sono già scorsi dei mesi, dacchè sopporta un tal peso, il quale senza esagerazione può dirsi che ascende a sessanta e settanta mila scudi il mese, e ben anche di più. Attualmente lo Stato fornisce cinque mila razioni e seicento foraggi al giorno, oltre le immense spese degli alloggi, vetture, trasporti, cavalli, carri e altre cose infinite. Si è costretti perfino ad equipaggiare a tutte spese dello Stato una corvetta nel porto d'Ancona, che deve salpare per l'Egitto. Non si può render giustizia abbastanza alle premure che si è date, e si dà il generale in capo Murat per alleggerire questo peso, conoscendo la miseria

M. de Vargas, nouveau ministre d'Espagne près du Saint-Siège, est arrivé ici hier (15 mai) au soir...¹

(Arch. de Vienne).

413. — Consalvi à Spina.

Roma, 15 maggio 1801.

Ho ricevuto questa mattina i due suoi pieghi dei 18 e 25 aprile con le corrispondenti carte. Capitanandosi una occasione, scrivo in fretta queste poche righe, riportandomi al foglio dei numeri qui inserito. Sua Santità sta bene. Circa la sua votanza di segnatura, ella non dubiti che sarà con usura: non si è potuto non disporre, per dar luogo ad altri. I miei complimenti al degnissimo P. Caselli. Resto in somma fretta, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

414. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 15 maggio 1801.

Io sono inquieto per qualche espressione della lettera del Papa al Primo Console. Se la stampano, come è da credersi, bisogna che sia inevitabile.² Ella cassi la parola « tutto » verso il mezzo di quella parte scritta di pugno del Papa, cioè dove dice che

¹ M. de Vargas prit le service le 20 mai. Il écrivait le 25 à M. de Cevallos : « El día 20 yo, acompañado de mi antecesor, presenté mis credenciales á Su Santidad. El Santo Padre me recibió con la mayor benignidad, y en todas sus expresiones manifestó el aprecio que hace de Sus Magestades. D. Pedro Labrador me ha entregado las instrucciones que se le han comunicado, de las cuales yo me enteraré á la mayor brevedad, igualmente que tambien me enteraré de los asuntos pendientes y que deban promoverse ; pero las instrucciones no son otras que las dadas en el tiempo de la interinidad del ministerio del cargo de V. E , las cuales yo deseo saber se si han de llevar á efecto en todas sus partes. V. E. se dignará comunicarme la voluntad de Su Magestad, para que yo tenga una regla fija de conducta, y pueda dedicarme á llenar las reales intenciones, como mi obligacion exige... » — A cette question importante, M. de Cevallos répondit le 25 juin : « El Rey, enterado de la carta de V. S. de 25 de mayo... , ha resuelto que V. S. se arregle á las mismas instrucciones ; pues si hubiere en lo sucesivo cosas que exijan variacion, ésta se advertirá sucesivamente segun la calidad de los negocios y segun las circunstancias políticas... »

² Sic. Le sens paraît demander le mot *irreprehensible*, ou tout autre semblable.

415. — Consalvi à Spina.

Roma, 16 maggio 1801.

Dalla risposta data dal Primo Console all'abbate Bernier su proposito dei beni nazionali rilievo, che non sussiste l'interesse di lui preso per il sig. Ennio Visconti. Come va questo? Io ho lettere replicate del sig. generale Murat, che mi dice che il ministro degli affari esteri lo incarica « di chiedere espressamente la piena rindennizzazione del Visconti, a nome del Primo Console per l'una e l'altra sorte di beni. ». Ora abbiamo sul dorso Perillier, appoggiato moltissimo da Berthier, e fra lui e Duveyrie dimanda niente meno di 656 mila piastre, e pretende rigorosissimamente che l'affare si decida in piedi in piedi...

Vedo dalla del 25 aprile il risultato dell'affare dei marmi statue. Ella insista pure per la restituzione ai rispettivi musei alle case Braschi e Albani, delle robe che si riavranno da Napoli, essendo cose di poco pregio per condurle a Parigi, ed essendo in sostanza proprietà particolari...

Quanto alla rinunzia del camerlengato, è svanita.¹ Il sig. cardinale non ha più insistito, e la bontà del Santo Padre ha dimenticato l'affare. Seguita però a fare al nuovo sistema di libero commercio tutta la guerra...

In un foglietto di Genova ho letto un paragrafo, che sebbene tratti di cosa ch'è sicuramente falsissima, pure credo di doverglielo comunicare per suo lume. Eccone le parole: « I membri di questa commissione straordinaria di governo, ed altre persone che ne godono la confidenza ed il segreto, sono tutti mal disposti contro Mgor Spina, attuale nunzio pontificio in Parigi, e oriundo di Sarzana, città ligure. Pretendono che il medesimo adoperi presso il governo francese all'effetto, che tanto il succeduto suo paese nativo, quanto tutto il golfo della Spezia sia separato dalla Liguria ed incorporato allo stato del nuovo re dell'Etruria. » Veda come si va calunniando chi certamente occupa di tutt'altro che di simili cose. Si vede che ella è veramente mal conosciuta in Genova.

Tanto devo in risposta alle sue lettere dei 18 e 25, e per il più riportandomi agli annessi fogli, in somma fretta, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Voir p. 33.

Perciò bisogna scansare più che si può la vera « trattativa », dicendo che « noi già siamo in pace », e che la ricupera delle Legazioni e di Avignone si chiedono con uffizi, con raccomandazioni, con esposizione di ragioni, e non sono una trattativa. Deve essere tale restituzione l'effetto della giustizia e della generosità del Primo Console, che già si è espresso di voler essere un Carlo Magno per la Chiesa, il che bisogna nel caso richiamargli alla memoria. Dichiaro che non si intende di vietare la « trattativa », quando ella veda che assolutamente non possa farsene a meno, ma che bisogna evitarla per quanto mai riesca possibile.

Ancora non si ha da Pietroburgo sull'esito del noto breve dei Gesuiti, inviato a Paolo I. Sono già circa settanta giorni che partì da qui, onde dovrebbe aversene il riscontro. Questo riscontro medesimo ci annunzierebbe le disposizioni che possa avere il nuovo imperatore verso la Santa Sede, il che interessa sommamente, così per gli affari di religione, che per i rapporti con gli interessi temporali. Si procurerà di coltivare, nella maniera che si può, la buona corrispondenza ed armonia con quella corte.

In Ancona si sono aperte dai Francesi due loggie di Liberi Muratori. Ve ne sono delle più occulte, in qualche altra città dello Stato. Il generale Murat, a cui se n'è fatto reclamo, ha dato ordini pressanti ai generali subalterni per chiuderle, ma essi poco ubbidiscono. Quanto ai patrioti, niuno è più contrario ad essi del generale Murat, e per lui si è liberissimo di agire: ma non è così degli altri rappresentanti, i quali forse temendo di essere accusati di non proteggerli nemmeno dentro il dovere, in pratica recano molto imbarazzo nelle procedure del governo. Essi patrioti parlano della vicina morte del Papa, della mutazione del governo, di cambiamento anche in Francia contro la persona del Primo Console, con una franchezza che non può non recar maraviglia, che tanto si ardisca.

Circa Benevento e Ponte Corvo, continua il re di Napoli ad occuparle con le sue truppe, e continua nella recluta in essi Stati per le sue milizie provinciali; e siccome i magistrati locali per ordine di Roma non vi si prestano, così continua ancora nella sequestrazione di tutte le rendite, con le quali paga le spese di dette truppe, e reclutazioni. Ogni memoria ministeriale, ogni lettera al generale Acton rimane senza risposta. Ora si tornerà a farne

o di nuovo sentire che si pro
 , piuttosto che autorizzare c
 a sovranità, oltre il danno infi
 ze per le due diverse giurisdiz
 a potrebbe scuotere la corte;¹
 sì intanto nulla si ottiene. ¹
Caprara).

417.— Consalvi a Spina

Rom

o di una occasione per Firen.
 i una occasione per Parigi, pe
 e il piego dei 27 aprile, rim
 a M. Alquier da molti giorni.
 a risposta ufficiale, data dal sig
 o Console, intorno ai beni na
 remo di usare certamente tu
 ma bisogna ancora che le pre
 moderate.

uscire a fare accettare il par
 nuovi vescovi da sostituirsi a c
 vorrà escludere, sarà la miglio
 molto i reclami e il brutto di
 o Console viene ad essere lo st
 o più che si può. Mi dispiace,
 nerlo nella lettera istessa al
 che lo prendesse in parola,
 bbate Bernier la grande ragio
 ramento, deve convenirvi an

Caprara).

celle du 15 mai (n° 414) ont été copiées
 ent français. La présence de ces deux
 fait croire qu'elles ont contribué à no
 élevées en ce moment à Paris contre

PARTIE X

L'ULTIMATUM

L'intervention hautaine de M. de Kolytchev en faveur des Deux-Siciles, du Piémont et du Saint-Siège devient nuisible à ces Etats. — Protestation de cet ambassadeur contre la paix imposée aux Napolitains à Florence en dehors de la protection russe.

L'alliance ébauchée entre la France et la Russie, déjà compromise, est empêchée par la mort de Paul I. — Le Premier Consul, prévoyant que le tsar Alexandre se retournera vers l'Angleterre, se hâte de commencer la réunion du Piémont à la France.

On apprend, le 5 avril, que Livio est arrivé à Rome. — Comme Bonaparte se montre très pressé de le voir revenir à Paris, le départ de ce courrier est annoncé pour le 17 avril. Cette date est confirmée par les dépêches suivantes de Consalvi.

M^r Spina obtient une nouvelle déclaration que les prétentions exagérées des créanciers de la République romaine ne seront pas soutenues par le gouvernement français. — Il essaie quelques démarches pour le maintien des Electorats ecclésiastiques dans l'Empire. — Néanmoins il paraît évident que toute question temporelle intéressant le Saint-Siège, et principalement celle des Légations demeure subordonnée à l'issue de la négociation religieuse. — M^r Spina cesse de s'appuyer sur M. de Kolytchev, qui achève d'indisposer le Premier Consul par un langage peu mesuré sur les affaires italiennes.

Envoi d'un commissaire français à Rome, pour y recueillir les objets d'art abandonnés en 1799.

Bernier écrit le 28 avril à Consalvi, que l'ingérence de Cacault dans le travail des congrégations ne doit pas être une cause de retard pour l'envoi du concordat.

Impatience du Premier Consul. — Elle redouble par un avis de Cacault que le projet français soulève des objections. — On écrit de Rome que Livio partira seulement le 1^{er} mai.

L'humeur de Bonaparte s'aigrit de jour en jour. — Talleyrand et les adversaires du concordat s'en prévalent. Accusations personnelles contre Consalvi. — Le 12 mai, Spina et Bernier sont mandés à La Malmaison. Le Premier Consul se plaint de la lenteur du Pape et l'attribue à l'influence de Puissances étrangères. Il se plaint aussi que le projet français ait été modifié. Il enjoint à Spina de rendre compte à sa cour. — Lettres comminatoires de Bernier à Consalvi et de Talleyrand à Cacault.

Une nouvelle dépêche de Cacault explique les changements consignés dans le

vement de l'épiscopat. — Embaras changements par Consalvi, ne peut

st décidé Instructions adressées le
rance devra sortir de Rome, si dans
tion et de bulle n'est pas admis sans

Talleyrand.

germinal an IX (22 mars 1801).

a pu recueillir des disposi-
ement au grand objet que le
erchant à rétablir la religion
es de cette cour ont vu dans
le à son ambition. Je crois
spondance et d'après les en-
sonnes attachées au Saint-
ui vont s'ouvrir, on ne man-
mes maximes ultramontaines
, et qu'en France seule on

n'est pas de rétablir un culte
par une influence étrangère¹.

çu de Cacault, et comme il ne trou-
s les dépêches de ses autres agents,
ar sa « correspondance. » Peut-être
e Santa Croce, soit à des acquéreurs
ciers de la République romaine, tels
s quelque temps écrivaient pour se
uant aux « entretiens avec des per-
ont probablement d'être tenus avec
yé espagnol n'avait jamais cessé de
rrespondre avec des Romains. Lié
de la cour de Rome avec une liberté
main. il allait montrer même devant

ault, le 19 mars, on rencontrait déjà
s.).

Il veut relever le catholicisme, non tel que les théologues de Rome, depuis Grégoire VII et Boniface VIII ont voulu l'être aux nations chrétiennes, mais tel qu'il a été reçu en France, que ce royaume s'est converti à la foi chrétienne, et tel qu'il a été maintenu par le concours du zèle éclairé des princes ses successeurs, des magistrats, des évêques français, et conforme aux principes de l'église gallicane.

Le Premier Consul m'a ordonné de rechercher ces principes dans les actes authentiques et dans les ouvrages consacrés à l'opinion publique, où ils ont été énoncés. J'ai l'honneur de vous en présenter sous ses yeux : 1° la déclaration du clergé de France, du 12 mars 1682; 2° un extrait fait avec quelque étendue du grand ouvrage de Bossuet en défense des quatre articles de la déclaration; 3° le XIV^e discours de l'abbé Fleury sur les libertés de l'église gallicane.

D'après les ordres formels du Premier Consul, je recommanderai aux personnes qu'il chargera de négocier avec les ministres du Saint-Siège, de se pénétrer des principes qui sont exposés dans ces écrits, et de les regarder comme des instructions rigoureuses dont il ne leur sera jamais permis de s'écarter, la volonté et l'arrêté du gouvernement français étant de relever les principes d'une religion, qui soit aussi libre et aussi pure que celle qui a été professée par nos ancêtres.

(Aff. étr., Rome, vol. 930).

419. — Spina à Consalvi.

(n° 47)

Parigi, 24 marzo

Il sig. M^{re} del Gallo mi assicurò ieri l'altro di voler partire alla volta d'Italia, e che alla prima fermata che farebbe, avrebbe spedito avanti un corriere. Non sò persuaso ancora che parta; ma siccome prevedo che non partendo, ch'è non gli si permetta, o per qualche altra ragione, dovrà spedire un corriere, credo opportuno di approfittarne per trasmettere il duplicato di due miei numeri 43 e 46, già spediti ieri l'altro per la posta.

In aggiunta ai medesimi, significar debbo all' Em V. che ho già fatto chiedere al ministro delle relazioni estere un

ULTIMATUM

dispaccio ad esso diretto, che andava Sua Santità di trattare delle cose, e di essermi stato detto in risposta il quartidi, cioè domani mercoledì circostanza di tutti gli articoli, dei e' veneratissimi suoi dispacci di parlarle di nuovo riflettere, che alla let-credenziale a me da presentarsi al, deve esser segnata dall' istessa Sua i Sua Santità diretta al Primo Con-ne. Mi pare che sia lo stile costì direve. Qualunque sia la forma, che ai meglio di me, col ritorno di Livio di tutto il necessario per gli affari

ara, che giunse sabato. Per poco che verbati di parlar più a lungo de' nosto ad interessarsi per tutto ciò che e per il ristabilimento della religione vivo impegno...

corriere Livio già era in Parma ; no ritorno.

pina à Consalvi.

Parigi, 24 marzo 1801.

ve mostra di voler prender parte per con molta mia sorpresa mi disse, a ntità e l'Em. V. attornati erano da vevano molta influenza nel governo. a sua proposizione, sfidandolo a de-se informato della concessione fatta ece parola, e finì finalmente il discorso ntento per il trattamento fatto alla ni che vi era voluta una preghiera de' Checco messo fosse in libertà, e che principessa il permesso di tornare a

Roma che in aria di somma grazia, e come se stata fosse rea a qualche delitto. Smentii la prima parte, sostenendogli che quand il generale Oudinot reclamò la libertà del principe,¹ già era a Sa Gemini, e con più sforzo smentii la seconda, citando il testimonio della principessa istessa, alla quale ho insinuato, da ch sono in Parigi, di tornarsene a Roma. Ho parlato ben forte all principessa acciò smentisca quanto al cav. è stato supposto, vedo bene che vi è alcuno che si è voluto fare un merito col cav facendogli vedere difficile, e accordato come grazia speciale, permesso alla principessa di tornare, quantunque io sia sicuro che non avrà avuto alcuna opposizione. V. Em. potrà ben concepire che il soggetto del quale intendo di parlare, è un suo antico collega.² Convieni non ostante aver molta prudenza. Il cav ha molta influenza con questo ministro delle relazioni estere, se bene non sò quanta ne avrà col Primo Console. Sò che ha stretta corrispondenza e molta fiducia col di lei antico colleg V. Em. tenga a calcolo queste notizie, che credo il mio dovere preciso di comunicargliele.

Il gran maestro Hompesch ha spedite nuove credenziali e plenipotenza a questo suo antico ministro Cibon, ed ha scritto una lettera al Primo Console, chiedendogli sempre protezione. È stata rimessa al Primo Console copia delle credenziali, ed lì ricevuta la lettera. Sinora non ha data alcuna risposta. Pare che questo governo vorrebbe che Paolo I si contentasse del titolo gran protettore dell' Ordine. Vedendo domani il ministro del

¹ Voir pièce n° 33.

² Spina paraît désigner Mgr Gardoqui, dont Consalvi avait été le collègue tribunal de la Rote. Cf. p. 384, note 2.

³ Hompesch au P. Consul, Porto di Fermo, 6 mars 1801 : « La manière obligeante avec laquelle le général Murat a reçu le bailli de Suffren que j'ai envoyé à Ancône pour le complimenter de ma part, l'intérêt qu'il a témoigné pour mon retour à Malte avec mon Ordre, m'a pénétré de la plus vive reconnaissance. Il semblerait désirer que je vous fasse parvenir, général P. Consul, des documents authentiques pour faire constater le vœu général de la nation maltaise. Ils vous seront présentés par le cit. Cibon. Daignez les agréer. Mon esprit, accablé par les calomnies, par la violence, se rassure sur la loyauté du gouvernement français, sur votre magnanimité et sur la protection que vous voulez bien accorder à moi et à mon Ordre. Vous trouverez toujours, général P. Consul, dans mon Ordre les mêmes sentiments qu'il a témoignés pendant plusieurs siècles à France; et cet Ordre, qui doit à la France sa naissance, vous devra son rétablissement. »

una latitudine poco misurata. ¹ Al mio arrivo in Parigi, egli crede ben fatto di desistere dall' esercizio di dette facoltà, ed io lo confermai in questo buon proposito. Egli è pieno di zelo e di buona volontà; ma non conterei molto su i suoi lumi e la sua capacità. Mentre adunque io convengo, che, sistemandosi gli affari della religione in Francia, debba Sua Santità interessarsi perchè si abbia la sua persona in considerazione, non posso che far plauso alla risoluzione, presa dall' Em. V. nelle attuali circostanze, di negargli le facoltà e la dignità che richiede. Le diocesi tutte, questa particolarmente, sono ben fornite di amministratori, e pur troppo ve ne sono già alcune, nelle quali un contrasto di autorità derivanti da diverse fonti, producono già del disordine. ² Ultimandosi il concordato, tutto si potrà sistemare con più facilità. Ciò è quanto accennar posso all' Em. V. R. rapporto al sig. abbate Salamon, e con profondissima venerazione etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

422. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 4 germinal an IX (25 mars 1801).

La mauvaise conduite du cardinal Maury, son séjour même dans les Etats du Saint-Père ne pouvant se concilier avec les

¹ L'abbé de Salamon (voir p. 220, note 1), originaire du Comtat-Venaissin, conseiller-clerc au Parlement de Paris, s'était donné, quelques années avant la Révolution, la mission toute spontanée de renseigner sur les affaires du clergé français le card. Zelada, secrétaire d'Etat du Pape. Lorsque le nonce Dugnani eût quitté Paris, le 31 mai 1771, et que son auditeur, parti le 2 août suivant, eût regagné l'Italie, il ne resta en France aucun représentant accrédité du Saint-Siège. L'abbé de Salamon affirme qu'à ce moment il fut nommé internonce par un bref de Pie VI. Il paraît aussi que par un indult de mai 1792, il fut investi de facultés extraordinaires pour les diocèses laissés à l'abandon, ou dont les administrateurs seraient incarcérés, inaccessibles ou inconnus. Quoi qu'il en soit, ces pouvoirs, temporaires de leur nature, ne pouvaient guère être exercés. Non seulement pendant la Terreur une correspondance avec les églises de France aurait été impossible, mais dans la plupart des diocèses le nom même de M. de Salamon demeurerait ignoré. Dans ses Mémoires, l'abbé a donc singulièrement exagéré le rôle qu'il a pu jouer au milieu de ces temps orageux, de même qu'il a beaucoup grossi l'incident, assez médiocre, de son procès sous le Directoire.

² Ces conflits de juridiction étaient plus nombreux que Mgr Spina ne semble le croire. Ils se produisaient notamment dans les diocèses qui venaient de perdre récemment leurs titulaires, c'est-à-dire dans les diocèses de Lyon, de Clermont et de Rouen.

D'ailleurs chacune de ces demandes que fait aujourd'hui M. de Kolytchev donne lieu à des objections très fondées :

... 2^o La médiation offerte pour la paix à conclure avec le Pape est absolument sans objet. Des rapports directs sont établis entre Rome et Paris. Un ministre français réside déjà près le Saint-Siège. Ce qui restait de points à régler entre les deux Etats le sera amiablement et sans qu'on ait besoin d'aucune intervention... ¹

(Aff. étr.; *Russie*, vol. 140). ²

424. — Spina à Consalvi.

(n^o 51 en chiffres) ³

Parigi, 29 marzo 1801.

Nella conferenza avuta giovedì scorso col ministro delle relazioni estere, mi feci un dovere di ripetergli le istanze le più premurose per la restituzione delle tre Legazioni. Mi replicò egli che ciò dipendeva dalla sistemazione degli affari generali d'Italia, della quale attualmente si occupava il Primo Console, e che dal canto suo avrebbe procurato di contribuire acciò Sua Santità restasse soddisfatto. ⁴

Parlai ancora dei principati ecclesiastici di Germania, e singolarmente degli elettorati, dimostrandogli che Sua Santità, come capo della religione cattolica, non poteva che infinitamente interessarsi per la loro conservazione; e, facendogli riflettere che interessava alla Francia istessa la conservazione della costituzione dell'Impero, e che non si erigessero nuovi elettorati protestanti, aggiunsi, che siccome non poteva dubitarsi che

¹ La réponse officielle, adressée le 30 mars par Talleyrand à M. de Kolytchev, ne contient sur les affaires de Rome que cette seule phrase: « La paix avec Rome est faite. »

² Ce rapport a été publié dans le *Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 89.

³ La dépêche de Spina du 29 mars, n^o 50, est sans intérêt, sauf le dernier alinéa: « Mi è mancato nella scorsa settimana il dispaccio dell' Em. V. dei 14, che attendo con impazienza giacchè deve annunziarmi l'arrivo del corriere Livio, e con egual impazienza è atteso il suo ritorno, non solo da me, ma da chi governa. »

⁴ Sans aller aussi loin qu'il le disait devant Spina, Talleyrand n'était point d'avis d'incorporer complètement à la Cisalpine, Parme, Modène et les Légations. Le 9 mars, il avait fait rédiger un rapport, où il proposait de ne rattacher ces anciens Etats au gouvernement de Milan que par un simple lien fédératif.

doveva Sua Santità pensare a mandare in Russia un suo nistro ecclesiastico, il quale è necessarissimo ancora per cattolici che formano ormai la terza parte dei sudditi di Maestà. Gli ripetei che credevo Sua Santità dispostissimo a farlo quando certo fosse che sarebbe ricevuto. Sul che mi disse che ne poteva parlare, e che egli non avrebbe difficoltà di avere una memoria e di trasmetterla, e d'interessarsi perchè il ministro di Sua Santità fosse ricevuto, avvertendomi di consegnare la memoria in modo da non mostrare di non essersi fatta esso di concerto, come è ben di ragione. L'assicurai che a di tutto ciò al momento informato Sua Santità per mezzo di V. Em., e mi regolerò per conseguenza a seconda degli ordini piacerà a V. Em. di abbassarmi su questo particolare. Non al sig. conte, l'offerta fatta dal Primo Console di esser mediatore per gli affari di Malta.¹ Non mostrò gran repugnanza, ma in molto sulla missione di un ministro pontificio in Russia.

Non può più dubitarsi che la pace coll'Inghilterra si tratti con questo governo con molto impegno.² La conclusione della medesima dovrà sicuramente portar seco dei cambiamenti importantissimi nel sistema generale delle cose.

Nulla vi è ancora di concluso per il Piemonte. Si vuole assolutamente che preceda un armistizio, colla condizione che s'inchiusi i porti della Sardegna agl'Inglesi, e credo che alla fine anche il sig. C^{te} di Kolytchev permetterà al sig. M^{te} di Sanseverino di segnarlo.

Si è parlato negli scorsi giorni di una nuova spedizione della marina francese contro Napoli, e se ne adduceva per ragione di difficoltà opposta da quella corte di non poter espellere gli Inglesi dai porti della Sicilia, la quale si accusava di pre-

¹ La médiation du P. Consul pour les difficultés soulevées par la grande trise de Paul I^{er} avait été discutée avec M. de Kolytchev ; mais jusqu'ici Talleyrand n'avait parlé d'une médiation qu'à l'égard de l'Espagne, et non à l'égard du Saint-Siège.

² Le 24 mars, on avait reçu à Paris une note de lord Hawkesbury, décidant que le roi d'Angleterre était disposé à entrer immédiatement en négociation pour la paix. Talleyrand préparait en ce moment, sous la dictée du P. Consul, une réponse qui énonçait les principales bases d'un traité et qui commençait en disant : « L'on veut en France, par dessus tout, arriver le plus promptement possible à la paix générale. »

che non vi è da concepire ancora per le Legazioni alcuna fon-
speranza.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

425. — Marescalchi à Pancaldi.

Parigi, 10 germinale anno IX (31 mars 1801)

¹... Nel momento che la Francia è dietro a sistemare le cose
religione, se io vado a presentare delle lagnanze contro Rom
certo che la prima cosa che se ne direbbe, sarebbe quella che
dice di tutti noi poveri Italiani, cioè che attraversiamo o
chiamo attraversare con mille raggiri le relazioni dei governi
tendono ad approssimarsi, per l'idea di fare delle repubbliche
per tutto. Mi sono dunque trovato in necessità di fare qual
scoperto indirettamente, a vi assicuro che non vi è abbastanza
prudenza che convenga anche su questo particolare...

(*Arch. de Milan ; Parigi II*).

426. — Spina à Consalvi.

(n° 32)

Parigi, 2 aprile 1801

Ho ricevuta, questa mattina, dall' amica la lettera confid-
ziale di V. Em. dei 14 scaduto, ¹ ma non ho ancora ricevuta
Genova il dispaccio dell' istessa data. La lettera dell' amic
venuta per la via di Torino, e perciò più sollecita. Non asp-
perciò il dispaccio che domani o domani l'altro, e lo desidero
ardentemente.

Approfitto di un corriere straordinario per Genova, per f-
giungere per mezzo dell' istessa amica, questa mia. Spero
saranno resi fedelmente all' Em. V. i miei numeri precede
che le ho trasmessi per mezzo del sig. Artaud, segretario
ministro Cacaault, e così sarà a poco a poco in corrente la
corrispondenza.

Ho ricevuta ieri da Firenze una lettera di Mgor Caleppi,

¹ M. Pancaldi remplissait alors à Milan les fonctions de ministre des rela-
extérieures de la Cisalpine, comme M. Marescalchi exerçait à Paris celles de
présentant de cette république.

² Cette lettre particulière n'a pas été retrouvée.

Azara giungesse in Parigi. Frattanto in Parma il ministro cese ha chiesto al duca di rinunciare al figlio il governo dei stati: ed avendo il duca richiesto s'egli intendeva di parlare dei stati di nuovo acquisto, o di tutti in generale, gli è stato replied che questo governo non faceva alcuna distinzione. Il duca ha preso tempo a rispondere. Non posso mai immaginare che il figlio voglia permettere che resti spogliato il padre di ogni sovranità. Ciò che vedo ben difficile, si è che, ad onta di quanto dice il cav. Azara, egli possa conservare gli stati di Parma e Piacenza, dei quali si pensa già forse di far un cambio colla Sardegna. Finora non è questo che un progetto appena accennato, giacchè nulla vi è ancora di stabilito per il re di Sardegna e sono anzi molti giorni che non si parla di questo trattato.

La casa d'Austria continua ad agire e ad implorare la mediazione della Russia, acciò sia ristabilito in Toscana il granduca o almeno acciò abbia un compenso, anco più piccolo, in Italia. Si offre in tal caso di rinunciare a qualunque ingrandimento in Germania. Pare molto difficile che vi possa riuscire.¹

Si crede assai probabile, che ad onta delle premure fatte dal M^{re} Lucchesini acciò Lucca sia riunita alla Toscana, sarà in fine unita alla Liguria, la quale arriverà fin al Serchio.² Anco il re

Rome, il voudrait encore diriger celles de toute l'Italie, et surtout des provinces de la maison d'Espagne. Mais l'humeur qu'il a laissé percer dans cette circonstance n'empêchera pas que vous continuiez d'être chargé directement de concilier les grands intérêts, dont nous aurons à nous occuper de concert avec la cour de Madrid. Pressez le jeune duc de Parme de se rendre incessamment à Paris, et de se mettre entre les mains du P. Consul. C'est ici que le jeune duc pourra le mieux obtenir pour le duc, son père, les conditions qu'il désire. Essayez mieux de concerter les mesures à prendre pour consolider son nouvel établissement... »

¹ « ... J'ai suggéré à Joseph Bonaparte, ou d'établir le grand duc de Toscane dans les Légations, ou de le réintégrer dans ses Etats, en donnant la Lombardie à l'infant duc de Parme... Je suis bien loin de concevoir la moindre espérance sur des données aussi faibles que celles dont j'ai l'honneur de rendre très humblement compte à V. M. Qu'est-ce qu'un mot dit au hasard, avec des généralités, lesquels les traités même les plus solennels ne sont rien ? Mais il est de mon devoir de ne laisser échapper aucune des occasions qui semblent se présenter pour remplir les intentions de V. M. A force de tentatives, peut-être une d'elles finira enfin amener un résultat moins malheureux que ce qu'on a été obligé de stipuler à Lunéville... » (Cobenzl à l'Empereur ; Paris, 11 avril 1801).

² Le Serchio descend des Apennins et tombe dans la Méditerranée, après avoir traversé Lucques.

peratore ai Russi scismatici, i quali son riconosciuti come cavalieri di Malta, ma in realtà non hanno di comune coll' Ordine che la croce, il pagamento dei passaggi, e poche altre cose affatto temporali. Mi pare adunque, che mentre è disposto ognuno a riconoscere Paolo I gran protettore dell' Ordine, e ad accordargli alcuni privilegi sopra l'isola di Malta relativi al governo temporale ed alla sovranità della medesima, si potrebbe appagare ancora la sua smania di esser considerato gran maestro dei soli cavalieri scismatici di Russia, e che egli egualmente dovesse tollerare che i cavalieri cattolici continuassero ad eleggersi il loro gran maestro particolare, con piena giurisdizione per tutto ciò che riguarda il regolamento dell' Ordine e la collazione delle commende cattoliche. In questo modo potrà, se vuole, Paolo I considerare il protettorato prima dignità dell' Ordine: ma per noi, che non riconosciamo i cavalieri scismatici, pare che non ci dobbiamo occupare che abbiano, o nò, un gran maestro della loro comunione; ed anco mi pare che non dobbiamo aver gran difficoltà di chiamarlo gran maestro, quando in realtà non si mischia della parte dell' Ordine cattolico, e lascia che questo abbia il suo gran maestro, eletto e riconosciuto in tutto a tenore delle costituzioni dell' Ordine. Risparmio altre riflessioni che far si possono su questo progetto, che non è dispiaciuto al sig. cav. Azara, ma che io ho protestato di affacciare come sentimento mio particolare, non avendo nè facoltà nè istruzioni di trattare di quest' affare. Attendo adunque sempre su di tale oggetto gli ordini di V. Em.; e non sarà che opportuno, dovendosene trattare col sig. Kolytchev, che mi rimetta copia del dispaccio che ho citato del sig. bali Litta, e che, ripeto, esser deve fra le carte di Russia conservate dall' Emo Antonelli.

(Cultes, Arch. de Caprara).

428. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 3 aprile 1801.

La vostra amica, dalla quale ho ricevuta la lettera confidenziale del 14, è pronta finalmente a ricevere il rimborso della spesa della posta, nè teme di compromettersi nel ricevere i

Potete dunque, quando volete, continuare ad appro-
a finora il mezzo il più sicuro.

Intanto mi dite della guerra che si fa al libero com-
forte con un petto di bronzo. Avrete le benedi-
i; ed è un gran compenso. Perchè Sua Santità non
ito il camerlengato? Nella carestia di provviste,
un altro porporato. Non son più tempi da aver
ed in tutte le cose interne vi vuol giustizia ed

ni confermo che l'amicizia, che avete per me, vi
oi credete che dovendosi stabilire una legazione
ei esser utile, e prestare un buon servizio alla
ingannate all'ingrosso. Nemmeno è politica la
spedizione di un cardinale legato, espressamente
ma per Parigi, farebbe più impressione. Sarebbe
on più riguardo. Aggiungete che il clero di me
i contento. Un legato che viene a cose stabilite, è
rimprovero, e tutto può gettare sulle spalle del
on piacendo quello che ho indicato, mi pare che
ne esser al caso, oltre a tanti altri che vi sono e
migliori di me. Per parte mia, son pronto a sacri-
e quiete, e vita, per servir la Santa Sede e Sua
ar piacere a voi. Ma rifletteteci, e vedrete che il
dire un altro non è irragionevole.

utilissimo Cacault al duca Braschi. Egli scrivendo
uca, avrà sicuramente ordine di farlo reintegrare
suoi beni, e forse lo farà da sè medesimo. Lucche-
ile, ma lo vedrò nonostante, e sentirò da Cobenzl
venuto per la casa Albani. Salutate lo zio, e crede-
on tutto lo spirito, etc.

aa).

429. — Azara à Cevallos.

Paris, 4 de abril 1801.

idose la corte de Nápoles á admitir las guarni-
dini.

ciones francesas en los puertos de Calabria, el general Murat va adelantando las tropas y amenazando á aquel reino ; pero, segun mis noticias, no hay desígnio de sérias hostilidades, sino de sacar más dinero para los insaciabiles negociadores.

Se está esperando la respuesta del Papa á las proposiciones de aqui sobre la paz religiosa,¹ que creo tendrá lugar; porque la pretension principal de este gobierno se reduce á disminuir el número de obispados casi á la mitad, y á que los excluidos renuncien, dejando en las otras diócesis los antiguos prelados católicos, á los cuales, asi como á lo restante del clero, el estado dará pensiones con que vivir. Todos han de reconocer su nombramiento y patronato del Primer Cónsul. De los obispos constitucionales no se hace ningun caso. Bonaparte pide que se haga cardenal al arzobispo de Milán...

(Alcala, *leg.* 5203).

430. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 16 germinal an IX (6 avril 1801).

Je désirais avidement connaltre quelles impressions avait produites dans le cœur du Souverain Pontife la connaissance du projet d'union. Déjà quelques notions nous étaient parvenues sur cet objet ; je viens d'en recevoir de directes, que je m'empresse de vous communiquer.

Le voyage du courrier a été plus long que nous ne l'avions imaginé. Il n'est arrivé à Rome que le 10 mars (19 ventôse), à une heure après-midi. Je lui avais secrètement confié la statue en bois de N.-D. de Lorette, que le Premier Consul et vous m'aviez autorisé à rendre à Sa Sainteté. Rien ne pouvait produire une prévention plus favorable. L'enthousiasme a été général. La reconnaissance de Sa Sainteté pour le Premier Consul est sans bornes. La statue a été exposée dans la chapelle papale, le 14 mars, jour anniversaire et de la fête du Souverain Pontife et de son exaltation.

¹ Jusqu'ici, M. de Azara s'était contenté d'écrire à M. de Cevallos cette phrase laconique : « De la negociacion con Roma informaré á V. E. con más comodidad » (Dép. du 27 mars).

L'ULTIMATUM

La Sainteté a ordonné au cardinal Consalvi de m.¹ Je vous adresse copie de sa lettre : vous y a de la reconnaissance pontificale pour le ction, l'enthousiasme, l'assurance positive de l'érité dans l'expédition, et pas une objection

pe, pour l'acceptation, un conseil de cardinal de suite. Il est composé de ce que Rome a de plus tolérant, savoir : le cardinal Consalvi, le cardinal Carandini, son oncle, très expé-erdil, savant émule de Bossuet, et le cardinal bileté peu commune dans ces sortes d'affaires. cardinaux m'ont aussi écrit leurs lettres, ne ntentement et la joie. Le vieux cardinal Anto- qu'il va faire, dans l'effusion de son cœur, d Siméon, et dire son *Nunc dimittis*, etc. Je ix lettres comme inutiles, et contenant des , pour moi.

rdinal, prélat, ou membre du gouvernement, se de la chose avant sa conclusion. Les cardi-me voulu que leurs secrétaires en fussent in-urs lettres sont écrites par eux. Ils se sont traduire le projet de la bulle en latin, et à ui doivent accompagner son envoi.

s jours que l'on m'écrivait tous ces détails ; , nous devons même recevoir au premier mo-omplète. Je l'attends d'un instant à l'autre, et rsonne ne le saura que vous. Je garderai sur e absolu, que le bien nécessite, et qui m'est

nistre, offrir avec ces détails l'assurance de er Consul. Je serai au comble de la joie si je ésirs.

. 930).

1.

431. — Spina à Consalvi.

(n° 53)¹

Parigi, 8 aprile 1801.

Mi approfitto di un corriere straordinario che si spedisce da questo ministero delle relazioni estere, credo fino a Napoli, e del quale sono gentilmente avvertito di poter approfittare se voglio, per riscontrare all' Em. V. R. di aver ricevuto, domenica scorsa, 5 corrente, ² il veneratissimo suo dispaccio dei 14 marzo. Avrà, spero, ricevuti all' arrivo del presente i miei numeri 52 e 53, spediti per la via di Genova. Altro ne avrebbe ricevuto, se il sig. M^{se} del Gallo spedito avesse il suo corriere, il ritardo però del quale non reca alcun pregiudizio, giacchè, non fidandomi che la spedizione fosse così sollecita, non affidai al mio n° 54 cose di molta entità.

Può immaginare V. Em. se è stato per me di consolazione sentir giunto felicemente il corriere Livio, e coi miei dispacci, e colla statua della B. Vergine di Loreto. Comprendo bene che l'oggetto importantissimo che nei miei dispacci si conteneva, esige tempo ed applicazione. Mi son fatto un dovere di farlo comprendere ancora a questo governo, per mezzo del sig. abbate Bernier. Tuttavia, non è che scusabile l'ansietà che mostra il Primo Console di avere con celerità una risposta, ed io l'ho fatto sempre assicurare che Sua Santità vi metterà tutto l'interesse per darla più sollecitamente che sarà possibile.

Ho recapitate tutte le lettere che l'Em. V. mi ha trasmesse. Il sig. abbate Bernier ne è rimasto soddisfattissimo; spero che in seguito l'onorerà Sua Santità di qualche suo breve: egli lo merita per tutti i titoli.

¹ Nous avons supprimé, comme inutile, la dépêche de Spina n° 54, du 3 avril. En voici néanmoins quelques extraits : « . . . Le notizie che un corriere straordinario recò ieri sera al M^{se} del Gallo portano, che era interrotto ogni trattato di pace, e che perciò principiate sarebbero di nuovo le ostilità fra l'armata francese e napoletana.. — Il sig. M^{se} di San Marsan.. è veramente ottimo, e la bontà che ha per me non ha limiti. Ho riveduto questa mattina il sig. cav. Azara : egli ha affari troppo importanti per dover essere sempre occupatissimo, e perciò non sempre di buon umore.. »

² Ce dimanche, qui était jour de Pâques, Mgr Spina avait assisté ostensiblement dans l'église des Carmes à un office célébré par l'évêque de Senlis, M. de Roquelaure, et entendu le prône, fait par l'abbé Bernier (*Ann. philos.*, etc., t. III, p. 287 ; année 1801).

rovato nel piego il duplicato della credenziale al mio
relazioni estere, già da me presentata. Il foglio di
, per servirmene però sempre a seconda delle sue
lo credo necessario, come credo necessario il breve di
al Primo Console, col quale annunzia la destinazione
persona alla trattativa delle cose temporali ancora ;
sto naturalmente resterà supplito col ritorno del

sto già al sig. abbate Bernier del credito scandaloso,
a il Cavagnari, di un milione e mezzo. Sarebbe inte-
vederlo in dettaglio, per vedere in che consiste. Mi
altra mia a rendere all' Em V. una risposta più pre-
quest' oggetto.

domenica sera, la notizia della pace conclusa in Fi-
questo governo e S. M. Siciliana, ed ieri in conse-
il sig. M^{re} del Gallo presentato al Primo Console. Non
detto sig. M^{re}, che, a quel che dice, poteva conchiu-
utilmente in Parigi, ne sia contento; ma ne son ben
, che vedo esente lo Stato pontificio da un passaggio di
cuppa, il quale, per quanto siano grandi i riguardi che
generale Murat a Sua Santità, non poteva che essere di
lanno.

ggi che reca a Roma il libero commercio, e che re-
sensibili in avvenire, devono animare i popoli ad adot-
te le provincie, e incoraggiare V. Em. a farlo adot-
letto con piacere il motu proprio: non poteva Sua
egnare più gloriosamente l'anniversario di sua

l. Caselli, penetratissimo delle obbliganti espressioni
V. al di lui riguardo, gli rinnova le proteste del suo
come io rinnovo quelle della profondissima venera-

rch. de Caprara).

432. — Spina à Consalvi.

chiffres)

Parigi, 8 aprile 1801.

bitavo che il risultato finale della mia negoziazione

non dovesse e sorprendere insieme ed amareggiare l'animo di V. Em., siccome avrà amareggiato quello di Sua Santità e dei porporati che se ne devono occupare. Il partito costì preso, e per l'esame del progetto, e per rispedire il tutto ultimato, non poteva essere migliore. L'affare è costì in ottime mani. Mi permetta però V. Em. che umilmente io le faccia rimarcare, anco una volta, che la scelta che costì si pensa di fare del legato *a latere* è ben cattiva. Io sono penetratissimo e confuso della clemenza che ha per me Sua Santità, e della confidenza che V. Em. gli ha ispirata nella mia povera persona : ma oltre che l'affare è sempre troppo superiore alle mie forze, sono di costante opinione che lo staccare espressamente un porporato da Roma colla qualità di legato *a latere* per l'esecuzione del concordato, tosto che fosse accettato, darebbe più risalto alla missione. Ed ora posso ancora aggiungere, che sarebbe accettissima al Primo Console la persona dell' Emo Caprara, il quale, godendo della sua stima, potrebbe per conseguenza rendersi anco meglio padrone della sua confidenza ; cosa che influirebbe moltissimo nel buon successo di tutti gli affari. Esige il mio dovere che tutto ciò sia da me esposto con lealtà a V. Em. Desidero che e Sua Santità e l'Em. V. siano egualmente persuasi della perfetta mia sommissione a qualunque comando mi sarà imposto, pronto sempre essendo a qualunque sacrificio esiger da me possa il buon servizio della Santa Sede e di Sua Santità.

Spero che si adotterà costì la massima, da me già suggerita, di far accordare al Santo Padre tutto ciò che è compatibile colla sua apostolica autorità, senza che vi sia luogo ad ulteriore indulgenza, per potersi dire con egual fermezza e ad onta di qualunque minaccia, che Sua Santità non si estenderà mai a più ampie concessioni. Tutta la nostra fiducia deve riporsi certamente nella misericordia di Dio, e a me duole infinitamente di non poter far concepire delle speranze di qualche cambiamento nell' opinione del Primo Console. Egli certamente è avido di rendere ai Francesi in generale la religione dei loro padri ; ma sente la forza del partito che vi si oppone, ¹ e quest' istesso può renderlo più

¹ « Ce qu'il y a de certain, c'est que presque tout ce qui environne le P. Consul est malintentionné pour nous.. » (Emery à Beausset [8 mars 1801]).

re di Sardegna ; ma con tutto ciò, non si vede finora alcun successo.

Non parliamo di Lucchesini ; egli è irreperibile. Ma se i ministri di talento, di esperienza, di coraggio, si perdono in questo torbido pelago politico, che vuo' sperare V. Em. da un miserabile ministro, che nell' arte diplomatica *adhuc sub hascia est?*

Se è permesso però, nell' oscurità delle cose, di far delle congetture, io credo che lo sviluppo di molte cose dipenderà dalla pace che si tratta da questo governo coll' Inghilterra. Se questa è sollecita, e se questo governo procura di riavvicinarsi di più all' Austria in maniera di divenire quasi alleato, come pare che si debba congetturare per i lunghi e frequenti congressi che si tengono dal C^o di Cobenzl con Giuseppe Bonaparte, l'influenza della Russia con questo governo sarà molto diminuita. Se la pace coll'Inghilterra si ritarda, non stento a credere, che in seguito particolarmente del cambiamento di tutto il ministero russo, e del passaggio del Sund che si crede già effettuato dalla flotta inglese,¹ formar si possa una nuova coalizione di Austria, Inghilterra, e di tutte le corti del Nord. In tal caso comprende V. Em. quali potrebbero essere le conseguenze.

Qualunque però sia l'evento di queste mie congetture, è ben utile per noi che un ministro di Sua Santità sia accettato da Paolo I. La scelta è eccellente, ed è da sperarsene un ottimo successo ; ed io mi rallegro con V. Em. che abbia potuto ottenere questo principio di riconciliazione. Senza manifestare gli oggetti della missione e lo stato degli affari, ho manifestata la missione in genere, e al sig. C^o di Kolytchev, ed al cav. Azara. L'hanno sentita ambedue con piacere ; ed il secondo di buona fede mi ha mostrato di desiderare, che si possa prendere qualche mezzo termine per ciò che riguarda l'Ordine di Malta, perchè possa adottarlo egualmente la sua corte, e riconciliarsi in tal modo con Paolo I, siccome desidera. Non farà che bene V. Em. di scrivere una lettera al sig. cav. Azara, siccome già si era proposto.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Depuis plusieurs jours, les gazettes parlaient des manœuvres menaçantes d'une flotte anglaise en vue de Copenhague (voir par exemple, *La Clef du Cabinet*, des 16 et 18 germinal) ; mais la nouvelle certaine du passage du Sund par les Anglais n'était pas encore arrivée à Paris.

contenu des premières dépêches reçues de Rome, sous l du 14 mars. Elles présagent le succès et promettent ce J'attends d'un instant à l'autre l'heureuse nouvelle de la ration Tout s'y prépare dans nos contrées. Vous m'avez au le retour de plusieurs prêtres d'Espagne : voyez dans le n ment ci-joint comme ils s'expriment. Ce sont les grands-v de la Vendée qui parlent ainsi. ¹ Leurs expressions sont siu mais vraies et dictées par le cœur. Ils me prient de vo transmettre. Daignez en agréer l'hommage. J'y joins celu cœur qui vous est tout dévoué.

(Aff. étr., Rome, vol. 930).

435. — Spina à Consalvi.

(n^o 38)

Parigi, 12 aprile

Non posso che brevemente riscontrare il veneratissimo spaccio dell' Em. V. del 21 marzo ², ricevuto ieri al dopo p Fra due giorni pare che partirà decisamente un corriere d M^{re} del Gallo, e potrò allora meglio dar discarico a tutti i getti che in quello si contengono. Mi restringo adunque p ad assicurare l'Em. V., che non potrà che essere utile la tudine, colla quale si è costì procurato il disbrigo del conc per gli affari ecclesiastici. Attendo oramai il corriere I momenti. Piaccia al 'Cielo di benedire le fatiche, che c Santità e dai porporati chiamati a consulta, non meno che Em. si sono fatte costì, e che un oggetto di tanta imp abbia quell' esito felice che tutti i buoni attendono con zienza!

Domani sarà informato il Primo Console, che ora s tualmente alla sua campagna, dell' esorbitante istanza fa sig. Cavagnari. Ho fatto ben riflettere che se si desse l simili istanze, sarebbe ben facile a chiunque di metters cordo con chi governava la Repubblica romana, ed aff

¹ Les abbés Paillou et Mady, grands vicaires de Luçon, venaient d un mandement daté de La Flocellière, le 18 ventôse an IX (9 mars 180 faire chanter le *Te Deum* en actions de grâces de la paix (imp. à Fon Comte, chez Habert, in-4^o de 4 p.).

² Pièces n^{os} 340 et 341.

penso che ci possiamo attendere a qualche avvenimento ulteriore.

È costante il P. Caselli ad umiliare all' Em. V. il suo rispetto, come lo sono nel ripetere le proteste della profondissima mia venerazione.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

436. — Spina à Consalvi.

(n° 59 en chiffres)

Parigi, 12 aprile 1801.

Non posso che esser brevissimo nella mia cifra, giacchè nulla si sa d'interessante. Il sig. C^{te} di Kolytchev attende sempre la risposta alle sue memorie, date e per sistemare gli affari politici colla sua corte, e per la reintegrazione del re di Sardegna nei suoi stati, e di Sua Santità nelle Legazioni. Ogni trattativa pare ora sospesa, e pare che si attenda il risultato delle negoziazioni coll' Inghilterra. Il passaggio del Sund renderà forse le pretese dell' Inghilterra più alte, e meno aspre la disposizioni delle corti del Nord. Non sarei niente sorpreso se sentissi una nuova pace fra la Russia e l'Inghilterra, e così delle corti alla prima alleate, e intorbidata per conseguenza sempre più quella dell' Inghilterra colla Francia.

Ho creduto non mal fatto di render pubblica la missione di un ministro di Sua Santità a Pietroburgo, non manifestando però ad alcuno, nè gli oggetti della missione, nè le concessioni già fatte a Paolo I. Mi pare che non sia che utile, che si conosca la buona armonia che passa fra Sua Santità e l'imperatore delle Russie. Possiamo avere tutta la confidenza nel sig. C^{te} di Kolytchev. Ma ripeto, ho gran timore di una vicina rottura, ed allora l'influenza del sig. conte diventerà nulla.

È rimarchevole il soggiorno che fa alla campagna di Giuseppe Bonaparte il sig. C^{te} di Cobenzl. Si crede comunemente che si tratti delle indennità dell'Impero, e forse si lavora un nuovo trattato fra l'Austria e la Francia di unirsi, anzi collegarsi coll'Im-

étaient annoncées dans les journaux du matin. — Le gouvernement prussien, après avoir longtemps hésité à se joindre à la Ligue, venait de faire notifier à Talleyrand l'entrée de ses troupes en Hanovre qui était, comme on sait, une possession personnelle du roi d'Angleterre.

del suo padrone. Gli ho consegnata la lettera di V. Em., ed essendo in italiano, che non troppo intende, gliel' ho tradotta. Se n' è mostrato molto contento, ed offerendomi di nuovo tutta la sua assistenza, mi ha soggiunto che credeva che la morte del suo sovrano non altererebbe punto le buone disposizioni della sua corte verso Sua Santità. Si è parlato dell' affare d'Ancona¹ : in caso di bisogno vi prenderà tutto l'impegno a nostro favore.

Il principe Alessandro già ha assunto l'impero, ed ha prestato il giuramento. Si conserva finora tutto il ministero² : pare che regni in questo lo spirito inglese. Veda V. Em. quali cambiamenti può ciò portare nel corso degli affari politici, e se la pace dell' Inghilterra con questo governo viene intorbidata da questo avvenimento. Io credo che sempre più si procurerà di quà di fare un' alleanza coll' Imperatore, per render così più debole la coalizione che il governo può temere delle corti del Nord con quella di Londra, ed in tal caso vi è anco da credere che la Prussia resti isolata, o rinunzi a tutte quelle pretese d'ingrandimento, che all' Austria assolutamente non possono convenire.

Non sò ancora quale impressione ha fatta in questo governo questo nuovo accidente. La brevità del tempo, che mi dà il M^{te} del Gallo, non mi permette estendermi di più. Procurerò di approfittarmi di qualche altra occasione che si possa presentare, o frattanto con sentimenti di profondissima venerazione, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

438. — Spina à Consalvi.

(n^o 61)

Parigi, 17 aprile 1801.

Dal veneratissimo dispaccio dell' Em. V. R. dei 28 marzo³, esattamente ricevuto dall' amica, comprendo con infinito piacere che la pace conclusa con la corte di Napoli, e la sempre leale e

¹ L'affaire de l'abbaye de Chiaravalle.

² Peu de temps avant la mort de Paul I, le ministère des affaires étrangères, retiré au comte Rastapchine, qui passait pour favorable à l'alliance française, avait été attribué au général Pahlen. En même temps le prince Kourakine était devenu vice-chancelier de l'empire russe.

³ Pièces n^{os} 343 et 346.

Nell' ultima visita che io feci al sig. M^{re} del
egli incaricato di pregare V. Em. a metterlo al
Padre, e aggiungendo che sperava di ciò fare l
senza, gli parlai dell' affare di Benevento e del
tensione, colla quale pretende il suo sovrano
diritti di sovranità sopra quella parte dello Stat
non potè non convenire nella ragionevolezza
esponevo, e mi promise che al suo ritorno avreb
contribuito perchè i diritti del Santo Padre
intatti.

Da un corriere che egli spedì martedì scorso, s
all' Em. V. i miei numeri 58, 59 e 60. Resta a
comandi ulteriori dell'Em. V. nel contemporan
numeri : non mi resta perciò che di umiliare a
plimenti del R. Caselli, e di rassegnarmi etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

439. — Spina à Consalvi.

(n° 62 en chiffres)

Parigi

Comprendo quanto sia critico ed interessat
Padre l'affare dei beni nazionali. Ne ho già lun
col sig. abbate Bernier, il quale non ha veduto
Console, ma lo vedrà assolutamente domenica
simo. Gli ho partecipate le pretensioni che si a
Perillier e compagno, sia per i beni di Chiarava
di Terracina e Conca, e la più esorbitante ch
sig. Cavagnari...

È stato applauditissimo da chi lo ha conosciuto
del libero commercio, pubblicato da Sua S
egualmente, spero, quello che riguarderà il re
nuove imposizioni; ma a me pare troppo sollecit
pagare anco in parte il fruttato dei Luoghi di
certamente risaltare la buona fede di Sua Santit
che diminuisse l'opinione che si ha della nost
compassione che questa ha eccitata.

Non si cessa di farmi chiedere dal Primo Cons

cav. Azara di concertare i preparativi per il ricevimento del principe di Parma, e che egli ha rifiutato di aderirvi, dicendo di non avere alcuna istruzione dalla sua corte. Il cav. Azara pare che prender voglia un tuono di disgustato : non sò quanto gli possa esser utile.

Pare che considerar si debbano per terminate tutte le questioni per il gran magistero di Malta, e che l'imperatore Alessandro non si curerà di esser rivestito di questa dignità. Così ne pensa il sig. C^{te} di Kolytchev.

Ha fatto il Primo Console invitare i Trappisti, che sono a Londra, a tornare in Francia per stabilirli sopra il Moncenisio ¹, e si dice ancora che stabilirli voglia nella certosa di Grenoble, nella quale avevo io già pregato il medesimo di permettere il ritorno ai Certosini. Non mancherò di far per questi, che ne sono i veri padroni, delle nuove istanze. Si guardi il cav. Azara, che il Primo Console non creda utile per sè il ristabilimento de' Gesuiti! Non potrebbe allora la sua corte che chinare il capo alla volontà di questa potenza.

Si parla di cambiamento di ministero in Parigi, e si pretende che Giuseppe Bonaparte occupar possa quello di Talleyrand ; ma confesso non sò indurmi ancora a crederlo, giacchè mi pare che sarebbe questa una misura per il Primo Console non abbastanza prudente ².

(Cultes, Arch. de Caprara).

440. — Marescalchi à Paoaldi.

Parigi, 30 germinale anno IX (20 avril 1801).

... Per l'occupazione di Montefeltro, mi sento fischiare all'orecchio che ci si darà una mazzata fra le spalle anche qui. Abbiamo la disgrazia che non ci è ceduto per alcun trattato, e

¹ F. A. Gabet, ancien abbé du monastère de Tamie, dans l'ediac. de Maurienne, devint le premier supérieur de l'hospice du Mont-Cenis.

² Dans une lettre particulière du 18 avril, Spina s'efforçait de consoler Consalvi, surtout sur les ennuis que lui donnait le card. Braschi par son opposition à la liberté du commerce. Il ajoutait : « Voi faticate come una bestia. Assolutamente procurate e prendete aiuto. Vorrei esservi vicino, solo per questo ; non posso assolutamente soffrire che voliate perder la vita nella fatica. Dovete fare *usque ad sanguinis effusionem*, e lo avete solennemente promesso, ma non *usque ad interiectionem* » (Arch. du Vatican).

désire aussi vivement que nous, le succès de nos efforts. J'ai aussi besoin de vous voir et de conférer avec vous. Je le ferai au premier moment où je vous verrai libre.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

442. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 2 floréal an IX (22 avril 1801).

Je m'empresse de vous faire part des nouvelles qu'a reçues de Rome Mgor Spina, sous la date du 9 avril.

La première congrégation devait finir son travail le samedi de la Passion ; elle ne l'a terminé que le 7 germinal, veille des Rameaux¹, parce que l'exactitude de la version latine a nécessité un long examen. Ce jour-là même, le Pape a quitté le palais Quirinal pour se rendre au Vatican, afin de faire les cérémonies de la semaine sainte plus commodément. Ces cérémonies ont interrompu le travail. Les cardinaux Antonelli et Gerdil ont fait, pendant ce temps, l'analyse des travaux de la première congrégation et l'ont adressée, par ordre de Sa Sainteté, en forme de note, à douze cardinaux, convoqués par elle pour former le consistoire secret présidé par Sa Sainteté, et qui devait adopter le projet.

Ce consistoire a eu lieu le 8 avril (18 germinal) au palais Quirinal, où le Pape était déjà de retour, et le cardinal secrétaire (Consalvi) mande à l'archevêque de Corinthe « qu'il n'a opposé aucune difficulté. » Voilà donc la cause jugée, un peu lentement peut-être, mais assez solennellement pour lier Rome et prouver à l'Europe la libre adhésion du Pontife.

Il ne restait plus à rédiger que les brefs et dépêches pour les Consuls, pour vous, et Mgor Spina ; et le cardinal Consalvi annonce que « le courrier, porteur de la bulle, arrivera à Paris du 26 au 30 avril. » Voilà donc une époque fixe et non éloignée, qui satisfait ma juste impatience et me présage un succès heureux. Que je serai content, quand je pourrai vous dire : « il est venu ! »

Vous serez sans doute désireux de savoir quels sont les car-

¹ Le samedi de la Passion tombait le 21 mars, et la veille des Rameaux, le 28 du même mois.

dispaccio dell' Em. V. degli 8 e 9 corrente¹, e ieri soltanto mi fu fatta consegnare la lettera di suo pugno, unita al foglio in numeri in data dei 9², e da V. Em. consegnata al sig. Cacault.

Giacchè non era stata presentata ancora dal sig. abbate Bernier al Primo Console una mia memoria, colla quale, poco informato dell' accaduto nella capitolazione di Roma, chiedevo che tutti gli oggetti di arte compresi nell' articolo 8 della pace di Napoli, fossero resi a Sua Santità, mi feci un dovere di ritirarla, e feci in vece prevenir subito il ministro delle relazioni estere acciò si degnasse accordarmi una conferenza; e frattanto prevenni il sig. C^{te} di Cobenzl acciò coadiuvasse per parte sua il buon esito dell' affare. Niuna istruzione ha egli ancora avuta dalla sua corte, relativamente alla famiglia Albani. Gli comunicai per sua regola, copia della nota presentata costì dal sig. M^{so} Ghislieri. Mi assicurò di prendere il più vivo interesse, perchè fosse reso alla famiglia Albani tutto ciò che gli appartiene, non solo in marmi, ma ancora in beni stabili.

Potei io ier l'altro abboccarmi col ministro Talleyrand, al quale consegnai il piego di V. Em., che mi parve essere molto gradito. Mi disse che il sig. cav. Azara, col quale ne avevo tenuto proposito, lo aveva già informato esser di poca entità i marmi che sono in questione; che tutto avrebbe riferito al Primo Console, e che tutte queste questioni, dopo l'ultimazione della trattativa degli affari ecclesiastici, sarebbero state appianate. Non manca in tale circostanza di fargli il quadro il più esatto della desolazione, nella quale si trova lo stato di Sua Santità per il passaggio delle truppe, e di pregarlo ad interessarsi appresso al Primo Console acciò fosse dalle medesime evacuato. Mi disse che, appunto in quella mattina ancora, aveva ricevute lettere dal generale Murat su tale oggetto³, che tutto avrebbe rappresentato al Primo Console, ed esternando tutto il gradimento per la maniera obbligante colla quale venivano accolti i Francesi in Roma, non cessò di mostrare il più vivo desiderio acciò la trattativa

¹ Pièces nos 358 et s.

² Pièce n° 360. (Cf. pièce n° 362, if).

³ Voir pièce n° 367. Les dépêches de Murat du 15 avril avaient été remises, à Florence, au courrier envoyé de Rome par Alquier, le 9 avril (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5546).

Pare che trovasse ben solide le ragioni addotte nelle memorie rispettive; ma aggiunse che e dei beni nazionali, e delle statue, e di tutt'altro che appartiene allo Stato di Sua Santità se ne sarebbe avuta ragione allorchè, ultimato il concordato per le cose ecclesiastiche, si procederebbe alla conclusione di un trattato anco per le cose temporali e politiche fra Sua Santità ed il governo francese.

Questa risposta, che mette Sua Santità in stato di non prendere per ora alcuna determinazione coi compratori francesi dei beni nazionali, quando non acconsentino essi ad un partito veramente moderato, che abbraccierei sempre per non dar luogo ad ulteriori questioni, e di sospendere il pagamento all'istesso Visconti quando non sia già stato espressamente promesso, fa concepire la disgustosa conseguenza, che, ultimato se si potrà il concordato per il ristabilimento della religione in Francia, saremo esposti a trattare del temporale della Santa Sede: nel qual trattato già concepisce V. Em. quanto siano deboli le speranze per noi, non dico d'ingrandimento, ma di riavere le cose perdute. Ad onta delle promesse, che mi si son fatte a diverse riprese insinuare della restituzione delle Legazioni, e che ho riferite a V. Em., non mi son mai fatta l'illusione di crederle veramente sincere. Il modo col quale si è pronunziato il sig. Cacault con Mgor Cappelpi, conferma i miei timori, giacchè, sebbene non lo creda pienamente al giorno de' segreti del governo, devo però credere che i medesimi sentimenti abbia sentiti dalla bocca del Primo Console, il quale pare assolutamente fermo nel suo piano, formato già da principio, di conservare in Italia le Repubbliche cisalpina e ligure¹, e di volere accrescere il loro territorio, in vece di diminuirlo, per ivi mantener sempre un corpo rispettabile di truppa, in modo che dovranno sempre considerarsi piuttosto provincie della Francia, che repubbliche indipendenti. Tutto ciò che accade ogni giorno relativamente alle cose d'Italia, mi conferma ne' miei timori.

Ad onta del vivo impegno che mostrava la corte di Russia a

¹ Une division militaire venait d'être organisée dans la Ligurie, par arrêté du 18 avril (Corr., n° 5538). On a vu (p. 259, note) qu'une mesure semblable avait été prise pour le Piémont quelques jours auparavant.

tativa continuar si possa in Parigi, ma non ne sò sperar alcun buon successo.

Dopo questo racconto, vede l'Em. V. con quanta franchezza io debba dirgermi al sig. C^{te} di Kolytchev, porgli i giusti reclami di Sua Santità per le Legazioni e gli altri compensi che è in diritto di esigere. Già l'imperatore Alessandro, o almeno il suo ministero pensò per l'Inghilterra che per il governo francese Kolitchev ha preso da principio un tuono, che non piace al Primo Console. Il reclamar dunque apertamente della Russia non farebbe che inasprire il Principe, il quale, forse sperando di concludere una pace coll'Inghilterra, e una alleanza più stretta coll'Austria, crede di poter verso della Russia i suoi riguardi. Io sbaglio probabilmente, ma frattanto spero che non meriterò disapprovazione dall'Em., se procurerò di condurmi in questi affari con la massima delicatezza, senza mancar mai del dovuto riguardo. Il C^{te} di Kolytchev, al quale consegnai ieri la lettera, mi rispose che Egli si mostrò ben sensibile alle cose obbligate, e soggiunse che sentirebbe con piacere l'ostentazione della morte di Paolo, continuasse Sua Santità l'intenzione di mandare un suo ministro a Pietroburgo.

Ben lontano da volersi rendere la Toscana al sovrano, o dal volergli dare qualche altra indennità, si vuole che il nuovo principe occupi sollecitamente la provincia. Si è convenuto che si trattenga in segreto incognito, ma ciò non ostante, non mi farei per nulla, essendo qui si parlasse di coronazione: avvertii già il re di Spagna di questo progetto in una mia lettera del 26 febbrajo, e allora, ed imploro di nuovo istantemente le sue istruzioni, e di regolarmi in ogni evento a seconda delle medesime.

Ho veduto il trattato stipulato in Madrid, nel quale si cede al re di Spagna il ducato di Parma e Piacenza in compenso della Toscana, e che di questa ultima si debba il possesso al figlio. Si obbliga il re di Sp

¹ Pièce n° 268.

446. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 25 aprile 1801.

Non ho ancora ricevuto il piego dei 4, che riceverò naturalmente domani, e spero trovare in questo qualche vostra confidenziale. Rimessi subito la lettera a Gallo; ma non lo trovai, e non mi riesce di trovarlo. Egli non ha solo delle occupazioni diplomatiche; ha il pensiero di procurare le mode alla Regina, che lo occupa molto. Domani probabilmente lo vedrò, e dirò tutto ciò che saprò dire per impegnarlo a favore de' pupilli Cimarosa.

Vorrei pure sentirvi meno angustiato; ma vedo che è ben difficile. Non sò ancora vedere le cose in generale di un aspetto così bello da esser tranquilli. Qui si vive come Iddio vuole, e ognuno ha ben da pensare a sè. Vedete qual fine ha avuto la missione di Gallo, e quale quella del M^o di San Marsano. Domine Iddio vuol comandar Lui, e regolare il tutto colla sua altissima Provvidenza: a noi dunque non resta che la rassegnazione alla sua volontà.

Azara ha sempre dell'acido. *Ménagez* il vostro antico collega, che sò aver molta influenza nel suo spirito. Prudenza però per tutto quel che vi dico. Amatemi, e credetemi sempre di tutto cuore, etc.

(Arch. du Vatican).

447. — Bernier à Spina.

Paris, 27 avril 1801.

J'ai fait part au Premier consul, le 24 avril¹, du contenu de votre note officielle du 20 du même mois, et de celle y jointe de S. Em. le cardinal Consalvi au cit. Gérard.

Il m'a chargé de répondre à V. E. « que persuadé de l'esprit de justice et de loyauté qui animait Sa Sainteté, il la laissait

¹ Bernier avait écrit à Spina, le 26: « Je vous adresse la note que je vous avais promise. J'espérais vous la remettre hier: je vous ai vainement attendu et, retenu par d'autres, je n'ai pu aller vous voir. Je désire avoir rempli vos vœux. Je vous rends tout réellement les vœux du Consul » (Arch. du Vatican). — La note annoncée par ce billet n'a été remise à Spina que le lendemain.

ment libre sur l'objet de vos
votifs au gouvernement de sa
à ce que je vous ai déclaré
e, ou 25 février dernier ¹.
et celle que lui inspire Sa
es mesures qui seront pri
ts du Saint-Siège le repc

ajouté « qu'il attendait a
ions qui ont pour objet le
on du projet d'union ; qu'il
ait Sa Sainteté pour éteind
otégerait le Saint-Siège, con
ar les Français, et ne souffr
fussent appauvris et dés

»
ait au ministre des relations
: il m'a chargé de vous rép
ient personnelle à ceux qui
ne pouvait ni ne voulait s'y
prendre sur cet objet les a
ées, que sa sagesse et ses ég
ent. »

us prie, Mgr., de transmett
. le cardinal Consalvi, et c
respect.

(du Vatican).

448. — Spina d

sevuto ieri il veneratissimo
, ed avvertito che si fa part
i estere un corriere per Ro
uplicato dei numeri 63 e 64

n° 267.

n° 352 et s.

quale unisco la copia della memoria da me data al sig. abbate Bernier relativa ai beni nazionali, che egli ha comunicata tanto al Primo Console, quanto al ministro delle relazioni estere, insieme alla risposta ufficiale, che nel momento che scrivo non ho ancora ricevuta, ma che riceverò a momenti, e che già sò non deve altro contenere se non che una relazione perfettissima all'altra risposta, già data dal sig. abbate Bernier li 23 febbraio. Non ha mancato il tribuno Duveyrier, insieme ad Haller, di fare delle forti rappresentanze al Primo Console ed al ministro, il quale sò che ha risposto, che interessando alla politica la buona armonia del governo colla Santa Sede, dovevano a questo cedere tutti gl'interessi privati. La risposta del sig. abbate Bernier, che rimetterò nel suo originale a V. Em., potrà servire di replica a qualunque istanza far si potesse costì di diversa natura dal sig. Cacault. È da sperare, che, in conseguenza della medesima e di quanto il ministro ha replicato all'istesso Duveyrier, si prenda costì dal Perillier e dal Gérard un tuono più moderato; ed in tal caso, son sempre di sentimento che accelerare si debba un contratto definitivo coi medesimi, per sottrarsi così da qualunque più forte istanza si potesse in seguito in ogni evento avanzare, e da qualunque legge impor si volesse da questo governo, nel caso di una trattativa temporale.

Il corriere che oggi si spedisce, deve esser diretto al sig. Alquier; e non credo di sbagliare se penso che gli si dà qualche segreta commissione di trattare col re di Sardegna, o di un armistizio, o di una pace: e sa il Cielo quali condizioni gli si vorranno imporre! Il ministro Kolytchev deve aver ieri presentata una memoria ben forte ¹ a nome del suo sovrano, fino a minacciare, credo, un' aperta rottura se si devia dalla sua mediazione. Non sò quale effetto produrrà; ma forse s'indugierà a rispondere, per vedere se intanto qualche cosa si conclude col sig. Alquier; ed intanto si permetterà forse al M^{te} di San Marsan di continuare il suo soggiorno in Parigi.

Si dice vicino l'arrivo di un negoziatore inglese in Parigi per trattar la pace. Non dubito che l'Inghilterra egualmente pren-

¹ Cette note, plus hautaine que prudente, fut en effet remise le 26 par M. de Kolytchev (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 118).

Amatemi; compatiamoci a vicende; credetemi di tutto cuore
tuissimus.

Per carità venga Livio !

(Arch. du Vatican).

450. — Spina à Consalvi.

(n° 67 en chiffres)¹

Parigi, 28 aprile 1801.

Può credere V. Em. che non sono stato insensibile al sentire che il ministro Cacault vuol mischiarsi nel concordato. Prevedevo ben tutte le conseguenze che V. Em. mi accenna ; e ciò di cui più mi duole, è il timore che le conferenze, che necessariamente dovranno aversi con Cacault, ritarderanno non poco la partenza del corriere, cosa perniciosissima all' affare.

Non dovevo tacere all' abbate Bernier questo incidente, anco per giustificare Sua Santità e V. Em., se il ritorno del corriere sarà posteriore ai 27 o 30 di aprile, come lo avevo annunziato, e come V. Em. me ne aveva assicurato. L'abbate Bernier, che era stato assicurato dal Primo Console e dal ministro, che Alquier e Cacault non avevano altre istruzioni, che di sollecitare il disbrigo del concordato senza entrare in alcun dettaglio, avrebbe voluto che nulla si comunicasse a Cacault, e che si fosse in vece rispedito subito il corriere ; ma ciò gli ho fatto comprendere che non conveniva con un ministro, che in prova della sua commissione mostra i documenti e le pezze principali della trattativa. Non

¹ La dépêche n° 66, du 28 avril, est peu intéressante. Spina y accuse réception des lettres de Consalvi du 15 avril, arrivées la veille par un courrier russe. Il dit que Cobenzl appuie auprès de Joseph Bonaparte la réclamation de la famille Albani, etc. En P. S., il annonce avoir reçu une lettre de Mgor Caleppi, et termine ainsi : « Accludo una lettera del vescovo di Troyes per Sua Santità : lo consulta se deve tornare in Francia. Disse veramente chi mi la presentò, che non meritava l'affare un oracolo del Santo Padre. »

La lettre de Mgor Caleppi, reçue par Spina, était ainsi conçue : « Firenze, 14 aprile. — Io sono ancora a Firenze, e vi rimarrò fino all' intero passaggio delle truppe francesi, che dal nostro Stato vanno nel regno di Napoli. Il sig. generale Murat ha dati certamente gli ordini più positivi ; ma ciò non ostante fa che noi abbiamo sofferto moltissimo, e già la fame si fa sentire quasi da per tutto. Speriamo che l'anima grande del P. Console ci compenserà di tutti i mali. Io intanto continuo a ricevere dal suddetto generale le migliori accoglienze, ed un accolto il più paziente alle nostre rappresentanze. Egli si è conciliata e merita veramente la stima di tutti quelli che lo avvicinano » (Arch. du Vatican).

e Cavauld sarà difficile a discendere a qualche camera, avendolo io ancora trovato in molte cose assai ragionevole. Farà forse delle inutili questioni di parole, non inaffatto tali materie.

Ma vada, il necessario si è di sbrigare l'affare, e di dare l'ultimato del concordato. Se all'arrivo di questo corriere non fosse ancor partito (il che non voglio temere), e

la bolla non fosse ultimata, supplico V. Em. di non rimandare di più la spedizione di ciò che sarà ultimato, e la farà spedirsi in appresso, quando il concordato sarà ratificato dal Primo Console. E nel timore che non lo sia, e che la trattativa vada a niente, ripeto che sarà opportuno che si esaminino in seguito di tutto ciò che è stato detto e stampato, vi sia pronunciato un *quodvisque consulat conscientiae suae* sulla quella promessa, nel significato che gli si dà da chi la presta, per così l'occasione di tante dispute che cagionano infiniti guai, e per sottrarre i poveri ecclesiastici che la ricusano, alla pena che soffrono tuttavia in molti dipartimenti. I nemici della pace sono sempre molti, e molti di questi attorniano il Primo Console. Sollecitudine adunque vi vuole, prima che esso perda del tutto l'idea di ristabilirla.

La sistemazione di governo che si fa in Piemonte, fa temere che si pensi di riunirlo alla Francia, e [al re] non forse in compenso o tutte o alcuna delle Legazioni; il Re di Sardegna tiene fortemente alla promessa fatta dal Primo Console di rendere il Piemonte al suo sovrano, e non contento dell'armistizio di Napoli, si può credere cosa che non si accetti la pace. La memoria presentata da Kolytchev è fortissima. Vedremo qual sarà la risposta. Ormai tutto pare che conduca a conoscere, che il Primo Console vuol assolutamente domine tutta l'Italia. Questa condotta non può che irritare tutte le anime, ed in tal caso una nuova guerra è irreparabile. Lo stato delle cose è troppo violento, e niuno ne è contento¹.

È noto sempre e temo, che si vorrà dalle truppe francesi che entrano in Civita Vecchia. Vede V. Em. come si è trattato Na-

¹ trouve les mêmes impressions dans les dépêches de même date de MM. de Persigny, de Lucchesini et Cobenzl.

poli, e come si è per trattare la Toscana, anco quantopata dal nuovo padrone. Cosa faremo noi, poveri e sola pace coll' Inghilterra potrà liberarci da questa ma nelle circostanze attuali, dopo l'armistizio colla Russia, vedo questa pace ben lontana.

Ripeto a V. Em. di darmi qualche istruzione, se nisse voglia di coronare il re dell' Etruria. Si crede farà ; ma tutto vi è da temere.

P. S. — ai 29 detto. — Il corriere di Kolytchev, di San Marsano, ha dovuta differire la partenza. Ho ciò il piego, per soggiungere che il sig. abbate Bern con un corriere straordinario aver scritto a V. Em., rarla che il sig. Cacault non ha alcuna istruzione pe nella trattativa, e per pregarla a voler sollecitamente l'ultimatum di Sua Santità. Supplico anche io V. Em. e posso, a non voler differire di più. Nel mentre che i dà parte delle buone disposizioni che si hanno costì e il Primo Console, aggiunge che si mette nell' affare tezza ; che gli si promette la partenza del corriere aprile ; ma che non lo sorprenderebbe che fosse diffi maggio. Ella principii adunque a conoscere il caratt nistro. Convien bene avergli dei riguardi, e corrispon cezza alle sue affabili maniere, ma non fidarsene ma riere, se non è partito all' arrivo di questa mia, part supplico di nuovo.

Accludo una copia del trattato ultimo, fatto in Spag mente al duca di Parma. Me l'ha in grandissima co municato l'incaricato del duca. Son certo che ne res sorpresa. Ad onta del trattato vi è qualche speranza, di Parma e Piacenza sia rilasciato al duca padre, al m rante : le cose in seguito potranno cambiare.

Pare che in seguito della fortissima memoria data di le disposizioni per il re di Sardegna principino a miti. Si potrà meglio congetturare cosa se ne pens sposta che si darà a detta memoria.

¹ La lettre de Bernier (cf. p. 263, note 2) n'a pas été retrouvée.

452. — Spina à Consalvi

(n° 68)

Parigi, 3 maggio 1801

Non solo per la posta ordinaria, e per il solito mezzo veramente esattissimo ho ricevuto mercoledì scorso il veneratissimo discorso dell' Em. V. dell' 11 aprile, ma, ieri ho avuto quello del 18, ¹giunto da Genova con corriere straordinario... La risposta ho avuto finora dal ministro delle relazioni estere rinviamamente ai marmi costì sequestrati...

Ho comunicato al sig. cav. Azara l'articolo che lo riguardava relativo al sig. Labrador. Egli ne ha riso di fatto, e nell'incarico di umiliare il suo rispetto al Santo Padre, e di salutare V. Em. mi dice di aver risposto, mi ha soggiunto di assicurarmi che verso sarà il sistema del sig. Vargas, al quale egli stesso, per ordine del suo monarca, essendo in Madrid ha date delle istruzioni piene di moderazione, e gli ha espressamente ingiunto di condursi con tutti i mezzi di conciliazione; onde spera che tutto si procederà colla migliore armonia...

Lacera veramente il cuore il quadro desolante che si fa da tutte le parti, delle miserie di codesto Stato. Il segretario di Stato sig. generale Murat, ²che è giunto in Parigi, me le ha depiccate coi più vivi colori, e dall'annesso foglio di giornale conosce V. Em. che sono quà bastantemente note ³. Il sig. generale Murat, secondando gl'impulsi della sua umanità a favore nostro, secondando pienamente gli ordini e le intenzioni del Primo Console, Acciò sia sempre più confortato ad avere per Sua Santità tutti i riguardi possibili, non ho creduto inutile ripetere una piccola memoria su tale oggetto all'ottimo sig. abbate Bernier, e animarmi sempre più le buone e rette intenzioni del Primo Console, ed insieme impegni l'umanità del ministro della Guerra, a cui quale principalmente staccarsi devono gli ordini relativi al mantenimento delle truppe. Umilierò in seguito all' Em. V. con la mia memoria, e della risposta che mi sarà resa.

¹ Pièces nos 366 et 373 et s.

² M. Agar, plus tard comte de Mosbourg.

³ Voir, par exemple, *la Clef du Cabinet*, des 8 et 11 floréal (28 av. 1^{er} mai).

i altri comandi dell' Em. V. nel contemporaneo
meri.

Caprara).

453. — Spina à Consalvi.

s)

Parigi, 3 maggio 1801.

ndo molto a parlare dei beni nazionali. L' ultima
dal sig. abbate Bernier su tale oggetto, a nome
sole e del ministro delle relazioni estere, non mi
edere un' udienza sull'oggetto medesimo. Spero
onsole vorrà esser costante ne' suoi sentimenti,
ppoggiati dal generale Murat e dal ministro Ca-
ranno a miglior consiglio gli acquirenti francesi,
rrenderanno alle generose offerte che gli si fanno

tanze non ho creduto, nè utile, nè prudente ecci-
del sig. C^{te} di Kolytchev per ciò che riguarda
iaravalle. Forse il suo interesse non renderebbe
e peggiore la nostra condizione. Se il principe
le attualmente interessarsene, senza mostrare di
o da noi, potremo sempre servirci utilmente delle
anze. Ma il servirci noi di un rimedio, che da
o sarebbe nel momento reputato per violento,
n si debba fare che nell' eccesso del male.

V. Em. mette tutta la sua energia a dettagliarmi
i mezzi, coi quali io debba impegnare questo
lere a Sua Santità le Legazioni, ed un compenso
i Avignone e di Carpentras. Questo è il tasto
di lasciato intatto col sig. abbate Bernier, col mi-
rimo Console stesso. Ho avuto sempre dal primo
più precise speranze, e delle speranze generali
ne già ho accennato all' Em. V. Sebbene però
il ministro Cacault pienamente istruito delle
Primo Console sopra di quest' oggetto, devo
ripetere, che non sò lusingarmi ancora che
ia Santità e dell' Em. V. restino pienamente sod-

disfatti. Dovrei ubbidire ciecamente al comando di V. Em., col presentare una memoria, chiedendo a nome di Sua Santità la restituzione delle Legazioni; ma spero che V. Em. vorrà ben perdonarmi, se la faccio riflettere, che non solo non otterrei alcuna risposta, come ella ben prevede, ma che in un principio di mal umore, eccitato dalla tardanza del ritorno del corriere, la mia memoria farebbe concepire il sospetto, che Sua Santità esiger volesse qualche caparra di detta restituzione dalla parte del governo, prima di ultimare la trattativa degli affari di religione, quasi che sul prezzo delle cose temporali misurar volesse le sue apostoliche concessioni. Son sicuro che il Primo Console, per natura sospettoso, assorderebbe l'aria delle sue declamazioni, e noi perderemo in mente di esso e dei nostri nemici, tutto il merito della generosità e delicatezza, dimostrata fin da principio da Sua Santità, di non voler far dipendere in alcuno modo dalle cose temporali, quelle che riguardano la religione. Pare adunque che sia più a proposito di limitarsi ora a coltivare verbalmente l'affare, per poi, ultimato che sia il concordato, [agire] in iscritto e con energia, prendendo motivo e della giustizia della restituzione, e delle ragioni politiche che la persuadono, e delle speranze in fine che ci sono state date della medesima.

Ma il concordato, col quale da noi si spera por termine allo scisma che inquieta la Francia, e per il quale crede giustamente l'Em. V. che debba il Primo Console esser riconoscentissimo a Sua Santità, sarà poi concluso? Da quanto mi accenna V. Em., mi pare di dover congetturare, che si sarranno fatte costì molte variazioni al Progetto riformato¹, ed io temo moltissimo che poco basti a rendere il Primo Console alieno dall' accettarlo. Si argomenterà forse da alcuno, esser troppo di suo interesse di dare alla Francia una pace religiosa, e che la politica, se non la religione, persuaderlo debba ad arrendersi alle paterne insinuazioni di Sua Santità: ma chi tutto confida nella propria forza, chi pensa che tutto debba cedere alla sua volontà, non dà sempre luogo alle riflessioni. Ma questa è causa di Dio. Lasciamone a Lui dunque tutta la cura, e V. Em. mi perdoni la digressione.

¹ Pièce n° 305.

fatta la pace coll' Inghilterra, tratti la Russia con tanta durezza, e spieghi progetti così ambiziosi per l'Italia, la quale in fine vuole interamente coperta dalle sue truppe. Ognuno prevede che questa tattica politica condurrà ad una nuova guerra; ma frattanto non si vede alcun cambiamento, e solo vi è qualche speranza che cambiar possa d'idea per il Piemonte; ma frattanto io tremo, e temo veramente per Napoli, e se quel sovrano dà il minimo pretesto ad una rottura, non resterei niente sorpreso di sentire nuovamente invaso tutto il regno. Ecco la situazione delle cose politiche, che fa perdere la bussola per negoziare con questo governo ai ministri i più esperti e i più consumati nei grandi affari, e che sempre più deve persuader noi, poveri ed inermi, ad avere nell' incertezza delle cose una condotta, che non irriti l'amor proprio del Primo Console, e non ci comprometta nel tempo istesso con alcuna Potenza.

Verso la metà del corrente, giungerà in Parigi il nuovo re di Etruria. Vi è sempre qualche lusinga che il duca padre sarà lasciato vivere tranquillo nel suo ducato.

Mi si voleva far credere, che il nuovo imperatore Alessandro non avrebbe conservato che una semplice protezione dell' Ordine di Malta, lasciando libero all'Ordine tutto il più; ma dall'ucaso pubblicato in Pietroburgo su tale oggetto, e riferito oggi dalle gazzette¹, vedo che vuol riservato il governo dell'Ordine al consiglio di Russia, fino a che venir si possa all'elezione di un nuovo gran maestro, e che intanto vuole che Pietroburgo sia sempre provvisoriamente riguardato come sede principale dell'Ordine. Prevedo già che questo governo vorrà prendere qualche parte in quest' affare. Per parte mia non farò che prender tempo per informare Sua Santità, e sentire i suoi ordini. Voglio sperare, che non si farà dal priorato di Russia la bestialità di procedere all'elezione di un gran maestro senza il concorso delle altre Lingue. Voglio anco sperare che queste vorranno riferirne a Sua Santità. In tal caso sarebbe necessario il temperamento che o tutte le Lingue, esortate alla pace da Sua Santità si riunissero a riconoscere Hompesch, il che però credo difficile,

¹ *J. des Débats* du 13 floréal (3 mai).

La morte di Paolo I non deve turbare, e la condotta d'Alessandro pare anzi che sarà più costante e più decisa per l'equilibrio d'Europa. I Gesuiti avranno l'istessa influenza, perchè mi pare che anco il ministero del nuovo imperatore sia del loro partito. Mi ha consolato il sentire che tutto si sia fatto con intelligenza del re di Spagna : ciò toglierà ogni pretesto di querele.

Potrò con dispaccio mio successivo scrivere di altre cose più in dettaglio.

(Cultes, Arch. de Caprara).

454. — Bernier au P. Consul.

Paris, 15 floréal an IX (5 mai 1801).

Depuis que j'ai eu le plaisir de vous voir, j'ai appris par les mêmes personnes qui m'avaient prié de vous avertir, que Joyau et d'Assas étaient venus à Paris¹. Les assassins se sont réjouis de leur arrivée. Les complots se sont renouvelés. Cela n'a duré qu'un ou deux jours. Ils ont reçu des avis qui les ont alarmés. On les dit séparés : je ne garantis pas néanmoins la chose ; car l'unique preuve qu'on m'en ait donnée, est que la personne qui se chargeait de les épier, n'a pu les revoir, ce qui peut tenir ou à une absence momentanée, ou à la défiance. On dit qu'il existe encore à Paris un nouvel assassin nommé Sans-pitié². Si je sais quelque chose de plus, je vous en instruirai.

J'attends toujours, et d'un instant à l'autre, le courrier de Rome. J'ai instruit le ministre des relations extérieures de ce que je savais sur cet objet. Il vous en aura sans doute fait part. J'espère tout, et crois fermement que vos vœux seront remplis.

Je vous adresse une lettre de l'évêque d'Alexandrie à M. Spina.

¹ Ces deux noms appartiennent à la même personne : Joyau, dit d'Assas, était un des auteurs de l'attentat de nivôse. — Depuis quelque temps, le P. Consul semblait préoccupé de nouveaux complots contre sa vie (Cf. *Corr.*, nos 5524, 5529, 5557, etc). L'assassinat de Paul I, dont il affectait de faire remonter la responsabilité au gouvernement anglais, avait encore augmenté cette inquiétude.

² Les surnoms de « Sans-Pitié » et de « Sans-Quartier » paraissent avoir été pris plusieurs fois. Il s'agit probablement ici de Piogé, dit Sans-Pitié, qui arrêté à Paris dans l'automne 1803, fut traduit devant une commission militaire et acquitté faute de preuves.

riservati in petto¹. Vi son io, e il P. Caselli. È stata una vera noia. Caselli lo merita davvero, e se si accomodano le cose, gli potrebbe ancora far sollecitare il ritorno a Roma. Costi sarebbe utilissimo. Per me, vi sarà tempo a parlarne. Amatemi ; addio.
(Arch. du Vatican).

456. — Spina à Consalvi.

(n° 70)

Parigi, 8 maggio 1801.

Nell'incertezza della partenza del corriere, col quale ricevevo l'Em. V. il presente dispaccio, mandai ieri l'altro per la posta miei numeri 68 e 69, che però non tarderanno molto a giungere a V. Em. Mi restringo perciò col presente a riscontrare di nuovi veneratissimi suoi dispacci de' 22 aprile, ricevuti dal ministero delle relazioni estere.

Non mi sorprende che il Cavagnari ripeta le sue istanze per suo credito colla Repubblica romana ; mi sorprende bensì che sig. Cacaault non trovi abbastanza giuste le determinazioni prese da Sua Santità, rispetto agli acquisti fatti dai Francesi dei beni nazionali. Sò che ne ha scritto al governo, e non dubito che risposte che gli perverranno saranno analoghe a quella, da non ufficialmente avuta dal sig. abbate Bernier e spedita già all' Em. V. in duplicato. In una conferenza avuta ne' giorni addietro col ministro dell' Interno Chaptal, mi parlò egli ancora di questi acquisti, e si mostrò meglio di me informato dell' enorme lesione colla quale erano stati fatti, e prescindendo dalla questione di diritto, mi disse che trovava ben equo e giusto il partito offerto da Sua Santità.

L'oggetto però della conferenza da me chiesta al detto ministro non fu quello dei beni, ma fu in vece il sapere che sotto i suoi ordini si spediva un commissario a Roma ed a Napoli, per raccogliere gli oggetti d'arte, che a tenore dell' articolo 8° della pace si devono restituire. L'informai adunque della lettera dell' Em. V. al ministro delle relazioni estere, e delle ragioni per le quali eccettuati esser devono dalla restituzione, a tenore

¹ Voir *Le Publiciste* du 11 floréal (1er mai).

di avere bensì S. M. Imperiale, nel trattato di Lunévi la Toscana al duca di Parma, ma di non aver comprenda il titolo di re. Spero che si sarà costanti n adottato, che il nuovo re conservi uno stretto incognit di conte di Livorno; ma se mai si pensasse a qu solenne, la mancanza d'istruzioni mi servirà di scu prestarmici, ed invitato, non interverrò mai che colla presenza a quegli atti, ai quali interverranno tutti i mi Potenze estere; onde in tal modo non resti Sua Santità compromesso.

Non ho potuto vedere il sig. C^{te} di Kolytchev, dopo il di lei dispaccio del 22 aprile. Lo vedrò domani. Che egli abbia sempre per noi l'istessa premura; ma si pensa per gli affari di Malta. Già so che si pensa governo, insieme col cav. Azara, di ristabilire nell'esercizio del magistero. A me però non ne è stato parlato, se non che dall'antico incaricato dell'Ordine al quale ho raccomandato di andare adagio, e di non delle misure forti, che potrebbero urtare, o l'imper Russia che si è già dichiarato protettore dell'Ordine, istesso al quale ho detto che credevo che Sua Santità aver sempre tutti i riguardi. Ma naturalmente se si vo cosa, mi si parlerà di ciò più in dettaglio, e ne informamente V. Em. Per il di più che riguarda la Russia riporto al mio n° 69.

So che i compratori de' beni nazionali hanno cont dei reclami, e al Primo Console, ed al ministro, e che stati per ora accolti. È vero però che son questi pot che perciò credo sempre opportuno d'approfittare de se può riuscire di concludere un accomodamento.

Tutto che si sia invitata a Parigi una deputazione del Piemonte, si parla qui con più dolcezza della sorte stati, e si fa credere che saranno il soggetto di un ar

officieuse avertit : «... que le public ne doit ajouter aucune foi à ce jusqu'à cette heure dans les journaux anglais sur la défaite de l'armée en Egypte. » — Le P. Consul se montrait alors très mal disposé Lucchesini. Non content de le faire surveiller par la police (voir n° de mai 1835), il demandait à la cour de Berlin de le rappeler (n° 5434, 5587, etc.).

Quoi qu'il en soit, je suis pleinement rassuré. Le courrier arrivera. On promet, dans la lettre du 25 avril, qu'il partira avant le 1^{er} mai. Or la conférence entre le cit. Cacault et le cardinal secrétaire avait eu lieu le 23 : cet obstacle était donc levé, et nonobstant toute discussion, la bulle devait être envoyée. Qu'elle arrive ! Je le désire aussi vivement qu'il est possible. Je l'attends, d'après ce que j'ai vu et lu, avec une pleine confiance. Alors, si nous sommes trompés, nous saurons par qui et comment ; mais, je ne puis assez le répéter, ménageons tout pour que cette opération majeure assure la paix au dedans. La politique du dehors est aujourd'hui trop astucieuse et trop changeante pour inspirer une grande confiance. Quand la religion nous aura réunis, nous craindrons moins les brigues et les cabales des ennemis du dehors. S'ils sont paisibles, nous les respecterons ; s'ils forment de nouveaux projets, ce ne sera plus la grande majorité de la France, mais la masse entière qui s'armera contre eux.

Daignez, cit. ministre, faire part de ces détails au Premier Consul, dans le cas où vous jugerez convenable de lui communiquer la lettre du cit. Cacault. Je l'attends de votre complaisance et de votre bonté. Je vous prie de compter toujours sur mon zèle, sur mon dévouement, et le profond respect que je vous ai voué.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

459. — Talleyrand à Cacault

Paris, 21 floréal an IX (11 mai 1801).

J'ai reçu votre intéressante lettre du 1^{er} floréal, n^o 2,¹ et toutes les pièces qui y étaient jointes. Les objets les plus importants ont été mis sous les yeux du Premier Consul : je vous informerai des décisions qu'il aura prises.

L'arrêté que je vous transmets aujourd'hui sur les objets d'art qui avaient été déposés à Rome pour le compte de la République et qui doivent nous être rendus², me paraît propre à fixer

¹ Pièce n^o 376.

² L'arrêté du 13 floréal : 3 mai. Il portait : « Art. 1^{er}. Tous les objets d'art, réunis et déposés à Rome par les commissaires ou agents du gouvernement français au nom de la République, seront expédiés à Paris, quelle que soit leur ori-

gnari, mi lusingo che non troverà alcun appoggio diverso effetto produrrà la sua presenza, quando annunzierà di venire a Parigi. L'istessa giustizia, che ha guidato le risoluzioni del Primo Console, spero le guiderà per il Cavagnari, sia per i compratori dei beni nazi-

Mi dò tutta la premura e procuro tutti i mezzi, a malincuore negli stati di Sua Santità la quantità delle truppe vuole far stagionare. Volevo presentare una memoria su quest' oggetto al ministro delle relazioni estere; fatto comprendere che convien rivolgersi al m. di Guerra, Berthier. Procurerò adunque di aver sollecita conferenza col medesimo, e certamente non risparmiarò per fargli comprendere la situazione deplorabile in cui si ritrova lo stato di Sua Santità, come non risparmiarò per indurlo a dare qualche provvedimento, onde ridurre la quantità della truppa, invitandolo a mettere sotto la mano del sig. generale Murat le tre Legazioni.

Non sarà che opportuno che V. Em. mi rimetta i soggetti, la presenza dei quali, per aver essi figurato nel verno repubblicano, si rende in Roma più sospetta al popolo più odiosa. Non voglio credere che qualche cosa sia o dal ministro, o da qualunque altro agente servirà però la nota di regola per prevenire questo e facendo conoscere la qualità dei soggetti, eluderà la rappresentanza [che] potessero i medesimi fare per appoggio e protezione.

Il nuovo re di Etruria si crede che non giungerà verso i 20 del corrente. Non è ancora ben deciso l'alloggio dal sig. cav. Azara, o se sarà trattato intanto dal governo; ma in fine credo alloggierà dal detto sig.

Parte veramente per Roma, in compagnia dell' abate Fourmy, il figlio del ministro dell' Interno, Chaptal.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le même jour, 11 mai, Spina a adressé à Consalvi une lettre de recommandation pour ce jeune homme (Arch. du Vatican).

e ne ho tenuto nel tempo medesimo proposito col sig. C^{to} di lytchev, al quale già il sig. cav. Azara ne ha parlato. Il C^{to} di Kolytchev non ha veruna istruzione per quest' affare, mi ha detto ch' egli crede che l'imperatore Alessandro, lascia che l'Ordine seguiti ad eleggere il suo gran maestro second regole, non acconsentirà che sia rinstallato Hompesch, e per vorrà che sia in qualche modo rispettata la memoria di padre, e perchè i priorati di Baviera e di Germania sono d samente ad Hompesch contrari. Ho fatto riflettere al sig. co che vedevo difficile che il consiglio dell' Ordine radunar si tesse a Pietroburgo, per procedere ad una nuova elezione radunino nel luogo che si crederà il più conveniente. Non gl parlato ancora di Roma; ma mi pare che se si potesse otter che tutto si passasse costì sotto gli occhi di Sua Santità, sarebl mezzo migliore per condurre l'affare ad un termine più felice per ottener ciò, vi vorrebbe anco l'approvazione del nuovo imp tore delle Russie, ed è perciò desiderabile che Mgor Della Ge possa portarsi a Pietroburgo, ove, pensa il sig. C^{to} di Kolytch sarà benissimo accolto. Frattanto il ministro Talleyrand mi fatto assicurare, che questo governo non prenderà per Hompe alcun positivo impegno, e principio a persuadermene, da ho veduto il cav. Dolomieu, che mi pare contro Hompe irritatissimo, e che, come V. Em. può credere, gode di tutt grazia del Primo Console.

Il sig. C^{to} di Kolytchev attende sempre in vano la risposta memorie, da esso date relativamente al Piemonte ed al regno Napoli; e V. Em., dal modo col quale il regno è trattato, prendere argomento delle intenzioni che qui si hanno, se no cercano da quel sovrano tutte le vie di conciliazione. Tutti temere ai politici una nuova coalizione delle potenze del No compresa la Prussia, contro la Francia; ma frattanto la pov Italia ne è, e ne sarà ancora la vittima. Nulla più si dice d pace coll' Inghilterra.

Tutti i riguardi che si hanno costì all' armata francese, e ti ciò che si è fatto per togliere ogni memoria infamante [questa nazione va a maraviglia; ma se il corriere non giun sollecito, tutto il merito di questi riguardi sarà perduto.

(Cultes, Arch. de Caprara).

venimenti che costì tutto giorno si succedono a causa della carestia, e coll' istessa comunicazione che se ne è dovuta fare a suo ministro, egli non ha cessato di declamare contro il sistema della corte di Roma, di voler sempre tirar partito dalla lentezza nelle negoziazioni. E mentre non ha cessato di ricolmare di elogi Sua Santità, ha esternata molta diffidenza, e del Sacro Collegio e, devo dirlo con rincrescimento ma con lealtà, di V. Em. Può ben immaginare l'Em. V., che non ho ommesso di far risaltare tutto ciò che convincerlo doveva del contrario ; ma tutto ai suoi occhi diventa nulla, mancando, come egli dice, di soddisfarlo nella cosa per esso la più interessante, qual si è la sistemazione della religione ; e pareva che il Console ed il ministro facessero a vicenda a ripetermi, che per i 30 di aprile avevo promesso il ritorno del corriere, e che ai 12 di maggio non è ancor giunto e forse non è partito ancora da Roma.

Da questa generale declamazione sulla tardanza del ritorno del corriere, si è discesi alle querele sui cambiamenti fatti al progetto. Scrive il ministro Cacault, che Sua Santità non crede di poter ammettere l'articolo che riguarda i vescovi, nella maniera colla quale si trova concepito nella risposta ufficiale del sig. abate Bernier, ma che esige in vece che il Primo Console mand la nota dei vescovi che vuole esclusi, colle ragioni che ha per escluderli. Questo è l'articolo che più sta al cuore al Primo Console, come ho sempre accennato a V. Em., e nel quale ho sempre detto che vedevo assai difficile il fare ammettere qualunque cambiamento. Ho dovuto assicurare il Primo Console, che ignoravo qual fosse la risoluzione presa da Sua Santità sopra di quest' oggetto. L'ignoro di fatto. Gli ho ben soggiunto che l'articolo è d'un' estrema delicatezza, aggiungendo tutte quelle ragioni di più che in favore dei vescovi emigrati ho esposte altre volte, ed in voce ed in iscritto. Egli insistè decisamente a non volere gli antichi vescovi ; e solo a poco a poco mi si è arreso per alcuno nominatamente, del quale gli ho fatto risaltare il merito, come è stato per l'arcivesco di Vienna, per il vescovo di Luçon ¹, e pe

¹ L'archev. de Vienne, Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay, rentré en France sous le Directoire, passait pour être personnellement favorable à la promesse de fidélité. Il venait, par une lettre du 24 mars, d'ordonner un *Te Deum* en l'honneur de

mi ha soggiunto che egli non avrà per la Santa Sede alcun riguardo, se non in quanto mostrerà Sua Santità della fiducia in lui; che se la Russia, la Prussia, l'Inghilterra s'interessarono per lui, sarà quando non gliene avrà alcuna. Queste espressioni, più volte ripetute, mi hanno fatto ben comprendere, che egli sospetta che il concordato sia attraversato dalle insinuazioni di dette Potenze, e che a ciò attribuisce la lentezza della spedizione del corriere, o la renitenza nell'aderire alle sue domande, cosa che bisogna assolutamente smentire con tutti i mezzi possibili.

In prova del suo assunto, mi ha citato egli stesso il re di Sardegna, che mi ha detto aver perduto il Piemonte, per non aver voluto aver in esso della confidenza, e per essersi abbandonato alla Russia. Mi ha però fatto trasentire, che può sperare ancora qualche risorsa dalla mediazione dell' Inghilterra, la quale in un trattato di pace può ottenere qualche favore per il re di Sardegna, cedendo alcuna delle tante colonie che ha occupate¹.

Assicurandolo adunque che Sua Santità posa nella sua generosità tutta la sua fiducia, e che è estraneo da qualunque intrigo politico, mi son fatta strada a parlargli delle Legazioni, e delle critiche circostanze nelle quali si trova lo Stato, raccomandandogli di scemare in esso, per quanto è possibile, il numero delle truppe. Nulla decisamente mi ha risposto di poter fare, fino a che non sia assicurato, che il Santo Padre sia veramente suo amico, e tutto mi ha aggiunto di esser pronto a fare, quando sia assicurato della sua amicizia. Ma la prova di questa si riduce sempre disgraziatamente all' affare dei vescovi. L'istessa replica mi ha fatta, quando gli ho parlato dei principati, singolarmente degli elettorati ecclesiastici dell' Impero.

Soggetto della nostra conversazione è stata egualmente la Religione di Malta. Pareva il Primo Console molto interessato per Hompesch; ma facendogli riflettere sulla necessità che vi è di

¹ Le P. Consul commençait à prétendre que la protection accordée par la diplomatie russe à la maison de Savoie était toute personnelle à Paul I^{er} et ne devait pas lui survivre; que, d'un autre côté, le sort du Piémont pouvait devenir un moyen de compensation dans un traité avec l'Angleterre, parce que cette puissance devait s'intéresser au ravitaillement de ses flottes en Sardaigne et d'une manière plus générale à l'équilibre des États italiens.

se non si vuol correre il rischio di desimo e di perderlo interamente, ti sono nella massima da me procurati tutti i mezzi di conciliazione, chiamare il consiglio dell' Ordine a conoscere di nuovo Hompesch, o altro, secondo le circostanze lo po-

materia del lungo nostro dibattito. Sua Santità abbia avuta così spagna col ristabilire i Gesuiti¹. Egli generale dell' Ordine, ed io gli ho se era probabile che concesso si ntinuar a vestir l'abito dell' Ordine, l'Ordine in generale non era ri-

il discorso è stato, che io assolutamente a Roma a Sua Santità per gli erchè senza ritardo ulteriore spemunziare di nuovo al Santo Padre, derà variazione alcuna nell' articolo

a parte, se pure non vi è qualche ro delle relazioni estere, del quale spesa; e in questa parte, benchè o sia già in viaggio, mi permetta avvertire, che è notabilissimo il e ben vero ciò che il Primo Console eva meno ostacoli da superare per

una guerra orribile, e cercano tutti ristabilimento. Si fa credere nel sole, che i poveri ecclesiastici che elta alla costituzione, si oppongono

s Jésuites en Russie devenait publique : elle rançais (voir, par exemple, *Le Publiciste* du

alla promessa di fedeltà al governo, e si prende pretesto da queste accuse per perseguitarli ferocemente. Nell' ipotesi impossibile adunque che Livio non sia partito all' arrivo di questi fogli, supplico istantemente V. Em. di farne precipitare la partenza.

Non interloquisco sull' articolo che riguarda i vescovi: sarà stato costì bastantemente discusso, e son sicuro che Sua Santità avrà presa quella risoluzione, che nelle critiche attuali circostanze, e a fronte di una volontà così decisamente manifestata dal Primo Console, e da me sempre fedelmente tracciata nei miei fogli, la sua apostolica autorità gli avrà permesso di prendere.

Per ciò che riguarda gli affari temporali, V. Em. comprende essere assolutamente inutile ogni mia istanza, fino a che non giunga il concordato. Vedrà che non ho male a proposito creduto opportuno di tenermi in guardia, e di non servirmi che sobriamente dell' influenza del ministro russo, e che questa attualmente ci nuocerebbe più che farci del bene. La conquista dei Russi, richiamata a difesa dei beni di Chiaravalle, ha fatta in queste circostanze poco buona impressione. « È tutta mia generosità, se non ho riconquistato », dice il Primo Console. In somma, io credo che si teme per la parte della Russia, della Prussia e dell' Inghilterra una nuova coalizione, e il nome russo, che era due mesi fa così rispettato da questo governo, vedo che ora non è rammentato che con sdegno ed orrore. Me ne persuade di più la confidenza, che il Primo Console ha voluta farmi, di tutto il dettaglio dell' assassinio di Paolo I. La mia condotta adunque sarà sempre tale da non compromettermi, nè coi ministri delle Potenze estere, nè con questo governo. Se si giunga a condurre a buon termine l'opera, saremo ben felici.

(Cultes, Arch. de Caprara).

464. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

J'ai reçu, cit., votre lettre du 6 floréal (26 avril). Les difficultés dont vous me faites part n'ont pas été prévues, et sont regardées ici par les agents de la cour de Rome, sous un jour bien moins

Il serait utile à la cour de Rome qu'elle fût instruite, que tout ce qu'elle fait pour chercher des appuis hors de la sphère de ses rapports religieux, ne fait que la déconsidérer. Ses recours à la Russie et à l'Angleterre nuisent plus au pouvoir moral de la religion que toutes les pertes qu'elle déplore, et ne servent de rien à sa consistance politique. Le secret de sa force est tout entier dans le sentiment bien sincère de sa faiblesse réelle, et dans une confiance que tout lui recommande de conserver à l'Espagne et à la bienveillance du gouvernement français.¹

(Aff. étr., *Rome*, vol. 930).

465. — Bernier à Consalvi.

Paris, 23 floréal an IX (13 mai 1801).

Je vais, au nom du gouvernement français, parler à V. Em. le langage de la franchise. La politique est étrangère aux affaires du Ciel ; la foi qui sauve les hommes est étrangère à ses calculs. La vérité seule préside aux discussions de l'Eglise.

J'écrivais à V. Em., le 12 avril, que le Consul voulait un terme aux longs délais qu'éprouvaient les affaires ecclésiastiques de France. J'ajoutais, en donnant cet avis officiel, que je croyais être assuré du départ du courrier Livio avant l'arrivée de ma lettre. Je m'étais trompé : rien n'a paru. Une seconde lettre est partie, plus pressante que la première² : son effet a été le même. La décision, demandée pour l'époque des ratifications, espérée pour Pâques, attendue ensuite du 20 au 25 avril, puis promise officiellement pour le 30, puis enfin différée jusqu'aux premiers jours de mai, ne nous est pas plus connue (aujourd'hui 13) qu'elle n'eût jamais existé.

Irrité de ces délais, et plus encore des promesses faites et restées sans effet, le Consul nous a mandés hier à sa maison de campagne. Il nous a témoigné, à Mgr Spina et à moi, de la manière la plus expressive, son mécontentement, non pas de notre

¹ Le même jour, Talleyrand mandait au P. Consul, qui était resté à La Maison : « J'ai expédié tout ce dont vous m'avez chargé aujourd'hui pour Rome pour Naples et l'Orient. »

² Le 28 avril (cf. p. 265, note 2).

de la religion, et par l'espoir que nous concevons e
heureux succès viendra enfin les couronner.

Des délais après des promesses peuvent quelquef
entre des particuliers, mais de puissance à puissa
objet majeur, ils sont impolitiques et toujours dé
paraît ne vouloir autre chose que gagner du temps.
naît du retard, les obstacles s'élèvent, et le succès, q
garantissait, devient impossible.

Pesez donc ces réflexions, Mgr, et agissez ; mais
sans ajournement quelconque. La France appelle
l'Italie veut la conserver, l'Allemagne désire la p
Etats du Saint-Siège réclament un soulagement, le
Pontife un accroissement de territoire, la Chambre
une décision sur les domaines acquis¹. Les prêtres
missent dans l'exil ; ils veulent tous rentrer dans le
patrie. Eh bien ! Mgr, rien de tout cela ne pourr
sans la décision du Saint-Siège ; et elle n'arrive pas !
occasions perdues ! Que d'âmes on eût sauvées, que
eût évités, que de bien on eût fait, que d'obstac
vaincus avec plus de célérité !

V. Em. est très occupée, je le sais. Je plains la des
d'un homme élevé à ce poste périlleux. Mais à quoi
règlements administratifs, sans celui de la religion ?
de gouverner, assurer la jouissance possible du pay
administrer : or, la possession incommutable des
Sainteté dépend essentiellement de la réunion de la
elle. Il faut donc avant tout assurer ce point si c
lequel, je le répète, le reste n'est rien.

Je viens d'exposer à V. Em. tout ce que mon at
Dieu, à ma patrie, à ma religion et au Premier Siège
Je n'ai tracé ces caractères qu'avec un sentiment pér
leur, et ne me suis consolé qu'en pensant que j'av
avec la franchise qui m'est naturelle, le devoir de ma
Ma tâche est remplie : il ne me reste plus qu'à at
l'humilité d'un chrétien soumis, et le vif désir d'u

¹ C'est-à-dire sur les domaines acquis par des tiers. Bernier ve
la question des biens nationaux romains.

J'ai donné copie de cette lettre au cit. Talley de vous la montrer. Je me suis appliqué, en l'écrit d'un côté sentir avec force les terribles suites de l'autre les avantages d'une prompte acceptation que malgré sa finesse prétendue, qui n'est en somme que sottise, maladresse ou paresse, le cardinal s'exposera à vous saurez mettre un terme à nos inquiétudes.

M. Spina a écrit avec beaucoup d'humeur ; molesté, et je crois qu'il pardonnera difficilement Consalvi de l'avoir amusé par des promesses, qui sont restées sans effet. Il est affreux que le Premier Ministre soit en suspens sur la seule chose qui puisse et doive

Je vous prie, général, d'être persuadé de la sincérité de mon zèle, de mon dévouement sans borne, et de
(Cultes, carton 1).

468. — Spina à Consalvi

(particulière)

Parigi

Avvisato quest'oggi, nel momento, della partenza di un corriere dal ministro delle relazioni estere, non ho potuto che scrivervi due righe confidenziali, e di aggiungere ho dovuto subito consegnare¹. Ecco però che per un corriere per Genova, e spero che questa mia vi giungerà prontamente sollecita e sicura.

Caro amico, vi scrivo con tutta quella effusione di cuore colla quale credo che l'amicizia mi dia un diritto di dire ma perchè indugiar tanto a rispedirmi Livio inculcato, che la risposta fosse decisa e sentita da questa gente. Sò quali sono i sospetti di noi, e qual miglior partito ritrar si poteva da

¹ En remettant au courrier français la dépêche n° 74, S. M. le Ministre des Relations Extérieures a joint un billet particulier : « Parigi, 13 maggio. — Come comprendo che il mio foglio in numeri, segnato n° 74, avrei io dovuto mandare. Ma in questo momento il ministro delle relazioni estere mi ha detto che un corriere pronto che parte per Roma, onde ne approfitto a scrivere che non sarebbe indifferente. Non ho tempo di diffondermi di più (du Vatican).

francese sicuramente Livio non sarà più in Roma ; e ve ne procurare, che l'istesso Cacault smentisca che la cagionata sia dall' influenza delle Potenze estere, e noscere, che le critiche nostre circostanze soltanto ne la cagione.

Siccome il mal umore del governo per la tardanza di Livio, ed i sospetti che questa ha fatti concepire noti a molti, così ve ne scriverà ancora la vostra a quale ne abbiamo lungamente parlato. Ambedue c'ir per voi, e vorremmo che nulla vi si potesse attribuir nemici dei disastri, che sono minacciati, e che mente dobbiamo sempre temere.

Scusate se son stato così prolisso. È l'attaccamento voi, che mi ha obbligato ad esserlo. Amatemi come vi detemi sempre di tutto cuore, etc.

Devo farvi i complimenti di Bernier, il quale con ha dovuto scrivervi la lettera che unii ieri al mio p scrivendola al nome del governo ha dovuta naturalmente sotto gli occhi del ministro.

Siamo alle quattro ore dopo il mezzo giorno del 1 non è ancor giunto !

(Arch. du Vatican).

469. — Spina à Consalvi

(n° 76 en chiffres)

Parigi, 14 mai

A quanto ho avuto l'onore di dettagliare all' Em. mio rispettosissimo foglio d' ieri n° 75¹, credo opportuno

¹ Dans cette dépêche, datée du 12, mais partie le 13, Spina a reçu des suppliques du prince abbé de Saint-Gall et du prince évêque de Bâle. « Già ho parlato in genere a favore di tutti i principi ecclesiastici, tanto al Primo Console, quanto al ministro delle relazioni esterne, e ho fatto pubblicare un *timatum* della Dieta di Ratisbona, pubblicato coi pubblici fogli di qui, nel quale si vede che è rimesso interamente a S. M. Imperiale il regolare le affari dei principi dell' Impero. Non posso certamente dubitare che questa P. M. non vi possa tutta l' influenza, e credo di più che l' affare sia già messo in istruzione, ma il contemporaneo mio foglio in numeri instruirà l' Em. V. perchè abbia potuto prendere una parte più diretta in quest' affare. Nell' affare di questo importante oggetto le ulteriori istruzioni di V. Em.,

Il duca di Parma alloggiava dal cav. Azara. Egli crede che potrà conservare in Parigi uno strettissimo incognito ; ma io ne dubito ancora. Il cav. è molto di mal umore ; e in generale mi pare che lo siano tutti i ministri delle corti alleate, o non alleate ; V. Em. ne può immaginare il perchè. Pare che decisamente la Prussia si unisca alla Russia e all' Inghilterra. Questa pare sempre pronta a far la pace colla Francia, a condizioni però eque ed onorevoli, e si crede che esigerà l'intervenzione ancora delle Potenze sue alleate. Si crede però, che la Francia procurerà in tal caso collegare di buona fede coll' Imperatore, ed io lo credo. Non saprei però decidere se, mentre il C^{te} di Cobenzl in Parigi tratta della nuova sistemazione de' principi dell' Impero, e di regolare le indennità che si devono a molti e singolarmente al gran duca di Toscana, trattato che credo assai inoltrato, si pensi a Vienna a fare colle corti del Nord una nuova coalizione. Questi son misteri impenetrabili ancora. Ma pare che il tempo presto svilupperà gran cose.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

470. — Cobenzl à l'Empereur.

Paris, 19 mai 1801¹.

(M. de Cobenzl rend compte qu'étant allé le 14 à La Malmaison, il avait entendu de la bouche du Premier Consul, la proposition inattendue d'établir dans le Vénitien l'ancien grand duc de Toscane et d'indemniser l'Empereur du côté de la Bavière). « Ce n'est plus que pour l'Italie que nous pouvons nous brouiller, me dit le Premier Consul. La négociation actuelle une fois terminée, l'Allemagne ne nous fournira aucun sujet de dispute. Vous ne pouvez rester en possession de ce que vous avez en Italie qu'en y laissant trente ou quarante mille hommes : ceci m'oblige à laisser un nombre égal de forces dans la Cisalpine ; car sans cela vous pourriez vous emparer de toute l'Italie avant

¹ Bien que cette dépêche et la suivante soient datées du 19, nous les insérons ici parce qu'elles rendent compte de ce qui s'est passé à La Malmaison les 12 et 14 mai.

Consul me réitéra l'assurance positive qu'à moins d'une catastrophe heureuse, ni nous ni le grand duc ne passerions jamais (Arc'h. de Vienne).

Cobenzl à l'Empereur

Paris,

On assure que le général Jourdan, dans la proclamation donnée relativement au Piémont et qui se trouve d'ici-jointe, ¹ a outrepassé les ordres du Premier Consul. Le même doit lui avoir donné beaucoup d'humeur. Cependant qu'il se soit répandu dans le public qu'il allait par une pièce de rétractation, au moyen de laquelle les arrangements seraient déclarés positivement n'être que ce que je n'ai jusqu'ici rien trouvé de pareil dans aucune proclamation publiques ; et le Premier Consul, dans le langage tenu, n'a jamais marqué la moindre disposition de conciliation ou de ménagement pour la Russie, m'ayant toujours refusé sans la seconde note de Kolytchev, il lui aurait fait dans quarante-huit heures.

On dit aussi que les trois Légations vont être provisionnalisées d'après le nouveau régime français, sans être réunies encore à la Cisalpine. Le général Brune, qui vient d'arriver pour tout régler relativement à cette république italienne, et on commence à dire que le Premier Consul n'a pas les facilités sur lesquelles il comptait dans l'intérieur. Néanmoins il s'obstine toujours à le soutenir, par suite de cette création de ses premières victoires, quoique beaucoup de ceux qui l'environnent seraient assez disposés à sacrifier, pour faciliter l'arrangement général.

V. M. aura daigné voir, par mes très humbles et respectueuses pétitions, ² que l'on n'attendait ici que la réponse du

¹ Cette proclamation, du 29 germinal (19 avril) était reproduite dans le *J. des Débats* du 11 floréal (1^{er} mai). Elle ne fut nullement modifiée par le P. Consul (Cf. *Corr.* n° 3566).

² Pièce n° 318.

472. — Spina à Consal

(n° 78 en chiffres) ¹

P

Nel mentre che io mi trovo nella massima
per il ritardo di Livio, non tiene già il sig. C
cintola ; ma in data dei 5 maggio ha spedito
col quale annunzia² che erano già quattro g
gli era stata comunicata la bolla, ed annunzi
costi fatte nel concordato. Nulla è di più pr
intendendo di queste materie, abbia ancor
ma è ben certo che gli animi qui si vanno
sprendo, e per il ritardo, e per i cambiamen
esposto a continui rimproveri e a minaccie c

Quando si credeva costi indispensabile di
al ministro Cacault, senza poter nel moment
fatto a Parigi, nella sicurezza che egli di tutte
il governo, sarebbe stato opportuno di comu
in prevenzione il tenore degli articoli del c
formati, ed avrei potuto almeno preparare
disporre il Primo Console a convenire nella
biamenti. Tutti quelli ai quali interessa di att
limento della religione cattolica in Francia,
mal umore del Primo Console, e non fanno
più strane idee contro le paterne intenzioni
contro la Chiesa ; e facendogli credere che n
dai vescovi ammettere si voglia la promess
verno, confondono questa colla fedeltà alla c
tano la persecuzione la più fiera contro i pov
a questa si ricusano. Non posso che con dolor

¹ Nous avons supprimé la dépêche n° 77, du 16 mai
l'envoi de la dépêche du 13 mai et celui de la lettre partic
se borne à signaler le départ de l'abbé Rey, ex-consul de
qui se rend à Rome. « Non lo credo più capace nel mom
Siccome non riesce sempre a V. Em. di negare il regi
chiedono, così non posso io qualche volte dispensarmi
per V. Em. Questo non toglie che debbano esser osse
lanza. »

² Pièce n° 392.

Permettetemi però che vi riporta, e a comunicar tutto, siccome io credo e saranno stesi ad un punto da non aumento, così avrei nel momento spedito ancora sarà stato fatto; e chi sa cosa questo benedetto corriere? Quel che ministri mi fanno giungere delle lagrime risposta, e che questa tardanza, qual produce un male incalcolabile. Siccome io chino la testa nella mia afflizione, e curo di rassegnarmi alla sua volontà questi miei innocenti sfoghi, tanto più mia afflizione l'interesse che prendo per me può far testimonianza. Ambedue giustizia al vostro merito, e sia concessa voi, che meritate.

Il nuovo re di Toscana non giungerà domani. Di qualche altra cosa meno in nel primo mio dispaccio. Compatitemi e credetemi sempre di tutto cuore tutto
(Arch. du Vatican).

474. — Bernier à

Paris, 29 floréal an II

Je suis chargé par le Premier Consul des relations extérieures, de vous déclarer les motifs apportés jusqu'à ce jour à l'expédition de France, ils ont résolu d'y fixer, duquel une rupture entière aura lieu.

J'ai été, en conséquence de ces interces, ce soir au ministère, où j'ai lu en entier au cit. Cacault. Elles portent expressément un délai de cinq jours à dater de la réception de la bulle, et le concordat y compris, ne se retire de suite de Rome au quartier. On ajoute « que si cette même bulle

Dopo una tardanza di tanti giorni, non si può più dubitare che le difficoltà eccitate dal sig. Cacault, ed il desiderio di V. Em. di soddisfare per quanto è possibile alle sue rappresentanze, sian stata la cagione dell' ulteriore ritardo. Assolutamente io non posso immaginare, che all' arrivo di questa mia il corriere non sia partito; ma se mai ciò fosse, supplico con tutta l'efficacia del mio spirito l'Em. V., a non volerne ritardare un momento la spedizione. Il male che ha fatto questo ritardo è incalcolabile, e V. Em. lo vede col fatto. Desidero e prego istantemente il Signore che il sollecito arrivo del corriere dissipi il mal umore concepito dal Primo Console, e tutti quei sospetti, che i nemici della religione ed i nostri gli hanno forse fatto concepire a nostro danno.

Assai più arduo sarà il contentare il Primo Console, nella parte che riguarda l'estensione del concordato e della bolla della quale si parla egualmente nella nota ufficiale. Ignoro quali siano i cambiamenti così fatti: so che il ministro Cacault avvisa di esser stata soppressa la sommissione alle leggi, nell'articolo che riguarda la promessa di fedeltà al governo. Ma siccome il Primo Console stesso, in una particolare udienza, mi assicurò che la promessa di « fedeltà e sommissione al governo stabilita dalla costituzione », era la formola precisa che desiderava che fosse adottata¹, non posso immaginare che cambi in questa d'opinione.

Parla egualmente il ministro Cacault de' possessori de' beni ecclesiastici, e dice che io sarò autorizzato a dare a tutti l'assoluzione. Mentre ho io già espresso francamente al Primo Console ed al ministro, che il Santo Padre non avrebbe mai potuto servir delle parole « *reconnait les aliénations des biens ecclésiastiques* »², non posso nemmeno credere che sia adottata la regola di una assoluzione individuale. Comunque sia, son persuaso che Sua Santità avrà adottata l'estensione, che più possa convenir a conservare nella sostanza i desideri esternati dal Primo Console, e che insieme sia più adattata al modo col quale conc

¹ Voir p. 67 if. — Cf. p. 59 et 62.

² Cette formule était consignée dans le texte primitif du projet V (pièce n° 25) et dans les variantes de Bernier (pièce n° 303); mais avant l'envoi du projet à Rome, elle avait été remplacée par cette autre formule: « ... le serment de soumission aux lois et d'obéissance au gouvernement institué par la constitution de la République. » (Cf. t. I, p. 409, note).

ipostolica concessione. Son convinto che si a, fino a quanto la sua autorità gli può perciò confidare, che convinto anco il Primo disinteressate e leali intenzioni di Sua Santità di poter passare più oltre, anco a fronte orrà condiscendere ad adottare l'estensione sarà trasmessa.

upo, che mi è concesso per scrivere, non mi rmi più a lungo su di questo interessantissimo adunque coll' umiliare etc.
(ara).

6. — Spina a Consalvi.

Parigi, 19 maggio 1801.

scia all' Em. V. un più lungo dettaglio delle veri e delle minaccie che non si cessa di farmi dell' abbate Bernier, e per mezzo dei ministri, per il ritardo della spedizione del concorde che pur troppo riflettono anco in danno so però dispensarmi di aggiungere al mio attoso foglio, che avendo avuto ier mattina col sig C^{te} di Cobenzl, egli ancora mi fece agnanze fatte dal Primo Console, e dei sospetti concepiti, che l'influenza di qualche Potella Francia facesse ritardare la spedizione. aveva procurato, con delle solide ragioni, di questo punto; ma mi fece ben avvertire, dilazione non poteva che far temere un mag-

io Console confermato, che l'Imperatore invazione degli elettorati ed altri principati ermania, pregai il sig conte di voler confidarsi il suo impegno; ed egli mi ripeté, sto fosse da principio a tale conservazione le, ora però egli andava cambiando di opinione dei progetti assai diversi.
ettamente con quanto mi asserì ieri il sig.

abbate Bernier, che fu di nuovo invitato dal Primo alla sua campagna, e credo al solo oggetto di fare sent delle nuové querele e delle minaccie. Una di queste era che mal sicuro di possedere l'amicizia di Sua Santità, [né sperare che la religione cattolica influisse nella tranqu governo, sospesa aveva qualunque disposizione a fav Santa Sede, e per conseguenza non avrebbe più preso teresse per la conservazione degli elettorati e princip siastici di Germania. Troverà V. Em. queste pro dell'incredibile ; ma son vere, e credo mio dovere di ne a comunicargliele per regola. L'irritamento del Primo è all' eccesso. Non si manchi ai doveri di religione ; m. si può fare, si faccia subito, e nel modo da me indicato cipio e più volte ripetuto. Una maggior tardanza mi f qualunque disastro.

(Cultes, Arch. de Caprara).

477. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 29 floréal an IX (19 m

Depuis la date de ma dernière lettre, les nouvelles que le gouvernement de la République a recueillies sur positions de la cour de Rome, le portent à se confier r jamais dans la sincérité de ses protestations apparentes lais, ses tergiversations, les arguties enfin qu'elle oppo considérations de la plus grave importance, tout lui fa qu'elle s'est laissée aller à la dangereuse entreprise contre les circonstances, de se jouer de la France, et chander sur de frivoles accessoires, quand la questio existence comme puissance temporelle n'est pas encore et quand celle même de son existence spirituelle n'est de toute contradiction.

Je vous ai exprimé, dans ma dernière dépêche, l'intensive du Premier Consul de finir cette discussion dans mes arrêtés à Paris. Il ne peut entendre à aucune mod ni sur le fond, ni sur la forme, ni sur les expressions co Le projet qui lui a été proposé, a été discuté avec une

pire, vous annoncerez au Saint-Siège que, votre prédevenant inutile à l'objet de votre mission, vous obligé à regret de vous rendre auprès du général en partirez en effet sur le champ pour Florence. Vous pas à cette déclaration les formes d'une menace, n laisserez tirer les conséquences qu'on voudra.

Le Saint-Père est entouré de perfides conseils. ment de la République n'ignore ni la source ni le l gations dont il est l'objet. Il désapprouve, et tout d'hommes sensés en Europe blâment les tentatives tes qu'une cour, qui est à la merci de tout le mond vrait connaître ses vrais appuis, ne cesse de faire p dier hors de la sphère de ses rapports religieux. I ment de la République enfin ne peut être insensible à gratitude, avec laquelle elle répond à tous les effor pour l'arrêter au bord de l'abîme, pour ralentir, s' cours progressif de la décadence de son pouvoir. Il tonner qu'elle s'aveugle, au point de méconnaître q core n'est canoniquement établi sur la nomination d Pontife ; que cette nomination, faite sous l'influenc et directe d'une seule puissance, a besoin d'être r toutes les nations intéressées à sa légalité ; qu'elle a quant au lieu, et que son appareil et ses formes ne l sacrée peut être avec une suffisante authenticité.¹

Dans une telle situation, y a-t-il de la prudence sur un mode de réconciliation politique et religieuse vernement le plus puissant de l'Europe, et avec la r nombreuse du catholicisme chrétien ?

Je vous invite à faire entrer ces observations dan tiens, soit avec le Saint-Père, soit avec ses ministre formes que vous croirez les plus propres à toucher de l'un et à éclairer l'aveuglement des autres. Je so les aient l'effet que nous avons lieu d'en attendre. Si duisaient pas cet effet, vos dernières instructions soi répète, de vous retirer à Florence, cinq jours ap

¹ Voir pièce n° 1.

raître les ordres que je suis chargé de vous adres-

serve encore, pour ne rien laisser d'incertain sur
du Premier Consul, que si, avant la réception de
, il était parti de Rome un courrier, porteur d'un
à quelque degré que ce soit, vous ne devez lais-
siège aucune espérance sur l'effet de pareilles dis-
es instructions que je vous adresse doivent être
it remplies, soit dans ce cas, soit dans tout autre.
or Spina, qui connaît parfaitement la question et
du Premier Consul, écrit par le courrier que je
et dans le même sens que moi.

remarquer que l'article relatif à la démission des
es doit être rédigé de la manière suivante : « Sa
connaîtra pour titulaires des évêchés conservés en
eux qui lui seront désignés par le Premier Consul¹. »
e, vol. 930).

478. — Bernier à Consalvi.

Paris, 29 floréal an IX (19 mai 1801.)

rivis, il y a huit jours. Je pressais vivement le
rier porteur de la bulle. Je l'attendais à chaque
disais à moi-même : au moins, s'il n'arrive pas,
instruits des motifs du retard. Rien de tout cela

Le temps s'est écoulé ; V. Em. a gardé le plus pro-
Le seul envoyé de France l'a rompu, pour appren-
nement les changements qu'on se proposait de
le².

u V. Em. des mécontentements qu'excitaient ces
ai dit que l'orage grondait de toutes parts : je lui
ntenant avec peine qu'il vient d'éclater. Le Premier
ne au ministre d'écrire au cit. Cacault que si, dans
later de la réception de ses dépêches pour tout délai,
concordat, tels qu'on les propose, ne sont pas en-

^{no} 267.

is oublier que la bulle contenait les articles du Concordat.

voyés à Paris, il ait à se retirer de Rome au quartier général à Florence ; et que, même dans le cas où la bulle aurait été envoyée avec les changements qu'indique dans ses lettres le cit. Cacaault, il n'en exécuterait pas moins son départ de Rome, si Sa Sainteté ne consentait pas à rétablir l'intégrité de la rédaction.

Tel est donc, Mgr., le fatal résultat des délais opposés jusqu'à ce jour à la conclusion de cette affaire majeure, la plus importante de celles que le Saint-Siège puisse traiter. La célérité seule pouvait garantir le succès ; il ne fallait ni donner lieu à la malignité de préparer des résistances, ni à l'impiété le temps de dresser ses batteries. Une décision subite les frappait l'une et l'autre d'un coup inattendu. Vous avez hésité : elles élèvent la tête, et chaque jour de délai devient pour elles un jour de triomphe et de jubilation.

Qu'attendez-vous donc, Mgr ? Pourquoi tarder si longtemps à rendre au plus puissant des peuples de l'Europe le seul bien qu'il désire ? Ne le voyez-vous pas étendre son influence victorieuse en Espagne, en Allemagne, en Hollande, en Suisse, en Italie ? S'il n'est pas catholique, si l'unité rompue le sépare de Rome, quels dangers pour l'Eglise, le Saint-Siège et l'Europe ! Qui oserait les prévoir sans frémir ? Qui pourrait les connaître, et posséder entre ses mains le préservatif sans l'appliquer de suite ?

Hélas ! fallait-il donc attendre que les menaces suivissent les invitations ? N'était-ce pas assez de nos prières, de nos vœux et de nos larmes ? Deux mois ne suffisaient-ils pas pour l'examen sérieux du projet ? Ils sont écoulés ; et rien ne parait, rien ne satisfait l'ardeur impatiente d'un peuple affamé de sa religion. Au nom de cette institution divine, au nom du Saint-Siège dont nous désirons tous de conserver l'éclat et les prérogatives, au nom même de vos propres intérêts, rompez un désastreux silence. Envoyez sans délai cette bulle, ce concordat si longtemps désiré. Il n'existe plus que ce seul moyen de conserver en France, en Italie, la religion de nos pères, le pouvoir temporel du Saint-Siège à Rome, les électors ecclésiastiques en Allemagne, et peut-être la paix intérieure dans la majorité du continent européen. Je le dis à V. Em. avec autant de douleur que de vérité : encore cinq jours de délai ou un refus, et tout est rompu.

et que le gouvernement pourrait désirer. Il me tarde bien toutes ces lenteurs finissent. Quand vous serez satisfait, serons tous. Le courrier a dû partir à neuf heures.

(Cultes, carton 1).

481. — Spina à Bernier.

Paris, 20 mai.

Vous n'ignorez pas combien je suis pénétré de douleur le retard du courrier, qui doit nous apporter l'expédition concordat entre Sa Sainteté et le gouvernement français pour ce qui regarde la nouvelle sistémation des affaires ecclésiastiques de France. D'après un si long délai, je ne dois pas que les nouvelles questions, excitées à Rome par le ministre Cacault sur la rédaction du concordat et de la bulle, n'en fassent pas la cause.

J'avais déjà écrit au cardinal secrétaire d'État de la Rome la plus énergique, pour l'engager à m'envoyer au plus tôt les pièces nécessaires à l'expédition des affaires. Je compte encore d'après la réception de votre note d'hier au soir à espérer que le tout nous parviendra, avant que le courrier l'on dépêche aujourd'hui soit arrivé à Rome; et, d'après tout lieu d'avoir à craindre une rupture, la bonne harmonie traitée entre Sa Sainteté et le gouvernement français ne sera de plus en plus affermie.

Mais il n'en sera pas de même, si l'on prétend que Sa Sainteté ne fasse aucun changement dans la rédaction du projet concordat qu'on a envoyé d'ici, ainsi que de la bulle. J'ignorement quels sont les changements qu'on a faits à Rome, mais me permettra même de douter si le ministre Cacault, qui a avoué plusieurs fois ne rien entendre aux affaires ecclésiastiques, ait pu en donner une idée bien précise. Je ne doute pas que Sa Sainteté fera de son côté tout ce que son autorité approuvera pour lui permettre, pour rendre content le Premier Consul, pour que ses vœux soient accomplis. Mais, étant dans la nécessité de faire quelque changement au concordat, pour ne pas blesser directement les lois de l'Église et la discipline ecclésiastique.

483. — Spina à Consalvi.

(n° 82 en chiffres)

Parigi, 21 maggio 18

Non posso dubitare che di somma agitazione saranno state l'Em. V. le mie cifre consecutive, che per mezzo di due straordinari corrieri, spediti da questo ministero delle relazioni estere ho dovute far pervenire, e molto più che non mi era in tale occasione aggiungere qualche riflessione di più, azzardar non dovevo in dispacci che saranno probabilmente scifrati e letti avanti di consegnarli. Non ho esagerato manifestando all' Em. V. il mal umore di questo Primo Console per il ritardo delle risposte di Roma; e certamente la sollecitudine di queste avrebbe, se non altro, tolti molti pretesti ai nostri nemici, coi quali hanno procurato e procurano di prendere al Primo Console delle misure assai forti contro Sua Santità, e distoglierlo dall' aver con esso alcuna corrispondenza. Mi rincresce di dover significare, che uno de' maggiori nel mondo lo temo nella persona del ministro delle relazioni estere, il quale forse per più ragioni interessa che la religione non ristabilita. Può essere che io m'inganni, ma molto credo dobbiamo al sig. abbate Bernier, nel quale fortunatamente il Primo Console ha tutta la confidenza, ed il quale sicuramente ha fatto tutto ciò che doveva e poteva per calmarlo, e assicurarlo di tutta la buona fede e propensione in renderlo contento di Sua Santità e di V. Em., persuadendolo di attendere il risultato della negoziazione, prima di prendere alcuna violenta determinazione.

Attendo il corriere a momenti, e spero che non avrà luogo la partenza da Roma di Cacault, al quale so che è stato scritto di partire, ma di « non far minacce ». Non so però cosa s'intende per questo, cioè se veramente non si voglia che incuter timore senza fare ostilità, o se piuttosto farsi vogliano senza temere.

Il « Progetto riformato »¹ ero sicuro che sarebbe stato messo, e perciò trascurar si potevano tutte le eccezioni che

¹ Pièce n° 303.

alt al medesimo, mostrando che Sua Santità non si di più. Se si principia a far dei cambiamenti, re che incutendo timore se ne otterranno degli are, ripeto, quanto si può ; ma ciò fatto ci vuol potrà Sua Santità soffrire delle angustie, e per- bisogna, lo Stato per una causa più bella quanto religione. E ridotto il Primo Console a questo tutto vi sia da temere, e nulla da sperare nel a di ristabilire in Francia la religione (V. Em. lo i sò quali misure potrà prendere, e non potrà adere delle ostili senza coprirsi d'ignominia in Europa. Ma il mio timore è appunto, che si cerchi testo dalla lentezza, benchè cagionata dal mi- raffigurandola al Primo Console per una lentezza la fede, e che s'insinui in tal modo al Primo Con- contro di noi e contro i buoni cattolici ; il che osso per mezzo singolarmente del sig. abbate r lontano. Subito che la sola politica, e non un spetto e d'interna persuasione delle verità della gione, fa pensare e desiderare, se si vuole, di ri- ancia, vi è ben poco da sperare e molto sempre

omento, non posso avvicinare il ministro delle , se non che colla sicurezza di sentire delle ulla ottenere. Vedrò se per mezzo del sig. abbate : posso che il Primo Console sia costante a non , parte, nè per Cavagnari, nè per gli altri com- nazionali, e così che dia qualche ordine preciso za Braschi. Ma in verità, se non giunge Livio,

ato quanto si scrive dalla Russia riguardo a noi, che meriti molta fede il duca di Serra Capriola ¹, e scrive, ed il quale sò certo che brigherà per- Russia il nuovo gran maestro di Malta, per con- mmmende che gli sono, state conferite da Paolo I.

nistre des Deux-Siciles en Russie. — Spina fait ici allusion dépêche chiffrée de Consalvi du 2 mai (pièce n° 394).

In genere però, in questi giorni molti temono per noi, e questi mi rincresce che vi è il cav. Azara, il quale costantemente parla, o per bocca del Primo Console, o per quella del ministro. Ma io non voglio ancora disperare. Giunga presto Livio, e tutto sarà accomodato, o la nostra caduta sarà sempre più gloriosa.

P. S. — Si era messo in capo al Primo Console di chiedere Sua Santità di allontanare da sé dodici soggetti. V. Em., l'Em. Antonelli, e l'abbate Bolgeni¹ sono nel numero: non sò ancora gli altri. Si deve all'abbate Bernier, che abbia depresso quel pensiero. Si sa quà tutto ciò che si dice, e forse tutto ciò che scrive in Roma. Lo avverto all'Em. V. per sua regola.

(Cultes, Arch. de Caprara).

484. — Spina à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 21 maggio 1801

Sono penetratissimo dalla vostra affettuosissima lettera. Non potete essere da me più affettuosamente corrisposto, e, per questo, il mio dolore per la guerra che vi si è fatta, e che forse vi si continua a fare per il ritardo del corriere, non ve lo esprimere. Ma questo ritardo, credetemi, è stato fatale. I nemici della religione si abusano dello sdegno del Primo Console su questa, e i suoi ministri sono atrocemente perseguitati.

Faccio ciò che posso per Braschi; ma nulla spero per alcuno oggetto se il cielo non diventa più sereno. Mettetevi ne' miei, e vedete se merito anch'io compassione.

Per carità, prendete aiuto. È impossibile se no che resistiate; o perchè voler soccombere sotto la fatica, piuttosto che vivere, e continuare a servire e ad esser utile alla Santa Sede, e alla religione, al vostro sovrano!

Bernier vi saluta. Riguardate nelle sue lettere una persona

¹ L'abbé Bolgeni, savant Jésuite, était devenu le théologien pénitencier de Pie VI. Pendant la République romaine, il avait conseillé de se soumettre au serment de haine à la royauté, et cet avis public, regardé alors comme un acte de faiblesse, avait soulevé de nombreuses contradictions. Il est difficile de comprendre pourquoi l'abbé Bolgeni était accusé à Paris de pousser le Pape à la résistance.

L'ULTIMATUM

di ufficio, e che deve perciò comunicarle a chi gli li scrivere.

Io zio, che mi ha scritta una lettera affettuosissima, conservatevi : ma conservatevi, e credetemi sempre ore tutto vostro.

(atican).

85. — Luochesini au roi de Prusse.

Paris, 22 mai 1801.

ance donne tous les jours aux anciens coalisés de nou-
ifs de crainte et de mécontentement, surtout en Italie
rier Consul veut continuer à dominer seul. Le Pape
de nouveau menacé de la vengeance du Premier
sieur Cacault recevra en peu de jours l'ordre péremp-
clarer au Saint-Père de signer sur le champ l'ultima-
affaires de religion qu'on lui a envoyé d'ici, ou qu'il
Rome et se retirerait au quartier général du général

Berlin).

486. — Minto à Hawkesbury.

Vienna, June 12th 1801.

e been induced to make the enclosed abstract of the
Gallo's last dispatches to general Acton and letters
een, written at the moment of his departure from
he 20th may :

e french government has expressed to Mgor Spina the
nt resentment at the delay of the court of Rome in
with the conditions proposed by France respecting
hey have peremptorily intimated that if everything is
iately agreed to, all communication with Rome will
off, Mgor Spina will have orders to quit Paris, and
to leave Rome
ncipal demands of France are the following. The Pope

shall acknowledge and confirm the present bishops and priests the french government to have the right of naming and electing them in future. The Pope shall absolve and release from ecclesiastical bonds those priests who have married, and have quitted the clerical state. The Pope shall consent to the occupation or alienation of Church property, which has taken place during the Revolution, the government remaining charged with the care of making a suitable provision for the Church and clergy by adequate pensions. He shall approve the synod and discipline, that is to be formed according to the ancient rights of the gallican church, of which the government is to be acknowledged the head, as formerly.

The Pope would grant some of these points with little difficulty, but the absolution of priests and bishops from the clerical state is absolutely impossible ; and those articles which relate to the right of government in matter of discipline and nominations cannot be granted, unless the catholic religion be made predominant.

These disputes will therefore still run into length, notwithstanding the violence with which they are prosecuted. But there is a danger of their furnishing new pretexts for projects of ambition in the Roman territory. It appears, in a single word, that the intention of France is to become mistress of all Italy from end to end. Will all the powers of Europe see this with indifference ?.. »

(Record office; *Austria*, vol. 63).

PARTIE XI

CONSALVI PART POUR LA FRANCE

La note de M. de Kolytchev sur le Piémont est colportée en Italie. — Bruits d'une rupture prochaine entre la Russie et la France. Ils décident le roi de Sardaigne à repartir subitement pour Naples.

Arrivée des dépêches comminatoires, envoyées de Paris le 13 mai. — En répondant à Bernier, Consalvi rejette sur Cacault la responsabilité des retards néanmoins, il se déclare prêt à sacrifier sa personne.

L'ultimatum français est apporté à Rome le 28 mai. — Le soir même Cacault en avertit Consalvi, malade de la fièvre. — Il revient le lendemain : le cardinal le conjure de ne pas quitter Rome, ou du moins d'y attendre pour savoir comment le contre-projet romain aura été accueilli à Paris.

Il se répand que les Français cherchent un prétexte pour s'emparer de Rome — Agitation des révolutionnaires italiens.

Consalvi demande en secret à M. de Vargas si l'Espagne donnerait asile au Pape. — Pressé par l'envoyé espagnol, il se prête à lui communiquer les projets français de concordat et de bulle.

Le Pape ayant déclaré avec fermeté ne pouvoir souscrire ces projets sans modifications, l'ultimatum lui est notifié officiellement le 30 mai.

Louables efforts de Cacault pour atténuer les apparences d'une rupture. — L'idée d'une mission personnelle de Consalvi auprès du Premier Consul est suggérée par lui : elle est aussitôt adoptée par le Sacré Collège, réuni le 2 juin en présence du Saint-Père.

Dans ses dépêches, Cacault proteste qu'aucune intervention étrangère n'a influé à Rome sur la négociation religieuse. — Il laisse M. Artaud pour gérer la légation de France. La secrétairerie d'Etat pontificale est confiée au cardinal J. Doria.

Le 6 juin, Consalvi et Cacault sortent de Rome dans la même voiture. — A Florence, ils sont bien accueillis par Murat. — Cacault reste en Toscane, tandis que le cardinal se hâte de prendre le chemin de la France.

mienne n° 3, du 6 floréal (26 avril). Je n'ai plus qu'à attendre le sujet de l'affaire du concordat, les résultats de Paris.

Il n'y a, de la part de cette cour, aucun désir de traîner longueur ; on est gauche, lent par nature, et de plus théologien de métier. Vous savez que cette cour de Rome n'est plus ce qu'elle fut autrefois le siège de la politique. Si l'accord a lieu avec elle elle acquerra une base de considération, et alors elle se verra qu'elle ne peut avoir d'appui que dans le système de ses intérêts religieux : elle perfectionnera son système.¹

J'ai l'honneur de vous informer que le Pape a reçu l'avant-veille 27 floréal (17 mai) au soir, que le fort San-Leo et la province de Montefeltro dans le duché d'Urbin ont été occupés par les Français et enlevés à la domination de Sa Sainteté. Le Pape a fait partir un courrier pour porter ses plaintes d'un tel envahissement, au général Murat à Florence ; mais c'est le général Melas qui a donné l'ordre. L'affaire va traîner : ce petit pays souffrira pendant le débat. Ces sortes d'incidents font mauvais effet.

Il est arrivé le 28 de ce mois (18 mai) un courrier venant de Paris en dix jours. Il portait des dépêches adressées à Tscharkov, conseiller intime de l'empereur de Russie, attaché à l'ambassade russe auprès du roi de Sardaigne. Il faut que ces dépêches aient donné au roi de Sardaigne de mauvaises nouvelles de ses affaires, et même des craintes fort vives ; car le roi et sa petite cour ont pris sur le champ le parti de quitter Rome pour se rendre à Naples : ils semblent fuir le danger d'être enlevés à Rome. Nous avons nouvelle qu'ils ont quitté Terracine ; et ils doivent être arrivés maintenant à Naples. Ceux qui voudraient faire renaître des divisions ne cessent de dire que la guerre se rallumera entre la Russie et l'Empire contre la France ; et la peur du roi de Sardaigne, qui s'enfuit de Rome, tient à de tels faux bruits et tend à les accréditer.

M. de Vargas, nouveau ministre d'Espagne, est arrivé le 13 floréal (13 mai) à Rome. Son prédécesseur, M. de Labrador, propose de partir incessamment. Je crois qu'il ne se propose pas de rentrer en Espagne, de peur d'éprouver un mauvais accueil...

¹ Ce commencement de dépêche a été publié par le P. Theiner, (t. I, p.

P. S. — Je vous adresse copie d'une prétendue note¹ qui se vend avec profusion en Italie. On attribue au mauvais succès cette note à Paris, la peur du roi de Sardaigne, qui l'a forcé de se retirer à Naples, d'où l'on prétend même qu'il passera à Rome. Il a été suivi du duc de Chablais et de toute la cour.

M. Jackson, ministre d'Angleterre près le roi de Sardaigne et qui est encore ici, a dit avoir reçu officiellement la nouvelle de la paix entre la Russie et la cour de Londres.²

(Aff. étr., Rome, vol. 931).

489. — Consalvi à Bernier.

Rome, 21 mai 1801.

Je reçois presque dans le moment la lettre que vous venez de m'écrire, datée du 13 du mois courant.³ Je l'avouerai, avec franchise assez connue, mon cœur n'a pu n'y être très sensible. Je croyais, M^r, d'être au-dessus de tout soupçon en matière de simplicité de caractère, soit pour ma conduite constante, soit pour les preuves que j'avais données particulièrement à l'égard des affaires de France. Le fait a déjà répondu pour moi : le même courrier que vous m'avez écrit, M^r, votre lettre (le 13 mai), le courrier Livio était parti de Rome ; ainsi tout ce qu'il a apporté à Paris ne pourra pas être regardé comme l'effet de votre lettre. Vous aurez vu tout ce qui a été fait pour les affaires de France. On n'a été refusé par Sa Sainteté, si l'on regarde à la substance de la chose. Il n'y a eu que des changements dans les for-

C'était la note remise à Talleyrand le 26 avril par M. de Kolytchev (cf. p. 487, note). Le ministre russe y déclarait, sans aucun ménagement, que « les humiliations arrachées à la cour de Naples par la force des armes, et la conduite si inattendue qu'extraordinaire tenue vis-à-vis du plénipotentiaire de S. M. le... font naître de justes défiances... » ; que « ni l'armistice de Foligno, ni les propositions pour la paix proposées au marquis de Gallo et transmises à son refus au général Murat pour être extorquées au chev. Micheroux, ne seraient jamais reçues par S. M. l'empereur... » ; que si l'empereur avait pensé à rétablir des relations d'amitié avec la France, c'était par la pensée « que le système d'envahissement suivi par le Directoire n'existait plus... »

La nouvelle, si elle a été réellement donnée par M. Jackson, était erronée. Il n'est pas seulement vrai que l'empereur Alexandre, le lendemain de son avènement, n'a fait parvenir en Angleterre quelques paroles de paix ; et que le cabinet anglais de son côté, avait envoyé en Russie lord Saint Helens pour essayer de négocier (Cf. *Arch. de Vorontsov*, t. X).

Pièce n° 463.

mes et dans les expressions. Ce sont les lois de l'Eglise qui l'exigé, et c'est heureux de devoir vous parler un tel langage : le parle sans doute à celui qui est dans le cas de l'entendre. Il a lieu à espérer que l'on en aura été très satisfait.

Je dois dire un mot sur le délai. Je vous prie, M^r, de réfléchir qu'on a employé environ quatre mois à Paris pour faire rédaction de la pétition. Il semble que dans une affaire la plus importante qu'il y en eût jamais, on puisse se flatter que l'euveille bien nous compâtrir, si l'on a eu besoin de deux mois pour conclure. Je vous observerai, M^r, que dans des affaires qui sont bien au-dessous de celle-ci, vous ne trouverez pas d'exemple d'un plus court délai. Dieu m'est témoin de tout ce que m'a coûté l'accélération. Le Saint-Père n'a appelé que douze cardinaux, au lieu de tous, pour faire plus vite. On s'est occupé de cette affaire unique, du matin au soir, tous les jours. J'en connaissez, M^r, toute l'importance ; ainsi ne croyez pas que d'autres affaires d'administration, ou bien d'autres objets en aient détourné mon attention pour un quart d'heure : soyez-en sûr sur ma parole. Malgré l'importance même de la chose, sa difficulté, les moyens de la prendre ont exigé ce délai, qui nous a coûté plus de peine, j'en suis sûr, qu'à vous-même.

Avec tout cela, je le dirai franchement, le courrier sera parti vingt-quatre jours plus vite sans M. Cacault. Il demandait être instruit de la réponse qu'il aurait apportée. Ce fut avec une candeur, peut-être sans exemple, que je lui lus tout loyalement la teneur de la réponse. Elle était, comme elle l'a été après, parfaitement conforme à la pétition, dans la substance. Mille difficultés s'élevèrent sur les formes et sur les expressions ; difficultés qui ne se présentaient pas par vos lettres, ni par celles de Mgr Spina. Le vif désir d'assurer le succès les fit prendre en considération, sans en oublier aucune. Je ne dirai pas combien cela coûta de traiter, et lui persuader la nécessité qu'exigeait la théologie. Vous savez bien, M^r, que ce langage n'est pas tout usité. Il fallut rassembler de nouveau deux autres fois la Congrégation ; vous savez que cette affaire n'était pas de mon domaine exclusif. Sa Sainteté s'en occupa elle-même d'une manière peu commune. Tout cela amena par nécessité, du temps ; il fal-

déjà, car cela est répété mille fois dans les papiers de la tative ; c'est-à-dire qu'ils ne jouissent pas de la confiance du gouvernement. Sa Sainteté, pour les devoirs que lui impose son ministère, pour l'amour de la paix, pour la tranquillité de la France, a tâché de persuader au Premier Consul qu'il aura des évêques légitimes des pasteurs soumis et obéissants, selon la loi de Jésus-Christ le leur ordonne ; il a espéré et il croit que le Premier Consul voudra bien lui donner cette consolation ; mais tout ceci est bien différent de ce que l'on appelle des raisons particulières, dont il est question.

J'en ai dit assez, à ce qu'il me semble, pour vous me faire voir, M^r, d'où la dilation a été occasionnée. Il est inutile, j'espère, après tout ceci, de vous marquer combien la politique et l'ambition de sir de gagner du temps n'y est entré pour rien. Mais je tiens à mon honneur, je dois à celui du Saint-Père de vous en dire un mot. Oui, M^r, cette persuasion-là est bien éloignée de la vérité, c'est bien nous faire tort que de la soupçonner. Le caractère du Saint-Père est assez connu pour lui-même. Je m'étonne que Mgr Spina aurait donné une idée plus exacte du ministère que m'aurait mis au-dessus de tout soupçon dans ce genre. J'appelle aussi à tous les Français qui ont eu affaire avec moi, et n'en dirai pas davantage. Le gouvernement français lui-même ne sait pas si le Saint-Père a mêlé rien de temporel dans la trêve des affaires ecclésiastiques. Ainsi je ne puis ne pas être sensible à ce que je lis dans votre lettre, que tout délai ultérieur « m'est personnellement imputé. » J'y suis sensible, M^r, parce que je puis me reprocher (je vous l'assure) de n'avoir rempli très exactement mon devoir, et de n'avoir tâché toujours de faire de mon côté tout mon possible pour le bien, et pour conserver la correspondance et les relations amicales entre les deux gouvernements. Mais si je suis soupçonné du contraire, le bien que la chose exige, M^r, que je ne reste pas dans la place que j'occupe. Un seul mot suffit pour m'en faire demander la démission. Permettez-moi, M^r, quoique je n'aie pas le plaisir de vous le dire personnellement, de vous en dire un mot en partant. Je ne tiens nullement à ma place. Au contraire, je l'abhors et la déteste plus que la mort. Je l'ai acceptée par obéissance, et je la garde par reconnaissance ; j'ai pensé que j'aurais tous le

vis de mon souverain et de mon bienfaiteur si je refusais
 aibles services dans un temps périlleux, dans des circons-
 : si difficiles. Mais s'il y a une issue par laquelle je puisse
 er sans blesser lesdits devoirs, je me regarderai comme le
 heureux de tous les hommes. Cette issue serait celle sans
 de se démettre, si l'on ne jouissait pas de la confiance qui
 nécessaire au bien réciproque. Soyez bien assuré, M^r,
 : n'en aurais aucun regret, et je ne cesserais pas pour cela
 re les vœux les plus ardents pour la conservation de la
 intelligence entre les deux gouvernements, qui se trouve
 usement rétablie, et pour la paix et la tranquillité de la
 e, à laquelle est attachée celle de l'Europe. Vous voici, M^r,
 entiments sincères.

dois à la vérité une observation sur une expression de
 lettre. En nombrant les différentes choses dont il n'est pas
 de de traiter jusqu'à la conclusion de l'arrangement sur la
 e affaire, vous parlez d'un accroissement désiré par Sa
 té de son territoire. Le Saint-Père n'espère des bonnes
 sitions du Premier Consul que la restitution des Etats qui
 appartenaient à l'Eglise romaine ; il n'a aucune vue de s'a-
 ir.

finirai, M^r, par vous témoigner ma reconnaissance pour
 l'intérêt que vous prenez à moi : je ne l'oublierai jamais.

ferai toujours un devoir de vous prouver, par des faits,
 ne et l'attachement que je vous conserverai constamment,
 tends que vous m'en fournissiez les occasions.

S. — J'ajoute que mon honneur et le bien de la chose exi-
 que vous veuillez bien avoir la complaisance de chercher
 ment favorable, pour faire connaître au Premier Consul
 laircissements que j'ai donnés.

rais oublié de parler de l'influence des autres cours, à la-
 : on a attribué le délai. Mais lesquelles ? Que l'on trouve
 al homme (à l'exception des cardinaux et du secrétaire de
 grégation) qui en ait pénétré la moindre chose. Il est long-
 : qu'un silence pareil était inconnu à Rome. Sa Sainteté a
 faire garder ; il est encore ignoré tout à fait. Où est-ce
 l'influence extérieure ? Je n'en dirai pas davantage.

étr., *Rome*, vol. 931) ¹.

P. Theiner a publié cette pièce (t. I, p. 432 et s.).

490. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 21 mai

In seguito del corriere che partì da costà il dì 8 giunse in Roma il dì 18, e molto più in seguito di una lettera generale russo da Napoli, ieri l'altro se ne partì improvvisamente il re di Sardegna per Napoli, benchè dicesse di andarsene scati. Ciò ha dato luogo a molte ciarle e timori. I miei amici hanno detto, che informato il re che presto possa aver rottura fra la Russia e la Francia, e che bensì credendoci poco sicuro qui e preferendo Napoli dove si sono i lezisti abbia presa, benchè ne avesse certo tutto il tempo, questa aspettata risoluzione.

Io mi voglio augurare, che possa esserle riuscito dal punto rapporto agli amministratori. Questo sarebbe un rimedio per molto smorzare la furia dei vescovi legittimi. Primo Console non vorrà ammettere.

Nella lettera che le scrivo sopra San Leo¹, ella rimarrà mi attacco al solo possesso, niente riferendomi a Tolentino Campo Formio.

Una cosa che dà grande pensiero, è questa gran confusione che si forma a formarsi, anzi si dice formata dai furiosi democrazisti dagli empi, e dominata da una sfrenata voglia di oro e di potere contro tutti i sovrani, preti e frati, ecc. Essi dicono apertamente di aversi sbagliato nella passata rivoluzione, col non averli tutti, e aspettano di provvedere alla prima occasione. So che Angelucci², che fa il pentito, ha detto che tutti consentire che potessero ristabilirsi i Gesuiti, si sono uniti in diversi capi, uno dei quali è a Milano, uno a Firenze, uno a Roma, uno a Napoli, ecc., e che, già due mesi sono, i seguaci erano sopra ai settanta mila. Essi parlano della immunità del Primo Console, come noi parliamo di quella di Paolo I. Ella non può credere quanto pubblicamente si parla della imminente morte del Papa, e sono arrivate scommesse grossissime, che egli non piglierà il Possesso.

¹ Pièce n° 493.² Probablement L. Angelucci, qui avait été consul de la République et qui s'était réfugié en France après la capitulation de Rome.

gli avvisi da dare da pensare assai. Sarebbe porre de' ripari a sì gran torrente, e non dicendo che converrebbe rimettere dappervere almeno de' sicuri indagatori e relatori, lior progenie nel tratto successivo, giacchè incorregibile la presente.

e l'abbate Bernier le farà leggere la mia iso di mandarla a sigillo volante. Io ho cre-ivere così, mostrando d'esser sensibile alla ne, ed ho l'aria di lagnarmi di lei per non scere il mio carattere. Si assicuri davvero ntire che non hanno fiducia in me e mi quisterebbero un diritto eterno alla [mia] ri-ni aprirebbero una strada di uscire da questo senza essere sconoscente al Papa, abbandonamente in queste circostanze. Mi sappia dire questa lettera.

cault, sappia che vuole sapere a forza che e si mostrò di ciò commissionato dal go- di dovervi aderire per non farcelo nemico. giurò che niente avrebbe scritto (sebbene io poi mancò solennemente alla sua parola. e che lo stesso dì 13, che Bernier mi scrisse il corriere Livio partì da qui : lo stimo una osì evitata la vergogna, che la partenza non osse presa per un effetto di timore.

o punto de' vescovi sarà stato l'urto della se sono ragionevoli, devono pur vedere che , cioè la dimissione di essi, e l'accettazione erà il Primo Console, rimanendo la sola dif- del modo di eseguire, giacchè il dire *tout* on riconoscerà altri vescovi che quelli, è ssibile, venendosi con ciò ad escludere la ne di dimettersi, e l'ottenere così l'intento lontariamente, o che col loro rifiuto ad onta , si rendano da sè stessi rei, e così diano al porli ; mentre senza di ciò non può il Papa

deporli senza causa, specialmente un intero corpo, come si è dimostrato nei fogli di Ragioni dei cambiamenti¹.

Io non le negherò che questa maniera di agire per parte di costà, secondo che mi risulta dalla lettera dell' abbate Bernier e dal di lei dispaccio, è amara assai, e siccome mi fa prevedere quella che si terrà nella trattativa delle cose temporali, così faccio con lei le mie partenze fin d'adesso, poichè io non sacrificherò mai il mio onore, e mi dimetterò piuttosto che nel mio ministero si veda segnare la rovina, o il danno non indifferente della Santa Sede. Ella si aspetti in tal genere ogni male possibile.

La condotta tenuta con la Russia lo dimostra. Si è qui veduta la nota ufficiale di Kolytchev, che non è scritta nel tuono di un timido.

Quanto al nuovo re di Etruria, va benissimo che ella dica di non avere istruzioni, e che si conduca nel modo che ha immaginato. Bisogna vedere di non compromettersi nè con l'uno, nè con l'altro. Il gran duca Ferdinando si ricusa alla rinuncia. Al giungere in Toscana del nuovo re, non è possibile che il Papa non mandi a complimentarlo, e non faccia il nuovo nunzio di Firenze.

Il re di Sardegna, alla nuova della imminente probabile rottura con la Russia, nel momento se n'è andato a Napoli, temendo qualche sorpresa qui, e volendo stare più vicino ai Russi. Ciò ha fatto molta impressione nel paese.

Circa l'affare di Malta, è falsissimo ciò che ha scritto il segretario di Hompesch, che qui siasi disposto a far tutto per lui. Anzi all' avere egli presentato dopo la morte di Paolo I una lettera al Papa, ed una a me di Hompesch, che fra le altre cose diceva ancora di riprendere le redini del governo, gli fu da me detto d'ordine di Sua Santità, che siccome Sua Santità si mosse a tenere il presente contegno con lui, per il riflesso della condotta da lui tenuta con la Santa Sede presso di cui si era reso reo (condotta che non poteva Sua Santità, immerso in altri gravissimi affari, occuparsi ora di esaminare), così la morte di Paolo I niente cambiava sul di lui conto, onde Sua Santità non poteva rispondergli,

¹ Pièce n° 401 (p. 281 if.).

che quanto all' esercizio del gran magistero, badasse tenersene, mentre Sua Santità, per il bene generale e dovendo evitare ogni nuovo disturbo, si vedrebbe desiderare in tal caso la di lui partenza dai suoi Stati. Ciò che ella mi dice di procurare di conciliare le cose, e in Roma il capitolo generale, tutto questo dipenderà da lettera che si abbia da Pietroburgo sull' inviare Della Genga, mentre ancora si aspetta, da due mesi e meno di quel corriere che portò all' imperatore il breve, e l'offerta di spedirvi Genga: per il che eseguire vi è un assenso, e allora egli tratterà l'affare.

i Gesuiti. È vero in parte ciò che ella ha risposto al sole, ed in parte nò. Il breve consiste in questo, che colà l'Ordine dei Gesuiti (non è dunque il permettere che si vestano e si regolino come già i Gesuiti), ma che tale ristabilimento è per la sola Russia, e non per la parte del Cattolicismo. Le dirò però, che fra poco si fa notizia della Svezia, a quello che si sente. Il Papa crede di non negare a chi li dimanda, e come fa a modo del re per casa sua, così non può ricusarsi agli altri sovrani, quando glieli cercano, specialmente nei paesi non dove mancando altri operai, non vuole il Papa farsi reo delio della mancanza dei necessari mezzi per il servizio di tali regni. Quanto poi al disgusto in genere della Sua Santità, prima di fare tal breve per la Russia, con confidenziali di suo pugno gli ha comunicato tutto, e se non sia nel suo cuore persuaso, pure la cosa è tutta la fiducia e confidenza reciproca, e si sono mostrati alla Spagna in ciò fare tutti i più delicati riguardi. Le secolarizzazioni dei principati ecclesiastici di Germania ci prende il più vivo interesse, perchè non siegua il minore male possibile: ma quanto al modo di farle, parte presso il Primo Console, lascia a lei di regolare la sua prudenza e le circostanze le consiglieranno. E come complimenti, tale è la saviezza, la capacità, le viste, la lodevolissima condotta da lei tenuta in tutta l'occasione (cosa niente sorprendente per me, che ben la

conosca), che Sua Santità non sa applaudirsi abbastanza della sua scelta, e non riposare pienamente nelle sue mani.

Insorge un nuovo guaio nella Cisalpina. Vi si esige dai vescovi e parrochi, ecc., il giuramento così concepito : « Io giuro fedeltà alla Repubblica cisalpina, ed ubbidienza alla legge.¹ » Il Papa, consultato, ha risposto francamente che questa generica ubbidienza alla legge non è lecita, attese le ragioni addotte anche nella trattativa del giuramento della Promessa francese, onde che lo permette con una di queste due aggiuntegli, e non altrimenti, cioè « salva la religione » ; ovvero « nel civile e nel politico. » In questa esigenza di giuramento riconosce il Papa un nuovo pretesto per suscitare persecuzioni, e per fare manbassa su tutti gli oggetti religiosi. Crede che ella farne debba rappresentanze al Primo Console, tanto più che ella riferì in un suo dispaccio esser di lui mente che si esigesse il solo giuramento di fedeltà al governo.

Vi sono tutti i più unisoni indizi di un grande ed esteso complotto, che si forma dai patrioti romani, napoletani e cisalpini, e da alcuni terroristi francesi, scontenti di Bonaparte (i quali tutti fanno sede in Milano), per la rovina di tutti i governi e del Primo Console stesso. Essi parlano della imminente morte del Papa a piena bocca, e palesemente. Si sa che mirano ancora a far leve di truppe in Cisalpina, e a profittare di qualche allontanamento dei Francesi, in caso che si riaccendesse la guerra, per invadere lo stato del Papa, e farvi la rivoluzione. Qualcuno di essi ha rivelato che, al solo timore che risorger possano i Gesuiti, si sono formate delle coscrizioni, le quali, due mesi fa, ascendevano già in Italia a [settanta] mila, divisi in tante loggie in ogni città, con i capi che si corrispondono. La cosa è assai seria, e pienissima di pericolo.

¹ Ce serment ne résultait pas d'une disposition nouvelle. Il était exigé en vertu de la loi rendue à Milan le 13 vendém. an VI (4 octobre 1797) sur le clergé, et qui portait : «... il commissario del Potere esecutivo presso l'Amministrazione centrale, dovrà esigere dal nuovo vescovo il giuramento di fedeltà alla Repubblica cisalpina ed esatta obbedienza alla legge... » On a déjà vu (p. 23, note) que le clergé cisalpin et la cour de Rome regardaient la loi de l'an VI comme abrogée.

no answer to his proposals, saying that such conduct would necessarily occasion his adopting other measures with regard to His Holiness, and that he should be obliged to arrange the ecclesiastical affairs of France himself, without suffering any further interference from Rome. Bonaparte added that the same sort of difficulty on the part of the king of Sardinia had been highly prejudicial to him, « although (said the First Consul) the interest which England and Russia take in his affairs will oblige me to give him something »...

(Record office, *Sardinia*).

492. — Murat à Caleppi.

Quartier général de Florence, 2 prairial an IX (22 mai 1801).

J'ai reçu, M. le ministre plénipotentiaire, la note que V. E. m'a adressée¹ relativement à la province de Montefeltro et au fort San Leo. Je n'ai pas appris sans surprise l'occupation de ce pays par les troupes sous les ordres du général Debelle. J'ai vu surtout avec peine, l'abus qu'on a fait de mon nom et d'une de mes lettres au cit. Pétiet. Ce ministre m'avait écrit qu'on avait alarmé le gouvernement cisalpin, en assurant que j'avais donné des ordres pour faire rendre au Pape Montefeltro et le fort San Leo. Une telle réclamation dut me faire douter si la République n'avait pas sur la province en question quelque titre positif, et même si déjà elle n'en était pas en possession. En répondant que je n'avais donné aucun ordre, j'entendis exprimer seulement que je ne voulais, ni ne pouvais porter aucune atteinte aux droits de cette République, supposé qu'elle en eût quelqu'un ; mais il fut toujours loin de mon intention d'autoriser en aucune manière l'occupation de la province ou du fort, par les troupes cisalpines ou par celles de l'armée d'Italie.

¹ La note était datée de la veille. Mgr Caleppi en expliquait ainsi l'objet à M. Agar, secrétaire de Murat : «... Si M. le général ne croyait pas pouvoir faire rendre dans le moment au Saint-Père la province de Montefeltro et le fort San Leo, ne pourrait-il pas donner au moins une réponse par laquelle il vint à désapprouver l'occupation qui s'en est faite, et à désavouer la fausse interprétation que l'on a donnée à sa lettre [à Pétiet] sur laquelle on s'appuie tant, et permettre ensuite que l'on publie sa réponse ou la publier lui-même ?... » (Arch. du Vatican).

puis ma lettre au ministre Pétiet, et sur votre demande, ministre plénipotentiaire, j'écrivis au général en chef de l'armée d'Italie, pour l'inviter à ne permettre aucune entreprise sur le territoire occupé par les troupes de Sa Sainteté. Il me répondit le 23 floréal (13 mai) avoir donné des ordres en conséquence, et j'eus l'honneur de vous donner communication de sa lettre. Je dois supposer aujourd'hui, qu'au moment où le gé-

néral Debelles a effectué l'occupation dont vous vous plaignez, il n'avait pas reçu les ordres de son général en chef. J'ai chargé le chef d'état major d'écrire au général Debelles. Je vais écrire aussi au général Moncey, pour l'engager à faire retirer les troupes de l'armée d'Italie.¹

Quant à ce que je vous ai déclaré, M. le ministre plénipotentiaire, que le gouvernement français maintiendrait la souveraineté temporelle du Pape, j'y étais formellement autorisé, et je me plaisais à renouveler la même assurance.²

(Arch. du Vatican).

493. — Consalvi à Spina.

Roma, 23 maggio 1801.

Il giorno 11 del corrente un corpo di truppe cisalpine, comandato da ufficiali cisalpini e francesi, si presentò al forte di San Leo, affatto indifeso, e se ne impadronì, e così in seguito di tutta la provincia del Montefeltro, pertinenza del ducato di Urbino. Sua Santità ne ha fatto fare il reclamo al sig. generale

Le 23, Murat rendait compte au P. Consul : « Le général Debelles vient de faire occuper la province de Montefeltro et le fort San Leo. Le Pape réclame avec force et paraît fondé. L'opération du général Debelles me paraît au moins impolitique au moment actuel, si elle n'est pas totalement contraire aux vues du gouvernement. Je vous prie de faire décider si Montefeltro doit appartenir au Pape, ou à la république cisalpine. Si on prononce en faveur du Pape, je crois que la décision ne saurait être trop prompte ; si on prononce contre lui, je pense qu'elle pourrait être trop lente. En attendant j'écris au général Moncey pour l'inviter à retirer les troupes du général Debelles : je vous prie de lui en donner avis. »

Cette réponse de Murat a été transmise le même jour, 22 mai, à Mgr Caleppi. M. Agar, qui ajoutait : « ... V. E. y reconnaîtra les sentiments constants du gouvernement pour tout ce qui intéresse le Saint-Père, et pourra faire de cette pièce ce qu'elle jugera convenable » (Arch. du Vatican).
Ibid. p. 316, note.

Murat, pregandolo a riflettere, che avendo il governo francese, nell' ingresso delle sue truppe in questi Stati, dichiarato che riconosceva il Papa come potenza amica e che rispettava la sua sovranità, non dovea perciò il sig. generale permettere che occupando egli la provincia in cui si trova quel territorio, un' altra forza venisse ad impadronirsene. Si spera che il sig. generale Murat favorirà l'istanza, mentre si era precedentemente spiegato bene su questo oggetto, ed avea detto di voler far sapere al comandante di Bologna che egli non avrebbe sofferto, che dove egli avea il comando, altro si introducesse. Ma è a lei sopra tutto che si dà conto di questo affare, perchè ella veda a che siamo. Ecco la seconda perdita di un possesso già riacquistato, giacchè ella sa bene che la prima perdita fu Pesaro e il suo territorio. Ora il territorio di Montefeltro va anch' egli a soggiacere a mali infiniti, poichè gli occupanti sono tutti accaniti patriotti napoletani, romani e cisalpini, e vi commettono mille estorsioni. Il Santo Padre geme sulla sorte di quella misera gente. Questo è quanto dovea io dirle in questa mia; ed altro non rimanendomi, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

494. — Consalvi à Spina.

Roma, 23 maggio 1801.

Con un corriere straordinario ricevei ieri l'altro il di lei dispaccio del dì 13, ed una lettera del sig. abbate Bernier della stessa data. Vi ho letto con mio sommo dolore dei sentimenti, che sono troppo lontani dal vero, e mi fanno troppo gran torto. Mancò male che il corriere Livio partì da qui lo stesso dì 13, nel quale tali cose mi sono state scritte. Se per caso avesse tardato a partire sette giorni, cioè dopo che il dispaccio e la lettera mi fossero giunti, avrebbe potuto credersi che il timore avesse troncato le indugie, e che perciò veri ne fossero i sospetti e le accuse. Sono rimproverato di aver tirato in lungo per guadagnar tempo, sperando sopra un qualche cambiamento politico, o sentendo l'influenza delle altre Potenze. Risponderò francamente, che mai trattato ecclesiastico di grave importanza è stato disbrigato più presto di questo, e certo l'importanza di

io non è da porsi in confronto di questo ; mai se n'è uno con sì impenetrabile segreto, al segno che ha fatto voglia di tutti ; tanto è falso che vi abbia parte l'influenza o. Se la stessa importanza della cosa ha fatto impiegare mesi costà per mandare il progetto, è ben da comparsa ne siano impiegati due mesi qui per combinare la cosa.

Io senza M. Cacault, il corriere Livio sarebbe partito venti cinque giorni prima. Egli volle saper tutto, e formò questioni sopra di tutto. Bisognò fargli conoscere l'imità delle sue pretensioni, ostinandosi a volere esprimersi, e forme affatto contrarie alle leggi della Chiesa. Io radunare due altre volte la congregazione, rifare copie, e cambiamenti, essendosi avvicinati a lui per quanto potuto consentirlo le regole della Chiesa. Tutto questo ho fatto del tempo. A lui dunque deve attribuirsi la mancanza della spedizione in una tale o tale altra epoca. Io ho scritto anche, non per malizia, ma per errore, ciò che sussisteva : mai si è esatto che si dassero liste, mai che io ero le cagioni delle esclusioni. Di questa seconda cosa io non l'è avuta mai l'idea ; della prima si è detta qualche cosa di consiglio e preghiera per il bene della cosa, onde io non l'asprezza del colpo, non facendolo sentire inutilmente a quelli i quali si ha voglia di conservare. Il sig. Cacault assicurato che la discussione sarebbe servita al solo oggetto di schiarirsi reciprocamente, e promise che nulla scrivere, perchè conveniva meglio che il nuovo progetto fosse conosciuto nel suo tutto. Io mantenni la promessa dal mio lato, e nulla a lei ne scrissi. Ma egli non ha fatto così, e non si è dato di relazione di sì vasta materia, in alcune cose si è stato esatto e non è stato esatto.

Io in qui detto ella vedrà che non si ha il torto, e che i miei motivi e la nostra lealtà non sono affatto fondati. Il sig. abate mi ha scritto che ogni ulterior dilazione mi si imputerebbe personalmente. Ella avrà veduto che io non lo merito. Io so però che non avendo io la confidenza del governo, e da ciò risultare molto danno alla cosa pubblica, e alla tranquillità che si ha e deve aversi in vista, io darò

volentierissimo la mia dimissione. Non è che per obbedienza che io ho accettato questo posto, che aborrisco: l'ho ritenuto per riconoscenza, e mi è sembrato di essere ingrato e vile, abbandonando il servizio in sì pericolosi e tempestosi tempi. Ma se mi si apre una uscita da poterlo fare senza queste taccie, io divengo un uomo felicissimo. Ella conosce il mio carattere, e sa bene quanto siano veri questi miei sentimenti.

(Cultes Arch. de Caprara).

495. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 23 maggio 1801.

Anche due righe all' amico. Non vi ripeterò ciò che ho scritto nelle lunghe lettere d'ufficio a voi e all' abbate Bernier. Il solo fatto fa la mia difesa. Ma egli è ben duro di doverla invocare, quando si crede di meritar tutt' altro che quello che si soffre. Non posso non credere di aver qualche diritto alla riputazione di specchiata semplicità ed onestà di carattere. Una contraria idea che si abbia di me, non può non essermi sensibile. Ma consolandomi dal pensiero che queste dubbiezze medesime possono condurmi allo smaniato fine di uscire da questo da me aborrito impiego, sono molto tentato a disprezzarle, o risguardarle anche come un fortunato mezzo che conduce a un bramato termine. Ciò tanto più mi aggradi, quanto che lascio salute, sia a soffrirne troppo sensibilmente, sia per la fatica, sia per le interne amarezze che mi lacerano il cuore.

Non ho ancora potuto trovare uno, che sia capace di ben fare quel gazzettino che mi chiedesse¹; ma lo troverò ben presto.

Addio, amico carissimo, sono stanco, e ardo dal sonno. Addio di cuore; addio².

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Voir la pièce n° 433.

² Consalvi a aussi écrit le 23 une courte dépêche, où il dit : « Credevo di poter profittare di un corriere straordinario, che M. Cacault mi disse che da Napoli dovea giungere ogni momento e passare a Parigi; ma non essendo poi giunto, invio il piego per la solita via di Genova.. »

496. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 23 mai 1801.

le même courrier français, qui est parti de Paris le
nt, qu'on a su l'entrevue peu agréable que le prélat
avec le Premier Consul, qui lui a reproché la len-
l, extrême que le Pape mettait à donner sa réponse
touchant le rétablissement de la religion catholique
heureusement le courrier chargé de la réponse au-
it être arrivé à Paris peu de jours après. On dit que
s du Premier Consul sur les affaires ecclésiastiques
à quatre : 1° confirmation des évêques intrus, qui
ccordée ; 2° mariage des prêtres, qui a été accordé
si se sont mariés pendant la Révolution ; 3° silence
ration de tous les biens ecclésiastiques à la masse
tionaux, que le Pape a promis ; 4° convocation d'un
onal français, qu'on a refusée net. Au reste, tel est
on a mis dans toute cette négociation, que je n'ose-
ntir à V. E. l'authenticité de ce que je viens d'é-
s les bruits qui courent même parmi les gens le
les affaires.
anne).

497. — L. Berthier à Consalvi.

quartier général, à Florence, 8 prairial an IX, (28 mai 1801).

je ne veux point quitter Florence sans avoir l'hon-
dre congé d'elle. J'ai vu Mgr Caleppi qui m'a chargé
pour Mgr Spina : j'aurai le plaisir de le voir à mon
agir avec lui sur les justes réclamations qu'il a à
ernement français. S. Em. peut être assurée que je
par le général en chef, de faire part au Premier
situation exacte des Etats du Saint-Père, et de lui
combien ils ont souffert par le passage et le séjour
: en même temps je n'oublierai point de lui faire

Consul ; Florence, 8 prairial (28 mai) : « Le général Berthier
d'après une permission du ministre de la guerre. Sa présence
nécessaire ; j'espère qu'il ne restera absent que le temps absolu-

connaître tous les soins et toutes les ressources que le Père s'est efforcé de donner à l'armée française. M'êtes certé avec Mgr Caleppi, je serai avec grand plaisir l'ave de sa cour ; je prie S. Em. d'en être bien persuadée...

(Arch. du Vatican).

498. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 28 maggi

Nel momento M. Cacault mi manda a dire che parte riere per Parigi, proveniente da Napoli. Non ho che due per scrivere due righe, e dirle che è appena un quarto d mi è giunto il di lei piego e la lettera del sig. abbate dei 19 maggio. Non ho ancora potuto avere la conferenza tata fra qualche ora con M. Cacault su tale oggetto. Non cora potuto in sì breve spazio salire dal Papa a leggerg spaccio, come farò fra qualche ora, benchè mi trovi in l la febbre. Ma non sò dirle abbastanza quanto dolore qu dispaccio mi abbia recato.

Il primo punto, in cui si danno cinque giorni di temp partenza del corriere Livio, è inutile, essendo questo alli 13 di questo mese, e dovendo essere stato in Pari li 24 o 25. Quanto al secondo punto, in cui si minaccia n stesso la rottura e la partenza del ministro Cacault, s rimandi un concordato tal quale è quello che venne da . nel caso che si fossero fatti dei cambiamenti, io non ho veduto Sua Santità, onde non posso dirle ciò che m risposto. Due riflessi però mi si affacciano natur alla mente : uno è, che i cambiamenti fatti da Sua Santità non possono, secondo tutte le più probabili con non essere di piena soddisfazione del Primo Console ; l

ment indispensable pour y terminer ses affaires... Je le charge de m vos yeux [le tableau] désolant de l'armée, et. quelque exact qu'il vous il ne pourra pas approcher de la réalité. Les dépêches du ministre de du 1^{er} prairial (21 mai) achèvent de me désoler: il m'annonce que je ne ter sur aucun secours de votre part. Si cela est ainsi, je vous déclare impossible de rester plus longtemps à une armée, qui m'accable de tions fondées et auxquelles je ne puis répondre d'une manière satisfa

pa ha creduto che la sua coscienza non gli permetta se formole, che gli sono state indicate (e dico formole, avrà veduto che si è convenuto nella sostanza), Sua si forte ove si tratti di coscienza, che si sottopone qualunque disgrazia piuttosto che tradirla. Ma io non le ho detto, di mettere tutto fedelmente sotto gli 'apa, ed egli deciderà, e darò poi la risposta a con cui avrò anche prima la conferenza), e al sig. ab- r, e a lei.

o però fare a meno di non sommamente affliggermi inazione, che le preventive conferenze avute con abbiano cagionato sì grave rovina. Di lealissima tutto comunicato, essendosi egli dimostrato a ciò dal governo. Si convenne che quelle conferenze o a rischiarare le cose e a reciprocamente avvicinarsi fosse possibile; e che non essendo cose definitive, non se ne darebbe parte nè da lui, per non intorbidare nè allarmare. Io tenni la mia mente scrissi a lei. Egli ha giudicato diversamente, ed di non tenere la sua. Io non mi permetterò alcuna Le posteriori applicazioni della congregazione e di hanno avuto per oggetto di modificare al possibile i ti, avvicinandosi quanto mai si poteva alle osserva- Cacault; e ciò si è eseguito. Questo ha perduto circa anni di ritardo. Niuna malizia, niun secondo fine vi è. La cosa è stata sempre sotto il più alto segreto, e a nè interna influenza se n'è potuto mischiare. Si è sta la sola religione, e la gloria di Dio. Se invece di ne, ne verrà danno, bisognerà adorare i giudizi del

anto le posso dire, scrivendo dal letto con la elocissimamente, per non perdere l'occasione. Ella comunicar queste cose al sig. abbate Bernier, cui e risposte per lettera. I complimenti al P. Caselli, e a stima ed affetto, resto in somma fretta, e col cuore te, etc.

ch. de Caprara).

499. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 8 prairial an IX (28 mai 1801).

J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 29 floréal (19 mai).

Le secrétaire d'Etat est malade de la fièvre. Je lui ai envoyé sur-le-champ demander une audience. Il me l'a donnée ce soir dans son lit. Je lui avais transmis auparavant les lettres que Mgr Spina et le cit. Bernier lui ont écrites ; elles l'avaient instruit de ce que j'avais à lui dire. Il en était dans la plus vive agitation : il m'a dit que le Pape en mourrait si je partais. Sa Sainteté croit que les pièces envoyées par son courrier, sans être mot pour mot telles que les actes rédigés à Paris, seront approuvées et admises. Le cardinal m'a assuré qu'on avait changé la rédaction sur laquelle j'avais fait des observations ; que la lettre du Pape au Premier Consul exprimait ses sentiments d'une manière satisfaisante. Il avait toujours la fièvre : je n'ai pu insister ce soir sur tous les points de votre lettre. J'ai rendez-vous demain avec lui ; je verrai Sa Sainteté, et tous les ordres que vous me transmettez seront ponctuellement exécutés.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).¹

500. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 28 maggio 1801.

Io aggiungo quest'altra lettera, perchè M. Cacault ha fatto trattene il suo corriere, avendo voluto vedermi prima di farlo partire. Egli mi ha chiesto una udienza, ed io l'ho accordata senza ritardo, benchè mi trovi in letto con una buona febbre. Questa circostanza ha impedito che abbiamo una conversazione assai lunga, la quale è rimessa a domani. Egli mi ha detto quello che lei e il sig. abbate Bernier mi scrivono. Gli ho risposto che il Papa crede per cosa sicurissima, che la bolla e il progetto a

¹ Publié par le P. Theiner (t. I, p. 140). — Le 28, Cacault écrivait en outre à Talleyrand : « Votre lettre du 24 floréal dernier (14 mai) à laquelle était joint le traité de paix conclu le 20 pluviôse an IX entre l'Empereur et la République française, m'est parvenue aujourd'hui. Je m'empresserai d'en donner connaissance au gouvernement romain. »

so abbiano senza alcun dubbio incontrata la soddisfazione del Primo Console, e che, sebbene non siano parola per le gli articoli che vennero da Parigi, non sono però a tenore di quei cambiamenti che sul principio furono a M. Cacault ; giacchè in seguito dalle di lei osservazioni cambiarono per quanto fu possibile, facendosi tutto il a possibilità della esecuzione secondo le idee da lui e. Gli ho detto che io metterò domani il tutto sotto gli Papa, e che lo vedrà egli stesso, onde possa meglio dei di lui sentimenti, e dirgli i suoi. Egli mi ha detto

in fine gli converrà di eseguire gli ordini della parte ho risposto che sono sicurissimo che il Papa ne ridolore inesprimibile, come lo risento io, e che sono che il Papa non lascerà di fare tutti gli sforzi possibili a differire di qualche giorno, essendo nella persuasione fra otto o nove giorni al più avrà, o M. Cacault, o io, e con la nuova dell' effetto che avrà prodotto la lettera al Primo Console, e la bolla e progetto che si sono. Avendo accordato tutto nella sostanza, ed avendo stato i modi e le forme secondo le stesse idee somministrate. M. Cacault, è una cosa ben dolorosa di vedere rompere, per qualche espressione per cui il Papa crede in conto non poterci assolutamente convenire. Gli effetti della di M. Cacault potrebbero essere ben amari in tutti i e si farà di tutto perchè non siegua.

o gran dolore io provo, e lo proverà anche il Papa (che quanto mai di dover trafiggere con sì acute spade), ed e come avendo agito con una lealtà e con una buona cuore ad ogni credere, e non avendo avuto in ciò, nè in il minimo influsso alcuna Potenza estera, nè alcun in-etto, siasi così sospettata della nostra buona fede. Io erò dire stesso : son assai male pagato delle fatiche, , dell' interesse che ho messo in tutti gli affari, e in pra tutto, che hanno potuto riguardare la buona armonia governi. Vedo imputarmisi personalmente dei torti sussistenti, e farmisi delle minaccie. Forse della mia sono tranquillissimo. Il mio onore n'è offeso, e a

questo non nego di essere assai sensibile. Ma se si ha diffidenza di me, il rimedio è facile. Un impiego da me accettato per ubbidienza, e conservato per riconoscenza, mi può esser tolto solo che si mostri di desiderarlo, ed io ne sarò contentissimo. Questa strada me ne farebbe sortire, senza che io mancassi ad alcun dovere verso il Papa. Avrò piacere che si provi con altri più fortunati di me. Ella mi conosce, e ciò basta.

La febbre mi vieta di scrivere al sig. abbate Bernier, ma comunichi pure a lui questa lettera, che non contiene che la pura verità. Gli scriverò, come è dovere, con la prima occasione. Io finisco, avendo un dolor di capo non indifferente, e la febbre, onde appena sò quello che le scrissi. Vedo di essere sacrificato per tutti i versi; ma prudenza. Niuno mi toglierà la testimonianza della buona coscienza, e il mio onore. Lei mi compatisca e mi ami; e saluti il P. Caselli, e mi creda affettuosissimamente, etc.

P. S. — Si assicuri che sono trafitto in pensare di dover così trafiggere il povero Papa, che merita tutt' altro.

(Cultes, Arch. de Caprara).

501. — Ghislieri a Colloredo.

Rome, 30 mai 1801.

La rapidité avec laquelle se succèdent les courriers que M. Caucault reçoit de Paris, et les conférences très longues que ce ministre a eues dans ces derniers jours avec le cardinal secrétaire d'Etat, ne laissent aucun doute que les Français n'aient des projets sur Rome et sur l'Etat ecclésiastique. Les affaires de religion fourniront des prétextes au Premier Consul de paraître mécontent du Pape; et il ne me serait pas peut-être difficile de mettre sous les yeux de V. E. tout le détail des affaires du moment entre le Saint-Siège et la France, si, dans le manque total de moyens pour faire parvenir avec sûreté les nouvelles intéressantes et délicates par leurs rapports, je ne dusse pas observer la plus grande réserve. Au reste, les lettres de Florence mandent clairement que le quartier général de l'armée française d'observation du midi de l'Italie va être transporté incessamment à Rome, et

Français marcheront sous peu de jours vers cette ombre paraît exagéré ; mais le projet n'en est pas blable. Ce qui d'ailleurs est bien sûr, c'est que le fficiers français et des patriotes grossit ici tous les vient d'être augmenté dans cette semaine par l'aral Watrin, du général Dulauloy, du général Piraci-devant agent de Suède à Rome, et de plusieurs

même poste de Toscane qu'on a appris que Porto-fend encore, tandis que Porto-Longone et même it déjà occupés par les Français¹. Le contre-amiral ait parti de Porto-Longone avec la petite escadre, à l'Est, et ayant à bord trois mille hommes de l'ardont on ignore la destination.

duc de Chablais est parti lundi passé (25 mai) avec chesse et une suite peu nombreuse vers Naples, ire le reste de la famille royale. LL. MM. Sardes ies à Caserta, et on prétend à cette heure que mbassadeur français à Naples, a les pleins poures pour traiter la paix avec la cour de Sardaigne, ipotentiaire serait dans ce cas-là M. le comte de

Tous les ministres plénipotentiaires des cours près celle de Sardaigne ont pris aussi la route de ui fait voir que LL. MM. Sardes ne reviendront

ecchia, où j'ai été ces jours passés, quelques cris igleterre » ont donné lieu à une remontrance assez ul français, qui n'aura pas, à ce qu'on espère, à moins que des malintentionnés n'aient excité areil cri de joie la populace.

le Murat, d'après les ordres du P. Consul (*Corr.*, n° 5509), au midi et au nord de l'île d'Elbe, les 1^{er} et 2 mai. Porto-Longone occupé par les Napolitains et avait été cédé par eux lors du traité aussitôt remis aux Français. Mais l'autre port de l'île, Porto-Ferrajo, regardé comme une dépendance de la Toscane et était déglais et des auxiliaires à la solde de l'Angleterre, allait opposer ngue et opiniâtre. — L'amiral Ganteaume, sorti le 26 avril de prendre la direction de l'Égypte, était venu faire devant la e démonstration inutile.

C'est dans ce même port que sont arrivés, mercredi (27 mai) au soir trois bâtimens ragusains, venant de Barcelone et ayant à bord deux cents onze ex-Jésuites, que la cour de Madrid vient d'expulser encore une fois et de reléguer dans l'Etat ecclésiastique. L'exil des ex-Jésuites du royaume d'Espagne comprend aussi les frères laïcs et même ceux qui ont déjà femmes et enfants ; et on attend aussi à Civita-Vecchia le reste de ces malheureux exilés, qui étaient déjà partis de Barcelone sur d'autres bâtimens aussi ragusains.

L'état actuel des affaires du Saint-Siège, et l'orage qui menace de bien près cette capitale, et dont je ne pourrais être ailleurs que spectateur souffrant, me font souhaiter plus que jamais la permission de revenir à mon poste à Vienne ; et c'est en hâtant par mes vœux les plus ardents et les plus respectueux l'accomplissement d'un pareil désir, que j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, etc.

(Arch. de Vienne).

502. — Note de Cacault à Consalvi.

Rome, 10 prairial an IX. (30 mai 1801).

J'ai reçu ordre d'annoncer au Saint-Siège de la part du Premier Consul :

1^o Que le gouvernement français ne peut entendre à aucune modification, ni sur le fond ni sur la forme du projet de convention, ni sur la bulle dans laquelle la convention doit être insérée, qui ont été proposés à l'adoption de Sa Sainteté ;

2^o Que si, dans le délai de cinq jours, le Pape n'a pas adopté sans modification les deux projets susdits, ma présence à Rome devenant inutile à l'objet capital de ma mission, je me verrai obligé à regret, en vertu de mes ordres, à me retirer à Florence ;

3^o Que si, dans le délai précité, les deux projets sont adoptés sans aucune modification, les deux Etats seront liés de fait par des rapports pacifiques. La publicité de ces rapports se trouvera ensuite honorablement constatée par la proclamation des articles convenus, insérés dans le projet arrêté de la bulle du Saint-Père,

(Aff. étr., Rome, vol. 934).¹

¹ Le P. Theiner a publié cette note et la pièce suivante (t. I, p. 141 et 142).

13. — Consalvi à Bernier.

Rome, 30 mai 1801.

ministre de France, m'a remis votre lettre datée du second coup de foudre que je viens de recevoir celui du 13. Quelle a été ma surprise, M^r, en lisant votre lettre ! Je le dirai franchement toute la vertu commandée par la loi de ne pas en vouloir au seul auteur, quoique innocent, de tant de désastres. C'est M. Cacault que je dois à la vérité, je le dois à mon honneur, je tiens à l'importance de la chose. C'est lui seul, cause du retard du courrier, qui serait parti en retard ; c'est lui seul, je le répète. Il n'y a pas d'ingratitude étrangère ; jamais aucun secret n'a été divulgué, jamais plus de délicatesse n'a été employée. Je défie tout le monde de prouver que ce n'est sur mon honneur, M^r, que je l'atteste, et de preuves dans toute ma vie de la candeur avec laquelle j'invoque, pour être fier de l'invoquer, et pour ne pas souffrir l'amertume de mon âme le tort que l'on me fait de soupçonner d'y manquer. Le fait vous aura prouvé que le soupçon était chimérique : tout ce qui a été dit peut avoir eu le malheur de ne pas plaire, mais n'a jamais souffert l'empreinte de la vérité, de la candeur, de la simplicité, de réussir.

Cacault. Je dois aussi vous parler d'un autre fait que je fais à grand regret, mais je le dois à la vérité et à mon honneur. Je proteste en même temps que ce n'est point et sans aucune mauvaise intention : il a été dit ce qu'il avait suggéré lui-même, et dont nous nous entendons parler des rapports faits par lui, et de tout ce que je reçois tant de reproches. Je m'explique : j'ai voulu être informé de la teneur de la réponse que vous m'avez envoyée à Paris, je lui ai lu avec la plus grande attention la convention et la bulle décidées par Sa Sainteté, et en qu'il en avait fait avec la congrégation. M. Cacault a eu beaucoup de difficultés. Le désir le plus ardent de

faire la chose engagea à une nouvelle rédaction, qui devait être précédée par un nouvel examen. Ce fut alors que M. Cacault et moi fûmes d'accord de ne rien écrire à Paris sur les difficultés qui s'étaient élevées : 1° pour ne pas vous effrayer sur quelque partie, sans vous faire voir l'ensemble de la chose ; 2° parce qu'en soumettant la chose à une nouvelle rédaction, différentes difficultés auraient pu disparaître, ce qui a eu lieu effectivement par le grand désir de Sa Sainteté d'arriver jusqu'aux derniers confins de son pouvoir apostolique. Je tins ma promesse avec une fidélité irréprochable (car c'est mon caractère, M^r) ; je n'écrivis pas un mot à Mgr Spina. M. Cacault ne fit pas de même : il a tout écrit ; il n'a pas même rendu la chose très exactement. Qu'en est-il résulté ? Vous le voyez M^r, nous sommes au moment d'une rupture, dont la seule pensée effraye.

On a conçu de l'humeur, parce qu'on a cru qu'il y avait des vues politiques, auxquelles on a attribué la lenteur, les modifications. On exige donc qu'il n'y ait aucune modification. Sa Sainteté, maître de la doctrine, juge que quelque modification est indispensable. Ne pouvant pas plier (et vous voyez bien, M^r, s'il y va de son intérêt), le ministre a ordre de partir. Il a déclaré que la condition des liens pacifiques entre les deux Etats est la souscription sans aucune modification. Sans cela, il y a donc rupture, inimitié. Hélas ! Qui l'aurait attendu ? Que de malheurs ! Mais si le Saint-Père eût refusé quelque demande, on pourrait se persuader au moins sur la fatalité des temps, qui exigerait ce que le Saint-Père pourrait faire. Mais peut-on résister à la douleur, lorsqu'on pense qu'il y aura une rupture, ayant accordé dans le fond tout ce qui a été demandé. Il n'y a qu'à s'humilier devant Dieu et adorer ses décrets imperscrutables.

Un mot sur moi. Je vois, M^r, que je n'ai pas la confiance du gouvernement français. Je n'ai rien à me reprocher qui puisse me mériter cette défiance. Je le dis sans crainte, parce que c'est la vérité même. J'en appelle à tous ceux qui me connaissent : tous les Français, je n'en doute point, me rendront justice. Mais ayant ce malheur, je serais, M^r, le plus indigne de tous les hommes, si je gardais une place dans laquelle je puisse être cause, par la défiance que l'on a de moi, de tant de désastres. Ainsi j'ai dit à M. Cacault que j'allais donner ma démission sur-le-

ce matin au Saint-Père : c'est avec capable une âme honnête et sensible à éprouver le plus grand des chagrins, que j'ai causé à Sa Sainteté : ce n'est que je lui dois. C'est encore ajouter à mes déplaire à ce Pontife adorable ; mais force. J'ai insisté tant que je l'ai pu, et à son consentement. Ainsi, *M^r, si prop- t, mittite me in mare* : cela rétablira le ré. Je ne me mêlerai plus des affaires : on peut en être sûr ; j'en serai toujours. C'est tout ce que je désire. Il me vous demander. Mon honneur et mon premier Consul sache que j'ai été soup- bien la bonté de lui représenter la vé- il la reconnaîtra ; je m'en flatte. Une longue lettre bien mal écrite dans peu, et faite très à la hâte. Ce n'est pas devez faire attention ; elles ne seront aux sentiments qu'elle renferme, ils l'honneur, et qui croit par là avoir des

• **Consalvi à Spina.**

Roma, 30 maggio 1801.

la fièvre quatre jours, et en tal cir- co dispaccio dei 19, e quello del sig. di qual medicina ! Oh Dio buono ! E e un fatto simile senza distruggersi ? che, tante cure tutte gettate al vento ! come ? Dopo aver tutto accordato in ato i modi che in nulla repugnassero alla Francia. Gran disgrazia ! Bisogna provvidenza. Si esige adesso per unica unione dei due Stati, che il Papa sot- e alla bolla senza alcuna modificazione.

Il Papa crede che la sua coscienza e i doveri del suo apostolato non glielo permettano. Dunque non si è più legati con nodi pacifici, dunque si è nemici. Chi l'avrebbe creduto mai?

Quanto male non ha fatto, benchè senza cattiva intenzione, M. Cacault! La verità, l'onore mi strappano queste voci dalla bocca. Senza di lui, il corriere Livio partiva un mese prima. Egli volle vedere la risposta: tutto gli fu letto con un candore e lealtà senza esempio. Egli fece mille difficoltà. L'amore della pace ed il vivo desiderio di riuscire fecero rifondere il lavoro. Ecco la sola causa del ritardo; non alcun secondo fine, non l'influsso di alcuna estera Potenza. Il segreto è stato impenetrabile. Si citi in tanti mesi un solo apice della trattativa che sia stato conosciuto.

Ma ritorno a M. Cacault. Egli desiderò, e se ne convenne insieme, che niente si scrivesse a Parigi sulle difficoltà insorte: 1° perchè esposte per parte e fuori dell'insieme, potevano essere mal prese; 2° perchè Sua Santità, nel nuovo esame andava a sceglierle fin dove gli fosse stato possibile; intendo di parlare dei modi di esecuzione. A questa legge di silenzio io ho fedelmente ubbidito; non ho a lei scritto una parola, ed ella me ne rimprovera giustamente. Ma M. Cacault, forse animato da vivo zelo, ha poi creduto di fare altrimenti. Egli ha scritto tutto, e non esattamente, come succede nelle cose sentite una volta sola. Dio buono! che n'è risultato! La lentezza, di cui si è sospettata una falsa causa, e le difficoltà comunicate inesattamente e isolatamente, hanno prodotto un incendio che sembra inestinguibile. Dio faccia che non sia così!

Se M. Cacault si ostina a partire, tutto è perduto. Lo compatisco da una parte, avendo gli ordini, ma dall'altra egli sa qui ciò che a quell'epoca non sapeva il governo francese. Egli sa la vera, innocente, semplice causa del ritardo, egli sa le nuove facilitazioni *circa modum*, portate dal Papa nell'affare dopo le difficoltà da lui elevate; sa che le modificazioni portate a Parigi dal corriere Livio non sono precisamente quelle ch'egli scrisse. Egli ha dunque tanti titoli per prendere sopra di sé il rimanere, almeno finchè si abbia la nuova dell'esito di ciò che si è mandato con Livio. Forse a Parigi si è in calma, ora che

qui si è in mezzo al più vivo fuoco. E se giunto non è piaciuto, avendo trovati gl pure la buona fede, il candore, la lealtà, tutte le pagini, avranno certo diminuito, veleno del sospetto della malizia. Egli ha per non partire; ma se parte, oh Dio! q avere una partenza, che è accompagnata più non esistono pacifici legami fra i d posti per condizione del solo caso di vietata al Papa dalla sua coscienza, è della sospensione della partenza medesi questo, ed io la prego di ben rilevare tu mia lettera all' abbate Bernier, nella di levato questo tasto, perchè nell' affollam fuggito dalla mente.

Dico due parole sopra me stesso. Ella non capire qual viva puntura siami stata ed accusare di ciò che non ho mai sogr forse giustificato a quest' ora, seppure i f potuto più del vero. Ma io ho preso il n accettato questo posto per obbedienza, e per riconoscenza, mi stimo felice dell' a uscirne senza mancare a questi due dov io sarei l'uomo il più indegno di tutti, se in cui sono presso il governo (benchè io alcuna cosa, e ne appello agli stessi Fr scono), non allontanassi subito la causa c ne risulta. Dunque ho detto a M. Cacaault dare nel momento la mia dimissione. I vincere dalle sue, benchè fortissime, mattina l'ho chiesta al Papa, e gli ho « *Si propter me hæc tempestas venit, mitti Papa!* Ha avuto la bontà di affliggersene dolga di accrescere le sue afflizioni; ma il esige. Le mie insistenze sono state sì c fiducia di essere esaudito quanto prima apologia. Mi manca di rispondere ad un'

ch'ella creda che per accudire agli altri affari, io abbia prolungato un poco questo. Non è vero. Gli ho spiegato la vera causa del ritardo. Pare a lei che io fossi capace di sì grande errore? Ci si è lavorato di mattina, di giorno, e di notte.

Ma basta oramai di tanto scrivere. Sono morto dalla fatica e dal sonno; non ne posso più. Non sto bene; e veda in qual tempo! Le mando aperta la lettera per l'abbate Bernier, onde la legga e la sigilli. Mi voglia bene, e resto di cuore, etc.¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

505. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 30 maggio 1801.

Pur troppo siamo già agli estremi. Tutti i segni sono univoci a dimostrarci la imminente ostile invasione. Le truppe sono immensamente cresciute in Toscana, e si vedono dei movimenti. Molti Francesi vengono a Roma sotto vari aspetti.² Le voci dei patrioti sono qui e nello Stato univoche che il frutto è maturo. Non è più tardi di oggi che ho saputo, che M. Périllier ha detto che non si dava la pena di tornare da me a prendere la risposta sopra l'affare dei beni nazionali, perchè fra poco non avrebbe bisogno di noi, e che lo farebbe da sè assai meglio.

M. Cacault, officiato a non partire, ossia a differire la partenza di qualche giorno (sperandosi che intanto venga un corriere di risposta alla venuta di Livio), egli finora crede di non poterlo fare.

Ella sia attenta alle sue carte, perchè in caso di rottura non accada a lei quello che accadè al M.^{re} Massimi.³

Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Cette lettre particulière a été expédiée une seconde fois sous forme de dépêche. Sur ce double Consalvi a écrit : Questa lettera è il duplicato di altra, scritta tutta di mio pugno, e inviata per la posta di Genova. La mando, perchè troppo mi preme ch'ella la conosca, e così quella unita per il sig. abbate Bernier. » (Cf. pièce n° 344).

² Les généraux Casabianca et Watrin venaient d'arriver à Rome.

³ Le marquis Camille Massimi (cf. p. 30, note 1) avait été désigné, le 1^{er} juin 1797, pour représenter le Saint-Siège auprès du Directoire. Le 10 janvier 1798, sur la nouvelle de la mort de Duphot, il fut arrêté à Paris et placé sous la surveillance d'un membre de la municipalité du X^e arrondissement.

506. — **Caleppi à Consalvi.**

(en chiffres)

Firenze. 2 giugno 1801.

Il foglio in numeri di V. Em. dei 29 dello scorso maggio mi ha veramente afflitto. Il generale Murat, come già sa, non è qui; ma forse anderò a trovarlo a Pisa,¹ e allora mi regolerò sul parlargliene, o nò, a tenore delle circostanze, come appunto mi è parso che l' Em. V. mi comandi di fare. Nello stesso modo mi regolerò rispetto all' accusa che ad esso si dà sul proposito dei beni nazionali, di cui mi parlano gli altri suoi numeri dei 27 detto. Ho detto, forse anderò a trovarlo, giacchè veggio che neppur le persone ch' erano di loro più intima confidenza, non vi vanno, nè vi andranno, purchè si crede che vogliano vivere a sè. Frattanto spero che M. Cacault abbia esagerato il fuoco di Parigi, o che se vi era veramente, sia per calmarsi. Del resto V. Em. avrà presente quello che io le scrissi di Cacault, e del di lui segretario. La lettera del generale Berthier, che acchiudo, indica, a senso mio, che qui questo fuoco non si sapeva.

Quanto alla lettera di Firenze, nella quale si parla del quartier generale da trasferirsi a Roma coi dieci mila uomini, l' Em. V. si ricorderà de' miei timori, che mai ho potuto deporre, come di quando in quando avrà rilevato anche dalle mie lettere. È però ben difficile il poter scoprire se le marcie siano dirette per la vanguardia nel regno di Napoli, o per Roma. Ciò non ostante, io non posso persuadermi che la cosa sia così decisa, e quando anche lo fosse, sanno bene che ora per strade morirebbero di fame. Temo piuttosto che si minacci per indurre a dei sacrifici, tenendo anche in ciò l'antico metodo dei nemici di Roma. Mi rincrescono però al sommo le tante figure che vanno e vengono a Roma, e la protezione che loro accorderà certamente M. Cacault, giacchè potrebbe accendersi il fuoco anche senza la mano apparente dei Francesi; ma su questo non vi sarà rimedio, se non che dopo terminati gli affari ecclesiastici. Io intanto, per

¹ Madame Murat ayant obtenu (*Corr.*, n° 3546) la permission de rejoindre son mari, était arrivée le 6 mai à Florence, et en était repartie le 29 avec le général pour les eaux de Pise.

quanto desidero sempre più di ritornarmene, mi regolerò anche su questo come crederò meglio in vista delle circostanze, giacchè il soldato non dee profittar del congedo ottenuto nel giorno di battaglia; ed in qualunque evento l'Em. V. si ricordi, che io imploro la grazia di divider col Santo Padre e con lei tutte le disgrazie.

(Arch. du Vatican).

507. — Consalvi à Acton

Roma, 2 giugno 1801.

La posizione in cui si trova la trattativa degli affari ecclesiastici in Francia (nonostante la spedizione del corriere colà inviato il dì 13 maggio, di cui non si ha ancora riscontro) inducendo questo ministro della Repubblica francese, sig. Cacault, a condursi a Firenze, ho determinato nella congregazione generale di tutti i sig. cardinali, tenuta questa stessa sera innanzi alla Santità Sua, la mia missione a Parigi, dove per ordine di Sua Santità mi dirigerò subito dopo la festa del *Corpus Domini*, contemporaneamente alla partenza del sig. Cacault per il quartier generale di Firenze. Nel darne riscontro all' E. V., le faccio insieme noto, che nella breve mia assenza Nostro Signore farà esercitare il mio impiego dal sig. cardinale Giuseppe Doria, il più anziano dei cardinali palatini. Tanto mi credo in dovere di significare a V. E., a cui colla più rispettosa stima bacio di vero cuore le mani.

(Arch. du Vatican).

508. — Consalvi à Cacault.

Rome, 3 juin 1801.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la réponse officielle à la note que vous m'avez donnée le 30 mai. Vous y lirez les sentiments de Sa Sainteté, ainsi que du Sacré Collège tout entier, qui a été rassemblé, hier au soir, devant Sa Sainteté, dans une congrégation extraordinaire. Vous verrez que le Pape, se trouvant contraint, par sa conscience et par les lois de la religion, à ne pas pouvoir accéder au désir du gouvernement français de

enverra un autre cardinal. Parlez donc avec franchise : j'ai pu mériter votre confiance ; ainsi vous savez que vous pouvez me dire la vérité toute entière. On m'écrit de Paris, que le Premier Consul est prévenu contre moi. Le Saint-Père veut arriver à son but, savoir il veut prouver par cette mission au Premier Consul, qu'il n'y a aucune politique, ni aucune influence quelconque qui lui fasse adopter tel parti dans le traité ecclésiastique qu'il a entamé avec la France. Ainsi il faut se souvenir du proverbe : *Si vis mittere, mitte gratum*. Comme j'ai le malheur de ne pas l'être, le Saint-Père veut que vous lui disiez avec franchise, si vous jugez qu'il vaut mieux d'en envoyer un autre. Restant ici je quitterai ma place ; il n'y aura des efforts que je ne ferai pour en obtenir la permission de Sa Sainteté : il faut ôter toute raison de mésintelligence dans des affaires aussi grandes que celles dont l'on s'occupe. En attendant votre réponse, j'ai l'honneur d'être, avec les sentiments que vous me connaissez, très à la hâte, etc.

P. S. — Pardonnez moi mon mauvais français et ma plus mauvaise écriture.

(Aff. étr., Rome, vol. 931).¹

509. — Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 3 giugno 1801.

Il sottoscritto cardinale segretario di stato ha posto sotto degli occhi di Sua Santità la nota da voi trasmessagli li 30 corrente, colla quale rappresentate di avere ricevuto ordine di annunziare alla Santa Sede, in nome del Primo Console : 1° che il governo francese...²

Non può il cardinale scrivente dissimulare, che alla lettura della nota suddetta, grande è stato il dolore e l'ammirazione cagionata dalla medesima nell'animo di Sua Santità.

Tostocchè gli accennati progetti degli articoli di convenzione e della bolla furono, per parte del governo francese, trasmessi alla Santità Sua da Mgr arcivescovo di Corinto, destinato a trattare in Parigi di questo interessantissimo affare, occupossi seriamente il Santo Padre dell'esame dei medesimi, e per procedere con

¹ Publié par le P. Theiner (t. I, p. 149).

² Consalvi reproduit ici la note de Cacault (pièce n° 502).

maturità di consiglio che esigeva l'importanza dell'og-
 richiese, secondo l'inveterata consuetudine osservata in
 affari dalla Santa Sede, il parere di una congregazione,
 formata di dodici sig. cardinali, quale fece adunare più volte
 nella stessa presenza. Lo scopo di tanti esami, e delle replicate
 discussioni fu quello di pesare nelle bilancie del Santuario le
 ragioni del governo francese, e di aderire alle medesime fino
 al punto a cui potesse estendersi l'autorità pontificia, senza
 trascurarsi dal Santo Padre i doveri dell' apostolico ministero, e
 senza staccare la propria coscienza. Implorato il Divino aiuto,
 Sua Santità l'ultima mano all' affare, e per l'ardentissimo
 desiderio di vedere ripristinata in Francia la cattolica religione,
 diede ad un complesso di concessioni, di cui non si troverà
 esempio in tutta l'ecclesiastica istoria. Fu disteso per ordine
 di Sua Santità un nuovo progetto di convenzione, che per la
 sua parte racchiude nella sostanza gli articoli stessi del
 progetto trasmesso da Parigi, e venne formato contemporaneamente
 un progetto di bolla per la conferma della convenzione
 medesima, conciliando in esso e la dignità propria di una costi-
 tuzione apostolica, ed i più grandi riguardi verso del Primo
 Console e del governo francese, e le clausole le più espressive
 della inviolabile osservanza della convenzione medesima.

Per ulteriore prova della rettitudine di sue intenzioni, e del
 desiderio di affrettare i salutevoli effetti del trattato, e coo-
 perare per quanto fosse possibile dal canto suo, alla salute spi-
 rituale delle anime, non meno che alla tranquillità della
 Chiesa, il Santo Padre, per il sollecito compimento di sì grande
 opera, volle che si spedissero a Mgr arcivescovo di Corinto
 plenipotenze per conchiudere senza ritardo il trattato
 medesimo. Si fece inoltre carico Sua Santità di esporre diffusa-
 mente le ragioni, per le quali non avea potuto indursi ad appro-
 vare tutte le sue parti il progetto venuto da Parigi, dimo-
 strando la ragionevolezza, e l'indispensabile necessità dei cam-
 biamenti fattivi. Per ultimo, il Santo Padre, con una lunga ed
 affettuosa lettera, diede al Primo Console le più convincenti ri-
 spondenze alla paterna sua amorevolezza ; rilevò a lui medesimo i
 motivi per i quali conveniva fare qualche modificazione ad

alcuni degli articoli del progetto trasmesso, e gli fece segnatamente riflettere, che quante volte il progetto suddetto si dovesse ammettere senza una qualche modificazione, e nei precisi termini nei quali era stato concepito, non sarebbe stata la cattolica religione quella, che si sarebbe ristabilita in Francia secondo le sagge mire che si era proposte lo stesso Primo Console a farne la richiesta. Tutte le accennate carte furono spedite da Sua Santità a Parigi, con corriere straordinario, la notte dei 13 del scorso mese.

Mentre il Santo Padre giustamente si lusingava di ricevere le significazioni del gradimento del lodato Primo Console e governo francese, non ha potuto non rimanere dolente e sorpreso, che il data dei 19 maggio, prima che il corriere fosse giunto al termine del suo cammino, partissero da Parigi ordini di tal natura, che dassero luogo alla nota tanto amara al suo cuore, quanto quella che forma l'oggetto della presente risposta.

Sviluppando i tre articoli della nota suddetta, riflette il Santo Padre rapporto al primo, che non potendo adattarsi, come vi ha dichiarato, ad un trattato riguardante oggetti di religione quai principi, che sono applicabili ai trattati politici, si rende impossibile che Sua Santità ammetta senza alcuna modificazione, nei precisi termini, i progetti trasmessi da Parigi. L'autorità che il Santo Padre ha ricevuto da Dio, è circoscritta entro certi limiti, dai quali non gli è permesso di allontanarsi neppure un apice, senza tradire l'apostolico suo ministero. È superfluo discendere ad un minuto dettaglio su tal proposito, dopo esser resa ragione di tutto nelle carte inoltrate a Parigi; onde il Santo Padre è pieno di fiducia, che quando egli, come capo della Chiesa al di cui supremo magistero per divina disposizione sono sottoposti i fedeli, in seguito del più diligente esame e delle più ampie concessioni, ha dichiarato che non gli è permesso di adottare nei precisi termini, e senza una qualche modificazione, progetti propostigli, avrà di già trovata nella religione e ragionevolezza del Primo Console quella filiale e consolante deferenza, che ha tutto il fondamento di sperar dal medesimo.

Dietro i riferiti motivi, riflette il Santo Padre, che il termine di cinque giorni, assegnato nel secondo articolo della nota, non può essergli di alcun vantaggio per l'oggetto di adottare nei precisi

in Francia, si stringeranno i nodi che legar debbono quei fede al capo visibile della Chiesa di Gesù Cristo, e si consoliderà la più perfetta armonia fra la Santa Sede e il governo francese. Si persuade altresì la Santità Sua, che voi, cittadino ministro, in luogo di sommamente amareggiarla con una prematura partenza, saprete far gustare al Primo Console le giuste ragioni per le quali avete sospeso di eseguire gli ordini ricevuti, non ricusando il Santo Padre di scriverne egli stesso al lodato Primo Console, dalla di cui giustizia e saviezza si ripromette che verrà applaudita questa sospensione.

Che se, per una fatale disavventura (che Sua Santità neppure saprebbe immaginare), rimanessero defraudate le sue giuste speranze, e si continuasse ad insistere per l'accettazione del progetto tanto della convenzione quanto della bolla « senza alcuna modificazione e nei precisi termini, nei quali furono concepiti » il Santo Padre, col più vivo dolore, si troverebbe nella durissima necessità di continuare a ricusarvisi, e sarebbe costretto a gemere nell'amarezza del suo cuore, non lasciando d'implorare da Dio con incessanti preghiere la effettuazione dei suoi vivissimi desideri per il ristabilimento della cattolica religione in Francia per il quale ristabilimento fossero disgraziatamente riuscite inutili le paterne sollecitudini ed industrie da lui adoperate per ottenere un fine sì santo, e per facilitare l'effetto delle lodevolissime mire del Primo Console e dei ferventi voti della massima parte della nazione francese, anzi di tutta la Chiesa cattolica.

Questi sono i sentimenti, che a nome del Santo Padre, deve voi comunicare il cardinale scrivente, sentimenti procedenti non da altra causa, che dalla sola causa della religione, le di cui invariabili leggi non gli hanno permesso di aderire senza alcuna modificazione o cambiamento ai due progetti di convenzione e di bolla, proposti alla sua accettazione. Ma per questa ragione medesima, cioè perchè apparisca manifestamente che niuna umana vista, nè politici risguardi, nè alcun esterno influsso abbiano prodotto tanto le modificazioni apposte nei trasmessi progetti quanto il ritardo nel rimettere la risposta (ritardo che sebbene non oltrepassando i due mesi, non è certamente eccessivo per l'esame e approvazione di un importantissimo affare, per la cui sola proposizione sono stati impiegati in Parigi quattro mesi

ne stato anche assai minore, se le osservazioni da l'essere stato informato della idea della risposta, non adottata la necessità di nuovi esami), Sua Santità ha di accompagnare questa sua risposta con la immagine a Parigi del suo primo ministro, cioè del cardinale staccandolo apposta dal suo fianco, come quello a e le sue intenzioni, e incaricandolo di contestare al ole con la viva voce il vivissimo dolore provato da per le ingiuste idee, che i malintenzionati possono e nel di lui cuore contro la purità delle sue intenzione e di buona corrispondenza reciproca. Intende di dare, con sì solenne atto, una palese testimonianza dei suoi riguardi, e della sua affezione al Primo Console, non meno che della sincerità e lealtà delle quando assicura che niun altro riguardo che quello re, è la sola e vera causa di tali sue determinazioni. perciò il Santo Padre, che questa pubblica dimostrazione egli dà in faccia all' Europa, dei sentimenti che lo verso lo stesso Primo Console e la possente Nazione per riuscire grata, e possa servire di piena prova delle sue intenzioni. Sua Santità è intimamente a voi, cittadino ministro, con il vostro zelo per la e della buona corrispondenza fra i due Stati, e con oso riguardo che avete dimostrato verso la sua sacra impegno a far rilevare al governo francese questa a di Sua Santità, tutta intenta a conseguire il grande ristabilimento della cattolica religione in Francia, ed con il governo francese la più perfetta concordia

le scrivente vi rinnova nel suo particolare le proteste atto, e della sua più perfetta stima.

ne, vol. 934).¹

ion française de cette note se trouve dans le P. Theiner (t. I. également publié la pièce suivante (t. I. p. 147).

510. — Cacault à Consalvi.

Rome, 14 prairial an IX (3 juin 1801).

Je n'ai jamais eu lieu de croire que le Premier Consul ait aucune opinion défavorable de votre personne : il ne m'en a rien dit à Paris. Le ministre des relations extérieures ne m'en a rien dit, et ne m'en a jamais écrit un mot. Le général Murat m'a parlé de V. Em., à Florence, avec éloge. De mon côté, j'ai eu lieu de me louer de vous, à Rome. Il n'y a donc rien, à ma connaissance, qui puisse m'empêcher d'applaudir au choix que Sa Sainteté a fait de vous pour aller à Paris.

(Aff. étr., Rome, vol. 931).

511. — Cacault à Talleyrand.(n^o 10)

Rome, 14 prairial an IX (3 juin 1801).

J'ai eu le 9 de ce mois (29 mai) un long entretien avec le cardinal secrétaire d'État, auquel je n'ai rien dissimulé de ce que vous m'avez écrit le 29 floréal (19 mai). Le soir du même jour, j'ai eu une audience du Pape, fort longue, mais sans succès. Ce que j'avais à dire et à écouter se trouvant épuisé sans conclusion, dans les deux entretiens, je me suis décidé le 10 (30 mai) à mettre le Pape dans le cercle de Popilius : j'ai fait la déclaration signée, dont vous trouverez copie ci-jointe, n^o I.¹

On a mandé de Paris au secrétaire d'État, que le Premier Consul attribuait à mauvaise intention de sa part les retards, les arguties. Je vous certifie que tout ce qui nous contrarie et impatiente, ce qui nous surprend et donne de l'indignation, est tout simplement dans la nature de l'affaire et dans l'esprit des congrégations. On peut anéantir la cour de Rome, on ne saurait changer sa marche ancienne, ni ses dogmes.

J'ai cherché à pénétrer si l'intrigue des Anglais ou celle des ci-devant Princes français avait agi contre nous. Le Pape lui-même m'a assuré qu'on l'avait laissé tranquille à l'égard du projet du concordat ; ce qu'il attribue au secret bien gardé, et à la persuasion où sont nos ennemis que l'accord ne s'effectuera

¹ Pièce n^o 502.

Le Pape a réuni, au sujet de ma notification des douze cardinaux, afin de tenir conseil avec la légation que j'ai adressée au Saint-Siège. Les légations ont persisté dans l'opinion qu'il n'était pas de la Sainteté de signer, sans aucune modification, la bulle envoyée de Paris. Le Pape, cloître, a des sentiments d'anachorète, est bon et de bon caractère ; mais il n'y a pas moyen d'autorité, à signer *hic et nunc*. Il me répète qu'il a accordé au fond tout ce que l'on m'a demandé de ce qui sera possible. Aucun intérêt ne lui fait parler autrement qu'il n'est prescrit par la loi, l'influence ni considération n'a agi sur moi, et je n'ai pas eu le mérite de résister à des insinuations de la France : il ne m'en a pas été fait. Je suis le Premier Consul, du désir d'accomplir mes devoirs ; et qui ne voit ici que notre intérêt. Son nom est respecté et chéri ; il n'y a pas de Collège de Rome, qui ne souhaite la protection de cet Etat et l'accord entre les Français et les Romains ; ils rougiraient de marquer la moindre opposition, qui sera utile à tous. Les modifications nous fait une loi d'exiger, peuvent être exprimées de différentes manières ; c'est sur quoi on s'entendra. Il n'y a rien à expliquer. » — Je n'ai pas manqué de représenter au Pape le pouvoir d'accorder tout ce que nous demandons, et que l'extrême circonspection à cet égard pouvait être ruineuse pour la France, pour son Etat, et pour son peuple ; le pouvoir de lier et de délier était sans limite, et le pouvoir de prévenir des maux infinis. Je ne l'ai pas

Il m'a fait, pour rester à Rome au moins un jour, un courrier envoyé pour porter à Paris sa rédaction du concordat, les instances les plus pathétiques ; mes ordres ne le permettaient pas, il a gémi de malheurs dont mon départ de Rome, à deux jours, avait été suivi.¹

¹ Cacault avait quitté Rome, une première fois, le 22 mai ; deux mois plus tard, le général Duphot était tué et le gouvernement combattait devant la révolution.

CON

me
r l
est
rer.
sua
bar
le j
is i
tité
ereu

mi
per
plè
que
ier
ne
uba
nu
et
d'
ir s
ie
/i. l
acr
pos
ie j
est
ble
nt
m
,
alv
J
let

de F
et I

Je partirai, aux termes de mes ordres, le lendemain du jour de l'expiration du délai. Ce sera le 16 de ce mois (5 juin). Je serai arrivé près du général Murat le 18 (7 juin), et j'attendrai vos ordres au quartier général. Le cardinal Consalvi partira pour Paris en même temps que je partirai pour Florence ; il ira très vite et sera à Paris à la fin du mois.

Les malveillants et les mécontents seront contenus à Rome, quand ils verront que le premier ministre va droit au Premier Consul, et en même temps que je me retire. J'espère que la ville restera tranquille. Dans la nécessité de pourvoir à Rome à la bonne direction des Français de passage, et à divers détails nécessaires, et d'ailleurs pour être instruit de ce qui peut survenir après mon départ, j'ai engagé le cit. Artaud, secrétaire de la légation, à rester après moi. Je n'ai point congédié mes domestiques romains, ni donné congé de ma maison.

Le général Watrin se trouve ici par congé, avec son épouse et huit officiers ou secrétaires ; il est venu voir Rome, il ira à Naples et reviendra par Rome. Je l'ai informé de l'état des choses, en lui disant qu'il devait suivre ses instructions antécédentes, jusqu'à ce qu'il en reçut de nouvelles. Il travaillera à calmer, à tranquilliser, à empêcher tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du pays.

Le cit. Périllier, l'un des plus considérables entre les acquéreurs de biens nationaux dans l'Etat de Rome, est ici depuis quelque temps, occupé de la suite de son affaire... L'affaire a pris un développement qui prouve que le Pape est loin de refuser d'avoir égard aux intérêts des Français acquéreurs, puisqu'il fait offrir au cit. Périllier, par accommodement, une somme de 175.000 piastres.

Le général Murat m'a témoigné de l'inquiétude de la nouvelle qu'on lui avait donnée, que trois frégates russes qui étaient à Naples avaient reçu ordre de Pétersbourg de se joindre aux Anglais. Je lui ai répondu qu'il n'y avait pas de frégates russes à Naples. Il y a seulement un vieux vaisseau (de cette nation) à trois ponts, qu'on a bien de la peine à réparer. C'est à Brindisi qu'il y avait trois frégates russes ; mais le général Watrin, qui commande à Ancône, m'a dit qu'il avait reçu avis, il y a quel-

Collège tout entier, que le Saint-Père fit rassembler devant. Dans le même temps que les lois sacrées de la religion défend à Sa Sainteté de souscrire sans aucune modification aux propositions envoyées de Paris pour être adoptées par elle, je reçois l'ordre de partir sur le champ pour Paris. Le départ de M. Cacault affaiblit tellement Sa Sainteté, que, pour qu'il ne soit jugé par le pape pour un signal de rupture entre le Saint-Siège et le gouvernement français, (que) je suis obligé d'aller avec lui jusqu'à Rome, et de là en France. Ainsi, en partant ensemble, personne ne pourra pas croire que tout soit rompu. Les ennemis de la religion et de la tranquillité de la France auront encore un motif à attendre pour se réjouir de la réussite de leurs manœuvres indignes. Il y a encore une espérance que le Premier Consul voie le véritable intérêt que Sa Sainteté met à conserver avec lui la bonne harmonie et correspondance ; il ne peut faire davantage que de détacher de son flanc celui qui l'approche plus de près. Par cette démarche, le Saint-Père veut prouver au Premier Consul, vis-à-vis de tout le monde, les vrais sentiments qui l'animent.

Il n'y a qu'une chose à dire là-dessus, savoir le choix d'une autre personne. Ayant eu le malheur d'être soupçonné d'avoir d'autres vues que celles du bien de la religion et de la tranquillité et bonheur des deux États, je ne puis pas être agréé dans cette mission ; vos lettres sont assez claires pour me le prouver. Au lieu donc de m'envoyer en France, j'aurais dû obtenir le consentement du Saint-Père pour la démission que je lui ai donnée ; il a jugé autrement, et ne regardant en moi que la personne que j'occupe, il a cru que cette qualité marquerait d'avance les égards qu'il a pour le Premier Consul. J'ai fait mes représentations à Sa Sainteté et au ministre de France : elles ont été inutiles. Ayant fait mon devoir, je pars avec la sécurité de conscience et de l'honneur ; personne ne pourra pas m'ôter la consolation intime qu'elle inspire.

J'aurai le plaisir, M^r, de faire votre connaissance personnelle. J'aurai celui de vous dire, de vive voix, que l'on connaît ce que l'on vous doit pour votre zèle pour la religion, et l'intérêt que vous mettez à la sûreté de ce pays et au bien-être de Sa Sainteté.

en sait tout le gré que vous
conseils dans mon séjour à Pa
nérite pour ne pas savoir les
otre connaissance ; ainsi je b
assurances de mon attachem

rch. de Caprara ; Arch. du Vatican

514. — Consalvi è

Cacault non ha creduto di po
a Parigi, e vuole decisamen
ua Santità tenne ieri sera ur
S. Collegio alla sua pres
imposta al Santo Padre d
coscienza, di non poter ader
odificazione ai due progetti
ne e della bolla, ha risoluto
me riprova al Primo Consi
esterna influenza, niuna vist
influisce sulle direzioni che l
delle cose ecclesiastiche. Pe
arente di questi suoi sentim
vuole che io parta da qui col
al canto suo la indegna sod
religione e della tranquillità
li M. Cacault si ravvisi una
zia.

alla scelta della mia perso
li far considerare, che aver
denza del governo francese
nissione. Il sig. Cacault però
to Padre, che ha scelto me p
occupo, onde rendere più
rso il Primo Console, si è c

tre a été publiée par le P. Theiner (

per tale rassicurazione del ministro francese, a cui aveva intendere di essere disposto a nominare un altro card quando non mi avesse creduto opportuno. Io parto di posdomani, ed intanto la istruisco, per mezzo di un corriere questa determinazione del Santo Padre, onde ella possa rappresentanza al ministro, per cui le accludo una lettera per di lui mezzo al Primo Console. Le accludo ancora un'altra per il sig. abbate Bernier, ed unisco pur anche il duplicato delle lettere che inviai, tre giorni sono, colla posta ordinaria di Genova, dubitando che non le siano ancora giunte.

Io verrò a smontare da lei. Ella poi mi regolerà, e farà me in ogni genere tutto quello che crederà. Sono in buone mani per dover me ne occupare. D'altronde può immaginare in quali brighe mi ponga questa partenza così precipitosa onde non ho un momento di tempo, nè posso scrivere lungo. Io parto col sig. Cacciault posdomani fino a Firenze seremo per Pisa, per riverire il generale Murat e madama Murat, e recarne le nuove di vista al Primo Console. Quanto posso dirle in gran fretta. Io mi faccio un vero piacere di riabbracciarla, benchè per breve tempo. Ella può credere che le mie circostanze mi richiamano il più presto possibile a Roma. Il piacere di rivederla sarà un sollievo alle mie assidue angustie. Mi creda, Mior mio, che la vita mi è cara e non posso più reggere a sì grandi affanni.¹

(Cultes, Arch. de Caprara).

515. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Roma, 3 giugno

Che dite della mia venuta? Questa è la prima volta che si bada al proverbio: *Si vis mittere, mitte gratum*. Io non manco di rappresentarlo, perchè la persona non abbi nuocere alla cosa. Del resto io non ho di che rimproverare mi assicuro che la mia innocenza e la mia onoratezza mi saranno sempre di scusa. Non trovo momento di tempo. Se Dio vo parleremo in voce. Addio di cuore.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Le 3 juin, Consalvi a écrit aux nonces pour leur annoncer et leur en sa mission (Arch. du Vatican).

516. — Pouvoirs pour Consalvi.

lecto filio nostro Herculi, diacono sanctæ Agathæ ad subur-
S. R. E. cardinali Consalvi nuncupato.

Pius P. P. VII.

lecte fili noster Salutem et Apostolicam benedictionem.
ostquam venerabilis frater Josephus, archiepiscopus Corinthi,
ulos quosdam conventionis sibi a gubernio Gallicanæ Reipu-
e propositos Lutetia Parisiorum ad nos misit, ad eosdem dili-
er expendendos, nos omni studio animum adjecimus, audita-
pluries sententia selectæ congregationis venerabilium fra-
nostrorum S. R. E. cardinalium, meliori qua fieri potuit
ne ejusdem gubernii postulatis duximus annuendum, aposto-
a indulgentiam ad ea omnia proferentes quæ extraordinariæ
orum circumstantiæ, atque bonum pacis et unitatis Ecclesiæ
bis postulare videbantur. Novos propterea conventionis ar-
os catholicæ doctrinæ minime adversantes concinnavimus,
emque, una cum nostris in forma Brevis litteris datis die XII
rioris mentis maii¹, ad eundem archiepiscopum Corinthi
erri curavimus, ut ipse rem omnem nostro et Apostolicæ Se-
omine posset absolvere.

um autem gratissimum præstolabamur nuncium paternam
itudinem nostram, ac totius catholicæ Ecclesiæ desiderium
felicem conventionis exitum adimpletum fuisse, maximo
re affecti fuimus, quod Gallicanæ Reipublicæ gubernium,
s nihil tale opinantibus, per suum apud nos administrum
ficaverit, id se omnino velle ut articulis ipsius gubernii
ine antea nobis exhibitis, ne uno quidem verbo mutato,
criberemus. Verum cum recepta et constanter servata ab
esia principia huic voluntati adversarentur, nulla interpo-
mora, etsi magno animi dolore, ei respondendum per te
mus nos haud posse ipsius postulatis annuere. Quoniam
paternæ nostræ charitatis erga carissimum in Christo filium
um Naoleonem Bonaparte, Primum Galliarum Reipu-
: Consulem, et Gallicanam nationem universam, argumen-
palam exhibere magnopere nobis cordi est, te, dilectum
a nostrum, Parisios mittere constituimus, ut eundem Pri-
Consulem de nostra in ipsum benevolentia viva voce certio-

oir p. 308, note.

rem facias, eique probes nil aliud quam religionis instituta no deterrire, quominus ipsius desiderio satisfacere possimus.

Quod si in iis quos misimus articulis aliqua forte ex mutuo colloquio inveniri compereris, quorum executio magnis difficultatibus sit obnoxia, quæque propterea mutationem aliquam salva rei substantia, pati posse censeantur, nos ut cuncta tollantur impedimenta, quæ gravissimum hoc unitatis et pacis negotium vel prohibere, vel retardare possunt, utque manifeste pateat indulgentiam nostram extremos fines attigisse, sperante præsentiam tuam utilem ad hoc fructuosamque evasuram, motu proprio, et ex certa scientia ac matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, te, de cujus fide, prudentia, integritate, et in rebus agendis dexteritate plurimum in Domino confidimus, in nostrum et ejusdem Sedis Apostolicæ plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus et deputamus, tibi, et nostro dictæque Sedis nomine cum eodem Primo Consule, vel cum personis ab ipso electis seu eligendis, ac sufficienti pariter ad hæc mandato instructis de conventionis negotio agere, et quoties necessarium et opportunum in Domino judicaveris, aliquam in articulis conventionis præfatæ a nobis antea concinnatis mutationem, quæ tamen substantiam nullo modo attingat, inducere possis, sicque negotium hoc conficere et concludere, manu tua subscribere, signoque tuo munire libere et licite valeas, facultatem harum serie concedimus et impertimur. Quoniam vero judicium de rebus quæ catholicam religionem respiciunt huic Apostolicæ Sedi Divina ordinatione reservatum est volumus et mandamus quod si mutationem aliquam in præfatis articulis fieri per te contingat, recte id quidem valeas perficere verum conventio nec vulgari nec vim ullam habere possit, antequam mutationes, ut præfertur, inducendæ auctoritate nostra, approbatæ et confirmatæ fuerint. E contra, si conventio ipsa juxta formam a nobis propositam conficietur, decernimus validum et efficax fore quidquid in ea continetur, idque omne, quantum in nobis est, acceptum et gratum, firmumque ac ratum habituros nec non observare, complere et exequi in verbo Romani pontificis promittimus : quibuscumque in contrarium facientibus minime obstantibus.

na apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscaminii MDCCCI, Pontificatus nostri anno secundo. ités).

517. — Ruffo à Acton.

Roma, 5 giugno 1801.

« I religiosi fecero radunare la congregazione dei cardinali la notte. Erano precedute diverse trattative con Parigi, ed altra qui con il ministro, sig. Cacault, prestato il Santo Padre, con il parere di molti cardinali, quanto mai era possibile relativamente a tutto riguarda la disciplina, ed avere accordato alcune secondo crasi voluto dal Primo Console, alla fine l'affare, come dicono, ad un punto che non può senza cessare di esser cattolici, e si è risoluto il sudadre ad aspettare anche il martirio, piuttosto che tutto ciò che ha creduto essenziale alla religione. Questo ultimato non era giunto a Parigi, quando qui minaccie d'invasione indubitata e di chiara con- Stato pontificio...

« Essendo attaccato in tutti i dispacci il cardinale segretario di Stato, come nemico dei Francesi, personalmente, che che qui si complottasse qualche insurrezione in Roma, ha creduto lo stesso Cacault essere di tanta importanza il viaggio dello stesso cardinale a Parigi, ad otesse con la sua presenza dileguare tali sospetti, meglio al Primo Console le essenziali ed insuperabili che impediscono di compiacere il detto Console. Intanto, che aveva preciso ordine di abbandonare

« Le même jour, Ruffo avait adressé à sa cour un bulletin des nouvelles où on lisait : « Molti congressi si sono tenuti dal sig. Cacault e col sig. cardinale segretario di Stato. La pubblica voce per de sostiene che vogliono i Francesi fissare in Roma il quartier aggiungono delle forti istanze sulla conferma delle vendite de' questa sera è intimata una congregazione generale del S. Collegio Padre come concistoro segreto. — In Civita Vecchia e nel giorno sta Firmina alcuni vagabondi del popolo portarono in trionfo con del Papa e d'Inghilterra. Alcuni soggiungono che si dicessero delle sizioni contro la Francia. Ciò ha molto indisposto contro Roma il t, ne supposto che la mossa fosse di concerto con questo governo. »

questa corte, se il Papa non sottoscriveva il foglio proveniente da Parigi, senza alcuna variazione o modificazione, partirà domani la sera con il detto segretario di stato, fermandosi al quartier generale, se pure non venisse qualche dispaccio novello da Parigi, il quale si spera poco.

In Toscana i viveri non sono mai molti ; il tempo da cui sono ivi le truppe è durato molto. Dubito che la ragione assorbente ogni altra, sarà quella di fare sussistere l'armata francese più facilmente, e dubito pur troppo che una novella invasione sarà per succedere.

Supplico V. E. tenere a sè questa mia umilissima riservata, per ciò che riguarda il trattato precedente, ed in una parola le cause della spedizione del cardinale segretario di stato, e rispettivamente la partenza di Cacault.

Vi sono qui quantità di ufficiali francesi ; sembrano però aver un carattere di [semplici] viaggiatori e vivono modestamente. Domandano moltissimi in questo ordinario il passaporto, che non posso loro negare. Non vorrei che V. E. lo attribuisse a pusillanimità, ma a me pare che lo minaccia codesto regno, e che servono le dette minacce di pretesto per avvicinare a noi un maggior numero di truppe.

(Arch. de Naples).

518. — Ghislieri à Colloredo.

Rome, 6 juin 1801.

Je suis à même aujourd'hui de rendre compte en détail à V. E. de ce que, craignant surtout de compromettre le gouvernement dans le cas que ma lettre fût interceptée, je n'ai fait qu'ébaucher dans mon dernier rapport, touchant les négociations actuelles entre le Saint-Siège et la France.

Bonaparte, fâché de la lenteur que l'on mettait ici à donner la réponse au projet que le prélat Spina, d'après les désirs du Premier Consul, avait envoyé à Rome, fit appeler, vers la moitié du mois passé, ledit prélat, et lui fit les reproches les plus amers sur ce que le Pape avait si peu d'égards aux demandes du gouvernement français, jusqu'à ne pas donner sa décision depuis plusieurs mois sur les affaires ecclé-

ques de la France. Ces reproches ne furent pas sans effets, car les Français se seraient donné par eux-mêmes une sanction, et que le Pape aurait éprouvé l'indignation de la France. Le prélat Spina, qui ne pouvait rien décider avant de recevoir la réponse de Rome, n'était pas à même non plus d'arrêter le Premier Consul par aucune promesse ; ce qui déterminait le dernier à envoyer, le 13 de mai, un courrier à Cacault, avec ordre de se rendre d'abord chez le Pape, et de l'engager à signer un concordat, qui contient cinq articles, c'est-à-dire : 1° la convocation d'un concile national français ; 2° la confirmation des évêques intrus ; 3° l'approbation de la vente qu'on a faite en France de tous les biens de l'Église ; 4° la permission aux prêtres de se marier ; 5° la confirmation des lois établies dernièrement en France sur le divorce. Les instructions que Cacault reçut par le même courrier, se bornaient à déclarer que, si dans quelques jours le Pape ne signait pas purement et simplement et sans la moindre modification les cinq articles ci-dessus marqués, il avait ordre de quitter d'abord Rome, où sa présence allait devenir inutile. Par la même occasion le fameux curé de la Vendée, l'abbé Berthier, qui avait traité à Paris avec Spina les affaires ecclésiastiques, écrivit par ordre du Premier Consul une lettre au ministre secrétaire d'État, où, sans beaucoup le ménager, il lui fit entendre que le gouvernement français est très indigné de ce que le Pape, trompé par des conseillers perfides, se refuse au traité qu'on lui a fait pour le rétablissement de la religion en France. Dans la même lettre, on ne cache pas que la France n'a encore reconnu l'existence temporelle du Pape, et on jette dans l'esprit des doutes sur la légitimité de son élection, qui a eu lieu à Rome et qui a été (d'après ce que Bonaparte fait mine de croire) influencée par des Puissances ennemies de la France.

Cacault s'est acquitté de sa commission, en demandant d'abord à avoir quelque conférence avec le secrétaire d'État, et même à aller directement avec le Saint-Père ; mais comme il les trouva invariables au moindre changement à la réponse, qu'on avait déjà envoyée à Paris avant que le courrier du 13 arrivât ici, et, comme, en attendant, un autre courrier est survenu de Paris, il était parti le 19, avec ordre de presser plus que jamais la négociation, M. Cacault présenta samedi passé (30 mai) une note

officielle, par laquelle il déclarait : 1° que le gouvernement français exigeait que le Pape signât d'abord les cinq articles en question, tels qu'ils étaient exprimés dans une feuille annexe à sa note ; 2° que si, dans l'espace de cinq jours à compter du jour de la présentation de la note, le Pape ne signait pas les articles susdits, il avait ordre de partir de Rome à la fin du cinquième jour ; 3° que aussitôt que le Pape aurait signé ces articles, la bonne amitié entre le Saint-Siège et le gouvernement français serait établie par le fait.

Une pareille note, dont le troisième article répond à une déclaration de guerre, excita la plus grande attention de Sa Sainteté, qui réunit mardi au soir (2 juin) tout le Sacré Collège pour le consulter sur le parti à prendre. On agita premièrement la question si le Pape, menacé d'être bientôt un otage des Français, devait se retirer ; et on opina négativement, vu surtout la difficulté d'effectuer sa fuite, à cette heure que même dans le royaume de Naples il y a un corps assez considérable de troupes françaises. On passa ensuite à examiner qu'est-ce qu'on pourrait faire pour parer l'orage ; et comme tous unanimement jugèrent inadmissibles les cinq articles proposés par les Français, le Pape décida de refuser absolument sa signature aux susdits articles. Mais comme, dans les différentes conférences qui eurent lieu entre le cardinal Consalvi et Cacault depuis samedi (30 mai) jusqu'au mardi soir (2 juin), celui-ci avait donné l'idée au cardinal que, dès que le Pape ne voulait pas se prêter aux désirs de Bonaparte, il était nécessaire que pour apaiser le Premier Consul, peu accoutumé à avoir des refus, le cardinal secrétaire d'État se rendît lui-même à Paris, y rendre compte des motifs qui ont empêché le Saint-Père de satisfaire aux demandes du gouvernement français, et y attester, par un acte aussi éclatant que le voyage d'un cardinal secrétaire d'État en France, le désir que le Saint-Siège a de conserver la meilleure harmonie possible avec les Français, S. Em. se crut obligée de rendre compte de cette conférence au Sacré Collège ; et les cardinaux, très charmés de pouvoir se faire une illusion d'avoir trouvé le moyen de différer du moins, sinon de faire passer entièrement l'orage qui menace Rome, approuvèrent tous d'accord l'idée donnée par Cacault, et décidèrent unanimement que le cardinal Consalvi serait parti

incessamment pour Paris. Ce que le Pape et le Sacré Collège décidèrent dans le consistoire de mardi (2 juin) au soir, a été mis d'abord en exécution. Le lendemain (3 juin) le cardinal Consalvi répondit à la note officielle de M. Cacault : que le Saint-Père ne pouvait en conscience signer les articles qu'on venait de soumettre à son approbation ; mais que, pour donner une marque publique de l'intérêt que le Saint-Père met à la bonne amitié de la France, il lui avait ordonné de partir incessamment pour Paris. En effet ce matin (6 juin), à quatre heures, le cardinal Consalvi est parti ; et, ce qui rend la chose encore plus singulière, c'est qu'il est parti avec M. Cacault, qui pourtant attendra à Florence le développement des affaires, tandis que le cardinal, accompagné seulement du M^{re} Consalvi son frère, et de quelques domestiques, ira s'exposer en France à tous les désagréments qu'une mission aussi singulière peut lui occasionner.¹

Il faudrait connaître les arrières-vues des Français, pour décider si le départ de M. Cacault sera suivi de l'approche des troupes vers Rome ; et il serait impertinent de ma part si je voulais vaticiner sur le sort de Rome, surtout avec V. E., qui étant à même de connaître les véritables projets des Français, saura aussi apprécier les menaces qu'ils font au Pape, et pénétrer les motifs qui les ont engagés à une conduite, si peu ordinaire, de contraindre par la force le chef de l'Eglise à des concessions en fait de religion. Ce qui paraît hors de doute, c'est que la mission du cardinal Consalvi, autant est-elle humiliante pour le Saint-Siège, autant sera-t-elle inutile à changer l'état des affaires, surtout par la circonstance que le Pape ne l'a pas muni d'aucun pouvoir, ni pour les affaires spirituelles, ni pour les temporelles.

Et, ce qui me tient fort à cœur, c'est d'assurer V. E. que dans toutes ces déterminations prises par le Pape, je n'ai pris ni en apparence, ni en réalité, aucune part, d'après le système qui m'est prescrit par le devoir de ne pas compromettre d'aucune manière l'auguste cour ; et il me tient aussi fort à cœur d'avoir de V. E. des instructions qui m'ôtent toute responsabilité, surtout sur la continuation du séjour à Rome de S. A. R. Madame

¹ Dans une lettre adressée de Montefiascone le 6 juin à Louis XVIII, le card. Maury a également raconté ces événements, mais il n'en avait pas été besoin (*Corr. de Maury*, t. II, p. 134).

l'archiduchesse, que, surtout dans les moments actuels, j'aurais souhaité fort de voir rentrer dans les Etats de Son auguste Frère. Telle est l'importance dont cet objet me paraît, que j'ai cru devoir faire parvenir à V. E. cette lettre par estafette depuis Venise. Au reste, tels sont les sentiments de religion dont Sa Majesté a donné en tout temps des preuves si éclatantes, que Sa Sainteté ne peut pas douter que, dans le cas que réellement les Français s'emportassent à des violences contre la personne sacrée du vicaire de Jésus-Christ, la cour impériale y prendrait sans doute le plus grand intérêt, pour épargner autant que possible des calamités nouvelles à l'Eglise catholique. Même la piété connue de V. E. soutient des espérances pareilles dans le cœur, [non] pas seulement au Saint-Père, mais de tous les bons catholiques, qui regardent tous S. M. l'Empereur comme le seul défenseur de la foi.

Le Saint-Père, que j'ai eu l'honneur de voir ce matin (6 juin), soutient avec beaucoup de force les malheurs du temps, quoiqu'il ait été très touché du départ du cardinal Consalvi, qui sera suppléé pendant son absence par le cardinal Joseph Doria dans la place de secrétaire d'Etat. Rome voit de mauvais augure à la place de secrétaire d'Etat, celui qui l'était à la première entrée des Français à Rome.¹ Mais, outre que ses qualités et ses sentiments personnels sont sans doute à l'abri de tout reproche, c'était à lui, comme au plus ancien des cardinaux palatins (qui logent au palais du Pape), de prendre le portefeuille des affaires pendant l'absence du secrétaire d'Etat; et d'ailleurs le même homme qui a donné l'idée de la mission du cardinal Consalvi à Paris, a proposé le cardinal Joseph Doria pour son suppléant; et ici on est disposé à faire tout ce qu'on peut faire sans blesser la religion, pour prévenir le retour à Rome des Français, qui pourtant, ayant des corps assez considérables en Toscane et dans le royaume de Naples (sans parler des cinq mille qui occupent la marche d'Ancône et la province d'Urbain), peuvent occuper la capitale quand il leur plaît, et dont on prétend qu'il y a même à cette heure dans Rome près d'un millier. La cocarde tricolore n'est plus sans doute un objet de curiosité ou de nouveauté dans cette capitale.

¹ En février 1798.

On avait ébruité, ces jours passés, que les Français avaient fait une descente en Sardaigne ; mais un bâtiment arrivé à Civita-Vecchia le 4, et qui avait fait le trajet de Cagliari en quatre jours, a démenti pleinement cette nouvelle.¹ LL. MM. Sardes sont actuellement à Caserte, et le duc de Chablais s'est établi provisoirement à Gaëta.

(Arch. de Vienne).

519. — Vargas à Cevallos.

Roma, 6 de junio 1801.

En la noche de este dia, el ministro de la República francesa, Cacault, y el cardenal secretario de estado, Consalvi, saldrán de Roma. El primero se retira, de orden de su gobierno, á Pisa, donde el general Murat se halla á causa de tomar las aguas minero-medicinales, segun el mismo Cacault afirma. Y el segundo, Consalvi, va en compañía de Cacault hasta el mismo Pisa, y desde alli se dirigirá á Paris, de orden de Su Santidad.

El Santo Padre, su secretario de estado el cardenal Consalvi, y Cacault, no convienen, ó no están acordes en explicar el origen de esta novedad.

Cacault supone que la morosidad con que la corte de Roma ha procedido, para aprobar los artículos que el gobierno francés le había propuesto sobre puntos puramente eclesiásticos, habia exaltado el ánimo del Primer Cónsul hasta el punto de mandarle que, si Su Santidad no aprobaba inmediatamente todos los artículos propuestos, sin limitacion ni variacion ninguna de voces ó vocablos, entonces él, Cacault, se retirase de Roma, pasados que fuesen cinco dias, despues de la remision de la nota que el mismo Cacault deberia formar sobre el particular.

Por el contrario, Su Santidad y el cardenal secretario de estado afirman: que el cónclave² consumió dos meses solamente en resolver sobre los artículos propuestos por el gobierno francés, y que los cuatro meses restantes, hasta los seis que han corrido,

¹ C'étaient sans doute les mouvements de l'escadre de Ganteaume, qui avaient donné naissance à ce bruit.

² M. de Vargas désigne ainsi les congrégations qui venaient de s'occuper du concordat.

se habian invertido en examinar nuevamente dichos artículos, á instancias del ministro de la República, para ver si en fuerza de meditarlos se hallaba medio de aprobar lo que el Santo Padre parece que se resolvió á negar firmemente despues del primer exámen. De aqui es que el Papa no se persuade que ésta sea la causa motiva ó motora del rompimiento, principalmente cuando se dice que el Primer Cónsul mandó al ministro Cacaault diese á entender á Su Santidad, que, de no acceder á la total aprobacion de los artículos, el Papa debía reputarse poco seguro en su autoridad, pues que su eleccion no había sido hecha en el paraje ó lugar acostumbrado, ni su eleccion habia sido hecha tampoco con la intervencion de todas las Potencias.

Estas expresiones parece que intimidaron al Santo Padre, y le hicieron desear hablarme. El cardenal secretario de estado, cuando él vino á citarme, manifestó no solamente lo que yo dejo expuesto, sino tambien que las intenciones de Su Santidad eran huir de Roma para evitar el ser detenido por los Franceses, en los términos ó de la manera que su antecesor lo fué, pues que el Papa creía que los Franceses volverían á Roma inmediatamente.

Esta noticia no me cogió de nuevo ó de sorpresa, pero tampoco dejó de sorprenderme una relacion tan patética como la que el cardenal Consalvi me hizo, principalmente cuando yo vi que él exigia consejo de mi, y él me insinuaba si convendría que el Santo Padre pasase á España para precaverle de toda vejacion.

Tan luego como yo oí la relacion, se me presentaron á la imaginacion una multitud de obstáculos que impedían el que yo pudiese tomar una resolucion sobre una materia de tanta trascendencia. Sin embargo, para consolar en algun modo al cardenal Consalvi, y no elegir un partido que pudiese comprometer á Su Magestad con la nacion francesa, yo respondi al secretario de estado : que el acaecimiento era repentino, y hallándome yo sin instrucciones de mi córte, yo no podia determinar nada como ministro en una materia que tal vez podría alterar (si yo resolviese) la buena armonia que reinaba entre las dos Potencias, española y francesa ; que como hombre particular yo tenía la facultad de opinar, pero que ni yo me hallaba con los datos necesarios para

nar juicio, ni tampoco yo tenía tanto amor propio que creyese dar un consejo prudente.

Con todo, el cardenal Consalvi insistió vivamente en que yo diese de manifestar mi modo de pensar como hombre privado, y no que yo veía su conflicto.

Yo tuve por dureza resistirme á hablar en términos de pura versacion. y yo juzgué que, dejando por este medio mi corte de responsabilidad, yo podía tambien por el mismo medio ruirme de la sustancia de las pretensiones de la República francesa, pretensiones que el cardenal me habia ocultado hasta entonces con el mayor cuidado. Yo manifesté pues acceder á sus instancias, y le pregunté cuáles eran los puntos ventilados, que de otro modo yo no podía formar juicio de la buena ó mala fé con que la Francia procedia. El cardenal me hizo mil objeciones sobre el sigilo, y yo le hize mil protestas de guardarle religiosamente, como lo he ejecutado. Al cabo, el cardenal Consalvi vino á hablar en estos terminos:

Los artículos propuestos por la Francia son varios; pero de los dos son á los que el Santo Padre dice que no puede acceder: primero: que el Primer Cónsul tiene derecho para nombrar los obispos, y que el Papa debe declarar depuestos ó destituidos á los obispos que no hayan sido designados por el Primer Cónsul. Segundo: que las enagenaciones de los bienes eclesiásticos, hechas por la República, son justas; y que, como tales, adquirentes son imperturbables en la posesion.

El Santo Padre parece que respondió á las dos proposiciones: el primer artículo comprende: que él no podia aprobarlo si se declaraba por religion dominante la católica, y si no se obligaba al sujeto que ejerciese la autoridad de Primer Cónsul á abrazar dicha religion católica, en los terminos ó en el modo que nuestro Católico Monarca la profesa; porque repugnaba al espíritu de la Iglesia que el Papa concediese el nombramiento de pastores espirituales á una persona de cuya moral religiosa dudase, y de la cual persona se pudiese temer que ella no fuese para estos cargos los hombres dotados de virtud, que la Iglesia apetece para la educacion de los fieles; que el Papa podia declarar depuestos de hecho á los obispos no designados por el Primer Cónsul, pero que el mismo Papa les amonestaría

para que ellos renunciasen, mediante que el pueblo no los amaba ; y en caso de que ellos lo rehusasen, entonces el Papa los declararia privados de sus sillas como contumaces.

« Al segundo artículo se dice que el Santo Padre contestó que él declararia legítimas las enagenaciones hechas ; pero que él no podia desposeer á la Iglesia de la autoridad de examinar la justicia de las causas. »

Esta es, en sustancia, la explicacion que el cardenal secretario de estado me hizo de los artículos que él llama principales.

Cuál sea su entidad y trascendencia, V. E. lo conoce ; como tambien V. E. conoce que, siendo éste un asunto que no tiene relacion con nuestra córte, yo debia desentenderme de la justicia ó injusticia de las pretensiones, para evitar consecuencias futuras. Sin embargo, yo presumi que las expresiones ó sean amenazas de la Francia, igualmente que la resolucion de retirar á su ministro, podian ser un medio de atemorizar al Santo Padre y á su colegio de cardenales, á fin de que ellos aprobasen lo que de otro modo es muy probable que ellos denegasen.

Esta presuncion, para mi fundada, unida á la inutilidad de la fuga (pues que todo se halla ocupado de Franceses), y el temor de que, una vez verificada la huida, la Francia tratase de anular la eleccion pontificia de Pio VII comprometiendo tal vez ó acaso otras Potencias, me decidiò á opinar que el Santo Padre no debia partir de aqui.

Con efecto, el cardenal secretario de estado se convenció y adoptó el partido que yo le propuse, de tratar el asunto en consistorio.

Tambien yo le disuadi de hacer una proclama, publicando la causa que motivaba la salida del ministro francés, porque este hecho era de temer que exasperase más los ánimos, y diese causa ó motivo al rompimiento, que no habia acaecido hasta el presente, y que estos señores debian precaver ó evitar por todos títulos ó razones.

Yo no sé á la verdad si mi persuasion, ó la meditacion del asunto, habrá originado que las ideas cambien ; pero lo cierto es que el Santo Padre ha celebrado consistorio, y que en él se ha determinado que el secretario de estado pase á Paris, para tratar

onalmente con el Primer Cónsul el modo de conciliar la hacion de los artículos propuestos.

Santidad, en la visita que yo le hice la noche del 31 de o, me recibió con la mayor benignidad, y me habló en los nos términos y con igual confianza que el cardenal secretario stado, añadiéndome que él tenía por cierta la entrada en a de los Franceses, á los cuales él habia concedido hasta tualidad todo cuanto ellos le habian pedido ; pero que él no a aprobar en conciencia los artículos del dia, y él se hallaba uesto á sufrir con ánimo sereno y tranquilo todos cuantos tecimientos funestos pudiesen sobrevenir á su persona.

o procuré tranquilizarle con muchas de las reflexiones insi- las, pero abstrayéndome ó absteniéndome siempre de apro- ó reprobar las pretensiones de la Francia. Su Santidad ma- stó tener la mayor confianza en las católicas intenciones de Magestad, y yo le ratifiqué en ella, asegurando á Su Santidad en todos tiempos el Rey N. S. miraria á la Iglesia con el no amor y proteccion que siempre la ha mirado.

dia siguiente, esto es el dia primero del mes corriente, vino ppedirse de mi el ministro de Francia, Cacault, con quien yo el papel de ignorante de la novedad y admirador de ella ; él me explicó el origen de los resentimientos en solos los inos que yo he manifestado al principio. Yo aparenté sor- derme la negacion de la aprobacion de los artículos, y con de sencilla admiracion yo le pregunté : « De qué tratan esos ulos, que tanto repugna aprobarlos el Santo Padre ? » — « Yo uedo revelarlos, me respondió ; hemos jurado guardar eto, y no es justo romperlo ni aún con el ministro de la na- española, la más amada para nosotros ; pero yo puedo urar que el Santo Padre no carece de autoridad para apro- os, principalmente cuando se trata de restablecer la religion na nacion tan extensa como es la nacion francesa, y por io de ella consolidar la paz y precaver las guerras de opinion giosa, origen no pocas veces de las guerras civiles. »

o medio de una contradiccion tan notable como la que yo rtía entre unas y otras relaciones, yo creí que para instruir

Magestad de la verdad de lo ocurrido, yo debia tocar los ios de adquirir una copia literal de los artículos propuestos

por la Francia; pero el sigilo que se habia observado, al tiempo que me cerraba todos los pasos, no me dejaba otro medio que el de solicitar confidencialmente dicha copia de del secretario de estado.

Con efecto, yo le insinué mis deseos asegurándole el secreto y aunque él puso dificultades, yo pude persuadirle á que facilitase ó me franquease dicha copia. Dos dias pasaron sin su palabra tuviese efecto, ni yo por consiguiente pudiese operar sobre la cuenta que yo debia dar á Su Magestad.

En este estado, valiéndome del pretexto de llevar al cardenal secretario una carta de recomendacion que él me habia dado para el embajador de Su Magestad en Paris, yo le busqué y renové mis instancias. El terror pánico que estos señores temian de desagradar á los Franceses, el cardenal me confesó que dicho temor le habia detenido para remitirme la copia, Su Santidad apreciaría que yo la solicitase por escrito.

Yo conocí que esta pretension era tan hija del temor de desagradar á los Franceses, como hija de los deseos de cubrir la responsabilidad para con la Francia en todo acontecimiento pero para no comprometerme yo tampoco en cosa ninguna pasé una nota, que es la señalada con el número 1^o,¹ en la que yo hablo segun el pueblo se explica, y yo pido razon de libertad sin pedir cosa determinada. Yo temi á la verdad que los monseñores conociesen mi idea, y que ellos no se allanasen á darme una copia que en realidad yo no pedia por escrito; el resultado ha sido más feliz de lo que yo debia prometerme.

A las dos de la mañana del dia 6, hora en que yo habia

¹ Vargas à Consalvi; Dal palazzo di Spagna, 5 giugno 1801. — « Nella lettera parla della sortita da questa capitale del sig. ministro di Francia per la volta di Firenze, come pure della partenza di V. Em. a Parigi. Questa novità ha attratto il pubblico ad una rottura accaduta tra la Repubblica francese ed il Santo Padre con il motivo della negoziazione fatta da questa corte sopra certe pretensioni poste dalla suddetta Repubblica. Il medesimo popolo, che si trova pieno di curiosità, varia sopra i punti negati, ed esercita il mio zelo di sapere qual essere la causa di una sì importante novità. Pare giusto che il Re, mio padrone, che costantemente ha mantenuto il più vivo attaccamento al Santo Padre, gli fa fede la condotta avuta dalla M. S. verso la persona della B. Me. de Pio VI, non deva ignorare la vera causa di simile avvenimento. Intanto il sottoscritto prega all' Em. V. di dargli tutti quei lumi e schiarimenti che sieno convenienti per informare il Re, suo augusto sovrano, su questo sì rilevante affare »

caballos para despachar el correo extraordinario con a, y hora en que yo me hallaba finalizando la relacion to recibí el oficio del cardenal Consalvi, secretario de cio que va señalado con el número 2º,¹ y tambien yo copia de los artículos y del proyecto de bula, que yo itado y que se distinguen con los números 3º y 4º.² e tenido tiempo para leer estos documentos con toda pero aunque ligeramente, yo no he dejado de obser- nto el secretario de estado de Su Santidad como el e Francia Cacault me habian pintado las cosas cada olores acomodados á sus ideas. Yo tambien veo que cion de intimidar el Primer Cónsul al Santo Padre probable; y que acaso la mision del cardenal secre- tado á Paris podrá producir la reunion de los ánimos, ue acabe con tranquilidad lo que al presente indica nbos poco pacíficos, pues que, aunque lentamente, anceses no dejan de venir á esta córte. o, el recelo de que, antes de llegar el cardenal á Paris, ses tomen una determinacion violenta, me hace desear dando cuenta á Su Magestad de lo acaecido, se digne

a Vargas : Dalle stanze del Quirinale, 5 giugno 1801. — « Il card- o di stato ha rappresentato a Sua Santità le premure fattegli da V. col suo biglietto in data di questo giorno, che con la viva voce, copia dei due progetti di convenzione e di bolla già ricevuti da Parigi umento della cattolica religione in Francia. Il geloso segreto, im- erno francese a Sua Santità su tale materia, avrebbe certamente Santo Padre dal darne comunicazione, come di fatto niuno ha mai mesi alcuna conoscenza di simile affare. Ma d'altra parte, consi- Santità che la petizione gli viene per la parte ed interesse di S. M. ui il Santo Padre è tanto attaccato per tanti titoli, e riflettendo an- do egli l'alleanza della Francia, non deve presumersi che questa ne cere, mi ha ordinato di farne a V. E. comunicazione, non lasciando valdissimamente pregarla di fare in modo che il segreto di tale ie si osservi gelosissimamente, per evitare qualunque amaro disgusto e ridondare. Affidato il Santo Padre alla rettitudine e saviezza di V. certamente non esserne pienamente tranquillo. Il cardinale, scrivente nento della sua partenza, di cui ha già resa informata l'E. V., e nel della commendatizia che si è compiacciuta inviargli per il sig. cav. nore, etc. »

. français de concordat et de bulle est en effet joint à la dépêche de

comunicarme cuáles son sus Reales intenciones,¹ y qué deberé yo ejecutar si los Franceses ocupan nuevamente esta ciudad hostilmente y remueven de ella á Su Santidad.

El ministro Cacault protesta que las intenciones del Primer Cónsul son pacíficas; pero no es ésta la primera vez que los Franceses han hecho iguales ofertas, y despues ellos han ejecutado lo contrario.

De todos modos, yo deseo acertar y no hallarme en el compromiso que me hallo en la actualidad. V. E. conoce mi carácter pundonoroso, y no se le ocultará que es muy poco lisonjero obrar sin instrucciones y con el temor de errar...

V. E. verá lo mucho que el cardenal Consalvi encarga el secreto; yo le he ofrecido que este secreto no será quebrantado por nosotros, y yo vivo persuadido que el secreto se conservará.

Al cardenal Consalvi le sustituye interinamente en la secretaria de estado el cardenal José Doria, segun estos señores me acaban de avisar oficialmente.

(Alcala, *leg.* 3747).

520. — Vargas à Cevallos.

Roma, 10 de junio 1801.

La salida del secretario de estado de Su Santidad, y la del ministro de Francia se verificó en el mismo dia y en la misma forma que yo manifesté á V. E. en mi carta de 6 de este mes, remitida por correo extraordinario.

Esta novedad no ha producido hasta ahora otros efectos, que excitar el temor y la curiosidad del público; pero todo permanece en tranquilidad, y los Franceses no se sabe que hayan aproximado tropas.

Algunos cardenales pensaron retirarse de Roma, al parecer, temerosos de su suerte, por la persuasion de que los Franceses

¹ M. de Cevallos, dans sa réponse, du 27 juin, s'est borné à dire : « He dado cuenta al Rey de la carta de V. S., de 6 de este mes, carta que V. S. me dirigió con correo extraordinario; y Su Magestad, enterado del punto que en ella se trata, que es el estado de las negociaciones entre el gobierno francés y la Santa Sede, ha resuelto que, habiéndose de ventilar este asunto en Paris, se tenga presente para dar, cerca de aquel gobierno, los pasos que convenga. »

ocuparian la ciudad inmediatamente ; pero dichos cardenales avisaron de su determinacion al secretario de estado, cardenal Consalvi, y éste, pocas horas antes de su marcha, les persuadió á que ellos hiciesen lo que el Santo Padre, que era permanecer tranquilos. Ellos así lo han ejecutado.

(Alcala, *leg.* 5747).

521. — Jackson à Hawkesbury.

Naples, june 12th 1801.

By the accounts which I have received from Rome¹, it appears that the affairs of the Ecclesiastical states are brought to a most serious and alarming crisis. In my dispatches of the 22nd ultimo, I mentioned the intelligence which had been received from Paris, of the threats which had been held out by Bonaparte to Mgor Spina in consequence of the delays of the court of Rome to comply with his demands. A very short interval elapsed before the execution of these threats, the french minister at Rome, M. Cacault, having received orders to present to the Pope five articles for his acceptance, and in case of a refusal after a delay of five days to leave Rome.

These articles are said to be the following: 1° the consent of the Pope to the french laws relating to divorces; 2° the marriage of priests; 3° to legalize the sale of the effects of the clergy; 4° to confirm the appointment of the bishops and priests who have been consecrated without the consent or interference of the Pope; 5° to consent to the appointment of a french national ecclesiastical council, whose decisions in the affairs of the Church are to be supreme and independant of the Pope.

These demands were considered by the whole Sacred College as inadmissible, and an answer to that effect having been given to M. Cacault, he left Rome at the expiration of the five days, accompanied with the secretary of state cardinal Consalvi, whom it was resolved to send to Paris, to endeavour to convince the First Consul that the Pope's conscience would

¹ M. Jakson était à Naples depuis le 2 juin.

not allow of his consent, but that in temporal affairs he was very desirous of giving every satisfaction to the french government. This extraordinary step of sending the cardinal secretary of state, is said to have been advised by M. Cacault ; among the many reports and conjectures to which it has given rise at Rome, it is said that these demands were brought forward in the certainty that they neither could nor would be accepted, and their refusal would furnish a pretext to deprive the Pope of his states, which are destined either to the King of Parma in lieu of Tuscany, or to the king of Sardinia.

On this object I cannot omit to mention that on taking leave of the Pope, on my quitting Rome two or three days before the above demands were made by M. Cacault, His Holiness appeared to be exceedingly affected at the melancholy situation of his country, oppressed and exhausted by the continual exactions of the French ; and, as if foreseeing what was on the point of happening, or very possible from some notice he may have received from his minister at Paris, he declared that he was fully determined never to consent to any compromise whatever in matter of religion, being persuaded that the cause of Christianity, no less than the tranquillity of his own conscience depended on his firmness in this most important point.

(Record office, Sardinia).

522. — Consalvi à Spina.

(particulière)

Firenze, 8 giugno 1801

Il dì 6 partii da Roma, conducendo nel mio carrozzino M. Cacault, e dimostrando così a quella città e a tutto il mondo quanta sia la rottura della Santa Sede con la Francia. Questa collocazione sarà differita dunque anche per del tempo ai nostri comuni nemici, che tanto anelano a questa rottura, e spero non l'avranno mai. Siamo giunti con M. Cacault a Firenze. Egli vi resta secondo gli ordini del suo governo, ed io proseguo a Parigi. Qui ho pranzato con madame Murat,¹ che mi ha favorito con dimostrarmi la più cortese bontà. Io parto di

¹ Le général et sa femme étaient revenus de Pise le 6 juin (Cf. Consalvi, *M* 1. 1, p. 343 et s.).

, e conto di c
ndo quasi sei
me le scrissi,
rà. Mi faccio
in somma fr
o questa lette
il generale M
(Caprara).

523. — Oac

ivé à Floren
avec moi. Il
it route ens
de la même r
chacun était
gardés partou
on imaginât
ait sans cess
e. » Ce pays,
noindre idée
rain a plus de
rtout de ceu
l'espèce de
sippé à la fois
res. Je pense

a passé ici la
tié avec le gé

iversale de Flo
annonçait ainsi
giunto da Roma
l sig. generale i
, inviato della R
issione del suo g
io segretario di
sole al risultato
re a Parigi. »

logement et une garde d'honneur. Il a fait la même chose moi : je n'ai rien accepté ; je suis logé à l'auberge.

Le cardinal est parti ce matin pour Paris ; il arrivera p temps après ma dépêche ; il ira extrêmement vite. Le nu reux sent bien que s'il échouait, il serait perdu sans ressou que tout serait perdu pour Rome. Il est pressé de savoï sort. Je lui ai fait sentir qu'un grand moyen de tout sauver d'user de diligence, parce que le Premier Consul avait des i graves de conclure vite et d'exécuter promptement.

J'avais essayé à Rome d'amener le Pape à signer seulem concordat, et s'il m'eût accordé ce point, je ne serais pas de Rome ; mais cette idée ne m'a pas réussi.

Vous jugez bien que le cardinal n'est pas envoyé à pour signer ce que le Pape a refusé de signer à Rome ; m est premier ministre de Sa Sainteté et son favori ; c'est l'an Pape qui va entrer en communication avec vous. J'espère en résultera un accord concernant les modifications. Il s'a phrases, de paroles qu'on peut retourner de tant de mani qu'à la fin on saisira la bonne. Le cardinal porte au Pr Consul une lettre confidentielle du Pape, et le plus ardent de terminer l'affaire. C'est un homme qui a de la clarté l'esprit. Sa personne n'a rien d'imposant ; il n'est pas fait grandeur ; son élocution un peu verbeuse n'est pas séduis Son caractère est doux, et son âme s'ouvrira aux épanchen pourvu qu'on l'encourage avec douceur à la confiance.

J'ai écrit, à Madrid, à l'ambassadeur Lucien Bonapar quoi consistait cet éclat du voyage à Paris du cardinal Con et de ma retraite à Florence. J'ai également fait connaître ministres à Rome de l'Empereur et du roi d'Espagne qu'avait aucune apparence de guerre avec le Pape.¹

P.S. — Il est vrai qu'il y a maintenant à Naples trois fré russes, et, entre la garnison d'infanterie russe et les hor qui composent les équipages des susdites frégates, on com Naples trois mille Moscovites.

¹ Cette dépêche a été reproduite par Thiers (t. III, p. 254, note) et par Theiner (t. I, p. 461).

tez-moi de vous prier de remettre ma lettre ci-jointe au Consul.¹
, Rome, vol. 931).

524. — Murat au P. Consul.

Florence, 20 prairial an IX (9 juin 1801).

elles contradictoires venant d'Egypte). « L'apparition vision anglaise m'empêche de faire sortir d'Ancône les gates napolitaines qui sont entrées dans ce port le 14 (3 l paraît que les Anglais ne respectent plus les pavillons n et papal...

alveillants se remuent dans toute l'Italie avec une acroyable. Ils y répandent les bruits les plus absurdes. A crie « Vive Robespierre »² ; en Romagne, on incarcère tous les nobles. A Florence, on a trouvé inscrit sur des *espre siciliane*. » A Rome, on proclame la rupture entre e et le Saint-Siège, et, sans le voisinage de mes troupes, ais pas répondre de la personne du Saint-Père. Mais ns inquiétude : l'armée est animée d'un excellent es- dois compter sur elle.

Cacault est arrivé ici, hier matin, avec le cardinal Condernier est parti ce matin pour Paris, où je pense qu'il vers le 30 (19 juin) Il se rend près de vous avec cont le Saint-Père attend tout des sentiments de bienveillance vous ne cessez de lui montrer. Je vous assure qu'ils onne foi. Au, reste le cardinal Consalvi a ordre de faire ui est possible en matière de religion. Ne vous laissez enir contre le cardinal Consalvi ; tous les Français n'ont ouer de lui...

Armée d'observation du Midi).

lettre particulière n'a pas été retrouvée. Il en est de même de la lettre P. Consul. mentionnée plus haut (Cf. *Corr.* n° 5658).
c au Ministre de la Guerre ; Milan, 8 prairial : 28 mai.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE VII

MURAT A ROME

CACAULT ENVOYÉ AUPRÈS DU PAPE

Un officier de M. de Damas apporte à Ancône un contre-projet de trêve, qui est rejeté par Murat ; il court à Naples chercher des instructions. — Dans l'intervalle, Murat reçoit l'ordre d'exiger des Napolitains une clause nouvelle ; il prépare une démonstration militaire et paraît à Foligno au milieu de ses troupes. — Il est rejoint par un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux. — Prompte conclusion de l'armistice, à Foligno, le 18 février : les Napolitains s'engagent à sortir de l'État romain dans les six jours, tandis que les Français gardent le droit de l'occuper jusqu'à Terni et le cours de la Nera.

Cette négociation est suivie attentivement par le Saint-Siège. Mgr Caleppi, qui a revu Murat à Ancône, retourne près de lui pour la troisième fois. — Entretiens confidentiels à Foligno : une somme est convenue secrètement pour la retraite des troupes françaises. Murat voudrait entraîner le Saint-Siège à exclure les Anglais du port de Civita-Vecchia, mais n'insiste pas. — Il est invité à rendre visite au Pape.

Il arrive à Rome le 22 février. — Son affabilité au milieu des hommages. — Le même courrier lui apporte la nouvelle de la paix avec l'Autriche et l'ordre d'aller, à travers le royaume de Naples, occuper le golfe de Tarente, pour se tenir à portée de l'Égypte. — Il dissimule cet ordre : avant de l'exécuter, il veut ramener son Corps en Toscane, en partie pour le sortir d'un pays épuisé, en partie pour paraître remplir un engagement dont le Saint-Siège acquitte le prix. — Il encourage le Pape à réclamer les Légations. — Impressions séduisantes qu'il laisse dans l'esprit de Consalvi et de Pie VII.

Le cardinal Maury, revenu de Montefiascone, essaie de hausser le ton devant le Pape. — On reçoit à Rome le quatrième projet de concordat, transmis à Parme par le messager espagnol de M. de Muzquiz. — Consalvi adresse à Spina des pouvoirs pour les affaires temporelles.

Avant le départ du courrier Livio, Bernier, voulant faciliter au Pape l'adoption du projet V, a confié en secret à Spina des variantes de rédaction présentées comme pouvant être admises par le Premier Consul.

Le marquis de Gallo, à peine arrivé à Paris, est sommé de souscrire à l'occupation de Tarente par les Français. Il résiste. — Les exigences du Premier Consul deviennent plus impérieuses par l'annonce irritante que l'escadre de Ganteaume, sortie de Brest, a cherché refuge à Toulon au lieu de faire

TABLE DES MATIÈRES

l'Egypte. — Bonaparte apprend, le 28, l'armistice de Foligno. Re- traiter avec M. de Gallo, il envoie Alquier pour imposer en Italie ix Napolitains.	
temps, il nomme définitivement Cacault pour son représentant mais Cacault ne prendra d'abord aucun titre diplomatique.	
audience accordée à Spina. Tout en laissant percer un peu de dé- Premier Consul se montre bien disposé pour le Saint-Siège et voir s'achever le concordat. — Démarches de Spina pour les Lé- il recherche le concours de quiconque peut l'aider, surtout celui Kolytchev ; mais il pense que le Saint-Siège ne doit s'appuyer ment sur aucune puissance.	
e propose des règlements sur les cultes non romains : change- e le Premier Consul apporte à ces projets.	
ies constitutionnels écrivent aux évêques du monde catholique nviter au second concile de l'église gallicane.	
ons remises à Cacault : il n'admettra aucune modification au pro- concordat ; il protégera à Rome les intérêts des Français et des Français ; il ne s'occupera pas de questions territoriales. — 3 Cacault. — Spina reçoit de Consalvi des pouvoirs pour le tem-	
on de la paix de Lunéville et fin de la session du Corps-légis-	
le Bernier sur la circonscription des diocèses et sur les nomina- évêchés	I

PARTIE VIII

LES CONGRÉGATIONS ROMAINES LA PAIX DE FLORENCE

, le courrier Livio apporte à Rome le projet V de concordat et les
confidentielles de Bernier. Les pièces de la négociation reli-
nt confiées au prélat Di Pietro A qui, comme secrétaire, est ré-
ble le plus actif dans l'examen et la suite de cette affaire. — Une
grégation, formée des cardinaux Antonelli, Gerdil et Carandini,
ée de préparer un contre-projet. — Exposé rédigé par Di Pietro,
etour en Toscane, a dénoncé l'armistice de Foligno : il déclare
ccuper le golfe de Tarente, de gré ou de force, et ne s'arrête pas
sentations du ministre russe, venu de Palerme pour l'entretenir.
e des Français dans l'Etat romain. — Elle provoque une nouvelle
e Caleppi auprès de Murat.
nt où le gouvernement napolitain consentait à acheter, aux dé-
arente, une prolongation d'armistice, Alquier paraît à Florence
ocier la paix. Toutes les conditions prescrites par le P. Consul
ptées par M. de Micheroux, et insérées dans un traité signé à
le 29 mars. — La marche des troupes françaises vers les Abruzzes
patriotes ; mais mesures sévères de Murat pour les contenir.
e congrégation est nommée pour compléter l'œuvre de la Petite.
tion absolue imposée aux douze cardinaux qui la composent.
puis Cacault arrivent à Rome. Ils insistent pour la prompte con-
e la convention religieuse. — Cacault demande à prendre con-
du travail des congrégations dès qu'il sera achevé.
ce croissante que le Saint-Siège attache à la question des biens
x romains et des dettes de la République romaine. — Question

des objets d'art abandonnés par les Français au moment de la capitulation de Rome. — Réclamations du duc Braschi.

Politique de Consalvi pour recouvrer les territoires perdus. Il compte sur l'appui de Paul I^{er}, satisfait par un bref rétablissant les Jésuites en Russie et disposé peut-être à s'accommoder pour la grande maîtrise de l'Ordre de Malte. — Mais le langage de Cacault fait mal augurer des intentions vraies du P. Consul sur les Légations.

Mgr Di Pietro amende le contre-projet de concordat, d'après les votes écrits des douze cardinaux. La Grande congrégation tient sa dernière séance le 20 avril. — Consalvi s'efforce d'éviter toute perte de temps ; il annonce qu'à la fin du mois Livio pourra repartir pour Paris. 127

PARTIE IX

CACAULT ET LE CONTRE-PROJET ROMAIN

Nouvelle soudaine de la mort de Paul I^{er}. — Bien que cet événement paraisse supprimer l'épineuse affaire de la grande-maîtrise de l'Ordre de Malte, il déconcerte Consalvi. — Le cardinal croit perdre son meilleur soutien pour la restitution des Légations ; il craint que le bref rétablissant les Jésuites en Russie ne devienne inutile, après avoir mécontenté l'Espagne.

Cacault est chargé de réclamer contre la conduite du cardinal Maury.

Le contre-projet romain est lu par Consalvi devant Cacault. Tous deux se promettent réciproquement le secret sur ces communications. — Le ministre français proteste contre les changements apportés au texte officiel du projet V. Cette attitude décide le cardinal à réunir de nouveau la Grande congrégation pour réviser le contre-projet. — Retards qui en sont la conséquence.

Cacault observe mal ses engagements de discrétion : il rend compte à Talleyrand, et en termes parfois inexacts.

Charges accablantes imposées au Saint-Siège par l'armée d'observation. — Murat, ne pouvant obtenir les ressources des Légations pour nourrir ses troupes, cantonne en partie dans l'Etat romain celles qui ne sont pas arrivées à Tarente. — Prise de possession du Montefeltro par les Cisalpins, et plaintes répétées de Consalvi.

M. de Vargas vient remplacer le marquis de Labrador.

Après deux séances, la Grande congrégation amende le contre-projet. Elle autorise plusieurs variantes, dont Spina pourra faire usage en cas de nécessité. — Refonte du projet de bulle rédigé par Bernier. — Nombreux documents préparés à la hâte pour Spina, notamment des notes en forme d'instruction, des pouvoirs plus réguliers, un mémoire sur les modifications subies par le projet V, une lettre du Pape au Premier Consul.

Livio reprend, le 13 mai, la route de Paris.

Au lendemain de ce départ. Consalvi, inquiet de quelques passages de la lettre du Pape, surtout sur la démission de l'épiscopat français, recommande à Spina de corriger, s'il le peut, cette lettre avant d'en faire la remise. 228

PARTIE X

L'ULTIMATUM

L'intervention hautaine de M. de Kolytchev en faveur des Deux-Siciles, du Piémont et du Saint-Siège devient nuisible à ces Etats. — Protestation de

ret ambassadeur contre la paix imposée aux Napolitains à Florence en dehors de la protection russe.

L'alliance ébauchée entre la France et la Russie, déjà compromise, est empêchée par la mort de Paul I. — Le Premier Consul, prévoyant que le tsar Alexandre se retournera vers l'Angleterre, se hâte de commencer la réunion du Piémont à la France.

On apprend, le 5 avril, que Livio est arrivé à Rome. — Comme Bonaparte se montre très pressé de le voir revenir à Paris, le départ de ce courrier est annoncé pour le 17 avril. Cette date est confirmée par les dépêches suivantes de Consalvi.

Mgr Spina obtient une nouvelle déclaration que les prétentions exagérées des créanciers de la République romaine ne seront pas soutenues par le gouvernement français. — Il essaie quelques démarches pour le maintien des Electorats ecclésiastiques dans l'Empire. — Néanmoins il paraît évident que toute question temporelle intéressant le Saint-Siège, et principalement celle des Légations demeure subordonnée à l'issue de la négociation religieuse.

Mgr Spina cesse de s'appuyer sur M. de Kolytchev, qui achève d'indisposer le Premier Consul par un langage peu mesuré sur les affaires italiennes. — Envoi d'un commissaire français à Rome pour y recueillir les objets d'art abandonnés en 1799.

Bernier écrit le 28 avril à Consalvi, que l'ingérence de Cacault dans le travail des congrégations ne doit pas être une cause de retard pour l'envoi du concordat.

Impatience du Premier Consul. Elle redouble par un avis de Cacault que le projet français soulève des objections. — On écrit de Rome que Livio partira seulement le 1^{er} mai.

L'humeur de Bonaparte s'aigrit de jour en jour. — Talleyrand et les adversaires du concordat s'en prévalent. Accusations personnelles contre Consalvi. — Le 12 mai, Spina et Bernier sont mandés à La Malmaison. Le Premier Consul se plaint de la lenteur du Pape et l'attribue à l'influence de Puissances étrangères. Il se plaint aussi que le projet français ait été modifié. Il enjoint à Spina de rendre compte à sa cour. — Lettres comminatoires de Bernier à Consalvi et de Talleyrand à Cacault.

Une nouvelle dépêche de Cacault explique les changements consignés dans le contre-projet romain, surtout sur le renouvellement de l'épiscopat. — Embarras de Spina qui, n'étant pas instruit de ces changements par Consalvi, ne peut rien répondre.

L'irritation de Bonaparte devient publique.

L'envoi d'un ultimatum au Saint-Siège est décidé. Instructions adressées le 19 mai à Cacault : le représentant de la France devra sortir de Rome, si dans les cinq jours le projet français de convention et de bulle n'est pas admis sans modifications 325

PARTIE XI

CONSALVI PART POUR LA FRANCE

La note de M. de Kolytchev sur le Piémont est colportée en Italie. — Bruits d'une rupture prochaine entre la Russie et la France. Ils décident le roi de Sardaigne à repartir subitement pour Naples.

Arrivée des dépêches comminatoires, envoyées de Paris le 18 mai. — En répondant à Bernier, Consalvi rejette sur Cacault la responsabilité des retards : néanmoins, il se déclare prêt à sacrifier sa personne.

L'ultimatum français est apporté à Rome le 28 mai. — Le soir même Cacault en avertit Consalvi, malade de la fièvre. — Il revient le lendemain le cardinal le conjure de ne pas quitter Rome, ou du moins d'y attendre pour savoir comment le contre-projet romain aura été accueilli à Paris.

Il se répand que les Français cherchent un prétexte pour s'emparer de Rome. — Agitation des révolutionnaires italiens.

Consalvi demande en secret à M. de Vargas si l'Espagne donnerait asile au Pape. — Pressé par l'envoyé espagnol, il se prête à lui communiquer les projets français de concordat et de bulle.

Le Pape ayant déclaré avec fermeté ne pouvoir souscrire ces projets sans modifications, l'ultimatum lui est notifié officiellement le 20 mai.

Louables efforts de Cacault pour atténuer les apparences d'une rupture. —

L'idée d'une mission personnelle de Consalvi auprès du Premier Consul est suggérée par lui : elle est aussitôt adoptée par le Sacré Collège, réuni le 2 juin en présence du Saint-Père.

Dans ses dépêches, Cacault proteste qu'aucune intervention étrangère n'a influé à Rome sur la négociation religieuse. — Il laisse M. Artaud pour gérer la légation de France. La secrétairerie d'Etat pontificale est confiée au cardinal J. Doria.

Le 6 juin, Consalvi et Cacault sortent de Rome dans la même voiture. — À Florence, ils sont bien accueillis par Murat. — Cacault reste en Toscane tandis que le cardinal se hâte de prendre le chemin de la France. . . 43

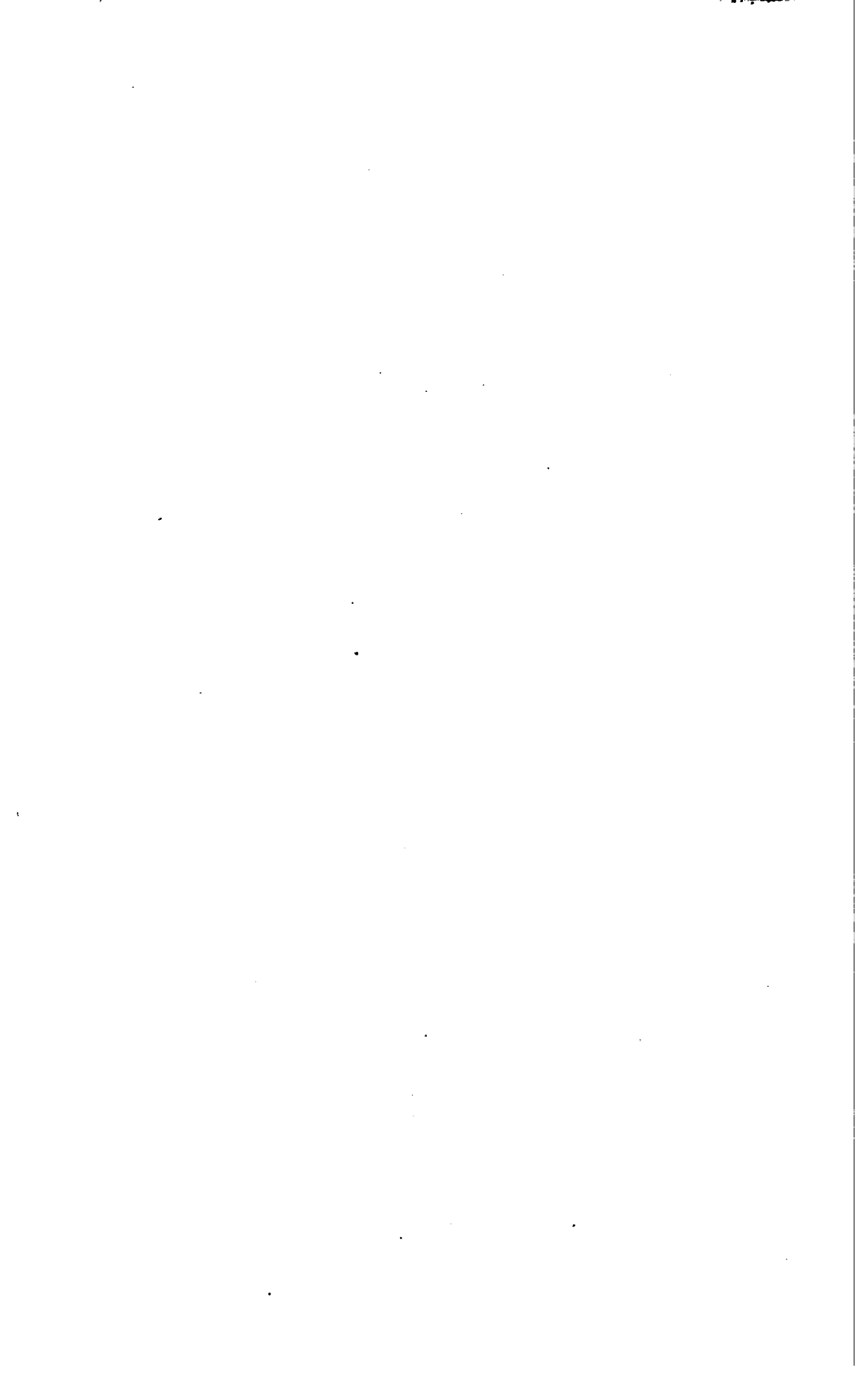


TABLE DES DOCUMENTS

- 271. — Consalvi à Murat** ; Rome, 10 février 1801. — Le Pape est sensible aux assurances qu'il reçoit de Murat. Les Napolitains sont déjà sortis de Civita-Vecchia et du château Saint-Ange 2
- 272. — Ruffo à Acton** ; Rome, 10 février 1801. — Bonne conduite des troupes françaises. Si elles entrent dans Rome, Ruffo devra se retirer dans le royaume. 3
- 273. — Murat à Consalvi** ; Ancône, 11 février 1801. — Sur la demande de Mgr Caleppi, il consent à une convention avec le Saint-Siège pour évacuer l'État ecclésiastique. Mais cet accord est subordonné à la conclusion de la trêve avec les Napolitains. Eloge de Caleppi 4
- 274. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 11 février 1801. — Le major Valente, revenu d'Ancône sans avoir pu souscrire l'armistice proposé par Murat, est allé à Naples chercher des instructions. Aperçu des conditions exigées par Murat. Ce général appuie ses demandes en s'avancant sur Terni et Rieti : il proteste qu'il ne passera pas par Rome 5
- 275. — Consalvi à Spina** ; Rome, 14 février 1801. — Il a reçu les dépêches de Spina nos 21 et 22. L'archiduchesse Marianne est ici avec le P. Paccanari 7
- 276. — Consalvi à Spina et aux Nonces** ; Rome, 14 février 1801. — Mgr Caleppi attend à Ancône le retour de Valente. Les Français se sont étendus jusqu'à Terni et Rieti ; ils épuisent le pays. La cavalerie napolitaine est encore à Rome. La commission créée à Ancône par le général Paulet pour remettre en possession les acquéreurs de biens nationaux, a été dissoute par Murat. 7
- 277. — Consalvi à Spina (en chiffres)** ; Rome, 14 février 1801. — Les prévisions alarmantes de Mgr Spina paraissent se réaliser ; cependant le Pape s'abandonne à la Providence et ne quittera pas sa capitale. Il recommande à Spina de parler des réquisitions militaires et des biens nationaux romains. Puisque le P. Consul renonce au principe de la religion dominante, Spina doit montrer de la fermeté 9
- 278. — Murat à Talleyrand** ; Ancône, 14 février 1801. — Il a rempli à l'avance les intentions du gouvernement envers les Napolitains, sauf pour l'embargo à mettre sur les vaisseaux anglais dans les ports des Deux-Siciles. Pour imposer cette clause imprévue, il va rompre les pourparlers avec M. de Damas et menacer les frontières du royaume 10
- Murat au ministre de la Guerre** ; Ancône, 14 février 1801. — Il n'a pas encore reçu les renforts annoncés. Il est résolu à réprimer toutes les exactions. Le cit. Haslawer va préparer à Civita-Vecchia des embarquements pour l'Egypte. Murat part pour Foligno : dans ses mouvements, il se tiendra à distance de Rome 11
- 279. — Murat à Damas** ; Foligno, 16 février 1801. — Les délais étant expirés, la négociation est rompue. La cour de Palerme ne peut plus compter que sur la protection russe : pour la mériter, elle doit consentir à l'embargo. 12
- 280. — Murat à Talleyrand** ; Foligno, 18 février 1801. — Déclaration qu'il a faite à M. de Damas. Un plénipotentiaire napolitain, M. de Micheroux, est arrivé la nuit précédente, et a consenti à conclure l'armistice. Sur une invitation transmise par Mgr Caleppi, Murat ira faire visite au Pape 14

- 281. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 21 février 1801. — Signature de l'armistice à Foligno. Un article secret stipule une somme d'argent pour le Corps d'observation. L'arrière-garde napolitaine a quitté Rome ce matin. M. de Damas est resté pour attendre Murat. Le Pape ne veut pas s'engager à fermer Civita-Vecchia aux Anglais. Discipline sévère des soldats français . . . 16
- 282. — Consalvi à Spina** ; Rome, 21 février 1801. — L'armistice donne aux Français le droit de garder leurs positions dans l'Etat romain et ne laisse aux Napolitains que six jours pour se retirer. Murat est attendu à Rome. Il fait le possible pour contenir les malveillants et faire respecter l'autorité pontificale : mais la charge de son armée est accablante. Demain le Pape créera treize cardinaux . . . 19
- 283. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 21 février 1801. — Murat réclame cent mille écus pour évacuer le territoire romain sauf Ancône. Il conseille au Pape d'écrire au P. Consul et de lui demander Pesaro et les Légations. Les affaires d'Italie se traitant à Lunéville. Spina devra veiller aux intérêts du Saint-Siège. Murat promet de s'occuper de Bénévent et de Ponte-Corvo. Pourquoi Livio n'arrive-t-il pas avec le concordat ? — P. S. Murat n'a pas insisté pour la fermeture de Civita-Vecchia aux Anglais . . . 21
- 284. — Consalvi à Spina** ; Rome, 21 février 1801. — Mesures hostiles à la religion ordonnées par le gouvernement cisalpin. Elles sont en contradiction avec les déclarations répétées du P. Consul . . . 23
- 285. — Jackson à Grenville** ; Rome, 23 février 1801. — Murat est arrivé hier à Rome : il n'a fait aucune attention aux démonstrations des patriotes . . . 25
- 286. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 23 février 1801. — M. de Damas n'a pu attendre Murat. Le général français est venu sans escorte. Il a demandé à Sa Sainteté le chapeau pour l'archevêque de Milan. Ghislieri est allé le voir et a su que Murat comptait négocier à Florence la paix avec les Deux-Siciles . . . 25
- 287. — Ruffo à Acton** ; Rome 24 février 1801. — Il a fait visite à Murat et lui a offert un cheval de selle . . . 26
- 288. — Labrador à Cevallos** ; Rome, 25 février 1801. — Charges imposées aux populations. Bonne attitude des troupes françaises dans l'Etat romain et de Murat à Rome . . . 27
- 289. — Consalvi à Spina** ; Rome, 25 février 1801. — On ne peut dire assez de bien de Murat. Le Pape en est satisfait. Hier on a appris le traité de Lunéville : voilà donc les Légations perdues pour le Saint-Siège. Le P. Consul désire que l'archevêque de Milan soit créé cardinal. On attend ici le projet de concordat . . . 28
- 290. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 25 février 1801. — Il a fallu acheter par 70.000 écus la retraite des Français. Murat est un homme excellent. Que Spina fasse le possible pour recouvrer les Légations ; qu'il recherche l'appui des ministres étrangers. Pour Bénévent et Ponte-Corvo, la cour sicilienne reste sourde à toutes les réclamations . . . 30
- 291. — Note de Consalvi remise à Murat** ; Rome, 25 février 1801. — Le général est prié d'intercéder auprès du P. Consul pour la restitution des Légations, dont les ressources sont si nécessaires au maintien de la souveraineté temporelle du Pape . . . 31
- 292. Consalvi à Spina** ; Rome, 28 février 1801. — Le projet [IV] de concordat et les pièces de la négociation religieuse sont arrivés par les soins de l'Infant de Parme. Murat est reparti pour Foligno et Florence, laissant à Rome les meilleurs souvenirs. L'édit sur la liberté du commerce va entraîner la démission du cardinal Braschi . . . 33
- 293. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 28 février 1801. — Il n'y avait rien de fondé dans les craintes de Spina sur un envoi clandestin du concordat et sur une pression militaire pour l'imposer au Pape. A première vue, le projet français n'a pas fait mauvaise impression à Consalvi ni à Antonelli : il faudra regagner du terrain sur l'article de la religion dominante.

- Des pouvoirs seront bientôt adressés à Spina. Question des Légations et d'Avignon. L'Espagne, ne voulant pas reconnaître Paul I comme grand-maitre de l'Ordre de Malte, demande à séparer les Langues espagnoles : le Pape s'y refuse 34
- 294. — Maury à d'Avary ;** Rome, 28 février 1801. — Séjour de Murat à Rome. — (en chiffres). Le cardinal a interrogé le Pape sur la négociation de Spina, sur la mission de Mgr Badossi, sur l'affaire de Malte, sur le chapeau sollicité pour l'archevêque de Reims, etc. Il a défendu les droits du roi de France sur un ton ferme et presque menaçant 36
- 295. — Consalvi à Della Genga, Ruffo et Erskine** (en chiffres) ; Rome, 2 mars 1801. — Il les informe de l'arrangement pécuniaire conclu avec Murat. Il annonce (mais avec réticences) l'arrivée prochaine du courrier Livio, les questions de territoire. On peut compter sur Murat. 40
- 296. Ghislieri à Colloredo ;** Rome, 2 mars 1801. — Murat a fait connaître à Ghislieri la paix de Lunéville. Il a reçu à Rome le titre de général en chef et la nouvelle que son corps renforcé prendra le nom d'armée du midi de l'Italie. Il n'a pas encore été question des objets d'art, dans les conventions avec les Napolitains. 41
- 297. — Murat au P. Consul ;** Florence, 1^{er} mars 1801. — L'occupation du golfe de Tarente n'a pas pu être stipulée dans l'armistice de Foligno. Elle ne sera obtenue que par une reprise des hostilités et quand l'armée aura reçu des renforts. Murat s'explique sur son voyage à Rome, sur la misère du Saint-Siège, sur la réclamation des Légations, sur les menées des patriotes 42
- 298. — Jackson à Hawkesbury ;** Rome, 6 mars 1801. — Le Pape et Murat se sont plu réciproquement. La clôture des ports pontificaux aux bâtiments anglais a été rejetée par Pie VII. 45
- 299. — Ghislieri à Colloredo ;** Rome, 7 mars 1801. — La négociation pour la paix avec les Deux-Siciles reste à Florence dans une période d'attente. Les généraux français se succèdent à Rome et se font défrayer par le gouvernement pontifical. Embarras que donne à ce gouvernement la prétention d'un certain Sala pour des biens nationaux 45
- 300. — Consalvi à Spina ;** Rome, 7 mars 1801. — Réflexions sur divers passages des dépêches de Spina 47
- 301. — Consalvi à Spina ;** Rome, 7 mars 1801. — La liberté du commerce va recevoir une nouvelle extension. Les troupes françaises, sauf la garnison d'Ancône, rentrent successivement en Toscane. Murat mérite tous les éloges. LL. MM. Sardes sont attendues pour la semaine sainte 48
- 302. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 7 mars 1801. — Il lui envoie des pouvoirs sous forme d'une lettre adressée à Talleyrand. Spina réclamera les Légations et une indemnité pour le Comtat-Venaissin ; il parlera de Bénévent et des Electorats ecclésiastiques d'Allemagne. Le terrain perdu dans la négociation religieuse ne doit pas en faire désespérer 49
- 303. — Consalvi à Talleyrand ;** Rome, 7 mars 1801. — Après la paix de Lunéville, le Pape ne saurait garder un plus long silence sur ses intérêts temporels. Il donne commission à Spina de s'en occuper 51
- 304. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 25 février 1801. — Récit de la présentation inattendue du projet V de concordat. Trouble de Spina ; cependant, d'après l'avis du M^{is} de Muzquiz, il n'a pas opposé une fin de non-recevoir. Comment l'article de la démission des évêques a été modifié par le gouvernement lui-même. Réflexions sur divers articles, sur le projet de bulle, sur le titre de la convention. — P. S. Lettres adressées par Bernier à Sa Sainteté et aux card. Antonelli et Gerdil. 52
- 305. — Variantes du Projet V, indiquées confidentiellement par Bernier comme admissibles ;** [Paris, 25 février 1801] 58
- 306. — Spina à Consalvi** (particulière, en chiffres) ; Paris, 25 février 1801. — Comment ces Variantes ont été remises par Bernier ; usage qu'il convient

- d'en faire. Spina conseille au Pape d'aller jusqu'à la dernière limite des concessions tout en refusant de la dépasser ; de justifier les changements dans un mémoire et dans une lettre au P. Consul ; de confier des pouvoirs étendus à un *légal a latere* . . . 61
- 307. — Nomination de Cacault.** — Arrêté du 28 février 1801. . . 65
- Le P. Consul à Talleyrand ;** Paris, 28 février 1801. — Cacault attendra la fin des débats avec le Saint-Siège pour prendre le titre de ministre plénipotentiaire . . . 65
- 308. — Spina à Consalvi** (n° 37) ; Paris, 4 mars 1801. — Il a obtenu ce matin une audience pour remercier des bons procédés de Murat. Le P. Consul a protesté de son désir de voir le Pape indépendant. Propos sur la négociation religieuse, sur le card. Maury, sur les difficultés ecclésiastiques en Piémont et en Cisalpine ; sur l'utilité de la mission d'un cardinal légat en France. Vœu que le Pape réprime les malveillants et mette sur pied quelques troupes . . . 65
- 309. — Spina à Consalvi** (n° 38, en chiffres) ; Paris, 4 mars 1801. — Spina ne s'est aventuré qu'avec prudence dans la question des biens nationaux romains. Arrivée du M^{rs} de Gallo : il s'est refusé à livrer le golfe de Tarente à l'occupation française. Conversations de M. de Saint-Marsan avec Talleyrand. On attend M. de Kolytchev pour les affaires du Piémont et des Deux-Siciles. A moins que la Russie ne protège le Saint-Siège, Spina ne compte guère sur l'appui des Puissances . . . 70
- 310. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 4 mars 1801. — Le P. Consul consent à déclarer qu'il professera le catholicisme en son particulier. La nécessité d'un remaniement des diocèses entraîne celle de la démission des évêques. Avec le temps, la religion peut beaucoup espérer du P. Consul : autorisations déjà données aux Filles de la Charité, aux Sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, etc. . . 73
- 311. — Spina à Consalvi** (n° 39) ; Paris, 5 mars 1801. — Alquier est envoyé en Italie pour négocier avec les Napolitains. Il s'arrêtera à Rome. La lettre de Maury sur la promesse de fidélité est désavouée par le nonce de Vienne. . . 75
- 312. — Spina à Consalvi** (n° 40) ; Paris, 7 mars 1801. — Le M^{rs} de Gallo avait été invité à quitter Paris ; mais son départ sera sans doute suspendu par la présence de M. de Kolytchev, arrivé hier. Du ministre russe dépend en partie le sort de l'Italie . . . 77
- 313. — Spina à Consalvi** (n° 41) ; Paris, 9 mars 1801. — M. de Kolytchev. Le prince héréditaire de Parme viendra à Paris. Le P. Consul se dit indifférent au choix à faire parmi les évêques qui seront démissionnaires. Spina rencontre partout de bonnes dispositions pour le retour des Légations au Saint-Siège . . . 78
- 314. — Les Evêques constitutionnels aux Evêques des autres églises catholiques ;** Paris, 8 mars 1801. — Préparation d'un second concile de l'église gallicane, convoqué pour la Saint-Pierre. L'objet principal de cette assemblée est de mettre un terme aux divisions du clergé français. Apologie des constitutionnels. Leur cause est soumise aux évêques étrangers, qui sont invités à venir rendre sur elle un jugement impartial . . . 80
- 315. — Rapport au P. Consul, rédigé par d'Hauterive ;** Paris, 9 mars 1801. — La protection déjà stipulée pour les catholiques dans une convention avec le Saint-Siège, doit être étendue aux autres cultes, surtout au Protestantisme, qui a bien mérité de la liberté . . . 85
- Proposition de quatre projets d'arrêtés sur les cultes non romains . . . 87
- 316. — Projet amendé, rédigé par d'Hauterive ;** [Paris, 12 mars 1801] . . . 89
- Observations du P. Consul sur cette nouvelle rédaction. 90
- 317. — Cacault à Lucien Bonaparte ;** Paris, 10 mars 1801. — Il a accepté les fonctions de ministre plénipotentiaire à Rome . . . 91
- 318. — Cobenzl à l'Empereur ;** Paris, 12 mars 1801. — Bonaparte se dit au moment de s'arranger avec le Pape. Il prétend qu'avant de perdre l'île de Malte, il l'avait offerte à Paul I. 91

- 319. — Spina à Consalvi** (n° 42) ; Paris, 14 mars 1801. — Il s'inquiète de ne pas apprendre l'arrivée de son envoi fait le 14 février par la voie de Parme. Il a demandé une nouvelle audience au P. Consul, et a prié Bernier, de parler du chapeau sollicité pour l'archev. de Milan. Visites qu'il a faites à MM. de Gallo et Kolytchev. Cacault, qu'il a vu, est bien disposé pour le Saint-Siège. Les représentants des principautés de l'Empire se remuent ici pour les indemnités. 92
- 320. — Spina à Consalvi** (n° 43, en chiffres) ; Paris, 14 mars 1801. — Le comte de Kolytchev, animé encore par M. de Saint-Marsan, est prêt à s'employer pour les Etats du Pape. Difficulté d'obtenir une compensation pour Avignon. Prudence nécessaire dans les questions territoriales, même vis-à-vis de M. de Kolytchev. Talleyrand voudrait traiter la grande maîtrise de Malte. Affaires religieuses de la Cisalpine. Ménagements que le P. Consul est obligé de garder dans les questions religieuses. 95
- 321. — Bernier à Spina** ; Paris, 15 mars 1801. — Le P. Consul a répondu que la demande du chapeau pour l'archevêque de Milan était subordonnée aux arrangements religieux à prendre avec le Saint-Siège pour la Cisalpine. Arrivée de dépêches de Murat. 99
- 322. — Spina à Consalvi** (n° 44) ; Paris, 17 mars 1801. — Le duc de Parme implore d'être laissé dans ses Etats. Le comte Melzi est appelé pour l'organisation de la Cisalpine. Cacault part dans deux jours. On attend la réponse du Pape sur le projet de concordat. 100
- 323. — Cobenzl à l'Empereur** ; Paris, 18 mars 1801. — Entretien avec M. de Kolytchev, qui réclame le rétablissement du roi de Naples, du roi de Sardaigne et du Pape dans leurs anciennes possessions. Le P. Consul et M. de Kolytchev sont mécontents l'un de l'autre. 102
- 324. — Instructions pour Cacault** ; Paris, 19 mars 1801. — Le rapprochement entre la France et le Saint-Siège est le premier objet de sa mission. La France a renoncé à l'idée de détruire l'autorité pontificale ; elle en est le soutien le plus naturel, mais elle doit être récompensée de sa protection. Si le projet de concordat n'est pas encore admis à Rome, Cacault en pressera l'adoption sans aucun changement. Comment il défendra les divers intérêts nés de la République romaine. — P. S. Il faudra éluder toute discussion territoriale. 103
- 325. — Mémoire pour Cacault** ; Paris, 19 mars 1801. — Réclamations des créanciers de la République romaine ; des Romains dépouillés pour leur attachement à la France ; des agents français enfermés autrefois à Viterbe, etc. 108
- 326. — Spina à Consalvi** (n° 45) ; Paris, 21 mars 1801. — Le traité de Lunéville est ratifié. Murat a rendu un compte exact de la misère de l'Etat romain. La religion dominante. M. de Cobenzl. 111
- 327. — Spina à Consalvi** (n° 46, en chiffres) ; Paris, 21 mars 1801. — Les pouvoirs contenus dans la lettre de Consalvi à Talleyrand ne sont pas très réguliers. Spina ne perd pas de vue les Légations et les principautés ecclésiastiques d'Allemagne. Les affaires d'Italie et celles d'Europe sont si embrouillées qu'il importe au Saint-Siège de ne se compromettre avec aucune Puissance. 114
- 328. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur la circonscription** ; Paris, 22 mars 1801. — Nouveau tableau des métropoles et des évêchés, et principes d'après lesquels il a été rédigé. Urgence d'une décision. 117
- 329. — Rapport de Bernier à Talleyrand sur les nominations** ; Paris, 25 mars 1801. — Il a rédigé, avec une entière impartialité, deux listes de présentations aux évêchés. L'une est formée de 40 anciens évêques, légitimes ou constitutionnels. L'autre comprend 142 ecclésiastiques du second ordre. 120
- 330. — Murat au ministre de la Guerre** ; Florence, 12 mars 1801. — Il a notifié la reprise des hostilités pour le 22 mars, et espère ainsi conclure un nouvel armistice donnant le droit d'occuper Tarente. Difficulté de faire vivre ses troupes. — P. S. Note sur les objets d'art abandonnés en 1799. 128

- 331. — Labrador à Cevallos** ; Rome, 10 mars 1801. — D'après le traité de L. néville. on craint à Rome que le duc de Parme ne reçoive la Romagne en échange de ses Etats. 129
- 332. — Maury à d'Avaray** (en chiffres) ; Rome, 12 mars 1801. — Impressions du Pape et de Consalvi sur l'expulsion de Louis XVIII de Mitau. Arrivée d'un courrier de Spina. Maury a déclaré devant Consalvi que la majorité des évêques français resterait fidèle à la monarchie. Devant le Pape, il a annoncé qu'il assisterait à tous les consistoires pour surveiller ce qui s'y proposerait de contraire aux droits du Roi. Secret qui entoure les affaires ecclésiastiques de France 130
- 333. — Antonelli à Consalvi** ; — Rome, 12 mars 1801. — Il garde celles des pièces venues par Livio qui se rapportent à la négociation religieuse. Proposition de les soumettre à une Petite congrégation composée des card. Antonelli, Carandini et Gerdil. Le secrétaire serait Mgor di Pietro : projet de lettre à lui adresser à ce sujet. 132
- 334. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 14 mars 1801. — Le projet de concordat a été apporté hier à Rome. Secret du Saint-Office imposé à tous ceux qui s'en occuperont. Désagréments qui se succèdent pour le Pape, tels que le séjour des troupes françaises, la publication de lettres interpolées de Consalvi à Murat, les instances de l'Espagne pour séparer les Langues espagnoles, les querelles entre les cardinaux Consalvi et Braschi. Paul I offre au Saint-Père un asile en Russie 134
- 335. — Consalvi à Spina** ; Rome, 14 mars 1801. — Livio est arrivé le 10 : on s'est mis aussitôt à l'œuvre. Réponse de Consalvi à la lettre de Bernier. Embarras pour rédiger les pleins pouvoirs de Spina. Prétentions de Cavagnari, créancier de la République romaine. 136
- 336. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 14 mars 1801. — Le projet V, même avec les Variantes de Bernier, a produit une impression pénible. Il est étudié par une Petite congrégation qui soumettra son travail à une Grande congrégation de douze cardinaux. C'est Spina qui sera légat en France. Explications sur la portée des pouvoirs confiés à ce prélat : il ne pourra céder aucune partie des Légations, ni renoncer à Avignon sans indemnité. Craintes que les restitutions de territoires ne soient éludées, une fois le concordat achevé. La question de l'Ordre de Malte sera traitée à Pétersbourg par Mgor Della Genga. Le bref des Jésuites est en route pour la Russie 139
- 337. — Consalvi à Spina** ; Rome, 14 mars 1801. — Anniversaire de l'élection de Pie VII. Edit sur la liberté du commerce pour les denrées alimentaires. Disette dans les provinces et dépenses des troupes françaises 142
- 338. — Exposé par Di Pietro** ; [Rome, vers le 17 mars 1801]. — Avant d'extraire des dépêches de Spina les principaux renseignements sur le projet du gouvernement français, il résume la négociation et surtout les derniers incidents qui l'ont marquée. Pour assurer la promptitude et le secret tant recommandés par Spina, Mgr di Pietro a préparé deux contre-projets : l'un plus rapproché du texte français, l'autre plus conforme à la doctrine. 143
- 339. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 21 mars 1801. — L'armistice de Folligno a été dénoncé par Murat. La cour napolitaine a envoyé près de lui le ministre russe M. d'Italinsky. Dépêches de M. de Gallo. Mouvements des flottes anglaise et française dans la Méditerranée. Nouvelle mission de Caleppi à Florence. 145
- 340. — Consalvi à Spina** ; Rome, 21 mars 1801. — La rupture de la trêve ramène les Français dans les provinces, épuisées de vivres et de fourrages. 148
- 341. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 21 mars 1801. — Réponse à divers passages des dépêches de Spina. Venue du major Gérard pour soutenir les réclamations des acquéreurs de biens nationaux romains. Prétentions de Cavagnari. Prétentions de Duveyrier et Périllier. La Petite congrégation va bientôt achever le contre-projet de concordat, etc. 149

- 342. — Caleppi à Consalvi** ; Florence, 21 mars 1801. — Son arrivée à Florence. Murat, qui l'a bien accueilli, a reçu l'ordre d'employer douze mille hommes pour occuper, de gré ou de force, le golfe de Tarrente. Il continuera à ménager les Etats du Saint-Père. Pour les discussions sur Bénévent, M. d'Italinsky promet ses bons offices auprès de la cour de Palerme 153
- 343. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 28 mars 1801. — Nouvelles conditions de trêve acceptées par le gouvernement napolitain. M. d'Italinsky a repassé par Rome; il se montre mécontent de Murat. Craintes répandues ici par la rentrée imminente des troupes françaises 158
- 344. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 28 mars 1801. — Bonaparte a prescrit à Murat de ne pas s'approcher de Rome et de refuser tout appui aux patriotes. Les Anglais ne sont pas inquiétés à Rome 160
- 345. — Consalvi à Spina** ; Rome, 28 mars 1801. — Il écrit chaque semaine à Paris. Il fera bientôt repartir Livio 161
- 346. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 28 mars 1801. — Mgr Caleppi s'est monté la tête pour quelques rumeurs alarmantes et est venu en rendre compte : le Pape l'a renvoyé à Florence. La Petite congrégation a fini son travail : si la Grande achève la sienne en une séance, Livio pourra être à Paris à la fin d'avril. Propos d'Azara sur le Pape. On dit que les Légations seront données au roi de Sardaigne 161
- 347. — Contre projet de Di Pietro, discuté par la Petite congrégation** ; [Rome, vers le 30 mars 1801] 164
- 348. — Réflexions de Di Pietro sur les trois projets** ; [Rome, vers le 30 mars 1801]. — Le prélat compare ensemble le Projet V du gouvernement français, les Variantes rédigées par Bernier et le Contre-projet discuté par la Petite congrégation 167
- 349. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; — Rome, 31 mars 1801. — Une congrégation de douze cardinaux va examiner le travail fait par Mgr Di Pietro sur le concordat. Elle doit s'imposer une discrétion absolue et la plus grande célérité. Elle sera soumise au secret du Saint-Office. Chaque cardinal apportera dans huit jours son vote écrit de sa main 181
Noms des douze cardinaux 183
- 350. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; Vatican, 2 avril 1801. — Il est impossible de les autoriser à se servir d'un théologien. Ceux qui auront besoin d'assistance se feront aider par Mgr Di Pietro, ou même se feront dispenser 183
- 351. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 4 avril 1801. — Le second armistice était à peine signé que la paix était conclue à Florence, entre Alquier et Micheroux. Ces deux négociateurs sont venus à Rome, pour attendre les ratifications. Les Français réclament du Pape les objets d'art de la villa Albani. 185
- 352. — Consalvi à Spina** ; Rome, 4 avril 1801. — La poste française à Rome. Spina devra se concilier MM. Azara, Kolytchev et Lucchesini. — P. S. Biens du duc Braschi 187
- 353. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 4 avril 1801. — Les Légations, Avignon et Bénévent. Le mardi de Pâques, la congrégation des douze cardinaux se réunira en présence du Pape, et Livio pourra partir vers le 16 avril. Lettre interpolée de Consalvi au Moniteur. Caleppi auprès de Murat. — P. S. Consalvi a oublié trois affaires importantes : la grande maîtrise de Paul I ; la réclamation des objets d'art ; celle de l'abbaye de Chiaravalle 189
- 354. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 4 avril 1801. — P. S. du 18 avril. — Hier soir, réunion de la Congrégation ; l'entente s'est faite sur la religion catholique et la démission des évêques. On va remanier le contre-projet et le faire approuver par la Congrégation. On a donné quelques bonnes paroles à Alquier. 193
- 355. — Consalvi à Spina** ; Rome, 4 avril 1801. — Le Pape s'est transporté

- au Vatican pour les cérémonies des jours saints. Paix de Florence. Les Français vont entrer dans le royaume de Naples ; on espère qu'ils laisseront une seule division, dans la marche d'Ancône et le duché d'Urbini 194
- 356. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 4 avril 1801. — Le cardinal a vu Alquier, qui était porteur d'une lettre de Murat sur les objets d'art, et qui a paru très surpris des réquisitions pour les troupes françaises 195
- 357. — Alquier à Talleyrand** (n° 5) ; Rome, 8 avril 1801. — Pie VII s'est montré désireux de s'accorder avec la France. Caractère de ce Pape. Consalvi. Faiblesse du gouvernement pontifical. Cacault sera bien accueilli . . . 196
- 358. — Consalvi à Spina** ; Rome, 8 avril 1801. — Insistance de Murat pour les objets d'art d'Albani, etc. — P. S. Selon Alquier, l'Etat romain ne devrait rien payer pour l'entretien des troupes françaises 197
- 359. — Consalvi à Spina** ; Rome, 9 avril 1801. — Cacault est arrivé. Misère affreuse dans les provinces. Tout est perdu, si Murat ne reçoit pas de Paris l'ordre d'évacuer le pays sauf Ancône 199
- 360. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 9 avril 1801. — Il a revu Cacault, qui annonce les meilleures intentions. Livio pourra sans doute repartir dans une quinzaine. Obstination de Gérard 200
- 361. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 9 avril 1801. — Cacault a dit à Florence, devant Mgr Caleppi, que le Pape ne devait pas compter sur les Légations, et qu'il aurait à rétablir par un traité l'état de paix avec la France. Ainsi, le P. Consul attend la conclusion du concordat pour éclater 200
- 362. — Cacault à Talleyrand** (n° 4) ; Rome, 9 avril 1801. — Consalvi et Pie VII ont parlé seulement du concordat et des travaux qu'il entraîne. Tout sera fini dans quinze jours ; il n'y aura de changements que dans les mots. L'ouvrage des Congrégations sera communiqué à Cacault, qui s'efforcera de ramener au texte du projet V 201
- 363. — L. Berthier à Watrin** ; Florence, 9 avril 1801. — Emplacement de celles des troupes du général Watrin qui doivent s'arrêter dans la marche d'Ancône. Précautions pour prévenir les abus 202
- 364. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 11 avril 1801. — Cacault est arrivé ; il a eu une longue audience du Pape 203
- 365. — Le Pape au roi d'Espagne** ; Rome, 10 avril 1801. — Il le remercie avec effusion des sentiments exprimés dans une lettre du 15 mars. Le Pape, pour compléter ses confidences antérieures, adresse au roi le texte du bref rétablissant les Jésuites en Russie 204
- 366. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 11 avril 1801. — Le propos de Cacault sur les Légations et le traité de paix est fait pour surprendre et pour indigner. Sans doute les Légations seront cédées au roi de Sardaigne en échange du Piémont. Attitude de Cacault dans la question des objets d'art et dans celle des biens nationaux romains 205
- 367. — Murat au ministre de la Guerre** ; Florence, 15 avril 1801. — Le général Soult, chargé d'occuper Tarente, devra respecter la religion et les prêtres. Murat prétend aux ressources des Légations pour nourrir son armée. Embarras pour la solde. — P. S. Envoi de mémoires sur les objets d'art. 207
- 368. — Consalvi à Spina** ; Rome, 15 avril 1801. — Cacault a une copie du projet V, et demande à prendre connaissance des corrections faites ici. Inconvénients de cette communication, qui ne peut être éludée. Livio devrait partir le 25 ou le 30 avril 208
- 369. — Contre-projet amendé d'après les votes de la Grande congrégation** ; [Rome, vers le 17 avril 1801] 210
- 370. — Mémoire de Di Pietro à l'appui du Contre-projet amendé** ; [Rome, vers le 17 avril 1801]. — Comparaison de ce Contre-projet avec le texte du Contre-projet discuté par la Petite congrégation 212
- 371. — Consalvi aux membres de la Grande congrégation** ; Quirinal, 18 avril 1801. — Une nouvelle rédaction du Contre-projet a été préparée

- d'après les votes émis le 7 du mois. Elle sera discutée le 29. Même obligation d'un secret rigoureux 216
- 372. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 18 avril 1801. — Il transpire que les exigences religieuses de Bonaparte ne sont pas toutes du goût du Pape. Cacault se qualifie de ministre, sans avoir présenté ses lettres de créance. Démolition d'une colonne érigée par les Napolitains. Indemnités accordées à Visconti. Passage des troupes françaises en Ombrie. Les Légations 217
- 373. — Consalvi à Spina** ; Rome, 18 avril 1801. — Les pouvoirs de l'abbé Salamon sont révoqués. Caractère difficile de M. de Labrador. Les troupes françaises s'attardent dans les provinces et les ruinent 220
- 374. — Consalvi à Spina** ; Rome, 18 avril 1801. — Une partie des troupes de Murat va se retirer. Il est faux que le Pape ait demandé aux Français de le délivrer des Napolitains. 222
- 375. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 18 avril 1801. — Intérêts territoriaux du Saint-Siège. Spina évitera tout traité ; il adressera, avant le retour de Livio, la demande formelle des Légations et de l'indemnité pour Avignon ; il s'appuiera sur Kolytchev. Il faudra demander au P. Consul une audience pour l'entretenir des biens nationaux romains. Affaire du bref des Jésuites, et de la grande maîtrise de Malte 225
- 376. — Cacault à Talleyrand** (n° 2) ; Rome, 21 avril 1801. — Il a réclamé contre la conduite du card. Maury. Secret qui enveloppe le travail du concordat. Aperçu des relations du Saint-Siège avec les principales Puissances. Questions épineuses des objets d'art et des dettes de la République romaine ; utilité de les résoudre promptement. La France et le Saint-Siège se trouveront en état de paix sans avoir fait de traité. — P. S. Démarches de Rompesch. Le travail des congrégations va être soumis à Cacault 230
- 377. — Consalvi à Spina** (particulière) ; [Rome, 22 avril 1801]. — Nouvelle de la mort de Paul I. Seconde réunion de la Grande congrégation. Entrée de douze mille Français dans le royaume de Naples 237
- 378. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 22 avril 1801. — La mort de Paul I est un coup de foudre. Le Saint-Siège perd son soutien le plus sûr pour les Légations. Que va devenir le bref des Jésuites ? Spina continuera à rechercher M. de Kolytchev. Cacault semble favorable aux créanciers de la République romaine. 238
- 379. — L. Berthier à Consalvi** ; Florence, 24 avril 1801. — Explications sur le nombre de rations demandées pour les soldats français qui séjournent dans la ville et dans la marche d'Ancone 239
- 380. — Consalvi à Spina** ; Rome, 24 avril 1801. — Livio partira au commencement de mai. Cavagnari. Dépenses pour les troupes françaises 240
- 381. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 24 avril 1801. — Hier, il a eu une conférence décourageante avec Cacault, qui s'entête à vouloir le texte précis du projet V. Quels sont les changements indispensables à apporter à l'art. 4^{er}. Il vaudrait mieux renoncer aux articles et tout faire par la bulle. Embarras que donnent les acquéreurs, les patriotes, la mort de Paul I. 241
- 382. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 25 avril 1801. — On parle beaucoup des demandes religieuses de la France. Ce qu'on en dit. Dans quelle vue Bonaparte a attiré Spina à Paris 243
- 383. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 25 avril 1801. — Le Pape a fait abattre un monument injurieux pour la France. Suite du passage des Français qui se rendent à Tarente. Le nouveau tsar n'a pas pris le titre de grand maître de Malte. Mesures de rigueur en Espagne contre les ex-Jésuites. 245
- 384. — Labrador à Cevallos** ; Rome, 25 avril 1801. — La cour de Rome espérait se servir de Paul I pour recouvrer les Légations, et aussi pour rétablir les Jésuites. Le roi a donné l'ordre de s'opposer à ce rétablissement. 244
- 385. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 25 avril 1801. — Démolition d'un monument élevé par les Napolitains et outrageant pour Duphot. 245

- 386. — Cacault à Talleyrand** (n° 3) ; Rome, 26 avril 1801. — La congrégation des douze cardinaux a fini son œuvre. Cacault verra la rédaction définitive. Sa Sainteté préférerait ne faire qu'une bulle. Elle ne peut admettre sans modification l'article des biens nationaux, celui de la nomination aux évêchés, celui de la démission des évêques. — P. S. Si la révolution agite Naples, elle pourra gagner Rome. Billet de Consalvi sur la dépense des troupes françaises. 246
- 387. — Consalvi à Spina** ; Rome, 27 avril 1801. — On annonce que 5000 fantassins et 600 cavaliers vont séjourner autour d'Ancône. Le trésor pontifical ne peut y suffire. Murat dit qu'il lui est impossible de nourrir ses soldats autrement. 249
- 388. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 27 avril 1801. — Passage d'un convoi d'artillerie allant vers Capoue. Les soldats français se louent hautement du gouvernement romain. 250
- 389. — Louis XVIII à Maury** ; Varsovie, 4 avril 1801. — Le moment est inopportun pour obtenir que le Pape nomme aux sièges vacants sur la proposition du Roi. Du moins Maury luttera contre le mal. On mande que l'accord avec Bonaparte est presque conclu. 251
- Louis XVIII à Maury** (en chiffres) ; Varsovie, 29 avril 1801. — Sentiments de Bernier. Doctrines de l'archev. de Bordeaux. Maury combattra les distinctions subtiles sur la Promesse de fidélité ; il insistera pour que l'archev. de Reims soit déclaré cardinal. 254
- 390. — Consalvi à Gerdil** ; Rome, 28 avril 1801. — Il travaille assidûment avec Di Pietro, mais Cacault s'obstine à rejeter des mots nécessaires. 253
- Consalvi à Gerdil** ; Rome, 30 avril 1801. — Il se rendra ce soir chez Gerdil avec les card. Antonelli, Carafa et Carandini, et exposera les obstacles qu'il rencontre. 253
- 391. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 30 avril 1801. — Ratification de la paix de Florence. Présence inquiétante à Rome de patriotes napolitains qui n'obtiennent pas de rentrer dans leurs foyers. Le P. Consul a décidément refusé les ressources des Légations à Murat : cinq mille Français sont donc venus dans l'Etat romain pour s'y nourrir. 253
- 392. — Cacault à Talleyrand** (n° 4) ; Rome, 2 mai 1801. — Il a lu enfin le contre-projet de bulle et de concordat, et énumère, par articles, les principaux changements proposés au projet du gouvernement français. Consalvi écrit qu'il étudie, jour et nuit, les moyens de s'entendre. — P. S. du 5 mai. Les objections de Cacault ont fait recommencer le travail de rédaction du concordat : elles ne feront pas tout obtenir. Un complot ourdi par les patriotes a été révélé au Saint-Siège par Murat. 255
- 393. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 2 mai 1801. — L'empereur Alexandre rappelle auprès de sa personne le prince Czartoryski. Il ne revendique pas la grande maîtrise de Malte. Mesures prises par les Français pour s'incorporer le Piémont. Limitations que l'Espagne prétend apporter aux facultés du nouveau nonce. 258
- 394. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 2 mai 1801. — Périllier est venu à Rome et Cavagnari est en route pour Paris. On écrit de Pétersbourg que le P. Consul, loin de restituer les Légations, entend s'emparer d'Ancône, de l'Ombrie et du duché d'Urbain. Rien n'est changé dans la mission de Della Genga en Russie. Cacault ignore les Variantes secrètes de Bernier et n'admet que le texte officiel du concordat. Livio ne partira que le 8 de ce mois. 260
- 395. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 7 mai 1801. — Réquisitions françaises. Ouverture à Ancône d'un club de jacobins. 261
- 396. — Maury à d'Avaray** ; Montefiascone, 8 mai 1801. — Dans quelle mesure la Promesse a été condamnée à Rome. — (en chiffres). Prudence et discrétion du Pape. Doutes sur l'avancement prétendu de la négociation religieuse. Lettres de Bernier à l'évêque de La Rochelle. Consalvi prétend que nul ne peut nommer aux évêchés sans être en possession de la souveraineté. 262

- 397. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 9 mai 1801. — Livio partira dans trois jours. Consalvi a reçu une lettre pressante de Bernier et y répond. 263
- 398. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 9 mai 1801. — Aucune dépêche ne lui arrive du ministère. Il demande le rétablissement de la poste française à Rome. 266
- 399. — Cacault à Talleyrand** (n° 5) ; Rome, 11 mai 1801. — Ses observations ont fait réviser le projet de la Congrégation et regagner du terrain. Le Pape a affirmé hier ne pouvoir céder davantage. Noms de plusieurs des cardinaux qui ont été consultés. 267
- 400. — Contre-projet envoyé à Paris** ; Rome, [vers le 12 mai 1801]. 268
- 401. — Mémoire à l'appui du Contre-projet** ; Rome [vers le 12 mai 1801]. — Critique de plusieurs articles du projet français [n° V], et nécessité d'y substituer une rédaction différente. 275
- 402. — Le Pape au P. Consul** ; Rome, 12 mai 1801. — Il explique ses concessions et justifie ses demandes en ce qui concerne la religion dominante, la démission des évêques, le rétablissement des chapitres et des séminaires, les aliénations de biens ecclésiastiques, l'absolution des prêtres mariés. Il ne pourrait accorder davantage sans blesser le dogme catholique. 289
- 403. — Notes servant d'instructions pour Spina** ; [Rome, 12 mai 1801.] Rédactions diverses du contre-projet. Explications sur plusieurs articles. Bulle. Précautions pour la date du concordat et pour les signatures. Réserves pour les évêchés du Comtat-Venaissin. Utilité d'un légat *a latere*, etc. 298
- 404. — Lettres de créance pour Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — (Ces lettres, adressées à Bonaparte, contiennent, l'une des pouvoirs pour la négociation religieuse ; l'autre, des pouvoirs pour les affaires temporelles). 306
- 405. — Le Pape à Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — Il a atteint la dernière limite des concessions. Douleur que lui causent les mesures irréligieuses ordonnées en Piémont et en Lombardie, et le conciliabule convoqué à Paris par les évêques schismatiques. 308
- 406. — Le Pape à Bernier** ; Rome, 12 mai 1801. — Il le félicite d'avoir rendu d'importants services à la religion. Il l'exhorte à faire adopter à Paris ce qui est envoyé de Rome. 310
- 407. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 13 mai 1801. — La fatigue l'accable. Il écrit à Bernier, Azara et Kolytchev. Il a préparé puis refait une lettre pour Talleyrand. Biens du duc Braschi. 311
- 408. — Consalvi à Talleyrand** ; Rome, 13 mai 1801. — Il lui recommande le succès de la négociation religieuse. Il s'efforce de l'intéresser en faveur du duc Braschi. 312
- 409. — Doria à Spina** ; Rome, 12 mai 1801. — Répondant à Spina, il le renseigne sur les fonctions et la tenue des nonces en France. 313
- 410. — Cacault à Talleyrand** (n° 6) ; Rome, 12 mai 1801. — Le courrier du Pape apporte à Spina des pouvoirs et les pièces de la négociation. L'annonce d'un concile projeté par les constitutionnels a troublé le Saint-Père. Lettre de Hompesch. 315
- 411. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 13 mai 1801. — Il transmet les deux notes suivantes : 316
- Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 13 mai 1801. — Réclamations contre la Cisalpine, qui a renouvelé l'usurpation du Montefeltro, et qui prépare celle de San Leo. 316
- Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 13 mai 1801. — Réclamations contre le séjour des troupes françaises, dont Murat lui-même ne peut alléger la charge. 317
- 412. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 16 mai 1801. — Le prélat Badossi va quitter Rome. Le courrier Livio est reparti pour la France le 13 mai. Arrivée de M. de Vargas. 318

- 413.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 15 mai 1801. — Réception de dépêches, etc. 319
- 414.** — **Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 15 mai 1801. — Quelques expressions dans la lettre du Pape à Bonaparte sont regrettables : Spina essaiera de les corriger. Un traité sur des questions temporelles serait dangereux. Spina l'évitera, ou du moins ne fera aucune cession de territoire. 319
- 415.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 16 mai 1801. — Visconti et Périllier. Question des objets d'art. Un journal de Gênes reproche à Spina de travailler contre l'intérêt de la Ligurie. 321
- 416.** — **Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 16 mai 1801. — Spina insistera pour faire confier le gouvernement des diocèses à de simples administrateurs : telle est l'intention la plus récente du Pape. Éviter tout traité sur le temporel. On ignore la destinée du bref envoyé en Russie pour y rétablir les Jésuites. Les patriotes s'agitent malgré Murat. Empiètements continuels des Napolitains à Bénévent. 322
- 417.** — **Consalvi à Spina** ; Rome, 17 mai 1801. — Il a reçu la réponse officielle de Bernier sur les biens nationaux romains. Il presse Spina de soutenir le système des « administrateurs » et déplore que ce tempérament ne soit pas indiqué dans la lettre du Pape au P. Consul. 324
- 418.** — **Rapport de Talleyrand** ; Paris, 22 mars 1801. — La cour de Rome songe à reproduire les anciennes maximes ultramontaines. Le P. Consul entend maintenir les principes tutélaires de l'église gallicane et en faire une règle de conduite pour ceux qui négocieront avec le Saint-Siège. 326
- 419.** — **Spina à Consalvi** (n° 47) ; Paris, 24 mars 1801. — La lettre contenant ses pouvoirs sera remise le 25 à Talleyrand. Ces pouvoirs sont incomplets dans la forme. 327
- 420.** — **Consalvi à Spina** (n° 48 en chiffres) ; Paris, 24 mars 1801. — Azara se plaint de l'influence des Jésuites sur le Pape et de mauvais procédés envers la princesse Santa-Croce. Hompesch implore la protection du P. Consul. Les rapports entre la France et la Russie semblent moins faciles qu'au début. 328
- 421.** — **Spina à Consalvi** (n° 49) ; Paris, 24 mars 1801. — L'abbé de Salamon a, paraît-il, reçu et exercé des facultés apostoliques qu'aujourd'hui il est sage de lui retirer. 330
- 422.** — **Talleyrand à Cacault** ; Paris, 25 mars 1801. — Le gouvernement voit avec peine le séjour du card. Maury dans les Etats du Pape. 331
- 423.** — **Talleyrand au P. Consul** ; Paris [28 mars 1801]. — M. de Kolytchev voudrait introduire dans les traités de la France avec la Russie, la médiation de Paul I pour la paix avec le Pape. Cette demande inattendue est sans objet. 332
- 424.** — **Spina à Consalvi** (n° 51, en chiffres) ; Paris, 29 mars 1801. — Il a parlé à Talleyrand, des Légations et des électors ecclésiastiques : réponses dilatoires du ministre. Démarches en faveur du Pape annoncées par M. de Kolytchev : son opinion personnelle sur la grande maîtrise de Malte. La France négocie avec l'Angleterre. Elle exige que les ports de Sardaigne soient fermés aux Anglais. — P. S. Bruits d'une convention récente entre la France et l'Espagne. Venue de Melzi. Incertitude sur le sort des Légations. 333
- 425.** — **Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 31 mars 1801. — En ce moment, les plaintes que les Cisalpins feraient entendre contre Rome retomberaient sur eux. 337
- 426.** — **Spina à Consalvi** (n° 52) ; Paris, 2 avril 1801. — Lettre de Caleppi sur sa nouvelle mission auprès de Murat. On attend Livio. 337
- 427.** — **Spina à Consalvi** (n° 53 en chiffres) ; Paris, 2 avril 1801. Efforts pour obtenir que le duc de Parme renonce à ses Etats. L'empereur essaie de rétablir en Italie le grand duc de Toscane. Les intérêts des Deux-Siciles sont soutenus énergiquement par Kolytchev. Expédient pour résoudre la question de la grande-maîtrise de Paul I. 338

- 428. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 3 avril 1801. — Spina proteste que la nonciature de France serait mieux placée dans les mains d'un cardinal-légal que dans les siennes 344
- 429. — Azara à Cevallos** ; Paris, 4 avril 1801. — Marche des troupes de Murat dans la Calabre. Propositions religieuses de Bonaparte, et attente de la réponse du Pape 342
- 430. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 6 avril 1801. — Livio est arrivé le 10 mars à Rome. Lettre de Consalvi reçue par Bernier. Composition de la Petite congrégation et secret qui lui est imposé. 343
- 431. — Spina à Consalvi** (n° 55) ; Paris, 8 avril 1801. — Il est heureux d'apprendre l'arrivée de Livio. Il continue à recommander la célérité. On sait ici que la paix avec les Napolitains a été signée à Florence 345
- 432. — Spina à Consalvi** (n° 56, en chiffres) ; Paris, 8 avril 1801. — Le résultat de sa mission devait attrister Sa Sainteté. Il conseille d'envoyer en France un légat *a latere* et de choisir le card. Caprara. Que le Pape fasse au plus tôt toutes les concessions possibles, et s'y tienne avec fermeté. Le P. Consul ne fera rien pour le temporel avant d'avoir satisfaction sur le spirituel. Les arrangements en Italie sont en suspens, et paraissent dépendre des pourparlers avec l'Angleterre. Il est à-propos d'envoyer M^{gr} Della Genga en Russie. 346
- 433. — Spina à Consalvi** (n° 57) ; Paris, 8 avril 1801. — M. Laborie, employé au ministère des relations extérieures, sollicite pour le *J. des Débats* l'envoi d'un bulletin de nouvelles rédigé à Rome. 350
- 434. — Bernier au P. Consul** ; Paris, 9 avril 1801. — Sentiments de reconnaissance exprimés dans un mandement des grands-vicaires de Luçon, en Vendée. 350
- 435. — Spina à Consalvi** (n° 58) ; Paris, 12 avril 1801. — Utilité de prendre à Rome une prompt décision. Le P. Consul va être instruit des exigences de Cavagnari. Il faut réprimer les patriotes romains. Passage du Sund par les Anglais. 351
- 436. — Spina à Consalvi** (n° 59 en chiffres) ; Paris, 12 avril 1801. — Il a ébruité l'envoi d'un représentant du Saint-Siège à Pétersbourg ; mais il craint une rupture prochaine entre la France et la Russie. Cobenzl négocie à Montefontaine. La politique du Consulat ne satisfait personne 353
- 437. — Spina à Consalvi** (n° 60, chiffré en partie) ; Paris, 13 avril 1801. — Mort de Paul I : Kolytchev s'en montre peu affligé. Le ministère russe passe pour favorable aux Anglais. La France cherchera sans doute à s'allier à l'Autriche. 354
- 438. — Spina à Consalvi** (n° 61) ; Paris, 17 avril 1801. — Il a fait renouveler les remerciements de Sa Sainteté pour la conduite de Murat. Un patriote romain, le second des frères Piranesi, retourne à Rome. Objets d'art des familles Albani et Braschi. Entretien avec M. de Gallo sur Bénévent. 355
- 439. — Spina à Consalvi** (n° 62 en chiffres) ; Paris, 17 avril 1801. — Les biens nationaux romains. Bonaparte et Talleyrand ne cessent de demander quand reviendra Livio. La mort de Paul I interrompt toutes les négociations : craintes d'une nouvelle guerre. Même incertitude pour les affaires italiennes. Alexandre ne prétend pas à la grande maîtrise de Malte. Les Trappistes du Mont-Cenis. 357
- 440. — Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 20 avril 1801. — Le Montefeltro va attirer des ennuis à la Cisalpine : ce sera bientôt le tour de Pesaro. 359
- Marescalchi à Pancaldi** ; Paris, 22 avril 1801. — Spina connaît mal l'affaire du Montefeltro, mais il est disposé à revendiquer tout ce que le Saint-Siège n'a pas cédé par des traités 360
- 441. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 22 avril 1801. — Il recommande au ministre une note de Spina, et transmet des nouvelles de Rome. 360
- 442. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 22 avril 1801. — Nouvelles de Rome, du 9 avril : le travail de la première congrégation, terminé le 28 mars, a été

- repris, après la semaine sainte, par une seconde congrégation de douze cardinaux. Il ne restait à rédiger que les pièces accessoires, et on annonçait le retour de Livio à Paris pour le 26 ou le 30 avril 361
- 443. — Cobenzi à l'Empereur**; Paris, 24 avril 1801. — Joseph Bonaparte est favorable à la famille Albani. Il en veut à Consalvi et souhaiterait de le voir destituer 362
- 444. — Spina à Consalvi** (n° 63); Paris, 25 avril 1801. — Il a vu Talleyrand pour les objets d'art, et a demandé le retrait des troupes cantonnées dans les Etats de l'Eglise. Le ministre a répété que le P. Consul tient essentiellement à renouveler tout l'épiscopat. Le nouveau roi d'Etrurie doit être en route pour Paris. 363
- 445. — Spina à Consalvi** (n° 64 en chiffres); Paris, 25 avril 1801. — Le P. Consul dit attendre la conclusion du concordat pour régler par un traité les questions temporelles et politiques avec le Saint-Siège. Inconvénients d'un pareil traité, qui d'ailleurs ne rendrait pas les Légations. En dépit de Kolytchev, Bonaparte cherche à en user avec le roi de Sardaigne comme avec le roi de Naples. Spina croirait imprudent de s'appuyer sur Kolytchev. Eventualité d'un couronnement du roi d'Etrurie. Hompesch. — P. S. L'intervention de Bonaparte pour Bénévent déplairait aux cours. 364
- 446. — Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 25 avril 1801. — Il n'a pu rencontrer M. de Gallo. Les choses se passent comme il plaît à Dieu. Aigreur d'Azara. 369
- 447. — Bernier à Spina**; Paris, 27 avril 1801. L'indépendance du Pape dans ses rapports avec les acquéreurs de biens nationaux romains sera respectée par le gouvernement français. Le P. Consul a hâte de voir achever le concordat, et promet sa protection au Saint-Siège. 369
- 448. — Spina à Consalvi** (n° 65); Paris, 27 avril 1801. — Réponse officielle de Bernier sur les biens nationaux romains. Intrigues de Duveyrier et de Haller. Kolytchev a dû remettre hier une note très forte en faveur du roi de Sardaigne. Le Pape pourrait témoigner personnellement de l'intérêt pour ce prince, en présence d'Alquier ou de Cacault 370
- 449. — Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 28 avril 1801. — Encouragements. On accuse ici Murat de s'être laissé acheter par le gouvernement pontifical 372
- 450. — Spina à Consalvi** (n° 67 en chiffres); Paris, 28 avril 1801. — Spina et Bernier voient avec peine l'intervention de Cacault dans le travail du concordat. Ils insistent pour une prompté décision. Le P. Consul veut dominer toute l'Italie. — P. S. Hier, Bernier a dû écrire à Rome au sujet de Cacault. Les Cisalpins revendiquent le Montefeltro. 373
- 451. — Bernier à Talleyrand**; Paris, 2 mai 1801. — Dépêches de Rome du 18 avril : après le consistoire du 8 avril, la rédaction des pièces a été renvoyée à la Petite congrégation; Livio devait partir le 25 avril, et Consalvi assurait que le P. Consul serait content 376
- 452. — Spina à Consalvi** (n° 68); Paris, 3 mai 1801. — M. de Vargas, au dire d'Azara, a reçu des instructions conciliantes. Efforts de Spina pour porter remède à la misère du Saint-Siège 377
- 453. — Spina à Consalvi** (n° 69 en chiffres); Paris, 3 mai 1801. — Réclamer en ce moment les Légations serait faire naître des soupçons. Le succès du concordat devient douteux après les changements qui paraissent faits à Rome. Spina est aussi d'avis d'éluder tout traité sur le temporel. L'ambition de Bonaparte en Italie fait craindre une nouvelle guerre. Oukase d'Alexandre sur l'Ordre de Malte. Paccanari. — P. S. L'avènement d'Alexandre n'est pas préjudiciable au Saint-Siège. 378
- 454. — Bernier au P. Consul**; Paris, 5 mai 1801. — Renseignements de police secrète. Il attend avec confiance le courrier de Rome et transmet les doléances d'un évêque du Piémont 383

- 455.** — **Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 5 mai 1801. — Azara est romain de cœur. Réflexions sur des nouvelles intérieures de Rome et sur le dernier consistoire. Il faut que Livio arrive. 384
- 456.** — **Spina à Consalvi** (n° 70); Paris, 8 mai 1801. — Entretien avec le ministre de l'Intérieur, qui envoie à Rome et à Naples un commissaire pour recueillir les objets d'art. Anxiété pour le retour de Livio. Lucchesini. 385
- 457.** — **Spina à Consalvi** (n° 71 en chiffres); Paris, 8 mai 1801. — Cobenzl n'est pas disposé à reconnaître le roi d'Etrurie. Le gouvernement français pense à rétablir Hompesch, il s'entendra peut-être sur le Piémont avec l'Angleterre. L'horizon politique s'obscurcit 386
- 458.** **Bernier à Talleyrand**; Paris, 10 mai 1801. — Les lettres de Consalvi jusqu'au 27 avril, différent des renseignements envoyés par Cacault. Incompétence de cet agent. On promet que Livio partira avant le 1^{er} mai. 388
- 459.** — **Talleyrand à Cacault**; Paris, 11 mai 1801. — Il transmet un arrêté sur les objets d'art. Question de l'échange de l'Académie de France contre la villa Médicis. — P. S. Le commissaire pour les objets d'art est le cit. Dufourny. 389
- 460.** — **Spina à Consalvi** (n° 72); Paris, 11 mai 1801. — Retard de Livio. Cavagnari. Séjour des troupes françaises dans l'Etat de l'Eglise. Patriotes romains. 390
- 461.** — **Spina à Consalvi** (n° 73 en chiffres); Paris, 11 mai 1801. — L'humeur du P. Consul contre le retard de Livio devient inquiétante. Inconvénients d'avoir communiqué à Cacault un travail inachevé. La grande-maîtrise de l'Ordre de Malte. Kolytchev n'obtient pas de réponse pour sa dernière note. 392
- 462.** — **Bernier à Talleyrand**; Paris, 12 mai 1801. — Il va se rendre avec Spina à La Malmaison. 394
- 463.** — **Spina à Consalvi** (n° 74 en chiffres); Paris, 12 mai 1801. — Il vient d'être mandé auprès du P. Consul, pour entendre des reproches sur la marche de la négociation religieuse. Bonaparte croit que la cour de Rome veut gagner du temps pour profiter de quelque crise européenne. Il accuse personnellement Consalvi. La confiance qui devrait être réservée à la France est donnée par le Saint-Siège aux Russes, aux Prussiens, aux Anglais. Bonaparte se plaint des changements faits dans les articles du concordat, surtout pour la démission des évêques. Il n'admettra point ces changements et se passera de la Papauté s'il la trouve malveillante. Spina reçoit l'ordre de rendre compte de cet entretien. Ardeur nouvelle des ennemis de la religion. La protection russe est devenue nuisible. 394
- 464.** — **Talleyrand à Cacault**; Paris, 13 mai 1801. — Le gouvernement ne se prêterait à aucune modification dans son projet de convention. Aveuglement de la cour romaine, qui compromet l'amitié de la France. 399
- 465.** — **Bernier à Consalvi**; Paris, 13 mai 1801. — L'abbé a écrit deux fois à Rome, mais sans effet. Le P. Consul en a témoigné tout son mécontentement à Spina; il a déclaré qu'il interpréterait tout délai comme une rupture; qu'il rétablirait la religion avec ou sans la Papauté. Dangers de la conduite tenue à Rome. 401
- 466.** — **Bernier à Talleyrand**; Paris, 14 mai 1801. — Il transmet sa lettre et espère le succès. 404
- 467.** — **Bernier au P. Consul**; Paris, 14 mai 1801. — Analyse de sa lettre. Spina a écrit de son côté et avec vivacité. 404
- 468.** — **Spina à Consalvi** (particulière); Paris, 13 mai 1801. — Pourquoi tant de délais? Le P. Consul est animé contre Consalvi. Embarras et inquiétude de Spina. 405
- 469.** — **Spina à Consalvi** (n° 76 en chiffres); Paris, 16 mai 1801. — Cavagnari est à Paris. Eloge de Marscalchi. Le duc de Parme logera chez Azara. Renouvellement possible d'une coalition. 407
- 470.** — **Cobenzl à l'Empereur**; Paris, 19 mai 1801. — Conversation à la Mal-

- maison : le P. Consul refuse de rendre la Toscane au grand duc, ou d'indemniser ce prince dans les Légations. Il veut tenir Rome et Naples dans sa dépendance 409
- Cobenzl à l'Empereur** ; Paris, 19 mai 1801. — Proclamation du général Jourdan en Piémont. Le P. Consul tient à l'existence de la Cisalpine. Le retard dans la réponse du Pape a provoqué une scène faite à Spina. MM. de Saint-Marsan et de Gallo 411
- 471. — Le P. Consul à Lucien Bonaparte** ; Paris, 16 mai 1801. — Il faut indisposer la cour d'Espagne contre le Pape, qui a rétabli les Jésuites. 412
- 472. — Spina à Consalvi** (n° 78 en chiffres) ; Paris, 16 mai 1801. — Une dépêche de Cacault, du 5 mai, précise les changements faits au concordat : elle accroît l'irritation. Spina déplore l'ignorance où le tient sa cour. La colère de Bonaparte devient publique 413
- 473. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 18 mai 1801. — Livio n'est pas encore arrivé. Lettres pressantes que Consalvi a dû recevoir de Bernier. Le retard produit un mal incalculable 414
- 474. — Bernier à Spina** ; Paris, 19 mai 1801 (soir). — Il vient de lire des instructions qui prescrivent à Cacault de quitter Rome dans les cinq jours, si le concordat n'a pas été envoyé, et même envoyé sans modifications. Bernier accuse le silence gardé par Consalvi 415
- 475 Spina à Consalvi** (n° 79) ; Paris, 19 mai 1801. — Note alarmante remise par Bernier. Le P. Consul, blessé par les délais de la cour romaine, sera plus exigeant sur les différences de rédaction signalées par Cacault 416
- 476. — Spina à Consalvi** (n° 80 en chiffres) ; Paris, 19 mai 1801. — Il reçoit de tous côtés, et ce matin de M. de Cobenzl, l'avis des soupçons qui grandissent contre le Saint-Siège. Le mécontentement du P. Consul retentit jusque sur l'affaire des électors ecclésiastiques en Allemagne 418
- 477. — Talleyrand à Cacault** ; Paris, 19 mai 1801. — A Rome, on essaie de se jouer de la France. Le P. Consul n'admettra aucun changement au projet convenu ; il veut un prompt consentement ou la rupture. Délai de cinq jours que Cacault devra notifier, avant de se retirer à Florence. Aveuglement du Saint-Siège. — P.-S. Comment on entend que l'article de la démission des évêques soit rédigé 419
- 478. — Bernier à Consalvi** ; Paris, 19 mai 1801. — Plaintes et vives instances 422
- 479. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 20 mai 1801. — Il transmet copie de sa lettre à Consalvi et prie le ministre de la communiquer au P. Consul 424
- 480. — Bernier au P. Consul** ; Paris, 20 mai 1801. — Lettres adressées à Consalvi par Spina et Bernier. Spina sera autorisé à faire dans le projet romain des changements non-substantiels 424
- 481. Spina à Bernier** ; Paris, 20 mai 1801. — Les retards, causés sans doute par Cacault, vont bientôt prendre fin. Mais quant aux changements de rédaction, s'ils sont jugés nécessaires par Sa Sainteté, ils ne pourront être retirés. 425
- 482. — Spina à Consalvi** (n° 81) ; Paris, 21 mai 1801. — Il lui communique sa réponse à Bernier. Il vient de recevoir les dépêches de Consalvi du 2 mai. 426
- 483. — Spina à Consalvi** (n° 82 en chiffres) ; Paris, 21 mai 1801. — La promptitude à Rome aurait prévenu bien des oppositions au concordat. Hostilité de Talleyrand. Services rendus par Bernier. Spina répète qu'il faut se montrer à la fois très conciliant et très ferme. — P. S. Bonaparte voulait obliger le Pape à se séparer de Consalvi et de plusieurs autres conseillers. 427
- 484. Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 21 mai 1801. — Craintes affectueuses pour Consalvi. Bernier a dû lui écrire avec plus d'apreté qu'il n'aurait voulu 429
- 485. — Lucchesini au roi de Prusse** (en chiffres) ; Paris, 22 mai 1801. — Le P. Consul veut régenter toute l'Italie ; il menace le Pape 430

- 486. — Minto à Hawkesbury** ; Vienne, 12 juin 1801. — Il a puisé dans les dépêches de Gallo du 20 mai, des renseignements sur les injonctions de Bonaparte envoyées à Rome et sur ses principales exigences en matière ecclésiastique. On craint pour l'Etat romain 430
- 487. — Cacault à Talleyrand** (n° 8) ; Rome, 17 mai 1801. — Passage fréquent d'officiers français à Rome. Cérémonie de l'Ascension. Retour du général Levachov, etc. 434
- 488. — Cacault à Talleyrand** (n° 9), Rome, 21 mai 1801. — Il a reçu la dépêche de Talleyrand du 13 mai : les lenteurs de la cour romaine ne sont pas calculées. Occupation de San Leo par les Cisalpins. Fuite du roi de Sardaigne vers Naples. Arrivée de Vargas. — P. S. On répand une note russe qui aurait été remise à Paris. Bruit de la paix entre la Russie et l'Angleterre. 435
- 489. — Consalvi à Bernier** ; Rome, 21 mai 1801. — La lettre de Bernier est partie de Paris le jour même où Livio partait de Rome. Le délai a été aussi court que possible ; d'ailleurs il est imputable à Cacault. Torts de cet agent. Consalvi est prêt à donner sa démission. — P. S. Le secret de la négociation a empêché toute influence étrangère. 436
- 490. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 21 mai 1801. — Le roi de Sardaigne est reparti subitement pour Naples. Complots des patriotes. Réponse aux reproches de Bernier. La démission des évêques. Affaires d'Italie, de Malte, du bref des Jésuites, des électors ecclésiastiques, du clergé cisalpin. 441
- 491. — Jackson à Hawkesbury** ; Rome, 22 mai 1801. — Le roi de Sardaigne a craint d'être enlevé à Rome par les Français. Jackson se dispose à le suivre à Naples 446
- Jackson à Hawkesbury** ; (en chiffres) ; Rome, 22 mai 1801. Bonaparte s'est plaint vivement du Saint-Siège devant Spina, et a cité comme exemple ce qui arrive au Piémont 446
- 492. — Murat à Caleppi** ; Florence, 22 mai 1801. — Il répond à une note de Caleppi sur l'occupation du Montefeltro et de San Leo. Lettres qu'il a écrites à ce sujet à Pétiet et à Moncey. Il répète que le gouvernement français veut maintenir la souveraineté temporelle du Pape. 447
- 493. — Consalvi à Spina** ; Rome, 23 mai 1801. — Les Cisalpins se sont emparés, le 11, du fort San Leo et du pays environnant. Les réclamations du Saint-Père adressées à Murat, devront être soutenues à Paris. 448
- 494. — Consalvi à Spina** ; Rome, 23 mai 1801. — Il revient sur sa lettre à Bernier. Si le travail du concordat a pris quatre mois à Paris, il a bien pu en prendre deux à Rome. Cacault est l'auteur des retards et des fausses interprétations. Quant à Consalvi, il se démettra volontiers de ses fonctions. 449
- 495. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 23 mai 1801. — Il proteste contre les accusations dont il est victime. Sa santé est altérée. 451
- 496. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 23 mai 1801. — Reproches adressés à Spina par le P. Consul. Résumé des demandes du gouvernement français en matière religieuse d'après les bruits qui circulent 452
- 497. — L. Berthier à Consalvi** ; Florence, 28 mai 1801. — Se rendant à Paris, il exposera les souffrances de l'Etat romain et les soins que les troupes françaises y rencontrent. 452
- 498. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 28 mai 1801. — Le cardinal, atteint de la fièvre, reçoit à l'instant par Cacault les lettres comminatoires envoyées de Paris le 19 mai. Premières réflexions sur le délai de cinq jours. Comment Cacault a causé tout le mal. 453
- 499. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 28 mai 1801. — Il a vu ce soir Consalvi, qui était malade et très agité. Il le reverra demain, ainsi que le Pape 455
- 500. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 28 mai 1801. — Entretien avec Cacault. Consalvi l'a prié de ne pas sortir de Rome avant de connaître l'impression du P. Consul sur le contre-projet romain. Douleur qu'é-

- prouve le Pape, accusé de s'être laissé influencer par les Puissances étrangères 456
- 501. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 30 mai 1801. — On s'attend à voir les troupes françaises dans Rome. Défense de Porto-Ferraio. La cour de Sardaigne à Naples. Débarquement d'ex-Jésuites exilés d'Espagne. Ghislieri sollicite son rappel. 457
- 502. — Note de Cacault à Consalvi** ; Rome, 30 mai 1801. — Notification de l'ultimatum du gouvernement français 459
- 503. — Consalvi à Bernier** ; Rome, 30 mai 1801. — Il répond à la lettre de Bernier du 19 et rejette toute la faute sur Cacault. Les modifications au projet français ne peuvent être retirées par le Pape. Consalvi lui a offert ce matin sa démission. 460
- 504. — Consalvi à Spina**, (particulière) ; Rome, 30 mai 1801. — Il justifie de nouveau sa conduite et sa volonté de se démettre. Si Cacault s'obstine à partir, tout est perdu 462
- 505. — Consalvi à Spina** (en chiffres) ; Rome, 30 mai 1801. — Indices d'une prochaine invasion. Menaces des patriotes. Spina devra mettre ses dépêches en sûreté 463
- 506. — Caleppi à Consalvi** (en chiffres) ; Florence, 2 juin 1801. — Il essaiera d'intercéder auprès de Murat, qui est aux eaux de Pise. Il est toujours inquiet des mouvements militaires des Français 466
- 507. — Consalvi à Acton** ; Rome, 2 juin 1801. — Il annonce qu'il se rend à Paris et se fait suppléer par le cardinal J. Doria 467
- 508. — Consalvi à Cacault** ; Rome 3 juin 1801. — En transmettant la note ci-après, il explique qu'il a été désigné pour aller à Paris, mais que si sa personne devait être mal vue, un autre cardinal partirait à sa place 467
- 509. — Note de Consalvi à Cacault** ; Quirinal, 3 juin 1801. — Réponse à la note de Cacault du 30 mai. Le cardinal rappelle les faits, et discute les points de l'ultimatum français. Le Saint-Père ne peut céder sur ce qui heurte la doctrine, mais par la mission de son secrétaire d'Etat il veut donner un gage public de ses vrais sentiments 469
- 510. — Cacault à Consalvi** ; Rome, 2 juin 1801. — Il proteste que la personne de Consalvi ne peut nuire au succès de sa mission 475
- 511. — Cacault à Talleyrand** (no 10) ; Rome, 3 juin 1801. — Il a dû remettre l'ultimatum le 30. Les délais ne sont imputables qu'à la nature de l'affaire. Le Pape n'a pas été influencé par l'Angleterre ou la Russie, mais par sa conscience. L'envoi de Consalvi à Paris a été inspiré par Cacault. Précautions pour le maintien de la tranquillité à Rome 475
- 512. — Consalvi à Talleyrand** ; Rome, 3 juin 1801. — Il l'informe de sa mission 480
- 513. — Consalvi à Bernier** ; Rome, 3 juin 1801. — Il partira de Rome en même temps que Cacault. Il craint de déplaire au P. Consul. Flatteries à l'adresse de Bernier. 480
- 514. — Consalvi à Spina** ; Rome, 3 juin 1801. — Objet de sa mission ; inconvenients du choix de sa personne. Il passera par Pise pour voir Murat. 482
- 515. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Rome, 3 juin 1801. — Il rappelle le proverbe : *Si vis militem, mitte gratum*. 483
- 516. — Pouvoirs pour Consalvi** ; Rome, 3 juin 1801. — Le cardinal ne pourra modifier dans leur substance les articles arrêtés par le Pape. Sous cette réserve formelle il pourra signer la convention. 484
- 517. — Ruffo à Acton** ; Rome, 3 juin 1801. — Les cardinaux réunis par le Pape ont décidé le voyage de Consalvi. Cacault va partir. Attitude alarmante des Français 486
- 518. — Ghislieri à Colloredo** ; Rome, 6 juin 1801. — Détails sur les événements qui ont amené la remise de l'ultimatum, sur la réunion des cardinaux et la mission de Consalvi. Une telle démarche n'est qu'humiliante. Ghislieri

- n'y a pris aucune part ; il ignore si les Français ont des arrière-pensées contre Rome. 487
- 519. — Vargas à Cevallos ;** Rome, 6 juin 1801. — Consalvi et Cacault sont partis de grand matin. Le cardinal ayant demandé si Sa Sainteté pourrait se réfugier en Espagne, Vargas s'est fait expliquer la situation et a déconseillé tout éclat. Le Pape affirme qu'il n'a pu céder ; Cacault prétend le contraire. Cette diversité d'opinions a décidé Vargas à réclamer une communication confidentielle du concordat : comment il l'a obtenue. Eventualité de l'entrée des Français dans Rome. 492
- 520. — Vargas à Cevallos ;** Rome, 10 juin 1801. — La tranquillité n'a pas été troublée. Consalvi a détourné plusieurs cardinaux de quitter la ville. 499
- 521. Jackson à Hawkesbury ;** Naples, 12 juin 1801. — Résumé des derniers événements de Rome. En prenant congé du Pape, Jackson l'avait trouvé tourmenté de l'avenir, mais très décidé à ne rien sacrifier des intérêts religieux. 500
- 522. — Consalvi à Spina** (particulière) ; Florence, 8 juin 1801. — Il est arrivé à Florence. Bon accueil qu'il a reçu de Madame Murat 501
- 523. — Cacault à Talleyrand** (n° 11) ; Florence, 8 juin 1801. — Il a fait route avec Consalvi ; les apparences d'une rupture ont été évitées. Le cardinal est reparti ce matin. On pourra s'arranger avec lui 502
- 524. Murat au P. Consul ;** Florence, 9 juin 1801. — Les malveillants se remuent dans toute l'Italie. Arrivée de Consalvi et de Cacault. Il ne faut pas se laisser prévenir contre Consalvi. 504

FIN DU TOME SECOND



Laval. — Imp. et Ster. E. JAMIN.

5-29-22,

